





TRAITÉ DES IMPOTS EN FRANCE

CONSIDÉRÉS SOUS LE RAPPORT DU DROIT, DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE
ET DE LA STATISTIQUE

SUIVI DU
MOUVEMENT DÉTAILLÉ DE LA DETTE PUBLIQUE DEPUIS 1789



PAR
ÉDOUARD VIGNES.

—
3^e ÉDITION
—

TOME PREMIER

I. Législation. — II. Tarifs.

APRÈS UN HISTORIQUE SUR CHAQUE TAXE.
EXPOSÉ MÉTHODIQUE ET RAISONNÉ DE LA LÉGISLATION
SUR L'ASSIETTE, LA PERCEPTION ET LE
CONTENU DES IMPÔTS.
ORGANISATION DES ADMINISTRATIONS FINANCIÈRES.
— TARIFS DES DIVERSES TAXES.

PARIS

GUILLAUMIN ET C^{ie}, LIBRAIRES

Éditeurs du Journal des Économistes, de la Collection des principaux Économistes,
du Dictionnaire de l'Économie politique,
du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.

Rue Richelieu, 14



TRAITÉ
DES IMPOTS
EN FRANCE

5. 5. 720

CUNNING, typ. et sér. de CHÉRE FILS.

2
5
720

TRAITÉ DES IMPOTS EN FRANCE

CONSIDÉRÉS SOUS LE RAPPORT DU DROIT, DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE
ET DE LA STATISTIQUE

SUIVI DU
MOUVEMENT DÉTAILLÉ DE LA DETTE PUBLIQUE DEPUIS 1789

PAR
ÉDOUARD VIGNES



3^e ÉDITION

TOME PREMIER

I. Législation. — II. Tarifs.

APERÇU HISTORIQUE SUR CHAQUE TAXE.
EXPOSÉ MÉTHODIQUE ET RAISONNÉ DE LA LÉGISLATION
SUR L'ASSIETTE, LA PRESCRIPTION ET LE
CONTENTIEUX DES IMPOTS.
ORGANISATION DES ADMINISTRATIONS FINANCIÈRES.
TARIFS DES DIVERSES TAXES.

PARIS

GUILLAUMIN ET C^{ie}, LIBRAIRES

Éditeurs du Journal des Économistes, de la Collection des principaux Économistes,
du Dictionnaire de l'Économie politique,
du Dictionnaire universel de Commerce et de la Navigation, etc.

Rue Richelieu, 14

1872

55450

PRÉFACE

En publiant, il y a quelques années, la première édition de ce livre, nous constations à la fois combien l'étude du droit fiscal était négligée et combien elle était utile. Nous faisons observer que les administrateurs, les magistrats, les hommes de loi, devaient y puiser des connaissances nécessaires à l'exercice de leur profession, et que les citoyens avaient un intérêt sérieux à ne pas ignorer les règles de leurs rapports avec le fisc.

Ne semble-t-il pas aujourd'hui que la nécessité de cette étude est devenue plus grande que jamais ? L'action envahissante de l'impôt sur les fortunes privées et son influence par conséquent plus active sur la production et la distribution des richesses, ne donnent-elles pas à cette étude une actualité plus marquée, et ne l'élèvent-elles pas au premier rang parmi les problèmes économiques ?

Ce sera, en effet, un des points les plus saillants de l'histoire de ce siècle que cet accroissement continu des dépenses publiques qui, ne pouvant être couvert par une augmentation constante de l'impôt, donne lieu à des emprunts si souvent répétés.

Cette double tendance des sociétés modernes, de demander à l'individu une part toujours plus forte de ses ressources, et de grever l'avenir, parce que le présent ne peut supporter la charge de leurs dépenses, appelle au plus haut point l'attention non-seulement des économistes et des hommes d'État, mais de tous les citoyens. La question de l'impôt est pour nous tous moins une question de science qu'une question d'intérêt : il s'agit de savoir si les sacrifices que l'État nous demande sont en rapport avec les avantages qu'il nous procure ; si ces sacrifices ne pourraient pas trouver un meilleur emploi ; s'ils viennent en aide à notre activité, ou si au contraire ils la paralysent ; si enfin nos dépenses ne dépassent pas la mesure de nos moyens et de ce qu'il nous est permis de rejeter par l'emprunt sur les générations futures.

Mais ce n'est là que la moitié du problème ! il reste encore à chercher si cet énorme prélèvement sur les revenus privés qui constitue l'impôt est justement réparti entre tous les citoyens : si telle catégorie de revenus n'est pas atteinte plus qu'une autre, si telle classe ne supporte pas une charge trop élevée. Ici, on le voit, c'est une question de justice qu'il s'agit de résoudre ; et, dans l'état de nos mœurs, cette question est capitale : elle rentre, et presque au premier rang, dans celles qu'imposent à nos méditations ces revendications si hautaines présentées aujourd'hui au nom des classes laborieuses, et que la société est tenue de satisfaire dans les limites du juste, pour leur opposer au delà la plus énergique résistance.

L'étude de l'impôt est donc devenue indispensable. On le sent tous les jours, aux discussions dont il est l'objet, dans les Chambres, dans la presse, dans les livres et dans le public. Mais il est facile de constater, dans ces discussions, combien cette étude a été peu préparée : le droit fiscal est inconnu même de ceux qui l'appliquent, en dehors de la spécialité qui les occupe, et les publicistes qui écrivent sur l'impôt en ignorent bien souvent la constitution légale. Aussi n'est-il pas de sujet où se croisent avec plus de désordre, et se heurtent avec moins de chances de se concilier et même de se comprendre, les idées des hommes pratiques, les résistances de l'opinion, les critiques des économistes et les projets des réformateurs.

Ces considérations nous ont conduit à donner à notre livre une extension considérable, en ajoutant à ce qui faisait l'objet des éditions précédentes, un examen économique détaillé du régime fiscal de la France et l'exposé des réformes dont cet examen nous a suggéré la pensée.

Il nous paraît, en effet, aussi essentiel de rechercher la nature et les effets économiques de l'impôt, quand on en connaît la législation, qu'il est nécessaire de connaître cette législation, avant d'apprécier cette nature et ces effets.

Notre but ainsi indiqué, nous dirons, comme dans les éditions précédentes, le plan que nous avons suivi.

Cet ouvrage est divisé en quatre parties :

La première, sous le titre *Législation*, présente un exposé méthodique et raisonné de la législation sur l'assiette, la perception et le contentieux des divers impôts.

Nous répéterons, au sujet de cette partie, ce que contenait la préface de la première édition :

« L'ordre et la méthode nous paraissant être les
« qualités essentielles à rechercher dans un ouvrage de
« cette nature, nous devons dire quelques mots des
« règles que nous avons suivies pour réaliser, autant
« qu'il dépendait de nous, ces deux conditions.

« D'abord, nous avons eu soin de ne rien mettre
« dans notre livre qui pût lui ôter son caractère élé-
« mentaire : on n'y trouvera donc ni les discussions
« ni les solutions de droit et de jurisprudence qu'un
« traité complet pourrait à peine contenir ; à plus forte
« raison, ne renferme-t-il pas les détails d'exécution
« qui sont du domaine de la pratique administrative ;
« il contient seulement l'exposé de la législation, ac-
« compagné des explications nécessaires pour en faire
« comprendre le sens et les motifs.

« Notre cadre ainsi réduit, nous avons dû négliger
« tout ce qui, dans la loi, n'était pas essentiel, et coor-
« donner d'une manière méthodique ses dispositions
« les plus importantes, *afin de ne jamais passer que du*
« *connu à l'inconnu*, et d'éviter l'écueil de beaucoup
« d'ouvrages administratifs, qui, par une mauvaise
« division des matières, par un défaut de soin ou de
« méthode, obligent souvent le lecteur à chercher dans
« ce qui suit l'explication de ce qui précède.

« C'est en suivant cette voie que, pour les impôts de
« toute nature, nous avons donné l'histoire des taxes
« ou produits correspondants avant 1789, les bases ac-
« tuelles de leur assiette et le mode de leur perception,
« les pénalités dont la loi financière est armée, les rè-
« gles de procédure et de compétence qui s'y rappor-
« tent, et l'organisation administrative des divers ser-
« vices financiers.

« Afin de permettre au lecteur de contrôler l'exacti-
« tude de notre travail, et de remonter aux sources,
« nous avons eu soin d'indiquer, pour chaque objet,
« la date des lois, ordonnances ou décrets qui le ré-
« gissent. »

La seconde partie, sous le titre *Tarifs*, contient les tarifs en vigueur au 1^{er} janvier 1871.

Dans la troisième partie, sous le titre *Économie poli-
tique*, nous avons étudié les règles générales relatives à
la nécessité, à la mesure, à la distribution de l'impôt,
sa constitution économique dans notre pays, son inci-
dence, et les diverses réformes dont il semble suscepti-
ble, pour réaliser le principe de justice dans la réparti-
tion des taxes, sans bouleverser le système actuel. Dans
cette étude, nous nous sommes appuyé sur les travaux
des économistes les plus autorisés, en citant les opinions
des principaux d'entre eux, et nous avons cherché à
résoudre les problèmes relatifs à l'impôt par une ana-
lyse exacte des faits fiscaux, et par l'application des
principes économiques les moins contestés.

Dans la quatrième partie, sous le titre *Statistique*,

nous avons donné, dans un ordre méthodique, des renseignements statistiques détaillés, puisés dans les documents officiels, sur l'histoire fiscale de la France depuis cinquante ans.

Enfin, il nous a paru qu'en face du développement croissant de la dette publique et des causes qui, sous le poids de nos désastres récents, vont encore l'accroître, il était intéressant de rattacher à une monographie de l'impôt le tableau du mouvement de cette dette depuis 1789.

Puisse ce livre qui nous a coûté de longs travaux et qui a été jusqu'ici accueilli avec bienveillance, contribuer, sur le terrain plus vaste qu'il embrasse aujourd'hui, à répandre le goût d'une étude trop négligée, et appeler au service d'une œuvre de réforme qu'il ne sera pas toujours possible d'ajourner le concours d'autres volontés et d'autres efforts !

P.-S. Au moment où se termine l'impression de cette édition, l'Assemblée nationale étudie les projets qui doivent mettre la France, par de nouveaux impôts et des augmentations de ceux qui existent, en état de payer les charges qui sont le résultat de nos désastres.

D'autres préoccupations que celle d'améliorer notre système fiscal, de le rendre plus juste, plus proportionnel, plus modéré, semblent devoir inspirer ces me-

sures. Il en sera ainsi, tant qu'on ne touchera à cette législation que dans les temps d'adversité, pour obtenir d'elle plus de ressources, au lieu de l'amender aux époques de prospérité et de calme.

Nous allons donc probablement nous éloigner des réformes désirables, en matière d'impôts, et il n'en peut guère être autrement.

Toutefois, parmi ces mesures, le Gouvernement a sagement écarté de son projet l'*impôt général sur le revenu*, et l'Assemblée paraît disposée à ne pas rentrer dans une voie de restriction, en ce qui touche les douanes.

Nous aurons soin de mettre cette édition au courant des modifications qui seront adoptées dans cette session, au moyen d'un appendice placé à la fin du second volume, et où chaque disposition nouvelle sera rattachée par des renvois aux textes qu'elle modifiera dans le corps de l'ouvrage.

Juillet 1871.

TRAITÉ DES IMPOTS

PREMIÈRE PARTIE

LÉGISLATION

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

DES IMPOTS EN GÉNÉRAL.

Définition de l'impôt et principes généraux de la législation fiscale
en France.

Les dépenses publiques ayant pour but de satisfaire aux besoins collectifs de la société, il est légitime de demander à tous les citoyens les ressources nécessaires pour y pourvoir. De là l'impôt, ou contribution imposée à chaque citoyen pour prix des services et de la protection qu'il reçoit de la société.

La justice de ce prélèvement n'est contestée par personne; mais les abus auxquels il a donné lieu à d'autres époques ont fait établir, comme une des bases fondamen-

tales de nos institutions, que l'impôt doit être consenti par le pays, au moyen du vote de ses représentants.

Ce principe, qui fait partie de notre droit public depuis la révolution de 1789, était consacré par l'article 39 de la Constitution du 14 janvier 1832, aux termes duquel l'impôt était voté par le Corps législatif, et il a sa sanction dans toutes les lois de budget, qui interdisent chaque année, par une disposition spéciale et formelle, *sous peine de concussion* (Code pénal, art. 174), la perception de tout impôt, quel qu'il soit, non autorisé par cette loi (1).

— Les services de la société s'étendant à tous ses membres, il est juste que chacun supporte une part des charges publiques. L'impôt doit donc être *général*, c'est-à-dire qu'il doit frapper tous les citoyens, tous ceux du moins qui peuvent en supporter la charge.

La généralité de l'impôt n'existe en France que depuis 1789. Avant cette époque, certaines classes de la société jouissaient, dans une proportion plus ou moins forte, de l'exemption de l'impôt. L'abolition de ce privilège a été la conséquence du principe de l'égalité civile proclamé dans la nuit du 4 août 1789.

— S'il est équitable que l'impôt soit général, il ne l'est pas moins, en vertu du même principe d'égalité, d'en

(1) Cette disposition mérite d'être reproduite ici textuellement :

« Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées
« par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se
« perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui
« les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et
« tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme
« concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois
« années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait
« la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux,
« il soit besoin d'une autorisation préalable. »

demander à chacun une part proportionnée à ses facultés.

Mais cette base de répartition des charges publiques n'est point admise sans contestation. Quelques publicistes ont pensé que l'impôt devait être progressif, c'est-à-dire établi d'après une proportion croissante avec la fortune. Ainsi, au lieu du dixième ou de toute autre fraction du revenu que l'impôt proportionnel demande à toutes les fortunes indistinctement, l'impôt progressif demanderait à celui-ci un dixième, à celui-là, plus riche que le premier, un neuvième, et ainsi de suite, un huitième, un septième, un sixième, etc., suivant la progression ascendante des fortunes.

Le système de l'impôt progressif, qui a eu en 1848 d'ardents défenseurs, a aussi été vivement combattu, et, malgré les efforts tentés à cette époque en sa faveur, il a été repoussé comme injuste et dangereux. On a considéré qu'il n'appartenait pas à l'État d'apprécier le taux nécessairement arbitraire d'un impôt progressif, et qu'en tout cas cette appréciation pouvait conduire au nivellement des fortunes par l'exagération de ce taux.

L'impôt doit donc être général et proportionnel.

— L'impôt est, en principe, assis sur le revenu. Dans l'application, cette règle n'est vraie que pour les contributions directes, car les impôts indirects et les droits d'enregistrement frappent des objets qui font indistinctement partie du revenu ou du capital de chaque citoyen.

On a aussi attaqué le système de l'impôt sur le revenu, auquel on aurait voulu substituer celui de l'impôt sur le capital. Quelque spécieuses qu'aient pu être les raisons invoquées dans ce but, elles n'ont pas prévalu contre la difficulté de constituer l'impôt sous une forme unique, qui

serait sa forme nécessaire, s'il frappait le capital, et contre l'injustice d'un prélèvement sur un capital improductif. Sans doute, la société couvre de la même protection la propriété improductive et celle qui produit ; mais c'est surtout par le *revenu* qu'ils en retirent que les choses sont utiles aux hommes, et il est naturel, par conséquent, de leur demander pour les dépenses publiques une somme proportionnée à ce revenu.

— Quelle doit être la forme de l'impôt ?

Il semble, au premier abord, que cette forme devrait être unique. Évaluer le revenu de chacun et lui demander le dixième, ou plus ou moins, suivant les besoins de l'État, parait être le moyen le plus juste d'établir l'impôt. Ce serait, en effet, le plus équitable et le plus simple, s'il était possible. Mais le législateur s'est arrêté devant la difficulté d'obtenir de chacun la déclaration sincère de son revenu, et de connaître la vérité, si cette déclaration n'est pas exacte. La richesse mobilière est le plus souvent cachée ; la plus rigoureuse inquisition semble impuissante à la trouver. Quant au produit réel des immeubles, son évaluation, quoique moins incertaine, est également difficile. L'impôt ne saurait donc, dans l'état actuel de nos mœurs, frapper le revenu sous une forme unique. En se diversifiant, il atteint plus sûrement la fortune, et il est en même temps moins arbitraire et moins sensible. Tels sont les motifs que l'on a objectés à la constitution de l'impôt sous la forme unique.

— On peut diviser les impôts en deux grandes branches : impôts directs et impôts indirects.

Les impôts directs portent nominativement sur les personnes ; ils sont établis d'après les revenus fonciers, d'une

part, et, d'autre part, d'après certaines bases considérées comme signes des facultés ; mais, comme ces signes sont insuffisants pour donner la mesure exacte des revenus mobiliers, on a préféré ne frapper ces derniers que très-modérément par l'impôt direct, et recourir à d'autres moyens pour les atteindre. Ceux-ci constituent le système des impôts indirects, lesquels se perçoivent, non plus d'après une présomption générale des facultés de chacun, mais à l'occasion d'un fait, d'un acte, d'un échange, signes d'aisance ou de fortune. On les appelle indirects parce qu'ils n'atteignent les personnes qu'indirectement.

Les impôts indirects sont de deux espèces : les impôts de consommation et les impôts d'actes et de mutation.

Les impôts de consommation sont établis sur les objets dont l'usage est ordinaire dans les habitudes de la vie, tels qu'aliments, vêtements, objets de luxe, etc. Ils n'ont pas toujours pour but unique de faire contribuer la richesse mobilière aux charges de l'État ; ils servent aussi quelquefois à protéger le commerce et l'industrie nationale contre la concurrence étrangère : tels sont les droits de douanes.

Les impôts d'actes et de mutation frappent les capitaux qui se transforment et se montrent par la voie de l'échange et des transactions de toute espèce, ainsi que la fortune mobilière et immobilière qui se transmet par voie de succession ou de donation ; mais, dans ce dernier cas, l'impôt n'a pas seulement pour objet d'atteindre une matière qui a pu lui échapper jusqu'alors ; il est aussi le prix de la garantie accordée par la société à la transmission qui s'opère.

L'impossibilité où l'État se trouve de saisir par l'impôt direct une part de tous les revenus, la facilité d'un prélèvement qui atteint les facultés cachées au moment où elles

se révèlent, telle est la double raison d'existence de l'impôt indirect.

Cet impôt est considéré comme ayant sur l'impôt direct plusieurs avantages.

D'abord, il est moins *arbitraire* dans son application, car il est perçu en vertu d'un tarif et à l'occasion d'un fait certain reconnu par le contribuable ou facile à établir, et non, comme l'impôt direct, sur des évaluations ou des appréciations plus ou moins exactes. Il est moins *sensible* pour le contribuable, parce qu'il se confond avec le prix des choses. Enfin, il semble plus *volontaire* de la part de celui qui le paye, parce qu'il suffit de ne pas consommer ou de ne pas user pour n'y être pas assujéti. Il en résulte que le reproche fait aux impôts de consommation d'atteindre le pauvre dans une proportion plus forte que le riche ne peut être accepté comme toujours fondé. Il convient cependant de reconnaître que, toutes les fois que l'impôt frappe un objet de consommation de première nécessité, ce reproche est mérité, car le pauvre est obligé de consommer cet objet en aussi grande quantité que le riche. C'est ce qui a fait dire à Montesquieu que « la taxe sur les objets de consommation ne doit pas être établie sur ceux de première nécessité, » et « qu'elle doit toujours être plus forte sur les autres objets, en raison de ce qu'ils s'éloignent davantage de la première nécessité. » Mais le même auteur a écrit que « la taxe capitale (c'est-à-dire l'impôt direct) est plus naturelle à la servitude, » et que « la taxe sur les marchandises est plus naturelle à la liberté, parce qu'elle se rapporte d'une manière moins directe à la personne. »

A côté de ces avantages, l'impôt indirect a deux inconvénients de nature très-différente, que l'impôt direct ne présente pas au même degré : c'est d'exiger pour sa perception

de nombreux agents et des formalités souvent gênantes pour les citoyens, parce qu'il faut en quelque sorte saisir au passage les objets qui en sont passibles, et d'être moins productif, dans un temps de crise, parce qu'il dépend de chacun de diminuer la part qu'il en supporte, en consommant moins d'objets imposés, tandis que l'impôt direct offre toujours à peu près les mêmes ressources.

Les impôts de consommation avaient été bannis de notre législation par l'Assemblée constituante de 1789, sous l'influence de ce principe dû à l'école des physiocrates, que, la terre étant la seule source de la richesse, c'était elle qui en définitive fournissait tous les impôts, et que les droits établis sur les objets de consommation faisaient par conséquent double emploi avec l'impôt territorial. Mais il a été reconnu depuis que la terre n'est point le seul instrument de la production, que le capital et le travail concourent avec elle à la création de la richesse, qu'ils prennent part à sa distribution, et qu'on doit dès lors leur demander une partie des frais de la protection sociale à l'abri de laquelle cette production s'accomplit. Comme les impôts de consommation offrent le moyen d'arriver à ce résultat, la théorie de ces impôts s'est ainsi trouvée réhabilitée. Du reste, leur suppression a été de courte durée, car ils furent rétablis dès le Consulat et l'Empire.

— Nous allons exposer successivement la législation des divers impôts, en suivant la division que nous venons d'indiquer, et en faisant précéder chaque nature de contributions de l'historique des taxes correspondantes sous l'ancienne monarchie.

Cette matière fera l'objet de quatre chapitres.

Dans le premier, nous traiterons des contributions directes;

Dans le deuxième, des impôts de consommation, comprenant les contributions indirectes proprement dites, les octrois et les droits de douanes ;

Dans le troisième, des impôts d'actes et de mutation, qui comprennent les droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèque ;

Dans le quatrième, de l'administration des postes, qui, pour prix du service qu'elle rend par le transport des lettres, prélève un droit qui a le caractère d'un impôt.

Toutes les sources des revenus publics sont comprises dans cette division, sauf celles qui proviennent du domaine national et des forêts de l'État, lesquelles, n'ayant pas le caractère d'impôts, sont en dehors du cadre de notre travail.

Nous nous sommes borné à indiquer dans ce chapitre, sans les discuter, les bases les plus élémentaires sur lesquelles est établi notre système d'impôts. Un exposé plus détaillé et une appréciation de ces bases trouveront leur place dans la partie économique de ce traité.

CHAPITRE PREMIER.

CONTRIBUTIONS DIRECTES.

Des contributions directes. — Historique des impôts correspondants avant 1789. — Tailles. — Vingtièmes. — Dîmes. — Capitation. — Corvée. — Division des impôts directs actuels.

SECTION I^{re}. Assiette et répartition. — Instruments de l'assiette et de la répartition. — Organisation de l'administration des contributions directes. — Mécanisme de la répartition.

§ I^{er}. Contribution foncière. — Assiette. — Répartition. — Cadastre.

§ II. Contribution personnelle et mobilière. — Législation jusqu'en 1832. — Législation actuelle. — Assiette. — Répartition.

§ III. Contribution des portes et fenêtres. — Assiette. — Répartition.

§ IV. Contribution des patentes. — Assiette.

§ V. Centimes additionnels. Généraux, départementaux et communaux.

§ VI. Taxes assimilées aux contributions directes. — Redevances sur les mines. — Rétribution pour la vérification des poids et mesures. — Taxe des biens de mainmorte. — Prestations en nature pour les chemins vicinaux. — Taxe sur les chiens. — Contribution pour l'entretien des bourses et chambres de commerce. — Contributions pour l'entretien des digues et le curage des canaux et rivières non navigables; taxes d'arrosage. — Taxes pour les travaux de dessèchement des marais. — Droits établis pour les frais de visite chez les pharmaciens, etc. — Rétributions dues par les propriétaires ou entrepreneurs d'eaux minérales.

§ VII. Confection des rôles.

§ VIII. Réclamations en matière de contributions directes; procédure et compétence.

SECTION II. Recouvrement des impôts directs. — Agents du recouvrement des impôts directs. — Règles générales du recouvrement. — Exigibilité de l'impôt. — Privilège du Trésor pour le recouvrement de l'impôt direct. — Contre qui le recouvrement peut être poursuivi. — Procédure du recouvrement. — Compétence du recouvrement. — Responsabilité des agents de la perception en cas de non-recouvrement; prescription. — Cotes indûment imposées et cotes irrécouvrables.

Les contributions directes, c'est-à-dire celles qui sont établies nominativement sur les personnes d'après leurs reve-

nus fonciers et certains signes indiquant leurs revenus mobiliers, sont de tous les pays et de toutes les civilisations. C'est à elles que l'État demande d'abord les ressources qui lui sont nécessaires, et ce n'est guère qu'afin de pourvoir à leur insuffisance, et lorsque d'ailleurs le développement de l'industrie a créé une richesse mobilière échappant par sa nature à l'impôt direct, que le législateur a recours à l'impôt indirect.

Rome avait ses impôts directs (*tributa*), qui furent apportés dans les Gaules par les empereurs romains. Sans suivre leur transformation à travers les diverses périodes de notre histoire, il est bon de rappeler ici le dernier état de la législation qui a précédé la révolution de 1789.

Historique des impôts correspondant, sous l'ancienne monarchie, aux impôts directs actuels.

— Les impôts qui portaient directement sur les personnes avant 1789 étaient : la *taille*, les *vingtièmes*, les *dîmes*, la *capitation* et la *corvée*.

Taille. — La taille est d'origine féodale. Perçue par les seigneurs sur leurs serfs avec un arbitraire et une rigueur extrêmes, et par les rois sur leurs vassaux, mais seulement en temps de guerre, et du consentement de ces derniers, elle ne fut soumise à quelques règles fixes que lorsque l'autorité royale se fut élevée sur les ruines de la féodalité. Charles VIII la rendit permanente en même temps que les armées. Voici quelles étaient les bases de cet impôt dans les derniers temps.

La taille était réelle ou personnelle. La taille réelle était établie sur le revenu foncier ; la taille personnelle, à raison des facultés du contribuable, qui étaient calculées à la fois sur les revenus de ses propriétés foncières et sur ses rentes actives, ainsi que sur les produits de son industrie.

La taille réelle se divisait en taille d'exploitation et taille d'occupation. La première portait sur les propriétés non bâties et sur les propriétés bâties susceptibles de produire des fruits. Elle variait, pour le même revenu, entre 3 deniers et 4 sous pour livre. La seconde portait sur les propriétés bâties destinées à l'habitation. Elle était uniformément de 1 sou pour livre du prix du loyer.

La taille personnelle était également de 1 sou pour livre de l'estimation des facultés de chacun.

Bien que perçue d'après un tarif, la taille était un impôt de répartition, c'est-à-dire, ainsi que nous le verrons plus loin, un impôt dont le produit total était fixé à l'avance et réparti d'abord entre les diverses fractions du territoire, et ensuite entre les habitants de la même commune. Si l'application du tarif donnait une somme supérieure au contingent assigné à la commune, on abaissait le taux de manière à ne pas dépasser le contingent fixé.

Les nobles étaient affranchis de la taille ; une partie du tiers état lui-même ne payait pas la taille personnelle.

Les produits de la taille s'élevaient, en 1789, à 44,737,800 livres. Elle fut supprimée par la loi des 23 novembre — 1^{er} décembre 1790.

Vingtièmes. — L'impôt des vingtièmes consistait dans la vingtième partie des revenus fonciers et mobiliers de chaque contribuable.

On retrouve des traces de cet impôt à diverses périodes de notre histoire ; il disparut complètement lorsque la taille, avec laquelle il formait double emploi, fut rendue permanente sous Charles VIII. On le vit reparaitre sur la fin du règne de Louis XIV, en 1710, au milieu des malheurs de la guerre. Quoique d'abord rétabli comme ressource tempo-

raire et exceptionnelle, les besoins du Trésor le firent maintenir jusqu'à la Révolution.

Les vingtièmes différaient de la taille en ce que la noblesse y était assujettie; le clergé en était exempt.

Cet impôt subit plusieurs modifications dans son assiette et dans sa quotité. A l'origine, il ne portait que sur le revenu territorial, mais il était du dixième de ce revenu (déclaration du 14 octobre 1710); en 1741, il fut étendu à la fortune mobilière, et fut abaissé au vingtième en 1749. Depuis cette époque, sa base ne changea point, mais il fut successivement porté à deux et trois vingtièmes. Le troisième vingtième fut supprimé en 1786; les deux autres subsistèrent jusqu'à l'établissement de la contribution foncière; ils produisaient 46 millions. L'impôt des vingtièmes était un impôt de quotité.

Dîmes. — Les dîmes étaient un prélèvement en nature fait sur les fruits de la terre au profit du clergé. Le taux de ce prélèvement n'était pas toujours du dixième, ainsi que semble l'indiquer son nom; il variait depuis le septième jusqu'au trente-deuxième. On distinguait les dîmes en dîmes ecclésiastiques, celles dont les bénéficiers jouissaient librement et sans aucune charge féodale, et dîmes inféodées, celles que les laïques tenaient en fief du roi ou de l'Église. Les dîmes furent supprimées dans la nuit du 4 août 1789, mais à la charge d'un remplacement, dont la Révolution s'exonéra par les lois des 24 août 1792 et 17 juillet 1793.

Capitation. — La capitation était l'impôt mobilier de l'anciennemonarchie. Son établissement précéda de quelques années celui des vingtièmes, car elle fut créée par une déclaration du 18 janvier 1695. Comme l'impôt des vingtièmes, elle ne devait être que temporaire; néanmoins, elle fut

maintenue jusqu'à la Révolution. Dans l'origine, la capitation atteignait tous les sujets du roi, même le dauphin, et elle fut réglée d'après la condition des contribuables, que le tarif distribua à cet effet en vingt-deux classes. Mais ces bases ne restèrent pas toujours les mêmes : les ecclésiastiques furent exemptés de l'impôt, les nobles furent taxés en raison de leurs facultés présumées, et les taillables au marc la livre de la taille payée par eux.

La capitation était donc pour ces derniers une troisième forme d'impôt, au moyen de laquelle on frappait leurs revenus fonciers et mobiliers. La capitation était, comme la taille, un impôt de répartition. Elle figurait, en 1786, parmi les revenus de l'État pour 41,500,000 livres.

Corvées. — Les corvées consistaient en services personnels imposés aux habitants d'une seigneurie : c'était, comme on le voit, une charge féodale. Elles se divisaient en corvées réelles, celles qui étaient établies sur un fonds et qui étaient dues par son propriétaire, quel qu'il fût, et corvées personnelles, celles qui étaient établies sur la personne indépendamment du fonds. Certaines corvées étaient mixtes, c'est-à-dire établies à raison du fonds, mais avec quelques circonstances personnelles. Les nobles et les forains n'étaient point assujettis aux corvées personnelles, et les ecclésiastiques pouvaient les racheter en argent ou les faire servir à leurs frais. Quant aux corvées réelles, elles étaient dues par tous les propriétaires d'héritages, sans distinction de nobles, de forains ou d'ecclésiastiques ; mais ils n'étaient point tenus de les fournir en personne. Les corvées avaient été appliquées à la confection des routes, des chemins et autres travaux publics. Louis XVI les supprima par un édit de février 1776 ; elles furent rétablies bientôt après. La loi des 15-28 mars 1790 les supprima de nouveau, à l'exception

de celles qui étaient le prix de la concession d'un fonds ou d'un droit réel, et elles disparurent complètement avec les lois des 25 août 1792 et 17 juillet 1793.

Tel était l'ensemble des impôts directs avant 1789 (1). On voit que les immeubles supportaient les dîmes, la plus forte partie de la taille, une portion des vingtièmes et de la capitation, et même, jusqu'à un certain point, la corvée. Les revenus mobiliers étaient atteints par la taille personnelle, par l'impôt des vingtièmes et par la capitation.

L'Assemblée constituante jugea qu'elle ne devait conserver aucun de ces impôts, parce qu'elle reconnut qu'ils étaient tous vicieux par leur assiette et le mode de leur répartition. Les motifs qui l'engagèrent à les supprimer sont, du reste, développés dans son adresse au peuple français sur les contributions publiques, du 24 juin 1791, dont voici quelques passages :

« Les dîmes ne portaient pas sur toutes les productions ;
« elles pesaient inégalement sur celles qu'on y avait assu-
« jetties : inégalement, à raison de ce que le taux de la
« dîme variait dans le royaume et selon les localités, depuis
« le septième jusqu'au trente-deuxième ; inégalement
« encore, en ce que la dîme étant prélevée sur le produit
« total, avant qu'on en eût défalqué les frais de culture, sa
« proportion avec le produit net ou revenu variait dans la
« même paroisse, d'un champ à l'autre, selon que ces
« divers champs étaient plus ou moins fertiles...

(1) Nous n'avons pas parlé des droits de maîtrise et de jurande, qui peuvent être regardés comme correspondant à l'impôt actuel des patentes, parce que ces droits étaient perçus au profit des corporations industrielles et non du Trésor royal ; mais l'industrie supportait au profit de l'État une partie de la taille personnelle et de l'impôt des vingtièmes.

« La taille réelle n'avait lieu que dans quelques provinces ;
« dans celles où elle était connue, comme elle ne frappait
« que certains héritages, d'autres en étaient exempts...
« Les autres citoyens, qui semblaient soumis à cette im-
« position avec un principe d'égalité entre eux, ne l'étaient,
« au contraire, qu'avec beaucoup d'inégalité. — La taille
« personnelle était arbitraire, et les citoyens craignaient
« de se livrer à quelque jouissance, parce que tout signe
« d'aisance attirait sur eux une augmentation désordonnée
« d'imposition...

« La capitation des taillables, dans les pays de taille
« personnelle et mixte, était répartie au marc la livre de la
« taille, et en partageait toutes les injustices ; celle des
« villes franches était, pour les artisans, une addition aux
« frais de jurande ; pour les autres citoyens, une taxe
« purement arbitraire ; celle des officiers publics et des
« privilégiés, au lieu de suivre l'échelle des fortunes, seule
« base équitable de toute imposition, était réglée par les
« titres ; enfin, les ecclésiastiques, formant ce qu'on appelle
« le clergé de France, en étaient exempts, quoiqu'ils y
« eussent été soumis dans l'origine, et qu'aucune loi n'eût
« formellement prononcé leur exemption.

« Les vingtièmes mêmes, qui étaient la moins imparfaite
« et la moins vexatoire des anciennes impositions, puis-
« qu'elle présentait une borne qui ne pouvait être excédée,
« étaient encore très-inégalement répartis. Les ecclésias-
« tiques du clergé de France ne les payaient pas ; quelques
« pays, quelques villes, quelques corporations, et même
« quelques particuliers puissants, avaient obtenu des
« abonnements tout à fait disproportionnés avec leurs
« revenus et avec la charge que supportaient les autres ci-
« toyens ; enfin, cette imposition étant individuelle, sans
« aucun rapport avec la totalité des contribuables de chaque

« province, ni de chaque communauté, personne ne se
 « trouvait offensé de ce qu'un autre échappât en tout ou en
 « partie à l'imposition ; chacun avait la tentation et la faci-
 « lité de cacher sa fortune et de tromper le percepteur ; les
 « riches surtout y parvenaient.

« Tels étaient les inconvénients de nos moins mauvaises
 « impositions ; l'Assemblée nationale a dû les bannir de
 « celles qu'elle y a substituées. »

Les réformes de l'Assemblée constituante ont servi de base
 à la législation actuelle des impôts directs ; nous allons les
 faire connaître en exposant cette législation.

Division des impôts directs actuels. — On com-
 prend sous la dénomination générale de *contributions*
directes :

La contribution foncière ;

La contribution personnelle et mobilière ;

La contribution des portes et fenêtres,

Et la contribution des patentes ;

Et sous le nom de *taxes assimilées aux contributions*
directes, certains impôts moins importants, tels que :

Les redevances sur les mines ;

Les rétributions pour la vérification des poids et mesures ;

La taxe des biens de mainmorte établie sur les immeubles
 appartenant à des communautés ;

Les droits établis pour les frais de visite chez les phar-
 maciens, les épiciers, les droguistes et les herboristes ;

(Ces taxes sont perçues au profit de l'État.)

Les prestations en nature pour l'entretien des chemins
 vicinaux ;

La contribution pour l'entretien des bourses et chambres
 de commerce

Les contributions spéciales et locales pour les travaux d'entretien, réparation ou reconstruction des digues, et pour le curage des canaux et rivières non navigables ;

Les taxes d'arrosage ;

Les taxes pour travaux de dessèchement des marais ;

Taxes locales (affouage, pâturage, pavage, etc.). Loi du 18 juillet 1837, art. 44 ;

Les rétributions dues par les propriétaires ou entrepreneurs d'eaux minérales ;

Enfin la taxe sur les chiens.

(Ces dernières taxes sont perçues au profit des communes, des associations syndicales, ou des services pour lesquelles elles sont établies.)

— Il existe entre les diverses contributions directes une distinction qu'il importe d'indiquer ici : les unes sont des impôts de *répartition*, les autres des impôts de *quotité*.

L'impôt de répartition est celui dont le montant total est fixé d'avance par la loi, et réparti ensuite entre les départements, les arrondissements, les communes et les contribuables.

L'impôt de quotité a pour base des tarifs, et son produit total ne peut d'abord être indiqué qu'approximativement et par évaluation.

Dans l'impôt de répartition, la loi fixe le produit total, et non la part à supporter par chaque contribuable ; dans l'impôt de quotité, au contraire, elle fixe au moyen d'un tarif la somme à payer par chacun, pour tel ou tel objet, et non le produit total de l'impôt.

Les contributions foncière, personnelle et mobilière et des portes et fenêtres sont des impôts de répartition ; la contribution des patentes est seule un impôt de quotité. Toutefois, la contribution des portes et fenêtres participe de

l'impôt de répartition et de l'impôt de quotité, ainsi que nous le verrons plus loin.

Nous diviserons ce que nous avons à dire des contributions directes en deux sections principales : dans la première, nous indiquerons les règles relatives à leur assiette et à leur répartition ; dans la seconde, celles qui concernent leur recouvrement.

SECTION PREMIÈRE.

ASSIETTE ET RÉPARTITION.

L'assiette de l'impôt comprend tout ce qui a rapport à la détermination et à la constatation de la matière imposable.

La répartition embrasse toutes les opérations qui ont pour but de distribuer l'impôt, d'abord entre les circonscriptions administratives, et ensuite entre les particuliers.

Instruments de l'assiette et de la répartition. —

Dans l'assiette de l'impôt, tout ce qui est relatif à la détermination de la matière imposable est du ressort du pouvoir législatif et ne peut être réglé que par la loi ; tout ce qui touche à la recherche et à la constatation des objets imposables appartient au pouvoir exécutif, et est effectué par les soins de l'administration des contributions directes.

Quant à la répartition, elle est faite, au premier degré, entre les départements, par le Corps législatif, et aux degrés suivants, c'est-à-dire entre les arrondissements et

les communes, par les conseils généraux et d'arrondissement, et, entre les particuliers, par des conseils de répartiteurs communaux.

Organisation de l'administration des contributions directes (1). — L'administration des contributions directes se compose d'un service central et d'un service local.

Le service central est dirigé, à Paris, sous les ordres du ministre des finances, par un directeur général assisté de deux administrateurs, formant avec lui un conseil d'administration, de chefs de bureau, sous-chefs et employés de diverses classes. Le directeur général et les administrateurs sont nommés par le chef de l'État, sur la proposition du ministre des finances ; les chefs de bureau, par le ministre, sur la proposition du directeur général ; les autres agents, par le directeur général.

Le conseil d'administration délibère : 1° sur le budget de l'administration ; 2° sur les révocations et les mises à la retraite ; 3° sur le contentieux des contributions directes ; 4° généralement, sur toutes les affaires sur lesquelles le ministre juge convenable qu'il donne son avis.

Le directeur général suspend, destitue et met à la retraite les employés dont la nomination lui est attribuée, après avoir pris l'avis du conseil d'administration. Il peut aussi suspendre les autres employés, sauf à en rendre compte au ministre qui statue.

Le travail de l'administration centrale est partagé entre un bureau central du personnel, qui est sous les ordres immédiats du directeur général, et deux divisions, à la tête de

(1) L'organisation, quant au personnel, de chaque service financier semble devoir suivre plutôt que précéder, dans notre travail, l'exposé de la législation. Si nous adoptons un autre ordre pour les contributions directes, c'est que l'exposé de la législation exige, pour ce service, la connaissance préalable de l'organisation du personnel.

chacune desquelles est placé un administrateur. (Décret du 17 juin 1853, et arrêté ministériel du 24 du même mois.)

Le service local comprend, par département, un directeur chef du service, un ou plusieurs inspecteurs, un premier commis de direction et plusieurs contrôleurs. Les directeurs sont nommés par le chef de l'État, les inspecteurs par le ministre des finances, les premiers commis et les contrôleurs par le directeur général. Le service local se recrute parmi les surnuméraires nommés par le directeur général, après diverses épreuves destinées à constater leur aptitude.

Les directeurs dirigent et surveillent toutes les parties du service dans les départements ; ils sont spécialement chargés de recueillir et de préparer tous les documents nécessaires pour la répartition annuelle de l'impôt entre les arrondissements et les communes ; de la confection des rôles, de l'instruction des réclamations et de toutes les opérations de comptabilité.

Les inspecteurs surveillent et vérifient les travaux extérieurs exécutés par les contrôleurs ; ils remplissent, en cas d'absence ou de vacance, les fonctions de directeur par intérim.

Les contrôleurs font, avec le concours des maires ou des répartiteurs, le recensement des imposables, la rédaction des matrices des rôles, le travail annuel des mutations, la vérification et l'instruction des demandes de toute nature et des états de cotes irrécouvrables ou de cotes indûment imposées présentés par les percepteurs ; ils tiennent au courant les matrices cadastrales déposées dans les mairies, ainsi que les registres statistiques existants dans leurs bureaux.

Les premiers commis de direction, choisis parmi les contrôleurs, sont placés sous l'autorité immédiate des directeurs et prennent part à tous leurs travaux.

Ainsi, l'administration des contributions directes est

chargée de diriger le travail de l'assiette de l'impôt direct, et elle concourt également à sa répartition, soit en préparant et en éclairant le travail des conseils locaux, soit en assurant l'exécution de leurs décisions.

Mécanisme de la répartition. — La répartition embrasse quatre degrés. Elle est faite :

Entre les départements, par le Corps législatif ;

Entre les arrondissements, par les conseils généraux ;

Entre les communes, par les conseils d'arrondissement,

Et entre les particuliers dans chaque commune, par un conseil de répartiteurs.

Le Corps législatif fixe tous les ans, dans la loi du budget des recettes, pour chacune des trois contributions, foncière, personnelle et mobilière et des portes et fenêtres, la somme totale de l'impôt et le contingent de chaque département.

Les conseils généraux et les conseils d'arrondissement sont ensuite convoqués par décret. La session des conseils d'arrondissement se divise en deux parties, l'une qui précède celle du conseil général, l'autre qui la suit. Dans la première, ces conseils délibèrent sur les réclamations auxquelles peut donner lieu la fixation du contingent de l'arrondissement et sur les demandes en réduction formées par les communes. (Loi du 10 mai 1838, art. 40.)

Le conseil général se réunit ensuite ; il statue sur ces demandes, et répartit entre les arrondissements le contingent départemental. (*Ibid.*, art. 1 et 2.) Si le conseil général ne se réunit pas, ou s'il se sépare sans avoir fait cette répartition, elle est arrêtée par le préfet d'après les bases de la répartition précédente, sauf les modifications à y apporter en exécution des lois. (*Ibid.*, art. 27.)

Le contingent de l'arrondissement fixé, il en est donné connaissance, par un mandement du préfet, au conseil

d'arrondissement, qui le répartit entre les communes. — Le conseil d'arrondissement est tenu de se conformer, dans cette répartition, aux décisions rendues par le conseil général, sur les réclamations des communes. — Faute par le conseil d'arrondissement de s'y être conformé, le préfet, en conseil de préfecture, établit la répartition d'après lesdites décisions. En ce cas, la somme dont la contribution de la commune déchargée se trouve réduite est répartie au centime le franc sur toutes les autres communes de l'arrondissement. — Si le conseil d'arrondissement ne se réunissait pas, ou s'il se séparait sans avoir fait la répartition des contributions directes, il y serait pourvu par le préfet, de la manière indiquée plus haut pour la répartition du contingent départemental. (*Ibid.*, art. 45 et 46).

Le maire de chaque commune est informé, par un mandement du sous-préfet, de la fixation du contingent communal, et la répartition entre les contribuables est opérée par un conseil de répartiteurs composé ainsi qu'il suit : le maire et l'adjoint dans les communes de moins de 5,000 âmes, ou deux conseillers municipaux dans les communes d'une population supérieure, et cinq propriétaires, dont deux au moins non domiciliés dans la commune, s'il s'en trouve de tels. (Loi du 3 frimaire an vii, art. 9.) Les cinq commissaires répartiteurs sont nommés tous les ans par le sous-préfet. (Loi du 3 frimaire, an vii, art. 9 et 10, et arrêté consulaire du 19 floréal an viii, art. 4.)

Les fonctions de répartiteur ne peuvent être refusées que pour l'une des causes ci-après : 1° les infirmités graves et reconnues ou vérifiées en la forme ordinaire, en cas de contestation ; 2° l'âge de soixante ans commencés ou plus ; 3° l'entreprise d'un voyage ou d'affaires qui obligerait à une longue absence du domicile ordinaire ; 4° l'exercice de fonctions administratives ou judiciaires autres que celles de

suppléant de juge de paix ; 5° le service militaire de terre ou de mer, ou un autre service public actuel ; 6° le domicile à plus de deux myriamètres de la commune. (Loi du 3 frimaire an vii, art. 13, 14 et 15.)

Les répartiteurs ne peuvent, sous prétexte de surcharge et de demande en réduction ou pour tout autre motif, se dispenser de faire les opérations qui leur sont attribuées par la loi, à peine de responsabilité solidaire et même de contrainte pour le payement de tous les termes de la contribution assignée à la commune, dont le recouvrement se trouverait en retard par l'effet de la non-exécution de ces opérations dans les délais prescrits. (Loi du 2 messidor an vii, art. 15.)

Les sept répartiteurs délibèrent en commun à la majorité des suffrages. Ils ne peuvent prendre aucune détermination s'ils ne sont au nombre de cinq au moins présents. (Loi du 3 frimaire an vii, art. 23.)

Nous devons maintenant exposer les règles d'après lesquelles il est procédé à l'assiette et à la répartition.

§ 1^{er}. — CONTRIBUTION FONCIÈRE.

La contribution foncière est établie sur les revenus fonciers. Elle a été créée par le décret des 23 novembre-1^{er} décembre 1790, afin de remplacer les anciens impôts qui pesaient sur les immeubles. A l'avantage de les réunir tous sous une forme unique, elle joint celui d'être assise d'une manière plus régulière et d'être répartie plus équitablement, car elle ne porte que sur le revenu net des immeubles, et tous les propriétaires fonciers y sont soumis en principe

proportionnellement à ce revenu. Le décret des 23 novembre-1^{er} décembre 1790 a été abrogé par la loi du 3 frimaire an vii, qui reproduit ses principales dispositions et forme aujourd'hui la base de la législation relative à la contribution foncière.

Assiette de la contribution foncière. — L'impôt foncier est assis sur toutes les propriétés foncières, à raison de leur revenu net. (Loi du 3 frimaire an vii, art. 2.)

Le revenu net, pour les terres, est ce qui reste au propriétaire, déduction faite, sur le produit brut, des frais de culture, semence, récolte et entretien. — Le revenu net, pour les propriétés bâties, est tout ce qui reste au propriétaire, déduction faite sur leur valeur locative, de la somme nécessaire pour l'indemniser du dépérissement et des frais d'entretien et de réparations. — La déduction sur le produit brut n'est point déterminée par la loi en ce qui touche les terres ; elle est, pour les maisons, d'un quart de la valeur locative, et, pour les usines, d'un tiers, les bâtiments affectés à l'industrie étant d'un entretien plus dispendieux. — Le produit brut est évalué, pour les propriétés non bâties, d'après des règles différentes, selon la nature des cultures ou l'affectation des terrains, en prenant pour base la moyenne d'un certain nombre d'années. (*Voir* la loi du 3 frimaire an vii.) Quant aux propriétés bâties, elles s'évaluent en deux parties : la superficie, sur le pied des meilleures terres labourables ; la bâtisse, d'après la valeur locative, déduction faite de l'estimation de la superficie. (Loi du 15 septembre 1807.)

Le revenu imposable est le revenu net moyen calculé sur un nombre d'années déterminé. Pour les terres labourables, les vignes et les prairies naturelles, c'est sur les quinze années antérieures à l'évaluation, déduction faite des deux plus

fortes et des deux plus faibles, qu'on forme l'année commune dont le produit brut sert de base au calcul du revenu net.

Le revenu net imposable des maisons d'habitation et des manufactures et usines est déterminé d'après leur valeur locative, calculée sur dix années, sous la déduction mentionnée ci-dessus. (Loi du 3 frimaire an VII, art. 7, 56, 60, 62, 82 et 87.)

Les propriétés bâties ne sont soumises à la contribution foncière que la troisième année après leur construction. (*Ibid.*, art. 88.)

— L'impôt, étant un prélèvement sur le revenu, est dû par celui qui a la propriété utile et par l'usufruitier. Il n'est pas dû par le nu-propriétaire, ni par le fermier (1) ou le locataire.

Comme c'est un droit réel, le propriétaire ou l'usufruitier peuvent s'en exonérer par l'abandon du fonds sur lequel il est assis. (L. 3 frimaire an VII, art. 66.)

— Le principe de la généralité de l'impôt reçoit quelques exceptions en ce qui touche la contribution foncière. Elles sont motivées, ou par des raisons d'utilité publique, ou par l'intérêt de l'agriculture. Les premières sont permanentes, les secondes temporaires.

Les exceptions permanentes sont celles établies au profit de tous les immeubles faisant partie du domaine public, tels que les rues, les places publiques, les ponts, les routes, etc., et de ceux appartenant soit à l'État, soit aux départements, soit aux communes, et dont la destination a pour objet l'utilité générale. Quant à ceux qui ne sont point affectés à un service public, qui sont productifs de revenus, et que l'État, les départements et les communes possèdent en quelque sorte privativement, ils sont soumis à l'impôt

(1) Toutefois, le fermier peut être tenu de le payer pour le compte et à la décharge du propriétaire. (Voir ci-après, à la section : *Recouvrement*.)

(loi 3 frimaire an vii, art. 108 à 110), sauf les bois et forêts de l'État qui en ont été exemptés par la loi du 19 ventôse an ix. L'État, se payant l'impôt à lui-même, fait une opération sans aucun avantage pour le trésor public. On comprend qu'il puisse en être dispensé sans aucune injustice. Si la loi l'y soumet pour ceux de ses biens productifs de revenus, il faut voir là une exagération du principe de l'égalité plutôt qu'une nécessité logique. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, après y avoir assujéti en principe tous les biens de l'État productifs de revenus, elle en exempte les bois et forêts qui forment la plus grande partie de ces biens (1).

Les propriétés du domaine de la couronne étaient également exemptes de l'impôt foncier, mais il y a lieu de remarquer qu'elles supportaient toutes les charges départementales et communales. (Sénatus-consulte du 12 décembre 1852, art. 12.)

Les autres exceptions qui ont pour but d'encourager l'agriculture sont purement temporaires. Ainsi, les semis et plantations de bois sur le sommet et le penchant des montagnes, sur les dunes et dans les landes, sont exempts de tout impôt pendant trente ans. (Code forestier, art. 226 (2).) La cotisation des marais qui sont desséchés ne peut être augmentée pendant les vingt-cinq premières années après le dessèchement. (Loi du 3 frimaire an vii, art. 111.)

(1) Cet état de choses présentait cependant un inconvénient qui a été plusieurs fois signalé : c'était celui d'exonérer l'État, au préjudice des départements et des communes, des charges locales qui se répartissent d'après l'impôt direct. Aussi diverses dispositions ont soumis les bois et forêts de l'État : 1° aux centimes additionnels pour l'entretien et la réparation des chemins vicinaux (L. 21 mai 1836, art. 13); — 2° aux centimes additionnels pour la dépense des chemins de fer d'intérêt local (L. 12 juillet 1865, art. 3); — 3° aux centimes additionnels communaux ordinaires et extraordinaires (L. 8 mai 1869, art. 7.).

(2) Loi du 18 juin 1859.

Les articles 112 à 116 de la loi du 3 frimaire an VII contiennent d'autres exemptions temporaires au profit des terrains en friche mis en diverses cultures et de ceux déjà en valeur mis en bois ou en vignes, mûriers ou autres arbres fruitiers.

Les demandes en exemption temporaire sont adressées au sous-préfet qui statue s'il n'y a pas d'opposition ou qui, dans le cas contraire, les soumet à la décision du préfet. (*Ibid.*, art. 117 à 120.)

Répartition. — Cadastre. — La répartition de l'impôt foncier exige la connaissance préalable des revenus des immeubles. Le cadastre ou description estimative des biens-fonds est le moyen employé pour arriver à connaître ces revenus.

L'Assemblée constituante, manquant d'éléments nouveaux et certains qui pussent servir de base à une fixation éclairée du contingent total de l'impôt foncier et à une répartition parfaitement équitable, fixa ce contingent à la somme des anciens impôts que supportaient les immeubles, en y ajoutant ce qu'auraient dû payer les privilégiés, et décida que la répartition s'opérerait au marc la livre de ces anciennes impositions. Mais, en même temps, et pour faire cesser une inégalité qui ne pouvait disparaître que par l'évaluation générale des revenus territoriaux, cette assemblée jeta les bases du cadastre dans les deux lois des 4-21-28 août 1791 et 16-23 septembre de la même année. Cette importante opération ne fut cependant pas réalisée à cette époque, bien que la Convention, par un nouveau décret du 21 mars 1793, en eût ordonné l'exécution. Sous le Consulat, le même arbitraire existait toujours dans la répartition de l'impôt; le gouvernement résolut de faire opérer l'évaluation des revenus par masses de culture. (Arrêté du 20 oc-

tobre 1803.) Cette évaluation, en donnant le revenu de chaque commune, devait permettre de rétablir la proportionnalité de l'impôt entre les circonscriptions administratives, mais non de corriger la répartition individuelle. L'évaluation de chaque parcelle de propriété pouvait seule conduire à ce dernier résultat ; et, comme c'était celui qu'il importait le plus d'obtenir, la pensée du cadastre par masses de culture fut abandonnée, et la loi du 15 septembre 1807 ordonna la confection du cadastre parcellaire.

D'après cette loi, le cadastre devait servir à la péréquation de l'impôt, à tous les degrés de la répartition. Mais il fallait pour cela que les évaluations fussent partout exactes et proportionnelles. Or, on s'aperçut bientôt que cette condition indispensable manquait au travail entrepris, que les revenus fonciers étaient généralement atténués, et qu'ils l'étaient, de commune à commune, dans des proportions différentes. Ainsi exécuté, le cadastre ne pouvait servir de base à une répartition équitable de l'impôt foncier entre les circonscriptions administratives. C'est par ce motif que la péréquation cadastrale fut renfermée d'abord dans les limites de l'unité départementale (loi du 20 mars 1813), puis entre les cantons d'un même arrondissement (loi du 15 mai 1818), enfin entre les contribuables d'une même commune (loi du 31 juillet 1821). Le cadastre ne pouvait, en effet, être utile qu'au dernier degré de la répartition ; là, du moins, on était à peu près certain d'obtenir, à défaut d'une évaluation exacte, un taux uniforme d'atténuation. Aussi, depuis la loi de 1821, le cadastre n'a-t-il plus eu pour objet que de donner le revenu relatif des propriétés d'une même commune, et de corriger les inégalités qui existaient dans la répartition individuelle.

Cependant, il importait de rectifier les contingents aux trois premiers degrés de la répartition. On pensa que les

éléments de cette opération devaient être pris à la fois dans les résultats du cadastre et dans les baux et actes de vente passés dans la période de 1812 à 1821 (1). Il fut constaté par ce travail que l'impôt variait entre les départements depuis le sixième du revenu jusqu'au dix-septième. Fallait-il les ramener tous à une proportion uniforme, en augmentant la charge des uns et en diminuant celle des autres ? C'eût été procéder par voie de péréquation ; on préféra agir par voie de dégrèvement. « Le gouvernement a reconnu, « dit le ministre des finances, dans son rapport au roi du « 15 mars 1830, qu'il ne devait intervenir dans une « meilleure répartition de l'impôt direct que par la modé-
« ration successive des contingents respectifs des départe-
« ments. » La loi du 31 juillet 1821, qui remania les contingents départementaux, procéda donc par voie de dégrèvement. Cinquante-deux départements qui payaient plus du dixième de leur revenu obtinrent une diminution ; mais ils ne furent pas tous ramenés à la proportion du dixième. On n'appliqua que partiellement et avec des réserves les résultats des nouvelles évaluations. Ainsi, le rapport de l'impôt au revenu fut réduit au huitième pour un département, celui de la Seine ; au neuvième pour quinze départements ; au neuvième et demi pour dix-huit ; et au dixième, également pour dix-huit. Ceux qui payaient moins du dixième n'eurent à supporter aucune augmentation. Le montant total du dégrèvement s'éleva à 13,529,125 francs.

Depuis cette époque, aucune modification n'a été introduite dans la répartition de l'impôt foncier entre les départements. Cependant, en vue de réparer les inégalités encore existantes, la loi du 7 août 1850 a prescrit une nouvelle évaluation des revenus territoriaux. Ce travail a

(1) Loi du 15 mai 1818, art. 38.

été exécuté par les agents des contributions directes, mais le gouvernement n'en a pas encore fait usage pour rétablir l'égalité proportionnelle entre les départements, ou du moins pour dégrèver les départements surchargés et les ramener au taux moyen de la généralité des départements.

On doit toutefois faire observer, en ce qui concerne les propriétés bâties, que la loi du 17 août 1835 a décidé que les contingents des départements, des arrondissements et des communes suivraient le mouvement de ces propriétés, c'est-à-dire qu'ils seraient tous les ans accrus ou diminués en raison des constructions nouvelles ou des démolitions.

L'article 19 de la loi du 31 juillet 1821 ordonna que la rectification des contingents des arrondissements et des communes serait faite d'après les mêmes bases que celle des contingents départementaux. Une ordonnance du 3 octobre de la même année régla le mode d'exécution de ce travail dont les éléments durent être fournis par l'administration des contributions directes à des assemblées cantonales composées du maire et d'un propriétaire de chaque commune; les opérations de ces assemblées furent ensuite soumises, dans chaque département, à une commission composée de trois membres du conseil général, de deux membres du conseil de chaque arrondissement, et d'un notaire par arrondissement. Cette révision générale des contingents des arrondissements et des communes a marché avec beaucoup de lenteur : elle n'était pas encore complètement terminée en 1840. Au reste, les conseils locaux ont souvent usé du droit qui leur appartient de modifier les contingents des arrondissements et des communes, et de réparer ainsi les erreurs les plus graves commises dans la fixation de ces contingents.

— Nous devons expliquer maintenant comment l'impôt a été ramené à l'égalité proportionnelle dans l'intérieur de chaque commune : ici les résultats du cadastre ont seuls servi de base ; c'est donc le moment de faire connaître en quoi consistent les opérations cadastrales. Comme elles sont achevées dans tous les départements, excepté en Corse, nous nous bornerons à en faire un rapide exposé (1).

La loi du 31 juillet 1821 avait mis les dépenses du cadastre à la charge des départements. Ces dépenses sont aujourd'hui supportées par les communes qui veulent renouveler leur cadastre ayant trente ans d'existence, conformément à l'article 7 de la loi du 7 août 1850.

Le cadastre comprend deux sortes d'opérations : les unes ont pour objet de donner le plan de chaque parcelle de propriété, les autres l'estimation de son revenu.

On commence par faire la délimitation de la commune, puis sa division en sections, afin de rendre plus facile la confection du plan. On procède ensuite à la triangulation, c'est-à-dire qu'on établit un réseau de triangles dont on calcule les côtés par la mesure de l'un d'eux et l'observation des angles. Le but de la triangulation est de circonscrire l'arpenteur dans des polygones dont les côtés, déterminés avec une grande précision, lui servent de guides et de vérificateurs, de manière à ce qu'une erreur dans les distances qu'il mesure à la chaîne ne puisse se prolonger sans être découverte. Après la triangulation vient l'arpentage de chaque parcelle. On appelle parcelle toute portion de terrain qui se distingue de celles qui l'entourent, par la différence soit du propriétaire, soit de la nature de culture.

L'arpentage conduit au lever du plan.

Là se terminent les travaux d'art. Leur exécution a lieu

(1) Les principales dispositions sur le cadastre sont contenues dans les lois des 15 septembre 1807 et 31 juillet 1821, dans l'ordonnance du 3 octobre de la même année et dans les règlements des 10 octobre 1821 et 15 mars 1827.

par le concours des agents de l'administration des contributions directes et de géomètres attachés à cette administration. Ils sont vérifiés avec soin, et les propriétaires sont mis à même de les contrôler et de les faire rectifier, s'il y a lieu, par la communication d'un bulletin indiquant la contenance des parcelles cadastrées sous leur nom.

Lorsque la minute du plan cadastral est arrêtée, une copie en est faite pour chaque commune sur des feuilles reliées en atlas. Cette copie est précédée d'un tableau d'assemblage établi au moyen de la réduction du plan parcellaire à l'échelle de 1 à 10,000, et présentant la circonscription de la commune, sa division en sections, les principaux chemins, les montagnes, les rivières, les forêts, la position des chefs-lieux, etc.

La minute du plan est gardée pour les besoins de l'administration. Une seconde copie peut en être faite d'après le vœu exprimé par le conseil général. Cette copie est déposée à la préfecture. Une copie du tableau d'assemblage est en outre adressée au dépôt de la guerre pour servir à l'exécution de la carte de France.

Chaque parcelle mesurée, il s'agit d'estimer son revenu. Comme il n'est pas indispensable que cette estimation soit exacte, mais seulement proportionnelle pour toutes les propriétés de la même commune, elle est confiée aux propriétaires eux-mêmes. On y arrive par la classification, le classement et le tarif des évaluations.

La classification consiste à diviser en plusieurs classes les différentes natures de propriétés situées dans la commune, eu égard à leur importance respective. Elle est faite par cinq propriétaires, dont deux forains choisis par le conseil municipal. Le nombre des classes ne peut excéder celui de cinq pour chaque nature de culture, et de dix pour les maisons dans les communes rurales. Dans les villes ou

dans les communes très-peuplées, les maisons ne sont pas susceptibles d'être divisées en classes ; elles sont évaluées séparément. La division en classes n'est pas non plus applicable aux usines, fabriques et manufactures.

Afin de fixer les limites des classes, on choisit pour chacune d'elles un type supérieur et un type inférieur. Puis, les classificateurs procèdent au classement qui consiste à distribuer entre les différentes classes toutes les parcelles qui appartiennent à chaque propriétaire. Enfin, le tarif des évaluations est arrêté par le conseil municipal (1) ; il détermine, par nature de culture, le revenu de chaque classe, et l'application de ce tarif aux contenances et au classement donne le revenu de chaque parcelle.

Les propriétaires peuvent réclamer contre le classement par la voie contentieuse. La classification et le tarif des évaluations ne les atteignant pas directement, ils n'ont contre ces opérations qu'un recours administratif, à moins que la réclamation ne soit faite par le propriétaire de la totalité ou de la presque totalité d'une nature de culture ; car, dans ce cas, la classification et le tarif des évaluations sont un véritable classement et atteignent directement le propriétaire qui réclame.

Le revenu de chaque parcelle étant évalué, toutes celles qui appartiennent au même propriétaire sont réunies dans le même article, avec leur estimation, sur un état qu'on nomme matrice cadastrale, et qui présente ainsi le revenu de chaque propriétaire. Cette matrice est déposée à la direction des contributions directes du département, et une copie en est envoyée à la mairie de chaque commune.

La répartition de l'impôt devient alors une opération

(1) Pour la nomination des classificateurs et pour la rédaction du tarif des évaluations, le conseil municipal est assisté des plus imposés à la contribution foncière en nombre égal à celui des membres du conseil.

extrêmement simple. Il ne s'agit plus, en effet, pour déterminer la part d'impôt à supporter par chacun, que de chercher le rapport qui existe entre le contingent de la commune et le revenu total des propriétés qu'elle renferme, et d'appliquer ce rapport au revenu particulier de chaque propriétaire. Si, par exemple, le contingent de la commune représente 10 centimes par franc du revenu de toutes les propriétés, on demande à chacun 10 centimes par franc de son propre revenu.

Nous avons dit que le recours par la voie contentieuse était ouvert à chaque propriétaire contre le classement; ce recours doit être formé dans les six mois qui suivent la mise en recouvrement du premier rôle cadastral. Après ce délai, les résultats du cadastre sont considérés comme définitifs, et un propriétaire ne peut plus être admis à prouver que le produit de ses propriétés est moindre que celui qui leur a été attribué par le cadastre. Toutefois, cette règle reçoit quelques exceptions; on a toujours le droit de réclamer : 1° pour erreurs matérielles commises dans les contenances des propriétés; 2° pour des faits postérieurs étrangers au classement, tels que la démolition ou l'incendie d'une maison, la cession d'un terrain à la voie publique, l'envahissement par les eaux, enfin pour une perte de revenu provenant d'événements imprévus et indépendants de la volonté du propriétaire; 3° lorsqu'il s'agit de propriétés bâties, et non-seulement pour destruction totale ou partielle, mais même pour cause de surtaxe, car la valeur des propriétés bâties est beaucoup plus variable que celle des terres, et la jurisprudence du Conseil d'État n'admet pas, pour les propriétés bâties, la fixité (1)

(1) Le mot *fixité* doit ici être entendu dans ce sens que l'évaluation du revenu des propriétés non bâties n'est pas susceptible, comme celle du revenu des propriétés bâties, d'être révisée tous les ans; mais cette révision a lieu

des évaluations résultant, pour les propriétés non bâties, de la loi du 13 septembre 1807.

Indépendamment du droit qu'ont les propriétaires des maisons et bâtiments de réclamer tous les ans pour cause de surtaxe, la loi du 3 frimaire an vii, art. 102, veut que l'évaluation du revenu imposable des propriétés bâties soit révisée et renouvelée tous les dix ans. Toutefois, la révision, laissée jusqu'ici à la faculté des conseils municipaux, n'a lieu que très-rarement.

— Le cadastre perdrait une grande partie de son utilité, si les matrices cadastrales n'étaient pas constamment tenues au courant des changements de propriétaires. Tel est le but du travail annuel des mutations confié aux contrôleurs. Ces agents opèrent au moyen de relevés des actes translatifs de propriétés, des déclarations des propriétaires et des cahiers de notes tenus par les percepteurs. Munis de ces renseignements, ils constatent dans chaque commune, avec le concours des répartiteurs, les mutations de propriété ; ils recherchent, en outre, les constructions nouvelles, et les font évaluer pour être imposées à partir de la troisième année après leur entier achèvement, conformément à l'article 2 de la loi du 17 août 1835 (1).

Les documents constatant les résultats de ces opérations sont transmis au directeur des contributions directes qui les vérifie et fait procéder à l'application des mutations sur les matrices cadastrales déposées dans ses bureaux. Les mêmes

nécessairement lorsqu'une commune renouvelle son cadastre ; il convient, en outre, de faire remarquer qu'alors même que l'évaluation cadastrale du revenu ne change pas, la contribution foncière peut varier d'une année à l'autre, par suite des modifications que les conseils généraux et les conseils d'arrondissement ont le droit de faire subir tous les ans aux contingents des arrondissements et des communes.

(1) Les percepteurs des contributions directes concourent au travail des mutations, conformément aux règles établies dans une instruction du Ministère des finances, du 18 décembre 1853.

changements sont effectués plus tard par le contrôleur sur l'expédition des matrices déposées dans les mairies.

On a proposé de faire également subir aux plans cadastraux les changements nécessaires pour qu'ils fussent toujours conformes à l'état des lieux; mais les difficultés d'exécution n'ont pas encore permis de donner suite à cette idée. Aussi, après un certain nombre d'années, les plans cadastraux n'offrent plus l'image exacte des propriétés; d'un autre côté, par suite des diverses circonstances qui modifient la propriété et changent la valeur relative de ses produits, les premières évaluations cadastrales perdent leur proportionnalité; de là, la nécessité, reconnue par les meilleurs esprits, de renouveler le cadastre après une période de trente à quarante ans, question importante qui est depuis longtemps à l'étude et dont la solution sera d'un grand intérêt pour la propriété (1).

§ II. — CONTRIBUTION PERSONNELLE ET MOBILIÈRE.

Législation jusqu'en 1832. — L'impôt mobilier, tel que l'établit la loi du 13 janvier 1791, devait frapper les revenus autres que ceux atteints par l'impôt foncier.

L'Assemblée constituante fixa à 60 millions (le quart de l'impôt foncier) le montant de l'impôt mobilier, et le répartit entre les départements en proportion des anciennes charges que supportaient les portions de territoires dont ils avaient été formés.

Il importait de donner à cet impôt une base certaine, excluant tout arbitraire. Le loyer d'habitation parut être le

(1) Voir, entre autres écrits qui ont été publiés sur cette question, un article du *Journal des économistes*, 2^e série, tome XXXIII, page 391, de M. R. Vignes.

signe le plus exact de la richesse. L'impôt fut donc établi sur le revenu mobilier évalué d'après le loyer d'habitation. Voici comment cette évaluation dut être faite. On considéra que le pauvre emploie à son logement une plus grande partie de ses ressources que le riche, et on adopta une échelle d'après laquelle un loyer de 100 fr. indiquait un revenu double; de 101 fr. à 501 fr. un revenu triple; de 501 à 1,000 fr. un revenu quadruple; ainsi de suite, jusqu'aux loyers de 12,000 fr. et au-dessus qui indiquaient un revenu douze fois plus considérable. On devait déduire du revenu ainsi évalué la part pour laquelle le contribuable justifierait avoir payé l'impôt foncier, et la taxe mobilière fut fixée au 20^e de ce qui resterait.

Mais l'impôt mobilier ne se composait pas de cette taxe unique. Il comprenait encore : 1^o une taxe dite cote d'habitation, fixée en raison du revenu; 2^o une taxe de trois journées de travail due par tout individu non réputé indigent (le prix de la journée de travail était déterminé par l'administration locale); 3^o enfin, deux autres taxes, l'une en raison des domestiques, l'autre sur les chevaux de luxe. Ces trois dernières étaient fixes; les deux premières, c'est-à-dire la cote mobilière et la cote d'habitation, quoique perçues également en vertu d'un tarif, pouvaient s'élever ou s'abaisser, selon qu'il était nécessaire pour atteindre ou ne pas dépasser le contingent de la commune.

L'impôt ainsi établi, en 1791, fut souvent remanié pendant les années qui suivirent. Les taxes somptuaires sur les domestiques et sur les chevaux furent étendues aux cheminées et aux voitures suspendues, par la loi du 7 thermidor an III; elles restèrent néanmoins peu productives, puisque leur produit annuel ne dépassa jamais 2 millions. La loi du 24 avril 1806 les abolit et ne laissa subsister que les deux contributions personnelle et mobilière.

L'assiette de ces deux taxes avait, dans l'intervalle, éprouvé de nombreux changements.

La taxe personnelle, portée à 5 livres par la loi du 7 thermidor an III, — fixée de 30 sous à 120 fr. par celle du 14 thermidor an V, qui créa dans chaque commune un jury d'équité pour la répartition de l'impôt, fut ramenée au prix de trois journées de travail par celle du 26 fructidor an VI, qui régla ce prix, pour chaque journée, de 50 c. à 1 fr. 50 c. (1).

Quant à la taxe mobilière, la loi du 14 thermidor an V avait laissé le soin d'en déterminer la part, pour chaque contribuable, au jury d'équité qu'elle instituait; mais la loi du 3 nivôse an VII rétablit une base fixe, en décidant que ce qui resterait sur le contingent de la commune, déduction faite de la contribution personnelle, « serait réparti, en contribution mobilière, *au marc le franc de la valeur du loyer d'habitation personnelle* de chaque habitant déjà « porté à la contribution personnelle. » Ainsi, plus d'échelle progressive au moyen de laquelle le revenu était évalué d'après le loyer d'habitation; plus de déduction, sur le revenu ainsi évalué, de ce qui provenait de la propriété foncière et avait payé l'impôt foncier. Le système de l'Assemblée constituante était abandonné. Il en résultait que l'impôt mobilier ne portait plus uniquement sur les revenus mobiliers, mais bien sur les facultés du contribuable, foncières ou mobilières, que la loi présumait être en proportion du loyer d'habitation. Telle est encore aujourd'hui la base de l'impôt.

La répartition de la contribution mobilière faite par l'As-

(1) On a contesté la justice d'une taxe personnelle égale pour tous les contribuables d'une même commune, et on a demandé que le total de l'impôt personnel-mobilier fût réparti en cotis mobilières seulement. (Voir, à ce sujet, les observations insérées dans le *Bulletin des contributions directes* de 1861, 3^e partie, pages 201, 221 et 241.)

semblée constituante laissait beaucoup à désirer. En 1820, on songea à corriger les inégalités choquantes qui existaient entre les divers départements. La loi du 23 juillet de cette année prescrivit de rechercher les valeurs locatives d'habitation dans toute la France, pour en faire la base d'une nouvelle répartition de l'impôt entre les départements, les arrondissements et les communes. On constata par ce travail que 52 départements éprouvaient une surcharge comparative aux 34 autres. Le Gouvernement aurait proposé aux Chambres de rétablir la proportionnalité de la répartition, s'il n'avait eu la pensée de convertir l'impôt personnel et mobilier en un impôt de quotité, afin de suivre plus facilement les mouvements de la richesse mobilière. La loi du 26 mars 1831 réalisa en partie ce projet, en séparant les deux contributions et en faisant de la première un impôt de quotité, tandis que la seconde était maintenue comme impôt de répartition. Les résultats de cette mesure furent avantageux au Trésor; mais les vives réclamations qu'elle suscita déterminèrent les Chambres à la rapporter dès l'année suivante. Les deux taxes furent de nouveau réunies et redevinrent impôt de répartition avec la loi du 21 avril 1832 qui les régit encore aujourd'hui, et un dégrèvement de 3 millions fut accordé, à la même époque, aux 52 départements les plus imposés.

Législation actuelle. — *Assiette de la contribution personnelle et mobilière.* — La taxe personnelle se compose toujours de la valeur de trois journées de travail. Dans chaque département, le conseil général, sur la proposition du préfet, détermine tous les ans le prix moyen de la journée de travail pour chaque commune, sans pouvoir néanmoins le fixer au-dessous de 50 cent. ni au-dessus de 1 fr. 50 c. (L. 21 avril 1832, art. 10.)

La contribution mobilière a pour base la valeur locative des bâtiments servant à l'habitation personnelle. (*Ibid.*, art. 13 et 17.)

La contribution personnelle et mobilière est due par chaque habitant français et par chaque étranger de tout sexe jouissant de ses droits et non réputé indigent.

Sont considérés comme jouissant de leurs droits : les garçons et les filles majeurs et mineurs ayant des moyens d'existence suffisants, soit par leur fortune personnelle, soit par la profession qu'ils exercent, lors même qu'ils habitent avec leurs père et mère, tuteur ou curateur. (*Ibid.*, art. 12.)

Les fonctionnaires, les ecclésiastiques et les employés civils et militaires logés gratuitement dans des bâtiments appartenant à l'État, aux départements et aux communes ou hospices, sont imposables d'après la valeur locative des parties de ces bâtiments affectées à leur habitation personnelle. (*Ibid.*, art. 13.)

Les habitants qui n'occupent que des appartements garnis ne doivent être assujettis à la contribution mobilière qu'à raison de la valeur locative de leur logement évalué comme un logement non meublé. (*Ibid.*, art. 16.)

La taxe personnelle n'est due que dans la commune du domicile réel ; la contribution mobilière est due pour toute habitation meublée située, soit dans la commune du domicile réel, soit dans toute autre commune. (*Ibid.*, art. 13.)

La contribution personnelle et mobilière est établie pour l'année entière. Cette règle était nécessaire pour assurer le recouvrement du contingent fixé par la législature. Il en résulte qu'en cas de décès du contribuable, ses héritiers sont tenus d'acquitter le montant de sa cote, et qu'en cas de déménagement hors du ressort de la perception, comme en cas de vente volontaire ou forcée, la contribution est exigible pour la totalité de l'année courante. En cas de

déménagement, les propriétaires et locataires principaux sont même responsables des termes échus de la contribution de leurs locataires, lorsqu'ils n'ont point informé à temps, le percepteur, de ce déménagement, ou, s'il a été furtif, lorsqu'ils ne l'ont pas fait constater dans les trois jours par le maire, le juge de paix ou le commissaire de police. Dans tous les cas, ils sont toujours responsables de la contribution des personnes logées chez eux en garni. (*Ibid.*, art. 21, 22 et 23.)

Répartition de la contribution personnelle et mobilière.—

Nous avons vu qu'en 1832 la répartition de cet impôt entre les départements était encore telle que l'avait fixée l'Assemblée constituante. La loi du 21 avril 1832 la modifia d'après trois éléments : un tiers du contingent fut réparti au centime le franc du montant des taxes personnelles recouvrées en 1831 comme impôt de quotité ; un tiers d'après les contingents mobiliers de 1830 ; et un tiers d'après les valeurs locatives d'habitation constatées par l'administration, ce qui atténua assez notablement les inégalités dont nous avons parlé plus haut. L'article 31 de la même loi disposa, en même temps, qu'il serait soumis aux Chambres dans la session de 1834, et ensuite de cinq années en cinq années, un nouveau projet de répartition, entre les départements, de la contribution personnelle et mobilière, et qu'à cet effet les agents des contributions directes complèteraient et tiendraient au courant les renseignements destinés à faire connaître le nombre des individus passibles de cette contribution et le montant des loyers d'habitation. Cet article, resté sans exécution, fut abrogé par l'article 2 de la loi du 14 juillet 1838, d'après lequel le nouveau projet de répartition devait être soumis au pouvoir législatif dans la session de 1842 et ensuite de dix en dix années seulement.

comme précédemment, de recueillir les renseignements nécessaires à la perception de l'impôt. On se rappelle les troubles qu'excita en 1844 le recensement entrepris dans ce but. Malgré la justice et l'utilité de cette mesure le Gouvernement et les Chambres durent y renoncer et chercher d'autres moyens pour arriver au nivellement projeté. La disposition suivante fut en conséquence insérée dans la loi du 4 août 1844 (art. 2) :

« A dater du 1^{er} janvier 1846, le contingent de chaque
« département dans la contribution personnelle et mobilière
« sera diminué du montant en principal des cotisations
« personnelles et mobilières afférentes aux maisons qui au-
« ront été détruites. A partir de la même époque, ce con-
« tingent sera augmenté proportionnellement à la valeur
« locative des maisons nouvellement construites ou recons-
« truites, à mesure que ces maisons seront imposées à la
« contribution foncière. L'augmentation sera du 20^e de la
« valeur locative réelle des locaux consacrés à l'habitation
« personnelle. »

Or, disait une circulaire du ministre des finances du 9 août 1844 : « comme aujourd'hui certains départements
« sont imposés au-dessous et d'autres au-dessus de ce taux,
« il devra y avoir, pour les départements comparativement
« ménagés, augmentation, et, pour les départements sur-
« chargés, diminution, en sorte que par cette combinaison le
« nivellement de tous les départements s'opérera à la lon-
« gue. »

En ce qui concerne les répartitions du second et du troisième degré, l'article 11 de la loi du 21 avril 1832 porte que le directeur des contributions directes de chaque département doit former chaque année un tableau présentant, par arrondissement et par commune, le nombre des individus passibles de la taxe personnelle et le montant de leurs

gnement au conseil général et aux conseils d'arrondissement pour la répartition dont ils sont chargés et à laquelle ils procèdent ordinairement de la manière suivante : le produit de la taxe des trois journées de travail est d'abord additionné, pour chaque arrondissement et pour chaque commune, et le surplus du contingent est fourni par la taxe mobilière en raison des valeurs locatives d'habitation.

La répartition du 4^e degré est faite d'après une matrice indiquant tous les habitants jouissant de leurs droits et non réputés indigents, ainsi que la valeur locative des bâtiments affectés à leur habitation personnelle. Cette matrice est rédigée par les commissaires répartiteurs assistés du contrôleur des contributions directes. Le travail des répartiteurs est soumis au conseil municipal qui désigne les habitants qu'il croit devoir exempter de toute cotisation et ceux qu'il juge convenable de n'assujettir qu'à la taxe personnelle. (L. 21 avril 1832, art. 17 et 18.) Le contingent de la commune est réparti entre les contribuables portés sur la matrice, d'abord en taxes personnelles, suivant le tarif, et, pour le surplus, proportionnellement à la valeur des loyers d'habitation.

La matrice doit être rectifiée chaque année d'après les mutations survenues pour cause de décès, de changement de résidence, de diminution ou d'augmentation de loyer. (*Ibid.*, art. 17.)

Dans les villes qui ont un octroi, le contingent personnel et mobilier peut être payé en totalité ou en partie par les caisses municipales, sur la demande qui en est faite aux préfets par les conseils municipaux. Ces conseils déterminent la portion du contingent qui doit être prélevée sur les produits de l'octroi. La portion à percevoir au moyen d'un rôle doit être répartie en cotes mobilières seulement, soit Les agents des contributions directes restèrent chargés,

au centime le franc des loyers d'habitation, soit d'après un tarif gradué en raison de la progression ascendante de ces loyers, après déduction des faibles loyers que les conseils municipaux croient devoir exempter de toute cotisation. Les délibérations prises à ce sujet par les conseils municipaux ne peuvent recevoir leur exécution qu'après avoir été approuvées par un décret. (*Ibid.*, art. 20, et loi du 3 juin 1846, art. 5.) Huit à dix villes, parmi lesquelles se trouvent les principales, telles que Paris, Lyon, Bordeaux, Marseille, etc., profitent aujourd'hui de la faculté accordée par ces dispositions.

Dans une pensée d'intérêt pour les classes nécessiteuses, la loi du 21 avril 1832, art. 19, a décidé que les centimes additionnels généraux et particuliers ajoutés au principal du contingent personnel et mobilier de la commune, et dont nous parlerons plus bas, ne porteraient que sur les cotisations mobilières et que la taxe personnelle serait imposée en principal seulement.

§ III. CONTRIBUTION DES PORTES ET FENÊTRES.

Cette contribution a été établie par la loi du 4 frimaire an VII, comme supplément à l'impôt mobilier. La pensée du législateur a été, en effet, de la faire supporter par les locataires, car, bien qu'elle soit exigible contre les propriétaires, usufruitiers et locataires principaux, ceux-ci, à moins de conventions contraires, ont un recours contre les locataires particuliers pour le remboursement de la somme due à raison des locaux par eux occupés. La contribution des valeurs locatives d'habitation. — Ce tableau sert de rensei-

portes et fenêtres d'un usage commun doit, toutefois, être acquittée par les propriétaires ou usufruitiers. (Loi du 4 frimaire an vii, art. 12 et 15.)

Assiette de l'impôt. — Sont soumises à la taxe toutes les portes et fenêtres donnant sur les rues, cours ou jardins des bâtiments et usines. (*Ibid.*, art. 2). D'où il suit que les portes intérieures de communication d'une cour à une autre, ou d'une cour dans un jardin, et les portes placées à l'intérieur de l'escalier et des appartements ne sont point imposables.

Ce principe reçoit, en outre, quelques exceptions au profit de l'État, de l'agriculture et de l'industrie.

Ainsi, ne sont pas soumises à l'impôt les portes et fenêtres des bâtiments employés à un service public civil, militaire ou d'instruction. (L. 4 frimaire an vii, art. 5.) Les fonctionnaires logés dans ces bâtiments, en vertu de la loi, en étaient même exempts pour les ouvertures des locaux servant à leur habitation personnelle ; mais la loi du 21 avril 1832, art. 27, a supprimé ce privilège.

Sont encore exemptées de l'impôt, aux termes de l'article 5 de la loi du 4 frimaire an vii : « Les portes et fenêtres « servant à éclairer ou à aérer les granges, bergeries, éta-
« bles, greniers, caves et autres locaux non destinés à l'ha-
« bitation des hommes, ainsi que toutes les ouvertures du
« comble ou toitures des maisons habitées ; » mais, en ce qui concerne ces dernières, la loi du 21 avril 1832 les a déclarées imposables « lorsqu'elles éclairent des appartements
« habitables. » (Art. 27.) Seulement, pour adoucir la rigueur de cette disposition, le tarif des ouvertures des étages au-dessus du second a été fixé à un taux très-modique.

La loi a encore décidé, dans l'intérêt des populations rurales, qu'il « ne doit être compté qu'une seule porte charre-

« tière pour chaque ferme, métairie ou toute autre exploitation rurale, » et que « les portes charretières existant dans les maisons à une, deux, trois, quatre et cinq ouvertures ne doivent être comptées et taxées que comme portes ordinaires. » (*Ibid.*, art. 27.) Cette dernière exception ne s'applique pas, toutefois, aux portes charretières des bâtiments à moins de six ouvertures situés dans les villes de 5,000 âmes et au-dessus et employés à usage de magasins ; elles sont taxées comme les portes charretières des magasins établis dans les maisons à six ouvertures. (L. 20 juillet 1837, art. 3.)

Les ouvertures pratiquées pour l'exécution des travaux d'assainissement des logements insalubres, dans les conditions déterminées par la loi du 13 avril 1850, sont exemptées pendant trois ans de la contribution des portes et fenêtres. (L. 13 avril 1850, art. 8.)

Enfin, l'article 19 de la loi du 4 germinal an xi dispose que « les propriétaires des manufactures ne seront taxés que pour les fenêtres de leurs habitations personnelles et de celles de leurs concierges et commis. »

La contribution des portes et fenêtres, bien qu'elle soit un impôt de répartition, est perçue d'après un tarif qui s'élève ou s'abaisse, dans chaque commune, selon qu'il est nécessaire pour atteindre ou ne pas dépasser le contingent fixé.

Ce tarif a été combiné par la loi du 21 avril 1832, article 24, d'après le chiffre de la population des communes, le nombre, la nature et la position des ouvertures.

Par exception, sur la demande de la commission municipale, et en quelque sorte à titre d'essai, la ville de Paris a été autorisée par un décret du 17 mars 1852 à établir, pour la répartition de son contingent dans la contribution des portes et fenêtres, un tarif spécial combiné de manière

à tenir compte à la fois de la valeur locative des bâtiments et du nombre de leurs ouvertures (1).

Répartition. — La contribution des portes et fenêtres a été, à son origine, un impôt de quotité. Ce mode d'application était celui qui convenait le mieux à sa nature, car il devait permettre de suivre avec exactitude les variations d'une matière imposable facile à constater; mais, l'assiette de l'impôt étant faite avec très-peu de soin par les pouvoirs locaux à qui elle était confiée et son produit diminuant d'année en année au lieu de s'accroître, la loi du 13 floréal an x le transforma en impôt de répartition, afin d'assurer au Trésor un revenu plus certain. Les rôles défectueux de l'an x servirent, à défaut de base plus exacte, à la fixation des contingents, et la répartition ainsi opérée, avec une inégalité que le temps ne fit qu'accroître, n'avait point été remaniée lorsque la contribution des portes et fenêtres redevint impôt de quotité avec la loi du 26 mars 1834. L'effet de cette loi fut de doubler, et au delà, le produit de l'impôt, bien que le tarif n'eût pas été augmenté; certains départements payèrent trois fois plus et certaines communes six fois plus que leurs anciens contingents. Ce résultat faisait ressortir les vices de la répartition précédente; mais l'accroissement de l'impôt excita contre le système de la quotité un tel mécontentement, que le pouvoir législatif crut devoir rétablir, pour la contribution des portes et fenêtres, comme pour l'impôt personnel, le système de la répartition. (L. 21 avril 1832, art. 24.)

La fixation des contingents eut lieu en prenant pour base les recensements opérés en exécution de la loi du 26 mars 1834. L'équilibre se trouva ainsi à peu près rétabli; la loi

(1) La même faculté a été accordée à la ville de Bordeaux par la loi du 5 mai 1855, art. 11.

du 17 août 1835, dont l'article 2 dispose que les contingents de la contribution des portes et fenêtres seront tous les ans accrus en raison des ouvertures des constructions nouvelles et diminués pour celles des maisons démolies, tendait à le maintenir. Néanmoins, la loi du 14 juillet 1838, art. 2, voulut qu'il fût soumis aux Chambres, dès la session de 1842 et ensuite de dix en dix ans, un nouveau projet de répartition de la contribution des portes et fenêtres. Cette disposition n'a été exécutée qu'en 1844, au moyen des éléments fournis par le recensement de 1841, dont les résultats, en ce qui concernait les portes et fenêtres, ont paru assez exacts pour être utilisés. L'article 3 de la loi du 4 août 1844 a décidé en même temps qu'à l'avenir le contingent des départements dans la contribution des portes et fenêtres serait augmenté ou diminué toutes les fois que, par suite du recensement officiel de la population, une commune devrait être soumise à un tarif supérieur ou inférieur à celui qui lui était précédemment appliqué.

Ainsi, les contingents départementaux, modifiés chaque année en raison des mouvements de la propriété bâtie et des changements de tarifs provenant des variations de la population dans chaque commune, sont constamment tenus en rapport avec les forces contributives de chaque département, et il devient dès lors inutile de les remanier périodiquement, comme le voulait la loi du 14 juillet 1838.

Les contingents des arrondissements et des communes sont fixés tous les ans d'après les mêmes bases par les conseils généraux et les conseils d'arrondissement, qui restent libres d'ailleurs d'y apporter les modifications qu'ils jugent nécessaires. Quant à la répartition individuelle, elle est faite par les commissaires répartiteurs qui, avec le concours des contrôleurs, constatent les mouvements annuels de la matière imposable. Nous savons déjà que si le montant des cotes

calculé d'après le tarif est supérieur ou inférieur au contingent assigné à la commune, chaque cote subit une augmentation ou une diminution proportionnelle.

§ IV. — CONTRIBUTION DES PATENTES.

La loi des 2-17 mars 1791 supprima « tous les privilèges de professions sous quelque dénomination que ce fût, » ainsi que les droits perçus pour la réception des maîtrises et des jurandes. Toute personne fut libre d'exercer la profession qui lui conviendrait, à la condition de se pourvoir d'une *patente*, d'en acquitter le prix suivant le tarif déterminé par la loi et de se conformer aux règlements de police.

La contribution des patentes est donc établie sur l'industrie ; c'est une des formes d'impôt au moyen desquelles la richesse mobilière contribue aux charges publiques. Elle fut, à l'origine, assise proportionnellement à la valeur locative de l'habitation, des boutiques, magasins et ateliers occupés par les patentables.

Supprimée par la loi du 21 mars 1793 comme faisant double emploi avec l'impôt mobilier ; rétablie par celle du 4 thermidor an iii pour certaines professions seulement et d'après un tarif fixe basé sur l'importance de l'industrie ; étendue de nouveau à toutes les professions par la loi du 6 fructidor an iv, qui combina les deux systèmes des droits *fixes* et des droits *proportionnels* ; modifiée ensuite par diverses lois dont les dispositions furent réunies et refondues dans celle du 1^{er} brumaire an vii, cette contribution est actuellement régie par la loi du 25 avril 1844 qui, sauf quelques modifications introduites par les lois des 18 mai

1830, 10 juin 1853, 4 juin 1858, 26 juillet 1860, 13 mai 1863, 2 août 1868 et 10 mai 1869, forme aujourd'hui le Code des patentes.

Assiette. — La contribution des patentes est un impôt de quotité.

Tout individu, Français ou étranger, qui exerce en France un commerce, une industrie, une profession non compris dans les exceptions déterminées par la loi, est assujéti à la contribution des patentes. (L. du 25 avril 1844, art. 1^{er}.) Les principales exceptions, déterminées par l'article 13 de la même loi et dont quelques-unes ont été supprimées ou étendues par des lois postérieures, s'appliquent aux fonctionnaires et employés des administrations publiques ; — aux officiers ministériels, tels que notaires, avoués, etc. ; — aux professions libérales, telles que celles d'avocats, de médecins, de professeurs, artistes, etc. ; — aux laboureurs et cultivateurs qui vendent les produits de leurs terres ; — aux associés en commandite, aux Caisses d'épargne et de prévoyance administrées gratuitement, aux assurances mutuelles régulièrement autorisées ; — aux commis et à toutes personnes travaillant à gages, à façon et à la journée dans les maisons, ateliers et boutiques des personnes de leur profession, ainsi qu'aux ouvriers travaillant chez eux ou chez les particuliers, sans compagnon, apprenti, enseigne ni boutique ; — à certaines catégories de marchands ambulants ; — aux save-tiers, chiffonniers, porteurs d'eau, remouleurs, et enfin aux gardes-malades.

La loi du 10 juin 1853, art. 13, a ajouté à ces exemptions celle des fabricants à métiers à façon ayant moins de dix métiers.

La loi du 4 juin 1858, art. 11, a expliqué celle des ouvriers travaillant sans compagnon, apprentis, enseigne ni

boutique (1) ; la loi du 2 juillet 1862, art. 3, a étendu cette exemption aux ouvriers ayant une enseigne ou une boutique, mais travaillant sans compagnon ni apprentis ; — enfin la loi du 2 août 1868 a exempté de la patente l'ouvrier travaillant en chambre avec un apprenti âgé de moins de seize ans.

D'autre part, la loi du 18 mai 1850 a assujéti à la patente les officiers ministériels et les professions libérales énumérées dans son tableau G et qui avaient été exemptés par la loi de 1844. (*Voir* le tableau G (devenu le tableau D) à la partie des tarifs.)

La contribution des patentes se compose, sauf quelques rares exceptions, d'un droit fixe et d'un droit proportionnel. Le droit fixe a généralement pour base le chiffre de la population et la nature de l'industrie ; le droit proportionnel est établi en raison de la valeur locative des bâtiments affectés à l'habitation personnelle et à l'exercice de la profession. (*Ibid.*, art. 2.) Le droit fixe, sans le droit proportionnel, frapperait de la même taxe tous les patentables d'une même classe, quelle que fût la somme de leurs bénéfices. Le droit proportionnel, sans le droit fixe, aurait des résultats non moins injustes, car des professions très-lucratives peuvent s'exercer dans un local peu étendu, tandis que d'autres, qui ne procurent que de minces profits, exigent de vastes locaux. La combinaison des deux droits établit, autant que possible, l'égalité entre les divers patentables.

(1) L'article 11 de la loi du 4 juin 1858 est ainsi conçu : « L'exemption du droit de patente prononcée par l'article 13 de la loi du 25 avril 1844, en faveur des ouvriers travaillant chez eux ou chez les particuliers sans compagnon, apprentis, enseigne ni boutique, est applicable aux ouvriers travaillant dans ces conditions pour leur propre compte et avec des matières à eux appartenant, comme à ceux qui travaillent à la journée ou à façon. Ne sont pas considérés comme compagnons ou apprentis, la femme travaillant avec son mari, ni les enfants non mariés travaillant avec leurs père et mère, ni le simple manoeuvre dont le concours est indispensable pour l'exercice de la profession. »

Le droit fixe est réglé de trois manières différentes :

1° D'après un tarif général qui s'applique au plus grand nombre des professions, et les divise en huit classes suivant leur importance. Le droit varie, *pour chaque classe*, en raison de la population, sur une échelle de huit degrés (1). Le maximum est de 300 fr. ; le minimum de 2 fr. (Loi du 25 avril 1844, tableau A ; loi du 18 mai 1850, tableau D, et loi du 4 juin 1858.)

2° D'après un tarif exceptionnel s'appliquant à un petit nombre de professions, telles que celles de banquier, agent de change, etc., qui, à raison de leur nature, devaient faire l'objet d'un tarif particulier. Le droit varie, *pour chaque profession*, en raison de la population, sur une échelle dont le nombre de degrés n'est point le même pour toutes. Le maximum est de 1,000 fr., le minimum de 10 fr. (Loi du 25 avril 1844, tableau B ; loi du 10 mai 1850, tableau E, et loi du 4 juin 1858.)

3° Enfin, d'après un tarif spécial s'appliquant aux fabriques, manufactures et établissements industriels dont l'importance est indépendante de la population du lieu où ils sont situés : Le droit est établi sans égard à la population, mais à raison du nombre des ouvriers, métiers, fours, etc., ou autres moyens de production. (Loi du 25 avril 1844, tableau C ; loi du 18 mai 1850, tableau F, et loi du 4 juin 1858.)

Les ouvriers âgés de moins de seize ans ou de plus de soixante-cinq ans ne sont comptés que pour la moitié de leur nombre. (Loi du 4 juin 1858, art. 10.)

Tous les patentables sont assujettis au droit fixe, à l'ex-

(1) Lorsqu'un nouveau recensement de la population fait passer une commune dans une catégorie supérieure à celle dont elle faisait précédemment partie, l'augmentation du droit fixe n'est appliquée que pour moitié pendant les cinq premières années. (Loi du 25 avril 1844, art. 5.)

ception de ceux énumérés au tableau G annexé à la loi du 18 mai 1850 et qui comprend les professions libérales, lesquelles sont soumises seulement au droit proportionnel (1).

Le droit proportionnel est en général du 20° (*Voyez* le tableau A annexé à la loi du 25 avril 1844) de la valeur locative, tant de la maison d'habitation que des magasins, boutiques, usines, ateliers, hangars, remises, chantiers et autres locaux servant à l'exercice des professions imposables. Pour les usines et les établissements industriels, le droit est calculé sur la valeur locative de ces établissements pris dans leur ensemble et munis de tous leurs moyens matériels de production. (L. du 25 avril 1844, art. 8 et 9.)

Toutefois, ce droit n'est pas toujours du 20° de la valeur locative, et il ne porte pas non plus dans tous les cas simultanément sur la valeur locative des bâtiments servant à l'habitation et sur celle des locaux affectés à l'exercice de l'industrie. Le tableau D annexé à la loi du 25 avril 1844 et le tableau G annexé à celle du 18 mai 1850 contiennent l'énumération des professions imposées au 15°, au 25°, au 30°, au 40° et au 50° de la valeur locative, tantôt des locaux servant à l'habitation personnelle et de ceux employés à l'exercice de l'industrie, tantôt des uns ou des autres seulement.

Certaines professions sont même complètement exemptes du droit proportionnel. (*Voir* les mêmes tableaux.) Ce sont

Dans les communes de 5,000 âmes et au-dessus, les patentables exerçant dans la banlieue des professions imposables eu égard à la population, payent le droit fixe d'après le tarif applicable à la population non agglomérée. (*Ibid.*, art. 6.)

(1) Dans la pratique et pour la rédaction des rôles, l'administration range tous les patentables dans quatre tableaux, A, B, C, D, comprenant :

Le 1^{er}, les patentables du tableau A et de son annexe D.

Le 2^e, *id.* B *id.* E.

Le 3^e, *id.* C *id.* F.

Le 4^e, portant la lettre D, comprend les patentables du tableau G.

(Les professions désignées dans les lois postérieures sont rattachées, suivant leur nature, à ces mêmes tableaux.)

celles rangées dans les 7^e et 8^e classes du tarif, lorsqu'elles sont exercées dans les communes d'une population inférieure à 20,000 âmes.

Les marchands ambulants non compris dans l'exemption portée à l'article 13 de la loi du 25 avril 1844, et tous marchands sous échoppe ou en étalage ne sont passibles que de la moitié des droits fixe et proportionnel que payent les marchands qui vendent les mêmes objets en boutique. (L. du 25 avril 1844, art. 14.)

— Les commerces, industries et professions non dénommés dans les tableaux annexés à la loi sont classés par voie d'assimilation, en vertu d'un arrêté spécial du préfet dans chaque département. Tous les cinq ans, des tableaux additionnels contenant les professions ainsi classées depuis trois années au moins doivent être soumis à la sanction législative. (Loi du 25 avril 1844, art. 4.)

D'après l'article 7 de cette loi, le patentable exerçant plusieurs commerces, industries ou professions, même dans plusieurs communes différentes, ne pouvait être soumis qu'à un seul droit fixe. Cette disposition a été modifiée d'abord par les articles 17 et 19 de la loi du 18 mai 1850, et ensuite par l'article 4 de la loi du 4 juin 1858. Aux termes de cette dernière loi, le patentable ayant plusieurs établissements, boutiques ou magasins de même espèce ou d'espèces différentes, est, quelle que soit sa classe ou sa catégorie comme patentable, imposable : 1^o au droit fixe entier pour l'établissement, la boutique ou le magasin donnant lieu au droit fixe le plus élevé, soit en raison de la population, soit en raison de la nature du commerce, de l'industrie ou de la profession ; 2^o et pour chacun des autres établissements, boutiques ou magasins, à la moitié du droit fixe afférent au commerce, à l'industrie ou à la profession qui y sont exercés.

Les droits fixes et demi-droits fixes doivent être imposés

dans les communes où sont situés les établissements, boutiques ou magasins qui y donnent lieu (1).

— Le droit proportionnel est payé dans toutes les communes où sont situés les locaux servant à l'exercice des professions imposables. Lorsque le patentable possède plusieurs maisons d'habitation, il doit payer le droit proportionnel seulement sur la maison où il fait sa résidence principale et habituelle, et, s'il n'exerce pas par lui-même son industrie, il ne paye le droit proportionnel que pour la maison d'habitation de l'agent préposé à l'exploitation. (Loi du 25 avril 1844, art. 10.)

Le patentable qui exerce dans un même local, ou dans des locaux non distincts, plusieurs industries ou professions passibles d'un droit proportionnel différent, paye ce droit d'après le taux applicable à la profession pour laquelle il est assujéti au droit fixe. — Dans le cas où les locaux sont distincts, il ne paye pour chaque local que le droit proportionnel attribué à l'industrie ou à la profession qui y est spécialement exercée. — Dans ce dernier cas, le droit proportionnel n'en demeure pas moins établi sur la maison d'habitation d'après le taux applicable à la profession pour laquelle le patentable est imposé au droit fixe. (*Ibid.*, art. 11.)

— Les associés en nom collectif sont tous assujétis à la patente. Toutefois l'associé principal paye seul le droit fixe

(1) Des difficultés amenées par l'application de cet article ont donné lieu à la modification suivante, insérée dans la loi du 2 août 1868, art. 4. « Le patentable qui exploite un établissement industriel et qui n'y effectue pas la vente de ses produits n'est pas imposable au droit fixe additionnel de patente pour le magasin séparé dans lequel sont vendus exclusivement en gros les seuls produits de sa fabrication. Toutefois, si la vente a lieu dans plusieurs magasins, l'exemption de droit fixe accordée par le paragraphe précédent n'est applicable qu'à celui de ces magasins qui est le plus rapproché du centre de l'établissement de fabrication. Les autres continuent d'être imposés conformément aux dispositions de la loi du 4 juin 1858. »

entier; les autres associés, d'après l'article 16 de la loi du 23 avril 1844, devaient être imposés à la moitié de ce droit. Mais cette disposition a été modifiée par l'article 19 de la loi du 26 juillet 1860, portant : « L'associé principal conti-
« nuera à être assujéti à la totalité du droit fixe afférent à la
« profession.... Le même droit sera divisé en autant de
« parts égales qu'il y aura d'associés en nom collectif,
« et une de ces parts sera imposée à chaque associé se-
« condaire.

« Toutefois, cette part ne devra jamais, dans les cas pré-
« vus par l'article 23 de la loi du 18 mai 1850, dépasser le
« 20^e du droit fixe imposable au nom de l'associé princi-
« pal (1). »

Quant au droit proportionnel, il est établi sur la maison de l'associé principal et sur tous les locaux qui servent à la société pour l'exercice de son industrie. La maison d'habitation de chacun des autres associés en est affranchie, à moins qu'elle ne serve à l'exercice de l'industrie sociale. (L. 23 avril 1844, art. 16.)

— La contribution des patentes est due pour l'année entière par tous les individus exerçant au mois de janvier une profession imposable; toutefois, ce principe n'est pas aussi rigoureux que pour la contribution personnelle et mobilière, car, en cas de décès ou de faillite déclarée, les droits ne sont dus que pour le passé et le mois courant, et, en cas de cession d'établissement, la patente est, sur la demande du cédant, transférée à son successeur en vertu d'un arrêté du préfet. — Ceux qui entreprennent, après le 1^{er} janvier, une

(1) Cette disposition s'applique aux associés secondaires habituellement employés comme *simples ouvriers* dans les travaux de l'association. Lorsque la coopération de ces associés se réduit à un simple travail manuel, ils profitent de l'exemption accordée aux ouvriers par l'article 11 de la loi du 4 juin 1858. (Instruction générale sur les patentes, du 31 juillet 1858, art. 70.)

profession sujette à la patente, ne doivent la contribution qu'à partir du 1^{er} du mois dans lequel ils ont commencé d'exercer, à moins que, par sa nature, la profession ne puisse pas être exercée pendant toute l'année. Dans ce cas, la contribution est due pour l'année entière, quelle que soit l'époque à laquelle la profession aura été entreprise. — Les patentés qui, dans le cours de l'année, entreprennent une profession d'une classe supérieure à celle qu'ils exerçaient d'abord, ou qui transportent leur établissement dans une commune d'une plus forte population, sont tenus de payer au prorata un supplément de droit fixe. — Il est également dû un supplément de droit proportionnel par les patentables qui prennent des maisons ou locaux d'une valeur locative supérieure à celle des maisons ou locaux pour lesquels ils ont été primitivement imposés, et par ceux qui entreprennent une profession passible d'un droit proportionnel plus élevé. — Les suppléments sont dus à compter du 1^{er} du mois dans lequel les changements ont été opérés. (L. 25 avril 1844, art. 23.)

— Le principe que les droits de patente sont dus pour l'année entière a, en ce qui touche l'exigibilité de l'impôt, des conséquences que nous indiquerons en nous occupant du recouvrement.

— L'impôt des patentes étant un impôt de quotité, le recensement des imposables et la formation des matrices sont faits par les contrôleurs sans l'intermédiaire des commissaires répartiteurs. Cependant le maire est prévenu de l'époque de l'opération du recensement, et il peut y assister ou se faire représenter par un délégué. — En cas de dissentiment entre les contrôleurs et les maires ou leurs délégués, les observations contradictoires de ces derniers sont consignées dans une colonne spéciale. — La matrice dressée par le contrôleur est déposée pendant dix jours au secrétariat de

la mairie, afin que les intéressés puissent en prendre connaissance et remettre aux maires leurs observations. — A l'expiration d'un second délai de dix jours, le maire, après avoir consigné ses observations sur la matrice, l'adresse au sous-préfet. — Le sous-préfet la transmet, avec ses observations, au directeur des contributions directes qui établit les taxes conformément à la loi pour tous les articles non contestés. A l'égard des articles sur lesquels le maire ou le sous-préfet n'est pas d'accord avec le contrôleur, le directeur soumet les contestations au préfet avec son avis motivé. Si le préfet ne croit pas devoir adopter les propositions du directeur, il en est référé au ministre des finances. (L. 25 avril 1844, art. 20.)

— Les droits de patente, ainsi que nous l'avons vu plus haut, étant dus par toute personne entreprenant, même après le 1^{er} janvier, une profession sujette à la patente, il est établi dans le cours de l'année, et par trimestre, des matrices supplémentaires de patentes.

Aux termes de l'article 13 de la loi du 4 juin 1838, sont imposables, au moyen de rôles supplémentaires, les individus omis aux rôles primitifs qui exerçaient, avant le 1^{er} janvier de l'année de l'émission de ces rôles, une profession, un commerce ou une industrie sujets à patente, ou qui, antérieurement à la même époque, avaient apporté dans leur profession des changements donnant lieu à des augmentations de droits. — Toutefois, les droits ne sont dus qu'à partir du 1^{er} janvier de l'année pour laquelle le rôle primitif a été émis, et la contribution, pour les changements effectués dans l'année, n'est perçue qu'à partir du 1^{er} du mois dans lequel la profession a été embrassée ou le changement introduit.

— Tout patentable est tenu d'exhiber sa patente lorsqu'il en est requis par les maires, adjoints, juges de paix et tous

autres officiers ou agents de police judiciaire. (L. 25 avril 1844, art. 27) (1).

Les marchandises mises en vente par les individus non munis de patente et vendant hors de leur domicile sont saisies ou séquestrées aux frais du vendeur, à moins qu'il ne donne caution suffisante jusqu'à la représentation de la patente ou la production de la preuve qu'elle a été délivrée. Si l'individu non muni de patente exerce au lieu de son domicile, il est dressé un procès-verbal qui est transmis immédiatement aux agents des contributions directes. (*Ibid.*, art. 28.)

§ V. — CENTIMES ADDITIONNELS.

Il a été ajouté, dès l'origine, au principal des contributions directes, des suppléments que l'on appelle *centimes additionnels*. Les uns, imposés au profit de l'État, sans affectation spéciale, ne sont établis que pour accroître le principal de l'impôt; les autres, perçus au profit des départements et des communes, sont destinés à pourvoir aux dépenses locales; d'autres, enfin, formant divers fonds de secours, de non-valeurs, de réimposition, etc., ont une destination à la fois générale et locale.

Centimes généraux. — Les centimes généraux sans affectation spéciale sont imposés par le Corps législatif. Ils portaient sur les quatre contributions avant la loi du 7 août 1850, qui a supprimé ceux, au nombre de dix-sept, afférents à la contribution foncière, laquelle a ainsi été réduite

(1) La loi du 4 juin 1853 (art. 12) a supprimé le timbre auquel les formules de patentes étaient assujetties.

de 27 millions. — Ceux établis sur les autres contributions et dont la quotité a plusieurs fois varié, sont aujourd'hui répartis de la manière suivante :

17 sur la contribution mobilière ;

15 $\frac{8}{10}$ sur les portes et fenêtres ;

et 10 $\frac{8}{10}$ sur les patentes.

Centimes départementaux. — Antérieurement à 1867, la loi annuelle de finances affectait aux dépenses départementales ordinaires 10 centimes $\frac{5}{10}$ additionnels, et un fonds commun de 7 centimes destiné à être réparti entre les départements : total 17 centimes $\frac{5}{10}$, sur le principal des contributions foncière, personnelle et mobilière. La loi du 18 juillet 1866, sur les Conseils généraux (art. 6), a supprimé le fonds commun de 7 centimes, par une disposition ainsi conçue : « Les recettes du budget ordinaire départemental se composent : 1° Du produit des centimes additionnels portant sur les contributions foncière et personnelle-mobilière, votés annuellement par le conseil général dans les limites déterminées par la loi de finances. « Ces centimes comprendront à l'avenir les sept centimes « qui forment aujourd'hui le fonds commun (1). » En vertu de cette disposition, la loi de finances du 31 juillet 1867, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes ordinaires de 1868, a, par son article 10, fixé, pour ladite année, à 25 centimes le maximum des centimes additionnels que les conseils généraux ont pu voter sur les

(1) En remplacement du fonds commun de 7 centimes, la loi du 18 juillet 1866 a créé un fonds spécial par son article 7, ainsi conçu : « Il est créé « sur les ressources générales du budget, un fonds sur lequel les départements dont la situation financière l'exige reçoivent une subvention. Ce « fonds est fixé à la somme de 4 millions de francs. Il est inscrit au budget « du ministère de l'intérieur ; la répartition en est réglée annuellement par « un décret impérial rendu en conseil d'État. »

deux contributions foncière et personnelle-mobilière pour dépenses ordinaires départementales (1), plus, pour les mêmes dépenses, un centime sur les quatre contributions directes.

La même loi du 31 juillet 1867, combinée avec les lois spéciales citées ci-après, les a autorisés, en outre, à voter les centimes additionnels suivants, sur les quatre contributions directes :

1° Pour les *dépenses du service vicinal*, 7 centimes au maximum, sur les quatre contributions, au lieu de 5 centimes, qui étaient autorisés par la loi du 21 mai 1836 (A).

2° Pour les *dépenses de l'instruction primaire*, 3 centimes sur les quatre contributions (loi du 10 avril 1867, art. 14, et loi du 31 juillet 1867, art. 15), au lieu de 2 qu'autorisait la loi du 15 mars 1850 (B).

3° Pour dépenses extraordinaires, dans la limite d'un maximum de 12 centimes, y compris les centimes additionnels dont le recouvrement a été précédemment autorisé

(1) Ces 25 centimes comprennent les 7 centimes 5/10^e sur les contributions foncière et mobilière que les Conseils généraux pouvaient voter pour dépenses facultatives, en vertu de la loi du 10 mai 1838.

« (A) En cas d'insuffisance du produit des centimes ordinaires, pour concourir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication, et, dans des cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les Conseils généraux sont autorisés à voter pour 1868, à titre d'imposition spéciale, 7 centimes additionnels aux quatre contributions directes. » (Loi du 31 juillet 1867, art. 17.)

(B) La loi du 10 avril 1867 sur l'enseignement primaire a créé de nouvelles obligations pour les communes en vue de propager l'instruction primaire des garçons et des filles. Pour pourvoir aux dépenses qui en résulteront, le département et la commune ont été autorisés à s'imposer un plus grand nombre de centimes additionnels. En ce qui concerne les départements, l'article 14 de la loi précitée est ainsi conçu : « Il est pourvu aux dépenses résultant des articles 1, 2, 3, 4, 5 et 7 ci-dessus, comme à celles résultant de la loi de 1850, au moyen des ressources énumérées dans l'article 40 de la dite loi, augmentées d'un troisième centime départemental additionnel au principal des quatre contributions directes. »

par des lois spéciales (C), (loi du 18 juillet 1866, art. 2; et loi du 31 juillet 1867, art. 11).

4° Pour le cadastre, 5 centimes sur la contribution foncière seulement, comme précédemment.

Enfin, lorsque les départements ayant à pourvoir à des dépenses extraordinaires pour lesquelles les centimes ci-dessus énumérés et les autres ressources départementales sont insuffisantes, les conseils votent des impositions extraordinaires en dehors des limites ci-dessus indiquées, les impositions ne peuvent être recouvrées qu'en vertu d'une loi spéciale, et elles doivent porter sur les quatre contributions, conformément au dernier paragraphe de l'article 6 de la loi du 10 juillet 1866, ainsi conçu : « Tout centime additionnel, soit ordinaire, soit extraordinaire, qui serait ultérieurement établi en sus de ceux actuellement autorisés, portera sur toutes les contributions directes. »

La même loi du 18 juillet 1866 a prévu le cas où un Conseil général n'inscrirait pas au budget un crédit suffisant pour l'acquittement des dépenses suivantes : 1° loyer et entretien des hôtels de préfecture et de sous-préfecture ; 2° casernement ordinaire des brigades de gendarmerie ; 3° loyer et menues dépenses des cours et tribunaux, et menues dépenses des justices de paix ; et elle dispose, par son article 10, « qu'il est pourvu à ces dépenses au moyen d'une contribution spéciale portant sur les quatre contributions directes, et établie, par un décret impérial, dans les limites du maximum fixé annuellement par la

« (C) Les Conseils généraux peuvent voter dans la limite d'un maximum qui sera annuellement fixé par la loi de finances, des centimes extraordinaires affectés à des dépenses extraordinaires d'utilité départementale. Ils peuvent voter également les emprunts départementaux remboursables dans un délai qui ne pourra excéder douze années sur les centimes extraordinaires ou sur les ressources ordinaires. (Loi du 18 juillet 1866 sur les Conseils généraux, art. 2.)

« loi de finances ou par une loi spéciale, si la contribution
« doit excéder ce maximum. »

L'article 13 de la loi de finances du 31 juillet 1867 a fixé ce maximum, pour 1868, à deux centimes.

Centimes communaux. — Les centimes additionnels affectés aux dépenses communales sont les suivants :

1° Cinq centimes ordinaires portant sur les contributions foncière et personnelle-mobilière, autorisés par les lois du 11 frimaire an vii, 15 mai 1818 (art. 31), et par la loi annuelle de finances ;

2° Centimes pour dépenses annuelles obligatoires, au cas d'insuffisance de revenus (Loi du 18 juillet 1837, art. 40) ;

3° Centimes pour dépenses annuelles facultatives, également en cas d'insuffisance de revenus (*Ibid.*) ;

4° Centimes spéciaux pour les chemins vicinaux (Cinq centimes autorisés par la loi du 21 mai 1836, art. 2) ;

5° Centimes extraordinaires pour les chemins vicinaux ordinaires (Trois centimes autorisés par l'article 3 de la loi du 24 juillet 1867, en sus des cinq centimes précédents) ;

6° Centimes spéciaux pour l'instruction primaire (Trois centimes autorisés par la loi du 15 mars 1850, art. 40) ;

7° Centimes extraordinaires pour la gratuité de l'instruction primaire (Quatre centimes autorisés par la loi du 10 avril 1867, art. 8, ainsi conçu) :

« Toute commune qui veut user de la faculté accordée
« par le § 3 de l'article 36 de la loi du 15 mars 1850,
« d'entretenir une ou plusieurs écoles entièrement gratuites
« peut, en sus de ses ressources propres et des centimes
« spéciaux autorisés par la même loi, affecter à cet entre-
« tien le produit d'une imposition extraordinaire qui n'excé-
« dera pas quatre centimes additionnels au principal des
« quatre contributions directes.

« En cas d'insuffisance de ces ressources, des subventions peuvent être accordées à la commune sur les fonds départementaux ou de l'État; »

8° Centimes spéciaux pour le traitement des gardes champêtres. La loi du 31 juillet 1867 décide, art. 16, que désormais ces centimes seront votés conformément à l'article 42 de la loi du 28 juillet 1837 (concours des plus imposés), et qu'ils porteront sur les quatre contributions directes. Ils ne portaient antérieurement que sur la contribution foncière;

9° Centimes extraordinaires pour dépenses obligatoires, non annuelles, autorisés par les lois du 18 juillet 1837 (art. 40), du 18 juillet 1866 (art. 4), et du 24 juillet 1867 (art. 3, 5 et 7);

10° Centimes extraordinaires pour dépenses facultatives non annuelles (*Ibid.*);

11° Centimes imposés *d'office* par décrets ou arrêtés préfectoraux pour dépenses obligatoires, au cas de refus des conseils municipaux. (Loi du 18 juillet 1837, art. 39, et loi du 31 juillet 1867, art. 14.) Ce dernier article porte: « Lorsque, en exécution du § 4 de l'article 39 de la loi du 18 juillet 1837 (1), il y aura lieu, par le gouvernement,

(1) Cet article est ainsi conçu :

« Si un Conseil municipal n'allouait pas les fonds exigés pour une dépense obligatoire, ou n'allouait qu'une somme insuffisante, l'allocation nécessaire serait inscrite au budget par ordonnance du roi pour les communes dont le revenu est de 100,000 francs et au-dessus, et par arrêté du préfet en Conseil de préfecture pour celles dont le revenu est inférieur.

« Dans tous les cas, le Conseil municipal sera préalablement appelé à en délibérer.

« S'il s'agit d'une dépense annuelle et variable, elle sera inscrite pour sa quotité moyenne pendant les trois dernières années; s'il s'agit d'une dépense annuelle et fixe de sa nature ou d'une dépense extraordinaire, elle sera inscrite pour sa quotité réelle.

« Si les ressources de la commune sont insuffisantes pour subvenir aux dépenses obligatoires inscrites d'office en vertu du présent article, il y sera pourvu par le Conseil municipal, ou, en cas de refus de sa part, au moyen d'une contribution extraordinaire établie par une ordonnance du roi, dans

« d'imposer d'office, sur les communes, des centimes additionnels pour le paiement des dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de dix, à moins qu'il ne s'agisse de dettes résultant des condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à vingt. »

Tous ces centimes, excepté les cinq centimes ordinaires (n° 1 ci-dessus), portent sur les quatre contributions directes ; ceux indiqués aux n° 2, 3, 5, 7, 8, 9, 10, 11, sont votés avec le concours des plus imposés, en vertu des lois des 18 juillet 1837 (art. 42) et 24 juillet 1867 (art. 6). Le concours des plus imposés n'est pas nécessaire pour le vote des centimes ayant pour objet les dépenses indiquées aux n° 1, 4 et 6.

L'article 4 de la loi du 18 juillet 1866, sur les conseils généraux, porte : « Le Conseil général fixe, chaque année, le maximum du nombre des centimes que les conseils municipaux sont autorisés à voter, pour en affecter le produit à des dépenses *extraordinaires* d'utilité communale. Si le Conseil général se sépare sans l'avoir fixé, le maximum arrêté l'année précédente est maintenu jusqu'à la session suivante. Le maximum ne peut dépasser vingt centimes. »

Les centimes compris dans le maximum fixé par le Conseil général, en vertu de cette disposition, sont ceux indiqués aux n° 9 et 10. Tous les autres centimes (n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8) sont votés directement par le conseil municipal, dans la limite spéciale du maximum fixé par la loi qui détermine l'emploi de ces centimes.

Les délibérations des conseils municipaux portant vote, dans les limites de ce dernier maximum, des centimes dé-

« les limites du maximum qui sera fixé annuellement par la loi de finances, ou par une loi spéciale, si la contribution doit excéder ce maximum. »

signés aux n^{os} 1, 4, 5, 6, 7, 8, sont exécutoires de plein droit, à moins d'annulation par le préfet au cas de violation de la loi (art. 18 de la loi du 18 juillet 1837) ; mais celles relatives aux impositions mentionnées aux n^{os} 2, 3, 9, 10 et 11 ne peuvent être exécutées qu'après avoir été approuvées, conformément aux dispositions législatives ci-après :

Loi du 24 juillet 1867. — « Art. 3. Les conseils municipaux peuvent voter, dans la limite du maximum fixé « chaque année par le Conseil général, des contributions « extraordinaires n'excédant pas cinq centimes, pendant « cinq années, pour en affecter le produit à des dépenses « extraordinaires d'utilité communale.

« Ils peuvent aussi voter trois centimes extraordinaires « exclusivement affectés aux chemins vicinaux ordinaires.

« Les conseils municipaux votent et règlent, par leurs « délibérations, les emprunts communaux remboursables « sur les centimes extraordinaires votés, comme il vient « d'être dit au premier paragraphe du présent article, ou « sur les ressources ordinaires, quand l'amortissement, en « ce dernier cas, ne dépasse pas douze années.

« En cas de désaccord entre le maire et le conseil municipal, la délibération ne sera exécutoire qu'après approbation du préfet.

« Art. 5. Les conseils municipaux votent, sauf approbation du préfet :

« 1^o Les contributions extraordinaires qui dépasseraient « cinq centimes, sans excéder le maximum fixé par le « Conseil général, et dont la durée ne serait pas supérieure « à douze années ;

« 2^o Les emprunts remboursables sur ces mêmes contributions extraordinaires ou sur les revenus ordinaires, « dans un délai excédant douze années.

« Art. 7. Toute contribution extraordinaire dépassant

« le maximum fixé par le Conseil général, et tout emprunt
« remboursable sur ressources extraordinaires, dans un
« délai excédant douze années, sont autorisés par décret
« impérial.

« Le décret est rendu en conseil d'État, s'il s'agit d'une
« commune ayant un revenu supérieur à 100,000 francs.

« Il est statué par une loi, si la somme à emprunter
« dépasse un million, ou si ladite somme réunie au chif-
« fre d'autres emprunts non encore remboursés dépasse
« un million. »

Centimes avec affectations diverses. — D'autres centimes additionnels, ayant à la fois un caractère général et local, comprennent :

1° Un fonds de 8 centimes, à déduire du principal des patentes, pour être attribué aux communes en vertu de l'article 32 de la loi du 25 avril 1844;

2° Un fonds de secours mis à la disposition du ministre de l'agriculture et du commerce, pour grêle, incendie, inondation et autres cas fortuits (1 centime sur chacune des deux contributions foncière et mobilière, loi du 1^{er} mai 1822);

3° Un fonds de non-valeurs à la disposition du ministre des finances, pour remises et modérations accordées sur les contributions foncière, personnelle et mobilière ($\frac{8}{10}$ de centime sur chacune), ainsi que pour décharges et réductions, remises et modérations en matières de portes et fenêtres et de patentes (2 centimes $\frac{4}{10}$ sur l'impôt des portes et fenêtres, et 5 centimes sur celui des patentes) (1). On impute également sur ces 5 centimes les frais d'expédition

(1) Les centimes pour *fonds de non-valeurs* portent également sur les impositions départementales et communales dans les mêmes proportions que sur le principal de l'impôt (Lois du 8 juillet 1852, art. 14, et 13 mai 1863, art. 17).

des formules des patentes (lois des 13 floréal an X, 25 avril 1844, 8 juillet 1852, 13 mai 1863, art. 17, et la loi annuelle des finances) ;

4° Un fonds de réimposition, égal au montant des décharges et réductions accordées sur les contributions foncière, personnelle et mobilière ;

5° Un fonds pour frais de confection de rôles spéciaux d'impositions extraordinaires départementales et communales (loi du 4 août 1849, art. 9) ;

Enfin, il est annuellement ajouté au montant des contributions de chaque contribuable 5 centimes pour frais d'avertissement (loi du 15 mai 1818). Les autres frais de perception sont à la charge des fonds généraux du budget.

§ VI. — TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES.

On a vu plus haut quelles sont les diverses taxes assimilées aux contributions directes ; nous devons donner quelques explications sur chacune d'elles.

Redevances sur les mines. — Les mines sont assujetties à une contribution spéciale (loi du 21 avril 1810), indépendamment de l'impôt foncier auquel elles sont soumises pour le terrain qu'elles occupent. (Loi du 3 frimaire an VII.)

Cette contribution se divise en redevances fixes et redevances proportionnelles. La redevance fixe est de 10 fr. par kilomètre carré de l'étendue de l'extraction, et la redevance proportionnelle ne peut dépasser 5 pour 100 du produit net de la mine. Il peut être consenti un abonnement pour cinq ans en faveur des concessionnaires qui le demandent, sur

la base du produit net moyen des cinq dernières années. (Décrets du 30 juin 1860 et 27 juin 1866).

Un décime pour franc du principal est ajouté au montant de la redevance pour former un fonds de non-valeurs, sur lequel des dégrèvements sont accordés aux propriétaires qui éprouvent des pertes ou des accidents.

Les tableaux de concession de mines arrêtés par les préfets, et rectifiés chaque année, servent de matrices pour la redevance fixe ; quant à la redevance proportionnelle, les matrices sont dressées d'après des états d'exploitation, contenant la description de la mine et l'évaluation du revenu net imposable faite par un comité composé du préfet, de deux membres du conseil général, du directeur des contributions directes, de l'ingénieur des mines et de deux des principaux propriétaires de mines. (Décret du 6 mai 1811.)

Rétribution pour la vérification des poids et mesures. — Les poids et mesures employés par le commerce sont vérifiés et poinçonnés par des agents établis à cet effet dans chaque département.

La vérification première des poids et mesures et instruments de pesage est faite gratuitement. Il en est de même pour les poids, mesures et instruments de pesage rajustés qui sont soumis à une nouvelle vérification. Mais il est, en outre, dans certaines communes tous les ans, dans d'autres tous les deux ans, procédé à une vérification périodique, qui donne lieu au paiement d'un droit au profit du Trésor. Ce droit est perçu, conformément au tarif annexé à l'ordonnance du 18 décembre 1825, modifié par celles du 21 décembre 1832 et 18 mai 1838. Les poids et mesures excédant l'assortiment obligatoire de chaque assujetti sont vérifiés et poinçonnés gratuitement.

Les matrices sont dressées par les vérificateurs des poids

et mesures, et remises au directeur des contributions directes pour servir à la confection des rôles, lesquels sont rendus exécutoires par le préfet. (Ordonnance du 17 avril 1839.)

Taxe des biens de mainmorte. — Les biens immeubles passibles de la contribution foncière, appartenant aux départements, communes, hospices, séminaires, fabriques, congrégations religieuses, consistoires, établissements de charité, bureaux de bienfaisance, sociétés anonymes, et tous établissements publics légalement autorisés, sont soumis à une taxe annuelle représentative du droit de transmission entre-vifs et par décès, auxquels ces biens échappent, parce qu'appartenant à des personnes morales, ils changent rarement de main. Cette taxe est calculée à raison de 62 c. 1/2 par franc du principal de la contribution foncière (1) ; elle est établie à peu près dans la même forme que la contribution foncière. (Loi du 20 février 1849.)

Les contrôleurs des contributions directes sont chargés de rechercher les biens soumis à la taxe dont il s'agit, et de dresser les relevés et états d'après lesquels les rôles doivent être annuellement établis par les directeurs.

Les biens qui dans le cours de l'année deviennent passibles de la taxe représentative des droits de mutation ne

(1) La loi a supposé que les biens immeubles changeaient de main tous les vingt ans, et que les droits de mutation étaient en moyenne du vingtième du capital ou d'une fois le revenu d'une année. Partant de cette base, la taxe représentative de ces droits devait être du vingtième du revenu annuel. Or, le revenu annuel des biens dont il s'agit étant estimé à 66 millions, le vingtième est de 3,300,000 francs, somme qui se trouve avec le contingent en principal de l'impôt foncier dans la proportion de 62 c. 1/2 pour 100. De là vient que la taxe a été fixée à ce taux. Le produit de l'impôt est cependant inférieur à 3,300,000 francs, ce qui doit être principalement attribué à la jurisprudence du Conseil d'État, qui a déclaré non passibles de la taxe des biens de mainmorte des immeubles que l'administration avait d'abord considérés comme imposables, tels, par exemple, que les canaux et les terrains affectés à la voie des chemins de fer.

sont imposés à cette taxe qu'à partir du 1^{er} janvier de l'année suivante. (Instruction de l'administration des contributions directes du 10 mars 1849.)

Droits pour visites chez les pharmaciens, les épiciers, les droguistes et les herboristes. — La loi du 21 germinal an XI veut que des visites soient faites, au moins une fois l'an, chez les pharmaciens, les épiciers, les droguistes, par des docteurs et professeurs des Écoles de Médecine, ou par des membres des Écoles de Pharmacie ou du jury de médecine. Un arrêté du Gouvernement du 25 thermidor an XI (art. 46) soumet les herboristes aux mêmes visites. D'après l'article 42 de ce décret, il doit être payé, pour frais de visites, 6 francs par chaque pharmacien, et 4 francs par chaque épicier ou droguiste. Toutefois, l'épicier qui ne tient pas de drogues pharmaceutiques est affranchi du paiement des droits de visites. (Loi du 23 juillet 1820, art. 17.) — Le rôle des rétributions dues est rendu exécutoire par le préfet et recouvré par le percepteur, suivant les règles prescrites pour les contributions directes, sauf que ces rétributions sont exigibles en un seul paiement, aussitôt après l'émission du rôle.

Ces droits ont été rattachés au budget de l'État par la loi de finances du 31 juillet 1867.

Prestations en nature pour les chemins vicinaux. — Les communes, en cas d'insuffisance de leurs ressources ordinaires, pourvoient à l'entretien des chemins vicinaux à l'aide, soit de prestations en nature, dont le maximum est fixé à trois journées de travail (1), soit de cen-

(1) Toutefois, l'article 3 de la loi du 11 juillet 1838 autorise les communes dont les charges extraordinaires excèdent 10 centimes, à opter entre une quatrième journée de prestation et les 3 centimes extraordinaires autorisés par l'article 3 de la loi du 24 juillet 1867. (Voir ci-dessus, p. 63).

times spéciaux ajoutés au principal des quatre contributions directes, ou de centimes extraordinaires (Voir p. 63.). Le conseil municipal peut voter l'une ou l'autre de ces ressources ou toutes les deux concurremment. (Loi du 24 mai 1836, art. 2.)

Tout habitant, chef de famille ou d'établissement, à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier ou de colon partiaire, porté au rôle des contributions directes, peut être appelé à fournir chaque année une prestation de trois jours :

1° Pour sa personne et pour chaque individu mâle, valide, âgé de dix-huit ans au moins et de soixante au plus, membre ou serviteur de la famille et résidant dans la commune ;

2° Pour chacune des charrettes ou voitures attelées, et, en outre, pour chacune des bêtes de somme, de trait, de selle, au service de la famille ou de l'établissement dans la commune. (*Ibid.*, art. 3.)

La prestation est appréciée en argent, conformément à la valeur qui est attribuée annuellement pour la commune à chaque espèce de journée, par le Conseil général, sur les propositions des Conseils d'arrondissement. La prestation peut être acquittée en nature ou en argent, au gré du contribuable. Lorsqu'il n'a pas opté dans les délais prescrits, la prestation est de droit exigible en argent. La prestation, non rachetée en argent, peut être convertie en tâches, d'après les bases et évaluations de travaux préalablement fixées par le conseil municipal. (*Ibid.*, art. 4.)

La matrice des contribuables soumis à la prestation est rédigée par le contrôleur des contributions directes, assisté du maire et des répartiteurs. Le rôle est rédigé par le directeur et homologué par le préfet.

Taxe municipale sur les chiens. — Une taxe sur les chiens a été établie au profit des communes par la loi du

2 mai 1855. Cette taxe ne peut excéder 10 francs ni être inférieure à 1 franc. Elle est due pour les chiens possédés au 1^{er} janvier, à l'exception de ceux qui, à cette époque, sont nourris par la mère. Elle est due pour l'année entière.

La taxe la plus élevée porte sur les chiens d'agrément ou servant à la chasse. La taxe la moins élevée porte sur les chiens de garde.

Les tarifs à appliquer dans chaque commune sont, sur la proposition des conseils municipaux et après avis des Conseils généraux, réglés par des décrets rendus en conseil d'État. Ces tarifs peuvent être révisés à la fin de chaque période de trois ans.

Le décret du 4 août 1855, qui a réglé le mode d'exécution de la loi du 2 mai précédent, avait soumis les possesseurs de chiens à une déclaration qui devait être faite, du 1^{er} octobre de chaque année au 15 janvier de l'année suivante. Cette disposition a été modifiée par un décret du 3 août 1861, portant que les possesseurs de chiens qui, dans les délais fixés, auront fait à la mairie une déclaration indiquant le nombre de leurs chiens et les usages auxquels ils sont destinés, ne seront plus tenus de renouveler annuellement cette déclaration. Le changement de résidence du contribuable hors de la commune ou du ressort de la perception, ainsi que toute modification dans le nombre et la destination des chiens, entraînant une aggravation de taxe, rendent une nouvelle déclaration obligatoire. (Art. 2 dudit décret.)

La taxe est triplée pour les chiens qui n'ont pas été déclarés, et doublée pour les chiens portés avec une fausse désignation.

Du 15 au 30 janvier, le maire et les répartiteurs, assistés du percepteur des contributions directes, rédigent un état matrice des personnes imposables. Cet état est adressé au directeur des contributions directes, qui procède à la con-

fection des rôles, lesquels sont rendus exécutoires, publiés et recouvrés comme en matière de contributions directes.

Contribution pour l'entretien des bourses et chambres de commerce. — Pour subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, il est perçu une contribution qui est répartie sur les patentables des trois premières classes du tableau A et sur ceux désignés dans les tableaux B et C, comme passibles d'un droit fixe égal ou supérieur à celui desdites classes, y compris les associés des mêmes patentables. (Lois du 28 ventôse an IX, art. 4, et du 25 avril 1844, art. 33; circulaire du 14 août 1844.)

Les sommes à imposer sont déterminées chaque année par un décret, savoir : sur la proposition des chambres de commerce, pour leurs frais, et sur la proposition desdites chambres, ou, à leur défaut, sur la proposition des conseils municipaux, pour les frais des bourses de commerce.

Dans un département où il n'y a qu'une chambre de commerce, le rôle comprend les patentables de tout le département, appartenant aux catégories ci-dessus désignées.

S'il y a dans le département plusieurs chambres de commerce, le rôle de chacune d'elles comprend les patentables des mêmes catégories qui font partie de l'arrondissement dans lequel elle est située.

La circonscription des chambres de commerce est déterminée par un décret.

Le rôle relatif aux frais d'une bourse de commerce ne comprend que les patentables de la ville où elle est établie.

La taxe pour le paiement des frais de chambres et bourses de commerce porte sur le principal de la cote des patentes consistant dans le droit fixe et le droit proportionnel. Il est ajouté à cette taxe cinq centimes par franc du principal pour

subvenir aux non-valeurs, et trois centimes pour frais de perception.

Les rôles sont rédigés par le directeur des contributions directes et homologués par le préfet. Le recouvrement en est opéré comme celui des contributions directes. (Lois des 23 juillet 1820 et 14 juillet 1838.)

Contribution pour l'entretien des digues et le curage des canaux et rivières non navigables ; taxes d'arrosage. — Aux termes de la loi du 14 floréal an XI, les dépenses de ces travaux sont à la charge des riverains, et il y est pourvu de la manière prescrite par les anciens règlements ou les usages locaux. En cas de difficultés sur l'application des règlements en usage, ou s'il survient des changements qui nécessitent des dispositions nouvelles, il y a lieu à règlement nouveau par un décret, lequel est rendu sur la proposition du préfet. La quotité de la contribution de chaque imposé doit toujours être relative au degré d'intérêt qu'il a aux travaux à effectuer. Les rôles, dressés d'après les bases arrêtées par les commissions syndicales, sont homologués par le préfet, et le recouvrement en est poursuivi comme en matière de contributions directes. Il est statué sur les réclamations par le conseil de préfecture, sauf recours devant le conseil d'État.

Les *taxes d'arrosage* autorisées par le Gouvernement, au profit de concessionnaires de canaux d'irrigation ou d'associations de propriétaires intéressés, sont établies et recouvrées dans les mêmes formes. (Loi du 23 juin 1857, art. 25.)

Contribution pour les travaux de dessèchement des marais. — Les dépenses de ces travaux et de leur entretien peuvent, selon les cas, être mises à la charge du département, des communes et des propriétaires intéressés.

Un règlement d'administration publique détermine les conditions et l'étendue de cette contribution. Il est rendu sur la proposition d'une commission syndicale et l'avis du préfet. Les taxes sont recouvrées comme en matière de contributions directes. Le conseil de préfecture statue sur les réclamations auxquelles elles peuvent donner lieu, sauf le droit de recours devant le Conseil d'État. (Loi du 16 septembre 1807. — Décret du 15 février 1811.)

Rétributions dues par les propriétaires ou entrepreneurs d'eaux minérales. — Ces rétributions sont imposées en vertu des arrêtés du Gouvernement du 3 floréal an VIII et du 6 nivôse an XI, et des lois des 25 juin 1841 (art. 30), 14 juillet 1856 (art. 18), sur les établissements d'eaux minérales naturelles et sur les fabriques et dépôts d'eaux minérales, pour subvenir aux traitements des médecins-inspecteurs de ces établissements. La répartition en est faite entre les établissements, au prorata de leurs revenus. Le recouvrement a lieu comme en matière de contributions directes; toutefois, les taxes sont payables par quart à la fin de chaque trimestre, et les trimestres échus au moment de la publication des rôles sont immédiatement exigibles. (Circulaires de la comptabilité générale des 14 avril 1829 et 21 octobre 1840.)

§ VII. — CONFECTION DES RÔLES.

On entend par rôles les états de recouvrement de l'impôt. Ils sont rédigés d'après les matrices dont nous avons parlé à propos de chaque contribution. Il n'est établi que deux

matrices pour les contributions directes proprement dites, l'une, pour les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres ; l'autre, pour la contribution des patentes. Dans quelques grandes villes, on réunit dans la même matrice cette dernière contribution et l'impôt personnel et mobilier.

Les matrices indiquent, pour chaque contribuable, ses nom, prénoms, surnoms, demeure et profession, le revenu imposable pour la contribution foncière, le nombre des ouvertures passibles de l'impôt pour la contribution des portes et fenêtres ; la cotisation pour la contribution personnelle ; l'évaluation du loyer d'habitation pour la contribution mobilière ; la désignation de la classe dans laquelle le contribuable est rangé pour le droit fixe de patente, et le chiffre de la valeur locative servant de base au droit proportionnel.

Les rôles se divisent en rôles généraux, rôles spéciaux et rôles supplémentaires.

Les rôles généraux comprennent les quatre contributions directes. Sauf l'exception dont il est parlé ci-dessus, il n'est fait qu'un rôle, d'après la matrice générale, pour les trois contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. Le rôle de la contribution des patentes est établi séparément et à une époque plus éloignée que celui des trois autres contributions, attendu les époques différentes du recensement.

Les rôles spéciaux sont ceux établis pour chacune des diverses taxes assimilées aux contributions directes, et pour les bois ou tous autres biens qui sortent du domaine de l'État et qui deviennent imposables dans le courant de l'année. Il est également rédigé des rôles spéciaux pour les impositions communales qui n'ont pu être comprises dans les rôles généraux.

Des rôles supplémentaires sont faits pour les patentes, d'après les matrices supplémentaires dressées tous les trois mois : ces rôles comprennent les droits dus par les nouveaux patentables et par ceux qui sont devenus passibles d'un droit plus élevé.

Le directeur des contributions directes, dans chaque département, est chargé de la confection des rôles ; il doit y porter tous les centimes additionnels dont est grevé le principal des diverses contributions.

Les rôles sont arrêtés et rendus exécutoires par le préfet ; ils sont ensuite transmis aux percepteurs par l'intermédiaire des receveurs des finances, avec des avertissements pour les contribuables, également rédigés par les directeurs des contributions directes. Ces avertissements indiquent la part du montant du rôle et de la cote du contribuable, revenant à l'État, au département et à la commune, ainsi que le centime par franc des contributions foncière et mobilière.

Le préfet prend, à la fin de l'année, un arrêté pour ordonner la publication et la mise en recouvrement des rôles. La publication a lieu au moyen d'une affiche que le maire doit faire apposer à la porte principale de la mairie et aux endroits accoutumés, le dimanche qui suit la réception des rôles. Cette affiche porte que le rôle est entre les mains du percepteur et que chaque contribuable doit acquitter la somme pour laquelle il y est porté, dans les délais fixés par la loi, sous peine d'y être contraint. (Loi du 4 messidor an VII.)

§ VIII. — RÉCLAMATIONS EN MATIÈRE DE CONTRIBUTIONS DIRECTES. — PROCÉDURE ET COMPÉTENCE.

On distingue deux sortes de réclamations en matière de contributions directes : 1° les demandes en *décharge* ou *réduction* ; 2° les demandes en *remise* ou *modération*.

Tout contribuable indûment imposé ou soumis à une taxe trop élevée, a droit à la *décharge* ou à une *réduction*.

Celui qui, justement taxé dans le principe, perd en totalité ou en partie les revenus ou les facultés qui sont l'objet de la taxe, peut réclamer une *remise* ou une *modération*.

La *décharge* et la *réduction* sont de justice rigoureuse ; quand elles sont dues, elles ne peuvent être refusées.

La *remise* et la *modération* tiennent plus à l'humanité et à la bienfaisance qu'à la stricte justice ; et la quotité de l'allègement peut être subordonnée à la latitude du fonds de non-valeurs destiné à y pourvoir. (Inst. 16 prairial an VIII.)

Du principe que les décharges et réductions sont de droit strict, et les remises et modérations de pure équité, découlent les conséquences suivantes :

1° On obtient les décharges et les réductions, *par la voie contentieuse*, en s'adressant au conseil de préfecture, et, au second degré, au conseil d'État. (Lois des 28 pluviôse an VIII, art. 4, et 21 avril 1832, art. 29.)

Les demandes en remise ou modération sont portées, *par la voie gracieuse*, devant les préfets, et, au second degré, devant le ministre des finances. (Arrêté du 28 floréal an VIII, art. 28.)

2° Le montant des décharges et réductions accordées sur les contributions foncière et personnelle-mobilière est réimposé, l'année suivante, par la raison que ce qui n'était

point dû par un contribuable, et dont il obtient la décharge, était dû par la masse des imposables de la même commune, et qu'il n'y a aucun motif pour les en exonérer. Il n'en est pas de même pour les remises et modérations : dans ce cas, l'impôt ayant été régulièrement établi, on impute le dégrèvement sur un fonds de non-valeurs. — Cette différence n'existe, entre les décharges et réductions et les remises ou modérations, que lorsqu'il s'agit d'un impôt de répartition ; les dégrèvements de toute nature, en ce qui concerne les impôts de quotité, sont toujours imputés sur un fonds de non-valeurs, attendu que le contingent de la commune n'étant point fixé à l'avance, ce qui a été imposé en trop sur un contribuable ne peut être dû par les autres et réimposé sur eux.

La répartition individuelle étant la seule qui affecte directement chaque contribuable, les demandes en décharge ou réduction ne sauraient être admises lorsqu'elles ne sont motivées que sur l'inégalité de la répartition des degrés supérieurs.

Il était utile d'indiquer ces règles générales, qui sont en quelque sorte la clef de la matière. Voici maintenant quelques détails relatifs aux délais dans lesquels les réclamations doivent être faites, à leur forme, à leur instruction et à leur jugement.

Les demandes en décharge ou réduction doivent être adressées au préfet ou au sous-préfet, dans les trois mois de la publication des rôles dans chaque commune, sous peine de déchéance. (Lois des 21 avril 1832, art. 28, et 4 août 1844, art. 8.)

Le contribuable doit y joindre la quittance des termes échus de sa cotisation, sans pouvoir, sous prétexte de réclamation, différer le paiement des termes qui viennent à échoir pendant les trois mois qui suivent la réclamation, et

dans lesquels elle doit être jugée définitivement. — Les réclamations ayant pour objet une cote moindre de 30 fr. ne sont point assujetties au droit de timbre. — La pétition, transmise par le préfet au directeur des contributions directes, est renvoyée par ce dernier au contrôleur, qui vérifie les faits et donne son avis, après avoir pris celui des répartiteurs ou seulement celui du maire, s'il s'agit de la contribution des patentes. Si le directeur des contributions directes est d'avis qu'il y a lieu d'admettre la demande, il fait son rapport, et le conseil de préfecture statue. Dans le cas contraire, le directeur exprime les motifs de son opinion, transmet le dossier à la sous-préfecture, et invite le réclamant à en prendre communication et à faire connaître, dans les dix jours, s'il veut fournir de nouvelles observations ou recourir à la vérification par voie d'experts. Si l'expertise est demandée, les deux experts sont nommés, l'un par le sous-préfet, l'autre par le réclamant. Ces experts se rendent sur les lieux avec le contrôleur, et ils font leur vérification en présence de deux répartiteurs et du réclamant ou de son fondé de pouvoirs. Le contrôleur rédige un procès-verbal des dires des experts, y joint son avis, et renvoie l'affaire au directeur, qui la soumet, avec son rapport, au conseil de préfecture. Le recours contre les arrêtés du conseil de préfecture, devant le conseil d'État, n'est soumis qu'au droit de timbre ; il peut être transmis au gouvernement par l'intermédiaire du préfet, sans frais. (Loi du 24 avril 1832, art. 28, 29 et 30.)

Les demandes en remise ou modération formées, soit par les particuliers, soit par les maires au nom des communes dans le cas de pertes collectives résultant d'événements extraordinaires, doivent être présentées dans les quinze jours qui suivent les événements qui ont occasionné les pertes. (Circ. ministérielle du 22 décembre 1826.) Elles

sont soumises aux mêmes formalités que les demandes en décharge ou réduction. Toutefois, le maire seul, sans le concours des répartiteurs, est appelé à donner son avis. Les pertes résultant de grêle, inondation, etc., sont vérifiées, avec le concours du contrôleur, par deux commissaires nommés par le sous-préfet.

Les directeurs des contributions directes ne doivent pas faire instruire les demandes présentées après les délais, à moins d'une autorisation spéciale du ministre des finances.

— Le préfet statue sur toutes les demandes en remise ou modération ; celles qui concernent des pertes collectives sont, en général, réunies vers la fin de l'année, et l'on fait alors, entre les contribuables et les communes dont les réclamations ont été reconnues fondées, la distribution des sommes que le préfet a pu accorder, soit sur la portion du fonds de non-valeurs mise à sa disposition pour cet objet, soit sur celle qui a pu être allouée au département dans la répartition du fonds commun dont dispose le Ministre des finances. (Arrêté consulaire du 24 floréal an viii.)

SECTION II.

RECouvreMENT DES IMPOTS DIRECTS.

Agents du recouvrement des impôts directs. —

Le recouvrement des contributions directes est confié, dans chaque département, à une agence composée :

D'un trésorier-payeur général ;

D'un receveur particulier par arrondissement,

Et de plusieurs percepteurs.

Cette agence, distincte de l'administration des contributions directes, est placée sous les ordres de la direction de la comptabilité générale des finances.

Les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers ne sont pas uniquement chargés de la perception des impôts directs ; ils centralisent, en outre, les produits des impôts indirects.

Nous n'avons à nous occuper ici de leurs attributions qu'en ce qui concerne les contributions directes (1).

Les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers sont nommés par le chef de l'État, et les percepteurs par le ministre des finances. Toutefois, le décret du 13 avril 1861, *sur la décentralisation*, a attribué aux préfets la nomination du tiers des percepteurs de la dernière classe. Les préfets nomment aussi les surnuméraires-percepteurs. (Ordonnance du 31 octobre 1839.)

Leurs émoluments consistent :

Pour les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers, en un traitement fixe de 6,000 fr. pour les premiers, et de 2,400 francs pour les seconds, en même temps qu'en taxations et bonifications sur le produit des impôts ;

Pour les percepteurs, en remises qui leur sont allouées sur le montant des contributions qu'ils recouvrent.

Les trésoriers-payeurs généraux, les receveurs particuliers et les percepteurs fournissent au Trésor un cautionnement dont la quotité est déterminée d'après l'importance de leurs recettes. Elle est, pour les trésoriers-payeurs généraux, de six fois le montant de leurs émoluments de toute

(1) La perception des impôts indirects n'est point, du reste, opérée par les receveurs généraux et particuliers des finances, comme celle des contributions directes. Ils ne sont point responsables du recouvrement des impôts indirects, lesquels sont perçus par des receveurs spéciaux indépendants de leur action et dont ils se bornent à centraliser les recettes.

nature, et pour les receveurs particuliers, de cinq fois leurs émoluments. (Loi du 13 juillet 1867, art. 28.)

Règles générales du recouvrement des contributions directes. — Les règles relatives au recouvrement des impôts directs sont nombreuses et importantes; elles sont renfermées, pour la plupart, dans le règlement ministériel du 21 décembre 1839, qui a réuni et coordonné les dispositions législatives sur la matière et a servi de base aux arrêtés préfectoraux concernant le même objet. Nous ne pouvons indiquer ici que les principales de ces règles, en examinant successivement : — dans quel délai l'impôt doit être payé ; — par qui, — sur quels objets, — et contre qui le recouvrement peut être poursuivi ; — quelles sont les formes des poursuites ; — quelle est la compétence en cas de contestation ; — quelle est la responsabilité des agents de la perception en cas de non-recouvrement. — Nous avons vu plus haut que les rôles, après avoir été arrêtés par le préfet, sont, par l'intermédiaire des receveurs des finances, transmis aux percepteurs et publiés dans les communes. Les agents de la perception, avant de les mettre en recouvrement, doivent s'assurer de la régularité des impositions, car une disposition, insérée chaque année dans la loi de finances, punit des peines de la concussion toute perception non autorisée par la loi. Ils doivent aussi vérifier l'exactitude des calculs qui sont établis dans les rôles.

Exigibilité de l'impôt. — Les contributions directes sont payables par douzièmes. Chaque douzième est exigible le 1^{er} du mois pour le mois qui précède. (Arrêté du 16 thermidor an viii, art. 2.) Toutefois, comme il peut arriver que le rôle des patentes soit émis plus tard que ceux des autres contributions, la loi du 25 avril 1844 a décidé,

article 24, que, lorsque ce rôle serait mis en recouvrement postérieurement au 1^{er} mars, le paiement des taxes qu'il comprend serait exigible par portions égales réglées d'après le nombre de mois restant à s'écouler jusqu'à la fin de l'année. La même disposition s'applique aux cotes comprises dans les rôles supplémentaires des patentes. (L. du 4 juin 1858, art. 13.)

Mais il est des cas où le montant total de l'impôt est immédiatement exigible : les marchands forains, les colporteurs, les directeurs de troupes ambulantes, les entrepreneurs d'amusements et jeux publics non sédentaires, et tous autres patentables dont la profession n'est pas exercée à demeure fixe, sont tenus d'acquitter le montant total de leur cote au moment où la patente leur est délivrée. (Loi du 25 avril 1844, art. 24.) — En cas de déménagement hors du ressort de la perception, et en cas de vente, volontaire ou forcée, la contribution personnelle et mobilière, ainsi que la contribution des patentes, sont exigibles pour la totalité de l'année courante ; il en est de même, en cas de décès et de faillite déclarée, pour la contribution personnelle mobilière, mais non pour la contribution des patentes qui, dans ces deux cas, n'est due que pour le mois courant et les mois écoulés. (Lois des 21 avril 1832 et 25 avril 1844.)

Lorsqu'un contribuable est en instance pour obtenir une décharge ou une réduction, l'exigibilité de l'impôt ne peut être suspendue qu'après le délai de trois mois à partir de la date de la réclamation, si celle-ci n'est pas, dans ce délai, définitivement jugée. (Loi du 21 avril 1832, art. 28.)

Nul fonctionnaire n'a le droit de surseoir au recouvrement des contributions directes ni aux poursuites qui ont ce recouvrement pour objet ; seulement, lorsqu'il est constaté que des communes ont éprouvé des pertes résultant d'évé-

nements désastreux qui ont mis les contribuables dans l'impossibilité de payer, le préfet en informe le receveur général, afin de prévenir des poursuites pour des contributions qui devraient définitivement être couvertes par le fonds de non-valeurs. (Règ. du 21 décembre 1839, art. 7.)

Les percepteurs ont seuls qualité pour effectuer et poursuivre le recouvrement des contributions directes. Celles-ci sont quérables dans les communes, mais elles doivent être payées au bureau que le percepteur y établit tous les mois, à jour déterminé et publié à l'avance.

Privilège du Trésor pour le recouvrement de l'impôt direct. — Pour assurer le recouvrement de l'impôt, la loi a attribué au Trésor, indépendamment des droits qu'il a, comme tout créancier, sur les biens des redevables, un privilège qui s'exerce avant tout autre :

1° Pour la contribution foncière de l'année échue et de l'année courante, sur les récoltes, fruits, loyers et revenus des biens immeubles sujets à la contribution ;

2° Pour l'année échue et l'année courante des autres contributions directes générales et spéciales, sur tous les meubles et autres effets mobiliers appartenant aux redevables, en quelque lieu qu'ils se trouvent. (Loi du 12 novembre 1808, art. 1.)

On doit remarquer que le privilège du Trésor pour le recouvrement des contributions directes ne s'exerce que sur les meubles et revenus, et non sur les immeubles.

Contre qui le recouvrement peut en être poursuivi. — L'impôt est dû par la personne inscrite au rôle. Sont néanmoins tenus de payer :

1° En vertu d'une action personnelle, et comme le redevable lui-même :

Ses héritiers et légataires ;

Ses fermiers, pour la contribution de l'année courante des biens qu'ils tiennent à ferme, sauf à eux à précompter sur le prix de leurs fermages les sommes qu'ils auront avancées (loi du 3 frimaire an VII, art. 147), à moins que le bail n'ait mis l'impôt à leur charge ; les fermiers peuvent encore être tenus de payer, à la décharge des propriétaires, en vertu des délégations faites par ces derniers et des rôles auxiliaires établis conformément à l'article 6 de la loi du 4 août 1844 ;

Les propriétaires et principaux locataires, pour les contributions personnelle mobilière et des patentes de leurs locataires ou sous-locataires, lorsqu'en cas de déménagement de ces derniers hors du ressort de la perception, ils n'en ont point informé le percepteur un mois à l'avance, ou, si le déménagement a été furtif, lorsqu'ils ne l'ont pas fait constater dans les trois jours par le commissaire de police, le juge de paix ou le maire. La responsabilité ne s'étend pas toujours à la totalité de la contribution de l'année. La loi l'a limitée, pour la contribution personnelle mobilière, en cas de déménagement furtif, aux termes échus, et pour la contribution des patentes, dans tous les cas, au douzième échu et au douzième courant (lois des 21 avril 1832, art. 22 et 23, et 25 avril 1844, art. 25) ;

2° Indirectement, et comme détenteurs des objets qui sont le gage du Trésor :

Sur la simple demande du percepteur, et, en cas de refus, par les voies de contrainte administrative, les fermiers, locataires, receveurs, économes, notaires, commissaires-priseurs et autres dépositaires et débiteurs de *deniers provenant du chef des redevables et affectés au privilège du Trésor public*, jusqu'à concurrence des sommes qu'ils doivent ou qui sont en leurs mains ; les quittances des per-

cepteurs doivent leur être allouées en compte (loi du 12 novembre 1808, art. 2.) ;

Sur saisie-arrêt et autres moyens de droit commun, les détenteurs de *tous autres biens* du redevable, sur lesquels le Trésor public a un privilège ou le droit de gage accordé à tout créancier. (*Ibid.*, art. 3.)

Les receveurs des communes, hospices et autres établissements publics sont tenus au paiement des contributions dues par ces communes ou établissements, à moins, en ce qui concerne les communes, que la contribution due à raison des biens communaux d'un usage commun n'ait été répartie entre les habitants, en proportion de leur part de jouissance, conformément à la loi du 26 germinal an XI. — Les quittances des percepteurs sont allouées en compte aux receveurs.

Procédure du recouvrement. — Le contribuable qui n'a pas acquitté au 4^{er} du mois le douzième échu pour le mois précédent est dans le cas d'être poursuivi. (Règ. du 21 décembre 1839, art. 20.)

Le percepteur ne peut commencer les poursuites avec frais qu'après avoir prévenu le retardataire par une sommation gratis, laquelle doit être remise huit jours avant le premier acte entraînant des frais. (*Ibid.*, art. 21 et loi du 13 mai 1818, art. 51.)

Aucune poursuite donnant lieu à des frais ne peut être exercée qu'en vertu d'une contrainte décernée par le receveur particulier de l'arrondissement, visée par le sous-préfet, et qui désigne nominativement les contribuables à poursuivre. (*Ibid.*, art. 23.)

La contrainte peut être délivrée, soit sur la demande du percepteur, soit d'office par le receveur particulier. (*Ibid.*, art. 24.)

Pour les premiers degrés de poursuites, la contrainte est générale, c'est-à-dire qu'elle est délivrée contre tous les contribuables en retard, d'une ou même de plusieurs communes; pour les autres degrés, elle est spéciale et nominative. (*Ibid.*, art. 25 et 26.)

Lorsque la contrainte est générale, elle doit être publiée dans la commune par les soins du maire. (*Ibid.*, art. 27.)

Les agents des poursuites sont : les porteurs de contraintes, qui agissent à tous les degrés, et les garnisaires, qui ne sont employés que pour la garnison collective et individuelle. (*Ibid.*, art. 28.)

Les poursuites s'exercent dans l'ordre suivant :

1° Garnison collective ou individuelle. Ce mode de poursuites est employé contre les contribuables retardataires qui ne se sont pas libérés huit jours après la délivrance de la sommation gratis.

Sa garnison est collective lorsqu'elle a lieu, à la fois, contre plusieurs redevables, par un seul garnisaire. Elle peut être exercée contre les contribuables retardataires sans distinction du montant des cotes.

Cette poursuite est notifiée à chacun des redevables, par un bulletin imprimé et rédigé d'après un état nominatif dressé par le percepteur.

Le salaire de l'agent de poursuites employé à la garnison collective consiste en une somme *fixe*, par bulletin de garnison, d'après le taux réglé par l'arrêté du préfet. (*Ibid.*, art. 44 à 48.)

La garnison est individuelle lorsqu'elle a lieu contre un seul redevable, par un garnisaire à domicile. Elle ne doit être exercée que trois jours après la garnison collective, lorsque les poursuites ont commencé par celle-ci; elle ne peut être établie que chez les contribuables en retard dont les contributions s'élèvent à une somme déterminée par le préfet (en

général au-dessus de 40 fr.), et lorsque les termes dus s'élèvent à un certain chiffre dont le minimum est également fixé par le préfet. Le garnisaire ne peut rester plus de deux jours chez un même redevable, et doit se retirer s'il s'est libéré plus tôt. (*Ibid.*, art. 49 à 53.)

Le percepteur peut d'abord employer contre un contribuable en retard la garnison collective et ensuite la garnison individuelle, ou bien commencer par cette dernière, sans qu'il puisse revenir à la garnison collective contre un même contribuable et pour la même dette. Toutefois, la garnison individuelle ne peut être employée, comme premier degré de poursuite, que lorsque les contributions et les termes dus s'élèvent à une somme fixée dans chaque département par le préfet. (*Ibid.*, art. 43.)

Les garnisons collective et individuelle ont lieu en vertu de la même contrainte, et il suffit que cette contrainte soit décernée contre la commune dans laquelle se trouve le contribuable poursuivi.

Le prix de la journée de garnison à domicile est fixé conformément au tarif arrêté par le préfet. (*Ibid.*, art. 54.)

2° Le deuxième degré de poursuites est le commandement. Le commandement peut avoir lieu trois jours après l'exercice de la contrainte par garnison individuelle ou trois jours après la garnison collective, si la garnison individuelle n'a pas eu lieu. — Aucun contribuable retardataire ne peut être poursuivi par voie de commandement qu'en vertu d'une contrainte qui le désigne nominativement. Cette contrainte est décernée à la suite d'un état envoyé préalablement par le percepteur, ou dressé par le receveur particulier, d'après l'inspection des rôles et la situation des poursuites. La contrainte comprend l'ordre de procéder à la saisie, si le contribuable ne se libère pas dans le délai de trois jours, à compter de la signification du commandement.

Lorsqu'un contribuable retardataire est domicilié hors du département dans lequel il est imposé, sans y être représenté par un fermier, locataire ou régisseur, il peut être procédé immédiatement contre lui par voie de commandement. Dans ce cas, comme dans celui où le contribuable réside dans un autre arrondissement, la contrainte, après avoir été visée par le sous-préfet, est transmise au receveur particulier de l'arrondissement où le contribuable a son domicile, afin qu'il en fasse suivre l'exécution par un porteur de contraintes et fasse opérer le recouvrement de l'impôt par le percepteur de la résidence du débiteur. (*Ibid.*, art. 55, 56, 59 et 60.)

3° Après le commandement vient la saisie des meubles et celle des fruits pendants par racines, lorsque dans les trois jours le contribuable ne s'est point libéré. Le porteur de contrainte qui a signifié le commandement a qualité pour effectuer la saisie en vertu de la même contrainte. — La saisie est faite pour tous les termes échus des contributions et pour ceux qui seront devenus exigibles au jour de la vente, quoique le commandement ait exprimé une somme moindre. — Les saisies s'exécutent d'après les formes prescrites pour les saisies judiciaires, titre VIII, livre V du Code de procédure civile. — En cas de revendication des objets saisis, l'opposition n'est portée devant les tribunaux qu'après avoir été, conformément aux lois des 5 novembre 1790 et 12 novembre 1808, déferée à l'autorité administrative. (*Ibid.*, art. 63, 65, 66 et 69.) — Ne peuvent être saisis les objets mentionnés à l'article 592 du Code de procédure civile. (*Ibid.*, art. 77.) L'insolvabilité des contribuables est constatée par des procès-verbaux de carence pour ceux contre lesquels une saisie précédée de commandement a été faite, et par de simples certificats d'indigence délivrés par le maire pour ceux dont l'insolvabilité est notoire. — Les percepteurs

produisent ces certificats à l'appui de leurs états de cotes irrecouvrables. (*Ibid.*, art. 78 *bis*.)

4° La saisie est suivie de la vente, à laquelle il n'est procédé que sur l'autorisation spéciale du sous-préfet et huit jours après la clôture du procès-verbal de saisie. — Toutefois ce délai peut être abrégé, avec l'autorisation du sous-préfet, lorsqu'il y a lieu de craindre le déperissement des objets saisis. — Les ventes de meubles sont faites par les commissaires-priseurs dans les villes où ils sont établis. (Loi du 23 juillet 1820, art. 31.) Toutes autres ventes sont faites par les porteurs de contraintes dans les formes usitées pour celles qui ont lieu par autorité de justice. (Code de procédure civile, titre IX, livre V.) Les porteurs de contraintes et les commissaires-priseurs sont tenus, sous leur responsabilité, de discontinuer la vente aussitôt que son produit est suffisant pour solder le montant des contributions dues et les frais de poursuites. (*Ibid.*, art. 79, 80 et 81.)

Les frais de poursuites de toute nature sont réglés par le sous-préfet d'après un tarif arrêté par le préfet.

— A côté des poursuites directes se placent quelques moyens conservatoires des droits du Trésor. Ainsi, à défaut de paiement de contributions, par un receveur, agent, économiste, notaire, commissaire-priseur ou autre dépositaire et débiteur de deniers provenant d'un redevable, le percepteur peut faire entre leurs mains une saisie-arrêt, s'il ne procède pas contre eux par voie directe (voir ci-dessus). — La saisie-arrêt ou opposition s'opère à la requête du percepteur, par le ministère d'un huissier ou d'un porteur de contraintes, suivant les formes réglées par le titre VII, livre V du Code de procédure civile. — Lorsqu'un percepteur est informé d'un commencement d'enlèvement furtif de meubles ou de fruits, et qu'il y a lieu de craindre la disparition du gage de la contribution, il a le droit, s'il y a déjà eu un

commandement, de faire procéder immédiatement, et sans autre ordre ni autorisation, à la saisie-exécution par un porteur de contraintes, et, à son défaut, par un huissier. — Si le commandement n'a pas été fait, le percepteur établit d'office, soit au domicile du contribuable, soit dans le lieu où existe le gage de l'impôt, un gardien chargé de veiller à sa conservation, en attendant qu'il puisse être procédé aux poursuites ultérieures qui doivent commencer sous trois jours au plus tard. (*Ibid.*, art. 88, 89, 91 et 92.)

Compétence en matière de recouvrement. — Examinons maintenant quelle est la compétence en ce qui concerne les contestations relatives au recouvrement des contributions directes. Nous avons vu que les conseils de préfecture sont juges du contentieux relatif à leur assiette et à leur répartition. C'est ce qui résulte de l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII, lequel dispose que « le conseil de « préfecture prononcera sur la demande des particuliers « tendant à obtenir la décharge ou la réduction de leur cote « de contributions directes. »

Mais il n'est rien dit dans cette loi du contentieux du recouvrement, et c'est seulement par application des principes sur la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire (loi du 16-24 août 1790), qu'il a été reconnu par la jurisprudence du conseil d'État que les conseils de préfecture sont juges de tout le contentieux des contributions directes. Toutefois, cette règle n'est pas absolue, et, pour ne point s'écarter des principes mêmes d'où elle découle, il convient de l'entendre dans ce sens : *que toutes les fois que la contestation doit être décidée par l'application des règles spéciales établies par le législateur pour le recouvrement de l'impôt, c'est aux conseils de préfecture à en connaître ; et qu'au contraire, c'est aux tribunaux civils à prononcer ,*

lorsque la contestation exige l'application des dispositions du droit commun. Cette règle a été formulée par M. Durieu, dans son traité sur les poursuites en matière de contributions directes (tome I, page 394). Ainsi, la compétence se détermine par la nature des dispositions qu'il s'agit d'appliquer à la contestation. Ces dispositions sont-elles spéciales au droit fiscal, la juridiction administrative est compétente; sont-elles de droit commun, la compétence appartient à la juridiction civile. Or, tout le fond du droit, en matière de contributions directes, ayant été réglé par des lois spéciales à la matière, il en résulte que tout ce qui tient à l'établissement de l'impôt, jusqu'à l'acte qui déclare le contribuable débiteur, est du ressort de la juridiction administrative (conseil de préfecture et conseil d'État), et qu'en ce qui touche les voies d'exécution pour le recouvrement de l'impôt, celles qui sont de droit fiscal appartiennent à la juridiction administrative, et celles qui sont de droit commun à la juridiction civile.

En partant de ce principe, on peut déterminer, ainsi qu'il suit, les cas principaux de la compétence de l'une et de l'autre juridiction.

Les conseils de préfecture sont compétents dans toutes les contestations qui portent :

- 1° Sur l'établissement de l'obligation du redevable ;
- 2° Sur la régularité du titre, à moins qu'au lieu de procéder par voie d'opposition aux poursuites, le contribuable n'ait attaqué le percepteur par une action en concussion ;
- 3° Sur la régularité des actes de poursuites qui ont précédé le commandement.

Les tribunaux civils sont compétents, en général, sur toutes les questions :

- 1° De régularité des poursuites, à partir du commandement ;
- 2° D'hérédité, en ce qui touche les obligations des héritiers du redevable ;

- 3° De solidarité entre propriétaires indivis ;
- 4° D'ordre et de privilège à l'égard des tiers créanciers et des tiers acquéreurs ;
- 5° De propriété ;
- 6° De revendication des meubles saisis ;
- 7° De distraction des objets insaisissables.

Responsabilité des agents de la perception en cas de non-recouvrement et prescription. — Les percepteurs sont responsables du recouvrement des contributions portées sur les rôles. Ils en doivent compte au receveur particulier, qui lui-même en doit compte au receveur général, lequel est responsable vis-à-vis du Trésor. Ces derniers sont tenus de verser dans les caisses du Trésor le montant intégral des rôles, soit en argent, soit en ordonnances de dégrèvement, avant le 30 novembre de la seconde année de l'exercice. Si, à cette dernière époque, il y a des restes à recouvrer, les percepteurs demeurent autorisés à en poursuivre la rentrée au nom du Trésor, jusqu'à la fin de la troisième année de l'ouverture de l'exercice. Passé ce délai, ils soldent eux-mêmes les rôles de leurs deniers personnels, et sont subrogés aux droits du Trésor contre les redevables ; mais ils ne peuvent plus agir contre eux, lorsqu'ils ont laissé passer, sans faire de poursuites, trois ans à compter du jour où les rôles leur ont été remis, ou lorsque, après avoir commencé les poursuites, ils les ont abandonnées pendant le même laps de temps. (Loi du 3 frimaire an vii et arrêté du 16 thermidor an viii, art. 17).

Cotes inéluctablement imposées et cotes irrecouvrables. — Il est des cotes que, malgré toutes ses diligences, un percepteur ne peut recouvrer : ce sont celles qui portent sur des individus décédés avant le 1^{er} janvier, et sur lesquels l'impôt n'a

pu, dès lors, être légalement établi, ou bien sur des personnes non domiciliées dans la commune et n'y possédant aucun revenu ni aucune faculté qui ait pu servir de base à l'impôt, ou bien encore sur des individus dûment imposés, mais insolvable. Dans ces divers cas, il y aurait injustice à rendre le percepteur responsable du recouvrement de cotes qui sont irrecevables, les unes parce qu'il n'est personne contre qui les poursuites puissent être exercées, et les autres à cause de l'insolvabilité des débiteurs. Aussi, la loi a-t-elle donné aux percepteurs le droit d'en réclamer la décharge. Ils doivent, à cet effet, dresser un état distinct pour chacune des deux espèces de cotes ci-dessus mentionnées. Le premier état comprend les cotes indûment imposées et doit être soumis, comme les demandes en décharge, au conseil de préfecture, dans les trois mois de la publication des rôles. Les cotes dont la décharge a été accordée par ce conseil sur les impôts de répartition sont réimposées l'année suivante d'après les mêmes règles que les décharges et réductions obtenues par les contribuables. Le second état, qui doit être présenté dans les deux premiers mois de la seconde année de l'exercice, comprend toutes les cotes irrecevables. Le conseil de préfecture prononce sur celles *indûment imposées* et irrecevables qui auraient été omises sur l'état rédigé au commencement de l'exercice, et celles de ces cotes appartenant aux impôts de répartition dont il accorde la décharge, sont réimposées. Le préfet statue sur les autres cotes et alloue en non-valeurs celles dont le percepteur justifie n'avoir pu opérer le recouvrement. C'est, on le voit, l'application des mêmes principes que ceux auxquels sont soumis les dégrèvements accordés sur les réclamations directes des contribuables. (Lois des 3 juillet 1846 et 22 juin 1854 ; circulaires de l'administration des 13 mars, 27 décembre 1826 et 27 septembre 1854.)

CHAPITRE II.

IMPOTS DE CONSOMMATION.

Des impôts de consommation.

SECTION I^{re}. Des contributions indirectes proprement dites. — Historique des impôts indirects avant 1789. — Aides. — Gabelles. — Tabacs. Division des impôts indirects actuels.

§ I^{er}. Impôt des boissons. — Exposé historique et division de l'impôt.

I. Vins, — cidres, — poirés et hydromels. — Droit de circulation. — Formalité de la déclaration. — Assiette du droit de circulation. — Droit de détail. — Assiette. — Mode de perception. — Exercice. — Abonnements. — Droit d'entrée. — Assiette. — Mode de perception. — Transit. — Entrepôt.

II. Eaux-de-vie, — esprits et liqueurs. — Droit de consommation. — Assiette. — Mode de perception. — Droit d'entrée.

III Bière. — Droit de fabrication.

Droit de licence.

Taxe de remplacement aux entrées dans Paris.

§ II. Impôt sur les sucres. — Assiette de l'impôt. — Mode de perception.

§ III. Impôt sur le sel. — Assiette du droit. — Mode de perception.

§ IV. Impôt sur le tabac. — Approvisionnement. — Fabrication. — Vente.

§ V. Taxes diverses. — Droit sur les cartes à jouer. — Droit de marque et de garantie sur les objets d'or et d'argent. — Droit sur les voitures publiques. — Droit de navigation. — Péages sur les bacs et passages d'eau. — Péages sur les ponts non concédés. — Produit de la vente de la poudre à feu. — Frais de casernement.

SECTION II. Octrois. — Historique. — Législation actuelle. — Établissement de l'octroi, — des tarifs et règlements d'exécution. — Limites de la perception. — Objets soumis à la taxe. — Mode de perception. — Dispositions pénales. — Octroi de Paris. — Différences des droits d'octroi avec les droits d'entrée.

SECTION III. Droits de douanes. — Définition et caractère des droits de douanes. — Historique des taxes correspondantes avant 1789.

§ I^{er}. Règles relatives à l'assiette des droits de douanes. — Division de ces droits. — Tarif. — Règles générales de la formation du tarif. — Règles générales de l'application du tarif. — Exceptions. — Facilités accordées au commerce : — entrepôt, — transit, — emprunt du territoire étranger, — cabotage.

§ II. Mode de perception des droits de douanes. — Rayon frontière. —

Formalités relatives à la circulation dans le rayon. — Sur les frontières de terre. — Sur les côtes. — Restrictions imposées à l'industrie. — Règles générales communes aux importations et aux exportations. — Règles spéciales aux importations. — Importations par mer. — Importations par terre. — Règles spéciales aux exportations. — Règles communes aux exportations par terre et par mer. — Exportations par mer. — Règles relatives aux primes de sortie. — Emprunt du territoire français. — Entrepôt. — Entrepôt réel. — Entrepôt fictif. — Entrepôts spéciaux. — Transit. — Emprunt du territoire étranger. — Cabotage. — Mode de paiement des droits de douanes. — Police et recherche de la fraude.

§ III. Régimes spéciaux.

§ IV. Droits de navigation.

§ V. Impôt sur le sel perçu par l'administration des douanes.

Section IV. Procédure et compétence en matière d'impôts de consommation et organisation de l'administration des contributions indirectes et des douanes.

§ I^{er}. Procédure et compétence. — Règles générales. — Règles spéciales en matière de contributions indirectes. — Actions civiles. — Procès-verbaux et poursuites correctionnelles. — Règles spéciales en matière d'octrois. — Actions civiles. — Procès-verbaux et poursuites correctionnelles. — Règles spéciales en matière de douanes. — Actions civiles. — Procès-verbaux et poursuites correctionnelles.

§ II. Organisation de l'administration des contributions indirectes et des douanes.

Nous avons donné, dans le chapitre préliminaire, la définition des impôts indirects en général et leur division en impôts de consommation et impôts d'actes et de mutation. Le présent chapitre est uniquement consacré aux impôts de consommation. Il comprend quatre sections :

— La première contient les droits établis au profit de l'État sur les denrées et marchandises à l'intérieur du territoire, et auxquels s'applique spécialement la dénomination de contributions indirectes ;

— La deuxième, les droits de même nature perçus au profit des communes, sous le nom de taxes d'*octrois* ;

— La troisième, les droits perçus au profit de l'État à l'entrée et à la sortie du territoire, sur certains objets de consommation, et qui prennent le nom de droits de douanes ;

— La quatrième indique les règles de procédure et de compétence relatives aux divers impôts qui précèdent, et l'organisation des agents chargés de les percevoir.

SECTION PREMIÈRE.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES PROPREMENT DITES.

Outre les taxes qui pèsent à l'intérieur sur les objets de consommation, tels que les boissons, les sucres, les sels et les tabacs, les contributions indirectes se composent encore de quelques autres droits, comme ceux perçus sur les transports par terre et par eau, sur la fabrication des cartes à jouer, pour la garantie des matières d'or et d'argent, etc.

C'est surtout par les contributions indirectes proprement dites que le législateur a eu en vue d'atteindre la partie de la richesse mobilière qui échappe à l'impôt direct : c'est là presque leur unique raison d'être, tandis que d'autres causes, jointes à celle-ci, motivent les droits de douane et ceux d'actes et de mutation.

Historique des impôts indirects avant 1789. —

Des taxes correspondantes à nos contributions indirectes actuelles existaient en France avant 1789, et comprenaient :

1° Sous le nom d'*aides*, des droits sur les boissons, sur la marque des objets d'or et d'argent, sur les fers, les huiles, les cuirs, l'amidon, les cartes, papiers et cartons, ainsi que la moitié des droits d'octroi perçus à l'entrée des villes ;

2° Sous le nom de *gabelle*, un impôt sur le sel ;

3° Un droit sur les tabacs.

A ces droits, perçus au profit du Trésor royal, s'ajoutaient une foule de droits locaux payés aux provinces, aux communes et aux seigneurs.

Aucune uniformité n'existait ni entre les provinces ni même entre les particuliers pour l'assiette de ces diverses taxes : tel est, on peut le dire, le caractère le plus saillant de cette législation, semblable, au reste, en cela, à celle de tous nos anciens impôts.

Aides. — Le mot *aides* s'appliquait, dans le principe, aux subsides de toute nature levés par les rois dans des circonstances extraordinaires, et lorsque les revenus de leurs domaines ne suffisaient point aux nécessités de l'État. Plus tard, ce mot perdit sa signification générale et ne fut plus employé que pour désigner certains droits sur les marchandises.

Le royaume se divisait en pays d'aides et pays non soumis aux aides. Les pays d'états n'y étaient point soumis ; dans les pays d'élection, quelques provinces même les avaient rachetés, et payaient, ainsi que les premiers, des impôts équivalents, mais qui n'étaient point perçus directement au profit du trésor royal.

Il paraît que les droits d'aides s'étaient étendus d'abord à toutes les marchandises ; mais l'édit de novembre 1668 ne les conserva que pour certains objets, et, en 1789, ils ne portaient que sur ceux indiqués plus haut.

Dans les pays d'élection, les boissons étaient imposées sous une multitude de formes : 1° à la vente en gros (*droits de gros, d'augmentation, de jauge et courtage, de courtiers-jaugeurs*) ; 2° à la vente en détail (*droits de huitième ou de quatrième réglé, de subvention, de jauge et de courtage au détail*) ; 3° aux entrées (*anciens et nouveaux cinq sols, sub-*

vention à l'entrée, subvention par doublement, d'inspecteurs aux boissons), sans compter l'*annuel*, les *octrois*, les *péages* sur les rivières, etc. — Dans les pays d'états et les provinces rachetées, les droits étaient différents, mais non moins variés.

Avant 1780, les droits d'aides étaient affermés; ils furent mis en régie par un arrêt du conseil du 9 janvier de cette année. En 1782, leur produit était de 51,500,000 livres qui, augmentées de 11,900,000 livres provenant de droits équivalents perçus dans les pays d'états et les provinces rachetées, formaient un total de 63,400,000 livres, dans lequel les boissons entraient pour une somme de 60 millions environ.

Gabelle. — Quoique établi sur un objet de première nécessité, l'impôt sur le sel paraît très-ancien, car on le retrouve non-seulement aux époques les plus éloignées de notre histoire, mais même chez les Romains.

Avant 1789, cet impôt était perçu sous forme de monopole : l'État ne fabriquait pas le sel, mais les fermiers et officiers du roi pouvaient seuls l'acheter dans les salines à un prix déterminé ; et, après avoir payé les droits, ils le faisaient transporter dans des greniers établis à cet effet. La vente en avait lieu à un prix arrêté en conseil du roi. Les greniers étaient de deux espèces : — les uns dits de vente volontaire, où chacun s'approvisionnait selon sa convenance et ses besoins ; — les autres appelés greniers d'impôt : dans les paroisses dépendantes de ces derniers, le sel était réparti comme les tailles ; chaque paroisse était obligée d'en prendre une quantité déterminée, et la part de chaque habitant était fixée proportionnellement au nombre des membres de sa famille.

Du reste, les règles de la perception variaient à l'infini :

quelques provinces étaient franches, d'autres rédimées ; dans le même canton, une paroisse jouissait d'un privilège refusé à la paroisse voisine. La Normandie était la partie du territoire sur laquelle l'impôt pesait avec le plus de rigueur ; mais partout les moyens employés pour déjouer la fraude et les peines exorbitantes dont elle était punie rendaient l'impôt du sel vexatoire et odieux. Il produisait, en 1787, 74 millions de livres, dont 20 étaient absorbés par les frais de perception.

Tabacs. — L'impôt sur le tabac remonte à 1626. Une déclaration du 17 novembre de cette année assujettit à un droit de trente sous par livre tout le tabac importé des pays étrangers. Ce droit fut augmenté en 1664, mais l'impôt changea bientôt de nature : la déclaration du 27 septembre 1674 réserva au Gouvernement le privilège exclusif de la fabrication et de la vente du tabac, et l'ordonnance des fermes du 22 juillet 1781 défendit la culture de cette plante en France, en exceptant toutefois de cette prohibition les habitants de quelques provinces et de quelques cantons. — En 1789, le produit net de cette branche de revenus était environ de 30 millions de livres.

— L'Assemblée constituante supprima les droits d'aides, le monopole des tabacs et les gabelles, par les décrets des 2-17, 20-27 et 24-30 mars 1791. Nous savons sous l'influence de quel principe elle prononça cette suppression : la terre étant, à ses yeux, l'unique source de la richesse, il lui parut rationnel de l'exonérer des taxes de consommation qui, dans sa pensée, pesaient sur le revenu territorial en même temps que l'impôt direct. Le monopole du sel et celui du tabac étaient d'ailleurs contraires à la liberté de l'industrie, proclamée par l'article 7 du décret du 2-17 mars 1791.

Mais on ne tarda pas à revenir sur les idées qui avaient amené une réforme aussi radicale : d'une part, l'insuffisance des ressources publiques, que ne purent couvrir ni la planche aux assignats, ni l'emprunt forcé d'un milliard sur les riches ; d'autre part, des notions économiques plus exactes sur la production de la richesse conduisirent d'abord le Directoire, ensuite le Consulat et l'Empire, à reconstituer le système des taxes de consommation comme moyen de répartir l'impôt entre les différentes sources de la richesse, qui sont non-seulement la terre, mais encore le capital et le travail. Les impôts indirects furent donc rétablis, mais dégagés de beaucoup des inégalités, des vexations et des pénalités qui en avaient rendu la perception odieuse sous l'ancienne monarchie.

Division des impôts indirects actuels. — Les impôts indirects sont de deux espèces : les uns sont perçus au profit de l'État ; les autres se prélèvent au profit des communes, à l'entrée des villes, et prennent le nom de droits d'octroi.

Les taxes perçues au profit de l'État sont établies :

Sur les boissons ;

Sur le sucre ;

Sur le sel ;

Sur les tabacs, sous forme de monopole ;

Sur la fabrication des cartes à jouer ;

Sur la marque et pour la garantie des objets d'or et d'argent ;

Sur les transports par terre et par eau (1).

(1) Un décime par franc, appelé *decime de guerre*, a, en outre, été établi par la loi du 28 avril 1816, art. 232, sur le principal des contributions indirectes.

Ce décime ne porte pas sur les perceptions faites sur les canaux affermés, la pêche, etc. (Voir art. 123 de la loi du 25 mars 1817.)

Un second décime a été établi par la loi du 14 juillet 1855, jusqu'au 1^{er} janvier 1858 ; il a été depuis maintenu tous les ans par la loi de finances.

Enfin, on a réuni à la perception des contributions indirectes :

Le recouvrement des péages sur les bacs ou passages d'eau et sur quelques ponts non concédés, ainsi que des redevances pour pêche et francs-bords, prises d'eau, etc. ;

La vente des poudres et salpêtres, dont la fabrication exclusive appartient à l'État,

Et l'encaissement de l'indemnité due au Trésor par quelques communes, sous le titre de frais de casernement.

Tous les impôts indirects sont des impôts de quotité, c'est-à-dire qu'ils sont perçus en vertu de tarifs. (Voy. p. 17.)

§ 1^{er}. — IMPOT DES BOISSONS.

Exposé historique et division de l'impôt. — L'impôt des boissons est conforme aux principes que nous avons exposés (p. 5 et 6) au sujet des contributions indirectes, car la denrée sur laquelle il porte n'est point d'absolue nécessité, et, d'un autre côté, sa consommation, à peu près générale, en fait une matière très-propre à être imposée.

La loi du 5 ventôse an xii (25 février 1804), qui rétablit l'impôt des boissons, les frappa d'une taxe unique très-légère perçue sur les quantités récoltées ou fabriquées, sous le nom de *droit d'inventaire* pour les vins et les cidres, et de *droit de fabrication* pour les bières et eaux-de-vie de substances farineuses.

La loi du 24 avril 1806 ajouta à cette taxe deux droits *ad valorem*, l'un du vingtième du prix sur chaque vente et revente en gros, exigible toutes les fois que la boisson était déplacée, même sans changer de possesseur ; l'autre du dixième du prix à la vente en détail.

Le système de ces deux lois fut remanié par celle du 25 novembre 1808, qui supprima le droit d'inventaire établi sur les vins et les cidres, — remplaça le droit proportionnel de vente et de revente en gros par un droit fixe de circulation, perçu également à chaque déplacement, — éleva la taxe sur la vente en détail de 10 à 15 p. 0/0 de la valeur, — créa un droit d'entrée dans les agglomérations de 2,000 âmes et au-dessus, — concentra enfin les divers droits auxquels la bière était assujettie comme les autres boissons en une taxe unique perçue à la fabrication.

Les principales dispositions de cette loi ont été reproduites dans celle du 28 avril 1816, qui est encore aujourd'hui la loi fondamentale de l'impôt, quoique de graves modifications y aient été apportées par des lois postérieures (1); comme il ne s'agit en ce moment que de donner une idée de l'ensemble de la législation, nous n'indiquerons que les plus importantes.

D'une part, la loi du 25 mars 1817 changea complètement la nature du droit de circulation, qui cependant conserva le même nom : jusqu'alors, ce droit étant exigible à chaque déplacement, les boissons expédiées aux marchands en gros et aux débitants y avaient été assujetties comme celles à destination des particuliers; il en résultait que le mouvement commercial était gêné, et que les deux droits de circulation et de détail pesaient sur la vente en détail, tandis que la vente en gros faite à un particulier ne supportait que la première de ces taxes. D'après la loi précitée, le droit de

(1) Les principales lois sur les boissons sont celles des 5 ventôse an xii (25 février 1804), — 24 avril 1806 et décret du 5 mai suivant, — 25 novembre 1808 et décret du 25 décembre suivant, — 5 janvier 1813, — 27 avril 1814, — 8 décembre 1814, — 8 avril 1815, — 28 avril 1816, — 25 mars 1817, — 24 juin 1824, — 17 octobre 1830, — 21 avril 1832, — 25 juin 1841, — 31 mars, — 2 mai, — 22 juin 1848, — 19 mai, — 20 décembre 1849, — 17 mars 1852 — et 26 juillet 1860.

circulation cessa d'être payable à chaque déplacement, et ne fut plus exigible que sur les quantités formant un approvisionnement en gros expédiées directement aux simples particuliers; il devint un droit sur la consommation de famille, et le mouvement commercial ainsi que la vente en détail en furent affranchis;

D'autre part, la loi du 24 juin 1824 réunit en une seule *taxe dite de consommation* les deux droits qui grevaient en même temps les spiritueux, à savoir : le droit de circulation et celui de 15 p. 0/0 du prix à la vente en détail, qu'un décret du 2 octobre 1812 avait étendu pour les eaux-de-vie à la vente en gros, afin d'éviter la fraude active que faisaient les débitants en s'approvisionnant d'eaux-de-vie expédiées en gros à des particuliers, et n'ayant, par conséquent, payé que le droit de circulation.

D'après l'économie de ces dispositions, les boissons, au point de vue de l'impôt, se divisent en trois catégories :

- 1° Vins, cidres, poirés et hydromels ;
- 2° Eaux-de-vie, esprits et liqueurs ;
- 3° Bière.

Les droits auxquels sont soumis les vins, cidres, poirés et hydromels sont ceux de *circulation*, de *détail* et d'*entrée*. — Le droit de circulation est, à proprement parler, un droit de consommation perçu sur les particuliers qui s'approvisionnent en gros ; — le droit de détail frappe, au contraire, l'approvisionnement en détail. — Jamais la même quantité de boissons n'est atteinte par les deux taxes. — Le droit d'entrée se cumule avec l'une ou l'autre dans les lieux sujets.

Les eaux-de-vie, esprits et liqueurs sont passibles d'un droit de *consommation* auquel s'ajoute également un droit d'*entrée* dans les communes ayant une population agglomérée de 4,000 âmes et au-dessus.

La bière n'acquitte qu'un droit *de fabrication* et ne paye pas de droit d'entrée.

Diverses lois que nous indiquerons plus loin ont, en outre, assujetti à un droit *de licence* les marchands en gros, débitants, bouilleurs, distillateurs, fabricants de liqueurs et brasseurs, et placé la ville de Paris sous un régime spécial.

I. — VINS, CIDRES, POIRÉS ET HYDROMELS.

Droit de circulation. — Formalité de la déclaration. — Ce qu'il y a de plus important dans le droit de circulation, ce n'est pas tant le droit en lui-même que la formalité à laquelle est assujetti le transport des boissons. Cette formalité consiste dans la déclaration faite au bureau de la régie des quantités, espèces et qualités des boissons à transporter, des lieux d'enlèvement et de destination, des noms, prénoms et demeures des expéditeurs, voituriers et acheteurs ou destinataires. (Loi du 28 avril 1816, art. 6 et 10.) Bien que le droit de circulation ne soit plus, ainsi que nous l'avons vu plus haut, exigible à chaque déplacement, la formalité de la déclaration est demeurée obligatoire pour tout transport. C'est qu'elle est en quelque sorte la base sur laquelle repose tout le système de la perception de l'impôt. C'est elle, en effet, qui met sous la main du fisc la matière imposable, qui permet de la suivre partout où elle va, et qui assure, par conséquent, l'application des divers droits auxquels la boisson se trouve soumise dans son passage du producteur au consommateur.

La déclaration donne lieu à la délivrance par la régie d'une *expédition* sans laquelle aucun transport de vins, cidres, poirés et hydromels, ne peut être effectué, et que le porteur doit représenter à toute réquisition des employés

des contributions indirectes, des douanes et des octrois. (L. du 28 avril 1816, art. 6 et 17.)

Les provisions de voyage (trois bouteilles au plus par personne) sont seules affranchies de cette formalité. (*Ibid.*, art. 18.) Cependant, les quantités achetées chez un débitant par le consommateur, et transportées à la main, en sont également exemptées, sinon par la loi, du moins par l'usage.

— L'*expédition* s'appelle *congé*, *acquit-à-caution* ou *passavant*, selon que les droits sont payés au départ ou à l'arrivée, ou que la loi en fait remise à raison de la destination.

Quand les droits sont payés au départ, c'est le *congé* qui est délivré à l'expéditeur ; il porte quittance des droits.

Quand la loi permet de ne les payer qu'à l'arrivée, c'est l'*acquit-à-caution* qui doit accompagner le chargement. L'*acquit-à-caution* contient l'engagement souscrit par l'expéditeur que le chargement sera représenté à la destination indiquée, et que les droits seront payés par le destinataire ; cet engagement doit être garanti par un tiers ou accompagné de la consignation des droits. Quand les conditions en ont été remplies, le bureau de destination délivre un certificat de décharge, sur le vu duquel le bureau de départ annule la soumission et restitue les droits s'ils ont été consignés.

L'*acquit-à-caution* se délivre encore lorsque le chargement est dirigé sur un entrepôt.

Enfin, quand la loi fait remise des droits à raison de la destination, la régie délivre un simple *passavant*, qui n'exige ni le payement ni la garantie de l'impôt.

— S'il n'existe pas de bureau de la régie dans le lieu de leur résidence, les expéditeurs des boissons peuvent être autorisés (loi du 21 avril 1832, art. 43) à se délivrer sur des formules à eux confiées des *laissez-passer* jusqu'au

premier bureau, où ils reçoivent en échange l'une des trois expéditions mentionnées plus haut.

— Les boissons doivent être transportées à la destination déclarée dans le délai porté sur l'expédition : le départ ne peut être avancé, ni l'arrivée retardée. Toutefois, en cas de séjour en route, le délai est prolongé de tout le temps pendant lequel le transport est interrompu. La déclaration du séjour doit toujours être faite dans les vingt-quatre heures et avant le déchargement des boissons. (Loi du 28 avril 1816, art. 13 et 14.) Ces prohibitions sont justifiées, car si l'on pouvait expédier le chargement avant l'heure fixée pour le départ, ou le remettre à destination après celle indiquée pour l'arrivée, ou s'arrêter en route et décharger les boissons sans en avertir la régie, il serait facile de tromper la surveillance des employés et de faire servir la même expédition pour plusieurs transports différents.

— La circulation des boissons non accompagnées d'une expédition est punie de la confiscation des boissons saisies et d'une amende de 100 fr. à 600 fr., selon la gravité des cas. (*Ibid.*, art. 19.) — En cas de non rapport du certificat de décharge d'un acquit-à-caution, les soumissionnaires sont passibles du sextuple du droit de circulation pour les vins, cidres, poirés et hydromels. (Décret du 17 mars 1852, art. 22.)

— Si la formalité de la déclaration est, pour le recouvrement des diverses branches de l'impôt, une utile garantie, elle est, pour le droit de circulation en particulier, un moyen de perception indispensable.

Assiette du droit de circulation. — Nous connaissons la nature de ce droit : perçu, à l'origine, à chaque déplacement (loi du 28 avril 1816, art. 1^{re}), il ne l'est plus aujourd'hui que sur les boissons directement expédiées aux consommateurs, en quantités de 25 litres et au-dessus ; les

quantités inférieures sont soumises au droit de détail. (Décret du 17 mars 1852, art. 16.)

Voici les exemptions successives qui ont été prononcées par diverses lois :

1° La plus importante est celle qui a affranchi du droit de circulation les expéditions faites aux marchands en gros, débiteurs, et à toutes personnes munies de licences de la régie pour le commerce des boissons ; ces expéditions doivent être accompagnées d'un acquit-à-caution. (Loi du 25 mars 1817, art. 82.)

Si le droit de circulation n'est point acquitté sur les quantités expédiées au commerce, il est du moins garanti par la prise en charge des boissons et l'obligation imposée aux marchands en gros de représenter, pour les manquants constatés, des congés ou des acquits-à-caution, ou, à défaut, de payer le droit de détail. La prise en charge et la constatation des manquants sont assurées au moyen de l'*exercice*, système de surveillance dont nous parlerons en nous occupant du droit de détail.

Sont encore exempts :

2° Les vins, cidres et poirés que le récoltant fait transporter du pressoir à ses caves et celliers, ou de l'une à l'autre de ses caves, et les boissons que le colon partiaire, le fermier ou le preneur à bail emphytéotique à rente, livrent au propriétaire ou reçoivent de lui en vertu d'actes authentiques ou d'usages notoires. Cette faveur accordée au récoltant est toutefois restreinte au déplacement des boissons dans les limites du même canton ou des communes limitrophes. Un simple passavant suffit pour effectuer ce déplacement. (Loi du 25 juin 1844, art. 15, et décret du 17 mars 1852, art. 20.) En dehors de ces limites, le propriétaire peut bien encore s'adresser à lui-même les boissons de sa récolte, en exemption de droits ; mais il doit, dans ce cas, se munir

d'un acquit-à-caution, et se soumettre aux obligations imposées aux marchands en gros (moins le paiement de la licence), c'est-à-dire, à la prise en charge des boissons au lieu de la destination, et au paiement des droits, soit à la vente, soit sur les manquants constatés (loi du 25 juin 1844, art. 16);

3° Les boissons expédiées soit pour Paris (loi du 15 mai 1818, art. 85); — soit pour les villes où les droits sont rachetés par un abonnement général (loi du 28 avril 1816, art 76); — soit enfin pour l'étranger et les colonies (loi du 28 avril 1816, art. 5 et 8); — dans ces divers cas, le transport doit être accompagné d'un acquit-à-caution;

4° Celles qui sont expédiées par un détenteur non entrepositaire pour aller de chez lui chez lui, en sortant d'un lieu sujet au droit d'entrée; ce déplacement exige un acquit-à-caution (loi du 15 mai 1818, art. 84);

5° Les vins achetés par un vinaigrier et destinés à être convertis en vinaigre. (Décision du 30 avril 1817.)

— Le taux du droit de circulation est uniformément de 50 cent. par hectolitre pour les cidres, poirés et hydromels. — Il varie, pour les vins, selon les départements, qui sont divisés en quatre classes. Le droit se règle d'après la classe à laquelle appartient le département de destination, et il a été fixé pour chaque classe proportionnellement à la valeur moyenne des vins vendus en détail dans l'ensemble des départements qui la composent; de telle sorte qu'il s'abaisse dans les pays vignobles où cette valeur est minime, et s'élève dans les pays non producteurs, où elle est plus considérable. Le tarif, qui n'a pas varié depuis la loi du 12 décembre 1830, est, au reste, très-modéré. Le droit est :

Daos les départements de 1^{re} classe, de 0 fr. 60 par hectolitre;

— de 2^e classe, de 0 fr. 80 ;

Dans les départements de 3^e classe, de 1 fr. 00 ;
 — de 4^e classe, de 1 fr. 20.

Droit de détail. — *Assiette.* — Ce droit frappe la vente en détail, celle de quantités inférieures à 25 litres. (Décret du 17 mars 1852, art. 16.) — Avant ce décret, toute vente de moins d'un hectolitre en fûtaille, ou de 25 litres en bouteilles, était réputée vente en détail.

La loi du 24 avril 1806 avait fixé le droit de détail à 10 % du prix de vente ; élevé à 15 % par les lois des 25 novembre 1808 et 28 avril 1816, puis ramené au taux primitif par celle du 12 décembre 1830, il a été de nouveau porté à 15 % par le décret du 17 mars 1852, art. 18.

Le droit de détail constitue une véritable taxe proportionnelle à la valeur ; c'est le seul de tous les droits sur les boissons qui présente cet avantage, mais c'est aussi le seul pour lequel il fût possible de l'obtenir ; car, s'il est facile de connaître, du moins approximativement, le prix des boissons vendues en détail, parce que leur débit et leur consommation sont en quelque sorte publics, il n'en est pas de même pour les boissons vendues en gros : le prix et la qualité pouvant en être aisément dissimulés, la base manque pour leur appliquer, soit à la circulation, soit à l'entrée, une taxe proportionnelle à leur valeur.

Moyens de perception du droit de détail. — *Exercice.* — *Abonnements.* — La perception du droit de détail exige certaines formalités et un système de surveillance que l'on nomme *exercice*, et auquel sont assujettis non-seulement les débitants, pour la garantie du droit de détail, mais aussi les marchands en gros, pour celle des droits de circulation, d'entrée et d'octroi, s'il y a lieu. Voici en quoi consistent ces formalités et cette surveillance.

— Occupons-nous d'abord des débitants. On appelle

ainsi les marchands de boissons qui vendent en quantités inférieures à vingt-cinq litres. La loi assimile en outre aux débitants les cabaretiers, aubergistes, traiteurs, restaurateurs, maîtres d'hôtels garnis, cafetiers, liquoristes, etc., ainsi que tous autres donnant à manger, au jour, au mois ou à l'année. (Loi du 28 avril 1816, art. 50.)

La vente en gros n'est point interdite aux débitants, et les quantités vendues en gros pour lesquelles ils représentent des congés ou des acquits à caution ne sont point passibles du droit de détail; mais il faut qu'avant l'enlèvement les fûts soient démarqués par les employés. (*Ibid.*, art. 57.)

Une vente en détail faite accidentellement par un particulier pour la consommation extérieure ne constitue pas le commerce de détail, et, par conséquent, ne soumet pas celui qui la fait aux obligations des débitants; il doit seulement la déclarer et payer le droit de circulation ou de consommation, selon la nature de l'envoi.

Les débitants sont tenus, avant de commencer leur commerce, de déclarer au bureau de la régie l'ouverture de leur établissement, le lieu de la vente, les espèces et quantités de boissons qu'ils possèdent, et d'indiquer leur profession par une enseigne ou bouchon. (*Ibid.* 50.) Ces formalités ont pour but d'empêcher le débit clandestin et de placer les débitants sous la surveillance de la régie. Le décret du 29 décembre 1851 exige, en outre, et avant tout, la permission de l'autorité administrative pour les débits de boissons à consommer sur place.

Le lieu du débit connu, deux choses sont nécessaires pour la perception du droit de détail : la constatation des prix de vente et celle des quantités vendues.

Les prix de vente (pour les vins, cidres, poirés et hydro-mels) doivent être déclarés aux employés; s'ils sont contes-

tés par eux, il en est référé au maire, qui prononce, sauf recours au préfet en conseil de préfecture. Ces prix sont, en outre, affichés dans l'endroit le plus apparent du débit, et la vente des boissons ne peut avoir lieu au-dessus du taux indiqué. (*Ibid.*, art. 48 et 49.)

Quant au chiffre des quantités vendues, le seul moyen de le connaître d'une manière exacte est de constater d'abord les entrées, ensuite les manquants. Or, en ce qui touche les entrées, la formalité de la déclaration qui doit précéder tout transport pourrait suffire à la régie pour se tenir au courant des expéditions régulières faites aux débitants; mais elle ne la garantirait pas contre les introductions frauduleuses effectuées sans que le transport ait été déclaré. La loi a dû, par conséquent, tant pour prévenir ces introductions et les constater, que pour permettre d'établir le chiffre des manquants, donner à la régie le droit de faire pénétrer ses agents dans le domicile des débitants et de vérifier l'état de leur approvisionnement. (*Ibid.*, art. 56.) C'est ce qu'on nomme *exercice*.

— Les fûts contenant les boissons prises en charge sont marqués par les employés; et, à chaque visite, les quantités reçues depuis le dernier inventaire doivent être représentées, ainsi que les acquits-à-caution et les quittances de droits d'entrée et d'octroi qui les accompagnent. (*Ibid.*, art. 53.) L'absence de ces pièces indiquerait une introduction faite dans le but d'alimenter clandestinement le débit, en même temps qu'un transport non déclaré et une entrée frauduleuse.

Pour faciliter la surveillance, la loi interdit aux débitants de recevoir des boissons dans des vaisseaux d'une contenance moindre d'un hectolitre et supérieure à cinq; mais la régie autorise, dans certains cas, les débitants à recevoir des fûts de petite dimension. Il est aussi défendu de mettre

en vente ou en perce plus de trois pièces à la fois de chaque espèce de boissons, ainsi que de mettre du vin en bouteilles et de faire aucun remplissage de tonneaux hors de la présence des employés. (*Ibid.*, art. 58 et 59.)

Les débitants sont comptables du dernier inventaire : le chiffre des manquants est constaté, et le droit est établi sur ce chiffre, sauf 1° la déduction des ventes en gros pour lesquelles des congés ou des acquits-à-caution sont représentés ; 2° celle des boissons gâtées ou perdues ; 3° une remise de 3 0/0 pour déchets et consommation de famille. (*Ibid.*, art. 65, 57 et 66.)

Les droits ainsi réglés sont, en général, payés à la fin de chaque trimestre ; mais ils peuvent être exigés au fur et à mesure de la vente, pourvu qu'il y ait une pièce entière débitée, ou lorsque les boissons ont été vendues dans les foires, marchés ou assemblées. (*Ibid.*, art. 65.)

Les voisins d'un débitant peuvent être soumis à l'exercice s'il y a des indices de connivence pour le recel des boissons ; mais un arrêté du préfet est indispensable pour autoriser cette mesure. (*Ibid.*, art. 62 et suiv.)

En cas de refus d'exercice, les débitants sont tenus au paiement du droit de détail, d'abord sur toutes les boissons restant en charge lors du dernier inventaire, et ensuite, pendant tout le temps que les exercices demeurent suspendus au prorata de la somme la plus élevée qu'ils ont payée pour un trimestre pendant les deux années précédentes ; ils sont, en outre, passibles d'une amende de 50 à 300 fr., et de 500 fr. en cas de récidive. (*Ibid.*, art. 68 et 96.)

— Tel est, en résumé, le mode de perception du droit de détail par la voie de l'exercice. Ce mode a l'avantage de ne frapper les boissons qu'au fur et à mesure de la consommation, sur les quantités vendues et lorsque le bénéfice est réalisé ; mais, si les débitants le trouvent trop gênant pour

leur liberté, ils peuvent y substituer un autre système, celui d'un *abonnement* avec la régie; les villes elles-mêmes ont la faculté d'y soustraire les débitants soit au moyen d'un abonnement général qui est payé comme les autres dépenses communales, soit en votant une taxe unique aux entrées.

Les abonnements obtenus par les débitants sont individuels ou collectifs.

Les abonnements *individuels* sont de deux sortes : les uns, dits à l'*hectolitre*, déterminent à forfait le prix de l'hectolitre pour chaque espèce de boisson; ils affranchissent les débitants des formalités relatives à la constatation des prix de vente; mais l'exercice subsiste pour celle des quantités vendues. Ces abonnements ne peuvent avoir une durée de plus de deux trimestres. (*Ibid.*, art. 71.) — Les autres ont pour effet de supprimer complètement l'exercice, en remplaçant le droit de détail perçu d'après le prix et le montant des ventes par une somme fixe déterminée à l'avance et qui est censée être l'équivalent de ce droit. La durée de ces derniers ne peut excéder une année. La régie ne peut les refuser aux débitants, et, en cas de contestation sur le prix, le préfet prononce en conseil de préfecture, sauf recours au conseil d'État. (*Ibid.*, art. 70.) Ils sont payables par mois et par avance. (Loi du 25 juin 1844, art. 21.)

Les abonnements *collectifs* sont ceux que la régie est tenue de passer avec l'ensemble des débitants d'une commune, sur la demande des deux tiers au moins de ces débitants approuvée par le conseil municipal, et moyennant une somme fixée à l'amiable, ou en cas de contestation, par le préfet, en conseil de préfecture, sauf recours au conseil d'État. Cette somme est répartie par un syndicat entre tous les débitants qui sont solidairement responsables de son recouvrement. La portion mise à la charge de chacun est payable par douzième et par avance. (Loi du 28 avril 1816, art. 77 et suiv.)

Le régime des abonnements collectifs n'est en usage que dans quelques communes.

L'abonnement général par communes est le rachat du droit de détail par la caisse municipale. La somme fixée pour ce rachat doit être versée par vingt-quatrièmes, de quinzaine en quinzaine. L'abonnement général est consenti par la régie sur la demande du conseil municipal. (Lois des 28 avril 1816, art. 73, et 12 décembre 1830, art. 4.) Bien peu de communes ont profité du droit d'établir ce système, qui a l'inconvénient de grever la masse des habitants d'un impôt qui ne devrait peser que sur les consommateurs.

Le second moyen que peuvent employer les villes pour obtenir la suppression de l'exercice est de convertir les droits de détail et d'entrée en une *taxe unique aux entrées*; mais cette faculté n'est accordée qu'aux villes d'une population agglomérée de 4,000 âmes et au-dessus. Le conseil municipal doit s'adjoindre, pour en délibérer, les marchands en gros et les débitants les plus imposés à la patente, en nombre égal à la moitié de ses membres votants. (Lois des 21 avril 1832, art. 35, et 25 juin 1841, art. 18 et suiv.)

— Les pénalités dont les débitants sont passibles, en cas de contravention, sont prononcées par les articles 94, 95 et 96 de la loi du 28 avril 1816 : elles consistent dans l'amende et la confiscation des boissons.

— Nous avons dit que les marchands en gros étaient assujettis à l'exercice pour la garantie du droit de circulation. Voici de quelle manière et dans quelles limites :

Les marchands en gros sont ceux qui vendent habituellement en quantités supérieures à vingt-cinq litres. Il leur est interdit de faire le commerce de détail, mais non des ventes accidentelles de cette nature. Ils doivent déclarer l'ouverture et la cessation de leur établissement; ils peuvent transvaser, mélanger et couper leurs boissons hors de la

présence des employés ; les pièces ne sont pas marquées à l'arrivée ; seulement il est tenu un compte des entrées, comme pour les débitants : ce compte est déchargé des sorties, pour lesquelles les quittances du droit de circulation ou toute autre expédition sont représentées, et les manquants sont soumis au droit de détail, sauf une déduction pour coulage et ouillage (1). Les visites que les employés sont autorisés à faire pour constater les entrées et les manquants ne peuvent avoir lieu que dans les magasins, caves et celliers, et seulement depuis le lever jusqu'au coucher du soleil. (Loi du 28 avril 1816, art. 97 et suiv.). Les contraventions sont punies, conformément à l'article 106 de la même loi, de l'amende et de la confiscation.

Droit d'entrée. — *Assiette.* — Le droit d'entrée est établi dans les villes, communes ou portions de communes ayant une population agglomérée de 4,000 âmes et au-dessus, sur les boissons et les vendanges introduites ou récoltées dans l'intérieur et destinées à la consommation du lieu. (Lois des 28 avril 1816, art. 20, et 12 décembre 1830, art. 3.).

Le tarif, qui a souvent été modifié, est fixé aujourd'hui par l'article 14 du décret du 17 mars 1852. Il varie de 30 centimes à 2 fr. 40 l'hectolitre, pour les vins, et de 25 centimes à 1 franc, pour les cidres et poirés, suivant la double base de la population de la ville et de la classe du département. (Même classification que pour le droit de circulation. (Voy. aux *Tarifs*.)

Les difficultés relatives à l'assujettissement d'une commune ou à son classement en raison du chiffre de sa population sont décidées provisoirement par le préfet, puis portées

(1) Voir, pour les déductions, l'ordonnance du 21 décembre 1838.

devant le ministre des finances, qui prononce, sauf recours au conseil d'État. (Loi du 28 avril 1816, art. 22.)

La population agglomérée et les débitants, quelle que soit la partie de la commune où ils se trouvent établis, sont seuls soumis au droit d'entrée ; les habitations éparses et les dépendances rurales entièrement détachées du lieu principal en sont affranchies. (*Ibid.*, art. 21.)

Mode de perception. — Transit. — Entrepôt. — Les boissons arrivant dans un lieu sujet doivent toujours être déclarées, avant l'introduction, aux bureaux placés à l'entrée de la ville, ou, s'il n'en existe pas, au bureau central à l'intérieur, avant le déchargement. (*Ibid.*, art. 24 et 25.)

Cette déclaration assure d'abord la perception du droit d'entrée ; en outre, en permettant aux employés de vérifier si les boissons sont accompagnées d'une expédition régulière et de surveiller l'arrivée à destination, elle sert à la garantie des autres branches de l'impôt.

Cette formalité a donc une grande importance. Aussi la loi prononce-t-elle la saisie de toute boisson introduite sans déclaration, ainsi que des voitures, chevaux et autres objets servant au transport, à moins que le contrevenant ne consigne le maximum de l'amende ou ne donne caution solvable. (*Ibid.*, art. 27.)

Pour rendre la surveillance plus facile, il est interdit d'introduire des boissons pendant la nuit, même avec déclaration, dans un lieu sujet au droit d'entrée. (*Ibid.*, art. 26.)

A moins de graves suspicions, les personnes qui voyagent à pied, à cheval ou en voitures particulières et suspendues, ne sont point soumises aux visites des employés (*ibid.*, art. 44). Toutefois, dans les villes qui ont un octroi, les voitures particulières sont visitées au passage comme les voitures publiques. (Loi du 24 mai 1834, art. 9.)

— Les boissons n'étant assujetties au droit d'entrée que

si elles sont destinées à la consommation du lieu sujet, celles qui ne font que le traverser en sont affranchies ; mais, pour prévenir toute fraude, les droits doivent être consignés ou cautionnés à l'entrée ; un permis de *passé-debout* est délivré au conducteur, et la somme consignée n'est restituée ou la caution n'est libérée qu'à la sortie. Lorsqu'il est possible de faire escorter le chargement, le conducteur est dispensé de consigner ou de faire cautionner les droits. (Loi du 28 avril 1816, art. 28.)

Le séjour des boissons dans une ville au delà de vingt-quatre heures prend le nom de *transit*. Il doit être déclaré ; les congés, acquits-à-caution ou passavants, doivent être remis aux employés de la régie, qui ne les rendent au conducteur qu'au moment du départ, après vérification des boissons, et la consignation ou le cautionnement du droit subsiste pendant toute la durée du séjour. (*Ibid.*, art. 30 et 14.)

— Le paiement du droit s'effectue à l'entrée au moment de la déclaration. (*Ibid.*, art. 24.) Cependant il y a exception à cette règle en faveur des destinataires qui jouissent de l'entrepôt.

On entend par là la faculté que la loi accorde à certaines personnes de ne point payer le droit à l'entrée, à la condition que les boissons seront déposées dans un magasin public ou dans les propres caves du destinataire avec prise en charge, et que le droit sera payé au moment de la livraison à la consommation du lieu sujet. L'entrepôt plaçant fictivement les boissons en dehors de ce lieu, le droit n'est point dû sur les quantités qui en sont retirées pour sortir de la commune.

Les marchands en gros et les propriétaires récoltants, qui ne consomment point eux-mêmes les boissons qu'ils ont en cave, et qui souvent les exportent hors du lieu sujet, jouis-

sent de la faculté d'entrepôt (*ibid.*, art. 31) (1). La loi ne l'a point accordée aux débitants ni aux particuliers. Cependant ces derniers peuvent la réclamer lorsqu'ils reçoivent des boissons pour les diriger, dans un bref délai, sur une de leurs habitations hors de la commune (*ibid.*, art. 34); et les débitants l'obtiennent quelquefois de la régie, mais c'est par pure tolérance.

Les négociants ne peuvent prétendre à l'entrepôt qu'en faisant entrer, au moins une première fois, neuf hectolitres de vin ou dix-huit hectolitres de cidre ou de poiré (*ibid.*, art. 31). Quant au propriétaire récoltant, il en jouit pour sa récolte, quellequ'en soit la quantité. (L. du 21 avril 1832, art. 39.)

Lorsque la commune possède un magasin public, l'entrepôt à domicile peut être supprimé sur la demande du conseil municipal. (L. du 28 juin 1833, art. 9). Ce conseil doit déclarer si la suppression de l'entrepôt à domicile s'appliquera aux propriétaires récoltants comme aux commerçants de boissons.

Quand l'entrepôt est public, les entrepositaires ne sont tenus à aucune obligation, si ce n'est celle de payer le droit à la sortie de l'entrepôt pour les boissons livrées à l'intérieur; ils ne le payent pas pour les manquants à leurs charges. (L. du 28 avril 1816, art. 38.)

Il en est autrement quand l'entrepôt est à domicile; outre la nécessité de fournir caution pour le paiement des droits sur les manquants (loi du 21 avril 1832, art. 38), les entrepositaires sont soumis à toutes les obligations imposées aux marchands en gros de boissons. Ils sont tenus de produire aux commis, lors de leurs exercices, des certificats

(1) Nous verrons, en nous occupant des eaux-de-vie, que les bouilleurs et distillateurs de profession jouissent également de cette faculté.

de sortie pour les boissons qu'ils ont expédiées pour l'extérieur, et des quittances des droits d'entrée et d'octroi pour celles livrées à l'intérieur. A la fin de chaque trimestre, ils sont soumis au paiement de ce même droit sur les quantités manquantes à leurs charges, sauf la déduction accordée aux marchands en gros pour coulage et ouillage. (L. du 28 avril 1816, art. 37.) Cette déduction a été portée à 10 p. 0/0 pour les propriétaires récoltants par le décret du 17 mars 1852, article 17.

Dans les villes où le droit de détail est racheté par un abonnement général avec la commune, et où l'exercice se trouve ainsi supprimé, le compte d'entrée et de sortie des boissons reçues par les entrepositaires est tenu au bureau de la régie ; les employés font seulement chaque trimestre, et, en présence de l'entrepositaire, les vérifications nécessaires pour constater les quantités de boissons qui restent en magasin et établir le décompte des droits dus sur celles qui ont été livrées à la consommation du lieu. (L. du 28 avril 1816, art. 43.)

— Le plus souvent, le propriétaire récoltant introduit sa récolte à l'état de fruits ; il est soumis alors à un régime spécial, tant pour la constatation des quantités introduites et des manquants, que pour le paiement des droits.

La constatation des quantités introduites a lieu à l'entrée, dans les villes fermées ou dans celles des villes ouvertes où la surveillance est facile, et, au moyen d'un inventaire fait après la récolte, dans les villes où la constatation ne peut avoir lieu au moment de l'introduction ; — celle des manquants, au moyen d'un recensement fait avant la récolte suivante.

Quant au paiement du droit, il est effectué immédiatement ou par douzième, au gré du propriétaire, s'il réclame l'entrepôt, et, dans le cas contraire, au fur et à mesure des

ventes, ou, à défaut, sur les manquants constatés lors du recensement. (Lois des 28 avril 1816, art. 40 et 41, et 21 avril 1832, art. 39.)

Le même système est suivi à l'égard des vendanges et fruits récoltés dans l'intérieur d'un lieu sujet au droit d'entrée. (Loi du 28 avril 1816, art. 40.)

Mais les communes peuvent affranchir leurs habitants de ces formalités d'inventaire et de récolement au moyen d'un abonnement général du droit sur les vendanges. (Loi du 21 avril 1832, art. 40.)

— Les contraventions relatives au droit d'entrée sont punies par l'article 46 de la loi du 28 avril 1816, de l'amende et de la confiscation, et, en outre, en cas de fraude par escalade, par souterrain ou à main armée, d'une peine correctionnelle de six mois de prison.

II. — EAUX-DE-VIE, ESPRITS ET LIQUEURS.

Droit de consommation. — *Assiette.* — Ce droit, établi par la loi du 24 juin 1824, en remplacement de ceux de circulation et de détail (1) qui pesaient en même temps sur les spiritueux, frappe indistinctement la vente en gros et la vente en détail des eaux-de-vie, esprits et liqueurs.

Il est de 75 francs en principal par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles. Quant aux eaux-de-vie et esprits en bouteilles, aux liqueurs en

(1) Un décret du 12 octobre 1812 ayant étendu le droit de détail pour les spiritueux à la vente en gros, la loi du 28 avril 1816 donna à ce droit, ainsi modifié quant aux eaux-de-vie, le nom de *droit général de consommation*; mais le droit de circulation continua de leur être appliqué, en sorte que le droit unique de consommation, tel qu'il est aujourd'hui, n'a réellement été créé que par la loi du 24 juin 1824.

cercles et en bouteilles et aux fruits à l'eau-de-vie, leur richesse alcoolique ne pouvant être mesurée, ils sont imposés comme alcool absolu. (Loi du 26 juillet 1860, art. 18.) Ce droit n'avait été ainsi fixé que jusqu'au 31 janvier 1864. Depuis cette époque, il est prorogé tous les ans par la loi du budget jusqu'à la fin de l'année suivante.

Les eaux-de-vie et alcools dénaturés sont affranchis des droits de consommation et d'entrée, mais ils sont soumis à une taxe spéciale dite de dénaturation (loi du 24 juillet 1843 et ord. du 14 juin 1844), suivant le tarif fixé par l'ordonnance du 19 août 1845.

Sont encore affranchis du droit de consommation les spiritueux exportés de France (loi du 28 avril 1816, art. 87.)

La loi du 24 juin 1824, art. 7, avait aussi exempté du droit de consommation l'alcool employé à fortifier les vins dans une proportion déterminée. Postérieurement (décret du 27 mars 1852, art. 21) le bénéfice de cette disposition fut restreint aux départements de l'Aude, des Pyrénées-Orientales, du Tarn, de l'Hérault, du Gard, des Bouches-du-Rhône et du Var. Mais cette exemption a été entièrement supprimée par l'article 5 de la loi du 8 juin 1864.

Mode de perception. — La régie surveille la fabrication des spiritueux afin de constater les quantités fabriquées et d'assurer l'application du droit. Les bouilleurs et distillateurs sont assujettis dans ce but à des déclarations préalables, tant pour l'ouverture de leur établissement que pour l'heure de leurs opérations principales, ainsi qu'aux visites des employés. Ils sont comptables des quantités fabriquées et doivent représenter des expéditions régulières pour les manquants, ou payer le droit de consommation. (Loi du 28 avril 1816, art. 138 et suiv.) Toute contravention est punie

de la confiscation et d'une amende de 200 à 600 francs. (*Ibid.*, art. 143 et 129.)

Les bouilleurs de cru, c'est-à-dire ceux qui n'opèrent que sur les produits de leur récolte, sont affranchis des obligations imposées aux bouilleurs de profession (*ibid.*, art. 138, arg. *à contrario*), à moins qu'ils ne soient établis dans une commune sujette aux droits d'entrée. (*Ibid.*, art. 36.) Les quantités fabriquées par eux ne sont point exemptes du droit, du moins celles qu'ils ne réservent pas pour leur consommation personnelle; mais la loi les a exonérés du système de surveillance qui est la garantie du recouvrement de l'impôt.

Le droit est payé soit par l'expéditeur, soit par le destinataire. Dans le premier cas, le chargement doit être accompagné d'un congé; dans le second, d'un acquit-à-caution. (*Ibid.*, art. 88.) Le non-rapport du certificat de décharge d'un acquit-à-caution pour les eaux-de-vie, esprits et liqueurs est puni du double droit de consommation.

Les marchands en gros et les débitants ne payent pas immédiatement l'impôt sur les quantités qu'ils reçoivent, mais ils en demeurent les gardiens responsables; le droit est garanti par l'exercice. (*Ibid.*, art. 87 et 89.)

Si les débitants veulent s'affranchir de l'exercice à raison des eaux-de-vie, esprits et liqueurs, ils doivent acquitter le droit à l'arrivée comme les consommateurs ordinaires.

Droit d'entrée. — Le droit d'entrée sur les eaux-de-vie, esprits et liqueurs, est perçu, comme pour les vins, cidres et poirés, dans les villes et communes d'une population agglomérée de 4,000 âmes et au-dessus. (Lois des 28 avril 1816, art. 20, et 12 décembre 1830, art. 3.)

Il varie, selon le chiffre de la population, de 4 à 16

francs par hectolitre. (Loi du 12 décembre 1830, art. 3.)

Le mode de perception est le même que pour les vins, cidres et poirés. Il suffira d'ajouter que les négociants ne peuvent obtenir l'entrepôt pour les eaux-de-vie qu'en introduisant une première fois une quantité de quatre hectolitres, et que les bouilleurs et distillateurs l'obtiennent également pour les vins, cidres et poirés destinés à être convertis en eaux-de-vie, ainsi que pour le produit de la distillation, quand il est de quatre hectolitres au moins pour la première fois. (Loi du 28 avril 1816, art. 31, 32 et 36.)

III. — BIÈRE.

Droit de fabrication. — La bière supporte une taxe unique perçue à la fabrication, et qui est de 2 fr. 40 par hectolitre, pour la bière forte, et de 60 cent. pour la petite bière. (Loi du 12 décembre 1830, art. 3.)

La petite bière est celle qui est faite avec de la drèche ayant subi au moins deux trempes pour la bière forte.

Le droit est restitué sur les bières exportées à l'étranger ou aux colonies. (Loi du 23 juillet 1820, art. 4.)

Les brasseurs sont assujettis à certaines obligations qui placent la fabrication de la bière sous la surveillance de la régie : ils doivent déclarer à l'avance l'ouverture de leur établissement, avertir la régie de l'heure de la mise à feu et souffrir la visite des employés. (Loi du 28 avril 1816, art. 117, 120 et 123.)

Le droit s'établit sur la contenance des chaudières de décoction moyennant une déduction de 20 p. 0/0 pour ouillage, coulage et autres déchets. (*Ibid.*, art. 110.)

Il est réglé à la fin de chaque mois sur les quantités constatées par l'exercice et payé soit immédiatement, soit

au moyen d'obligations cautionnées à trois, six ou neuf mois, pourvu que chaque obligation ne soit pas moindre de 300 francs.

Dans le cas de paiement immédiat, il est accordé un escompte établi sur les bases suivantes : — pour trois mois, quand la somme versée, qui ne peut être inférieure à 300 francs, n'atteint pas 600 francs ; — pour quatre mois et demi, de 600 à 899 francs ; — enfin pour six mois, si la somme est de 900 francs et au-dessus.

La quotité de l'escompte, fixée par décision ministérielle, est variable. Elle est en ce moment de 3 p. 0/0 par an.

La régie peut consentir de gré à gré avec les brasseurs de la ville de Paris et des villes au-dessus de 30,000 âmes un abonnement général pour le montant du droit de fabrication. Le chiffre de cet abonnement est réparti entre les brasseurs qui en sont solidairement responsables ; le paiement du droit doit avoir lieu par douzièmes. Aucun brasseur ne peut, pendant la durée de l'abonnement, augmenter ses moyens de fabrication. (Loi du 28 avril 1816, art. 130 et suiv.)

Toute contravention est punie de la confiscation et d'une amende de 200 à 600 francs. (*Ibid.*, art. 129.)

Le mouvement des bières est affranchi de toute formalité comme de toute taxe. Toutefois, en ce qui concerne l'octroi, la quantité consommée dans le lieu sujet est assujettie à la taxe fixée par le tarif d'octroi.

Droit de licence. — Toute personne assujettie à une déclaration préalable en raison d'un commerce quelconque de boissons est tenue, en faisant cette déclaration et sous les mêmes peines, de se munir d'une licence dont le prix est déterminé par la loi. (Loi du 28 avril 1816, art. 144.)

La quotité du droit de licence, fixe pour les marchands

en gros, les bouilleurs et les distillateurs, varie pour les brasseurs, selon les départements, et pour les débitants, selon la population des communes.

Taxe de remplacement aux entrées dans Paris.

— Paris a été, de tout temps, soumis à un régime exceptionnel. L'impossibilité d'exercer une surveillance efficace sur le mouvement des boissons dans l'intérieur de cette ville a dû faire concentrer à l'entrée la perception des divers droits réunis en une taxe unique. (Lois des 28 avril 1816, art. 92, et 24 juin 1824, art. 1 et 2). D'un autre côté, et par le même motif, la fabrication des boissons a dû y être prohibée dans certaines limites : c'est ainsi que la distillation des eaux-de-vie et esprits est défendue (loi du 1^{er} mai 1822, art. 10) ; la fabrication des bières, cidres et poirés, est seule autorisée sous la condition de l'exercice qui n'existe, par conséquent, que pour les brasseurs et les préparateurs de cidres et de poirés. L'effet de ce système est de rendre complètement libre à l'intérieur le mouvement et la vente de toute espèce de boissons.

D'après le tarif annexé à la loi du 12 décembre 1830, au décret du 17 mars 1852 et à la loi du 26 juillet 1860, la taxe est ainsi fixée :

Par hectolitre, pour les vins en cercles et en bouteilles	8 fr.
Par hectolitre, pour les cidres, poirés et hydromels	4
Par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, et par hectolitre sur le volume pour les eaux-de-vie et esprits en bouteilles, ainsi que pour les fruits à l'eau-de-vie	91
Nul ne peut obtenir l'entrepôt à domicile; mais il existe	

un entrepôt général établi par la ville où les négociants sont admis à déposer leurs boissons avec prise en charge.

§ II. — IMPOT SUR LES SUCRES.

Le sucre est une denrée naturellement imposable, car elle n'est point de première nécessité, et son usage est cependant très-répandu.

Aussi les sucres étrangers ont-ils toujours été soumis à des droits d'importation assez élevés.

Quant au sucre indigène, fruit d'une découverte faite dans les premières années de ce siècle, au moment où le blocus continental fermait nos ports au sucre d'Amérique, il a été longtemps exempt d'impôt. Le législateur hésitait à contrarier le développement d'une industrie nouvelle qui avait rendu et pouvait rendre encore d'utiles services. Cependant, cette industrie étant arrivée à faire au sucre exotique une concurrence désastreuse pour nos colonies et notre marine, les Chambres se déterminèrent, en 1837, à entrer dans la voie que le gouvernement avait plusieurs fois proposée depuis 1832, et à imposer le sucre indigène. Les rôles sont même aujourd'hui changés, car c'est le sucre colonial qui est protégé par une détaxe contre son rival, dont la production a fait d'immenses progrès.

Assiette de l'impôt. — Le droit fixé à 10 fr. par 100 kilogrammes pour la première année, et à 15 fr. pour la seconde, par la loi du 18 juillet 1837, a été successivement élevé par celles des 3 juillet 1840 et 2 juillet 1843, de manière à évaluer, en 1847, le taux de la taxe d'importation des sucres coloniaux ; il a été depuis remanié par la loi du 13

juin 1854, par le décret du 27 mars 1852, par les lois des 23 mai 1860, 2 juillet 1862 et 7 mai 1864.

D'après les dispositions de la loi du 7 mai 1864, qui fixe le dernier état d'une législation incessamment remaniée, dans le but de concilier tous les intérêts qu'elle touche, les droits sur le sucre sont établis ainsi qu'il suit, tant pour le sucre indigène que pour l'importation des sucres coloniaux et étrangers :

Les sucres sont classés, au moyen de types, suivant leur degré de pureté et de blancheur.

Sucres	{	brut de toute origine	{	au-dessous du n. 13..	42 ^f	} les 100 kilog.
			du n. 13 au n. 20 in-			
			clusivement	44		
		assimilé au raffiné...	{	Poudres blanches au-		
				dessus du n. 20....	45	
		raffiné dans les fabriques de sucre indigène et				
		dans les colonies françaises.....			47	

Ces droits sont établis, *décimes compris*.

« Les types n^{os} 13 et 20 sont déterminés conformément
« à la série des types de Paris. (L. 7 mai 1864, art. 1^{er}.)

« Les colonies françaises de l'île de la Réunion et des An-
« tilles jouissent d'une détaxe de cinq francs par 100 kilo-
« grammes, du 15 juin 1864 au 1^{er} janvier 1870, décimes
« compris. (*Ibid.*, art. 2.)

« Les sucres importés des pays hors d'Europe par
« navires étrangers et les sucres importés des pays et des
« entrepôts d'Europe, quel que soit le mode de transport,
« sont soumis à une surtaxe de deux francs par 100 kilo-
« grammes, décimes compris. (*Ibid.*, art. 3.)

Les sucres non raffinés de toute origine sont admis en franchise temporairement pour être soumis au raffinage, à charge de réexportation. Le montant des droits est représenté par des obligations cautionnées souscrites à deux mois

de date qui doivent être payées à l'expiration de ce délai ou retirées au moyen de l'exportation, ou de la mise en entrepôt des quantités de sucre raffiné correspondantes aux quantités importées d'après un rendement déterminé par la loi ; si les raffinés proviennent de sucres importés par navires étrangers, les soumissionnaires doivent acquitter la moitié de la surtaxe de pavillon. (L. 7 mai 1864, art. 5 et 6 et 8 juillet 1864, art. 27.)

Les sucres coloniaux et étrangers ne sont admis au raffinage pour l'exportation que lorsqu'ils sont importés directement par mer des pays hors d'Europe. (L. 7 mai 1864, art. 6.)

Quant aux sucres raffinés à l'étranger, l'importation en est prohibée, sauf les exceptions résultant de traités internationaux.

C'est ainsi qu'il résulte d'une convention du 4 novembre 1868, entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, que le droit à l'importation en France des sucres raffinés provenant de ces États est fixé à 48 fr. 50 les 100 kilogrammes.

De 1837 à 1843, le sucre indigène cristallisable a seul supporté l'impôt ; — mais, en 1843, on y a soumis la glucose, matière sucrée qui ne cristallise pas, et les sirops et sucres concrets, moins ceux de ces sirops qui sont livrés à la distillation. Les glucoses granulées payent 45 fr. par 100 kilogrammes ; les sirops et sucres concrets, 2 fr. pour la même quantité. (L. 2 juillet 1843 et ordonnance 7 août 1843.)

Mode de perception. — La loi du 31 mai 1846, le décret du 27 mars 1852 et le règlement d'administration publique du 1^{er} septembre de la même année déterminent le mode de perception de l'impôt sur les sucres indigènes.

Ce mode consiste dans un système de surveillance qui

embrasse à la fois la fabrication des sucres et leur transport dans certaines limites autour des fabriques. En voici l'exposé sommaire :

Nul ne peut fabriquer du sucre sans en avoir averti la régie et fait certaines déclarations de nature à la mettre à même d'exercer sa surveillance. (Loi du 31 mai 1846, art. 3.) Les fabriques sont soumises à l'exercice (*ibid.*, art. 6), et les employés peuvent y être placés en permanence. (Règlement du 1^{er} septembre 1852, art. 1.)

Le but de la surveillance est d'assurer la prise en charge des quantités fabriquées, laquelle a lieu de la manière suivante :

Avant que le jus extrait de la betterave soit soumis à la défécation, on calcule sa richesse à raison de 1,425 grammes de sucre par 100 litres de jus et par chaque degré du *densimètre* au-dessus de 100 (densité de l'eau), à la température de 15 degrés centigrades. Le volume du jus est évalué d'après la contenance des chaudières, déduction faite de 10 p. 0/0. Cette opération est le premier élément de la prise en charge ; mais, comme la formule qui lui sert de base a été calculée de manière à donner seulement le minimum du rendement des jus, attendu qu'il est impossible d'en déterminer le chiffre exact, il est nécessaire de faire, après la défécation, un inventaire des quantités fabriquées ; les excédants qui ressortent de cet inventaire sont ajoutés aux charges, et le droit est dû sur les manquants. (Loi du 31 mai 1846, art. 7 et 8, et loi du 23 mai 1860.) Cependant, un décret, en date du 7 janvier 1860, autorise le ministre des finances à faire remise des manquants sur le minimum légal de prise en charge.

La loi du 23 mai 1860 avait admis une sorte d'abonnement pour les fabricants qui le réclamaient ; mais cette faculté a été supprimée par l'art. 4 de la loi du 7 mai 1864.

Ces formalités suffiraient pour le recouvrement de l'impôt, si les excédants résultant de la fabrication pouvaient être constatés d'une manière exacte ; mais la loi a craint qu'ils ne fussent facilement dissimulés, et, afin de les atteindre, s'ils parvenaient à sortir frauduleusement de la fabrique, elle a étendu au delà la surveillance de la régie, en exigeant que tout transport de sucre fût accompagné d'une expédition dans l'étendue de l'arrondissement où se trouve une fabrique et dans les cantons limitrophes de cet arrondissement. (Loi du 31 mai 1846, art. 15.)

Cette expédition est, en général, un acquit-à-caution, même dans le cas où les droits ont été payés, bien qu'ordinairement l'acquit-à-caution ne soit employé que pour garantir des droits non acquittés ; mais, comme il oblige l'expéditeur à faire vérifier le chargement à l'arrivée et à rapporter un certificat de décharge, on l'a rendu applicable à tous les transports en matière de sucre, comme offrant plus de garanties contre la fraude que toute autre expédition. Cependant un laissez-passer suffit dans certains cas (règl. du 1^{er} septembre 1852, art. 37), et quelquefois même les sucres peuvent circuler sans expédition. (Loi du 31 mai 1846, art. 15 et 17.)

Le droit est dû à la sortie de la fabrique, à moins que le chargement ne soit dirigé sur un entrepôt ; dans ce dernier cas, il est dû à la sortie de l'entrepôt. Les fabricants peuvent obtenir un crédit de quatre mois, moyennant une garantie suffisante ; si le paiement a lieu immédiatement, il est accordé un escompte. (Règlement du 1^{er} septembre 1852, art. 36.)

L'entrepôt à domicile n'est point autorisé pour les sucres (*ibid.*, art. 16), mais il existe plusieurs entrepôts publics entretenus par l'État, dans de grandes villes, notamment à Paris et à Lille, et il peut en être établi dans toutes celles

qui s'engagent à en supporter les frais. (Loi du 31 mai 1846, art. 21.)

Les fabriques de glucose sont assujetties à l'exercice, mais sans permanence ; quant aux établissements dans lesquels on extrait le sucre des mélasses, ils y sont soumis comme les fabriques de sucre. (Loi du 31 mai 1846, art. 22, et décret du 27 mars 1852, art. 3.)

Un arrêté du ministre des finances peut également y soumettre les raffineries de sucre situées dans l'arrondissement où se trouve une fabrique ou dans les cantons limitrophes, afin d'empêcher qu'elles ne servent de lieu de dépôt frauduleux aux fabriques voisines. (Décret du 27 mars 1852, art. 13.)

En cas de non-rapport du certificat de décharge de l'acquit-à-caution, la peine encourue n'est que du simple droit, à titre d'amende, au lieu du double, si déjà un droit a été payé par l'expéditeur ou constaté à son compte. (Loi du 31 mai 1846, art. 19.)

Toute autre contravention est punie d'une amende de 100 fr. à 1,000 fr., et de la confiscation des sucres, glucoses, sirops et mélasses fabriqués, recélés, enlevés ou transportés en fraude. En cas d'enlèvement, c'est la valeur des produits qui doit être payée à titre de confiscation. S'il y a récidive, l'amende peut être portée au double. En outre, le ministre des finances peut ordonner la fermeture d'un établissement où il a été commis plus de deux contraventions. (*Ibid.*, art. 26 ; décret du 27 mars 1852, art. 7, et règlement du 1^{er} septembre 1852, art. 43.)—L'art. 8 de la loi du 7 mai 1864 punit, en outre, du double droit et de l'amende certaines fraudes relatives aux admissions temporaires.

Tout fabricant de sucre ou de glucose est soumis à un droit de licence de 50 fr., décime non compris. (Loi du 31 mai 1846, art. 4.)

§ III. — IMPOT SUR LE SEL.

Comme aliment d'absolue nécessité, le sel ne devrait point être soumis à l'impôt; mais il a paru que la rigueur des principes pouvait fléchir ici devant l'intérêt du Trésor, sans qu'il en résultât une trop lourde charge pour les classes peu aisées. En effet, en raison même de sa nécessité, le sel est un objet de consommation générale, et l'État peut, dès lors, obtenir un produit considérable d'un droit très-faible et à peine sensible pour chaque consommateur. C'est ainsi que l'impôt du sel est une branche importante des revenus publics, quoique la part contributive de chaque individu ne soit en moyenne par année que de 60 centimes. Cette part n'a cependant pas toujours été aussi faible, et plus elle était élevée, moins il était facile de justifier l'exception sur laquelle repose l'impôt.

Assiette du droit. — Le droit sur le sel est aujourd'hui de 1 décime par kilogramme. (Loi du 28 décembre 1848.)

Fixé au même taux par le décret du 16 mars 1806 qui rétablit l'impôt, porté à 2 décimes par la loi du 24 avril de la même année, et à 4 par un décret du 11 novembre 1813, il fut réduit à 3 décimes par la loi du 17 décembre 1814 et ne varia pas jusqu'en 1848. A cette époque, un décret du Gouvernement provisoire, du 15 avril, décida qu'il serait supprimé à partir du 1^{er} janvier suivant, mais une loi du 28 décembre de la même année le maintint en le réduisant au taux actuel.

— Le principe de l'impôt souffre quelques exceptions. Ainsi les sels destinés à l'étranger sont affranchis des droits (loi du 24 avril 1806, art. 54), et, comme conséquence, un décret du 19 juillet 1868 autorise la restitution des droits

sur les sels à l'exportation des beurres salés. — Ceux à destination des exploitations agricoles ou manufacturières ou pour les salaisons de poissons de toute sorte peuvent également être employés en franchise ou avec modération de droits, suivant des conditions déterminées par des règlements d'administration publique, en vertu de l'article 12 de la loi du 17 juin 1840. C'est par suite de cette disposition qu'un décret du 8 novembre 1869, qui fixe le dernier état de la législation sur ce point, affranchit de tous droits les sels destinés à la nourriture des bestiaux, à la préparation des engrais ou à l'amendement direct des terres, pourvu qu'ils soient préalablement dénaturés, conformément à l'un des procédés énumérés dans ce décret. Quant à l'emploi en franchise du sel destiné à la pêche, le mode en est réglé par plusieurs ordonnances et décrets spéciaux.

La loi du 2 juillet 1862 (art. 16) a, en outre, affranchi de l'impôt les sels destinés aux fabriques de soude.

— Enfin, il existait, il y a quelques années encore, une dernière exception, d'après laquelle les habitants de quelques communes de la Bretagne pouvaient vendre en franchise une certaine quantité de sel dont le prix était converti en blé pour eux et leur famille. Ce privilège, connu sous le nom de *troque*, était antérieur à 1789; il a été successivement maintenu pour un temps limité, et ensuite prorogé par diverses lois; celle du 22 juin 1854 a prorogé de dix années, à partir du 1^{er} janvier 1855, l'époque de l'entière suppression de la *troque*, en disposant que la quantité de sel accordée à chaque famille serait diminuée du dixième d'année en année jusqu'au 1^{er} janvier 1865.

Mode de perception. — L'impôt est perçu dans l'étendue du rayon-frontière (voy. *Douanes*) par le service des douanes, et, à l'intérieur, par celui des contributions indi-

rectes. En fait, la part la plus importante de la perception est effectuée par le service des douanes ; mais la nature du droit, qui porte sur un objet de production intérieure, ne le place pas moins parmi les contributions indirectes.

Dans les limites qui lui sont assignées, chacun des deux services surveille la fabrication et le transport du sel.

Voici, en résumé, le régime auquel la fabrication est soumise :

Aucune fabrique ou chaudière de sel ne peut être établie sans une autorisation administrative. Quant aux mines de sel, sources et puits d'eau salée, l'exploitation ne peut en avoir lieu qu'en vertu d'une concession consentie par décret délibéré en conseil d'État. (Loi du 17 juin 1840, art. 15.) Tout fabricant de sel est obligé, en outre, de faire une déclaration préalable à la régie qui doit percevoir l'impôt. (Loi du 24 avril 1806, art. 51, et ord. royale du 26 juin 1841, art. 1.) Les fabriques sont tenues en exercice. (*Ibid.*, art. 6.) Les sels fabriqués sont pris en charge au fur et à mesure que la fabrication en est achevée. Il est donné décharge des quantités enlevées soit pour la consommation, soit pour l'exportation aux colonies ou à l'étranger, ou bien pour les salaisons en mer et les besoins de l'agriculture. (*Ibid.*, art. 11.) Tous les trois mois, il est fait un inventaire des sels en magasins, et le fabricant est tenu de payer le droit sur les quantités manquantes en sus de la déduction accordée pour déchets de magasin. (*Ibid.*, art. 12.) Les produits de chaque fabrique ou exploitation de sel doivent atteindre un chiffre minimum de 500,000 kil. par année, et le droit est perçu sur les quantités manquantes, à titre d'amende, à moins qu'un décret n'ait autorisé la fabrication au-dessous du minimum. (Loi du 17 juin 1840, art. 5 et 8.)

On a craint que la surveillance de la fabrication ne fût

pas suffisante pour constater toutes les quantités fabriquées, et, afin d'atteindre celles qui parviendraient à sortir frauduleusement des fabriques, la loi a voulu que tout transport de sel dans un rayon de 15 kilomètres ne pût se faire sans une déclaration, et sans être accompagné d'une expédition délivrée par la régie. (Ord. du 26 juin 1844, art. 13 et suiv.) Cette expédition est, selon les cas (voy. p. 108), un acquit-à-caution, un congé ou un passavant.

— La taxe est perçue, au sortir de la fabrique, sur les sels enlevés, déduction faite d'une quantité de 2 p. 100 pour déchet de route. Le paiement est effectué, soit au comptant sous l'escompte de 6 p. 0/0 pour les sommes de 300 francs et au-dessus, soit en traites ou obligations dûment cautionnées, à trois, six et neuf mois, lorsque le droit s'élève à plus de 600 francs. (*Ibid.*, art. 20.)

— Les fabriques de produits chimiques dans lesquelles il est obtenu du chlorure de sodium pur ou mélangé avec d'autres sels sont assujetties à une partie des obligations imposées aux fabriques de sel. (Loi du 17 juin 1840, art. 11, et ord. du 26 juin 1844, art. 21.) En outre, le chlorure de sodium sortant de ces fabriques, soit pur, soit mélangé, ne peut être mis dans la consommation que sur la représentation d'un certificat constatant qu'il ne contient aucune substance nuisible. (*Ibid.*, art. 22.)

— L'exploitation des petites salines des côtes de la Manche est soumise à un régime spécial qui doit cesser de leur être appliqué le 1^{er} janvier 1865. (Lois des 17 juin 1840, art. 16, et 22 juin 1854, art. 19.)

— Toute infraction aux lois et règlements sur l'impôt du sel est punie de la confiscation des eaux salées, matières salifères, sels fabriqués, ustensiles de fabrication et moyens de transport, d'une amende de 500 francs à 5,000 francs, et, dans tous les cas, du paiement du double droit sur le

sel pur, mélangé ou dissous dans l'eau, fabriqué, transporté ou soustrait à la surveillance. En cas de récidive, le maximum de l'amende est appliqué ; l'amende peut même être doublée. (Loi du 17 juin 1840, art. 10, et ordonnance du 26 juin 1841, art. 23.)

§ IV. — IMPOT SUR LE TABAC.

Il n'est pas d'objet dont l'usage, dépourvu de tout caractère de nécessité, soit plus étendu que le tabac. Aussi, n'y a-t-il pas de matière plus essentiellement imposable, et qui fournisse à l'impôt de consommation une source à la fois plus légitime et plus féconde. La forme seule sous laquelle l'impôt est établi, puisqu'elle constitue un monopole industriel et commercial, en concentrant la fabrication et la vente entre les mains de l'État, pourrait donner lieu à une critique étrangère au principe de l'impôt.

Nous avons vu qu'avant 1789, l'État avait le privilège exclusif de la fabrication et de la vente du tabac, et que la culture en était prohibée. Le décret des 20-27 mars 1791, en permettant à toute personne de cultiver, fabriquer et vendre cette plante, défendit l'importation du tabac étranger fabriqué, et greva d'une taxe de 25 francs par quintal l'entrée du tabac en feuilles. A cette taxe, la loi du 22 brumaire an VII ajouta un droit perçu à la fabrication, et celle du 24 avril 1806 un droit à la vente, qui l'un et l'autre furent payés par le fabricant. Mais ce système donnant lieu à une fraude très-active, un décret du 29 décembre 1810 rétablit le privilège au profit de l'État. Depuis lors, et malgré de vives critiques qui ont donné lieu à une enquête en 1833, le monopole a toujours été main-

tenu, quoique temporairement, par diverses lois qui l'ont successivement prorogé.

Le système de l'impôt, réglé par les deux lois du 28 avril 1816, titre 5, et 12 février 1835, repose donc sur le monopole entre les mains de l'État de la fabrication et de la vente du tabac, monopole qui a pour principales conséquences :

1° La prohibition d'importer le tabac étranger pour compte particulier, sauf les petites provisions de santé ou d'habitude. (Lois des 28 avril 1816, art. 173, 7 juin 1820 et 2 juillet 1836.)

2° La défense de cultiver le tabac à l'intérieur, si ce n'est pour le compte de l'État ou pour l'exportation et avec son autorisation. (Loi du 28 avril 1816, art. 180 et 202.)

Nous allons donner quelques détails sur le mode d'approvisionnement, sur la fabrication et la vente du tabac par la régie des contributions indirectes.

Approvisionnement. — L'approvisionnement a lieu en tabac indigène et en tabac exotique. La loi du 28 avril 1816 (art. 185) en réservait les cinq sixièmes au moins à la culture indigène; celle du 12 février 1835 (art. 3) lui en a attribué les quatre cinquièmes au plus : la première fixait un minimum dans l'intérêt du cultivateur; la seconde a établi un maximum, en se préoccupant surtout de l'intérêt de la régie et de celui du consommateur, car il est certain qu'à l'exception du tabac en poudre, la culture indigène donne des qualités inférieures au tabac exotique.

— La culture n'est autorisée que dans dix départements, qui sont : les Bouches-du-Rhône, la Gironde, l'Ille-et-Vilaine, le Lot, le Lot-et-Garonne, le Nord, le Pas-de-Calais, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et le Var.

Elle est en outre autorisée à titre d'essai sur d'autres

points, notamment dans la Dordogne, la Meurthe, la Moselle et la Haute-Saône.

Le ministre des finances répartit annuellement le nombre d'hectares à cultiver, ainsi que les quantités de tabac à produire pour chaque département où la culture est autorisée. Il fixe aussi chaque année, pour chaque arrondissement, les prix des diverses qualités de tabac de la récolte suivante. L'avis en est donné par voie d'affiches et de publications. (Loi du 12 février 1835, art. 3 et 4.)

Les permissions de culture sont réglées dans chaque arrondissement par une commission de cinq membres, composée du préfet ou d'un de ses délégués, président, du directeur des contributions indirectes, d'un agent supérieur du service de la culture, d'un membre du conseil général et d'un membre du conseil d'arrondissement résidant dans l'arrondissement, et non planteurs. Les membres du conseil général et des conseils d'arrondissement sont désignés par leurs conseils respectifs, et, à défaut, par le préfet. (*Ibid.*, art. 2.)

On ne peut obtenir de permission pour moins de vingt ares en une seule pièce. (Loi du 28 avril 1816, art. 180.)

Un règlement fait par la commission détermine le mode de déclaration, contrôle, décharge, expertise et livraison de la récolte. (*Ibid.*, art. 188 et loi du 12 février 1835, art. 2.)

Le planteur doit compte des quantités qu'il a reçu l'autorisation de cultiver ; il est déchargé de celles dont la détérioration ou la destruction a été constatée dans les formes voulues par la loi, et, cette déduction faite, il est tenu de payer la valeur des quantités manquantes au taux du tabac de cantine. (Voy. p. 143.) Les sommes ainsi dues par suite de déficit sont recouvrées, comme les contributions directes,

sur un rôle rendu exécutoire par le préfet. Les cultivateurs sont recevables pendant un mois à porter leurs réclamations devant le conseil de préfecture qui doit statuer dans les deux mois. (Loi du 28 avril 1816, art. 197 à 200.)

— Dans les départements où la culture est autorisée, elle peut être faite pour l'exportation sous la condition d'une permission préalable et de la surveillance de la régie, mais sans que les quantités à produire soient limitées ; seulement l'exportation doit avoir lieu avant le 1^{er} août de l'année qui suit la récolte, et, au plus tard, avec l'agrément du préfet, avant le 1^{er} septembre. Après ce délai, les tabacs non exportés sont mis en entrepôt, aux frais du cultivateur, dans les magasins de la régie. (Loi du 28 avril 1816, art. 202 et suiv.)

— Le tabac exotique est acheté par adjudication publique ; les offres se font par soumissions cachetées et sur des types que présentent les soumissionnaires ou qui sont extraits des magasins de la régie.

Fabrication. — Elle s'opère dans quatorze manufactures établies à Bordeaux, Châteauroux, Dieppe, le Havre, Lyon, Lille, Marseille, Morlaix, Nantes, Paris, Bercy, Strasbourg, Tonneins et Toulouse. Les tabacs en feuilles y sont portés de magasins destinés à recevoir les quantités achetées. Les gardes-magasins des tabacs en feuilles et les régisseurs des manufactures sont comptables directs de la Cour des comptes sous le rapport des matières.

Vente. — Chaque manufacture approvisionne un certain nombre d'entrepôts, lesquels alimentent les débits où la vente se fait aux consommateurs. Le nombre des entrepôts est de trois cent cinquante-neuf ; celui des débits dépasse trente-trois mille. Les entreposeurs sont comptables des quantités qu'ils reçoivent des manufactures. Quant aux

débitants, quoique commissionnés par la régie, ils achètent les tabacs aux entreposeurs, et ne sont, par conséquent, pas comptables. Le prix auquel le tabac est livré au débiteur et celui auquel le consommateur le paye sont fixés par un tarif. (Voy. ord. des 27 août 1839, 22 octobre 1843, 16 juin 1844, 28 juin 1846, 13 juillet et 3 octobre 1847 ; décrets des 2 mai 1848 et 19 octobre 1860, 29 juin 1863, 6 février 1864, 31 août 1867, 28 juillet et 19 décembre 1868.)

Le tableau des prix de vente est affiché dans le lieu le plus apparent du débit ; la différence entre ce prix et celui payé à la régie par le débiteur forme la remise ou le bénéfice de ce dernier.

La loi du 28 avril 1816 (art. 175 et 176) a autorisé la régie à fabriquer une espèce de tabac dit *de cantine*, dont le prix ne doit pas excéder 4 fr. le kilog. La régie use de cette faculté pour combattre la fraude dans les départements voisins des frontières. C'est dans ce but qu'une ordonnance royale du 17 janvier 1834 a abaissé les prix du tabac de cantine, pour les lieux les plus exposés aux importations presque au niveau de la valeur des tabacs de contrebande.

La régie est également autorisée à vendre des tabacs à des prix réduits et sous des conditions spéciales, pour l'exportation, pour les préparations médicales et pour l'usage de l'armée et de la flotte. (Décrets des 29 juin et 10 août 1853 ; loi du 28 avril 1816, articles 178 et 179.)

— Le monopole de la fabrication et de la vente s'applique non-seulement au tabac provenant de la nicotiane, mais aussi à toute matière préparée pour être vendue comme tabac. (Loi du 12 février 1835, art. 5.) On a voulu arrêter par cette disposition la vente de poudres et de cigares que l'industrie privée était parvenue à fabriquer avec diverses matières, et à débiter sous le nom de tabac factice et d'anti-tabac.

Pour mieux empêcher la fabrication clandestine et les importations frauduleuses, le tabac en cours de transport, soit en feuilles, soit fabriqué, est réputé provenir de fraude, s'il n'est accompagné d'une expédition qui, suivant les cas, est un simple laissez-passer ou un acquit-à-caution. Cependant, au-dessous de 10 kilog., le tabac fabriqué, à moins que ce ne soit du tabac de cantine, peut circuler sans laissez-passer, s'il est revêtu des marques et vignettes de la régie ; et, même, sans ces marques et vignettes, les fractions de kilogrammes ne seraient saisissables que si elles provenaient évidemment de fraude, ou si elles étaient transportées par des colporteurs. (Loi du 28 avril 1816, art. 88 et 215, et loi du 23 avril 1840, art. 2.)

— Les contraventions en matière de tabacs, telles que la plantation non autorisée, un excédant de plantation de plus d'un cinquième, la non-représentation de la récolte, la non-justification de sortie de tabacs étrangers admis au transit, la circulation des tabacs sans expédition, la possession frauduleuse de tabacs en feuilles ou fabriqués, etc., sont punies, suivant les cas, de la confiscation, de l'amende et de la privation de la faculté de planter. (Loi du 28 avril 1816, art. 181, 195 et suiv. ; ord. roy. du 17 juillet 1816 ; lois des 23 avril 1836 et 23 avril 1840.)

La vente frauduleuse du tabac, ainsi que la falsification par les entreposeurs ou les débitants, est, en outre, punie de l'emprisonnement du vendeur, et de sa destitution si c'est un préposé de la régie. (Lois des 28 avril 1816, art. 222 et 227, et 25 mars 1817, art. 125.)

§ V. — TAXES DIVERSES.

Parmi les taxes indirectes dont il nous reste encore à parler, les unes frappent le luxe ; les autres, sans perdre leur nature d'impôt, sont aussi le prix d'un service. Il est facile de reconnaître l'un ou l'autre de ces caractères dans les taxes, sur les cartes à jouer, — sur la marque et la garantie des objets d'or et d'argent, — sur les voitures publiques, — dans les droits de navigation, — dans ceux de passage sur les bacs et bateaux, — dans la vente de la poudre, dont le privilège entre les mains de l'État est d'ailleurs commandé par la sûreté publique, — et même, quoiqu'à un degré moindre, dans les frais de casernement payés au Trésor public par les villes ayant un octroi et une garnison.

Droit sur les cartes à jouer. — Ce droit, dont l'établissement remonte à 1583, est, aujourd'hui, pour les cartes à portrait français, de 25 centimes par jeu (Loi du 7 août 1850, art. 11), et pour les cartes à portrait étranger, de 40 centimes par jeu (Décret du 9 février 1810, art. 8); quel que soit, dans les deux cas, le nombre des cartes dont le jeu est composé. — L'importation des cartes de fabrique étrangère est prohibée. (Décret du 13 fructidor an XIII, art. 5.)

La perception du droit est assurée de la manière suivante : La fabrication n'est pas libre ; elle ne peut avoir lieu qu'après déclaration préalable, et dans les villes seulement où il existe une direction des contributions indirectes. Cependant, les fabriques qui étaient établies dans les autres villes, avant le décret du 1^{er} germinal an xii, ont dû être conservées. — Les cartes à portrait français sont imprimées sur un papier filigrané qui est fourni par la régie, et dont les

fabricants doivent compte, sous peine de payer le double droit pour chaque jeu de trente-deux cartes qu'on aurait pu fabriquer avec les feuilles non représentées. L'enveloppe de chaque jeu doit porter la marque et la signature du fabricant, ainsi qu'une bande à timbre sec, dite *de contrôle*, apposée par les agents de la régie, et sans laquelle les cartes ne peuvent circuler librement. Le droit est constaté à mesure de l'application de cette bande, et il est payé sur un état de produit dressé à la fin de chaque mois. — Les cartes destinées à l'exportation sont imprimées sur papier libre. Elles sont affranchies de toute légende et de la bande de contrôle ; mais, pour pouvoir être dirigées sur un point de sortie, il faut qu'elles soient ficelées et plombées, et accompagnées d'un permis d'exportation. La circulation à l'intérieur n'en est permise qu'avec la légende *France*, le nom du fabricant et la bande du contrôle. — La vente des cartes, par un autre qu'un fabricant patenté, ne peut être faite sans une commission de la régie. Ces dispositions sont contenues dans la loi du 9 vendémiaire an vi, les arrêtés des 3 pluviôse et 19 floréal an vi, les décrets des 1^{er} germinal an xiii, 16 juin 1808 et 9 février 1810, et les lois des 28 avril 1816 et 4 juin 1836.

Les contraventions sont punies de la confiscation, de l'amende et de la prison, par la loi du 28 avril 1816, art. 166 et 167, et, pour les cas non prévus par cette loi, par les décrets des 4 prairial an xiii et 16 juin 1808, art. 10. — Les articles 168, 223, 224, 225 et 226 de la loi du 28 avril 1816 frappent, en outre, de peines plus graves la contrefaçon ou l'usage frauduleux des moules, timbres et marques de la régie, et la contrebande sur les cartes à jouer.

Droit de marque et de garantie sur les objets d'or et d'argent. — Les objets d'or et d'argent sont sou-

mis à un contrôle officiel et à une marque qui en garantit le titre dans le double intérêt du vendeur et de l'acheteur. Pour prix de ce service, l'État perçoit un droit appelé *droit de garantie*.

La *garantie* paraît remonter au xvi^e siècle; mais le premier acte de l'autorité qui semble avoir reçu son exécution sur cette matière est la déclaration du 31 mars 1674, qui a été suivie de celle du 17 février 1674, de l'ordonnance du 22 juillet 1681, et des édits d'août 1718 et mai 1723. D'après ces anciens règlements, c'était dans les *hôtels du métier* ou *maisons communes* où se réunissaient les maîtres de la corporation des orfèvres, qu'il était procédé au contrôle et à la marque des objets d'or et d'argent par les gardes de l'orfèvrerie; quant aux droits, ils étaient perçus par la ferme des aides.

Ils cessèrent de l'être, en 1791, après la suppression des impôts indirects, et, bien que le décret des 31 mars-3 avril 1791 ordonnât l'exécution provisoire des anciens règlements, la garantie ne reparut qu'avec la loi du 19 brumaire an vi, qui est la base de la législation actuelle.

On entend par *titre* la quantité d'or ou d'argent fin contenue dans un objet d'orfèvrerie; cette quantité s'exprime en millièmes. Il y a trois titres pour l'or et deux pour l'argent. Pour l'or, le premier titre est de 920 millièmes, le deuxième de 840, et le troisième de 750; — pour l'argent, le premier titre est de 930 millièmes, et le second de 800.

La loi accorde une tolérance de 3 millièmes pour l'or et de 5 millièmes pour l'argent.

Le titre est vérifié par les agents de l'État et constaté par eux sur chaque pièce, au moyen d'une marque faite avec un poinçon appartenant également à l'État. Les objets qui sont au-dessous du plus bas titre sont brisés et rendus au fabricant; quant aux pièces qui, sans être au-dessous du

plus bas des titres fixés par la loi, ne sont pas précisément à l'un de ces titres, elles sont marquées au titre légal immédiatement inférieur à celui qu'indique l'essai, ou elles sont brisées si le propriétaire le préfère.

Tous les objets d'or et d'argent sont soumis à la marque de garantie, à l'exception : 1° de ceux qui sont destinés à l'exportation, lesquels n'en doivent pas moins être vérifiés (loi du 10 août 1839, art. 16, et ord. royale du 30 décembre 1839); — 2° de ceux que détériorerait le poinçonnage; — 3° des bijoux importés par les voyageurs.

Les ouvrages de plaqué ou de doublé d'or et d'argent doivent également être revêtus de la marque de garantie.

Indépendamment du poinçon de l'État qui constate le titre, chaque pièce doit être frappée du poinçon du fabricant, et, s'il s'agit d'ouvrages de plaqué et de doublé d'or et d'argent, il faut, en outre, que le mot *doublé* soit inscrit en toutes lettres sur la surface de l'objet.

Quand la fraude est parvenue à contrefaire le poinçon de l'État, tous les objets déjà marqués sont frappés d'un second poinçon, dit poinçon *de recense*.

Les produits étrangers importés sont également marqués, mais d'un poinçon particulier qui en indique l'origine.

Les fabricants et marchands d'or, d'argent et de doublé sont assujettis à certaines obligations, dont les principales consistent dans une déclaration préalable de leur profession et la tenue de livres d'achat et de vente. Ils sont aussi astreints à présenter leurs ouvrages au contrôle avant qu'ils soient entièrement achevés.

Il existe, pour la marque des objets d'or et d'argent et la perception des droits, des bureaux appelés bureaux de garantie. Ces bureaux sont au nombre de 91. (Ord. roy. des 5 février 1835 et 1^{er} mars 1847.) Ils se composent de trois

fonctionnaires, savoir : 1° d'un essayeur, qui vérifie le titre ; 2° d'un receveur, qui perçoit les droits ; 3° d'un contrôleur, qui applique le poinçon. Chacun de ces agents a une des clefs de la caisse qui renferme les poinçons.

L'administration des monnaies et celle des contributions indirectes concourent au service de la garantie : la première, pour les opérations d'art ; la seconde, pour la perception du droit. C'est ainsi que l'essayeur relève de la commission des monnaies, et que, en cas de contestation sur le titre entre un essayeur et le fabricant, c'est la commission des monnaies qui prononce, tandis que les deux autres membres du bureau appartiennent à l'administration des contributions indirectes, laquelle a dans ses attributions tout ce qui regarde les dépenses du bureau et le recouvrement des droits. (L. du 5 ventôse an XII, art. 80, et ord. du 5 mai 1820.)

Autrefois, l'affinage de l'or et de l'argent était réservé à l'État ; la loi du 19 brumaire an vi, art. 112, a rendu la liberté à cette industrie, sous la condition d'une déclaration préalable et l'obligation pour l'affineur de soumettre au contrôle de garantie les lingots affinés, lesquels ne reçoivent la marque que s'ils contiennent moins de 5 millièmes d'alliage pour l'or et 20 millièmes pour l'argent.

Il n'est pas permis de *tirer* l'or et l'argent, c'est-à-dire de les convertir en fils en les faisant passer par des pertuis d'un très-petit diamètre. Cette opération ne peut se faire que dans les argues de l'État, attendu qu'il serait impossible autrement à la puissance publique de garantir le titre des fils, qui, par suite de leur ténuité, ne sauraient recevoir aucune empreinte.

— La contrefaçon et l'emploi illicite des poinçons de l'État sont punis des travaux forcés et de la réclusion par les articles 140 et 141 du Code pénal et l'article 108 de la loi du 19

brumaire an vi. — La fraude sur le titre des matières d'or et d'argent est frappée de l'emprisonnement, de l'amende et de la restitution du prix, ainsi que de la confiscation des objets vendus, par l'article 423 du même Code, qui abroge le deuxième alinéa de l'article 84 de la loi du 19 brumaire an VI.

Toutes les autres contraventions en matière de garantie, et notamment le fait de se trouver possesseur d'objets achetés et non marqués, donne lieu, pour le fabricant ou le marchand, à la saisie et à la confiscation de l'objet, à l'amende, et, dans certains cas, à l'interdiction du commerce de l'orfèvrerie. (Art. 80, 107 et 109 de la loi du 19 brumaire an VI.)

Droit sur les voitures publiques. — L'impôt sur les voitures publiques a remplacé dans les caisses du Trésor le produit de la ferme nationale des messageries, supprimée en l'an vi. (Loi du 9 vendémiaire.) — Il est pour l'État, chargé de la construction, de l'entretien et de la police des routes, le prix d'un service rendu.

Sont soumises au droit toutes les voitures publiques de terre et d'eau servant au transport des voyageurs. (Loi du 9 vendémiaire an vi, décret du 14 fructidor an xii.)

Les voitures publiques, sous le rapport de l'impôt, se divisent en deux catégories : 1° les voitures à service régulier ; 2° les voitures d'occasion et à volonté.

Les voitures à service régulier sont celles qui font le service d'une même route ou d'une ville à une autre, lors même que les jours et heures de départ varieraient. (Loi du 25 mars 1817, art. 112.)

On entend par voitures d'occasion celles restant sur place ou purement de louage et qui partent indifféremment à quelque jour et quelque heure, et pour quelque lieu que ce soit, sur la réquisition des voyageurs. (Décret du 14 fructidor an xii, art. 2.)

Sont considérées comme voitures d'occasion celles qui, dans leur service habituel d'un point fixe à un autre, ne sortent pas d'une même ville ou d'un rayon de 15 kilomètres de ses limites, pourvu qu'il n'y ait pas continuité immédiate de service, pour un point plus éloigné, même après changement de voiture. (Lois des 25 mars 1817, art. 113, et 28 juin 1833, art. 8.)

Le droit, pour les voitures de terre à service régulier, est du dixième du prix total des places des voyageurs, sous la déduction du dixième constituant le pourboire, lorsqu'il est compris dans le prix déclaré, et d'un tiers pour places vides, — et du dixième du prix reçu pour le transport des marchandises. (Lois des 3 ventôse an XII, art. 75 ; 25 mars 1817, art. 112, et 17 juillet 1819, art. 4.)

Les voitures d'eau payent la même taxe pour le transport des voyageurs, mais elles en sont affranchies pour le transport des marchandises, lequel est frappé par le droit de navigation.

Les chemins de fer sont soumis à l'impôt du dixième. Le prix des places représentant les frais de loyer et d'entretien du chemin et ceux du transport, l'impôt n'était perçu que sur la partie du tarif correspondante au prix du transport, en vertu de la loi du 2 juillet 1838, art. 1. Mais cette loi a été abrogée, à partir du 1^{er} août 1855, par celle du 14 juillet 1855 qui dispose (art. 3 et 4) que le droit sera du dixième du prix total des places et transport des marchandises par la grande vitesse.

Le droit pour les voitures d'occasion et à volonté est établi d'après un tarif fixe qui a pour base le nombre des places de chaque voiture. (Loi du 28 juin 1833, art. 8.)

— Les moyens employés pour la perception de l'impôt consistent en une déclaration préalable de la part des entrepreneurs; l'apposition d'une marque ou estampille de la régie sur les voitures déclarées; l'obligation imposée aux

entrepreneurs de se munir d'un laissez-passer que le conducteur de chaque voiture doit toujours porter sur lui, et de tenir des livres et feuilles de route où sont enregistrées toutes les opérations ; enfin, dans la surveillance des employés, qui peuvent arrêter les voitures sur les routes et les vérifier, ainsi qu'aux haltes, aux entrées et aux sorties des villes et aux relais. (Loi du 25 mars 1817, décret du 14 fructidor an XII et loi du 30 mai 1851.)

Le paiement du droit peut être exigé tous les dix jours pour les entrepreneurs de voitures à service régulier ; il est dû par trimestre et d'avance pour les voitures d'occasion et à volonté. (Loi du 25 mars 1817, art. 118.)

Ces règles ne sont pas applicables aux chemins de fer dont les recettes peuvent être facilement vérifiées.

— Les voitures non déclarées en service d'occasion, que les entrepreneurs emploient extraordinairement, sont soumises, pour chaque voyage, à l'acquittement préalable du droit du dixième perçu comme pour les voitures à service régulier.

Quant à celles qui sont accidentellement employées par d'autres que les entrepreneurs pour être mises en circulation à prix d'argent, elles doivent payer un droit de 15 centimes par place et par jour. (Loi du 20 juillet 1837, art. 11.)

— Il peut être consenti pour les voitures de terre ou d'eau à service régulier, des abonnements ayant pour base les recettes présumées de l'entreprise. (Loi du 25 mars 1817, art. 119.)

— Indépendamment du droit du dixième, les entrepreneurs de voitures publiques à service régulier sont assujettis à un droit de licence de cinq francs par voiture à quatre

roues et par voiture d'eau, et de deux francs par voiture à deux roues. (Loi du 25 mars 1817, art. 115.)

— Toute voiture publique qui circule sans estampille ou sans laissez-passer, ou avec un laissez-passer non applicable, est saisissable, ainsi que les chevaux et les harnais. Toutefois, les voitures saisies en route peuvent continuer leur voyage au moyen d'une mainlevée sous caution, ou même sous la caution juratoire de l'entrepreneur ou du conducteur. (Loi du 25 mars 1817, art. 120.)

De même, quand le laissez-passer est inapplicable en ce sens seulement que le nombre de places qui y est indiqué est inférieur à celui des voyageurs contenus dans la voiture, les chevaux et la voiture ne sont pas saisissables, et le contrevenant n'encourt qu'une amende de cent francs.

Les contraventions sont punies de la confiscation des objets saisis et d'une amende de cent à mille francs, laquelle, en cas de récidive, ne peut être moindre de cinq cents francs. (*Ibid.*, art. 122.)

Droit de navigation sur les fleuves et canaux. —

La loi du 30 floréal an x a créé ce droit pour servir à l'entretien des fleuves et rivières navigables. Cette affectation spéciale a disparu par l'effet de la loi du 23 septembre 1814, d'après laquelle tous les impôts sont versés au trésor public pour les dépenses générales de l'État, mais elle a été de nouveau consacrée pour quelques ports et rivières par celle du 24 mars 1825.

L'impôt est aujourd'hui régi par la loi du 9 juillet 1836, dont nous indiquerons les dispositions principales.

Le droit de navigation n'est point le même sur les fleuves et rivières navigables et sur les canaux.

— Sur les fleuves et rivières, il est uniformément fixé : 1^{er} à 0 centime 2 millimes pour les marchandises de pre-

mière classe, et à 1 millime pour celles de deuxième classe, par tonneau de 1,000 kilogrammes (charge réelle) et par kilomètre ; — 2° à 2 dix-millimes pour les trains, par égale distance, et par décastère, avec réduction de moitié pour toute la partie des rivières où la navigation ne peut avoir lieu avec des bateaux (1). (Décret du 22 août 1860.)

L'article 3 de la loi du 9 juillet 1836 énumère les marchandises qui doivent être comprises dans la deuxième classe (ce sont les plus encombrantes), et dispose que toutes celles non désignées doivent être imposées à la première classe du tarif.

D'après l'article 4, lorsque le chargement se composait de marchandises des deux classes, il était soumis au droit le plus élevé, à moins que les marchandises de première classe ne formassent moins du dixième de celles transportées, auquel cas le droit était appliqué séparément aux marchandises de chaque classe. Aux termes du décret du 15 septembre 1858, le droit est appliqué aujourd'hui suivant la nature de chaque partie du chargement.

Tout bateau qui porte des voyageurs paye le droit imposé à la première classe du tarif, quelle que soit la nature du chargement ; il est ajouté au poids reconnu un dixième de tonneau pour chaque voyageur qui serait descendu avant la vérification. (*Ibid.*, art. 5.)

Les trains ou radeaux chargés de marchandises payent un

(1) Quelques fleuves et rivières sont soumis à un régime particulier. Voir pour la navigation sur la Gironde, la Garonne et la Dordogne dans les limites de l'inscription maritime, la loi du 9 juillet 1836, art. 23, et le décret du 4 mars 1808 ; — pour la navigation entre Rouen et la mer, le même article de la loi du 9 juillet 1836, l'arrêté du 19 messidor an XI, le décret du 28 messidor an XIII, et une décision du Ministre des finances du 19 juin 1847 ; — pour la rivière de l'Hérault, le décret du 11 janvier 1808 ; — enfin, pour la navigation sur le Rhin, la convention du 31 mars 1831, entre la France et l'Allemagne, et la loi du 21 avril 1832.

droit double de celui auquel sont taxés les trains ordinaires. (*Ibid.*, art. 7.)

Sont exempts des droits : les bateaux entièrement vides, les bâtiments et bateaux de la marine de l'État, ceux du service des ponts et chaussées, les bateaux pêcheurs, les bacs, batelets et canots servant à traverser d'une rive à l'autre ; enfin, les bateaux appartenant aux propriétaires et fermiers qui ont obtenu l'autorisation de s'en servir dans l'étendue et pour l'intérêt de leur exploitation. (*Ibid.*, art. 9.)

— Le système de la perception repose sur l'obligation de déclarer chaque voyage et de se munir d'un laissez-passer, ainsi que sur la vérification des employés des bureaux de navigation. Le droit est payé à chaque voyage, suivant des règles déterminées, ou par abonnements, sur la demande des redevables, mais dans certains cas seulement. (*Ibid.*, art. 12 et suiv., et ordonn. royale du 20 octobre 1836.)

— Toute contravention est punie d'une amende de 50 fr. à 200 fr. (Loi du 9 juillet 1836, art. 20.) — En outre, les insultes, violences ou voies de fait sont passibles d'une amende de 100 fr. (Arrêté du 8 prairial an XI, art. 24), et, selon les cas, des peines prononcées par le Code pénal.

— Quant aux droits sur les canaux et les rivières canalisées, c'est-à-dire rendues navigables au moyen d'ouvrages d'art, ils sont fixés par des tarifs particuliers. La plupart des canaux étaient, il y a peu de temps encore, entre les mains de Compagnies, et, d'après les actes de concession, les taxes ne pouvaient être modifiées que du consentement mutuel du Gouvernement et des Compagnies, ni augmentées qu'en vertu d'une loi. Il en résultait une grande diversité dans les tarifs et dans les modes de perception, et des inconvénients que, malgré plusieurs tentatives, l'État n'avait

toujours pu faire disparaître, par suite du refus d'adhésion des Compagnies intéressées.

Les lois des 28 juillet et 1^{re} août 1860 ont autorisé le rachat par l'État de divers canaux, qui sont : — Canaux soumissionnés : ceux d'Arles à Bouc, de la Somme, de Manicamp, des Ardennes, latéral à l'Oise, l'Oise canalisée ; — canaux concédés : ceux d'Orléans, du Loing, de Briare, de Roanne à Dijon, de la Senzée, d'Aire à la Bassée. — Les règles de perception relatives aux fleuves et rivières sont applicables à ces canaux, en vertu du décret du 22 août 1860.

— A la perception du droit de navigation se rattache l'encaissement des produits de la mise en ferme de la pêche dans les fleuves, rivières et canaux, désignés par l'ordonnance du 10 juillet 1835, et du produit des plantations d'arbres et des récoltes appelés *francs-bords* sur les canaux non concédés. (Décret du 23 décembre 1810.) Le droit de pêche dans les fleuves et rivières navigables et flottables appartient à l'État, et il est affermé par l'administration des forêts. Le même droit pour les canaux non concédés, ainsi que l'exploitation des francs-bords, est affermé par les ponts et chaussées. L'administration des contributions indirectes est uniquement chargée de l'encaissement des fermages.

Péages sur les bacs et passages d'eau. — Les bacs et bateaux servant au passage des fleuves et rivières font partie du domaine public comme continuation des routes et voies de terre. C'est en vertu de ce principe, qui a pour base l'intérêt de la liberté et de la sûreté des communications, que l'exploitation des bacs et passages d'eau est exclusivement réservée à l'État.

Ce privilège, que la Révolution de 1789 trouva partagé

entre l'État, les seigneurs et des corporations particulières, fut supprimé par le décret du 25 août 1792 comme entaché de féodalité ; il a été rétabli, dans ses conditions normales, et en vertu du principe que nous venons d'énoncer, par la loi du 6 vendémiaire an VII.

D'après cette loi, aucun bac ou bateau, pour le passage des eaux, ne peut être établi qu'au profit de l'État, à l'exception : 1° de ceux employés pour le seul usage d'un particulier ou pour l'exploitation d'une propriété circonscrite par les eaux ; 2° des barques, batelets et bachots servant à l'usage de la pêche et de la marine marchande, à charge par les propriétaires de ne point établir de passage à heures ou lieux fixes.

Le Gouvernement détermine, pour chaque département, le nombre et la situation des bacs ou bateaux de passage à établir sur les fleuves, rivières ou canaux. (Loi du 14 floréal an X.) Le tarif de chaque bac est fixé par un règlement d'administration publique. (Loi du 6 frimaire an VII, art. 25.)

L'exploitation en est affermée d'après les formes prescrites pour la location des domaines nationaux, pour trois, six ou neuf années. (*Ibid.*, art. 25.) Les conditions de l'adjudication sont déterminées par un cahier des charges, suivant les prescriptions des articles 26 et suivants de la même loi. Au nombre de ces conditions figurent l'obligation pour l'adjudicataire de fournir un cautionnement dans les vingt-quatre heures, de rembourser le prix des objets qui lui sont confiés pour l'exploitation du passage, de payer le prix de la ferme de trois en trois mois et d'avance ; enfin, l'exemption des droits de passage au profit de certains fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions et à l'occasion de diverses nécessités locales.

Tout ce qui est relatif à l'établissement ou à la suppression desacs et passages, ainsi qu'aux travaux d'art, à la

fourniture et à l'entretien des objets affectés à l'exploitation, est dans les attributions de l'administration des ponts et chaussées ; celle des contributions indirectes n'a à s'occuper que du recouvrement des produits. (*Ibid.*, art. 34 à 36 ; décret du 6 germinal an XII, art. 4.)

Les contraventions, tant de la part des adjudicataires et exploitants que de la part des particuliers, sont prévues et punies par les articles 51 et suivants de la loi du 6 frimaire an VII d'une amende de la valeur de trois journées de travail et d'un emprisonnement d'un à trois jours, peines qui peuvent aller, pour l'amende, à cent francs, et pour l'emprisonnement à trois mois, si la contravention a été accompagnée d'injures, menaces, violences ou voies de fait. La récidive est, en outre, punie, conformément à l'article 174 du Code pénal, et de la résiliation du bail sans indemnité, si elle est prononcée contre l'adjudicataire ou ses préposés.

Péages sur les ponts non concédés. — Les ponts sont, comme les bacs, et par le même motif, une dépendance du domaine public. Ils ne peuvent être établis par des particuliers qu'avec l'autorisation du Gouvernement, qui leur en concède la jouissance et fixe la durée et le tarif de la concession. Quant à ceux qui sont construits par l'État lui-même et soumis à un péage, c'est l'administration des contributions indirectes qui est chargée de la perception. (Loi du 14 floréal an X ; loi de finances de chaque année ; décision du ministre des finances du 25 fructidor an XII.)

Produit de la vente de la poudre à feu. — Le privilège de la fabrication et de la vente des poudres à feu est réservé à l'État, moins dans un intérêt fiscal que par un motif de sûreté publique. (Loi du 13 fructidor an v.) La fabrication est dans les attributions du département de la

guerre ; mais la vente des poudres de chasse, de mine et de commerce extérieur est confiée à l'administration des contributions indirectes. (Ordonn. roy. du 25 mars 1818.)

Les contraventions sont prévues et punies de la confiscation, de l'amende et de l'emprisonnement par les lois des 13 fructidor an V, 24 mai 1834 et 25 juin 1841.

Frais de casernement. — Le casernement des troupes dans l'intérieur des villes ayant pour effet d'augmenter les produits de l'octroi, et, par contre, les dépenses de l'État, le décret du 7 août 1810 ordonna, pour compenser ces dépenses, que les villes ayant un octroi fourniraient aux troupes le casernement et les lits militaires. Cette prestation en nature a depuis été convertie par la loi du 15 mai 1818, art. 46, en un prélèvement sur les produits de l'octroi de 7 francs par homme et de 3 francs par cheval, et l'ordonnance du 5 août 1818 a autorisé les villes à demander la conversion de ce prélèvement ainsi déterminé en un abonnement fixe d'une fraction constante de l'octroi. L'administration des contributions indirectes est chargée de l'encaissement de cette branche de revenus.

— Nous nous occuperons de la compétence et de la procédure relatives aux divers impôts que nous venons d'étudier, à la section IV de ce chapitre, où le même sujet sera traité en ce qui concerne l'ensemble des impôts de consommation. Nous renvoyons également à cette section ce que nous avons à dire sur l'organisation de l'administration des contributions indirectes.

SECTION II.

OCTROIS.

On entend par droits d'octroi ceux qui sont perçus au profit des communes sur des objets destinés à leur consommation intérieure.

Les droits d'octroi ont pour but de subvenir à l'insuffisance des ressources que les communes retirent des revenus de leurs biens et des centimes additionnels sur le principal des contributions directes. Ils sont principalement appliqués aux dépenses des établissements de bienfaisance, de l'instruction primaire, et à l'entretien des villes; mais ils n'ont, d'ailleurs, au point de vue légal, aucune affectation spéciale.

Historique. — Les droits d'octroi paraissent remonter à l'époque de l'émancipation des communes. Le roi, seigneur suzerain de toutes les villes libres, leur *octroyait* le droit de s'imposer : de là vient le mot *octroi*, qui, après avoir désigné d'abord toutes les taxes communales, s'appliqua ensuite spécialement à celles qui frappaient les objets de consommation (1).

En retour de cette concession d'un droit qui était un attribut exclusif de la souveraineté, le roi réservait à l'État, tantôt une portion éventuelle des produits de l'octroi, tantôt une somme fixe, une fois payée.

(1) On fait remonter aussi l'origine des octrois au roi Jean, qui aurait établi cet impôt pour réparer les pertes occasionnées par l'étranger, maître alors d'une partie de la France.

Ces prélèvements prirent plus tard une grande importance. En 1647, les droits d'octroi furent en totalité affectés aux besoins du trésor royal, avec permission de lever ces droits *par doublement* au profit des villes et communautés, qui s'en trouvaient ainsi dépossédées, et un édit de 1663 renouvela cette disposition sous une autre forme, en attribuant au roi, à perpétuité, la moitié des taxes d'octroi perçues à l'entrée des villes.

Le décret des 2-17 mars 1791 supprima les droits d'octroi en même temps que les autres taxes indirectes ; mais leur rétablissement fut autorisé, pour Paris d'abord, par la loi du 27 vendémiaire an VII ; pour quelques autres villes, par celle du 27 frimaire an VIII ; et enfin, d'une manière générale, dans l'intérêt des hospices, par la loi du 5 ventôse an VIII. La même loi décida que les projets de tarifs et de règlements votés par les conseils municipaux seraient soumis à l'approbation du Gouvernement, et arrêtés par lui s'il y avait lieu.

Les droits d'octroi furent perçus en totalité au profit des communes jusqu'au 24 frimaire an XI, époque à laquelle ils ont été soumis, pour le pain des troupes, à un prélèvement de 5 p. 0/0 en faveur du Trésor, prélèvement qui, porté à 10 p. 0/0 par la loi du 24 avril 1806 et maintenu par celle du 28 avril 1816, a été supprimé par le décret du 17 mars 1852.

La perception des droits d'octroi, faite d'abord par les soins des administrations municipales, sous la surveillance de la régie des droits réunis (arrêté du 5 germinal an XII et règlement du 17 mai 1809), puis confiée à cette régie (décret du 8 février 1812), a été rendue aux maires par la loi du 8 décembre 1814, art. 121.

Législation actuelle. — L'ordonnance royale du 9

décembre 1814, qui reproduit les anciennes lois et règlements non abrogés par la loi du 8 du même mois, forme, avec la loi du 28 avril 1816 et celle du 24 juillet 1867, sur les conseils municipaux, la base de la législation actuelle sur les octrois (1).

Établissement de l'octroi, des tarifs et règlements d'exécution. — Lorsque les revenus d'une commune sont insuffisants pour payer ses dépenses, un octroi peut être établi sur la demande du conseil municipal. (Loi du 28 avril 1816, art. 147.) Si le conseil municipal refuse de délibérer sur l'établissement d'un octroi reconnu nécessaire, il est statué par le Pouvoir exécutif, sur le rapport du ministre de l'intérieur. (Ord. 9 décembre 1814, art. 9.) Cette dernière disposition, qui donne au Gouvernement le droit d'imposer d'office un octroi à une commune, n'a pas été reproduite par la loi du 28 avril 1816. Quelques auteurs en ont conclu qu'elle avait été abrogée.

Les articles 8, 9 et 10 de la loi du 24 juillet 1867 déterminent dans quelles conditions les délibérations des conseils municipaux relatives aux droits d'octroi sont exécutoires.

Ces conditions sont les suivantes :

1° Un décret rendu sur l'avis du conseil d'État est nécessaire :

Pour l'établissement des taxes et des règlements relatifs à leur perception ;

Pour les modifications aux règlements ou aux périmètres existants ;

Pour l'assujettissement à la taxe d'objets non encore imposés dans le tarif local ;

(1) Les autres lois relatives à cette matière sont celles des 25 mars 1817, 15 mai 1818, 17 août 1822, 21 avril 1832, 21 mai 1834, 11 juin 1842, 10 mai 1846, et le décret du 17 mars 1852.

Pour l'établissement ou le renouvellement d'une taxe sur des objets non compris dans le tarif général ;

Pour l'établissement ou le renouvellement d'une taxe excédant le maximum fixé par ledit tarif général. (Art. 8.)

2° Les délibérations des conseils municipaux sont exécutoires, *si elles ne sont pas annulées par le préfet*, dans le délai indiqué par l'article 18 de la loi du 18 juillet 1837 (un mois), lorsqu'elles concernent :

La suppression ou la diminution des taxes d'octroi ;

La prorogation des taxes principales d'octroi pour cinq ans au plus ;

L'augmentation des taxes jusqu'à concurrence d'un décime, pour cinq ans au plus (sous la condition qu'aucune de ces taxes ainsi maintenues ou modifiées n'excède le maximum déterminé par le tarif général, ou qu'aucune de ces taxes ne porte sur des objets non compris dans ce tarif).

En cas de désaccord entre le maire et le conseil municipal sur ces questions, la délibération n'est exécutoire qu'après approbation du préfet. (Art. 9.)

3° Sont exécutoires, sur l'approbation du préfet, lesdites délibérations ayant pour but :

La prorogation des taxes additionnelles actuellement existantes ;

L'augmentation des taxes principales au delà d'un décime,

Dans les limites du maximum des droits et de la nomenclature des objets fixés par le tarif général. (Art. 10.)

— Les règlements et tarifs proposés par les conseils municipaux doivent être approuvés ou rejetés. (Arrêtés des 28 ventôse et 5 germinal an XII.) — L'État ne pourrait les modifier sans sortir des limites de sa tutelle à l'égard des communes. Cependant la jurisprudence lui reconnaît ce

droit, pourvu qu'il en use dans un sens restrictif, c'est-à-dire en réduisant la taxe, en rejetant certains objets du tarif, ou en resserrant les limites de l'octroi. (Arrêts du conseil d'État, des 16 décembre 1842 et 25 avril 1845.)

Limites de la perception — L'article 26 de l'ordonnance royale du 9 décembre 1814 soumettait les villes seules et leurs faubourgs à la perception des droits d'octroi, et en affranchissait complètement les dépendances rurales entièrement détachées du lieu principal ; mais l'article 147 de la loi du 28 avril 1816 donnant aux conseils municipaux le droit de désigner les limites de la perception, la population rurale peut aujourd'hui, comme celle des villes, être assujettie à l'octroi. Il y a plus : d'après l'article 152 de la même loi, des perceptions peuvent être établies dans les banlieues autour des grandes villes, afin de restreindre la fraude, mais les recettes faites dans ces banlieues appartiennent toujours aux communes dont elles sont composées.

Objets soumis à la taxe. — La désignation des objets soumis à la taxe était, jusqu'à ces derniers temps, laissée d'une manière absolue aux conseils municipaux par l'article 147 de la loi du 28 avril 1816, en sorte que les restrictions posées par les articles 11 et suivants de l'ordonnance du 9 décembre 1814 se trouvaient abrogées. Il était seulement de principe que les objets de première nécessité devaient, autant que possible, être affranchis de tous droits. Aucune limite n'était non plus posée aux conseils municipaux pour la fixation du tarif, si ce n'est en ce qui concerne les boissons. Mais la loi du 24 juillet 1867 (art. 8 et 9) a disposé qu'un tarif général serait établi par un règlement d'administration publique, après avis des conseils généraux, et qu'aucune taxe ne pourrait être créée ou renouvelée en

dehors des objets et des maxima fixés par ce règlement, si ce n'est en vertu d'un décret rendu sur l'avis du conseil d'État.

Ce règlement a été fait par un décret du 12 février 1870, dont nous donnons en note les dispositions (1). — Nous

(1) ART. 1^{er}. Le maximum des taxes d'octroi que les conseils municipaux peuvent établir, et la nomenclature des objets sur lesquels ils peuvent maintenir ces taxes, dans les conditions des articles 8, 9 et 10 de la loi du 24 juillet 1867, sont fixés conformément au tarif général ci-annexé.

ART. 2. Les communes devront choisir entre les divers modes de tarification admis par le tarif général pour les objets qui sont de nature à être imposés, soit d'après le poids, soit d'après la mesure, soit à raison du nombre. — Elles ont le droit de détailler et de subdiviser les articles, dans les cas où la désignation au tarif général d'un objet imposable comprend plusieurs espèces ou variétés de nature à comporter des taxes différentes dans la limite du maximum.

ART. 3. Toutes les fois qu'une commune aura prorogé son octroi ou modifié les taxes de son tarif dans les limites déterminées par les articles 9 et 10 de la loi du 24 juillet 1867, le maire adressera au préfet, dans le délai de trente jours, la délibération du conseil municipal et trois exemplaires du tarif prorogé ou modifié. — Le premier de ces exemplaires sera conservé par le préfet, qui remettra le second au directeur des contributions indirectes du département, et transmettra le troisième au directeur général des contributions indirectes. Le maire continuera d'ailleurs, conformément à l'article 71 de l'ordonnance du 9 décembre 1814, de remettre au préposé supérieur de l'administration des contributions indirectes résidant dans la localité, qui les transmettra au directeur du département, les états et bordereaux de recettes et dépenses de l'octroi.

ART. 4. Les abonnements collectifs que les communes sont autorisées à consentir avec certaines classes de redevables seront désormais exécutoires sur l'approbation des préfets. — Une ampliation de chacun de ces traités sera remise au directeur des contributions indirectes du département, qui la fera parvenir à la direction générale des contributions indirectes, avec l'arrêté du préfet qui l'aura approuvée.

ART. 5. Les communes qui auront adopté la ferme comme mode de perception continueront à procéder à l'adjudication de cette ferme dans la forme prescrite par le décret du 17 mai 1809.

— Les préfets transmettront au directeur des contributions indirectes du département et au directeur général des contributions indirectes ampliation de l'arrêté par lequel ils auront approuvé l'adjudication, après en avoir reconnu la régularité, et copie du procès-verbal d'adjudication et du cahier des charges.

ART. 6. Les frais de premier établissement, de régie et de perception des octrois, qui étaient soumis à l'approbation de notre ministre des finances,

renvoyons à la Partie des Tarifs, la reproduction du tarif général qui accompagne ce décret.

— Les droits d'octroi sont des droits de consommation,

aux termes de l'article 10 de l'ordonnance du 9 décembre 1814, seront désormais arrêtés par le préfet, qui transmettra à la direction générale des contributions indirectes une ampliation de son arrêté, avec une copie de la délibération du conseil municipal.

ART. 7. Les marchands en gros ou en demi-gros pourront jouir de l'entrepôt à domicile, alors même qu'ils feraient dans les mêmes magasins des ventes au détail.

ART. 8. Les combustibles et les matières premières à employer dans les établissements industriels et dans les manufactures de l'État sont admis à l'entrepôt à domicile. — Toutefois, l'entrepôt ne sera pas accordé pour les matières premières dans le cas où la somme à percevoir à raison des quantités pour lesquelles elles entrent dans un produit industriel n'atteindrait pas un quart pour cent de la valeur de ce produit. — Décharge sera accordée aux entrepositaires pour toutes les quantités de combustibles et de matières premières employés, dans ces établissements, à la préparation ou à la fabrication de produits qui ne sont frappés d'aucun droit par le tarif de l'octroi du lieu sujet, pourvu que l'emploi ait été préalablement déclaré et qu'il en ait été justifié aux préposés de l'octroi chargés de l'exercice des entrepôts, à défaut de quoi le droit sera perçu sur les quantités manquantes. Si le produit industriel à la préparation ou à la fabrication duquel sont employés les combustibles ou les matières premières est imposé au tarif de l'octroi, l'entrepositaire n'en obtiendra pas moins l'affranchissement pour la combustible et la matière première employés à la fabrication ; mais il payera le droit dû par les produits industriels pour ceux de ces produits qu'il ne justifiera pas avoir fait sortir du lieu sujet.

ART. 9. Lorsque des droits d'octroi auront été acquittés à l'entrée pour des combustibles ou des matières premières qui, dans l'intérieur du lieu sujet, seront employés à la préparation ou à la fabrication d'un produit industriel livré à la consommation intérieure et imposable, s'il est régulièrement justifié de ce paiement, le montant desdits droits sera précompté sur celui des droits dus pour la produit fabriqué. — Toutefois, il n'y aura jamais lieu à remboursement d'aucune portion des droits payés à l'entrée, dans le cas où ils se trouveraient excéder ceux qui sont dus pour le produit fabriqué lui-même.

ART. 10. En aucun cas, les objets inscrits au tarif ne pourront être soumis à des taxes différentes à raison de ce qu'ils proviendraient de l'extérieur ou de ce qu'ils seraient récoltés ou fabriqués dans l'intérieur du lieu sujet. — L'article 14 de l'ordonnance du 9 décembre 1814 est abrogé.

ART. 11. Ne seront soumis à aucun droit d'octroi : les approvisionnements en vivres destinés au service de l'armée de terre ainsi que de la marine militaire ou marchande, et qui ne doivent pas être consommés dans le lieu sujet ; les bois, fers, graisses, huiles, et généralement toutes les matières em-

et non des droits de mouvement. De là, deux règles principales au point de vue de l'application du tarif :

1° Tout objet récolté ou fabriqué dans l'intérieur d'un lieu sujet, et destiné à y être consommé, est soumis au droit, quoique ne venant pas du dehors. (Ord. 9 décembre 1814, art. 24.)

pioyées pour la confection et l'entretien du matériel de l'armée de terre, dans les constructions navales ou pour la fabrication d'objets servant à la navigation ; les combustibles et toutes autres matières embarquées sur les bâtiments de l'État et du commerce pour être consommées ou employées en mer. — Ces approvisionnements et matières seront introduits dans les magasins de la guerre, de la marine impériale, et de la marine marchande, de la manière prescrite pour les objets en entrepôt. — Le compte en sera suivi par les employés et préposés désignés à cet effet ; et les droits d'octroi ne seront dus que sur les quantités enlevées pour l'intérieur du lieu sujet et pour toute autre destination que celle qui est spécifiée ci-dessus.

ART. 12. Les charbons de terre, le coke et tous autres combustibles employés, tant par l'administration de la guerre pour la fabrication ou l'entretien du matériel de guerre et pour la confection d'objets destinés à être consommés hors du lieu sujet, que par la marine impériale et par la marine marchande, pour la confection d'objets destinés à la navigation, seront, comme ceux qui sont employés dans les établissements industriels pour la préparation ou la fabrication d'objets destinés au commerce général, affranchis, au moyen de l'entrepôt, du paiement de tous droits d'octroi.

ART. 13. Les combustibles et matières destinés au service de l'exploitation des chemins de fer, aux travaux des ateliers et à la construction de la voie seront affranchis de tous droits d'octroi. — En conséquence, les dispositions relatives à l'entrepôt à domicile des combustibles et matières premières employés, dans les établissements industriels, à la préparation et à la fabrication des objets destinés au commerce général sont applicables aux fers, bois, charbons, coke, graisses, huiles, et en général à tous les matériaux employés dans les conditions ci-dessus indiquées. — En dehors de ces conditions, tous les objets portés au tarif qui seront consommés dans les gares, salles d'attente et bureaux, seront soumis aux taxes locales.

ART. 14. L'abonnement annuel pourra être demandé pour les combustibles et matières admis à l'entrepôt aux termes des articles 8, 11, 12 et 13. — Les conditions de l'abonnement seront réglées de gré à gré entre le maire et le redevable.

ART. 15. Tout règlement d'octroi aujourd'hui en vigueur qui ne contiendrait pas des dispositions conformes à celles des articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, et 14 ci-dessus, cessera d'avoir son effet à l'expiration de la durée fixée pour cet octroi par le décret qui l'aurait autorisé.

ART. 16. Le présent décret n'est pas applicable à l'octroi de Paris.

2° Réciproquement, nul objet, même venant du dehors, ne doit payer la taxe s'il n'est destiné à la consommation des habitants du lieu sujet. (Loi du 28 avril 1816, art. 148.)

S'il en était autrement, si les objets qui ne font que traverser une commune pouvaient être soumis à un droit d'octroi, la législation moderne aurait renouvelé l'abus des douanes intérieures, qui, autrefois, arrêtaient les mouvements du commerce et pesaient sur la consommation. Ces objets sont donc exempts de toute taxe, ainsi que ceux récoltés ou fabriqués dans la commune, et qui doivent en être exportés ; mais la nécessité de garantir contre la fraude la caisse communale les a fait soumettre, selon les cas, aux formalités du *passe-debout*, du *transit* et de l'*entrepôt*, dont nous avons parlé au sujet des droits d'entrée. (Voir p. 119.)

C'est par application de la même règle que les matières destinées à la confection de la poudre dans les établissements de l'État sont exemptes des droits d'octroi, et que les approvisionnements du service de la marine, dans les ports, ainsi que les autres objets mentionnés aux articles 11, 12 et 13 du décret du 12 février 1870 (voir page 166). (Ord. 9 décembre 1814, art. 103 et 104 et décret du 12 février 1870.)

Mode de perception. — L'administration et la perception des octrois appartiennent aux maires, sous la surveillance du sous-préfet, du préfet et de la régie des contributions indirectes. (L. 8 décembre 1814, art. 121, et ord. 9 décembre 1814, art. 88.)

Il existe quatre modes de perception des droits d'octroi, entre lesquels le conseil municipal peut choisir. Ce sont : 1° la régie simple 2° la régie intéressée ; 3° le bail à ferme ;

4° l'abonnement avec la régie des contributions indirectes. (Loi du 28 avril 1816, art. 147.)

Dans le système de la régie simple, l'octroi est perçu aux risques de la commune et par ses préposés, sous l'administration immédiate du maire.

La régie intéressée consiste à traiter avec un adjudicataire pour la perception des droits, sous la condition de payer à la commune un prix fixe et une portion déterminée dans les produits excédant le prix principal et la somme allouée pour les frais. (Décret du 17 mai 1809, art. 104.)

La ferme est l'adjudication pure et simple des produits à percevoir moyennant un prix fixe, sans partage des bénéfices et sans allocation de frais. (*Ibid.*, art. 108.)

Les formes de l'adjudication, pour le bail à ferme et la régie intéressée, sont déterminées par les articles 110 et suivants du même décret.

Quant à l'abonnement avec la régie des contributions indirectes, c'est la perception par cette régie des produits de l'octroi, moyennant une somme déterminée pour les traitements des employés, tous les autres frais restant à la charge de la commune. (Ord. 9 décembre 1814, art. 94 et suiv.)

— Dans toutes les communes où les produits annuels de l'octroi s'élèvent à 20,000 fr. et au-dessus, il peut être établi un préposé en chef. Cet agent, dont la mission a pour but l'intérêt de la commune et celui de la surveillance imposée à l'État, est nommé par le préfet sur la présentation du maire. (L. 28 avril 1816, art. 155, et décret du 23 mars 1852, art. 5.) C'est à lui qu'est confiée la direction du service, si la perception est en régie simple ; si elle est affermée ou en régie intéressée, le préposé en chef est chargé de veiller à l'accomplissement des clauses de l'adjudication.

Les autres employés de l'octroi sont également nommés par le préfet, sur la présentation du maire, pour les octrois en régie simple (L. 28 avril 1816, art. 156), des adjudicataires s'il y a ferme ou régie intéressée (Instr. du ministre des finances du 25 septembre 1809), ou du directeur local des contributions indirectes, dans le cas de la perception par abonnement avec cette administration. Ils doivent être âgés de vingt et un ans au moins et prêter serment devant le tribunal civil. (Ord. 9 déc. 1814, art. 58.) Les employés de l'octroi sont tenus de percevoir les droits d'entrée au profit du Trésor (1). (Loi du 28 avril 1816, art. 154.)

— Dans le système de la régie simple et de l'abonnement avec l'administration des contributions indirectes, les recettes de l'octroi sont versées tous les cinq jours dans la caisse municipale, et même plus souvent dans les villes où les perceptions sont importantes (Ord. 9 déc. 1814, art. 67 et 97); dans le bail à ferme et la régie intéressée, le prix est payé de mois en mois et d'avance. (Décret du 17 mai 1809, art. 123.)

— Les principales règles relatives à la perception sont les suivantes :

Un poteau indiquant les limites de l'octroi doit être placé sur les routes qui conduisent dans le lieu sujet. Chaque bureau doit également être désigné au public par un tableau portant les mots : *Bureau d'octroi*, et porter, affichés à l'intérieur et à l'extérieur, les tarifs et règlements. (Ord. 9 déc. 1814, art. 26 et 27.)

La déclaration des objets soit aux bureaux d'entrée, soit au bureau central, s'il n'y a que ce seul bureau, le paiement, la consignation ou le cautionnement des droits, les

(1) Par contre, les employés des contributions indirectes suivent l'exercice des entrepositaires pour le compte de l'octroi. (Art. 91 de l'ord. du 9 décembre 1814.)

formalités relatives au passe-debout, au transit et à l'entrepôt ont lieu comme pour les droits d'entrée sur les boissons (Ord. du 9 déc. 1814, art. 37 et suivants.) Une seule différence est à signaler : dans les communes ayant un octroi, les voitures suspendues appartenant aux particuliers peuvent être visitées à la barrière, tandis que dans celles qui sont soumises seulement aux droits d'entrée, cette vérification est restreinte aux voitures publiques et aux voitures particulières non suspendues. (LL. 29 mars 1832, art. 7, et 24 mai 1834, art. 9).

Quant aux individus voyageant à pied ou à cheval et non porteurs de hottes, paniers, sacs et autres moyens de transport, ils ne peuvent être visités que devant le maire ou un officier de police. (L. 27 frimaire an VIII, art. 12 ; ord. 9 déc. 1814, art. 30 et 31.)

Dispositions pénales. — Toute contravention, en matière d'octroi, est punie d'une amende de 100 fr. à 200 fr., indépendamment de la confiscation des objets introduits en fraude, lesquels sont toujours saisis. Les voitures et autres moyens de transport sont également saisissables, à moins que le contrevenant ne consigne le maximum de l'amende ou ne donne caution solvable. (LL. des 29 mars 1832, art. 8, et 24 mai 1834, art. 9.)

Le produit des amendes et confiscations, déduction faite des frais, est attribué, moitié à la commune et moitié aux employés ou régisseurs, ou à l'adjudicataire. (Ord. 9 déc. 1814, art. 84.)

— Nous renvoyons, pour la procédure et la compétence en matière d'octrois, à la section quatrième du présent chapitre.

Octroi de Paris. — L'octroi de Paris est soumis à des

règles particulières. (Art. 155 de la loi du 28 avril 1816.) Il est aujourd'hui régi par l'ordonnance du 22 juillet 1831, d'après laquelle un directeur et trois régisseurs sont chargés de son administration, sous l'autorité immédiate du Préfet de la Seine et sous la surveillance du Directeur général des contributions indirectes.

Différence des droits d'octroi avec les droits d'entrée. — Nous terminons ce qui nous reste à dire des droits d'octroi en faisant ressortir très-succinctement les principales différences qui les séparent des droits d'entrée.

Les droits d'octroi sont perçus au profit des communes ; les droits d'entrée au profit de l'État.

Les premiers peuvent être établis dans toutes les communes dont les ressources sont insuffisantes, quel que soit le chiffre de la population ; les seconds sont perçus dans les communes de 4,000 âmes et au-dessus.

Les droits d'octroi peuvent porter sur tous les objets de consommation indiqués au tarif général ; les droits d'entrée ne frappent que les boissons.

Enfin, le tarif des droits d'octroi est délibéré par le conseil municipal et arrêté par un décret rendu en conseil d'État, tandis que celui des droits d'entrée est fixé par la loi.

D'autres différences existent encore entre ces deux espèces de droits : nous en avons indiqué une quant au mode de perception (voir p. 168) ; nous aurons à en signaler d'autres, en nous occupant, à la section quatrième, de la procédure et de la compétence relatives aux impôts de consommation.

SECTION III.

DROITS DE DOUANES.

Définition et caractère des droits de douanes. —

On appelle droits de douanes ceux qui sont établis à l'entrée et à la sortie du territoire sur certains objets de consommation. Ceux qui sont perçus à l'entrée se nomment *droits d'importation* ; ceux perçus à la sortie, *droits d'exportation*.

Les droits d'importation sont de deux natures : les uns atteignent, comme droits sur la consommation, un certain nombre de denrées qui n'ont pas de similaires dans le pays ou dont les similaires y sont imposés. Ce sont les droits sur les sucres, les cafés, les cacao, les alcools de canne ou de riz, etc.

Les droits d'importation de cette nature sont de beaucoup les plus productifs.

Les autres sont des droits de protection en faveur de l'industrie et de la main-d'œuvre françaises ; ils atteignent les tissus, les fers, les fils, et généralement les produits de l'industrie étrangère. Quelquefois même ces droits sont remplacés par une prohibition absolue à l'entrée des produits étrangers (1).

Quant aux droits d'exportation, ils frappent les matières premières nécessaires à l'industrie ou à l'alimentation intérieure ; ils sont aussi quelquefois remplacés par une prohibition absolue à la sortie.

(1) Le système de la prohibition tend à disparaître du régime douanier de la France, depuis le traité de commerce avec l'Angleterre, en date du 23 janvier 1860, qui a été suivi d'autres traités conçus dans le même esprit avec les autres puissances. On ne peut cependant pas dire que les prohibitions soient entièrement effacées de nos lois de douanes. Nous avons, par conséquent, dû faire connaître toutes les règles qui leur sont applicables.

Par contre, mais dans le même but de protection pour l'industrie nationale, la loi accorde des primes pour la sortie des produits fabriqués en France avec des matières premières venues de l'étranger; c'est un remboursement des droits perçus à l'entrée, qui a pour but d'assurer le profit de la main-d'œuvre aux regnicoles.

— Ainsi qu'on le voit, les droits de douanes sont établis autant dans un but économique que dans un intérêt fiscal; ils sont aussi, entre les mains du gouvernement, un instrument puissant de politique extérieure, mais c'est surtout par leurs résultats économiques qu'ils peuvent être utiles ou nuisibles à la prospérité d'un pays.

Sous ce rapport, deux systèmes sont en présence : celui de la prohibition et celui du libre échange.

Nous devons dire ici en quoi ils consistent, sans chercher à les apprécier, pour le moment, car cet objet rentre spécialement dans la partie économique de notre travail.

Le système prohibitif défend l'entrée des objets que les étrangers produisent à meilleur marché que l'industrie nationale. Il repose sur cette idée, qu'un peuple doit développer chez lui les industries qui *peuvent y vivre*, afin d'avoir le moins possible à demander aux autres peuples et de suffire à ses besoins. Ce système se transforme peu à peu, avec le progrès des industries qu'il crée, en un régime simplement protecteur qui remplace les prohibitions par des droits d'importation.

Le système du libre échange a pour formule ces mots de Quesnay : « *Laissez faire, laissez passer.* » Il est fondé sur ce double principe : — Que chaque nation, comme chaque individu, ne doit appliquer son travail qu'à ce qu'elle peut faire à meilleur marché que les autres, afin d'éviter une déperdition de forces et de capitaux ; — et qu'on ne doit apporter aucune entrave aux échanges, afin que chaque

chose, se produisant là où on l'obtient à moins de peine et à moins de frais, puisse se donner partout au prix le moins élevé.

Notre régime douanier basé sur le principe de la protection, avant 1860, a incliné, depuis cette époque, vers le libre échange, par la suppression presque complète des prohibitions et la réduction des droits.

Historique des taxes correspondantes avant 1789.

— Les droits de douanes existaient chez les peuples anciens ; on les retrouve à Athènes ainsi qu'à Rome, où ils étaient désignés sous le nom de *portoria*, mais ils avaient un but uniquement fiscal : cependant une pensée économique parait seule avoir dicté les prohibitions qui frappaient la sortie de certains objets, tels que le blé, l'or, etc.

Établis dans les Gaules par les Romains, ils y furent maintenus par les rois des deux premières races, avec le même caractère, sous le nom de *tonlieu* ; mais l'avènement du système féodal modifia leur destination. Au lieu d'être perçus seulement à l'entrée du royaume au profit du roi, ils le furent à l'entrée de chaque seigneurie au profit du seigneur ; ils étaient censés le prix de la protection féodale s'exerçant sur les marchands. N'étaient-ils pas plutôt une rançon ?

Avec le rétablissement de l'autorité royale, ils redevinrent une branche de revenus exclusivement réservés au roi ; mais certaines provinces qui, sous l'influence du régime féodal, avaient eu avec l'étranger plus de rapports commerciaux qu'avec le centre de la France, préférèrent conserver la liberté des échanges avec les pays voisins plutôt qu'avec leur propre pays, et l'on vit des lignes de douanes intérieures séparer ces provinces réputées étrangères du reste du royaume.

C'est ainsi que la Bretagne, la Guienne, le Languedoc, la Bourgogne, le Dauphiné, la Provence, étaient des provinces étrangères sous le rapport des droits de douanes ou *traites*, ainsi qu'on les appelait alors (1).

Il faut ajouter que la plus grande confusion, le plus grand arbitraire, régnaient dans la perception de ces taxes, et que l'uniformité ni de tarif ni de perception n'existait nulle part.

L'édit de septembre 1664, rendu sous l'administration de Colbert, essaya de remédier au mal ; il réduisait en un seul droit d'entrée et de sortie, à percevoir à l'entrée ou à la sortie aux plus prochains bureaux, tous les anciens droits établis dans les provinces, et les soumettait à un tarif uniforme.

Cet édit et celui de 1667 sont, en outre, remarquables par la pensée économique et le caractère protecteur de leurs tarifs.

Malgré les réformes prescrites par l'édit de 1664, le même état de choses subsistait, au moins en partie, en 1789, car un des considérants du décret du 5 novembre 1790, qui supprima les droits de *traites*, est ainsi conçu :

« Considérant que le commerce est maintenant gêné par
« des entraves sans nombre, que les droits de *traites* existant
« sous diverses dénominations et établis sur les limites qui
« séparaient les anciennes provinces du royaume sans au-
« cune proportion avec leurs facultés, sans égard à leurs
« besoins, fatiguent par les modes de leur perception,
« autant que par leur rigueur même, non-seulement les
« spéculations commerciales, mais encore la liberté indivi-
« duelle ; qu'ils rendent différentes parties de l'État étran-
« gères les unes aux autres, qu'ils resserrent la consumma-

(1) Forbonnais, *Recherches et considérations sur les finances de France*, t. I, p. 356.

« tion et nuisent par là à la reproduction et à l'accroissement des richesses nationales..... »

L'Assemblée constituante prononça, en conséquence, l'abolition de tous les droits de traites et les remplaça par un tarif unique et uniforme, applicable seulement à l'entrée et à la sortie du royaume. Ce tarif, décrété le 15 mars 1791, fut mis en vigueur le 15 avril suivant. Bientôt après parut la loi des 6-22 août 1791, qui est encore, malgré les nombreuses modifications qu'elle a subies, la base de la législation sur cette matière.

§ I. — RÈGLES RELATIVES A L'ASSIETTE DES DROITS DE DOUANE.

Division de ces droits. — Les droits de douane, ainsi que nous l'avons dit plus haut en indiquant leur caractère général, se divisent en droits d'importation et droits d'exportation, et ils sont quelquefois remplacés par une prohibition absolue à l'entrée ou à la sortie, ou par des primes à la sortie. Ils comprennent aussi les droits sur la navigation maritime, tels que droits de tonnage, de francisation, etc.

Les prohibitions à l'entrée ont pour but de repousser certains produits dont l'État s'est réservé le monopole, ou d'autres produits dont on considère l'introduction comme nuisible au développement de l'industrie nationale. L'effet des traités de commerce conclus depuis 1860 a été de supprimer presque entièrement celles de cette dernière catégorie.

Les droits d'importation ont pour objet de soumettre certains produits à un droit protecteur qui sert de prime aux

fabriques françaises, ou de percevoir des taxes de consommation sur certains objets dont on n'entend ni défendre ni restreindre la vente.

Les prohibitions à la sortie s'appliquaient à des produits dont la conservation à l'intérieur de la France était considérée comme indispensable à l'alimentation ou à l'industrie; ces prohibitions étaient en fort petit nombre. La loi du 16 mai 1863 (art. 2) les a supprimées et n'a maintenu que celles concernant les contrefaçons en librairie et les munitions de guerre.

Les droits d'exportation sont commandés dans l'esprit de la législation par les mêmes nécessités, mais moins impérieuses, puisque la sortie est permise moyennant un droit.

Les primes à la sortie sont des restitutions de droits accordées sur des matières premières, venues de l'étranger et réexportées après avoir été soumises à la main-d'œuvre française, ou sur des produits dans lesquels est entré le sel indigène soumis à des droits spéciaux.

Enfin, il existait, sous le nom de droit de balance, sur les marchandises non tarifées, un droit qui était, à l'entrée, de 15 centimes par 100 francs de la valeur, ou de 50 centimes par 100 kilogrammes, et, à la sortie, de 25 centimes par 100 kilogrammes. Ce droit, qui avait pour but unique de servir à constater le mouvement des importations et des exportations, a été supprimé.

A l'entrée, les marchandises non spécialement tarifées suivent, par assimilation, le régime du produit tarifé avec lequel elles présentent le plus d'analogie; à la sortie, les marchandises non spécialement tarifées sont affranchies de tout droit.

En outre, un décime par franc, appelé décime de guerre, est perçu sur tous les droits de douane et de navigation, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 6 prairial an VII, et un

second décime a été ajouté par celle du 14 juillet 1855, article 5, pour être perçu jusqu'au 1^{er} janvier 1858. Depuis cette époque, il a été maintenu par toutes les lois annuelles des finances.

Quant aux droits de navigation maritime, les uns sont établis dans un intérêt de police ; les autres sont considérés comme le prix d'un service rendu, et étaient dans l'origine spécialement affectés à l'entretien des ports.

Ces droits sont les suivants :

Droit de francisation,

Droit de tonnage,

Droit d'expédition,

Droit de congé,

Droit de passe-port,

Droit d'acquit, permis et certificat.

Tarif. — Nous ne pouvons donner le tarif des droits de douane; ce travail serait trop long, et, d'ailleurs, il ne serait pas longtemps exact, parce que ces droits sont souvent modifiés ; c'est la partie du tarif fiscal la plus sujette à des variations.

Nous devons donc nous borner à indiquer les règles générales de la formation du tarif et de son application.

Règles générales de la formation du tarif. — En principe, les droits de douane ne peuvent, comme tous les impôts, être établis que par la loi; mais, l'empereur ayant le droit de faire les traités de commerce (art. 6 de la constitution de 1852), l'article 3 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 avait décidé que les modifications de tarif stipulées dans ces traités auraient force de loi et n'auraient pas besoin, par conséquent, d'être soumises au Corps législatif. — Cet état de choses a duré jusqu'au 8 septembre 1869, épo-

que à laquelle le sénatus-consulte, qui a modifié la constitution de l'empire dans le sens du régime parlementaire, avait établi que les changements apportés à l'avenir à des tarifs de douanes par des traités internationaux ne seraient obligatoires qu'en vertu d'une loi.

En outre, des décrets peuvent provisoirement, et en cas d'urgence :

1° Prohiber l'entrée des marchandises étrangères ou augmenter les droits d'importation (1), mais non permettre l'entrée ou abaisser les droits, si ce n'est dans le cas suivant ;

2° Diminuer les droits d'entrée sur les matières premières nécessaires aux manufactures ;

3° Permettre ou suspendre l'exportation des produits du sol, à l'exception des grains et farines (loi du 15 juin 1864, art. 4), et de ceux de l'industrie nationale, ainsi que déterminer les droits auxquels ils sont assujettis ;

4° Limiter à certains bureaux l'importation ou l'exportation de certaines marchandises.

Ces décrets doivent être convertis en projets de lois pour être présentés aux Chambres, avant la fin de leur session, si elles sont assemblées, et à la session prochaine, si elles ne le sont pas. (Loi du 17 décembre 1814, art. 34.)

Enfin, divers articles de lois ont chargé le Pouvoir exécutif de régler certains points d'exécution et d'administration par des décrets, qui sont parfaits par eux-mêmes, sans la ratification ultérieure du Pouvoir législatif.

Règles générales de l'application du tarif. —

(1) L'article 2 de la loi du 3 juillet 1840 a restreint cette délégation : il dispose que le tarif des droits établis à l'importation des sucres des colonies françaises ne pourra être modifié que par une loi.

Quant à son application, les deux principaux caractères du tarif sont qu'il est général et uniforme.

Il est *général*, c'est-à-dire qu'il s'applique à toutes les marchandises de même nature qui passent la frontière, sans distinction ni de personne ni d'origine.

Il est *uniforme*, c'est-à-dire qu'il est le même pour tous les points du territoire, et que les mêmes marchandises payent les mêmes droits par quelque point de la frontière qu'elles entrent.

Ces principes sont posés par les lois des 6-22 août 1791, titre I^{er}, art. 1^{er}, et 4 germinal an II, titre I^{er}, art. 3.

Cependant il existe des exceptions autorisées par ces articles mêmes.

Exceptions : Les ambassadeurs des puissances étrangères et tous les agents diplomatiques, directement accrédités auprès de la personne du chef de l'État, jouissent de la franchise pour tous les objets destinés à leur usage personnel, suivant certaines conditions qui leur sont imposées.

Il en est de même des courriers de cabinet pour leurs dépêches ; celles-ci sont affranchies de toute visite, mais elles sont soumises aussi à certaines précautions.

Ces exceptions, qui avaient le caractère d'un privilège diplomatique, ont été étendues par l'article 25 de la loi du 16 mai 1863 à toute personne, française ou étrangère, entrant en France, avec les objets ci-après, *en tant qu'ils sont en cours d'usage :*

Habillements, linge de lit, de table et de corps, livres de bibliothèques particulières, vieilles porcelaines, pianos, outils, instruments d'arts libéraux ou mécaniques, matériels agricoles ou industriels, à l'exclusion des machines et mécaniques, trousseaux de mariage et ceux des élèves envoyés ou résidant en France, enfin les meubles et les divers arti-

cles que le tarif général considère comme composant un mobilier.

Une autre exception fort importante consiste dans l'admission temporaire en franchise, à charge de réexportation, des produits étrangers destinés à être fabriqués ou à recevoir en France un complément de main-d'œuvre. La loi du 5 juillet 1836, art. 5, dispose que les admissions temporaires peuvent être autorisées par décrets et punit d'une amende égale au quadruple des droits la non-réexportation des objets ayant joui du bénéfice de l'admission temporaire.

La règle de l'uniformité a longtemps aussi reçu une exception, en ce qui touchait les marchandises transportées par navires étrangers ; elles étaient, sauf disposition contraire, inscrite dans la loi ou le décret de tarification, assujetties à une surtaxe (loi du 28 avril 1816, art. 7), à moins qu'il ne fût justifié qu'il n'avait point été possible de les transporter par navires français. Cette exception avait pour but de favoriser le développement de la marine française. Mais cette surtaxe dite *surtaxe de pavillon* a été supprimée par la loi du 19 mai 1866 (V. plus bas, page 229). Le même motif a fait accorder des modérations de droits à certaines marchandises, lorsqu'elles sont importées en droiture par navires français des colonies et de tous autres pays hors d'Europe. (Loi du 6 mai 1844, art. 1.)

De plus, il existe quelques régimes spéciaux autorisés par les lois. Ainsi, la ville de Marseille jouit d'avantages qui lui ont été concédés par l'ordonnance royale du 10 septembre 1817, et les colonies françaises, ainsi que la Corse, sont placées sous un régime exceptionnel, dont les dispositions sont ou générales, ou spéciales à chaque colonie.

En outre, des différences de droits pour des marchandises de même nature, mais provenant d'origine différente, résultent des traités de commerce passés avec les nations étran-

gères. On comprend que la réciprocité du traitement entre nations contractantes ou la nécessité de représailles doivent faire fléchir le principe de l'uniformité du tarif. Cette cause d'exception au tarif général est devenue très-fréquente et très-étendue par suite de la conclusion des nombreux traités de commerce qui ont modifié depuis 1860 notre régime douanier (1).

Enfin toutes les marchandises ne peuvent pas entrer ou sortir par tous les bureaux.

(1) Voici la liste de ces traités avec leurs dates, et celles des décrets qui les ont publiés :

1^o Traité avec l'Angleterre, du 23 janvier 1860, publié par décret du 10 mars 1860 ;

1^{re} Convention annexe avec l'Angleterre, du 12 octobre 1860, publiée par décret du 26 octobre 1860 ;

2^o Convention annexe avec l'Angleterre, du 16 novembre 1860, publiée par décret du 30 novembre 1860 ;

2^o Traité avec la Belgique, du 1^{er} mai 1861, publié par décret du 27 mai 1861 ;

3^o Traité avec la Prusse et le Zollverein, du 2 août 1862, publié par décret du 10 mai 1865 ;

4^o Traité avec l'Italie, du 17 janvier 1863, publié par décret du 20 janvier 1864 ;

5^o Traité avec la Suisse, du 30 juin 1864, publié par décret du 28 novembre 1864 ;

6^o Traité avec la Suède et la Norvège, du 14 février 1865, publié par décret du 25 mars 1865 ;

7^o Traité avec les villes de Brême, Hambourg et Lubeck, du 4 mars 1865, publié par décret du 3 juin 1865 ;

8^o Traité avec le grand-duché de Mecklembourg-Schwerin, du 9 juin 1865, publié par décret du 24 juin 1865 ;

9^o Traité avec l'Espagne, du 18 juin 1865, publié par décret du 26 juillet 1865 ;

10^o Traité avec l'Autriche, du 11 décembre 1866, publié par décret du 19 décembre 1866 ;

11^o Traité avec le Japon, du 25 juin 1866, publié par décret du 27 octobre 1866 ;

12^o Traité avec les Pays-Bas, du 7 juillet 1865, publié par décret du 15 août 1865 ;

13^o Traité avec le Portugal, du 11 juillet 1866, publié par décret du 27 juillet 1867 ;

14^o Traité avec les États Pontificaux, du 29 juillet 1867, publié par décret du 5 octobre 1867.

Il y a peu de temps encore, il en était qui ne pouvaient être importées que par mer. Elles étaient désignées par l'article 22 de la loi du 28 avril 1816.

Cette mesure avait pour but de favoriser notre marine : les navires étrangers étant frappés d'une surtaxe, cette surtaxe aurait pu être évitée, si l'on avait reçu par frontières de terre des marchandises qu'un navire étranger aurait jetées dans un port voisin. Mais on est arrivé au même résultat par une autre voie plus libérale : ces marchandises peuvent actuellement être importées par terre ; seulement elles sont passibles des droits afférents aux importations effectuées par mer sous pavillon étranger. (L. 16 mai 1863, art. 22.) Du reste, les surtaxes de pavillon ont été supprimées, postérieurement à cette loi, ainsi que nous l'avons vu plus haut.

D'autres ne peuvent entrer que par certains ports ou par certains bureaux de la frontière de terre. Cette restriction est commandée par des motifs de service : elle a uniquement pour but de concentrer, sur certains points, les importations qui peuvent le plus facilement donner lieu à des difficultés ou à la fraude. Elle n'existe, pour les exportations, qu'en ce qui touche les objets susceptibles de primes, et les marchandises omises au tarif.

Facilités accordées au commerce : entrepôt, transit, emprunt du territoire étranger, cabotage. — Il existe un troisième principe non moins important en matière de douanes, c'est que les droits ne sont applicables qu'aux objets qui, venant de l'étranger, doivent être consommés en France, ou qui, sortant de France, ne doivent pas y rentrer.

Il est évident, en effet, que si les marchandises qui ne font que traverser le territoire français ou qui doivent seu-

lement y séjourner, ainsi que celles qui, sortant de France, sont destinées à y rentrer, étaient soumises aux droits, on aurait, d'une part, manqué le but de la loi, qui est de frapper, non la circulation, mais la consommation, soit française, soit étrangère, des objets tarifés, — et, d'autre part, on aurait porté une entrave des plus nuisibles au mouvement et aux spéculations commerciales.

De là, la faculté accordée au commerce :

1° De faire entrer en France, sans payer les droits, et en les garantissant seulement, les marchandises qui doivent être réexportées. Ces marchandises sont placées dans des magasins appelés *entrepôts*, sous la double clef de la régie et du commerce, et quelquefois confiées aux commerçants eux-mêmes, sous la condition de payer les droits à la sortie de ces magasins, si on les destine à la consommation intérieure, ou de justifier de leur réexportation.

L'ensemble des règles relatives à cette faculté accordée au commerce constitue ce qu'on appelle le régime de l'*entrepôt*. (Loi du 8 floréal an XI, art. 23.)

2° De traverser, en franchise, le territoire français, sous la condition de garantir le paiement des droits et de justifier de la sortie. C'est ce qui s'appelle le *transit*. (Loi du 9 février 1832, art. 1^{er}.)

3° De transporter des marchandises, en franchise, d'un port français dans un autre port français, au moyen de l'accomplissement de certaines obligations. C'est ce que l'on nomme le *cabotage*. (Loi du 22 août 1791, titre III, art. 1^{er}.)

4° Enfin, de transporter d'un point du territoire français sur un autre point du territoire français, en traversant un pays étranger, les récoltes et marchandises qui ne peuvent suivre un autre chemin. Cette faculté est également soumise à certaines conditions de nature à empêcher la fraude, et

elle s'appelle *l'emprunt du territoire étranger*. (Loi du 22 août 1791, titre III, art. 1^{er}.)

Tel est l'ensemble des règles relatives à l'assiette des droits de douane. Chacune d'elles est l'objet de nombreuses dispositions de détail que nous allons indiquer en nous occupant du mode de perception de ces droits.

§ II. — MODE DE PERCEPTION DES DROITS DE DOUANE.

Rayon-frontière. — La perception des droits de douane exige un système de surveillance et de police qui doit s'étendre, pour être efficace, à une certaine distance des frontières, car, autrement, il suffirait à la fraude d'avoir franchi la ligne séparative des deux territoires français et étranger, pour être à l'abri de toutes recherches et de toute punition.

La zone soumise à cette surveillance et à cette police s'appelle le rayon-frontière. Ce rayon est, sur les frontières de terre, de deux myriamètres, et même, si les besoins du service l'exigent, de deux myriamètres et demi, à partir de la ligne séparative du territoire étranger. (Lois du 8 floréal an XI, art. 84, et du 27 avril 1816, art. 36.)

Sur les côtes, et le long des fleuves, des rivières et des canaux conduisant de la mer à un port de l'intérieur jusqu'au dernier bureau, le rayon n'est que d'un myriamètre (loi du 8 floréal an XI, art. 85); mais une distance de quatre lieues en mer est, en outre, soumise à la surveillance des préposés des douanes. (Loi du 4 germinal an II, titre II, art. 3 et 7.)

— Sur les frontières de terre, il y a deux lignes de bu-

reaux : l'une, sur la ligne extérieure du rayon où doivent être déclarées toutes les marchandises venant de l'étranger ; l'autre, sur la ligne intérieure, pour celles venant de l'intérieur. Sur les frontières maritimes, les mêmes bureaux sont, à la fois, bureaux d'entrée et bureaux de sortie. (Loi du 22 août 1791, titre I, art. 2.)

Une inscription doit toujours indiquer au public le bureau de douane ; autrement, la marchandise qui le dépasserait ne serait pas en contravention. Chaque bureau doit, en outre, être pourvu des tarifs et des lois de douane, pour être communiqués à ceux qui voudraient en prendre connaissance. (Loi du 22 août 1791, tit. xiii, art. 3.)

Outre les bureaux des frontières, il en a été établi dans certaines villes de l'intérieur pour la commodité du commerce. Les marchandises expédiées sur ou par ces bureaux voyagent sous le plomb de la douane.

— Voyons maintenant quelles sont les mesures *préventives* auxquelles sont soumises la circulation et l'industrie dans l'étendue du rayon. Nous indiquerons plus loin celles relatives à la recherche et à la répression de la fraude.

Ces mesures consistent d'abord dans certaines formalités imposées à la circulation.

Formalités relatives à la circulation dans le rayon, — sur les frontières de terre. — Aucune marchandise ne peut être transportée entre les deux lignes de douane, à quelque distance de la frontière ou en quelque sens que ce soit, sans être accompagnée d'une expédition, sous peine de saisie et de confiscation et d'une amende de 100 francs. (Arrêté du 22 thermidor an X, art. 7, et loi du 22 août 1791, titre III, art. 15 et 16.)

Cette expédition est un acquit de paiement, lorsque les droits ont été payés ; — un acquit-à-caution, lorsqu'ils sont

consignés ou garantis, comme en cas d'entrepôt ou de transit, — et un passavant lorsque les objets transportés en sont exempts.

Elle indique le lieu du départ, celui de la destination, les qualités, quantités, poids, nombre et mesure des marchandises ; elle fixe le temps nécessaire pour le transport, la route à parcourir, la date du jour où elle est délivrée, et elle porte l'obligation de la représenter, ainsi que les marchandises, à toute réquisition des employés des douanes. (Arrêté du 22 thermidor an X, art. 6.)

Ainsi, toute marchandise non accompagnée d'une expédition est censée circuler en fraude. Celles mêmes situées dans le rayon ne peuvent, en règle générale, être mises en mouvement, avant que l'expédition ait été préalablement prise au bureau. (Loi du 22 août 1791, titre III, art. 15 et 16.)

Les déclarations faites à la douane afin d'obtenir des passavants pour ces dernières marchandises doivent indiquer, outre leur espèce, leur quantité et leur qualité, la maison où elles sont déposées. (Arrêté du 9 ventôse an VI, art. 2.)

Cependant certains objets situés dans le rayon peuvent y être mis en mouvement sans expédition, pourvu qu'ils soient dirigés immédiatement vers le bureau le plus voisin où un passavant leur est délivré.

L'exemption complète du passavant est même accordée :

1° A ceux qui se rendent, les jours de foire et de marchés, dans les villes où ces foires et ces marchés se tiennent, avec les denrées, comestibles et productions rurales ci-après :

Poissons, pain, vins, cidre ou poiré, bière, viande fraîche ou salée, volaille, gibier, fruits, légumes, laitage, beurre et tous les objets de jardinage ;

2° Aux consommateurs qui, pour leur usage, ont acheté

dans le rayon des frontières, et transportent de jour à leur domicile, les jours de foire et marché, les coupons d'étoffes et autres objets de consommation qui n'excèdent pas cinq mètres en étoffe de laine, huit mètres en étoffe de soie et en toile de coton ou autres, et trois kilog. de sucre ou de café. (Arrêté du 22 thermidor an X, art. 5 et 9.)

Circulation dans le rayon sur les côtes. — Les règles précédentes sont applicables à la circulation dans le rayon sur les frontières de terre. La loi est moins sévère dans le rayon des côtes. Pendant le jour, les marchandises peuvent circuler dans ce rayon sans expédition de la régie ; — même pendant la nuit, il n'y a de prohibé que la circulation des tissus, des fils de coton, des poissons salés, des tabacs et des denrées coloniales, sous peine de confiscation et de 500 fr. d'amende. (Loi du 8 floréal an XI, art. 85.)

Restrictions imposées à l'industrie. — Après les formalités imposées à la circulation, viennent les restrictions apportées à l'exercice de l'industrie.

Les principales sont les suivantes ; elles ne s'appliquent qu'aux frontières de terre :

Il est défendu de former, dans les communes qui n'ont pas 2,000 âmes de population agglomérée, aucun magasin ou dépôt de marchandises manufacturées, ou d'autres marchandises dont la sortie est prohibée ou frappée de droits, et de celles qui payent à l'entrée un droit de plus de 20 fr. par 100 kilogr., sous peine de confiscation et de 100 fr. d'amende. (Loi du 22 août 1791, tit. XIII, art. 37, 38 et 39.)

Les marchands, dans ces communes, sont obligés de faire inscrire au compte ouvert tenu pour chacun d'eux par le bureau des douanes les marchandises qu'ils ont en boutique. (Arrêté du 22 thermidor an X, art. 1.)

Enfin, les moulins, usines, fabriques ou manufactures, ne peuvent être établis hors des villes sans des autorisations spéciales, et leur déplacement peut être ordonné, s'il est constaté par un jugement qu'ils ont favorisé la contrebande. Les moulins à eau et à vent situés à deux kilomètres et demi de la frontière, peuvent même être frappés d'interdiction par mesure administrative, sur un procès-verbal constatant qu'ils servent à la contrebande des grains et farines. (Loi du 22 août 1791, titre xiii, art. 41 ; décret du 10 brumaire an XIV, art. 1, 2 et 3 ; loi du 30 avril 1806, art. 75, 76 et 77 ; loi du 21 ventôse an XI, art. 1 et 2.)

Règles générales communes aux importations et aux exportations. — Ces règles concernent les déclarations qui doivent être faites à la douane et les vérifications des employés.

— Toute marchandise, entrant ou sortant, par terre ou par mer, doit être déclarée au premier bureau de douane. (Loi du 22 août 1791, titre II, art. 5.) L'exemption des droits ne dispense pas de cette déclaration. Les objets exempts y sont soumis, sous peine de 100 fr. d'amende à défaut de déclaration ou au cas de fausse déclaration. (Loi du 16 mai 1863, art. 19.)

Cette déclaration est transcrite sur un registre par un préposé de la régie et signée du capitaine ou conducteur. (Loi du 22 août 1791, titre II, art. 8.)

Elle doit énoncer la qualité, le poids, la mesure ou le nombre des marchandises qui doivent les droits au poids, à la mesure ou au nombre, et la valeur lorsque les droits sont perçus suivant la valeur ; le lieu du chargement, celui de la destination ; et dans les ports, le nom du navire et celui du capitaine ; enfin, les marques et numéros des ballots, caisses, tonneaux et futailles. (*Ibid.*, art. 9.)

Elle ne peut être modifiée, sous quelque prétexte que ce soit, si ce n'est dans le jour, avant la visite, et pour des erreurs portant sur le poids, le nombre, la mesure ou la valeur, mais en représentant les balles, caisses ou tonneaux en mêmes nombre, marques et numéros que ceux primitivement énoncés, ainsi que les mêmes espèces de marchandises. (*Ibid.*, art. 12.)

Si cette déclaration en détail ne peut être faite immédiatement, les capitaines ou conducteurs doivent indiquer le nombre des ballots, leurs marques et numéros (*ibid.*, art. 10), et les marchandises sont retenues dans les magasins de la douane, moyennant un droit de 1 p. 0/0. Si la déclaration en détail n'est pas faite dans les deux mois, les marchandises sont vendues au profit du Trésor, à la charge de réexporter celles qui sont prohibées. Cette disposition n'est applicable qu'aux importations. (Loi du 4 germinal an II, titre II, art. 9.)

— La déclaration faite, les marchandises sont visitées, pesées, mesurées ou nombrées, si les préposés des douanes l'exigent, avant le paiement des droits. (Loi du 22 août 1791, titre II, art. 14.)

Les frais de cette visite sont à la charge des propriétaires. Elle ne peut être faite en dehors de leur présence ou de celle de leurs facteurs, capitaines ou conducteurs ; en cas de refus de leur part d'y assister, les marchandises restent en dépôt, aux mêmes conditions que celles dont la déclaration détaillée n'a pas été faite. (*Ibid.*, art. 15 et 16.)

Les droits sont perçus d'après la déclaration ou d'après les résultats de la vérification, lorsqu'elle a lieu.

Dans ce cas, s'il y a déficit sur le poids, le nombre ou la mesure des marchandises, les droits ne sont acquittés que sur les quantités constatées, et, s'il y a un excédant de plus d'un vingtième pour les métaux ou d'un dixième pour les

autres marchandises, cet excédant paye le double droit. (*Ibid.*, art. 17 et 18.)

Pour les marchandises sujettes à coulage, la déclaration du poids et de la mesure n'est pas exigée; la perception des droits est faite sur la contenance et sur le poids effectifs. (*Ibid.*, art. 19.)

Tout excédant, quant au nombre de balles, ballots, caisses, tonneaux et futailles déclarés, est saisi, et la confiscation en est prononcée avec une amende de 100 fr. (*Ibid.*, art. 20.)

Dans le cas, au contraire, où les balles, ballots, caisses et futailles se trouveraient en moindre nombre que celui porté à la déclaration, ceux qui l'ont faite, ainsi que les capitaines et voituriers, sont passibles solidairement d'une amende de 300 fr. pour chaque caisse ou ballot manquant, à moins que le déficit ne provienne d'un cas de force majeure légalement constaté. Les marchandises et les moyens de transport sont retenus pour sûreté de l'amende. (*Ibid.*, art. 22.)

Quand la taxe est perçue sur le poids, elle l'est tantôt sur le poids brut, tantôt sur le poids net. Dans le premier cas, les marchandises sont pesées avec leurs tonneaux et enveloppes; dans le second cas, on déduit l'emballage. Cette déduction est ce qu'on nomme la *tare*. La tare est légale ou réelle : légale, quand elle est fixée à forfait par les règlements; réelle, quand on sépare, pour les peser effectivement, la marchandise et l'emballage.

Tous les objets tarifés à plus de 10 fr. par 100 kilog. acquittent les droits suivant le poids net. (Décret du 16 janvier 1861 et loi du 16 mai 1863, art. 24.)

Les négociants ont la faculté de s'en tenir à la tare légale, ou d'invoquer la tare réelle, mais alors ils doivent énoncer dans la déclaration le poids net effectif. (Loi du 27 mars 1817, art. 7.)

— L'inexactitude de la déclaration sur le nombre, le poids ou la mesure, est facile à constater; il n'en est pas de même de celle qui porte sur l'origine, l'espèce, la qualité ou la valeur. Sous ce rapport, certaines règles ont été adoptées dans le but de donner des garanties au commerce et à l'administration.

Si c'est sur l'origine, l'espèce ou la qualité, que les doutes s'élèvent, la question est soumise à trois commissaires experts institués près du ministère du commerce, et auxquels sont adjoints, pour chaque affaire, deux négociants ou fabricants avec voix consultative. (Loi du 27 février 1822, art. 19.)

La fausseté de la déclaration sur la qualité ou l'espèce des marchandises donne lieu à une amende de 100 fr., et, en outre, à la confiscation, si le droit auquel on a voulu se soustraire s'élève à 12 fr. Si le droit est inférieur à 12 fr., les marchandises sont seulement retenues pour sûreté de l'amende, qui n'est jamais prononcée en cas de vol ou de substitution juridiquement prouvés. (*Ibid.*, art. 21.)

Si la difficulté a pour objet la valeur déclarée, la marche est différente : la marchandise peut être retenue moyennant le payement du prix et d'un dixième en sus. C'est ce qui s'appelle la préemption.

D'après la loi du 4 floréal an IV, la préemption s'exerçait au profit des employés, mais depuis un arrêté du 10 juin 1848, elle ne s'exerce plus qu'au profit de la régie.

Il y a, d'ailleurs, des marchandises qui n'y sont pas sujettes. Ce sont :

1° Les objets qui, aux termes de la loi, doivent être taxés par le comité consultatif des arts et manufactures ;

2° Les marchandises qui ne payent qu'un quart pour cent de leur valeur. Si, dans ce dernier cas, toute la valeur n'a

pas été déclarée, elle est portée d'office à ce qu'elle doit être. (Arrêté ministériel du 25 juin 1827.)

Les marchandises prohibées à l'entrée ou à la sortie, qui sont déclarées sous leur propre dénomination, ne sont pas saisies ; la douane se borne à en arrêter le passage. (Loi du 22 août 1791, titre V, art. 4.)

Règles spéciales aux importations. — Indépendamment des règles générales que nous venons d'exposer et qui sont applicables aux importations et aux exportations par terre et par mer, il en est de spéciales à l'entrée et à la sortie des marchandises par l'une et l'autre voie.

Importations par mer. — Les règles spéciales aux importations par mer concernent les restrictions de tonnage et d'entrée, les manifestes, les rapports de mer, le débarquement et les réductions de droits pour cause d'avarie.

— Ainsi que nous l'avons dit plus haut (voir page 184), certaines marchandises tarifées ne peuvent entrer que par certains ports, dans un intérêt de police et de surveillance ; mais, dans un autre intérêt, celui du commerce, certains ports sont ouverts même aux marchandises prohibées, bien entendu à charge de réexportation.

On conçoit, en effet, que si l'on avait fermé tous les ports français à tout navire ayant à bord des marchandises prohibées à côté de marchandises dont l'introduction est permise, on aurait gêné d'une manière grave les opérations commerciales ; mais on comprend aussi qu'on ait limité le nombre des ports où ces marchandises peuvent entrer. Certains ports seulement sont donc ouverts aux marchandises prohibées et à certains objets tarifés.

En outre, la loi a voulu, afin de rendre la fraude plus difficile, que les marchandises prohibées et certains objets

tarifés ne pussent entrer dans les ports qui leur sont ouverts par des navires de moins de 40 tonneaux.

Les capitaines des bâtiments au-dessous de cette force qui aborderaient avec ces objets, hors le cas de relâche forcée, seraient passibles, suivant l'espèce des marchandises, d'une amende de 500 ou de 1,000 francs, pour sûreté de laquelle le bâtiment et la cargaison peuvent être retenus. (Lois des 9 février 1832, art. 22 et 23, et 5 juillet 1836, art. 3 et 7.)

Cependant les ports *non ouverts aux marchandises prohibées* ne leur sont pas absolument fermés.

La loi admet d'abord la relâche forcée *dans tous les ports*, lorsqu'elle est valablement établie; mais, de plus, elle admet l'importation accidentelle des marchandises prohibées *dans les ports qui ne leur sont pas ouverts*, sous certaines conditions. Voici les règles relatives à ces deux espèces de relâche.

En cas de relâche forcée, le capitaine doit faire un rapport à la douane, dans un délai de vingt-quatre heures; sur ce rapport, la douane permet la décharge du bâtiment et la vente des objets de nature périssable ou qu'il est nécessaire de vendre pour payer les frais de radoub, en se conformant toutefois aux lois et tarifs; — le surplus est placé dans ses magasins, jusqu'à ce que le navire soit radoubé, ou transbordé sur un autre bâtiment au choix du capitaine. (Loi du 22 août 1791, titre VI, art. 1 et 2, et du 4 germinal an II, titre II, art. 6.)

Quant aux importations accidentelles de marchandises prohibées dans les ports qui ne leur sont point ouverts, elles sont assujetties aux règles suivantes:

D'abord, elles ne sont admises que dans les ports d'entrepôt réel. Dans les ports où cet entrepôt n'existe pas, le navire porteur de marchandises prohibées, quels que

soient son tonnage et la quantité de ces marchandises, est immédiatement obligé de reprendre la mer.

Dans les ports d'entrepôt réel, il en est de même, si les marchandises prohibées excèdent le dixième du chargement ; mais, si elles sont inférieures à cette quantité, elles sont mises en dépôt, sous la seule clef de la douane, à charge de réexportation :

1° Dans le délai de quatre mois, lorsque le bâtiment qui les a apportées est de 100 tonneaux au plus, et lorsqu'elles sont indiquées au manifeste sous leur véritable dénomination, par nature, espèce et qualité ;

2° Dans un délai qui ne peut excéder un mois, lorsque le bâtiment est de moins de 100 tonneaux, ou lorsque les marchandises ne sont indiquées au manifeste que par leur nature. (Loi du 9 février 1832, art. 22.)

En outre, dans tous les cas qui précèdent, le capitaine d'un navire de moins de 100 tonneaux qui entre dans un port non ouvert aux marchandises prohibées, avec une quantité quelconque de ces marchandises, est passible, hors le cas de relâche forcée, d'une amende de 1,000 francs pour sûreté de laquelle le navire et sa cargaison peuvent être retenus. (*Ibid.*, art. 23.)

— Aucune marchandise ne peut être importée par mer sans un manifeste signé du capitaine. (Loi du 4 germinal an II, titre II, art. 1.) Le manifeste est l'état général de la cargaison, l'inventaire du chargement.

Il doit exprimer la nature des marchandises avec les marques et numéros en toutes lettres des caisses, balles, ballots, barriques, boucauts, etc. (*Ibid.*)

Le capitaine est tenu, sous peine de 500 francs d'amende, de le déposer à la douane dans les vingt-quatre heures de son arrivée (loi du 22 août 1791, titre II, art. 5) ; ce qui ne dispense point l'armateur ou le consignataire de faire, dans les

trois jours, la déclaration en détail exigée pour toute importation ou exportation. (Loi du 4 germinal an II, titre II, art. 4.)

Si le manifeste n'est pas exhibé, si quelques marchandises n'y sont pas comprises, ou s'il y a différence entre les marchandises et le manifeste, le capitaine est personnellement condamné à une somme égale à la valeur des marchandises omises ou différentes et à une amende de 1,000 francs. (*Ibid.* art. 2.)

Pour les bâtiments faisant le cabotage, l'acquit-à-caution, lorsqu'il comprend toute la cargaison, peut remplacer le manifeste. (Circulaire du 6 juin 1817.)

Le manifeste n'est pas non plus exigé des petites barques qui transportent, entre les lieux les plus rapprochés de la côte ou entre le continent et les îles du littoral appartenant à la France, des denrées indigènes de consommation journalière. (*Ibid.*)

Les bateaux qui font la pêche sur nos côtes en sont également exempts. (Décision administrative des 26 mars 1844 et 30 décembre 1845.)

— Toutes les fois que le capitaine invoque un bénéfice subordonné aux circonstances de sa navigation, il doit justifier de ces circonstances par un rapport de mer distinct de celui exigé par l'art. 242 du Code de commerce, dans l'intérêt des particuliers envers lesquels le capitaine est responsable.

Ainsi, le capitaine est tenu de faire à la douane un rapport de mer :

Pour établir les causes de relâche forcée (loi du 22 août 1791, titre VII, art. 1^{er}) ;

Pour justifier des retards ou fortunes de mer qui ont empêché de faire décharger les acquits-à-caution dans les délais prescrits (loi du 4 germinal an II, titre VII, art. 2) ;

Pour justifier des avaries éprouvées en mer et jouir des immunités qui peuvent en résulter ;

Pour profiter des franchises attachées à la pêche nationale. (Règlement du 11 juin 1806, art. 13 ; loi du 21 avril 1818, art. 51 ; ordonnance royale du 20 février 1822.)

— Aucune marchandise ne peut être déchargée qu'en plein jour, entre le lever et le coucher du soleil, avec un permis et en la présence des préposés des douanes, à peine de confiscation et de 100 francs d'amende. (Lois des 22 août 1791, titre II, art. 13, et 4 germinal an II, titre VI, art. 1^{er}.)

Hors les cas d'urgente nécessité relatifs à la sûreté du bâtiment, les navires sont mis en déchargement à tour de rôle, suivant la date de leur déclaration, et en aussi grand nombre que le local et le personnel du bureau peuvent le permettre. (Loi du 22 août 1791, titre II, art. 13.)

Les marchandises qui sont transportées du port dans les navires ou des navires dans le port, par le moyen d'allèges, doivent être accompagnées d'un permis énonçant les qualités et quantités dont chaque allège est chargée. Les versements de bord à bord ne peuvent avoir lieu qu'en présence des commis, sous peine de confiscation des marchandises et de 100 fr. d'amende. (Loi du 22 août 1791, titre XIII, art. 11.)

Les objets qui doivent être pesés ou jaugés ne peuvent être déplacés du quai et autre lieu de décharge qu'après avoir subi cette opération et avec le permis des préposés. (Loi du 4 germinal an II, titre II, art. 3.)

— La visite des employés est facultative ; ils peuvent s'en rapporter à la déclaration. (Loi du 22 août 1791, titre II, art. 17.)

— Aux termes de l'art. 79 de la loi du 8 floréal an XI, la réduction des droits pour cause d'avarie était accordée lorsque l'avarie résultait d'un événement de mer. Dans ce

cas, les articles 51 et suivants de la loi du 21 avril 1818 accordaient une remise proportionnelle à la dépréciation. Mais ce bénéfice a été supprimé par l'article 24 de la loi du 16 mai 1863.

Importations par terre. — Il y a des marchandises qui, bien que non prohibées, ne peuvent, dans un intérêt de service et de surveillance, être importées que par certains bureaux désignés. (*Voir p. 184.*)

— Toute marchandise importée par terre doit être conduite directement au premier bureau d'entrée. Les marchands et voituriers sont tenus de combiner leur marche de manière à prendre la route directe qui conduit au plus prochain bureau, sous peine de confiscation. Les produits ruraux sont seuls exceptés de cette obligation, lorsqu'ils sont affranchis de tout droit d'entrée et qu'ils sont importés par des routes sur lesquelles il ne se trouve point de bureau. Mais les préposés peuvent vérifier si ces objets ne servent point à en cacher qui sont sujets au droit. (Loi du 22 août 1791, titre II, art. 1^{er}.)

— La déclaration en détail à laquelle sont soumises les importations par terre doit indiquer, outre les autres énonciations (voir p. 190), le nom, l'état et le domicile de la personne à qui les objets sont adressés, et le lieu où les marchandises ont été chargées hors de France. (Loi du 28 avril 1816, art. 25.)

— La vérification des objets déclarés est facultative comme pour les importations par mer. (Loi du 22 août 1791, titre II, art. 17.)

— L'acquit de paiement qui est délivré lorsque les droits ont été acquittés, ou toute autre expédition (voir page 187), sert à transporter les marchandises jusqu'à la destination déclarée. Il indique le bureau et le délai dans lesquels

le chargement doit être contrôlé. (Loi du 28 avril 1816, art. 35.)

— Aucune marchandise ne peut être retirée du premier bureau d'entrée qu'après qu'elle y a été déclarée en détail, que la vérification a été faite, et que le conducteur est muni de l'expédition nécessaire pour circuler. (*Ibid.*, art. 26.)

— Quelquefois les droits d'entrée ne sont acquittés qu'au second bureau. Les employés se bornent à vérifier au bureau d'entrée le nombre, l'espèce et le poids des colis déclarés, et la voiture est expédiée sous les plombs de la douane et l'escorte de deux préposés au bureau de seconde ligne qui liquide et encaisse les droits après déclaration et vérification détaillées; c'est une facilité donnée au commerce pour certaines marchandises.

Règles spéciales aux exportations. — *Règles communes aux exportations par terre et par mer.* — L'exportation peut avoir lieu par les navires de tout tonnage et par tous les bureaux, sauf deux exceptions : les marchandises omises au tarif ne sortent que par les bureaux principaux et les marchandises primées par les bureaux désignés. Il existait en outre, avant 1860, des restrictions de sortie à l'égard de certains objets.

— Les marchands, négociants ou leurs facteurs, courtiers, capitaines et mattres de navires, qui veulent faire sortir par mer des marchandises ou denrées, sont tenus d'en donner la déclaration au bureau de la douane. (Loi du 22 août 1791, titre II, art. 6.)

De même, ceux qui veulent les faire sortir par terre sont tenus de les conduire au premier bureau par la route la plus directe et la plus fréquentée. (*Ibid.*, art. 3 et 8.)

Les marchandises destinées à l'exportation par terre ou par mer peuvent aussi être déclarées dans les bureaux de

douane établis à l'intérieur. Dans ce cas, la vérification et le paiement des droits ont lieu dans ces bureaux ; les caisses et ballots sont mis sous les plombs de la douane et dirigés sur les frontières accompagnés d'un acquit-à-caution. Les bureaux de sortie se bornent à vérifier les plombs et à délivrer les certificats de décharge de l'acquit-à-caution. (Arrêté du 25 ventôse an VIII, art. 1, 2 et 4.)

La déclaration est faite dans les formes indiquées plus haut. (*Voir* page 190.) La visite des employés est facultative.

Les marchandises ne peuvent partir qu'après le paiement des droits et munies de l'expédition que les conducteurs sont obligés de représenter à toute réquisition des employés dans l'étendue du rayon frontière. (*Voir* page 187.)

Exportations par mer. — Les marchandises ne peuvent être chargées sur les navires ou autres bâtimens que de jour, entre le lever et le coucher du soleil, avec la permission par écrit des préposés de la régie, et en leur présence, sous peine de confiscation et de 100 francs d'amende. Lorsque le permis d'embarquement a été délivré, elles doivent être transportées immédiatement sur les bâtimens destinés à les recevoir, sans transport rétrograde, et sans qu'elles puissent, hors les cas d'avarie, de naufrage et autres semblables, rentrer dans les magasins des marchands, ni être entreposées dans d'autres maisons, sous peine de confiscation et de 100 francs d'amende. (Loi 22 août 1791, tit. II, art. 26; Loi 4 germinal an II, tit. III, art. 3.)

Il est défendu, sous les mêmes peines, aux capitaines et matres de bâtiment de se mettre en mer, ou sur les rivières y affluentes, sans être porteurs de l'acquit de paiement des droits ou autres expéditions, suivant les circonstances. (Loi du 22 août 1791, tit. II, art. 13.)

— Aucun navire français ou étranger, chargé ou sur lest, ne peut sortir d'un port de France sans être muni d'un manifeste visé par la douane. Le manifeste de chargement présente séparément les marchandises de réexportation, suivant leur provenance étrangère ou des colonies françaises. Le capitaine est tenu de représenter ce manifeste à toutes réquisitions des préposés, sous peine d'une amende de 500 francs, pour sûreté de laquelle le navire peut être retenu. (Loi 5 juillet 1836, sect. II, art. 2.)

Règles relatives aux primes de sortie. — Nous avons dit plus haut (*Voir* page 178) en quoi consistent les primes de sortie. Voici maintenant les règles principales relatives à cette matière.

Les marchandises susceptibles de prime sont déterminées par la loi. Nous ne pouvons en donner ici la nomenclature ; disons seulement que le Trésor rembourse à l'exportation le droit du sel employé à la salaison des viandes de bœuf et de porc, et dans la préparation des beurres et du sel ammoniac. (Loi 7 juillet 1820, art. 9, et 17 mai 1826, art. 8.)

Les objets primés ne peuvent sortir que par les bureaux désignés.

Lorsque le bénéfice de la prime est réclamé, l'expéditeur doit produire un certificat du fabricant constatant que les marchandises sont d'origine française, et la quittance du paiement des droits d'entrée sur les matières premières employées à leur fabrication. (Ord. roy. 23 septembre 1818, art. 3, et Loi 21 avril 1818, art. 16.)

La déclaration en détail des marchandises doit être faite, comme pour toute exportation ou importation (*Voir* p. 190) ; elle exprime, en outre, que les marchandises sont expédiées sous bénéfice de prime, et elle précise la quotité de la prime demandée.

La vérification est *obligatoire* ; tous les colis sont ouverts sans exception, afin de reconnaître l'espèce et la qualité des objets, leur nombre, leur poids, tant au brut qu'au net, et s'assurer que tous les caractères sont identiques avec les preuves d'origine. (Ord. roy. du 23 septembre 1818, art. 5.)

L'administration toutefois autorise, selon la nature des produits, la vérification partielle et par épreuves.

Les colis sont ensuite plombés et expédiés sur la frontière avec un passavant. Les bureaux de passage visent cette expédition et vérifient l'état des plombs et l'identité des ballots qui y sont désignés. Enfin, le bureau de l'extrême frontière, après avoir procédé à la même vérification ou à une visite complète, si les préposés le jugent convenable, constate le passage effectif à l'étranger et en délivre un certificat qui, joint à celui d'origine et à l'expédition de sortie, donne droit à l'obtention de la prime. (Ord. roy. 23 septembre 1818 et 28 août 1820.)

La fraude ou la fausse déclaration tendant à obtenir une prime qui n'est pas due sont punies de la confiscation des marchandises et d'une amende égale à la prime réclamée. (L. 24 avril 1818, art. 17.)

Les déclarations tendant à obtenir plus que la prime réellement due, ou reconnues fausses, soit quant à la valeur, soit quant à l'espèce ou au poids des marchandises, sont passibles d'une amende égale au triple de la somme que la fausse déclaration aurait pu faire allouer en sus de ce qui était réellement dû, et néanmoins la prime légale est liquidée pour ce qui a été exporté. (Loi 3 juillet 1836, art. 1^{re}, et 6 mai 1844, art. 10.)

Les produits qui ont joui de la prime et qui seraient réimportés sous un prétexte quelconque, doivent payer les

droits d'entrée comme produits étrangers. (Ord. roy. 13 juillet 1825, art. 9.)

Le système de l'admission temporaire en franchise, à charge de réexportation, tend à se substituer au régime des primes de sortie. (V. plus haut, p. 182.)

Emprunt du territoire français. — Entrepôt. —

L'entrepôt est le lieu où le commerce est admis à déposer sans paiement actuel des droits les marchandises qu'il se réserve de transporter ou de livrer plus tard à la consommation. (*Voir page 184.*)

Il y a deux sortes d'entrepôts : l'entrepôt réel et l'entrepôt fictif.

L'entrepôt *réel* est celui dans lequel les magasins qui servent de dépôt sont sous la clef de la douane et sous la clef d'un agent du commerce assermenté, de telle sorte qu'ils ne peuvent être ouverts et les marchandises ne peuvent en être extraites sans le consentement des deux parties intéressées.

L'entrepôt *fictif*, au contraire, a lieu dans des magasins particuliers appartenant au destinataire même des marchandises, sous son engagement garanti par une caution de réexporter les marchandises ou de payer les droits.

L'entrepôt fictif n'est généralement autorisé que dans les villes qui ont un entrepôt réel.

Il y a, en outre, entre l'entrepôt réel et l'entrepôt fictif, cette différence que ce dernier n'est jamais permis pour les marchandises prohibées.

On appelle entrepôts intérieurs ceux établis dans les villes de l'intérieur, et entrepôts spéciaux ceux accordés à certaines villes pour des marchandises appartenant à leur commerce local, ou bien encore les entrepôts réels,

où les marchandises prohibées de toute espèce sont admises.

— Les lois fixent et des décrets déterminent provisoirement, dans l'intervalle des sessions, les lieux où sont établis les entrepôts, et le genre de marchandises qui peuvent y être admises.

Entrepôt réel. — Les villes auxquelles l'entrepôt réel est accordé doivent offrir un local convenable pour y être affecté.

Elles doivent, de plus, se charger des dépenses nécessitées par cet établissement, tant pour les bâtiments que pour les salaires des employés. En cas de refus du conseil municipal de remplir ces obligations, le commerce, représenté par la chambre de commerce du lieu, est admis à prendre cette charge au moyen d'une association constituée en société anonyme. (L. 8 floréal an XI, art. 25, et 27 février 1832, art. 9 et 10.)

— Les marchandises présentées à l'entrepôt sont soumises à la même déclaration de détail que si elles étaient destinées à l'importation immédiate. (Circ. de l'admin. 23 août 1821.)

— Elles sont également assujetties à la visite préalable des agents des douanes; et si cette visite fait découvrir un excédant de poids sur la déclaration de plus de $\frac{1}{20}$ ^e pour les métaux ou de $\frac{1}{10}$ ^e pour les autres marchandises, cet excédant est immédiatement soumis, à titre d'amende, au paiement du simple droit. La marchandise qui en fait l'objet est néanmoins reçue en entrepôt, aux mêmes conditions que les quantités déclarées. (Loi 6-22 août 1791, art. 18; circul. de l'admin., 28 octobre 1836.)

— La durée de l'entrepôt réel est de trois ans. Il faut que, dans ce délai, les marchandises soient réexportées ou que les droits soient acquittés; autrement, ils sont liquidés

d'office, et sommation est faite à l'entrepositaire de retirer les marchandises dans le délai d'un mois. S'il ne satisfait pas à cette sommation, les marchandises sont vendues, à la charge d'acquitter les droits, lorsqu'elles sont tarifées, ou de les réexporter, lorsqu'elles sont prohibées. Le prix, déduction faite de tous droits et frais de magasinage, est déposé à la Caisse des consignations, et, s'il n'est pas retiré dans l'année, il est définitivement acquis au Trésor. (Loi 17 mai 1826, art. 14.) L'administration accorde cependant des prolongations de délai d'entrepôt. (Circul. 15 décembre 1818.)

— Il est procédé chaque année à un recensement général des marchandises existant en entrepôt. Les déficits sont à la charge, soit des préposés des douanes, soit de l'entrepositaire ou du préposé du commerce, selon qu'il est prouvé qu'ils proviennent du fait des uns ou des autres.

— En cas de transfert ou de cession des marchandises entreposées, l'entrepositaire reste personnellement tenu de toutes les obligations résultant de l'entrepôt, tant qu'il n'a pas déclaré la cession ou le transfert et fait intervenir le cessionnaire pour s'engager envers la douane. (Circul. 1^{er} mars 1832.)

— Lorsque les marchandises sortent de l'entrepôt pour être livrées à la consommation, les droits sont perçus d'après le tarif en vigueur au moment de la sortie. C'est la conséquence de la fiction d'après laquelle elles sont considérées comme hors de France, tant qu'elles sont en entrepôt. (Loi 27 février 1832, art. 6.)

— Lorsqu'on les retire de l'entrepôt pour les réexporter, elles sont soumises à l'acquit-à-caution, si elles sont réexportées par terre, et elles en sont exemptes, si elles sont réexportées par mer, sans distinction pour les marchandises prohibées et pour celles tarifées; mais l'entrepositaire doit se

soumettre à rapporter, sur le permis qui lui est délivré, le certificat de sortie donné par les préposés qui auront constaté l'embarquement et le départ, sous peine de payer la valeur des marchandises et l'amende encourue pour leur importation frauduleuse. L'exécution de cette soumission est garantie par un cautionnement, si l'entrepôtaire n'a pas son domicile dans le port d'expédition, ou n'est pas reconnu solvable. (Lois des 21 avril 1818, art. 61, et 9 février 1832, art. 21.)

— Les marchandises mises en entrepôt peuvent aussi en sortir pour changer d'entrepôt. Voici les règles applicables à ce cas : les marchandises non prohibées, admissibles au transit, peuvent être expédiées d'un entrepôt sur l'autre par la voie de terre, sous les conditions et garanties du transit, en franchise de droits. Les marchandises prohibées, également admissibles au transit, ne peuvent être expédiées sous les mêmes conditions que d'un entrepôt spécial du prohibé sur l'autre. (Loi 9 février 1832, art. 25.) Les mutations qui peuvent être faites d'un entrepôt sur l'autre ne donnent lieu à aucune prolongation du délai d'entrepôt. (Loi du 27 février 1832, art. 3.)

— L'embarquement des marchandises déclarées en réexportation ou mutation d'entrepôt ne peut être commencé qu'après que tous les objets compris en un permis d'embarquement ont été réunis sur le quai et comptés par les préposés des douanes chargés de constater la mise à bord. (Loi du 27 juillet 1822, art. 13.)

— Les négociants convaincus d'avoir importé ou exporté frauduleusement des marchandises, ou d'avoir, à la faveur de l'entrepôt, effectué des soustractions, substitutions et versements à l'intérieur, peuvent être privés par l'administration de la faculté d'entrepôt. (Loi du 8 floréal an XI, art. 83.)

— Ces règles sont applicables à toutes les marchandises prohibées ou tarifées; mais il en est qui sont spéciales aux marchandises prohibées.

Ainsi, dans les lieux où l'entrepôt des marchandises prohibées de toute espèce est autorisé, des magasins spéciaux, absolument isolés de ceux où se trouvent les marchandises passibles de droits, doivent être affectés aux marchandises prohibées. (Loi du 9 février 1832, art. 17.)

Entrepôt fictif. — Nous avons donné (page 204) la définition de l'entrepôt fictif et indiqué les principales différences qui le distinguent de l'entrepôt réel.

La volonté d'entreposer fictivement doit être exprimée dans la déclaration en détail, qui est faite à l'arrivée des marchandises. L'entrepositaire est tenu de désigner les magasins dans lesquels il doit les renfermer, et de souscrire l'engagement de les représenter en mêmes qualités et quantités, toutes les fois qu'il en est requis; il lui est en outre défendu de les changer de magasins sans déclaration préalable et permis spécial de la douane, à peine de payer immédiatement les droits, en cas de mutation non autorisée, et le double droit dans le cas de soustraction absolue, indépendamment d'une amende qui peut s'élever au double de la valeur de la marchandise soustraite. (Loi du 8 floréal an XI, art. 15.)

La durée de l'entrepôt fictif ne peut en règle générale excéder le terme d'une année. (Loi du 8 floréal an XI, art. 14.)

Il ne peut être reçu en entrepôt fictif que des marchandises parfaitement conservées et franches de toute avarie. (Loi du 27 juillet 1822, art. 12.)

Les marchandises entreposées fictivement sont l'objet de recensements fréquents de la part de l'administration.

Enfin, les règles établies pour l'entrepôt réel sont appli-

cables à l'entrepôt fictif, à moins de dispositions spéciales contraires.

Entrepôts spéciaux. — Les entrepôts spéciaux dont nous avons parlé (page 204), et qui sont accordés à certaines villes pour des marchandises appartenant à leur commerce local, donnent lieu à quelques règles particulières, en dehors de celles que nous venons d'exposer. Mais notre cadre n'embrasse pas ces détails.

Transit. — Le transit est la faculté d'emprunter le territoire français pour conduire à l'étranger les marchandises venant de l'étranger. (*Voir* page 185.)

Depuis 1832, toutes les marchandises, même prohibées, ont été admises au transit, sauf quelques exceptions spécialement déterminées. (Loi du 9 février 1832, art. 1 et 3.) Ces exceptions ont même été restreintes, par l'art. 10 de la loi du 16 mai 1863, aux munitions de guerre et aux contrefaçons en librairie.

Aux termes de la loi du 9 février 1832, le transit était frappé d'un droit de 25 c. par 100 kil. ou de 15 c. par 100 fr. de la valeur, au choix du déclarant. Ce droit a été supprimé par l'ordonnance royale du 10 décembre 1842, art. 1^{er}.

Il n'existe donc plus aucune entrave au transit. La position géographique de la France étant éminemment favorable au commerce de transit, l'industrie des transports gagne beaucoup au système de liberté qui a prévalu sur ce point.

Trois lois principales règlent le transit : celle du 17 décembre 1814, celle du 9 février 1832, et celle du 16 mai 1863.

Le transit a lieu, pour les marchandises tarifées, par tous

les ports d'entrepôt réel et par les bureaux désignés de la frontière de terre. (Loi du 9 février 1832, art. 1 et 2.)

Quant aux marchandises prohibées, le transit ne pouvait en être effectué que par les ports et les bureaux désignés, aux termes de l'art. 3 de la loi du 9 février 1832; mais cette restriction a été supprimée par l'art. 10 de la loi du 16 mai 1863; elles sont reçues dans les mêmes ports et bureaux que les marchandises tarifées. Ces marchandises sont soumises aux règles générales du transit, et de plus à quelques conditions spéciales (Loi 9 février 1832, art. 4) que nous indiquerons plus bas.

— Quelles sont d'abord les règles générales applicables à tous les objets?

En premier lieu, les marchandises exemptes de droits à l'entrée et à la sortie ne sont pas soumises aux restrictions et formalités prescrites pour le transit; elles sont seulement assujetties aux déclarations et vérifications imposées à toutes les denrées qui entrent sur le territoire ou qui en sortent. (Loi du 16 mai 1863, art. 12.)

Les marchandises exemptes de droits à l'entrée seulement et passibles de taxes à la sortie, ne sont assujetties qu'au simple passavant, et sont affranchies du plombage. (*Ibid.*, art. 13.)

En ce qui touche les objets tarifés à l'entrée ou prohibés, ceux qui veulent les entrer en transit sont tenus, soit à l'arrivée de ces objets, soit en les retirant des entrepôts réels, d'en déclarer à la douane les quantités, espèces et qualités, et de les y faire vérifier, plomber et expédier par acquit-à-caution. (Loi du 17 décembre 1814, art. 5.) Les fausses déclarations faites au bureau pour obtenir irrégulièrement le transit entraînent, suivant leur espèce, les peines portées par les articles 18, 20, 21 et 22 de la loi du 22 août 1791, comme si les marchandises faussement déclarées étaient

destinées à la consommation intérieure. (*Ibid.*, art. 6, Voir ci-dessus, page 190.)

La déclaration doit être accompagnée d'une soumission cautionnée de faire sortir les marchandises du territoire, et d'en justifier, en rapportant l'acquit-à-caution dûment revêtu du certificat de décharge et de sortie, sous les peines prononcées par l'art. 54 de la loi du 8 floréal an XI, c'est-à-dire le quadruple des droits et une amende de 500 fr. (*Ibid.*, art. 5.)

Les acquits-à-caution et soumissions indiquent le bureau de sortie et limitent, suivant la distance, le délai dans lequel les marchandises doivent y être conduites et exportées à l'étranger. On ajoute à ce délai celui de vingt jours pour le rapport des acquits-à-caution déchargés. (*Ibid.*, art. 5.)

Les colis ainsi plombés et accompagnés de l'acquit-à-caution devaient, d'après l'art. 12 de la loi du 9 février 1832, être présentés au bureau de seconde ligne du rayon-frontière, ainsi qu'au premier bureau du même rayon à la sortie, pour faire vérifier l'état des plombs et viser l'acquit-à-caution; en cas de contravention à cette obligation, le conducteur était passible, solidairement avec le soumissionnaire, d'une amende de 500 fr. Mais la présentation au bureau de seconde ligne et le visa de l'acquit-à-caution ont été supprimés par l'art. 15 de la loi du 16 mai 1863.

Les certificats de décharge ne sont accordés par le bureau de sortie qu'après une vérification exacte de l'état des plombs, ainsi que de l'espèce, de la qualité, du nombre et du poids des marchandises. Les marchandises doivent, en outre, avant la décharge, être conduites à l'étranger sous l'escorte des préposés. (Loi du 17 décembre 1814, art. 12.)

Le transit est aux risques et périls des soumissionnaires. La perte alléguée ne peut être un obstacle au paiement

des amendes et des droits, à moins qu'elle ne soit justifiée par un procès-verbal du juge ou d'un officier public, rédigé sur les lieux et rapporté en temps utile avec l'acquit-à-caution; dans ce cas, la douane ne peut exiger que le simple droit d'entrée. Les déficits reconnus à la sortie sur le poids, s'ils n'excèdent pas le dixième de celui énoncé sur les acquits-à-caution, ne sont également assujettis qu'au paiement du simple droit. (*Ibid.*, art. 8.) — L'art. 17 de la loi du 16 mai 1863 autorise même l'administration à dispenser le soumissionnaire du paiement du simple droit d'entrée, si la perte résultant de force majeure est dûment constatée.

Les marchandises expédiées en transit sont réputées d'une qualité saine, à moins que l'acquit-à-caution n'indique le degré d'avarie. A défaut de cette formalité, les marchandises qui sont présentées au bureau de sortie avec des avaries excédant 2 0/0 de la valeur, perdent la faculté du transit et payent le simple droit. (Loi 17 décembre 1814, art. 9.)

Si les marchandises déclarées en transit ont été soustraites ou s'il y en a été substitué d'autres, il y a lieu au paiement du quadruple des droits et d'une amende de 500 fr. (Loi du 8 floréal an XI, art. 57.) Les objets substitués sont saisis et la confiscation en est prononcée, avec amende de 100 fr. ou de 500 fr., selon qu'ils sont ou non prohibés à la sortie; dans le premier cas, en vertu de l'art. 9 du titre III de la loi du 22 août 1791, et dans le second, par application de l'art. 3 du titre V de la même loi.

Les négociants convaincus d'importations ou exportations frauduleuses ou d'avoir, à la faveur du transit, effectué des soustractions, substitutions ou versements à l'intérieur, peuvent être privés par l'administration de la faculté du transit. (Loi du 8 floréal an XI, art. 83.)

— Quelles sont maintenant les règles spéciales au transit des objets prohibés? Les marchandises doivent être portées sous leur véritable nom, par nature, espèce et qualité, soit au manifeste, si elles arrivent par mer, soit dans la déclaration sommaire faite à l'entrée, si elles arrivent par terre; et, de plus, elles doivent être déclarées en détail et à la fois par espèce, qualité, nombre, mesure, poids brut et net, et *valeur*, suivant les termes de la loi du 4 germinal an II (titre 2, art. 4.) — Tous les colis portés aux manifestes ou déclarations sont présentés à la visite. En cas de déficit, il est encouru une amende de 1,000 francs par colis manquant, pour sûreté de laquelle le bâtiment ou la voiture et les chevaux sont retenus, à moins de consignation de l'amende ou de caution suffisante. S'il y a excédant, ou si les marchandises ont été faussement déclarées, quant à l'espèce ou à la qualité, cet excédant ou ces marchandises sont confisquées, avec amende du triple de la valeur. Si la différence porte sur le nombre, la mesure ou le poids, l'amende est du triple de la valeur des quantités manquantes ou formant excédant, à moins que cet excédant ou ce déficit n'excède pas le vingtième, auquel cas l'amende est réduite à la simple valeur. — Enfin, si la douane juge que la valeur n'a pas été exactement déclarée, elle peut d'office en assigner une plus exacte, sauf à l'expéditeur à recourir aux commissaires experts institués par l'article 49 de la loi du 27 juillet 1822. (Loi du 9 février 1832, art. 4.)

Si l'acquit-à-caution n'est pas déchargé en temps utile par le bureau désigné, le soumissionnaire est contraint au paiement de la valeur des marchandises et d'une amende égale au triple de la valeur. (*Ibid.*, art. 6.)

En cas de soustraction, il n'est donné décharge que de ce qui est réellement réexporté, et le conducteur est per-

sonnellement condamné à une amende égale à la valeur des objets de transport, lesquels sont retenus, à moins que l'amende ne soit consignée ou qu'il ne soit donné caution suffisante.

En cas de substitution, les marchandises substituées sont confisquées, et le conducteur est passible de la même amende, laquelle est indépendante, dans les deux cas, de la peine portée par l'article 6 ci-dessus, contre le soumissionnaire, pour ce qui n'a pas été réellement réexporté. (*Ibid.* art. 7.)

Enfin, pour certaines marchandises qui sont soumises par l'article 5 de la même loi à un plombage *intérieur* fait sous l'enveloppe qui les renferme, toute altération des plombs et cachets, même quand il serait démontré qu'il n'y a eu aucune soustraction ni substitution, entraîne l'application des mêmes pénalités. (*Ibid.*, art. 8.)

Une disposition de la loi du 16 mai 1863 (art. 18), investit le pouvoir exécutif du droit de fixer par décret, pour les marchandises admises au transit, les formalités et conditions en ce qui concerne les déclarations, la nature et la forme des récipients et emballages, le plombage, l'estampillage et le prélèvement d'échantillons.

Emprunt du territoire étranger. — Nous avons indiqué (page 185) en quoi consiste cette faculté. Le principe en est posé dans ces termes par l'article 1^{er}, titre III, de la loi du 22 août 1791 :

« Ne seront sujettes à aucun droit d'entrée et de sortie les
« marchandises qui ne pourront être transportées directe-
« ment par terre d'un lieu à un autre du territoire français
« *qu'en empruntant le territoire étranger.* » La condition
qu'elles ne peuvent suivre un autre chemin est essentielle,
ainsi que l'indique le texte formel de la loi.

Dans ce cas, les marchandises sont soumises aux formalités ci-après :

Elles sont déclarées et vérifiées aux bureaux de sortie.

Celles qui sont sujettes à des droits de sortie sont expédiées par acquit-à-caution. L'acquit contient la soumission cautionnée de rapporter le certificat de décharge ou de payer le double des droits de sortie. La caution peut être remplacée par la consignation des droits. (Loi du 22 août 1791, titre III, art. 2.)

Les marchandises exemptes de droits de sortie sont expédiées par simples passavants ; mais si ces mêmes marchandises sont prohibées à l'entrée ou soumises à un droit d'entrée de 10 p. 100 de la valeur, elles sont cordées et plombées, à l'exception des liquides et des métaux non ouvrés. (*Ibid.*, art. 3.)

S'il s'agit de marchandises prohibées à la sortie, la destination en est assurée par un acquit-à-caution contenant l'estimation des marchandises et l'engagement cautionné de rapporter le certificat de décharge ou de payer la valeur des marchandises et une amende de 500 francs. (*Ibid.*, art. 4.)

Les acquits-à-caution et passavants doivent être présentés aux bureaux de passage ainsi que les marchandises qu'ils accompagnent. (*Ibid.*, art. 6.)

Si les marchandises ne sont pas présentées au bureau de destination dans le délai fixé par l'acquit-à-caution, le certificat de décharge est refusé, et le droit d'entrée est dû, sans préjudice du double droit de sortie, dans le cas où il est encouru. (*Ibid.*, art. 7.)

Cependant les retards peuvent être justifiés par des procès-verbaux dressés par les juges, ou, à défaut, par les officiers municipaux des lieux où ces retards se sont produits ; dans ce cas seulement, et si les procès-verbaux sont présen-

tés en même temps que les marchandises, les certificats de décharge peuvent être délivrés. (*Ibid.*, art. 8.)

Enfin, si, aux bureaux de destination ou de passage, il est constaté que les marchandises sont d'une espèce différente de celle indiquée dans l'aquit-à-caution, elles sont saisies et confisquées avec une amende de 100 francs. — En cas de déficit, le certificat de décharge n'est accordé que pour les quantités représentées, — et en cas d'excédant, cet excédant est soumis au double droit d'entrée; ou si la marchandise est prohibée à l'entrée, elle est confisquée avec amende de 500 francs. (*Ibid.*, art. 9.)

Toutes les fois que les certificats de décharge ne sont pas rapportés dans les délais fixés par les acquits-à-caution, le recouvrement des droits et amendes est poursuivi contre les soumissionnaires; mais si ces certificats sont rapportés dans les six mois après l'expiration du délai fixé par les acquits-à-caution, ils donnent lieu, pourvu toutefois qu'ils aient été délivrés en temps utile, à la restitution des mêmes droits et amendes. (*Ibid.*, art. 12, 13 et 14.)

Cabotage. — Le cabotage a été défini (page 185) la faculté de transporter des marchandises en franchise d'un port français dans un autre port français moyennant l'accomplissement de certaines formalités.

Le cabotage est réservé aux navires français. Les bâtiments étrangers ne peuvent transporter des marchandises d'un port français à un autre port français, à peine de confiscation des bâtiments et cargaison et de 3,000 francs d'amende. Cette prohibition ne s'étend ni aux bâtiments frétés pour le compte du gouvernement, ni aux navires espagnols. (Lois des 21 septembre 1793, 27 vendémiaire an II, et convention du 15 août 1764.)

Les marchandises destinées au cabotage sont soumises

aux déclarations et aux visites exigées pour les importations et les exportations. Les conditions d'embarquement et de débarquement sont également les mêmes.

Enfin, toutes les règles que nous venons d'indiquer pour l'emprunt du territoire étranger leur sont applicables, aux termes des mêmes articles de la loi du 22 août 1791, sauf les modifications ci-après, apportées par la loi du 2 juillet 1836, en ce qui touche les expéditions et le plombage.

Les marchandises expédiées par cabotage ne sont assujetties à l'acquit-à-caution que dans les conditions ci-après : 1° si elles sont prohibées à la sortie ; 2° pour les marchandises tarifées au poids, si le droit de sortie est de plus de 50 centimes par 100 kil., et pour les autres, si le droit de sortie répond à plus de $\frac{1}{4}$ pour 100 de la valeur, décime compris.

Pour toutes les autres marchandises, il n'est délivré qu'un simple passavant, et la douane peut même affranchir de l'acquit-à-caution toute marchandise tarifée, lorsque la somme des droits ne s'élève pas à plus de 3 francs par espèce et par expéditeur. (Loi du 2 juillet 1836, art. 19.)

L'identité des marchandises expédiées par cabotage, soit avec acquit-à-caution, soit avec passavant, n'est garantie par le plombage que dans les cas ci-après :

1° Si les marchandises sont prohibées à l'entrée ou à la sortie ;

2° Si, étant tarifées au poids, elles sont passibles d'un droit s'élevant, décime compris, à plus de 20 francs par 100 kilos, et pour les autres, si le droit d'entrée répond à plus de 10 p. 0/0 de la valeur. Toutes autres marchandises sont affranchies du plombage, et des décrets peuvent même en affranchir, sauf révocation en cas d'abus, celles des marchandises désignées ci-dessus pour lesquelles l'exemp.

tion de cette formalité serait jugée sans inconvénient. (*Ibid.*, art. 20.)

Les retards apportés à la réimportation dans le délai fixé par l'acquit-à-caution peuvent être justifiés comme dans le cas de l'emprunt du territoire étranger, mais dans une autre forme. Ce sont des **procès-verbaux** rédigés en mer qui remplacent ceux des juges ou officiers municipaux exigés pour les transports par terre. (Loi du 22 août 1791, art. 8.)

Mode de paiement des droits de douanes. — Aux termes de l'article 30 du titre XIII de la loi du 22 août 1791 et de l'article 11, titre III, de la loi du 4 germinal an II, les droits doivent être payés comptant. Mais ce principe a reçu de la loi elle-même et de la pratique certaines exceptions.

D'abord, l'article 25 de la loi du 2 germinal an XII a accordé un crédit de quatre mois aux raffineurs de sucre contre la remise d'obligations valablement cautionnées ; ensuite, l'article 53 de la loi du 24 avril 1806 a autorisé, pour le paiement des taxes sur les sels, des délais de trois, six et neuf mois.

Enfin la pratique, généralisant ces exceptions, les a étendues à tous les droits d'entrée, mais dans des conditions qui n'en font jamais un droit pour les contribuables et une obligation pour la régie. Pour les exportations, on est d'ailleurs resté dans les termes des lois ci-dessus qui exigent un paiement comptant.

— Voici les conditions des crédits applicables aux droits d'importation :

En premier lieu, le receveur est libre d'accorder ou de refuser le bénéfice du terme, sans qu'il y ait un recours contre sa décision ; car il est responsable de l'insolvabilité

de celui à qui le crédit a été accordé, à moins que l'insolvabilité ne soit postérieure à ce crédit.

En second lieu, il faut : 1° que le redevable soit commerçant ; 2° que la perception à laquelle s'applique le crédit soit de plus de 600 francs, toutes les déclarations faites dans une même journée par la même personne concourant à former ce chiffre.

Dans ces conditions, le receveur peut recevoir en paiement des droits des effets de crédit dont l'échéance ne dépasse pas quatre mois, et qui doivent porter, outre la signature du redevable, celle de deux personnes solvables habitant le même lieu que le receveur.

Par contre, en cas de paiement comptant d'une perception dépassant 600 francs, il est accordé un escompte calculé pour quatre mois, à partir du jour de la liquidation, sur le taux de 4 p. 0/0 par an. (Décision ministérielle du 18 avril 1816, arrêtés ministériels du 9 décembre 1822 et du 11 janvier 1831, circulaire du 12 octobre 1839.)

— Les bureaux de douanes placés sur les côtes servent en même temps à la perception des droits d'entrée et de sortie. Sur les frontières de terre, les droits d'entrée sont acquittés dans les bureaux les plus voisins de l'étranger, et les droits de sortie dans ceux placés sur la ligne intérieure, à moins que ces derniers ne soient plus éloignés du lieu du chargement que les bureaux d'entrée. (Loi du 22 août 1791, titre I, art. 2.)

— Le paiement des droits ne peut être exigé si le redevable fait, par écrit, l'abandon des marchandises à la douane ; dans ce cas, les marchandises sont vendues, et le produit de la vente, déduction faite des droits et frais, est remis à l'ayant droit s'il se présente, et, dans le cas contraire, il est versé au Trésor au bout de deux années. (*Ibid.*, titre I, art. 4 et titre IX, art. 5.)

Police et recherche de la fraude. — Nous avons indiqué (page 187) quelles sont les mesures *préventives* auxquelles se trouvent assujetties la circulation et l'industrie dans l'étendue du rayon-frontière. La loi y a ajouté des mesures *répressives* qui ont rapport : 1° à la recherche de la fraude au moyen d'un droit de surveillance et de visite ; — 2° à la constatation et à la punition de la fraude.

Ce sont les dispositions relatives à la recherche de la fraude qui trouvent ici leur place. Nous verrons plus loin, sous le titre procédure et compétence, d'après quelles règles elle est constatée et punie.

Non-seulement la surveillance des employés des douanes s'exerce sur toutes les marchandises présentées à la frontière ou circulant dans le rayon, afin de vérifier si leur entrée ou leur circulation ont lieu dans les conditions prescrites ; mais elle s'étend encore sur les habitations situées dans le rayon, et, dans certains cas même, elle peut dépasser la limite du rayon.

Quelles sont les règles de ce droit de surveillance en ce qui touche les habitations situées dans le rayon ?

La visite dans l'intérieur des habitations situées dans le rayon est permise de jour, jamais de nuit, toutes les fois que les employés des douanes présumant qu'il existe un entrepôt frauduleux. Si, la visite faite, il est constaté que cet entrepôt n'existe pas, il y a lieu, au profit de celui dont le domicile a été visité, à une indemnité de 24 francs, sauf plus grands dommages-intérêts, suivant les circonstances. (Loi des 6-22 août 1791, titre XIII, art. 39 et 40.)

En dehors de ce cas, les employés ne peuvent entrer dans l'intérieur des maisons que dans les conditions suivantes :

Il faut : 1° qu'ils aient vu les marchandises pénétrer dans le rayon ; 2° qu'ils les aient suivies sans interruption ;

3° qu'ils soient arrivés au moment où on les introduisait dans la maison. (Loi des 6-22 août 1791, tit. XIII, art. 35 et 36.)

Au delà des limites du rayon, du côté de l'intérieur, le droit de saisie des agents des douanes s'étend sur toutes les marchandises introduites en fraude, et à quelque distance qu'ils les arrêtent, s'ils les ont vues franchir les limites et s'ils les ont poursuivies sans interruption. (Loi des 6-22 août 1791, tit. XIII, art. 35.) Mais, s'ils arrivent au moment où elles entrent dans une maison, ils ne sont autorisés à faire une visite domiciliaire que s'il s'agit de marchandises prohibées à l'entrée ou dont l'admission est réservée à certains bureaux. (Loi du 28 avril 1816, art. 39.)

Enfin, les cotons filés, les tissus et tricotés de coton et de laine, et tous les autres tissus de fabrique étrangère prohibés, pouvaient être recherchés et saisis dans toute l'étendue de la France et dans toutes les maisons. (Loi du 28 avril 1816, art. 59 et 60.) Mais les dispositions résultant de ces articles ont été supprimées par l'article 31 de la loi du 16 mai 1863, qui a rapporté le titre VI de la loi du 28 avril 1816 et les articles 43 et 44 de la loi du 21 avril 1818 relatifs à la recherche et à la saisie, à l'intérieur, des marchandises prohibées. Ces marchandises ne peuvent plus être recherchées ni saisies en dehors du rayon des douanes.

Une condition commune à toutes les visites domiciliaires opérées par les employés des douanes est qu'ils soient toujours assistés d'un officier municipal ou d'un commissaire de police. Cette condition est prescrite par toutes les dispositions de loi qui autorisent ces visites. Cependant elle n'est pas nécessaire pour la validité de la saisie, si les fonctionnaires requis ont refusé leur assistance ou si la personne chez laquelle la saisie a eu lieu a ouvert ses portes et n'a pas exigé leur présence.

— La loi a complété ce système de surveillance par quelques dispositions relatives à la visite des navires.

D'abord, les préposés des douanes peuvent exiger de tout capitaine de navire, arrivé dans les quatre lieues de la côte, une copie de son manifeste. (Loi du 4 germinal an II, tit. II, art. 3.)

Ils peuvent, en outre, visiter tous bâtiments au-dessous de cent tonneaux, étant à l'ancre ou louvoyant dans les quatre lieues de la côte, hors le cas de force majeure. Si ces bâtiments ont à bord des marchandises dont l'entrée ou la sortie est prohibée, ils sont confisqués, ainsi que les cargaisons, avec amende de 500 francs contre les capitaines. (Loi du 4 germinal an II, tit. II, art. 7.)

Quand les bâtiments entrent dans les ports ou en sortent, et qu'ils montent ou descendent les rivières, les préposés des douanes peuvent aller à bord, même de ceux de guerre, y demeurer jusqu'au déchargement ou sortie, et ouvrir les écoutilles, armoires, caisses, balles, tonneaux et autres enveloppes. (*Ibid.*, art. 8.)

Le capitaine qui refuserait de laisser ouvrir les chambres ou armoires de son bâtiment encourrait la déchéance de son grade et 500 francs d'amende, et les préposés seraient autorisés, dans ce cas, à requérir l'assistance d'un juge, ou, à défaut, d'un officier municipal, pour en faire l'ouverture en sa présence. (Loi des 6-22 août 1794, tit. XIII, art. 8.)

Ces visites peuvent être faites même de nuit, sauf sur les bâtiments de guerre, pour lesquels, par suite d'une disposition spéciale, elles ne peuvent avoir lieu après le coucher du soleil. (Loi des 6-22 août 1794, titre XIII, art. 10.)

§ III. — RÉGIMES SPÉCIAUX.

Nous avons dit plus haut (page 182) que des régimes spéciaux sont applicables à la Corse, au port de Marseille, et à nos colonies. Les îles du littoral et les biens appartenant aux étrangers, à une certaine distance des frontières, sont aussi l'objet de règles spéciales.

Quelles sont les dispositions principales qui caractérisent chacun de ces régimes spéciaux ?

— En ce qui touche la Corse, après plusieurs variations de régime, l'ordonnance du 5 novembre 1816 a déclaré cette île assujettie aux lois générales des douanes ; toutefois, quelques modifications y ont été apportées en sa faveur par des lois subséquentes.

La plus importante de ces modifications consiste dans la réduction des droits d'entrée à la moitié pour la portion de ces droits excédant 5 francs par 100 kilogrammes, et dans une réduction proportionnelle de la surtaxe de navigation. (Loi du 21 avril 1818, art. 6 et 7.)

— Toutes les îles du littoral de la France ont été mises en dehors du régime général des douanes ; on a craint que ces îles ne servissent d'entrepôt à la fraude. Aussi aucun bâtiment, quel qu'il soit, français ou étranger, ne peut, lorsqu'il vient de l'étranger, aborder une de ces îles, hors les cas de détresse ou de relâche forcée. (Loi du 4 germinal an II, tit. I, art. 4.)

— Les bâtiments français seuls, venant de France, peuvent faire le service de ces îles à un port de France. (*Ibid.*, art. 6.) Cette interdiction s'appliquait, d'après la loi du 4 germinal an II, à toutes les îles du littoral, même à la Corse ; mais depuis elle a été levée pour les îles d'Oléron et de Ré par la loi du 19 nivôse an III, et pour la Corse, Belle-Isle et Noir-

moutiers, par les articles 64 et suivants de la loi du 8 floréal an XI.

— Les colonies françaises sont soumises à des dispositions spéciales, dont les unes s'appliquent à toutes les colonies et établissements français, et les autres sont particulières à chaque colonie.

Ces dispositions tendent tous les jours à rentrer dans le droit commun.

Les navires français étaient seuls admis, en vertu du décret du 21 septembre 1793, à faire le commerce entre la France et ses colonies, et tous rapports commerciaux avec l'étranger étaient interdits à celles-ci. Ce régime a d'abord été modifié par la loi du 3 juillet 1864, qui autorisa les navires étrangers à faire le commerce des colonies avec la métropole et même celui de certaines colonies (Antilles et Réunion) avec l'étranger, moyennant une surtaxe de pavillon ; mais les surtaxes de pavillon ont été elles-mêmes supprimées par la loi du 19 mai 1866 pour les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, et le décret du 19 mai 1869 a rendu cette suppression applicable à toutes nos colonies.

Les marchandises importées de France dans les colonies, et *vice versa*, jouissent de la franchise ou d'une modération de droits. (Décret du 21 septembre 1793, art. 3, et loi du 17 mai 1826, art. 2.)

L'art. 8 de la loi du 3 juillet 1864 exempte notamment de tous droits d'entrée en France les produits des colonies autres que le sucre, les mélasses non destinées à être converties en alcool, les confitures et fruits confits au sucre, le café et le cacao, importés par navires français. Mais ce privilège, désigné sous le nom de privilège colonial, est assujéti à certaines conditions : les provenances coloniales doivent être transportées en droiture, c'est-à-dire sans faire escale à l'é-

tranger, et par des navires de plus de 60 tonneaux (loi du 22 juin 1791, art. 2 et 18, et 27 juillet 1822, art. 15); la condition de la navigation en droiture n'est cependant pas exigée pour le trajet de France aux colonies; dans ce cas, les navires expédiés peuvent, en payant les droits, exporter des marchandises pour les autres pays qui se trouvent sur leur route (loi du 21 avril 1818, art. 60); enfin, l'expédition ne peut se faire que par les ports d'entrepôt. (Loi du 28 avril 1816, art. 23.) L'administration est garantie contre la fraude, non-seulement par les formalités ordinaires de la déclaration, de la visite, du manifeste, de l'acquit-à-caution, mais aussi par des certificats d'origine et des amendes considérables. (Loi des 6-22 août 1791, titre III, art. 4^{re}.)

Enfin, les marchandises étrangères dont l'importation est autorisée en France peuvent être importées dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, aux mêmes droits de douane que ceux qui leur sont imposés en France, quand une disposition spéciale n'en a pas établi de supérieurs. (Loi du 3 juillet 1861, art. 1, 2 et 4.) Toutefois, si ce sont des produits dont les similaires français sont imposés à un droit d'entrée aux colonies, ils acquittent ce droit, augmenté de celui qui est fixé par le tarif d'entrée en France. (*Ibid.*, art. 5.)

— Une ordonnance royale du 16 décembre 1843, spéciale à l'Algérie, a réservé aux navires français le commerce entre la France et cette colonie, affranchi de tous droits les produits de France, et accordé une modération ou même la franchise sur ceux importés d'Algérie en France.

— Le régime particulier de la ville de Marseille a principalement rapport à l'entrepôt. Ce régime, créé par l'ordonnance royale du 10 septembre 1817, a favorisé l'entrepôt de Marseille par un ensemble de dispositions dont le détail ne serait pas ici à sa place, mais qui ont eu pour but,

suivant le préambule de cette ordonnance, de concilier les anciennes franchises de cette ville avec le système général des douanes qui lui était appliqué. Marseille avait été, en effet, jusqu'en 1793, un port franc, c'est-à-dire en libre communication avec l'étranger, mais non avec l'intérieur de la France dont elle était séparée par une ligne de douanes. Dans l'impossibilité de rétablir cet état de choses, l'ordonnance de 1817 a fait jouir Marseille de facilités exceptionnelles d'entrepôt.

— L'exploitation des biens appartenant à des Français au delà de la frontière, ou à des étrangers eu deçà, devait être l'objet de quelques dispositions favorables : aussi, l'ordonnance royale du 13 octobre 1814 a accordé la franchise de tous droits de sortie aux récoltes provenant de terres situées en France à cinq kilomètres des frontières et appartenant à des étrangers, pourvu que la faculté réciproque fût accordée aux Français sur le territoire étranger. Il en résulte implicitement que les récoltes provenant d'immeubles situés à cinq kilomètres des frontières à l'étranger, et appartenant à des Français, sont affranchies de tous droits d'entrée.

— Enfin, un arrêté du 25 messidor an VI et un règlement du 15 juillet 1825 facilitent le pacage des bestiaux sur la frontière au delà des lignes de douanes.

§ IV. — DROITS DE NAVIGATION.

Nous avons énuméré ces droits (page 179) ; il reste à indiquer en quoi ils consistent.

— Les *droits de francisation* sont ceux qui sont perçus sur les actes de francisation. Tout bâtiment français doit

être pourvu d'un acte de francisation. (Loi du 27 vendémiaire an II.) Cet acte a pour objet de justifier de la nationalité du bâtiment. Il énonce le nom du bâtiment, son tonnage, son origine, le nom du propriétaire, et la *mention que la moitié au moins de la propriété appartient à des Français*. Pour qu'un bâtiment soit réputé français, les lois des 21 septembre 1793 et 9 juin 1845 exigent : 1° qu'il ait été construit dans une localité française ou déclaré de bonne prise sur l'ennemi, ou confisqué pour contraventions aux lois de la France, ou admis à la francisation par application des traités ; 2° qu'il appartienne, au moins pour la moitié, à des Français ; 3° enfin, que les officiers et les trois quarts de l'équipage soient français. Toutefois la première de ces conditions se trouve modifiée par l'article 3 de la loi du 19 mai 1866, sur la marine marchande, qui admet à la francisation les bâtiments construits à l'étranger, moyennant un droit dont nous allons parler.

L'acte de francisation est délivré au bureau du port auquel appartient le bâtiment ; il est signé par le ministre des finances. Les mutations qui surviennent dans la propriété du bâtiment sont inscrites au dos de l'acte de francisation.

Le droit à percevoir sur l'acte de francisation est, pour les bâtiments au-dessous de 100 tonneaux, de 9 centimes par tonneau (loi du 2 juillet 1836) ; pour les bâtiments de 100 tonneaux et au-dessous de 200, de 18 francs ; de 200 tonneaux et au-dessous de 300, de 24 francs ; et, en sus, de 6 francs pour chaque 100 tonneaux au-dessus de 300. (Loi du 27 vendémiaire an II.) Pour les navires construits à l'étranger, il est de 2 francs par tonneau de jauge. (Loi du 19 mai 1866, art. 3.)

— Le *droit de tonnage* est payé par les navires entrant dans un port de France ; il était plus élevé pour les navires étrangers que pour les navires français, avant la loi du

19 mai 1866 ; mais l'article 4 de cette loi a établi l'égalité entre les navires français et étrangers, en ce qui touche cette nature de taxes, et n'a plus laissé subsister que les droits qui sont affectés au paiement des emprunts contractés pour travaux d'amélioration des ports, en disposant en même temps qu'à l'avenir ces droits, établis par des règlements d'administration publique, ne pourraient dépasser 2 fr. 50 par tonneau. Avant cette nouvelle législation, le droit de tonnage était de 2 fr. 50 par tonneau pour les navires étrangers, lesquels acquittaient, en outre, un demi-droit de 1 fr. 25 par tonneau, dont le produit était exclusivement affecté aux dépenses d'entretien et de réparation des ports. (Lois des 27 vendémiaire an II et 14 floréal an X.) Quant aux bâtiments français, ils payaient un droit de tonnage de 1 franc quand ils venaient de l'Angleterre ou d'un port anglais d'Europe. Ceux qui venaient de la pêche ou d'un port étranger autre que ceux des possessions anglaises en Europe, ou des colonies françaises, ou d'un port à l'autre de la France, en étaient dispensés. (Lois des 2 juillet 1836, 27 vendémiaire an II et 6 mai 1844.)

Le droit de tonnage est payé dans les vingt jours de l'arrivée et avant le départ du bâtiment. (Loi du 4 germinal an II.) Il est exigible par le fait seul de l'entrée du navire dans le port.

— Le *droit d'expédition* se perçoit, comme le droit de tonnage, sur tout navire entrant dans un port français, pour frais d'expédition d'entrée et de sortie, dit la loi du 27 vendémiaire an II. Il est payé également dans les vingt jours.

Il est, pour les navires étrangers, de 18 francs s'ils sont de 200 tonneaux et au-dessous, et de 36 francs s'ils sont au-dessus. Les bâtiments français de 30 à 150 tonneaux payent 2 francs ; de 150 à 300, 6 francs ; au-dessus de 300, 15 francs. (Même loi.)

— Les *droits de congé* et de *passe-port* sont perçus à la sortie des navires français. Aucun bâtiment français ne peut prendre la mer qu'en vertu d'un congé (loi du 27 vendémiaire an II) qui n'est valable que pour un an (loi du 6 mai 1844), et sans être muni d'un passe-port.

Le congé est de 6 francs pour les bâtiments de 30 tonneaux et au-dessus, de 3 francs pour les bâtiments de moins de 30 tonneaux, s'ils sont pontés, et de 1 franc, s'ils ne sont pas pontés.

Les passe-ports se payent 1 franc.

— Suivant la loi du 27 vendémiaire an II, les *acquits*, *permis* et *certificats* relatifs aux cargaisons étrangères sont payés 1 franc, et ceux relatifs aux cargaisons françaises étaient fixés par la même loi à 50 centimes. Mais la loi du 6 mai 1844 a supprimé le droit de permis à l'égard des cargaisons françaises autres que celles qui sont destinées à l'étranger ou qui en arrivent.

Le *droit d'acquit* n'est dû que lorsqu'il y a ouverture aux droits de tonnage et d'expédition ; — le *droit de permis* se paye pour chaque embarquement ou débarquement de marchandises ; — enfin, le *droit de certificat* est exigible pour tout certificat relatif à l'embarquement, ou au débarquement, au départ ou à l'arrivée de tout ou partie d'une cargaison.

En dehors des droits de navigation, notre législation douanière frappait de droits particuliers, dits *surtaxes de pavillon*, les marchandises importées par navires étrangers. (Voir page 182.) Mais la loi du 19 mai 1866, sur la marine marchande, a disposé que trois ans après sa promulgation les surtaxes de pavillon seraient supprimées (art. 5), r moins que les navires français ne fussent frappés dans les pays étrangers de charges ou de droits dont les navires de ces pays seraient exempts, auquel cas des décrets pour-

raient établir sur les bâtiments étrangers des droits compensateurs. (*Ibid.*, art. 6.)

§ V. — IMPÔT SUR LE SEL PERÇU PAR L'ADMINISTRATION
DES DOUANES.

L'impôt sur le sel est un impôt de consommation. Nous en avons étudié la législation en même temps que celle des contributions indirectes proprement dites. (*Voir* page 135.) Il ne se rattache à l'administration des douanes que parce que cette administration est chargée de sa perception dans l'intérieur du rayon frontière et de celle des droits d'entrée sur les sels étrangers admis en France, suivant un tarif déterminé par l'article 2 de la loi du 10 juillet 1850. — Les sels de l'Algérie et des colonies françaises sont admis en franchise, sous pavillon français (Loi du 28 décembre 1848, art. 4.) — Il est à remarquer que l'admission en franchise, ou moyennant certains droits, des sels étrangers, ne les dispense pas de la taxe de consommation à laquelle sont soumis les sels français. (*Ibid.*, art. 5.) — En dehors de ces particularités, tout ce qui concerne l'impôt du sel a été dit à la section des contributions indirectes.

SECTION IV.

PROCÉDURE ET COMPÉTENCE EN MATIÈRE D'IMPÔTS DE CONSOMMATION. — ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION ET DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES ET DE CELLE DES DOUANES.

§ 1^{er}. — PROCÉDURE ET COMPÉTENCE.

Règles générales. — Il est des principes généraux de procédure et de compétence communs aux contributions indirectes proprement dites, aux octrois et aux douanes, c'est-à-dire à tous les impôts de consommation.

En matière de contributions directes, nous avons vu que la compétence administrative, celle du conseil de préfecture, s'applique aux réclamations sur le fond du droit, sur l'assiette de l'impôt, et que la compétence judiciaire ne commence que lorsqu'il s'agit des voies d'exécution de la contrainte décernée par l'autorité administrative, et seulement lorsqu'il y a lieu d'appliquer une disposition du droit commun. (*Voir* page 93.)

Une différence fondamentale existe sous ce rapport entre les contributions directes et les impôts de consommation. Pour ces derniers, l'autorité judiciaire est compétente non-seulement pour les voies d'exécution, mais encore pour le fond du droit, pour l'application de l'impôt.

A côté de cette différence, un fait commun aux deux natures de contributions, c'est que, non-seulement l'application de l'impôt est faite par l'Administration, mais qu'en

cas de refus de paiement de la part du contribuable, le titre exécutoire contre lui, la *contrainte*, est également décernée par l'Administration.

Or, cette contrainte n'a pas le caractère d'un acte purement administratif; elle est exécutoire, c'est-à-dire qu'elle a une force ordinairement réservée aux actes judiciaires, et qu'elle donne à l'Administration le pouvoir de poursuivre le recouvrement de sa créance par toutes les voies de droit, comme s'il y avait jugement ou autre titre exécutoire.

Un avis du conseil d'État du 23 thermidor an XII porte que « les administrateurs auxquels les lois ont attribué, pour les « matières qui y sont désignées, le droit de prononcer des « condamnations et de décerner des contraintes, sont de véritables juges dont les actes doivent produire les mêmes « effets et obtenir la même exécution que ceux des tribunaux ordinaires. »

Ainsi, pour établir les points de contact et de séparation du contentieux des deux natures d'impôts, direct et indirect, on peut dire :

1° Que, s'il y a refus du contribuable de payer le droit appliqué par l'acte ou l'agent administratif, le point de départ est le même : c'est toujours une contrainte, c'est-à-dire un acte administratif emportant exécution, qui est décernée contre le contribuable ;

2° Que, pour l'impôt direct, c'est un tribunal administratif qui juge de l'application de l'impôt, — tandis que, pour l'impôt indirect, c'est toujours un tribunal judiciaire qui décide de l'application du droit, par voie d'opposition à la contrainte, ou d'assignation ;

3° Qu'en ce qui touche les voies d'exécution, la compétence appartient, pour les deux natures d'impôts, à l'autorité judiciaire, sauf quelques cas, en ce qui concerne les impôts directs. (*Voir* page 93.)

Par quels motifs les tribunaux administratifs, compétents en matière de contributions directes, ne le sont-ils pas, en matière d'impôts indirects, sur les questions d'application des droits ? N'est-ce pas une dérogation au principe de la séparation des deux pouvoirs administratif et judiciaire ? L'autorité judiciaire ne connaît-elle pas ainsi, contrairement à ce principe, des actes de l'Administration ?

On a dit qu'en matière d'impôts indirects, la saisie des objets imposés accompagnant souvent la constatation de la fraude, et la confiscation, l'amende et l'emprisonnement même en étant la conséquence, il y avait dans le contentieux de ces impôts des questions de propriété et de liberté qui, d'après les principes fondamentaux de notre droit public, sont du ressort exclusif de l'autorité judiciaire. Cela est vrai ; mais il est vrai aussi que les questions de propriété, sinon celles de pénalité et de liberté, se rencontrent, quoique à un degré moindre, dans les voies d'exécution, pour le recouvrement de l'impôt direct, et cela n'a pas empêché, tout en laissant ces questions à l'autorité judiciaire, de maintenir la compétence des tribunaux administratifs pour le fond même du droit, ce qui, à la rigueur, eût été également possible pour les impôts indirects. Aussi, sans vouloir rien diminuer de la force de ce premier motif, est-il permis de croire qu'il n'a pas été le seul dans la pensée du législateur. L'impôt indirect, l'impôt de consommation surtout, a été longtemps vivement attaqué ; les formalités gênantes qu'exige sa perception le rendent, en dehors de toute raison économique, souvent impopulaire ; enfin, il est certain que son application immédiate sur l'objet qu'il atteint au moment où cet objet se présente, et la saisie obligée de cet objet, en cas de refus de paiement, touchent plus immédiatement au droit de propriété que l'assiette de l'impôt direct qui est séparée par un assez long intervalle de son recouvre-

ment. C'est donc aussi, selon nous, pour mieux faire accepter cette nature d'impôts, et par des raisons au moins aussi pratiques que scientifiques, que la loi a réservé aux tribunaux judiciaires le droit de décider sur leur application.

— La juridiction civile est compétente toutes les fois qu'il s'agit de savoir si l'impôt est ou non dû. En matière d'octrois et de douanes, c'est le juge de paix qui prononce, soit en premier, soit en dernier ressort, suivant les cas que nous indiquerons plus loin ; — en matière de contributions indirectes proprement dites, c'est le tribunal civil qui est compétent.

— S'il s'agit de l'application, non de l'impôt, mais d'une pénalité, c'est-à-dire s'il y a contravention ou délit, la connaissance de l'affaire appartient à la juridiction correctionnelle, tribunal de simple police ou tribunal correctionnel. — En matière de douanes, comme il peut même y avoir crime, l'étendue de la juridiction va jusqu'à la Cour d'assises.

— Tant en matière civile qu'en matière correctionnelle, c'est l'Administration qui seule a le pouvoir de poursuivre. Le ministère public ne peut suivre d'office que pour les affaires d'octrois, ou si, pour les autres natures d'impôts, le fait incriminé cesse d'avoir un caractère purement fiscal et touche à l'ordre public. En dehors de ce cas, on a pensé avec raison qu'il n'y avait à la poursuite qu'un intérêt de fiscalité et non d'ordre public.

— La nature fiscale de l'intérêt en jeu a fait adopter une autre règle, c'est que le fait est punissable, même sans l'intention, et que le juge doit appliquer strictement la pénalité, sans pouvoir tenir compte des circonstances qui, en toute autre matière, aggraveraient ou atténueraient la faute. (Lois des 6-22 août 1791, titre XII, art. 4 ; loi du 9 floréal an VII, titre IV, art. 16, et décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 39.)

— Enfin, c'est par une autre exception au droit commun que l'Administration est investie du droit de transiger, soit avant, soit après jugement, sur les pénalités prononcées. (Décret du 5 germinal an XII, art. 23, et arrêté du 14 fructidor an X.) Elle n'exerce pas ainsi le droit de grâce qui est réservé au souverain : c'est une attribution purement administrative qui résulte de la différence de nature existant entre une contravention de fiscalité et un délit ordinaire. Ce droit ne s'applique pas cependant aux peines corporelles qui ont été prononcées et dont la remise est un attribut de la souveraineté.

Règles spéciales en matière de contributions indirectes. — Actions civiles. — La régie emploie contre les redevables en retard la voie de la contrainte. (Décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 43, et loi du 28 avril 1816, art. 239.) — La contrainte est décernée par le directeur ou receveur de la régie ; elle est visée et déclarée exécutoire sans frais par le juge de paix du canton où le bureau est établi. Ce magistrat ne peut s'y refuser, à peine de répondre des valeurs pour lesquelles elle est décernée ; — elle peut être notifiée par les préposés de la régie (décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 44), ou par huissier, dans les formes ordinaires.

L'exécution de la contrainte ne peut être suspendue que par une opposition formée par le redevable ; l'opposition est motivée et contient assignation devant le tribunal civil de l'arrondissement à un délai qui ne peut excéder huit jours, et avec élection de domicile dans la commune où siège le tribunal, le tout à peine de nullité. (Décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 45.)

Ce sont les tribunaux de première instance qui sont juges non-seulement de l'opposition à la contrainte, mais

de toutes les contestations qui peuvent s'élever sur le fond des droits établis par la loi en matière de contributions indirectes. Ainsi, c'est devant eux que doit également être portée toute demande en restitution de droits indûment perçus. (Loi du 5 ventôse an XII, art. 88, et loi du 28 avril 1816, art. 247.)

L'instruction se fait par simples mémoires respectivement signifiés, sans qu'il soit besoin du ministère des avoués. — Il n'y a d'autres frais à payer par la partie qui succombe que ceux du papier timbré, des significations et du droit d'enregistrement des jugements. — Le rapport est fait par un juge *en audience publique* ; — le ministère public est entendu dans ses conclusions ; — et le jugement est rendu, *en chambre du conseil*, dans les trois mois de l'introduction des instances. — Il est sans appel et ne peut être attaqué que par la voie de cassation. (Lois des 22 frimaire an VII, art. 65 ; 27 ventôse an IX, art. 17, et 5 ventôse an XII, art. 88.)

La régie n'est tenue d'exécuter un jugement qu'elle attaque par voie de cassation que s'il lui est donné bonne et valable caution pour sûreté des sommes qu'elle rembourse. (Loi du 16 juillet 1793.)

La prescription est acquise à la régie contre toute demande en restitution de droits et marchandises après un délai de deux ans ; — elle est acquise aux redevables contre la régie, pour les droits non réclamés dans l'espace d'un an, à compter de l'époque où ils auraient été exigibles. (Décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 50.)

La régie a privilège sur les meubles et effets mobiliers des comptables pour leurs débets, et sur ceux des redevables pour les droits. — Ce privilège n'est primé que : 1^o par les frais de justice ; 2^o par le montant de six mois de loyers dus au propriétaire (décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 47); et

3° par la créance privilégiée des contributions directes, s'il y a concours entre les deux administrations. (Avis du conseil d'État du 28 juillet 1830.)

La contrainte par corps, avant sa suppression en matière commerciale, pouvait être exercée contre les redevables en vertu des valeurs commerciales souscrites par eux pour l'acquit des droits. (Décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 52.)

Procès-verbaux et poursuites correctionnelles. — Nous avons vu, en traitant du mode de perception de chaque nature de contribution indirecte, comment la fraude était prévenue et recherchée. Il s'agit maintenant d'indiquer comment elle est constatée et punie. Cependant il existe une disposition générale qui se rapporte à sa recherche et qu'il est bon de placer ici : en dehors des visites qui peuvent être faites chez toutes les personnes soumises à l'exercice, les employés de la régie peuvent s'introduire dans le domicile de quiconque est soupçonné de fraude ; mais ce droit rigoureux est subordonné à plusieurs conditions spéciales : il faut 1° que la visite ait été ordonnée par un employé supérieur du grade de contrôleur au moins ; 2° que les employés soient assistés du juge de paix, du maire ou du commissaire de police, lesquels sont tenus de déférer à la réquisition qui leur en est faite. Cependant, si les marchandises transportées sont introduites dans une habitation au moment d'être saisies, les employés peuvent les y suivre, sans être tenus d'observer ces formalités. (Loi du 28 avril 1816, art. 237.)

— Les procès-verbaux, signés de deux employés de la régie, font foi jusqu'à inscription de faux. (Loi du 5 ventôse an XII, art. 84.) Mais quelques conditions sont requises, à peine de nullité ; ils doivent être rédigés par des employés assermentés. (Décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 20.) — Il

faut qu'ils énoncent la date et la cause de la saisie, la déclaration qui en a été faite au prévenu, les noms, qualités et demeures des saisissants et de celui chargé des poursuites, l'espèce, poids ou mesure des objets saisis, la présence de la partie à leur description, ou la sommation qui lui a été faite d'y assister, le nom et la qualité du gardien, s'il y a lieu, le lieu de la rédaction et l'heure de la clôture. (*Ibid.*, art. 21.) — Si le motif de la saisie porte sur le faux ou les altérations des expéditions qui accompagnent les marchandises, le procès-verbal doit énoncer le genre de faux, les altérations ou surcharges, et les pièces fausses y sont annexées, avec mention de la sommation faite à la partie de les parapher, ainsi que de sa réponse. (*Ibid.*, art. 22.) — Il doit être offert mainlevée, sous caution solvable, ou en consignation la valeur, jusqu'à concurrence du montant de l'amende encourue, des moyens de transport saisis, à moins que des marchandises ne soient prohibées, et cette offre, ainsi que la réponse, doivent être mentionnées au procès-verbal. (*Ibid.*, art. 23.) — Si le prévenu est présent, le procès-verbal énonce qu'il lui en a été donné lecture et copie ; s'il est absent, la copie lui est signifiée à domicile, ou est affichée dans le jour à la porte de la maison commune du lieu de la saisie s'il n'est pas domicilié dans la commune ; le procès-verbal et l'affiche peuvent être faits tous les jours indistinctement. (*Ibid.*, art. 24.) — Enfin, le procès-verbal est affirmé dans les trois jours devant le juge de paix, par deux des saisissants au moins, et l'affirmation énonce qu'il en a été donné lecture aux affirmants. (*Ibid.*, art. 25.) — Les tribunaux ne peuvent admettre contre les procès-verbaux d'autres nullités que celles résultant de l'omission des formalités indiquées ci-dessus. (*Ibid.*, art. 26.)

Les transactions sur procès-verbal peuvent être faites, avec l'approbation du directeur local, lorsque les condamna-

tions, confiscations et amendes à encourir ne s'élèvent pas à plus de 500 francs. Au-dessus de cette somme, il faut qu'elles soient approuvées par le directeur général ou le ministre des finances, suivant des cas déterminés. (Décret du 5 germinal an XII, art. 23, et Ordonn. roy. du 2 janvier 1817, art. 9.)

— Toutes les condamnations entraînant la confiscation ou l'amende en matière de contributions indirectes sont poursuivies devant les tribunaux correctionnels (1). (Loi du 5 ventôse an XII, art. 90.)

L'assignation est donnée au plus tard dans les trois mois de la date du procès-verbal, à peine de déchéance; elle peut être donnée par les commis. (Loi du 15 juin 1835, article unique.)

L'instruction se fait conformément aux articles 154 et 190 du Code d'instruction criminelle.

Si le prévenu veut s'inscrire en faux contre le procès-verbal, il doit le déclarer au plus tard à l'audience indiquée pour l'assignation, et dans les trois jours faire au greffe le dépôt des moyens de faux, et des noms et qualités des

(1) Les mêmes tribunaux sont saisis :

— Pour la garantie des matières d'or et d'argent, par la loi du 19 brumaire an VI, art. 102 à 107;

— Pour la navigation intérieure, par la loi du 14 brumaire an VII, art. 25 et 26, mais seulement si l'amende excède 50 francs, non compris le droit; au-dessous de cette somme, c'est le juge de paix qui est compétent;

— Pour les bacs et passages d'eau, par la loi du 6 frimaire an VII, art. 57, mais seulement si le refus de paiement est accompagné d'injures ou voies de fait; hors ce cas, c'est le juge de paix qui prononce;

— Pour les poudres à feu, par le décret du 16 mars 1813, art. 4;

— Enfin, pour les sels, par les art. 30 et 31 de la loi du 24 avril 1806, lorsqu'il y a récidive ou fraude commise par une réunion de trois individus au moins; — et par la loi du 17 juin 1840, lorsqu'il y a contravention à cette loi.

En dehors de ces cas, les juges de paix sont compétents, en vertu de l'art. 29 de la loi du 17 mars 1814.

témoins qu'il veut faire entendre, le tout à peine de déchéance. (Loi du 1^{er} germinal an XIII, art. 40.)

Si le tribunal juge la saisie mal fondée, il peut non-seulement condamner la régie aux frais du procès, mais encore à une indemnité qui ne doit cependant pas excéder 1 p. 100 par mois de la valeur des objets dont le prévenu a été privé. (*Ibid.*, art. 29.)

La régie est responsable du dépérissement des objets saisis, à moins que le lieu de dépôt ou le dépositaire n'aient été choisis par le saisi. (*Ibid.*, art. 30.)

Si la saisie porte sur des objets prohibés, la confiscation en est prononcée, même alors que le procès-verbal serait annulé pour vice de forme. — Il en est de même pour tous objets saisis, si, nonobstant la nullité du procès-verbal, la contravention est suffisamment prouvée par l'instruction. (*Ibid.*, art. 34.)

Les propriétaires des marchandises sont responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens (*Ibid.*, art. 35.) — Ce qui n'empêche pas que la confiscation des objets saisis peut être poursuivie et prononcée contre les conducteurs, sans que la régie soit tenue de mettre en cause les propriétaires, sauf à eux à intervenir, ou aux conducteurs à les appeler. (*Ibid.*, art. 36.)

Les condamnations pécuniaires contre plusieurs personnes, pour un même fait de fraude, sont solidaires. (*Ibid.*, art. 37.)

Enfin, les objets saisis ou confisqués ne peuvent être revendiqués par le propriétaire, ni le prix réclamé par aucun créancier, même privilégié, — sauf le recours contre les auteurs de la fraude. (*Ibid.*, art. 38.)

— Les jugements rendus correctionnellement en matière de contributions indirectes peuvent être attaqués, soit par

la voie de l'opposition, s'ils sont par défaut, soit par la voie de l'appel, soit encore en cassation, suivant le droit commun, auquel il faut également se reporter pour la procédure à suivre ; il n'y a de disposition spéciale qu'en ce qui touche le délai d'appel, qui est de huit jours, à partir de la signification du jugement, et de l'assignation, qui doit être à trois jours, à partir de la déclaration d'appel, plus un jour par deux myriamètres de distance du domicile du défendeur au chef-lieu du tribunal. (Décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 32.)

— Si le jugement n'est pas attaqué dans les délais ci-dessus, il est procédé, cinq jours après l'annonce qui en est faite par affiches, à la vente publique des objets confisqués. (*Ibid.*, art. 33.) — Le recouvrement des amendes et frais de justice se fait suivant le droit commun.

Règles spéciales en matière d'octrois. — Actions civiles. — Les contestations qui s'élèvent sur l'application du tarif ou sur la quotité du droit sont portées devant le juge de paix du canton ; — mais le conducteur doit avant tout consigner le droit exigé entre les mains du receveur, faute de quoi il ne peut introduire l'objet qui donne lieu à la contestation ; — il ne peut être entendu qu'en représentant la quittance au juge de paix, lequel prononce sommairement et sans frais, soit en dernier ressort, soit à la charge d'appel, suivant la quotité du droit réclamié. (Loi du 27 frimaire an VIII, art. 13 et 14 ; ordonn. roy. du 9 décembre 1814, art. 81.)

On voit que l'emploi de la contrainte est inutile, puisque l'objet imposé ne peut entrer sans avoir payé ou consigné les droits ; cependant, si les objets compris aux tarifs sont récoltés ou fabriqués dans l'intérieur du lieu sujet, ou s'ils y sont entreposés, l'administration est obligée de recourir à

la contrainte, et elle y est autorisée par les articles 36 et 44 de l'ordonnance royale du 9 décembre 1814. La contrainte, dans ce cas, est exécutoire nonobstant opposition et sans y préjudicier. Elle est décernée par le receveur, visée par le maire, rendue exécutoire par le juge de paix, et peut être notifiée par les employés de l'octroi. L'opposition à cette contrainte est portée devant le juge de paix.

Procès-verbaux et poursuites correctionnelles. — Les procès-verbaux constatant la fraude en matière d'octroi sont affirmés dans les vingt-quatre heures devant le juge de paix. C'est la seule formalité prescrite à peine de nullité. (Loi du 27 frimaire an VIII, art. 8.) — Ils peuvent être dressés par un seul préposé ; sauf cette différence, les articles 75, 76 et 77 de l'ordonnance du 9 décembre 1814 prescrivent les mêmes formalités de rédaction que celles qui sont exigées pour les procès-verbaux en matière de contributions indirectes par les articles 21, 22 et 24 du décret du 1^{er} germinal an XIII. — Ils font foi en justice jusqu'à inscription de faux ; mais la législation des octrois ne contenant pas, comme celle des contributions indirectes, des dispositions spéciales pour les inscriptions de faux, on doit suivre pour cette procédure les règles générales.

— Les amendes encourues en matière d'octroi sont prononcées par les tribunaux de simple police ou de police correctionnelle, suivant leur quotité. (Loi du 27 frimaire an VIII ; ordonn. roy. 9 décembre 1814, art. 78.) La procédure se fait d'après le droit commun.

— Les objets saisis par suite de contraventions aux règlements d'octroi sont déposés au bureau le plus voisin. Si la partie saisie ne s'est pas présentée dans les dix jours pour payer l'amende encourue ou pour former opposition à la vente, celle-ci a lieu cinq jours après avoir été annoncée

par affiches. (Ordonn. 9 décembre 1814, art. 79.) Cependant, dans le cas où les objets sont sujets à dépérissement, la vente peut en être autorisée avant l'expiration de ces délais, par une simple ordonnance du juge de paix sur requête. (*Ibid.*, art. 82.) Enfin, si la vente des objets saisis est retardée, l'opposition peut être formée jusqu'au jour indiqué pour y procéder. (*Ibid.*, art. 80.)

— L'opposition doit être motivée et contenir assignation à jour fixe, dans un délai qui ne peut excéder trois jours, et avec élection de domicile dans le lieu où siège le tribunal. (*Ibid.*, art. 80.)

— Le droit de transiger en matière d'octroi appartient aux maires, sous l'approbation des préfets ; mais il passe à l'administration des contributions indirectes toutes les fois que la saisie a été opérée dans l'intérêt commun des droits d'octroi et des droits dus au Trésor. (*Ibid.*, art. 83.)

— Le produit des amendes et confiscations, déduction faite des frais et prélèvements autorisés, est attribué moitié aux employés de l'octroi, moitié à la commune. (*Ibid.*, art. 84.)

Règles spéciales en matière de douanes. — *Instances civiles.* — Le recouvrement des droits, en cas de refus des redevables, s'opère le plus souvent par l'exercice du droit de gage sur les objets soumis à l'impôt. La voie de la *contrainte* n'est nécessaire que lorsque le redevable, ayant obtenu crédit, ne paye pas au terme indiqué, ou en cas d'insuffisance d'un premier paiement, ou par suite du défaut de rapport des certificats de décharge des acquits-à-caution.

La contrainte est, dans ces deux cas, décernée par le receveur, et elle est visée par le juge de paix pour être exécutée par toutes voies, même par corps. (Loi des 6-22 août 1791, tit. 13, art. 32.) Son exécution ne peut être sus-

pendue par l'opposition devant le juge compétent que si les droits ou les valeurs énoncées dans l'acquit-à-caution sont consignées. (*Ibid.*, art. 33.)

— Les instances purement civiles, celles qui ont rapport à l'application des droits, en dehors de toute contravention ou fraude, s'engagent :

Soit par action directe, lorsque la régie et le redevable ne sont pas d'accord sur la quotité du droit réclamé sur un objet présenté à l'entrée ou à la sortie ;

Soit par opposition à la contrainte décernée par la régie dans les cas de crédit et de non-rapport des certificats de décharge d'acquits-à-caution ;

Soit enfin par une demande en restitution des droits payés.

— Les juges de paix sont compétents en premier ressort, et les tribunaux civils en appel, sur toutes les contestations relatives à la quotité des droits. (Décret du 14 fructidor an III, art. 10.)

— La procédure est soumise aux règles ordinaires, sauf les exceptions ci-après.

La citation porte invitation de comparaître dans les vingt-quatre heures, et le jugement doit être prononcé dans les trois jours. (Loi du 9 floréal an VII, titre IV, art. 6 et 13.)

En première instance et sur appel, l'instruction est verbale, sur simple mémoire, et sans frais de justice à répéter de part ni d'autre. (Loi du 4 germinal an II, tit. VI, art. 17.)

— L'appel doit être notifié dans la huitaine de la signification du jugement ; et la déclaration d'appel doit contenir assignation à trois jours devant le tribunal civil dans le ressort duquel se trouve le juge de paix qui a statué en première instance. (Décret du 14 fructidor an III, art. 6.) — Le délai de l'assignation sur appel est augmenté d'un jour par deux myriamètres de distance entre la commune où est

établi le tribunal de paix et celle où siège le tribunal civil. (Loi du 9 floréal an VII, tit. iv, art. 14.)

La signification est faite soit à la partie, soit au préposé indiqué par le procès-verbal. Les significations à la partie sont faites à son domicile, ou, si elle n'en a pas, dans le lieu d'établissement du bureau, à celui du maire de la commune. Les significations à l'administration des douanes sont faites au receveur poursuivant. (Décret du 14 fructidor an III, art. 11.) — Les jugements rendus contre inconnus doivent être signifiés au maire de la commune où est situé, soit le bureau des douanes dans lequel la marchandise saisie a été déposée, soit, à défaut de dépôt, celui où le procès-verbal a été rédigé.

— Si l'administration se pourvoit en cassation contre un jugement, elle ne peut être tenue de l'exécuter que s'il lui est donné caution pour sûreté des valeurs qu'elle rembourse. (Loi du 16 juillet 1793.)

— Indépendamment de son droit de gage sur les objets dont elle est nantie, l'administration a, pour le montant de tous droits et condamnations, privilège sur les biens meubles des redevables, hypothèque sur leurs immeubles, et elle peut employer même contre eux la voie de la contrainte par corps. (Loi du 4 germinal an II, tit. vi, art. 4.)

— La prescription des particuliers contre la régie est de deux ans, et celle de la régie contre les redevables, d'un an. (Loi des 6-22 août 1791, tit. xiii, art. 32.)

Procès-verbaux et poursuites correctionnelles. — Les procès-verbaux, en matière de douane, peuvent être faits par deux préposés de l'administration des douanes ou *autres citoyens* français. (Loi du 9 floréal, an VII, tit. 4, art 1^{er}.) Cet article confère, comme on le voit, à tout citoyen français le droit de constater une contravention aux lois de doua-

nes. L'exercice de ce droit est cependant limité aux marchandises circulant dans le rayon.

Les procès-verbaux doivent énoncer la date et la cause de la saisie, la déclaration qui en a été faite au prévenu, les noms, qualités et demeures des saisissants et de celui chargé des poursuites; l'espèce, poids ou nombre des objets saisis; la présence de la partie saisie à leur description ou la sommation qui lui a été faite d'y assister, le nom et la qualité du gardien, le lieu de la rédaction du rapport et l'heure de sa clôture. (Loi du 9 floréal an VII, tit. iv, art. 3.)

Si le motif de la saisie porte sur le faux ou l'altération des expéditions qui accompagnent les marchandises, le procès-verbal doit énoncer le genre de faux, les altérations ou surcharges. Ces pièces sont annexées au rapport qui doit contenir la sommation faite à la partie de les signer et sa réponse. Il doit être offert mainlevée, sous caution solvable, ou en consignation la valeur, des bâtiments, bateaux, voitures et équipages saisis pour autre cause que pour marchandises prohibées, et cette offre, ainsi que la réponse de la partie, est mentionnée au procès-verbal. (*Ibid.*, art. 4 et 5.)

Si le prévenu est présent, le procès-verbal énonce qu'il lui en a été donné lecture, qu'il a été interpellé de le signer, et qu'il en a reçu de suite copie, avec citation à comparaître dans les vingt-quatre heures devant le juge de paix du canton. En cas d'absence du prévenu, la copie est affichée dans le jour à la porte du bureau. (*Ibid.*, art. 6.)

Ces procès-verbaux, citations et affiches, peuvent être faits tous les jours indistinctement. (*Ibid.*)

Le procès-verbal doit être enregistré; il n'est dispensé de cette formalité qu'autant qu'il ne se trouve pas de bureau dans la commune du dépôt de la marchandise ni dans

celle où est placé le tribunal qui doit connaître de l'affaire ; auquel cas il est visé le jour de la clôture ou le lendemain avant midi par le juge de paix, ou, à défaut, par le maire. (*Ibid.*, art. 9.)

Le procès-verbal est affirmé au moins par deux des saisissants devant le juge de paix, dans le délai donné pour comparaitre ; l'affirmation énonce qu'il en a été donné lecture aux affirmants. (*Ibid.*, art. 10.)

La rédaction du procès-verbal a lieu, autant que possible, dans le bureau de douanes le plus rapproché, où l'on doit faire conduire le transport arrêté. — Si la saisie se fait dans une maison, le procès-verbal y est rédigé, et si les marchandises saisies sont tarifées, elles y sont laissées sous caution, tandis que, si elles sont prohibées, elles doivent être transportées au bureau. — A l'égard des saisies faites sur les bâtiments, lorsque le déchargement ne peut se faire de suite, les scellés sont apposés sur les fermants et écrouilles, et le procès-verbal se fait au fur et à mesure du déchargement. (*Ibid.*, art. 2, 7 et 8.)

Les procès-verbaux ainsi rédigés et affirmés sont crus jusqu'à inscription de faux. Les tribunaux ne peuvent admettre contre eux d'autres nullités que celles résultant de l'omission des formalités indiquées ci-dessus. (*Ibid.*, art. 11.) Il y a lieu d'observer ici que les procès-verbaux ne font foi jusqu'à inscription de faux que des faits matériels constituant la contravention aux lois de douanes ; la loi ne leur donne pas cette force pour les délits d'injures ou voies de fait, pour lesquels ils ne sont crus que jusqu'à preuve contraire. (Loi du 28 avril 1816, art. 49.)

La procédure à suivre pour l'inscription de faux est la suivante : celui qui veut s'inscrire en faux doit en faire la déclaration en personne ou par un fondé de pouvoirs spécial, en vertu d'une procuration passée devant notaire, au

plus tard à l'audience indiquée pour comparaitre, et faire, dans les trois jours suivants, le dépôt au greffe des moyens de faux et des noms et qualités des témoins qu'il veut appeler ; le tout à peine de déchéance. (Loi du 9 floréal an VII, art. 12.) — Si ces formalités sont remplies, et si les moyens de faux, en les supposant prouvés, ont pour conséquence de détruire l'existence de la fraude, le ministère public fait les diligences nécessaires pour faire statuer sans délai sur l'inscription de faux, et il est sursis au jugement de la contravention ; néanmoins, la vente des marchandises sujettes à déperissement et des chevaux qui ont servi au transport est provisoirement ordonnée. (Arrêté du 4^e jour complémentaire an XI, art. 9.)

— La nullité des procès-verbaux entraîne, suivant l'art. 23, titre 10, de la loi des 6-22 août 1791, la nullité des saisies et par conséquent des poursuites. La contravention reste impunie. Cependant, il y a exception à cette règle dans trois cas : — 1^o s'il s'agit de marchandises prohibées, tous les moyens de preuve sont admis pour établir la contravention et lui appliquer les pénalités prescrites (Décret du 8 mars 1811, art. 1) ; — 2^o s'il s'agit de délits de participation à des faits de contrebande, soit comme assureur, soit comme intéressé, prévus par les art. 52 et 53 de la loi du 28 avril 1816, et 37 de celle du 31 avril 1818, la nullité du procès-verbal ne fait pas obstacle à la poursuite ; — 3^o enfin, toutes les fois que l'action publique est en jeu, pour un délit de l'ordre commun accompagnant une contravention de douanes, l'exercice de cette action ne peut être subordonné à la nullité d'un procès-verbal dressé dans un intérêt fiscal.

Avant la loi du 16 mai 1863, qui a supprimé la recherche et la saisie dans l'intérieur du territoire des marchandises prohibées (*voir* ci-dessus, p. 221), les procès-verbaux constatant la saisie de ces marchandises dans l'intérieur étaient

soumis à des règles spéciales (1) : ils devaient faire mention de la désignation des marchandises, du prélèvement d'échantillons et de la mise sous enveloppe de ces échantillons, qui étaient transmis à l'administration centrale des douanes pour être examinés par un jury spécial nommé par le ministre du commerce. La poursuite n'avait lieu que lorsque le jury avait déclaré que les marchandises étaient d'origine étrangère. (Loi du 28 avril 1816, art. 61 et suivants.)

— La compétence pour les contraventions de douanes appartient en règle générale aux juges de paix, en première instance, et aux tribunaux de police correctionnelle, en appel. (Décret du 14 fructidor an III, art. 3.)

Cependant, cette compétence générale subit plusieurs restrictions.

Les tribunaux correctionnels connaissent en première instance :

1° Des importations par terre d'objets prohibés, et de toute introduction frauduleuse d'objets tarifés dont le droit serait de 20 francs par quintal métrique et au-dessus. (Loi du 28 avril 1816, art. 41.)

Les peines encourues en pareil cas consistent dans la confiscation des marchandises, celle des moyens de transport, une amende de 500 francs, si la valeur des marchandises n'excède pas cette somme, ou, dans le cas contraire, égale à la valeur des objets, et enfin un emprisonnement de trois jours à un mois, si l'importation a été commise par moins de trois individus, et de trois mois à un an, si elle a été faite par une réunion de trois individus et plus, jusqu'à six inclusivement. (*Ibid.*, art. 42, 43 et 44.)

2° Des importations frauduleuses tentées sur les côtes en dehors des limites des ports de commerce. (L. 21 avril 1818, art. 34.)

(1) Ils étaient rédigés, dans les communes où il n'y avait point de bureaux de douanes, par les juges de paix et officiers municipaux.

Les peines sont les mêmes que dans le cas précédent.

3° Des saisies faites à l'intérieur du territoire des fils et tissus de fabrique étrangère. (L. 28 avril 1816, tit. 6, art. 63.)

Dans ce cas, la confiscation des marchandises est encourue avec amende de 500 francs. (*Ibid.*, art. 66.)

Mais ce cas de compétence a disparu avec l'abrogation de ces articles par la loi du 16 mai 1863.

4° Des délits de contrebande avec attroupement de plus de trois hommes à cheval ou de plus de six hommes à pied, attribués par la loi du 28 avril 1816, art. 48, aux cours prévôtales, et qui rentrent aujourd'hui dans la juridiction correctionnelle. (L. 21 avril 1818, art. 37.)

Les faits de cette nature entraînent la confiscation des marchandises et des moyens de transport, une amende de 1,000 francs, ou du double des objets confisqués, si leur valeur dépasse cette somme, et un emprisonnement de six mois à trois ans. (L. 28 avril 1816, art. 51.)

5° Du fait de ceux qui ont participé, comme assureurs ou comme intéressés, à un acte de contrebande. (L. 28 avril 1816, art. 53.)

Ils sont condamnés aux mêmes peines que les principaux coupables. (*Ibid.*)

— La compétence remonte même jusqu'à la cour d'assises dans deux cas :

1° Pour les crimes de rébellion et de contrebande avec attroupement de trois personnes armées ou plus. (L. 13 floréal an XI, art. 1.) — L'article 4 de cette loi punit ces crimes de la peine de mort.

2° Pour la contrebande faite ou favorisée par les employés de la régie. (*Ibid.*, art. 6.) — Ce crime est puni de la peine de mort s'il y a eu attroupement de trois personnes armées, et, dans les autres cas, de cinq ans à quinze ans de travaux forcés. (*Ibid.*)

La compétence de la cour d'assises, depuis la suppression des tribunaux spéciaux qui connaissaient de ces crimes, résulte de la nature même des peines encourues.

— La procédure relative aux contraventions poursuivies devant le juge de paix est la même que celle prescrite pour une instance purement civile ; nous l'avons indiquée plus haut.

— Devant les tribunaux correctionnels, la procédure est celle du droit commun, sauf quelques dispositions spéciales de la loi du 28 avril 1816.

Les articles 45, 46 et 47 de cette loi portent que le prévenu qui n'a pas été arrêté est assigné soit à son domicile, s'il réside dans le ressort du tribunal, soit, dans le cas contraire, au domicile du procureur près ce même tribunal ; et que si, le prévenu comparaisant, il y a lieu de lui accorder une remise, elle ne peut excéder cinq jours, le tribunal devant prononcer le cinquième jour, partie présente ou absente.

— Devant la cour d'assises, les règles ordinaires sont également suivies.

— La confiscation des marchandises saisies peut être prononcée contre les conducteurs sans que la régie soit tenue de mettre en cause les propriétaires, sauf à eux d'intervenir ou aux conducteurs de les appeler en garantie. (L. des 6-22 août 1791, tit. 12, art. 1.)

Les objets saisis ne peuvent être revendiqués par les propriétaires, ni le prix réclamé par aucun créancier, même privilégié, sauf leur recours contre les auteurs de la fraude. (*Ibid.*, art. 5.)

Dans toute action sur saisie, les preuves de non-contravention sont à la charge du saisi. (L. 4 germinal an II, tit. 6, art. 7.)

Lorsque la saisie n'est pas fondée, le propriétaire des

marchandises a droit à une indemnité d'un pour cent par mois de la valeur des objets saisis depuis l'époque de la retenue jusqu'à celle de la remise. (L. 9 floréal an VII, tit. 4, art. 16.)

Il ne peut être donné mainlevée des marchandises saisies que par le jugement définitif, si ce n'est dans le cas où ce sont des marchandises non prohibées et sujettes à dépérissement, et où la valeur en est consignée ou cautionnée. Il en est de même des moyens de transport. (L. 6-22 août 1791, tit. 12, art. 2, et tit. 10, art. 16.)

La vente des objets saisis s'opère soit avant, soit après le jugement.

Les moyens de transport et les marchandises sujettes à dépérissement, dont la remise sous caution a été offerte et non acceptée, sont vendus aux enchères avec la permission du juge de paix, dans le délai de huitaine au plus tard, à partir de la date du procès-verbal. (Décret du 18 septembre 1811, art. 1.) L'ordonnance du juge est signifiée dans le jour à la partie, et elle est exécutée nonobstant appel ou opposition. Le produit en est versé au Trésor, pour en être disposé ainsi que le statuera le tribunal. (*Ibid.*, art. 2 et 3.)

Lorsque la saisie est jugée bonne, et que le jugement qui la prononce est devenu définitif, la vente des objets est annoncée par affiches, et il y est procédé cinq jours après l'accomplissement de cette formalité. La vente a lieu publiquement par les soins des préposés des douanes, et à la charge, si les marchandises sont tarifées, de payer les droits, et, si elles sont prohibées, de les réexporter dans le délai de trois mois, pendant lequel elles restent sous la clef de la douane. (Décret du 14 fructidor an III, art. 7 et 8.)

— L'administration est autorisée à transiger sur les

procès relatifs aux contraventions aux lois de douane, soit avant, soit après le jugement. (Arrêté du 14 fructidor an X, art. 1.)

Toutes les transactions doivent être délibérées en conseil d'administration. Elles sont définitives, selon les cas, par l'approbation du directeur général ou celle du ministre des finances. (Ordonn. roy. 30 janv. 1822, art. 5 et 10.)

Le droit de transiger après jugement sur les peines corporelles, qui semblait résulter des termes généraux de l'arrêté du 14 fructidor an X, a donné lieu aux dispositions suivantes, arrêtées entre les deux ministères de la justice et des finances. Il a été convenu :

1° Que l'administration des douanes demeure investie du droit absolu de transiger, avant jugement définitif, sur toutes les peines et réparations civiles qu'entraîne la poursuite des infractions aux lois dont l'application lui est confiée, les décisions qu'elle prend à cet égard ayant pour effet d'arrêter l'action publique aussi bien que l'action civile ;

2° Qu'après jugement définitif elle peut encore transiger sur les condamnations pécuniaires, mais qu'au chef de l'État seul appartient le droit de remettre ou de modérer les peines corporelles infligées aux délinquants. (Circulaire du 24 janvier 1844.)

— Le produit net provenant des confiscations et amendes prononcées en matière de douanes est réparti, suivant des proportions déterminées, entre le Trésor et les agents de l'administration. (Arrêté du 9 fructidor an V, art. 1 et suiv.)

§ II. — ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES ET DE CELLE DES DOUANES.

La régie des contributions indirectes et celle des douanes ont été tantôt réunies, tantôt séparées. Elles formaient deux administrations distinctes avant le décret du 27 décembre 1851 qui les réunit en une seule administration, mais un décret du 19 mars 1869 les a de nouveau séparées et rétablies telles qu'elles existaient avant le décret du 27 décembre 1851 (1).

— Chacune de ces administrations est dirigée, sous les ordres du ministre des finances, par un Directeur général et un conseil d'administration composé de plusieurs administrateurs, lesquels forment, avec des chefs de bureau,

(1) Par décret du 21 mars 1860, le service des tabacs a été érigé en direction *générale*, pour ce qui concerne seulement la culture et la fabrication ; quant à la vente, elle est restée dans les attributions de l'administration des contributions indirectes.

L'administration centrale des tabacs se compose d'un Directeur général, de deux administrateurs, de deux inspecteurs spéciaux et de chefs de bureau, sous-chefs et employés de tous grades.

L'administration locale se divise en service des manufactures et service de la culture et des magasins.

Le service des manufactures se compose de :

- Directeurs,
- Ingénieurs,
- Experts,
- Sous-ingénieurs,
- Élèves ingénieurs,
- Contrôleurs,
- Gardes-magasins et commis de différents grades ;

Celui de la culture et des magasins, de :

- Directeurs,
- Inspecteurs,
- Entreponeurs,
- Contrôleurs,
- Commis,
- Et vérificateurs.

sous-chefs et employés de tous grades, l'administration *centrale*.

Le Directeur général est nommé par le chef de l'État. Il a la direction supérieure de tout le service. Il nomme à tous les emplois dont la nomination n'est pas réservée au chef de l'État ou au ministre des finances (nous indiquerons plus loin par quelle autorité chaque agent est nommé); il révoque, après avis du Conseil d'administration, les agents qui sont à sa nomination; il signe la correspondance avec les autorités et les particuliers, ainsi que les ordres généraux de service.

Les administrateurs sont nommés par le chef de l'État. Ils dirigent chacun le travail d'une division de l'administration centrale, et ils forment, sous la présidence du Directeur général, le conseil d'administration.

Les chefs de bureau sont nommés par le ministre, les sous-chefs et autres employés par le Directeur général.

Le conseil d'administration a les attributions suivantes : Il délibère 1° sur le budget général des dépenses de l'administration; 2° sur le contentieux de toute nature; 3° sur les demandes en remise ou réduction de droits; 4° sur les demandes et allocations de primes; 5° sur la liquidation des pensions de retraite des employés de tout grade; 6° sur les révocations, destitutions et mises à la retraite; 7° sur les suppressions ou créations de bureaux et d'emplois; 8° sur les projets, devis et marchés; 9° sur toutes les affaires sur lesquelles le Directeur général ou le ministre juge à propos de lui demander son avis. (Ord. roy. des 5 janvier 1821, 30 janvier 1822 et 30 décembre 1829.)

— L'administration *locale* était à peu près restée distincte pour chacun des deux services. Cependant, ces services avaient été concentrés dans les mains d'un seul directeur sur tous les points où ils existaient simultanément (Paris, Boulogne, Alger, Marseille, Bordeaux, Nantes, Metz,

Montpellier, La Rochelle, Nice et Chambéry exceptés); mais, malgré cette réunion, chaque service avait conservé, sous l'action du directeur commun, son organisation et ses attributions distinctes. (Décision ministérielle du 16 août 1852.) Il a donc été facile de rétablir la séparation.

— Le service local des contributions indirectes se compose :

D'un directeur par département ;

D'inspecteurs et sous-inspecteurs placés à la tête de circonscriptions composées d'un ou plusieurs arrondissements ;

De receveurs principaux entreposeurs, dont un ou plusieurs par chaque circonscription d'inspection ou de sous-inspection ;

D'entreposeurs spéciaux de tabacs, dans les villes importantes ;

De receveurs particuliers entreposeurs ;

De receveurs particuliers sédentaires et de navigation ;

De contrôleurs ;

De receveurs ambulants, à pied ou à cheval ;

De commis principaux id. id. ;

De commis ;

De surnuméraires ;

De receveurs buralistes et débitants de tabacs ;

Des employés de tous grades, depuis celui de commis jusqu'à celui de contrôleur, sont attachés aux bureaux de direction et de recette principale.

— Le chef de l'État nomme les directeurs ; le Ministre, les inspecteurs et les receveurs principaux ; le Directeur général nomme à tous les autres emplois, à l'exception de ceux dont la nomination est réservée aux préfets et qui sont : les débits de tabac simples, dont le produit ne dépasse pas 4,000 fr. (Décret du 25 mars 1852, art. 5) ; — et les emplois de surnuméraires. (Décret du 13 avril 1861.)

— Le directeur a sous ses ordres tout le service et tout le personnel de la direction. Il examine les résultats de toutes les opérations, les apprécie et en rend compte à l'administration.

— L'inspecteur ou le sous-inspecteur étend son action à l'ensemble du service de sa division ; il vérifie les caisses, les entrepôts de tabacs, la comptabilité et participe aux exercices et à la surveillance de jour et de nuit.

— Le receveur principal est chargé de vérifier et de centraliser la comptabilité des agents de perception de son ressort, et d'encaisser les taxes qui lui sont directement versées par les redevables de la localité. Il est chargé de veiller à l'apurement des acquits-à-caution. Il suit les affaires, au nom de l'administration, devant les tribunaux, et transige sur les procès-verbaux de contravention, sauf approbation de l'administration supérieure. Son travail est surtout un travail d'écritures et de comptabilité ; il signale à l'inspecteur les irrégularités qu'il relève, mais il ne donne pas d'ordres et n'exerce aucune action sur le service. Il est en outre chargé de demander aux manufactures de tabacs et aux poudreries les matières nécessaires et de les distribuer aux débitants.

— Cette dernière mission est la seule qui soit confiée à l'entreposeur spécial des tabacs, dans les villes où il existe.

— Le receveur particulier entreposeur réunit aux attributions de l'entreposeur spécial des tabacs la perception des droits dus au Trésor par les divers assujettis de la ville où il réside et la délivrance des expéditions pour l'enlèvement des boissons.

— Ces fonctions sont également, moins la vente des tabacs, celles du receveur particulier sédentaire établi dans les localités d'une certaine importance.

— Le receveur de navigation est uniquement chargé de percevoir le droit de navigation sur les rivières et les canaux, après vérification du tonnage des bateaux.

— Le contrôleur est, au-dessous de l'inspecteur, l'agent spécialement chargé de veiller à la constatation des droits à percevoir; pour remplir cette mission, il a sous ses ordres un certain nombre de commis. Il surveille l'exécution du service en participant aux exercices chez les débitants, aux recensements des magasins des entrepositaires et des distillateurs, aux visites dans les brasseries, à la surveillance de jour et de nuit. Il vérifie les portatifs (1), les recettes buralistes, les bureaux d'entrée et d'octroi. Il contrôle toutes les écritures au moyen d'appels avec les différents registres de perception. Il surveille aussi la gestion des débitants de tabacs, de poudres à feu et de cartes.

— Le receveur ambulant, à pied ou à cheval, est l'agent direct du recouvrement dans les communes rurales. Il est sans cesse accompagné du commis principal qui lui est adjoind. Ces employés, qui ne peuvent pas opérer séparément, attendu que la loi exige la présence de deux agents au moins dans tous les exercices et visites chez les assujettis, sont chargés d'assurer la perception de l'impôt dans toute l'étendue des communes rurales qui forment leur circonscription. Ils exercent les caves des débitants, les magasins de gros, les brasseries, les distilleries, surveillent les voitures publiques, le mouvement des boissons et la vente des tabacs. Le receveur ambulant est en outre chargé de percevoir, au domicile des redevables, les droits constatés, et, après vérification des écritures, de retirer des mains des buralistes les sommes qu'ils ont encaissées.

— Agissant toujours par section de deux, les commis

(1) On entend par portatif le registre sur lequel les employés inscrivent toutes leurs opérations chez les assujettis.

ont, dans la localité où ils sont placés, les mêmes fonctions que le receveur ambulant et le commis principal. Il faut, toutefois, en excepter le recouvrement des droits, qui est confié au receveur particulier sédentaire.

— Le receveur ruraliste reçoit les déclarations des récoltants et des assujettis, délivre les expéditions nécessaires et perçoit les droits qui sont dus. Il est en outre chargé de la vente des tabacs.

— Cette vente constitue la seule attribution des débitants de tabacs.

— Dans le service des contributions indirectes, tous les agents sont soumis à un cautionnement, soit fixe, soit proportionné à la classe des emplois, à partir du grade de commis principal inclusivement.

— Le service local des douanes se divise en deux parties : le service sédentaire et le service actif.

Le service sédentaire liquide perçoit et encaisse les droits ; — le service actif prévient, arrête et constate la fraude.

Les chefs des deux services, sédentaire et actif, sont : dans chaque direction,

Un directeur,
Des inspecteurs,
Des sous-inspecteurs,
Et des receveurs principaux ;

Les agents du service sédentaire sont :

Des receveurs,
Des contrôleurs,
Des vérificateurs,
Des commis de diverses classes,
Et des surnuméraires.

Le service actif comprend :

Des brigades à pied, composées de :

Capitaines,
Lieutenants,
Brigadiers,
Sous-brigadiers.
Et préposés ;

Des brigades à cheval, composées de :

Brigadiers,
Sous-brigadiers,
Et préposés ;

Et une marine de douane, composée de :

Capitaines,
Lieutenants,
Patrons,
Sous-patrons,
Matelots,
Et mousses.

Les brigades à cheval et la marine de douane sont attachées à une capitainerie.

— Les directeurs sont nommés par le chef de l'État, les inspecteurs et les receveurs principaux, de 4,000 fr. et plus, par le Ministre des finances ; et les autres agents par le Directeur général, à l'exception de ceux du service actif, dont la nomination, au-dessous du grade de lieutenant, appartient au directeur local.

— La circonscription des directions de douanes n'est pas la même que celle des départements. Les directions sont échelonnées sur les côtes et sur les frontières, et quelques-unes sont placées dans certaines villes importantes de l'intérieur. Il y a trente-deux directions de douanes.

— Le directeur nomme à tous les emplois du service actif jusqu'au grade de lieutenant exclusivement.

Il a sous ses ordres tout le personnel actif et sédentaire. Il dirige et surveille l'exécution de toutes les parties du service.

— Les inspecteurs sont spécialement chargés, sous les ordres du directeur, de la surveillance des deux services, sédentaire et actif. Les agents de ces deux services sont placés sous leurs ordres.

Ils visitent, dans de fréquentes tournées, tous les bureaux et toutes les brigades ; ils vérifient les caisses et les registres, et adressent leurs rapports au directeur.

— Les sous-inspecteurs ont des fonctions analogues, mais subordonnées.

— Le receveur principal concentre, dans sa circonscription, le service de la perception. Sa mission, comme l'étendue de son ressort, sont de deux natures :

Comme simple receveur, il a une circonscription où il perçoit directement des redevables les droits constatés ; comme receveur principal, il a une circonscription plus étendue, comprenant plusieurs bureaux de recette, dont il centralise et dirige en partie les opérations. Nous allons indiquer ses attributions les plus importantes à ces deux titres.

Comme simple receveur, il perçoit des redevables les droits constatés dans son ressort ; à défaut de paiement, il retient et fait déposer les marchandises dans les magasins de la douane. Il exerce, au nom de la régie, le droit de préemption. Si les droits ne sont pas payés comptant, c'est à lui que doivent être données les sûretés que la loi exige, et remis les effets de crédit. Il est responsable des droits qu'il ne recouvre pas par sa faute. C'est lui qui décerne contrainte et en poursuit l'exécution, qui annonce la vente des objets saisis, prépare le cahier des charges, requiert l'ad-

judication ou y procède lui-même. Il délivre les expéditions et veille à l'apurement des acquits-à-caution.

Comme receveur principal, il vérifie et centralise la comptabilité et les recettes des receveurs subordonnés, paye les dépenses, représente la régie dans les actes et instances, et prépare et arrête les transactions, sauf approbation supérieure.

— Les receveurs particuliers des douanes ont celles des attributions que nous venons d'indiquer qui ne sont pas exclusivement réservées au receveur principal, si ce n'est qu'ils ne peuvent pas accorder de crédit sans l'autorisation du receveur principal et sans lui avoir soumis les effets donnés en paiement.

— Les autres agents du service sédentaire sont attachés aux recettes principales ou aux recettes subordonnées.

Les contrôleurs dirigent une partie du travail ; ils liquident les droits.

Les vérificateurs sont affectés à la reconnaissance matérielle des marchandises.

Les autres employés sont chargés des travaux d'écriture.

— Les directeurs, inspecteurs et sous-inspecteurs, sont assujettis à un cautionnement fixe, de 10,000 fr., 5,000 fr. et 2,500 fr. — Les receveurs principaux et particuliers doivent fournir un cautionnement proportionné à l'importance des recettes. — Les autres agents n'ont pas de cautionnement.

— Les agents du service actif sont nommés par le Directeur général, pour les grades de capitaine et de lieutenant, et, au-dessous de ces grades, par le directeur local. — Organisés militairement, ils ont entre eux les attributions et les devoirs déterminés par la hiérarchie. Mais, vis-à-vis de la régie et des particuliers, ils ont tous les mêmes pouvoirs pour empêcher la fraude et la constater. Ils exigent la re-

présentation des expéditions, examinent si elles sont régulières, arrêtent les transports frauduleux, font les visites domiciliaires que la loi autorise, dressent les procès-verbaux, saisissent les marchandises et les contrevenants contre lesquels la peine de l'emprisonnement peut être prononcée. Ils ont qualité pour faire, en ce qui touche les droits de douane, tous exploits et autres actes de justice (loi des 6-22 août 1791, titre 13, art. 18). — Ils sont, en outre, chargés de constater les contraventions sur la circulation des boissons, sur le monopole, la culture, la fabrication et la vente des tabacs, sur le monopole du transport des lettres, etc.

— Les préposés prêtent un serment professionnel devant le tribunal civil. Ils s'engagent, en outre, à quitter pendant cinq ans le rayon-frontière dans le cas où ils seraient révoqués ; il leur est cependant permis de revenir au domicile qu'ils avaient avant d'entrer au service, alors même que ce domicile serait dans le rayon. Cette obligation leur est imposée sous les peines portées aux art. 271 et 272 du Code pénal (loi du 21 avril 1818, art. 40). Elle est motivée sur la grande facilité qu'ils auraient à faire la contrebande en restant dans le rayon.

— Les agents du service actif pourraient, si les circonstances l'exigeaient, être affectés à un service militaire.

Chaque direction forme une légion dont le directeur est colonel ; chaque inspection forme un bataillon commandé par l'inspecteur et les sous-inspecteurs ; et, si l'effectif le permet, chaque contrôle forme une compagnie commandée par le capitaine. (Ord. roy. des 13 mai 1834, 11 mai et 9 septembre 1832.)

CHAPITRE III.

DES DROITS D'ENREGISTREMENT, DE TIMBRE, DE GREFFE ET D'HYPOTHÈQUE.

Des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèque.

SECTION I^{re}. Des droits d'enregistrement — Historique des impôts correspondants avant 1789. — Objet de l'enregistrement comme service public. — A l'égard des actes notariés, — des exploits, — des jugements, — des actes sous seings privés, — des déclarations de mutations.

§ I^{er}. Base et division des droits d'enregistrement. — Base et division en droits fixes et droits proportionnels. — Division en droits d'actes et droits de mutation. — Règles générales de l'assiette de l'impôt.

1^{re} Règle : il faut un acte. — Exceptions : mutations imposables sans actes et sujettes à des déclarations obligatoires.

2^e Règle : il faut que l'acte soit représenté. — Exceptions.

Rétroactivité. — Les actes sont enregistrés sur les minutes. — Appréciation du contenu des actes dans ses rapports avec l'application des droits. — Règles d'application de l'impôt suivant la nullité ou l'éventualité des actes et mutations. — Règles spéciales à l'assiette des droits proportionnels. — Mode de calcul de ces droits. — Base de l'assiette des droits proportionnels pour les meubles. — Base de l'assiette des droits proportionnels sur les immeubles. — Autres règles principales relatives à l'assiette des droits proportionnels. — Spécialités diverses dans leurs rapports avec l'impôt. — Mentions des conventions verbales dans les actes, — dans les exploits, — dans les jugements. — Mentions des actes sous seings privés non enregistrés. — Règles relatives aux partages et aux transactions. — Contre-lettres. — Quotité des droits fixes et des droits proportionnels. — Exceptions et exemptions. — Actes enregistrés en débet. — Actes enregistrés gratis. — Actes exempts d'enregistrement.

§ II^e. Mode de perception. — Délais dans lesquels les actes doivent être présentés et les déclarations doivent être faites. — Actes publics. — Testaments. — Actes sous seings privés. — Déclarations de mutations verbales. — Déclarations de mutations par décès. — Bureaux auxquels les actes et mutations doivent être enregistrés. — De la transcription des actes et mutations sur les registres. — Du paiement des droits et quels en sont les

débiteurs directs et les débiteurs définitifs. — Pénalités. — Règles ayant pour objet de constater la fraude et d'assurer la perception. — Obligations des receveurs, — des officiers publics, — des tribunaux et administrateurs. Expertise. — Remises et modérations. — Droits acquits et prescription*. Droits acquits. — Prescriptions. — Appendice aux droits d'enregistrement. — Droit spécial de transmission sur les actions et obligations.

SECTION II. Des droits de timbre. — Nature et objet de l'impôt du timbre.

§ I^{er}. Assiette de l'impôt du timbre. — Timbre de dimension. — Actes et registres. — Timbre des quittances dans les caisses publiques. — Lettres de voiture ou connaissements et récépissés des chemins de fer. — Bordereaux de commerce. — Polices d'assurances terrestres. — Polices d'assurances maritimes. — Affiches. — Droit spécial d'affichage. — Journaux et écrits périodiques et non périodiques traitant de matières politiques et d'économie sociale. — Passe-ports et permis de chasse. — Timbre proportionnel. — Effets négociables et non négociables. — Actions dans les Sociétés. — Obligations négociables des départements, communes, établissements publics et compagnies. — Rentes étrangères. — Exemptions.

§ II. Mode de perception. — Débits. — Timbre extraordinaire. — Visa pour timbre. — Règles générales ayant pour objet de constater la fraude et d'assurer la perception. — Prescriptions.

SECTION III. Des droits de greffe.

SECTION IV. Des droits d'hypothèque.

SECTION V. Poursuites, — procédure et compétence en matière de droits d'enregistrement, — de timbre, — de greffe et d'hypothèque, — et organisation de l'administration de l'enregistrement.

§ I^{er}. Poursuites, — procédure et compétence. — Règles générales. — Règles spéciales. — Enregistrement. — Timbre. — Greffe. — Hypothèques.

§ II. Organisation de l'administration de l'enregistrement.

Ces droits ne sont pas établis, comme les contributions directes, sur les propriétés immobilières ou sur les facultés mobilières des contribuables, ni, comme les impôts de consommation, sur les objets servant à l'alimentation ou aux divers usages de la vie matérielle de l'individu. La fortune mobilière n'étant qu'imparfaitement atteinte par les contributions personnelle-mobilière et des patentes comprises dans les impôts directs, et par les impôts de consommation auxquels peut se soustraire la richesse, suivant qu'elle consomme plus ou moins des objets qui y sont soumis, il a paru juste de l'atteindre dans ses autres manifestations, toutes les fois qu'un capital caché se montre par un *acte* constatant

son existence, ou par une *transmission* dont il est l'objet. — A un autre point de vue, la protection sociale, à l'abri de laquelle s'exécutent les actes et les mutations de propriété, paraît justifier l'établissement d'un droit qui en est considéré comme le prix, et c'est la principale raison de ce droit en ce qui concerne les mutations immobilières. Enfin les formalités matérielles qui servent à assurer l'existence de certains actes, dans l'intérêt des parties, constituent aussi un service public, dont l'impôt représente la rémunération.

Nous diviserons ce chapitre en cinq sections :

La première section comprendra les droits d'enregistrement ;

La deuxième, les droits de timbre ;

La troisième, les droits de greffe ;

La quatrième, les droits d'hypothèque ;

La cinquième, le contentieux relatif à ces diverses natures de droits, ainsi que l'organisation de l'administration de l'enregistrement chargée de les percevoir.

SECTION PREMIÈRE.

DES DROITS D'ENREGISTREMENT.

Les droits d'enregistrement sont ceux que l'État perçoit sur les actes soumis par la loi à la formalité de l'enregistrement et sur les mutations de propriétés légalement sujettes à des déclarations.

La formalité de l'enregistrement consiste dans la relation des actes ou des déclarations faite par les employés de l'État sur un registre à ce destiné.

Cette formalité constitue un *service public* ayant pour ob-

jet, *selon les cas*, ou d'assurer l'existence des actes, ou de constater leur date, ou de compléter leur authenticité, ou bien encore de constater le mouvement des transactions privées ou des mutations de propriétés. Envisagé comme *service public*, l'enregistrement se rattache au droit civil, et la seule énumération de ses divers objets explique son existence.

Mais la formalité est, ainsi que nous venons de le dire, l'occasion de la perception d'un droit, qui est tantôt la rémunération du service rendu, tantôt la part prélevée par l'État sur le capital caché, au moment où il se révèle, et toujours le prix de la protection sociale à l'abri de laquelle doit s'exécuter l'acte ou la mutation de propriété. Comme impôt, il semble donc aussi tirer de son objet sa raison d'être.

Historique des impôts correspondants avant 1789. — L'impôt sur les actes et les mutations de propriété ne date point des temps modernes. On en trouve la trace dans les institutions de Rome, sous le règne d'Auguste, et il paraît s'être perpétué pendant la durée de l'empire romain. On le voit reparaitre au *xi^e* et au *xii^e* siècle de notre histoire, car les historiens du Languedoc citent des documents de l'an 956 et de l'an 1079 qui prouvent que déjà les seigneurs percevaient des droits sur les transmissions de propriété.

Il n'existe aucun doute sur le nom et le caractère de ces droits pendant la période féodale. Les *lods et ventes* étaient perçus sur l'aliénation des *censives*; les droits de *quint* sur l'aliénation des fiefs; les droits de *rachat* étaient exigés pour les successions roturières; les droits de *relief* pour l'investiture et la succession des fiefs. Tous ces droits étaient prélevés par les seigneurs, qui étaient censés propriétaires originaires du sol, et qui, en cette qualité, s'étaient arrogé le privilège de faire payer un droit de saisine à chaque mutation. Cependant l'usage, favorisé par les jurisconsultes

coutumiers, finit par affranchir des droits seigneuriaux les transmissions en ligne directe. Les immeubles possédés en *franc-alleu* en étaient aussi exempts.

La jurisprudence féodale exigeait l'exhibition des titres d'aliénation et la déclaration des successions. En l'absence de l'une ou de l'autre, elle autorisait la preuve des mutations secrètes.

Les droits féodaux furent maintenus jusqu'à la révolution de 1789.

Mais l'affermissement de l'autorité royale avait amené la création de droits analogues au profit du trésor royal, sous les noms de droits de *contrôle*, d'*insinuation* et de *centième denier*, lesquels se cumulèrent avec les droits féodaux.

— Le droit de *contrôle* était établi sur les actes. Le contrôle était une formalité qui consistait dans la relation des actes, sur un registre public, moyennant un droit que l'on payait au fisc. Cette formalité avait pour but de prévenir les antedates, les suppositions de titres et autres abus de la même nature.

Il fut institué, d'abord pour les actes des notaires, par un édit du mois de juin 1581, qui reçut une nouvelle force d'un édit du mois de mars 1693, lequel disposait qu'on ne pourrait acquérir aucun privilège, hypothèque, propriété, ni aucun autre droit, en conséquence d'actes qui n'auraient pas été contrôlés. Certaines provinces en furent néanmoins dispensées.

Le contrôle des exploits fut créé par un édit de 1654 et une déclaration du roi de 1655 ; mais il ne devint obligatoire qu'en vertu d'un autre édit du mois d'août 1669.

Quant aux actes sous seings privés, ce n'est qu'en octobre 1705 qu'ils furent soumis au droit et à la formalité.

— L'*insinuation* a son origine dans deux ordonnances de 1539 et 1566. Elle consistait dans la relation sur un re-

gistre public des donations et des substitutions ; mais toutes les mutations immobilières y furent assujetties par des édits successifs, qui les soumirent en même temps, ainsi que nous allons le voir, au centième denier.

— Le *centième denier* consistait en un droit de 1 p. 100 s'appliquant aux mutations immobilières de toute nature. Il était au profit de la royauté ce que les lods et ventes, les droits de quint, ceux de rachat et de relief furent au profit des seigneurs. Louis XIV l'établit par un édit du mois de décembre 1703 et par une déclaration explicative du 19 juillet 1704. La législation sur cet impôt fut complétée par l'édit du mois d'octobre 1705, par celui du mois d'août 1707, par la déclaration du 20 mars 1708, enfin par plusieurs arrêts de règlement. Il résulte de ces divers documents que le droit de centième denier s'appliquait à toute espèce de mutation de propriété ou d'usufruit d'immeubles, de rentes foncières et de tout autre droit réel ou immobilier, opérée à titre gratuit ou onéreux, par succession ou autrement, avec titre ou sans titre, à l'exception néanmoins des successions directes et des donations faites en ligne directe par contrat de mariage.

— Les droits de contrôle, d'insinuation, de centième denier étaient les principales branches de l'impôt sur les actes et les mutations. Mais d'autres droits se percevaient au profit du trésor royal, tels que l'ensaisinement, les droits de sceau, les droits réservés sur les procédures, le sceau des actes des notaires, les droits d'amortissement, de nouvel acquêt, etc.

Les abus qui résultaient de cette multiplicité de droits et de leur application étaient si grands que Malesherbes s'exprimait ainsi, en 1775, dans ses remontrances au roi, au nom de la Cour des aides : « Votre Majesté saura que tous les « droits de contrôle, d'insinuation, de centième denier, qui « portent sur tous les actes passés entre les citoyens, s'ar-

« bitrent suivant la fantaisie des fermiers ou de leurs pré-
« posés ; que les prétendues lois sur cette matière sont si
« obscures et si incomplètes que celui qui paye ne peut ja-
« mais savoir ce qu'il doit ; que souvent le préposé ne le sait
« pas mieux, et qu'on se permet des interprétations plus ou
« moins rigoureuses selon que le préposé est plus ou moins
« habile ; qu'il est notoire que tous ces droits ont eu sous
« un fermier une extension qu'ils n'ont pas eue sous d'au-
« tres. D'où il résulte évidemment que le fermier est le sou-
« verain législateur dans les matières qui sont l'objet de son
« intérêt personnel : abus intolérable, et qui ne se serait ja-
« mais établi si ces droits étaient soumis à un tribunal quel
« qu'il fût ; car, quand on a des juges, il faut bien avoir des
« lois fixes et certaines... Un impôt établi sous le spécieux
« prétexte d'augmenter l'authenticité des actes et de pré-
« venir les procès force souvent vos sujets à renoncer aux
« actes publics, et les entraîne dans des procès qui sont la
« ruine de leurs familles. » Et la Cour des aides, reconnais-
sant la légitimité de ces griefs, avait dit : « Il est néces-
« saire de venir au secours d'un peuple opprimé par cette
« monstrueuse régie. »

— Quinze ans après, l'Assemblée constituante avait à remédier à cet état de choses.

En ce qui touche les droits féodaux, elle présuma que ces droits étaient le prix de concessions primitives, et elle laissa subsister, dans son respect pour la propriété, non-seulement les lods et ventes, les droits de quint, ceux de rachat et de relief, mais encore d'autres droits ayant le même caractère. Seulement elle en autorisa le rachat. (Loi du 15 mars 1790, titre III, art. 2.) L'Assemblée législative, plus sévère, rejeta cette présomption et supprima sans indemnité tous les droits casuels, à moins qu'il ne fût justifié par le titre primitif qu'ils étaient le prix de la concession du fonds pour

lequel on les percevait. — Mais la Convention, par le décret du 17 juillet 1793, ordonnant que les titres féodaux seraient brûlés sur la place publique, les anéantit sans retour, quelles qu'en fussent la cause et l'origine.

Quant aux droits perçus par le trésor royal, la loi des 5-19 décembre 1790 en modifia complètement le système. Le point de passage entre les deux législations est nettement dessiné par les articles 1 et 2 de cette loi.

L'article 1 *abolit* tous les droits existants : « Droits de
« contrôle des actes et des exploits, insinuation ecclésiastique
« et laïque, centième denier des immeubles, ensaisinement,
« scel des jugements, tous les droits de greffe ; les droits
« réservés sur les procédures lors de la suppression des
« offices de tiers référendaires, contrôleurs des dépens, vé-
« rificateurs des défauts, receveurs des épices et amendes ;
« le sceau des actes des notaires ; le droit de sceau en Lor-
« raine ; celui de bourse commune des huissiers de Breta-
« gne ; les quatre deniers pour livre du prix des ventes de
« meubles ; les droits d'amortissement, de nouvel acquêt
« et usage. » — Le même article maintient la formalité de
l'insinuation, en se référant à l'article 24 du décret des 6 et
7 septembre 1790.

L'article 2 dispose : « Les actes des notaires et les exploits
« des huissiers seront assujettis, dans toute l'étendue du
« royaume, à un enregistrement, pour assurer leur exis-
« tence et constater leur date. — Les actes judiciaires se-
« ront soumis à la même formalité, soit sur la minute, soit
« sur l'expédition, ainsi qu'il sera expliqué ci-après. — Les
« actes passés sous signatures privées y seront pareillement
« sujets dans les cas prévus par l'article 11. — Enfin le titre
« de toute propriété ou usufruit de biens immeubles réels
« ou fictifs sera de même enregistré. — A défaut d'actes en

« forme ou sous signature privée, contenant translation de
 « nouvelle propriété, il sera fait enregistrement de la dé-
 « claration que les propriétaires et les usufruitiers seront
 « tenus de fournir de la consistance et de la valeur de ces
 « immeubles, soit qu'ils les aient recueillis par succession
 « ou autrement, en vertu des lois et coutumes, ou par l'é-
 « chéance des conditions attachées aux dispositions éven-
 « tuelles. — *A raison de cette formalité*, il sera payé un
 « droit dont les proportions seront déterminées ci-après,
 « suivant la nature des actes et les objets des déclarations. »

Ainsi, la suppression de tous les anciens impôts de cette nature remplacés par deux classes de droits, l'une sur les *actes*, l'autre sur les *mutations de propriété*, voilà ce qui ressort des deux premiers articles de la loi des 5-19 décembre 1790 ; c'est la base du système qui existe encore aujourd'hui.

Les autres dispositions de la loi de 1790 ont été modifiées, complétées ou reproduites par les diverses lois qui l'ont suivie (1), jusqu'à celle du 22 frimaire an VII ; mais les deux articles ci-dessus rapportés peuvent toujours être considérés comme le point de départ de la nouvelle législation.

La loi du 22 frimaire an VII a abrogé et refondu toutes les lois antérieures, et elle forme encore aujourd'hui le Code de l'enregistrement. Elle a cependant été modifiée sur des points de détail et de tarif par les lois, dont les principales sont : des 27 ventôse an IX ; 28 avril 1816, tit. VII ; 25 mars 1817, titre VI ; 15 mai 1818, tit. VII ; 16 juin 1824 ; 18 avril 1831 ; 21 avril 1832 ; 24 mai 1834 ; 25 juin 1844 ; 19 juil-

(1) Les lois qui forment la législation intermédiaire entre le décret des 5-19 décembre 1790 et la loi du 22 frimaire an VII sont assez nombreuses. Nous n'étudierons pas les modifications successives qu'elles ont apportées dans la matière, à cause du caractère élémentaire de notre travail, d'autant plus que cet examen n'aurait qu'un intérêt historique.

let 1843; 3 juillet 1846; 18 mai 1850 et 11 juin 1859.

Une loi du 20 février 1849 a, en outre, créé un impôt sur les biens de mainmorte, dans le but de remplacer les droits de mutation auxquels ces biens échappent, n'étant point sujets à changer de main par le décès de leurs propriétaires. (V. *Contrib. directes*, p. 70.)

Objet de l'enregistrement comme service public.

— Ainsi que nous l'avons dit plus haut (page 266), la formalité de l'enregistrement a deux objets :

1° *Un service public*, dans l'intérêt des contractants, des tiers et de la société en général;

2° La perception d'un *impôt*, dans l'intérêt de l'État.

Quel est l'objet de la formalité comme *service public* ?

1° *A l'égard des actes des notaires*. — D'après la loi du 3 décembre 1790, l'enregistrement avait pour but « *d'en assurer l'existence et constater la date*, » car, « à défaut d'enregistrement dans le délai de 10 jours, ils ne pouvaient plus « valoir que comme actes sous seings privés. » (Art. 2 de cette loi.)

La loi du 22 frimaire an VII, qui abroge toutes les lois antérieures, n'a pas reproduit cette disposition; d'où il résulte qu'elle est abrogée.

Cela ne peut d'ailleurs faire aucun doute en présence de l'article 1^{er} de la loi du 25 ventôse an XI, qui porte : « Les « notaires sont des fonctionnaires publics, établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique, et pour en *assurer la date*, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et « expéditions. »

Aujourd'hui donc, le défaut d'enregistrement n'a plus pour effet que de soumettre le notaire au paiement d'une

amende; et le but de l'enregistrement, comme service public à l'égard des actes notariés, n'est plus d'en *constater la date*, mais seulement d'en *assurer l'existence* (Code civil, art. 1336) et d'en *compléter l'authenticité*.

2° *A l'égard des exploits*. — La loi du 5 décembre 1790 soumettait à l'enregistrement, *à peine de nullité*, les actes des huissiers et des autres officiers ministériels ayant pouvoir de faire des exploits et des procès-verbaux en certaines matières.

L'article 34 de la loi du 22 frimaire an VII porte : « L'exploit « ou le procès-verbal non enregistré dans le délai est déclaré « nul, et le contrevenant est responsable de cette nullité en- « vers la partie. »

Ici l'objet de la formalité est de donner à l'acte sa valeur, et en quelque sorte son existence légale, puisqu'il est nul sans la formalité.

3° *A l'égard des jugements*. — Leur authenticité tient au caractère public des juges qui les prononcent, et du greffier qui les transcrit sur les registres. Le but de l'enregistrement, comme service public, est seulement d'en *assurer l'existence*, en cas de perte des minutes du greffe, pour servir de commencement de preuve par écrit. (Code civil, art. 1336.) Le défaut d'enregistrement n'entraîne qu'une amende.

4° *A l'égard des actes sous seings privés*. — L'objet de la formalité est de donner à ces actes date certaine à l'égard des tiers. Du reste, les actes sous seings privés acquièrent aussi date certaine par le décès de celui qui les a signés, par leur relation dans un acte public ou dans les procès-verbaux d'inventaire (Code civil, art. 1328); — et, quoique ayant date certaine, ils ne sont pas toujours dispensés de l'enregistrement, qui, comme service public, a aussi pour objet d'en *assurer l'existence*.

A la différence des actes notariés, des exploits et des

jugements, qui sont tous, sans exception, soumis à l'enregistrement dans les délais fixés par la loi, les actes sous seings privés n'y sont assujettis dans un délai déterminé que si ce sont des testaments ou s'ils portent transmission entre-vifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, ou bail, sous-bail, cession ou subrogation de bail, ainsi qu'engagement de biens de même nature. Dans tous les autres cas, il n'y a point de délai de rigueur pour leur enregistrement; mais on ne peut en faire usage par acte publics en justice, ou devant toute autre autorité constituée, *sans qu'ils aient été préalablement enregistrés* (loi du 22 frimaire an VII, art. 21, 22 et 23, V. p. 304); d'où il suit que, tant qu'on n'en fait pas usage, ils sont dispensés de l'enregistrement;

5° *A l'égard des déclarations de mutations.* — Nous verrons plus loin (page 280) dans quels cas ces déclarations sont obligatoires.

Il suffit de dire ici que l'objet de l'enregistrement à leur égard, comme service public, est de constater le mouvement de la propriété.

— Enfin, dans tous les cas, la formalité a pour but d'assurer l'assiette et la perception de l'impôt, dont nous allons exposer les règles.

§ 1^{er}. — BASE ET DIVISION DES DROITS D'ENREGISTREMENT.

Base. — Division en droits fixes et droits proportionnels. — Tous les actes sujets à la formalité de l'enregistrement sont sujets aux droits d'enregistrement, sauf quelques exceptions. (V. page 301, ce qui est relatif aux actes enregistrés gratis.)

Ainsi, les actes notariés, les exploits, les jugements, les actes sous seings privés portant transmission de biens par décès ou transmission entre-vifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, ou bail, sous-bail, cession ou subrogation de bail, ainsi qu'engagement de biens de même nature, et tous les autres actes sous seings privés dont on veut faire usage en justice, ou dans un acte public ou devant une autorité constituée, — enfin, toutes les déclarations de mutations exigées par la loi, — sont soumis à l'impôt en même temps qu'à la formalité.

Mais ce n'est là qu'une énumération générale des actes et mutations imposables; ce n'est pas la base légale de l'impôt.

— Les articles 2, 3 et 4 de la loi du 22 frimaire an VII indiquent *en principe* ce qui fait la base des droits d'enregistrement, ou la matière imposable, et établissent en même temps la grande division de ces droits en *droits fixes* et *droits proportionnels*.

Ces articles sont ainsi conçus :

« Art. 2. — Les droits d'enregistrement sont fixes ou proportionnels, suivant la nature des actes et mutations qui y sont assujettis. »

« Art. 3. — Le droit fixe s'applique aux actes soit civils, soit judiciaires ou extrajudiciaires, qui ne contiennent ni obligation, ni libération, ni condamnation, collocation ou liquidation de sommes et valeurs, ni transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles.

« Il est perçu au taux réglé par l'article 68 de la présente.

« Art. 4. — Le droit proportionnel est établi pour les obligations, libérations, condamnations, collocations ou liquidations de sommes et valeurs, et pour toute trans-

« mission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de
« biens meubles ou immeubles, soit entre-vifs, soit par
« décès.

« Ces quotités sont fixées par l'article 69 ci-après.

« Il est assis sur les valeurs. »

Ainsi qu'on le voit, les articles 3 et 4 de la loi du 22 frimaire an VII déterminent d'une manière générale les actes et faits soumis, soit au droit fixe, soit au droit proportionnel, et renvoient aux articles 68 et 69 pour l'énumération de ces actes et faits, et pour le tarif des droits.

La base des droits fixes se trouve dans les articles 3 et 68.

Celle des droits proportionnels, dans les articles 4 et 69.

Pour bien connaître le principe sur lequel repose la distinction des droits fixes et proportionnels, et même toute l'économie de la loi en matière d'enregistrement, il importe d'étudier avec soin les articles 3 et 4 ci-dessus. Aussi devons-nous insister sur ce point principal.

Si l'on examine attentivement les termes de l'article 3, on voit qu'il soumet au *droit fixe* les *actes* qui ne contiennent ni obligation, ni libération, ni condamnation, etc., c'est-à-dire les *actes* qui ne constatent *aucun mouvement de valeurs*, ou qui ont un caractère purement *déclaratif* de droit ou de propriété.

Au contraire, l'article 4 assujettit au droit proportionnel les obligations, libérations, condamnations, etc., c'est-à-dire, non-seulement les *actes* qui constatent, mais les *faits* qui constituent *un mouvement de valeurs*, ou qui sont *attributifs* de droits ou de propriété.

De là, ce principe général qui ressort de ces deux articles : que les droits fixes sont établis sur les actes *déclaratifs*, et les droits proportionnels sur les *actes* ou *faits attributifs*.

On peut se convaincre de la vérité de cette interprétation des articles 3 et 4, en se reportant à la classification des actes

sujets aux droits fixes contenue dans l'article 68, et à celle des actes ou faits soumis aux droits proportionnels contenue dans l'article 69.

— Une autre distinction essentielle ressort de la comparaison des articles 3 et 4.

L'article 3 procède par *élimination* : Tous les actes, dit-il, qui ne contiennent ni obligation, ni libération, etc., sont sujets au droit fixe ; — d'où il résulte que, non-seulement les actes dénommés dans la classification de l'article 68 y sont soumis, mais aussi, ainsi que l'ajoute expressément, du reste, ce même article, § 1^{er}, 51^e, tous les actes qui ne se trouvent dénommés dans aucune loi, et qui ne peuvent donner lieu au droit proportionnel.

L'article 4, au contraire, procède par *limitation* : Le droit proportionnel, dit-il, est établi pour les obligations, libérations, etc. ; — d'où il suit que sont seuls soumis à ce droit les actes ou faits expressément dénommés et tarifés dans l'article 69 ou ailleurs, et que tous les actes ou faits non prévus par la loi en sont exempts. — C'est ce qui a été jugé par un arrêt de la Cour de cassation, du 17 mars 1830.

— D'après ce qui précède, on peut définir exactement les droits fixes et les droits proportionnels ainsi qu'il suit.

Les droits *fixes* sont assis sur tous les *actes déclaratifs*, prévus ou non par la loi, et sur *tous les actes attributifs non spécialement frappés du droit proportionnel*.

Les droits *proportionnels* sont assis sur les *actes ou faits attributifs déterminés par la loi*.

Division en droits d'actes et droits de mutation. — On divise quelquefois les droits d'enregistrement en droits d'actes et droits de mutation. Cette division ressort des termes de l'article 2 de la loi du 22 frimaire an VII, qui porte que « le droit est fixe ou proportionnel suivant la nature des ac-

« tes et des mutations. » Mais cela ne signifie pas que le droit est fixe sur les actes, et proportionnel sur les mutations. Ce serait une grossière erreur que de le croire, car il existe, ainsi que nous venons de le voir, des droits proportionnels sur les actes. Il faut donc se garder de confondre cette division avec la première que nous venons d'indiquer.

Voici la définition des droits d'actes et des droits de mutation :

Le droit de mutation est celui qui se perçoit sur les transmissions entre-vifs de biens immeubles, en propriété, usufruit, ou jouissance, et sur les transmissions par décès de toute espèce de biens.

Le droit d'acte est tout droit *fixe* ou *proportionnel* établi sur des actes contenant autre chose que la transmission entre-vifs de biens immeubles ou la mutation par décès.

Règles générales de l'assiette de l'impôt. — 1^{re} *régle générale* : *il faut un acte.* — Sous le régime de la loi du 5 décembre 1790, l'impôt de l'enregistrement ne frappait que les actes et conventions écrites. C'est également le système qui résulte, sauf deux exceptions, de l'économie de la loi du 22 frimaire an VII et de celle du 27 ventôse an IX.

Suivant l'article 3 de la loi du 22 frimaire an VII, le droit fixe ne frappe que *les actes qui ne contiennent*, etc. L'article 4 ne restreint pas, il est vrai, le droit proportionnel *aux actes*, et ses termes sembleraient même atteindre toutes les valeurs en mouvement, que ce mouvement soit ou non constaté par une convention écrite. Mais cet article ne fait que poser la base du droit proportionnel, et les articles suivants, qui règlent l'application de cette disposition générale, ne frappent du droit proportionnel lui-même que les *actes* constatant un mouvement de valeurs, sauf les excep-

tions contenues dans les articles 12 et 24 de la même loi, et dans l'article 4 de la loi du 27 ventôse an IX.

Exceptions : mutations imposables sans actes et sujettes à des déclarations obligatoires. — Aux termes de ces derniers articles, le fait de la mutation sans acte suffit pour donner assiette à l'impôt :

1° Pour toute transmission entre-vifs, en propriété ou usufruit, de biens immeubles, qui doit être déclarée dans les trois mois par le nouveau possesseur (Loi 22 frimaire an VII, art. 12, et loi du 27 ventôse an IX, art. 4);

2° Pour toute transmission par décès de biens meubles et immeubles, qui doit être déclarée dans les six mois du décès par les héritiers ou légataires. (L. 22 frimaire an VII, art. 24.)

Hors ces deux cas, il faut toujours un acte pour donner lieu à l'impôt.

Il en résulte que, malgré les termes généraux de l'article 4 de la loi du 22 frimaire an VII, qui soumettent au droit proportionnel toute mutation *entre-vifs ou par décès* de biens meubles ou immeubles, les mutations entre-vifs de biens meubles se trouvent exemptes d'impôt toutes les fois qu'aucun acte ne les constate, puisqu'aucune disposition de loi n'oblige à les déclarer. (V. p. 305.)

Deuxième règle générale : il faut que l'acte soit représenté. — Il est une seconde règle qui ressort de l'ensemble des dispositions de la loi du 22 frimaire an VII, c'est que, pour asseoir l'impôt, non-seulement il faut un acte, sauf les deux cas que nous venons d'indiquer, — mais encore il faut que l'acte soit *présenté*.

Ce n'est que sur la *présentation de l'acte* que les droits sont établis et perçus. Cela ne veut pas dire que, tant que l'acte n'est pas *présenté*, les droits ne sont pas *dus*; car la

loi a fixé des délais pour la présentation des actes, et si le contribuable laisse passer ces délais, il reste non-seulement débiteur du montant des droits, mais il devient passible de droits en sus à titre d'amende; ces termes signifient que les droits ne peuvent être établis et perçus que sur le vu des actes, sauf les règles particulières au cas de fraude.

Exceptions. Deux exceptions cependant existent à cette règle, en dehors des cas de fraude :

1° D'abord, il est évident que, pour les mutations, par décès, de biens meubles et immeubles, et pour les mutations entre-vifs de biens immeubles, en propriété ou usufruit, qui sont imposables *sans actes*, et sur déclarations obligatoires (p. 280), la règle sur la représentation de l'acte ne peut être applicable;

2° Les engagements ou baux d'immeubles, c'est-à-dire les mutations *à titre de jouissance*, ne sont pas imposables sans actes, comme les mutations en nue propriété ou usufruit; mais il n'est pas nécessaire, pour donner lieu à l'établissement du droit, que l'acte soit représenté; il suffit de la preuve de son existence. (Combinaisons des articles 13, 22 et 38 de la loi du 22 frimaire an VII, et de l'article 4 de la loi du 27 ventôse an IX. (V. p. 280, 294 et 305.)

Rétroactivité. — Le principe général de la non-rétroactivité des lois reçoit-il son application en matière d'enregistrement? — La loi du 22 frimaire an VII portait (art. 73) : « Les lois antérieures continueront d'être exécutées à l'égard
« des actes faits et des mutations par décès effectuées avant
« la publication de la présente. » Mais la loi du 27 ventôse an IX a statué (art. 1^{er}) qu'à dater de sa publication les droits seraient perçus suivant les fixations de la loi de l'an VII, quelle

que fût l'époque des mutations ou des actes à enregistrer. Cette disposition a donc constitué, en matière d'enregistrement, une exception au principe de la non-rétroactivité. La loi de l'an VII est devenue applicable aux actes et mutations même antérieurs à sa date.

La loi du 28 avril 1816 (art. 59) est rentrée dans le principe en ce qui touche les mutations, en déclarant que les droits établis par elle ne s'appliqueraient qu'aux mutations à venir ; mais elle a maintenu en ce qui touche les actes l'exception de rétroactivité posée par l'article 1^{er} de la loi du 27 ventôse an IX. — Enfin, la loi du 18 mai 1850 a été plus libérale ; son article 9 dispose que les actes et mutations qui auront acquis date certaine avant sa publication seront régis par les lois antérieures.

Les actes sont enregistrés sur les minutes. — D'après l'article 7 de la loi du 22 frimaire an VII, tous les actes civils et extrajudiciaires doivent être enregistrés sur les minutes, brevets ou originaux. Quant aux actes judiciaires, les uns, aux termes de cet article, étaient soumis à la formalité sur minute, les autres sur expédition. L'article 38 de la loi du 28 avril 1816 a supprimé ces distinctions, en disposant que tous actes judiciaires et tous jugements doivent être enregistrés sur les minutes.

Les actes de l'état civil sont les seuls qui, en vertu des dispositions non abrogées de l'article 7 ci-dessus, ne sont enregistrés que sur la première expédition.

En dehors de cette exception, les extraits, copies et expéditions des actes, sont exempts de tous droits d'enregistrement. (L. 22 frimaire an VII, art. 8.)

Appréciation du contenu des actes dans ses rapports avec l'application des droits. — Les droits étant établis par la loi

suivant la « nature des actes et des mutations » (L. 22 frimaire an VII, art. 2), l'appréciation du contenu des actes est nécessaire pour l'application de l'impôt. Quelques règles générales assez délicates doivent présider à cette appréciation :

— En premier lieu, c'est la *nature* de l'acte, indépendamment de sa *forme*, qui doit être considérée pour l'établissement du droit. Ainsi, si l'acte contient une vente, il importe peu qu'il soit rédigé dans une forme différente de celle ordinairement employée pour ce contrat, ni qu'il porte une autre qualification ; c'est le droit dont la vente se trouve frappée qui doit lui être appliqué.

— Mais il ne s'ensuit pas que la régie puisse aller, sous prétexte d'apprécier la nature de l'acte, *contre et outre son contenu*. Au contraire, comme l'impôt est établi sur les *actes*, il n'appartient pas à l'administration de chercher au delà et en dehors de l'acte l'intention cachée des parties, et d'y voir, pour l'établissement de l'impôt, autre chose que ce qu'il contient.

En résumé, pour concilier ces deux règles, c'est le contenu réel de l'acte, indépendamment de sa forme extérieure et de sa qualification, mais non l'intention des parties, présumée contraire aux énonciations qu'il renferme, qui doit servir de base à l'appréciation de sa nature et à l'application de l'impôt.

Il existe toutefois une exception à la seconde règle : les mutations imposables *sans actes* (qui sont, ainsi que nous l'avons vu page 280, les mutations par décès de biens meubles et immeubles, et les mutations entre-vifs de biens immeubles), peuvent être recherchées au delà du contenu de l'acte présenté, pour toute simulation de valeur ou de prix, puisqu'elles sont imposables, *abstraction faite de tout acte*, et sur déclarations obligatoires.

— Enfin, toutes les fois que dans un acte il y a plusieurs dispositions indépendantes ou ne dérivant pas nécessairement les unes des autres, il est dû, pour chacune d'elles, et selon son espèce, un droit particulier. (L. 22 frimaire an VII, art. 11.) L'impôt frappe les actes en raison de leur objet; un acte peut avoir plusieurs objets; il est naturel que chacun d'eux soit frappé du droit qui lui est applicable. Mais, si les dispositions d'un acte n'ont qu'un seul objet, il n'y a lieu qu'à un droit, quoiqu'il y ait plusieurs dispositions. Tel est le sens de cet article, suffisamment indiqué, du reste, par ses propres termes.

Règles d'application de l'impôt suivant la nullité ou l'éventualité des actes et mutations. — Les droits sont-ils dus sur un acte nul? — L'article 28 de la loi du 22 frimaire an VII porte « qu'on ne peut en différer le paiement sous quelque prétexte que ce soit, sauf à se pourvoir en restitution, s'il y a lieu. » Donc, les droits doivent être payés, même pour les actes nuls, *provisoirement* du moins, et sauf à se pourvoir en restitution.

Cependant, l'article 60 de la même loi dispose que « tout droit d'enregistrement perçu régulièrement, en conformité de la loi, ne pourra être restitué, *quels que soient les événements ultérieurs*, sauf les cas prévus par la loi. »

Comment concilier ces deux dispositions à l'égard des actes sur lesquels les droits ont été perçus, et qui sont plus tard déclarés nuls?

Cette question a donné lieu à bien des controverses et à des solutions opposées, soit dans la doctrine, soit dans la jurisprudence. Il nous paraît, quant à nous, que la loi n'a pas pu vouloir se contredire, et que toute solution qui laisse subsister, dans l'application, la contradiction apparente qui existe dans ses termes est contraire à son esprit.

Voici celle adoptée par M. Laferrière (1). Elle est appuyée sur un avis du conseil d'État et un arrêt de la cour de cassation dont nous citerons des extraits :

Les droits sont restituables, suivant cet auteur, quand il s'agit d'actes frappés d'une nullité *radicale*.

En effet, dit-il, « les expressions de l'article 60, que tout « droit d'enregistrement, régulièrement perçu, ne peut être « restitué, *quels que soient les événements ultérieurs*, n'ont « pas un sens absolu dans l'esprit de la loi, et le conseil « d'État en a fixé positivement le sens relatif, dans son avis « du 22 octobre 1808, en disant que, par ces derniers mots, « l'intention de la loi n'a pu être que d'empêcher l'*annula-* « *tion des actes par des collusions frauduleuses*, et de tarir « dans leur source les abus qui pourraient en résulter. »

M. Laferrière cite ensuite l'arrêt de la cour de cassation du 27 novembre 1815, qui dit qu'il « est *contradictoire* « d'annuler la prétendue mutation de propriété, et de faire « payer les droits qui n'étaient dus qu'à raison d'une mu- « tation opérée. »

Le même auteur ajoute que « l'on ne peut pas considérer « comme un *événement ultérieur* l'annulation qui a son « principe dans l'acte lui-même et dans une nullité radicale « de la convention. »

La nullité est radicale quand le contrat ou l'acte, ramené à son origine, n'a pas de cause ou d'existence.

— Un acte dont l'effet est subordonné à une condition suspensive est-il sujet à l'impôt ? Non évidemment, tant que la condition n'est pas remplie, car jusque-là cet acte n'a aucun effet, il n'attribue rien, et ne se trouve donc pas dans le nombre de ceux énumérés par les articles 3 et 4 de la loi du 22 frimaire an VII.

— Si l'obligation, au lieu d'être soumise à une condition

(1) *Droit administratif*, livre II, p. 259 et suiv.

suspensive, est seulement à terme, il en est autrement, le droit est exigible, car l'événement du terme n'est pas douteux, et l'effet de l'acte est certain, quoique son exécution soit différée.

— Enfin l'impôt est-il dû sur une convention ou sur une mutation soumises à une condition résolutoire. — L'affirmative ne peut faire aucun doute, car l'effet de la convention ou de la mutation est actuel, comme s'il n'existait pas de condition résolutoire.

Mais l'événement de cette condition donne-t-il lieu à la restitution du droit? Non, car cet événement entraîne la révocation de l'obligation (Code civil, art. 1183), mais non sa nullité, et surtout sa nullité *radicale*. En droit, la résolution diffère essentiellement de la nullité. Elle remet, il est vrai, les choses « dans le même état que si l'obligation « n'avait pas existé » (Code civil, art. 1183), mais elle ne fait pas que l'obligation n'ait pas existé, elle ne la ramène pas *ad non causam*, à n'avoir pas eu de cause, comme la nullité *radicale*, la seule, nous l'avons vu, qui, d'après l'interprétation la plus favorable, puisse donner lieu à la restitution des droits.

Une autre question se présente au sujet de la résolution. Peut-elle donner lieu, comme *mutation nouvelle*, à un second droit? — Oui, si elle est *volontaire*, car alors elle constitue, en réalité, un second contrat, une seconde mutation, indépendante de la première. Cependant, le résiliement fait par acte authentique dans les vingt-quatre heures de l'acte résilié n'est soumis qu'au droit fixe (L. 22 frimaire an VII, art. 68, § 1^{er}, 40^e) ; et la déclaration de command faite également dans les 24 heures est aussi exempte du droit proportionnel. (*Ibid.*, art. 69, § 5, 4^e, et § 7, 3^e.) — Lorsque la résolution est *forcée*, il faut distinguer : si elle naît d'une condition résolutoire *expresse*, il n'y a pas lieu à une se-

conde perception d'impôt, car elle n'est que la conséquence et en quelque sorte l'exécution du premier contrat. (Avis du conseil d'État du 10 septembre 1808.) Il devrait en être de même lorsque la résolution est prononcée en justice, par suite de la condition résolutoire *tacite*, c'est-à-dire par suite de défaut d'exécution par l'une des parties, car, en droit civil, la résolution prononcée judiciairement par ce motif produit les mêmes effets que la résolution résultant d'une clause expresse du contrat. Mais le droit fiscal a craint qu'on ne déguisât une *rétrocession* sous la forme d'une *résolution*, et il n'affranchit du droit proportionnel la résolution prononcée en justice que *lorsque l'acquéreur n'est pas entré en jouissance*.

Règles spéciales à l'assiette des droits proportionnels. — *Mode de calcul de ces droits.* — Les droits proportionnels se calculent à raison d'un taux pour cent sur les *valeurs* qui font l'objet des actes et des mutations, en vertu de ce principe fondamental posé par l'article 4 de la loi du 22 frimaire an VII : *Le droit proportionnel est assis sur les valeurs*. Ce taux pour cent est leur quotité. Ainsi, ils sont, suivant leur espèce, de 10%, 20%, 25%, 50%, 1', 1' 25%, etc., des valeurs qui y sont soumises.

La perception doit suivre les sommes et valeurs, de vingt francs en vingt francs, inclusivement et sans fraction (L. 27 ventôse an IX, art. 2); c'est-à-dire que, si la somme ou valeur sujette au droit n'est pas un multiple de 20, on doit calculer le droit sur le multiple de 20 immédiatement supérieur.

Lorsqu'une fraction de somme ne produit pas un centime de droit, le centime est perçu au profit de l'État. (L. 22 frimaire an VII, art. 5.)

Enfin, il ne peut être perçu moins de 25 centimes pour

l'enregistrement des actes et mutations dont les valeurs ne produiraient pas 25 centimes de droit proportionnel. (Loi du 27 ventôse an IX, art. 3). Cette disposition doit s'entendre en ce sens que le minimum du droit proportionnel à percevoir, non sur chaque disposition, mais sur l'ensemble des dispositions d'un acte, ne doit pas être inférieur à 25 centimes.

Bases de l'assiette des droits proportionnels sur les meubles. — La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance des biens *meubles*, est déterminée, pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel, ainsi qu'il suit :

1° Pour les baux et locations, par le prix cumulé de toutes les années, en y ajoutant les charges imposées au preneur. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 14, 1°, et loi du 16 juin 1824, art. 1^{er}.)

2° Pour les créances à terme, leurs cessions et transports, et autres actes portant obligation, par le capital exprimé dans l'acte et qui en fait l'objet. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 14, 2°.)

3° Pour les quittances et tous autres actes de libération, par le total des sommes dont le débiteur se trouve libéré. (*Ibid.*, 3°.)

4° Pour les marchés et traités, par le prix exprimé ou par l'estimation des objets à livrer en paiement. (*Ibid.*, 4°.)

Les marchés et traités ayant pour objet des meubles sont frappés de diverses quotités de droits proportionnels par l'article 69 de la loi du 22 frimaire an VII. — Mais une loi du 14 juin 1839 a affranchi du droit proportionnel quelques catégories de ces marchés faits sous signature privée, par la disposition suivante :

« Les marchés et traités réputés actes de commerce par les articles 632, 633 et 634, n° 1, du Code de commerce,

« *faits ou passés sous signature privée*, et donnant lieu au
 « droit proportionnel suivant l'article 69, § 3, n° 1 et § 5,
 « n° 4, de la loi du 22 frimaire an VII, seront enregistrés
 « *provisoirement* moyennant un droit fixe de 2 francs et les
 « autres droits fixes auxquels leurs dispositions peuvent don-
 « ner ouverture d'après les lois en vigueur. Les droits pro-
 « portionnels édictés par ledit article seront perçus lorsqu'un
 « jugement portant condamnation, liquidation, collocation
 « ou reconnaissance, interviendra sur ces marchés et traités,
 « ou qu'un acte public sera fait ou rédigé en conséquence,
 « mais seulement *sur la partie du prix ou des sommes fai-*
 « *sant l'objet*, soit de la condamnation, liquidation, colloca-
 « tion ou reconnaissance, soit des dispositions de l'acte pu-
 « blic. (Loi du 11 juin 1859, art. 22.)

Le but de cet article est de permettre de produire en justice ces marchés et traités faits sous seings privés, sans les soumettre au droit proportionnel. Leur engistrement préalable est toujours exigé, mais il ne donne lieu qu'à la perception des droits fixes ordinaires et d'un droit spécial de 2 francs ; — et si une condamnation ou un acte public interviennent plus tard, le droit proportionnel, au lieu d'être dû sur la totalité des valeurs exprimées dans l'acte sous seings privés, ne l'est que sur la partie de la somme ou du prix faisant l'objet de la condamnation ou de l'acte public.

5° Pour les ventes et autres transmissions à titre onéreux, par le prix exprimé et le capital des charges qui peuvent ajouter au prix. (L. 22 frimaire an VII, art. 14, 5°.)

6° Pour les créations de rentes soit perpétuelles soit viagères, ou de pensions à titre onéreux, par le capital constitué et aliéné. (*Ibid.*, 6°.) L'article 530 du Code civil déclare toute rente rachetable ; par conséquent, il ne peut être établi de rente perpétuelle ; il est seulement permis au

créancier de stipuler que le rachat ne pourra être fait qu'après un certain terme, lequel ne peut excéder 30 ans.

7° Pour les cessions et transports desdites rentes ou pensions, et pour leur amortissement ou rachat, par le capital constitué, quel que soit le prix stipulé pour le transport ou l'amortissement. (*Ibid.*, 7°.)

8° Pour les transmissions entre-vifs à titre gratuit, et celles qui s'opèrent par décès, par la déclaration estimative des parties, sans distraction des charges (*Ibid.*, 8°); — et, pour les mutations par décès et les transmissions entre-vifs à titre gratuit d'inscriptions sur le grand-livre de la dette publique, ainsi que pour les mutations par décès de fonds publics étrangers et d'actions ou obligations de compagnies ou sociétés industrielles étrangères, dépendant d'une succession régie par la loi française, et pour les transmissions entre-vifs à titre gratuit de ces mêmes valeurs au profit d'un Français, — par le cours moyen de la Bourse au jour de la transmission; — et s'il s'agit de valeurs non cotées à la Bourse, par la déclaration estimative des parties. (Lois du 18 mai 1850, art. 7 et 13 mai 1863, art. 11.) Ces valeurs étaient, avant ladite loi, exemptes des droits d'enregistrement; cette exemption, pour les rentes sur l'État, résultait de l'article 70, § 3, n° 3, de la loi du 22 frimaire an VII. — La loi du 8 juillet 1852, article 23, a disposé, pour la garantie de l'impôt, que le transfert ou la mutation au grand-livre d'inscriptions de rentes provenant de titulaires décédés, ne serait effectué que sur la production d'un certificat constatant l'acquittement des droits.

9° Pour les rentes et pensions créées sans expression de capital, et pour leurs transports et amortissements, à raison d'un capital formé de 20 fois la rente perpétuelle et de 10 fois la rente viagère ou la pension, quel que soit le prix sti-

pulé pour le transport ou l'amortissement. Si les rentes et pensions sont payables en nature, le calcul est le même, en prenant pour base l'estimation des objets formant la rente ou la pension, d'après les mercuriales, ou, à défaut, d'après la déclaration des parties. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 14, 9°.)

10° Pour les actes et jugements portant condamnation, collocation, liquidation ou transmission, par le capital des sommes et les intérêts et dépens liquidés. (*Ibid.*, 10°.)

Les jugements portant condamnation sont frappés d'un droit que l'on nomme droit de *condamnation*. Mais, indépendamment du droit de condamnation, tout jugement rendu sur une demande non établie par un titre enregistré et susceptible de l'être donne ouverture à un autre droit, qui frappe l'objet de la demande et qui est le même que celui auquel cet objet aurait donné lieu s'il eût été convenu par acte public. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, n° 9.) Ce droit prend le nom général de droit de *titre*. Le but de cette disposition est de mettre celui qui obtient un jugement basé sur une convention *verbale*, sujette à l'enregistrement si elle eût été écrite, dans la même position vis-à-vis du fisc que si cette convention avait été écrite et enregistrée. La loi a pensé qu'il était juste que le jugement qui donne un *titre* à la convention *verbale* non enregistrée et lui assure le même effet qu'à l'acte enregistré, par la condamnation qu'il prononce, devait entraîner la perception du même droit auquel elle aurait été soumise si elle avait été constatée par un acte enregistré.

11° L'usufruit transmis à titre gratuit s'évalue à la moitié de la valeur entière de l'objet. (L. 22 frimaire an VII, art. 14, n° 11.) Lorsque la transmission s'opère à titre onéreux, c'est le prix stipulé qui sert de base à l'impôt. Il n'est question ici que de l'usufruit des meubles.

Bases de l'assiette des droits proportionnels sur les immeubles. — La valeur de la propriété, de l'usufruit, et de la jouissance *des immeubles*, est déterminée, pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel, ainsi qu'il suit :

1° Pour les baux à ferme ou à loyer, les sous-baux, cessions et subrogations de baux, — par le prix cumulé de toutes les années, en y ajoutant les charges imposées au preneur. (L. du 22 frimaire an VII, art. 13, n° 1, et loi du 16 juin 1824, art. 1^{er}.)

Les baux faits pour 3, 6 ou 9 années, sont considérés comme baux de 9 années. (L. du 22 frimaire an VII, art. 69, § 3, n° 2.)

Si le bail est payable en nature, il est fait évaluation des objets qui en forment le prix d'après les dernières mercuriales du canton de la situation des biens à la date de l'acte. — Si le bail est à portion de fruits, l'évaluation en est faite de la même manière pour la part revenant au bailleur dont la quotité est préalablement déclarée et sert de base au droit d'enregistrement. — Enfin, s'il s'agit d'objets dont la valeur ne puisse être constatée par les mercuriales, les parties en font une déclaration estimative. (L. du 22 frimaire an VII, art. 13, n° 1.)

2° Pour les baux à rente perpétuelle ou emphytéotiques et ceux dont la durée est illimitée, — par un capital formé de 20 fois la rente et les charges annuelles, en y ajoutant le total des autres charges et des deniers d'entrée. (*Ibid.*, n° 2.) — La loi des 18-29 décembre 1790 a déclaré rachetables les redevances perpétuelles et a fixé à 99 ans ou 3 générations la plus longue durée de temps qu'il soit permis de stipuler pour un bail. L'emphytéose n'existe donc plus qu'avec ces restrictions, et l'on s'est demandé dans quelles limites le n° 2 de l'article 13 de la loi du 22 frimaire an VII,

fait pour les baux à rentes perpétuelles, lui était applicable. L'opinion de l'administration est que, pour les baux de 20 ans et au-dessus, la valeur imposable doit être formée de 20 fois la redevance annuelle, et si elle est inférieure à 20 ans, du prix cumulé de toutes les années. MM. Championnière et Rigaud (*Traité des droits d'enregistrement, Supplément*, n° 841) pensent que le droit ne doit être calculé que sur 10 fois la redevance.

3° Pour les baux à vie, sans distinction de ceux faits sur une ou plusieurs têtes, — par un capital formé de 10 fois le prix et les charges annuelles, en y ajoutant de même le montant des deniers d'entrée et des autres charges. (L. du 22 frimaire an VII, art. 15, n° 3.) — Le bail à vie ne peut être constitué sur plus de 3 têtes, successives, aux termes de la loi des 18-29 décembre 1790.

4° Pour les échanges, s'il n'y a pas soulte ou retour, — par 20 fois le revenu annuel d'une des parts, évalué sans distraction des charges; — et s'il y a retour, par 20 fois le revenu de la plus faible part, le droit de vente étant perçu sur la soulte ou le retour. (L. du 22 frimaire an VII, art. 15, n° 4, et art. 69, § 7, n° 3.)

5° Pour les engagements (ou antichrèses), — par les prix et sommes pour lesquels ils sont faits. (*Ibid.*, art. 15, n° 5.)

6° Pour les ventes, adjudications, cessions, rétrocessions, licitations, et tous autres actes civils ou judiciaires portant translation de propriété ou d'usufruit à titre onéreux, — par le prix exprimé, en y ajoutant toutes les charges en capital, ou par une estimation d'experts, si ce prix parait inférieur à la valeur vénale des biens transmis, au moment de l'aliénation et par comparaison avec les fonds voisins de même nature. (*Ibid.*, art. 15, n° 6, et art. 17.)

Si l'usufruit est réservé par le vendeur, il est évalué à la moitié de tout ce qui forme le prix du contrat, et le droit

est perçu sur le total, mais il n'est dû plus tard aucun autre droit pour la réunion de l'usufruit à la propriété. Cependant, si cette réunion s'opère par un acte de cession, et que le prix soit supérieur à l'évaluation qui en a été faite pour régler le droit de la translation de la propriété, il est dû un supplément de droit sur ce qui se trouve excéder cette évaluation. Dans le cas contraire, l'acte de cession est enregistré pour le droit fixe. (*Ibid.*, art. 13, n° 6.)

7° Pour les transmissions de propriété entre-vifs à titre gratuit, et celles qui s'effectuent par décès, — par l'évaluation qui est faite et portée à 20 fois le produit des biens ou le prix des baux courants, *sans distraction des charges*. — Il n'est rien dû pour la réunion de l'usufruit à la propriété, lorsque les droits ont été acquittés sur la valeur entière de la propriété. (*Ibid.*, n° 7.)

8° Enfin, pour les transmissions d'usufruit seulement, soit entre-vifs, à titre gratuit, soit par décès, — par l'évaluation qui en est portée à 10 fois le produit des biens ou le prix des baux courants, aussi *sans distraction des charges*. — Lorsque l'usufruitier, qui a acquitté les droits pour l'usufruit, acquiert la nue propriété, il paye les droits sur sa valeur, sans qu'il y ait lieu d'y joindre celle de l'usufruit. (*Ibid.*, n° 8.)

Autres règles principales relatives à l'assiette des droits proportionnels. — Il existe quelques autres règles importantes relatives à l'assiette des droits proportionnels.

Nous avons dit plus haut quelles sont les mutations imposables sans actes (p. 280) et celles imposables sans que l'acte soit représenté (p. 281).

Quels sont, à défaut de déclarations pour les premières, et de représentation des actes pour les secondes, les moyens indiqués par la loi pour y suppléer ?

L'article 42 de la loi du 22 frimaire an VII, relatif aux mutations d'immeubles, en propriété et usufruit, imposables sans actes, aux termes de l'article 4 de la loi du 27 ventôse an IX, indique, à défaut d'acte ou de déclaration enregistrés dans les délais, que « la transmission peut être « suffisamment établie, pour la demande du droit d'enregistrement, et la poursuite du paiement contre le nouveau possesseur, soit par l'inscription de son nom au rôle « de la contribution foncière et des paiements par lui faits « d'après ce rôle, soit par des baux par lui passés, ou enfin « par des transactions ou aux autres actes constatant sa « propriété ou son usufruit. »

Quant aux mutations à titre de jouissance (baux et engagements d'immeubles) qui ne sont pas imposables sans actes, puisque l'article 4 de la loi du 27 ventôse an IX ne les mentionne pas (V. p. 280), mais pour lesquelles les actes sous seings privés qui les constatent doivent être enregistrés dans les trois mois de leur date (art. 22 de la loi du 22 frimaire an VII (p. 304), sous peine du double droit après ce délai (*ibid.*, art. 38), il résulte de l'article 43 de la même loi que l'existence de ces actes peut être suffisamment établie par les actes qui les font connaître ou par des paiements de contributions imposées aux fermiers, locataires, et détenteurs temporaires.

— Lorsqu'un acte translatif de propriété ou d'usufruit comprend des meubles et des immeubles, le droit d'enregistrement est perçu sur la totalité du prix, *au taux réglé pour les immeubles*, à moins qu'il ne soit stipulé un prix particulier pour les objets mobiliers, et qu'ils ne soient désignés et estimés, article par article, dans le contrat. (L. 22 frimaire an VII, art. 9.) — Le but de cette disposition est d'éviter que, dans une vente simultanée de meubles et d'immeubles, on n'attribue aux meubles une valeur plus

forte que leur valeur réelle, en diminuant d'autant la valeur des immeubles, afin de frauder le Trésor, les droits sur les meubles étant moins élevés que ceux qui frappent les immeubles. La description estimative et détaillée des meubles offre aux contractants un moyen d'éviter l'application de cette mesure rigoureuse en donnant au Trésor toute garantie.

— Dans un acte de transmission de biens, la quittance donnée ou l'obligation consentie par le même acte pour tout ou partie du prix entre les contractants n'est pas sujette à un droit particulier d'enregistrement. (L. du 22 frimaire an VII, art. 10.)

— Dans tout acte ou jugement donnant lieu au droit proportionnel, si les sommes et valeurs ne sont pas suffisamment déterminées, les parties sont tenues d'y suppléer, avant l'enregistrement, par une déclaration estimative, certifiée et signée au pied de l'acte. (*Ibid.*, art. 16.)

Spécialités diverses dans leurs rapports avec l'impôt. — *Mentions des conventions verbales :*

1° Dans les actes.

La mention d'une convention verbale dans un acte public ou privé soumis à l'enregistrement ne peut donner lieu au droit sur l'objet de cette convention que s'il s'agit des seules conventions verbales imposables, c'est-à-dire des mutations entre-vifs de biens immeubles en propriété ou usufruit. (L. 22 frimaire an VII, art. 12, et L. 27 ventôse an IX, art. 4.) (V. p. 280.)

La mention d'une convention verbale portant bail ou engagement d'immeuble ne pourrait servir de base à l'impôt, puisque ces sortes de conventions ne sont pas imposables sans actes (V. p. 281 et 293) ; mais il en serait autrement de la mention d'un *acte* contenant bail ou engagement

d'immeuble, puisqu'il suffit que l'existence de ces actes soit prouvée, et qu'il n'est pas besoin qu'ils soient représentés. (V. également pages 280 et 295.)

Il ne faut pas confondre la mention d'une convention verbale dans un acte à titre d'explication ou de renseignement avec une énonciation ayant pour but de constater par écrit la convention rapportée; dans ce cas, la convention verbale est l'objet même de l'acte qui la mentionne, et se confond avec lui pour donner assiette à l'impôt.

2° Dans les exploits.

Les mentions des conventions verbales dans les exploits et actes d'huissiers, faites le plus souvent lorsqu'il y a des actes écrits qu'on veut soustraire à l'enregistrement, ne donnent pas ouverture à l'impôt (à moins que ce ne soient des conventions verbales imposables); mais si une convention est annoncée comme verbale dans un exploit, *et que plus tard l'acte soit produit dans une instance*, la loi du 28 avril 1816 (art. 57) soumet l'acte au double droit. (Voir toutefois page 313 l'exception faite par l'article 23 de la loi du 11 juin 1859 en faveur de marchés et traités réputés actes de commerce.)

3° Dans les jugements.

La mention d'une convention verbale dans un jugement portant condamnation donne lieu à la perception de l'impôt sur l'objet de cette convention, indépendamment du droit perçu sur le jugement, si c'est par suite de cette convention que le jugement est rendu. C'est l'application de la règle relative au *droit de titre* formulée par l'article 69, § 2, n° 9, de la loi du 22 frimaire an VII. (V. p. 214.)

Mentions des actes sous seings privés non enregistrés.

D'abord, la mention d'un acte sous seings privés non en-

inscrit dans un autre acte soumis à l'enregistrement donne lieu au droit, toutes les fois qu'elle s'applique à des conventions imposables sans actes (les ventes et donations d'immeubles), et aux conventions pour lesquelles un acte est nécessaire, mais n'a pas besoin d'être représenté (les baux et engagements d'immeubles).

En dehors de ces deux cas, il faut distinguer :

Si l'acte qui contient la mention est lui-même sous seings privés, le droit n'est pas exigible pour la convention ainsi relatée ; la règle sur la représentation du titre est seule applicable.

Mais si l'acte qui contient la mention est un acte public, le droit est exigible sur l'acte relaté, selon qu'il en est fait usage ou non par cet acte public ; — à plus forte raison, si c'est en vertu même de l'acte sous seings privés que l'acte public est fait ou rédigé. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 42.)

Règles relatives aux partages et aux transactions. — Les partages entre copropriétaires sont des actes *déclaratifs* sujets à un droit fixe ; mais, s'il y a retour, ils deviennent des actes mixtes, et le droit proportionnel est perçu sur ce qui est l'objet de la soule ou du retour.

Les transactions ont aussi un caractère mixte.

La loi du 22 frimaire an VII a soumis :

Au droit fixe, toutes les transactions qui ne contiennent aucune stipulation de sommes et valeurs, ni dispositions soumises à un plus fort droit d'enregistrement. (Art. 68, § 1, n° 45.)

Au droit proportionnel, celles qui contiennent obligation de sommes ou qui sont translatives de propriété ou d'usufruit. (Art. 69, § 3 et § 7 n° 1.)

Dans quels cas une transaction est-elle déclarative ou attributive ? Voici la règle donnée par la doctrine.

Si la *chose litigieuse* est laissée à celui qui la possédait ou livrée par le possesseur à l'autre partie, la transaction constate un droit préexistant, elle est déclarative : le droit proportionnel n'a pas de base.

Mais si une *chose non litigieuse* est livrée par une des parties à l'autre pour faire cesser le litige, il y a transmission réelle, la transaction est attributive et soumise au droit proportionnel.

Contre-lettres. — Une contre-lettre notariée ôtant au premier acte son caractère équivalent, aux yeux de la loi fiscale, à une convention nouvelle, et donne lieu à un second droit, à moins qu'elle ne soit faite, pour annuler une vente, dans les 24 heures du premier acte ; elle constitue alors le résillement volontaire, que la loi exempte d'un second droit proportionnel lorsqu'il est opéré dans ce délai. (V. p. 286.) — Quant aux contre-lettres sous seings privés contenant augmentation du prix stipulé dans l'acte apparent, elles étaient frappées de nullité absolue par l'article 40 de la loi du 22 frimaire an VII. L'article 1321 du Code civil a modifié cette disposition, en déclarant les contre-lettres nulles à l'égard des tiers et valables entre les parties contractantes. (V. pour l'amende, p. 313.)

Quotités des droits fixes et des droits proportionnels. — Les droits fixes varient de 0',10 jusqu'à 120 fr. — Leurs diverses quotités sont : 10°, 30°, 1', 1'50, 2', 3', 4', 5', 10', 15', 20', 25', 40', 50', 100', et 120 fr.

Les droits proportionnels varient de 0',10 ‰, jusqu'à 9 ‰. Leurs quotités sont :

0' 10' %.,	1' 50' %.	4' 00' %.,	7' 00' %.
0 20 —	2 00 —	4 50 —	8 00 —
0 25 —	2 50 —	5 00 —	9 00 —
0 50 —	2 75 —	5 50 —	
1 00 —	3 00 —	6 00 —	
1 25 —	3 50 —	6 50 —	

En outre, toutes les lois de finance autorisent chaque année, depuis la loi du 6 prairial an VII, la perception d'un décime par franc, dit décime de guerre, en sus des droits d'enregistrement. La loi du 14 juillet 1855 avait décrété la perception d'un second décime en sus du principal de divers impôts. Cette perception a été supprimée, en ce qui touche les droits d'enregistrement, à partir du 1^{er} janvier 1858; mais, rétablie par l'article 14 de la loi du 2 juillet 1862, à partir du 1^{er} juillet de cette année, elle a été maintenue jusqu'au 1^{er} janvier 1865, puis réduite à un *demi-décime* depuis cette époque par l'art. 3 de la loi du 8 juin 1864 (1).

Tous les actes et mutations sujets à l'impôt sont compris sous l'une des catégories de droits indiqués ci-dessus. Ils sont indiqués par les articles 68 et 69 de la loi du 22 frimaire an VII, et par les lois de tarifs intervenues depuis. Le droit qui frappe les actes et mutations doit être en rapport avec le degré d'utilité que les parties peuvent retirer des actes et mutations et le degré de faveur qu'ils méritent. Ainsi, par exemple, les transmissions par décès en ligne collatérale sont frappées d'un droit plus élevé qu'en ligne directe. (*V. les tarifs.*)

(1) Toutefois, le demi-décime en sus a été de nouveau supprimé, à partir du 1^{er} janvier 1867, mais partiellement, par l'article 3 de la loi du 18 juillet 1866, à l'égard des « baux et échanges d'immeubles, des actes énumérés au « § 7, n^{os} 1, 3, 4, 5 et 6 de l'article 69 de la loi du 22 frimaire an VII, et des « obligations et des libérations hypothécaires. »

Exceptions et exemptions. — Certains actes sont enregistrés en débet ; — d'autres sont enregistrés gratis ; — d'autres enfin sont exempts d'enregistrement.

Actes enregistrés en débet. — L'exception en faveur de ces actes ne porte ni sur la formalité, ni sur l'impôt ; seulement le recouvrement des droits qui les frappent est mis en suspens, pour n'être poursuivi qu'*ultérieurement* sur la personne débitrice. Cette exception est fondée sur des motifs d'urgence, d'intérêt public ou d'humanité. Elle s'applique aux actes et procès-verbaux concernant la police, — à tous les actes faits à la requête du ministère public, — aux actes, jugements et procédures relatifs à l'assistance judiciaire, — et à beaucoup d'autres actes dont la nomenclature est assez longue, mais qui tous rentrent dans deux catégories : les uns sont des actes entre l'État et les particuliers ayant pour but soit la poursuite et la répression d'un délit, soit la conservation des droits de l'État et pour lesquels on ne connaît pas encore à la charge de qui doit retomber l'impôt ; — les autres concernent des particuliers à qui leur état d'indigence ne permettrait pas de payer comptant des droits qui peuvent devenir, suivant l'issue des procès, facilement recouvrables, contre leurs adversaires.

Actes enregistrés gratis. — Ce sont ceux qui sont soumis à la formalité sans l'être à l'impôt. L'exception, dans ces cas, est basée sur des motifs d'intérêt public ou d'humanité, ou de libéralité et de convenance politiques. Dans cette classe se trouvent les acquisitions, échanges et partages faits par l'État ; — les actes relatifs à l'expropriation pour cause d'utilité publique ; — les actes de poursuites pour le recouvrement des contributions directes et indirectes et pour toutes

autres sommes dues à l'État, lorsqu'il s'agit de cotes et de créances n'excédant pas 100 fr. ; — les réclamations en matière de contributions directes ; — les actes de procédure devant les conseils de prud'hommes, lorsque l'objet de la contestation n'excède pas 25 fr. ; — les actes nécessaires pour le mariage des indigents, la légitimation de leurs enfants naturels, et le retrait de ceux déposés dans les hospices ; — les actes relatifs à l'exercice des droits électoraux ; — les actes judiciaires nécessités par les réclamations relatives à la formation des listes du jury, etc., etc.

Actes exempts d'enregistrement. — Ce sont ceux qui sont à la fois exemptés et de la formalité et de l'impôt. — L'exemption est fondée sur l'intérêt public, sur l'inutilité de l'enregistrement, soit comme formalité, soit comme impôt, sur un motif d'humanité ou de protection pour certains établissements publics, enfin même sur un intérêt commercial. — Elle s'applique aux actes du Gouvernement, des autorités administratives (sauf les ventes et marchés) ; — aux inscriptions sur le grand-livre de la dette publique, à leurs transferts et mutations *à titre onéreux* ; — aux mandats et ordonnances de paiement sur les caisses publiques ; — aux quittances de contributions, droits et créances payés à l'État ; — aux actes et aux extraits de l'état civil ; — à tous les actes concernant l'administration des monts-de-piété ; — aux pièces relatives à l'exécution de la loi du 18 juin 1850 sur les caisses de retraites pour la vieillesse ; — aux actes de notoriété et autres pièces relatives à l'exécution de la loi du 11 juillet 1868 concernant les assurances faites par l'État ; — à tous les actes intéressant les sociétés de secours mutuels ; — aux quittances des fournisseurs, ouvriers, maîtres de pensions et autres de même nature produites comme pièces justificatives d'un compte, en vertu d'une commission

judiciaire; — aux endossements et acquits sur les effets négociables, etc.

Les lettres de change étaient dispensées de l'enregistrement, par la loi du 22 frimaire an VII, qui y soumettait cependant les billets à ordre. La loi du 28 avril 1816, art. 50, y a assujéti les lettres de change; seulement elles n'y sont soumises qu'au moment de l'assignation, tandis que les billets à ordre doivent être enregistrés avec le protêt.

§ II. — MODE DE PERCEPTION.

Délais dans lesquels les actes doivent être présentés et les déclarations doivent être faites. —

L'article 25 de la loi du 22 frimaire an VII porte qu'il ne faut pas compter dans le délai légal ni le jour de la date de l'acte ou de l'ouverture de la succession, ni les dimanches ou les jours fériés, quand il expire un de ces jours.

Actes publics. — Les actes publics comprennent les exploits et procès-verbaux, les actes notariés, les actes judiciaires, et les actes administratifs.

1° Pour les actes des huissiers et autres agents ou officiers ministériels ayant pouvoir de faire des exploits et procès-verbaux, — le délai dans lequel ils doivent être présentés à l'enregistrement est de *quatre jours*. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 20.) — Cependant quelques procès-verbaux d'agents administratifs sont soumis à des délais particuliers.

2° Pour les actes notariés, le délai est de *dix* ou de *quinze jours*, suivant que les notaires résident ou ne résident pas dans la commune où le bureau d'enregistrement est placé. (*Ibid.*) — Pour les actes faits par vacation, c'est-à-dire en plusieurs séances (par exemple, les inventaires), le délai

court de la date de chacune des vacations. — Lorsqu'un acte est fait sous plusieurs dates, le délai ne court que du jour où les conventions constatées ont été parfaites. — Il existe une exception à la règle ci-dessus relative aux actes des notaires. Ces officiers publics peuvent faire des protêts, aux termes de l'article 23 de la loi du 24 juin 1834; et, comme ils sont dans ce cas soumis aux obligations des huissiers, les protêts faits par eux doivent être enregistrés dans les quatre jours de leur date.

3° Les actes judiciaires doivent être présentés à l'enregistrement dans le délai de *vingt jours*. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 20.)

4° Le délai est également de *vingt jours* pour les actes administratifs assujettis à l'enregistrement. (*Ibid.*) Mais ce délai ne court que du jour de la réception de l'approbation de l'autorité supérieure, lorsque ces actes y sont soumis.

Testaments. — Les testaments reçus par les notaires ou déposés chez eux doivent être enregistrés dans les *trois mois* du décès des testateurs, à la diligence des héritiers, donataires, légataires ou exécuteurs testamentaires. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 21.) — Il ressort de cette disposition que c'est aux héritiers, donataires, légataires ou exécuteurs testamentaires qu'incombe l'obligation de les faire enregistrer dans ce délai, — et que ce délai ne s'applique qu'aux testaments reçus par les notaires ou déposés chez eux.

Actes sous seings privés. — Ces actes ne sont soumis à l'enregistrement dans un délai déterminé (*trois mois à partir de leur date*) que lorsqu'ils portent transmission de propriété ou d'usufruit de biens *immeubles*, ou bail, sous-bail, cession ou subrogation de bail, ainsi qu'engagement de biens de même nature. (*Ibid.* art. 22.) — Il n'y a point

de délai de rigueur pour tous les autres actes sous seings privés; mais il ne peut en être fait aucun usage, soit par acte public, soit en justice ou devant toute autre autorité constituée, sans qu'ils aient été *préalablement* enregistrés. (*Ibid.*, art. 23.)

Le délai de trois mois fixé par l'article 22 est porté à six mois, un an, ou deux ans, pour les actes faits en Europe, en Amérique, ou en Asie et en Afrique (2^e alinéa du même article), et s'appliquant à des biens situés en France.

Les actes publics faits à l'étranger, ainsi que les jugements rendus à l'étranger, sont considérés comme actes sous seings privés, parce que ceux dont ils émanent n'ont pas en France autorité ou juridiction. Ils sont donc soumis, quant à l'enregistrement, aux règles prescrites pour les actes sous seings privés par les articles 22 et 23 de la loi du 22 frimaire an VII. — Il en est de même de tous actes faits dans les îles et colonies françaises où l'enregistrement ne serait pas établi (Art. 23.)

Déclarations de mutations verbales. — Les mutations verbales de propriété ou d'usufruit de biens *immeubles* doivent être enregistrées dans *les trois mois de l'entrée en possession, au moyen de déclarations détaillées et estimatives.* (Loi du 27 ventôse an IX, art. 4.) Cette disposition ne s'appliquant qu'aux mutations verbales en propriété ou usufruit de biens immeubles, il en résulte que les mutations en jouissance des biens immeubles (baux ou engagements) et les mutations entre-vifs de toute nature de biens meubles, n'étant sujettes à aucune déclaration, sont exemptes d'impôt, *lorsqu'elles sont verbales.*

Déclarations de mutations par décès. — Toute mutation par décès de biens meubles ou immeubles situés en France doit être enregistrée, au moyen de *déclarations* détaillées

et signées des héritiers, donataires ou légataires (loi du 22 frimaire an VII, art. 27), dans le délai :

De six mois, à compter du jour du décès, lorsque celui dont on recueille la succession est décédé en France ;

De huit mois, s'il est décédé dans toute autre partie de l'Europe ;

D'une année, s'il est mort en Amérique ;

Et de deux années, si c'est en Afrique ou en Asie. (*Ibid.*, art. 24.)

Ces délais courent du jour du décès.

Il y a cependant à cette règle quelques exceptions. Ainsi le délai ne court que du *jour de la mise en possession*, pour la succession d'un condamné, si ses biens sont séquestrés, — pour celle qui aurait été séquestrée pour toute autre cause, — pour celle d'un défenseur de la patrie, s'il est mort en activité de service, hors de son département, — enfin pour celle qui serait recueillie par indivis avec l'État. (*Ibid.*) — Pour la succession d'un absent, il court du *jour de l'envoi en possession provisoire*. (L. 28 avril 1816, art. 40.) — Pour les successions des personnes décédées hors de France, si les héritiers prennent possession des biens avant les derniers six mois des délais de distance fixés pour les déclarations, il ne reste plus que le délai ordinaire de six mois, *à compter du jour de la prise de possession*. (L. 22 frimaire an VII, art. 24.) — Pour les successions vacantes qui doivent être déclarées par le curateur, le délai ordinaire de six mois à compter du décès doit être observé ; mais si, cependant, la nomination du curateur n'a lieu qu'après l'expiration de ce délai, il est ouvert un nouveau délai de six mois, à partir de cette nomination.

Enfin, en Corse, il n'y a point de délai de rigueur pour passer déclaration des successions. (Arrêté de l'organisateur général Miot du 23 prairial an IX, art. 3.)

Bureaux auxquels les actes et mutations doivent être enregistrés. — Chaque bureau d'enregistrement comprend un ou plusieurs cantons, et cette portion de territoire est appelée circonscription, arrondissement ou ressort du bureau.

— Les huissiers et tous autres ayant pouvoir de faire des exploits, procès-verbaux ou rapports, doivent faire enregistrer leurs actes soit au bureau de leur résidence, soit au bureau du lieu où ils les ont faits. (L. 22 frimaire an VII, art. 26.) On a considéré que la brièveté du délai donné pour l'enregistrement de ces actes ne permettrait pas toujours de les présenter au bureau de la résidence des officiers qui les ont rédigés.

— Les notaires ne peuvent faire enregistrer leurs actes qu'au bureau dans l'arrondissement duquel ils résident. (*Ibid.*) Cependant les notaires des villes où siègent les cours d'appel ayant le droit d'instrumenter dans toute l'étendue du ressort de ces cours (art. 5 de la loi du 25 ventôse an XI), il leur serait quelquefois difficile de présenter au bureau de leur résidence dans les dix jours de sa date chaque vacation d'un inventaire fait à une grande distance de leur domicile. En conséquence, une décision du Ministre des finances, du 12 thermidor an XII, a admis les notaires des chefs-lieux de cours d'appel à présenter les inventaires dressés par eux aux bureaux des lieux où ils les auront faits dans les dix ou dans les quinze jours de la date de chaque vacation, suivant que l'opération aura ou n'aura pas été faite dans une commune chef-lieu de bureau, à la charge néanmoins de faire enregistrer la dernière séance contenant la clôture de ces inventaires au bureau de leur résidence, dans les quinze jours de sa date.

— Les actes judiciaires et administratifs sont enregistrés aux bureaux dans l'arrondissement desquels résident

les tribunaux ou fonctionnaires dont ils émanent. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 26.)

— Quant aux actes sous scings privés, ils peuvent sans aucune distinction être enregistrés dans tous les bureaux. Il en est de même des actes publics ou privés passés en pays étrangers. (*Ibid.*)

— Les mutations verbales d'immeubles en propriété ou usufruit sont enregistrées au bureau de la situation des biens. — Quant aux mutations par décès, elles doivent être déclarées : pour les immeubles, au bureau de la situation des biens ; — pour les meubles, au bureau dans l'arrondissement duquel ils se sont trouvés au décès de l'auteur de la succession, sauf en ce qui touche les rentes et autres biens meubles sans assiette déterminée qui doivent être déclarés au bureau du domicile du décédé. — Les déclarations de biens meubles doivent être accompagnées d'un inventaire ou état estimatif fait par un officier public ou certifié par les parties. — Toute déclaration de biens meubles ou immeubles doit, en outre, être toujours signée par les parties sur le registre du receveur. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 27.)

De la transcription des actes et mutations sur les registres. — Les actes d'huissier, exploits et procès-verbaux, sont succinctement enregistrés par la mention sur le registre du receveur de la date de la formalité, du nom et de la demeure des parties, de la nature de l'acte, de sa date, du nom et de la demeure du rédacteur, et enfin de la recette du droit. Une analyse plus longue n'a pas été jugée utile, parce que les énonciations de ces actes ne pouvant par elles seules lier les parties, leur conservation littérale est moins nécessaire que celle des actes contenant des conventions ou engagements.

Les actes des notaires et les actes judiciaires doivent être enregistrés au moyen d'une analyse complète de leurs principales dispositions ; la transcription littérale n'a pas encore, vis-à-vis de ces actes, été jugée essentielle, parce que la minute en est déposée chez les officiers publics et aux greffes des tribunaux, où les parties et l'administration elle-même, pour ses vérifications, peuvent les retrouver.

Quant aux actes synallagmatiques sous seings privés, leur analyse succincte sur les registres du receveur doit être suivie de leur transcription littérale, afin de pouvoir suppléer, autant que possible, les originaux perdus et de rendre possible à l'administration l'examen des perceptions du receveur. Mais il en est autrement si ces actes sont déposés chez les notaires ou annexés à un acte notarié, et présentés à l'enregistrement en même temps que les actes de dépôt ou l'acte auquel ils sont joints. Dans ce cas, ils sont seulement analysés comme les actes notariés.

Enfin, l'enregistrement des déclarations de mutations doit contenir les noms des comparants, leur profession et demeure, les noms du dernier possesseur (son âge et la date de sa mort, s'il s'agit de mutation par décès), la désignation du nouveau possesseur, ou, en cas de mutation par décès, celle des héritiers, l'indication de leur degré de parenté avec le décédé, et de ses dispositions testamentaires, s'il en a fait, et, en dernier lieu, le *détail* et l'*estimation*, article par article, de tous les biens compris dans la mutation, à moins qu'il n'existe un inventaire notarié ou un état estimatif signé des parties, qui doivent le laisser entre les mains du receveur.

Du paiement des droits, et quels en sont les débiteurs directs et les débiteurs définitifs. — Les droits doivent être payés *avant l'enregistrement* ; nul ne

peut en atténuer ni différer le paiement sous le prétexte de contestation sur la quotité, ni pour quelque autre motif que ce soit, sauf à se pourvoir en restitution, s'il y a lieu. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 28.)

Les droits sont acquittés :

1° Pour les exploits, procès-verbaux et actes notariés, par les huissiers, notaires et autres qui les ont faits, que le montant leur en ait ou non été remis par les parties (loi du 22 frimaire an VII, art. 29);

2° Pour les actes judiciaires, il y a lieu de faire une distinction. La loi du 28 avril 1816, art. 38, en déclarant qu'ils doivent tous être enregistrés sur les minutes, contrairement aux dispositions de la loi du 22 frimaire an VII, art. 7, a maintenu expressément les différences établies par les articles 7 et 35 de cette dernière loi, quant au paiement des droits. Il en résulte que :

Pour ceux de ces actes qui, d'après l'article 7 de la loi du 22 frimaire an VII, devaient seuls être enregistrés sur les minutes (1), les droits doivent être payés par les greffiers,

(1) Ces actes sont : les procès-verbaux d'apposition, de reconnaissance et de levée de scellés, et ceux de nomination de tuteurs et curateurs, les avis de parents, les émancipations, les actes de noierité, les déclarations en matière civile, les adoptions; tous actes contenant autorisation, acceptation, abstention, renonciation ou répudiation; les nominations d'experts ou d'arbitres, les oppositions à levées de scellés par comparution personnelle, les cautionnements de personnes ou de sommes; les ordonnances et mandements d'assigner les opposants à scellés; tous procès-verbaux de juge de paix portant conciliation ou non-conciliation, défaut ou congé, remise ou ajournement; tous actes d'acquiescement, de dépôt et consignation, d'exclusion de tribunaux, d'affirmation de voyage, d'enchère et surenchère, de reprise d'instance, de communication de pièces, d'affirmation ou vérification de créances, d'opposition à délivrance de titres ou jugements, de procès-verbaux et rapports, de dépôt de bilan et de décharges; les certificats de toute nature et ordonnances sur requêtes, les jugements portant transmission d'immeubles, et ceux par lesquels il est prononcé des condamnations sur des conventions sujettes à l'enregistrement, sans énonciations de titres enregistrés. (L. du 22 frimaire an VII, art. 7.)

que les parties leur en aient ou non fait l'avance, *à moins que ce ne soient des jugements* (loi 22 frimaire an VII, article 29.)

Pour les jugements, les greffiers ne sont tenus de les présenter à l'enregistrement dans les délais, et d'en payer les droits, que si les parties leur en ont consigné le montant ; à défaut de cette consignation, ils sont seulement tenus de dénoncer au receveur de l'enregistrement l'existence du jugement au moyen de la remise d'un extrait (*ibid.*, art. 37) (v. p. 314) ;

Enfin, pour les actes judiciaires dans la confection desquels les greffiers n'interviennent pas et qui sont délivrés directement par les juges et arbitres, les greffiers n'ont aucune responsabilité, et les droits sont payés par les parties (*ibid.*, art. 29) ;

3° Par les secrétaires des administrations centrales et municipales, pour les actes de ces administrations qui sont soumis à l'enregistrement, *lorsque le montant leur en a été remis par les parties*. — A défaut de cette consignation, les secrétaires ne sont tenus qu'à la remise d'un extrait au bureau de l'enregistrement (*ibid.*, art. 29 et 37, et loi du 13 mai 1818, art. 79) (v. p. 314) ;

4° Par les parties directement, — pour les actes sous seings privés et ceux publics ou privés passés en pays étrangers ; — pour les jugements et pour les actes administratifs, quand elles n'ont pas consigné les droits entre les mains des greffiers et secrétaires ; — enfin pour tous les actes judiciaires émanant directement de juges ou d'arbitres et dans lesquels les greffiers n'interviennent pas (loi du 22 frimaire an VII, art. 29) ;

5° Par les nouveaux possesseurs, pour les mutations verbales (loi du 27 ventôse an IX, art. 4) ;

6° Par les héritiers, légataires, leurs tuteurs, ou cura-

teurs, et leurs exécuteurs testamentaires, pour les transmissions par décès. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 29 et 32.)

— Ainsi qu'on le voit, les débiteurs *directs* des droits vis-à-vis du Trésor ne sont pas toujours les débiteurs *réels*, ceux à la charge de qui doit retomber l'impôt. La loi a voulu, pour la facilité de la perception, que les huissiers, les notaires, et les greffiers, dans certains cas, en fissent l'avance pour les actes de leur ministère, et que les greffiers et secrétaires des administrations les payassent directement au Trésor pour les jugements et actes administratifs, lorsque les parties leur en auraient consigné le montant. — Dans tous les autres cas, les parties elles-mêmes sont les débiteurs *directs* des droits, sans que la loi distingue entre elles, ce qui, par conséquent, entraîne la solidarité. Cette solidarité qui résulte *tacitement*, pour les actes sous seings privés et pour les actes publics, des articles 29 et 30 de la loi du 22 frimaire an VII, qui désignent *les parties* sans distinction comme devant payer les droits, ressort *expressément*, pour les transmissions par décès, de l'article 32 de la même loi ; mais elle est restreinte par cet article aux co-héritiers, en sorte que les légataires n'y sont pas soumis.

L'avance des droits imposée aux officiers publics pour les actes de leur ministère, la solidarité imposée aux parties pour les actes dont les droits sont avancés pour elles par les officiers publics ou pour ceux qu'elles payent directement, sont deux garanties dont la loi a voulu entourer la perception de l'impôt. Mais il fallait assurer le recours de ceux qui ont payé vis-à-vis de ceux qui doivent : tel a été le but des articles 30 et 31 de la même loi.

Aux termes de l'article 30, les officiers publics qui ont fait l'avance des droits peuvent prendre exécutoire du juge de paix de leur canton pour leur remboursement ; et, s'il y a opposition contre cet exécutoire, elle est jugée comme

l'opposition à la contrainte décernée au nom de l'État.

D'après l'article 31, qui règle les obligations des parties entre elles, les droits des actes civils et judiciaires emportant obligation, libération ou translation de propriété ou d'usufruit de meubles ou immeubles sont supportés par les débiteurs et nouveaux possesseurs, et ceux de tous les autres actes le sont par les parties *auxquelles les actes profitent*, à moins cependant de stipulations contraires.

Pénalités. — Les peines prononcées par la loi pour contravention en matière d'enregistrement sont :

Les amendes fixes,

Les demi-droits en sus,

Les droits en sus ou doubles droits,

Les triples droits,

Enfin, la nullité radicale ou seulement la nullité à l'égard des tiers.

— Les huissiers et autres ayant pouvoir de faire des exploits ou procès-verbaux sont passibles, quand ils ne présentent pas leurs actes à l'enregistrement dans le délai voulu, d'une amende fixe de 5 fr. et du double droit; de plus, les actes deviennent nuls, et les officiers qui les ont faits sont responsables de cette nullité envers les parties. (Lois du 22 frimaire an VII, art. 34, et du 16 juin 1824, art. 10.) — Les protêts rédigés par les notaires sont assujettis aux mêmes pénalités. (Loi du 24 mai 1834.)

— Les actes notariés donnent lieu contre les notaires, quand ils ne sont pas présentés dans les délais, à une amende fixe de 10 fr., si ce sont des actes sujets au droit fixe, et à un droit en sus, si ce sont des actes soumis au droit proportionnel, sans que ce droit en sus puisse être inférieur à 10 fr.

Les notaires doivent en outre payer les droits simples,

sauf leur recours contre les parties, pour ces droits seulement. (Lois des 22 frimaire an VII, art. 33, et 16 juin 1824, art. 10.) — Les procès-verbaux de ventes de meubles faits par les huissiers et tous autres actes de leur ministère, donnant lieu au droit proportionnel, sont soumis aux mêmes dispositions. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 34.) Par conséquent, la nullité ne s'applique pas à ces actes.

— Les greffiers qui négligent de présenter à l'enregistrement dans le délai fixé les actes qu'ils sont tenus de présenter à cette formalité (voir quels sont ces actes, p. 310) sont passibles du double droit, sauf leur recours contre les parties pour le droit simple seulement. (*Ibid.*, art. 35.)

Il en est de même des secrétaires des administrations centrales et municipales pour les actes qu'il leur est prescrit de faire enregistrer. (*Ibid.*, art. 36.)

Toutefois les greffiers et secrétaires des administrations sont affranchis de l'obligation de présenter les *jugements* et actes administratifs et d'en payer les droits, lorsque les parties ne leur en ont pas d'avance consigné le montant. Dans ce cas, le recouvrement du droit simple et du droit en sus est poursuivi directement contre les parties ; et les greffiers et secrétaires sont seulement tenus de remettre au receveur des extraits de ces jugements et actes dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai, à peine d'une amende de 10 fr., et d'être personnellement contraints au paiement des doubles droits. (*Ibid.*, art. 37, et lois des 15 mai 1818, art. 79, et 16 juin 1824, art. 10.)

— Les actes sous seings privés et ceux passés en pays étrangers, qui sont soumis à l'enregistrement dans un délai déterminé (v. p. 304), sont, à défaut d'enregistrement dans ce délai, passibles du double droit. (L. 22 frimaire an VII, art. 38.)

Tous les autres actes sous seings privés ne sont frappés

du double droit que s'il en est fait usage en justice *avant leur enregistrement*, c'est-à-dire s'ils n'ont pas été enregistrés avant la demande introductive de l'instance dans laquelle ils sont invoqués. (L. du 28 avril 1816, art. 57.) Le double droit ne peut être réclamé dans ce cas de la partie qui ne s'en est pas prévalu.

Pour les marchés et traités réputés actes de commerce dont il est question dans l'article 22 de la loi du 11 juin 1859 (v. p. 288), le droit en sus n'est dû, à défaut d'enregistrement avant tout usage en justice, que sur la partie du prix ou des sommes qui fait l'objet de la décision judiciaire. (L. du 11 juin 1859, art. 23.)

— Les mutations verbales d'immeubles non déclarées dans les délais voulus (v. p. 305) sont soumises au double droit. (LL. 27 ventôse an IX, art. 4, et 22 frimaire an VII, art. 38.)

Quant aux mutations par décès, la peine est d'un droit en sus pour les testaments non enregistrés dans les délais (*ibid.*, art. 38), et d'un demi-droit en sus pour les déclarations faites tardivement. (*Ibid.*, art. 39.)

En outre, l'omission d'objets à déclarer et l'insuffisance dans leur estimation donnent lieu aux peines suivantes : si la mutation est à titre onéreux, le double droit n'est encouru que si le supplément d'estimation dépasse d'un huitième le prix énoncé. (LL. 27 ventôse an IX, art. 5, et 22 frimaire an VIII, art. 18.) — Si la mutation est à titre gratuit ou par décès, le double droit est dû pour toute omission et pour toute insuffisance d'estimation. (LL. 27 ventôse an IX, art. 5, et 22 frimaire an VII, art. 19 et 39.) (V. p. 323.)

— Enfin, toute contre-lettre faite sous seings privés et ayant pour objet une augmentation du prix stipulé dans un acte public, ou dans un acte sous seings privés précédemment enregistré, est punie du *triple droit* sur les sommes

et valeurs ainsi stipulées. (*Ibid.*, art. 40, v. pour la nullité p. 299.) — Une contre-lettre *notariée*, ayant le même objet, ne donnerait lieu qu'au droit simple sur l'augmentation du prix; car sa forme même indiquerait l'absence de toute pensée de fraude à l'égard du fisc. Une contre-lettre même sous seings privés portant diminution du prix ne tomberait non plus sous l'application d'aucune peine.

Une exception a été apportée à la disposition de l'article 40 de la loi du 22 frimaire an VII par l'article 11 de la loi du 25 juin 1841, en faveur des transmissions d'offices de notaires, huissiers, etc.

Aux termes de cet article, lorsque l'évaluation donnée à un office pour la perception du droit d'enregistrement d'une transmission à titre gratuit, entre-vifs et par décès, est reconnue insuffisante, ou que la simulation du prix exprimé dans l'acte de cession à titre onéreux est établie d'après des actes émanés des parties (comme les contre-lettres), ou de l'autorité administrative ou judiciaire, il est perçu un droit en sus (au lieu du triple droit) sur la différence de prix ou d'évaluation.

Règles ayant pour objet de constater la fraude et d'assurer la perception. — Ces règles consistent en certaines obligations imposées aux receveurs de l'enregistrement, aux officiers publics et aux juges et administrateurs, dans le but de prévenir la fraude et de la rendre facile à découvrir. Ces obligations sont presque toutes accompagnées d'une sanction. — Nous comprendrons sous le même titre ce qui a rapport aux expertises en cas d'insuffisance présumée dans les déclarations de mutations, parce que cette matière se rattache au même objet, c'est-à-dire à la recherche de la fraude.

Obligations des receveurs. — Ces obligations forment la

garantie des redevables, comme les obligations imposées aux officiers publics, juges et administrateurs forment celle du Trésor. Elles sont contenues dans les articles 56, 57 et 58 de la loi du 22 frimaire an VII.

Les receveurs de l'enregistrement ne peuvent, sous aucun prétexte, lors même qu'il y aurait lieu à expertise (v. p. 323), différer l'enregistrement des actes et mutations dont les droits ont été payés aux taux réglés par la loi. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 56.)

Si le receveur présume qu'il y a fraude à l'impôt dans le contenu de l'acte ou de la déclaration, cette présomption donne lieu entre le redevable et le Trésor à une contestation qui sera ultérieurement jugée ; mais, en attendant, c'est ce contenu qui doit servir de base à la perception des droits, et l'enregistrement ne peut être différé.

Les receveurs ne peuvent non plus retenir les actes ou exploits *dont les droits leur ont été payés*. Ils peuvent seulement, s'ils le jugent utile à la découverte de la fraude, en tirer copie et la faire certifier par celui qui a présenté l'acte, ou, en cas de refus, *retenir l'acte pendant vingt-quatre heures seulement*, pour s'en procurer une collation en forme, à leurs frais, sauf répétition s'il y a lieu. (*Ibid.*)

La quittance de l'enregistrement est mise sur l'acte enregistré ou sur l'extrait de la déclaration du nouveau possesseur. Elle exprime en toutes lettres la date de l'enregistrement, le folio du registre, le numéro et la somme des droits perçus. — Si l'acte renferme plusieurs dispositions soumises chacune à un droit particulier, le receveur doit les indiquer sommairement dans sa quittance, et y énoncer distinctement la quotité de chaque droit perçu. (*Ibid.*, art. 57.)

Les registres des receveurs de l'enregistrement ne sont pas publics. Il ne peut en être délivré d'extrait, en règle gé-

nérale, qu'aux personnes qui ont été parties dans l'acte ou dans la déclaration ou à leurs ayants cause ; — en dehors de ce cas, il faut une ordonnance du juge de paix. — Le prix de chaque extrait est de 50 centimes, outre le papier timbré, par chaque année sur laquelle porte la recherche. (*Ibid.*, art. 58.)

Obligations des officiers publics. — Ces obligations, qui sont la garantie du Trésor, consistent dans l'interdiction de délivrer des expéditions d'un acte non enregistré, de faire aucun acte en vertu d'un autre acte non enregistré, de recevoir aucun acte en dépôt sans dresser acte du dépôt, de délivrer aucune expédition dans laquelle il ne serait pas fait mention littérale de la quittance des droits, ni de faire aucun acte public en vertu d'un acte sous seings privés sans rapporter dans l'acte public la mention littérale de la quittance des droits perçus sur l'acte sous seings privés. — Ces garanties se complètent par la tenue des répertoires sur lesquels les officiers publics doivent inscrire tous leurs actes, et par le droit conféré aux receveurs de prendre communication des actes déposés chez les officiers publics et dans certaines archives. Entrons dans le détail de ces obligations qui font l'objet des articles 41, 42, 43, 44, 46, 49, 50, 51, 52, 53, 54 et 55 de la loi du 22 frimaire an VII.

— Les notaires, huissiers, greffiers et secrétaires des administrations ne peuvent délivrer en brevet ou expédition aucun acte soumis à l'enregistrement, ni faire aucun autre acte en conséquence, avant qu'il ait été enregistré, quand même le délai ne serait pas encore expiré, sous peine de 10 fr. d'amende, outre le paiement du droit. (LL. des 22 frimaire an VII, art. 41, et 16 juin 1824, art. 10.) Cependant l'article 56 de la loi du 28 avril 1816 permet à un officier public d'énoncer dans un acte la date d'un autre acte

qu'il a précédemment reçu, à la charge de présenter les deux actes simultanément à l'enregistrement, et pourvu que le délai d'enregistrement du premier ne soit pas expiré. — En outre, l'article 41 de la loi du 22 frimaire an VII contient deux autres exceptions : la copie des exploits et des autres actes de cette nature qui se signifient à partie ou par affiches et proclamations peut être délivrée avant que l'original ait été enregistré, — et les effets négociables peuvent ne pas être enregistrés avant le protêt, si ce sont des billets à ordre (*ibid.*, art. 69, § 2, n° 6), et avant l'assignation, si ce sont des lettres de change. (L. du 28 avril 1816, art. 50.)

— Aucun notaire, huissier, greffier, secrétaire ou officier public, ne peut faire ou rédiger un acte en vertu d'un acte sous signature privée ou passé en pays étranger, l'annexer à ses minutes, ni le recevoir en dépôt, ni en délivrer extrait, copie ou expédition, s'il n'a été préalablement enregistré, sous peine de 10 fr. d'amende, et de répondre personnellement du droit. (Lois des 22 frimaire an VII, art. 42, et 16 juin 1824, art. 10.) — Cependant la loi du 16 juin 1824, art. 13, a dérogé à cette disposition, en autorisant les notaires à mentionner dans leurs actes des actes sous seings privés non enregistrés, mais sous la condition de les annexer à l'acte public, de les soumettre avant celui-ci à la formalité de l'enregistrement et d'être personnellement responsables de tous droits et amendes dont ces actes peuvent se trouver passibles.

Un inventaire peut mentionner des actes sous seings privés non enregistrés, parce qu'il ne peut être considéré comme étant fait *en vertu* de ces actes. (Arrêté du Directoire exécutif du 22 ventôse an VII.)

— Il est défendu, sous peine de 10 fr. d'amende, à tout notaire ou greffier, de recevoir aucun acte en dépôt, sans dresser acte du dépôt. (L. du 22 frimaire an VII, art. 43.)

— Or, un greffier ne pouvant dresser acte de dépôt d'un autre acte, sans que ce dernier soit enregistré, par application de l'article 42 de la même loi, et un notaire ne pouvant faire le même acte de dépôt sans présenter à l'enregistrement l'acte déposé *avant* l'acte de dépôt lui-même, aux termes de l'article 13 de la loi du 16 juin 1824, la prescription de l'article 43 a pour effet inévitable d'assurer l'enregistrement de tout acte déposé à un notaire ou à un greffier. — Cette prescription ne s'applique d'ailleurs qu'aux actes qui sont déposés entre les mains d'un notaire ou d'un greffier, en leur qualité d'officiers publics.

Les testaments déposés par les testateurs chez les notaires sont aussi exceptés de la disposition contenue dans l'article 43 de la loi du 22 frimaire an VII par le deuxième alinéa de cet article : les notaires peuvent les recevoir sans dresser acte du dépôt, à moins qu'il ne s'agisse d'un testament mystique (Code civil, art. 976). En dispensant les testaments déposés chez les notaires de la formalité de l'acte de dépôt, la loi a voulu, dans l'intérêt de la paix des familles, que le dépôt de ces sortes d'actes restât ignoré, comme leur contenu, durant la vie de leur auteur. L'acte de dépôt n'aurait du reste aucun intérêt fiscal, puisque les testaments ne doivent être enregistrés que dans les trois mois du décès des testateurs. (V. p. 304.)

— Il doit être fait mention, dans toutes les expéditions des actes publics, civils ou judiciaires, sujets à l'enregistrement, de la quittance des droits, par une transcription littérale et entière de cette quittance. Pareille mention doit être faite dans les minutes des actes publics, civils, judiciaires ou extrajudiciaires sujets à l'enregistrement et qui se font en vertu d'actes sous signature privée ou passés en pays étrangers ; la quittance des droits dus par l'acte sous seings privés doit être littéralement transcrite dans la mi-

nute de l'acte public. Chaque contravention est punie d'une amende de 5 francs. (LL. des 22 frimaire an VII, art. 44, et 16 juin 1824, art. 10.) Une fausse mention d'enregistrement, soit dans une minute, soit dans une expédition, est punie des peines de faux. (L. du 22 frimaire an VII, art. 46.)

— Les notaires, huissiers, greffiers et secrétaires des administrations centrales et municipales doivent tenir des répertoires où sont inscrits tous leurs actes sujets à l'enregistrement, sous peine de 5 fr. d'amende pour chaque omission. (LL. des 22 frimaire an VII, art. 49, et 16 juin 1824, art. 10.) Les commissaires-priseurs et les courtiers de commerce ont été soumis à la même obligation par l'article 41 de la loi du 16 juin 1824 pour les procès-verbaux de vente de meubles et de marchandises, ainsi que pour les actes faits en conséquence de ces ventes.

La tenue de ces répertoires, toujours ouverts, ainsi que nous le verrons plus bas, aux vérifications des agents de l'administration, a pour but de fournir au Trésor un moyen de contrôle pour la perception des droits.

Chaque article du répertoire doit contenir : 1° son numéro ; 2° la date de l'acte ; 3° sa nature ; 4° les noms et prénoms des parties et leurs domiciles ; 5° l'indication des biens, leur situation et le prix, lorsqu'il s'agit d'actes qui ont pour objet la propriété, l'usufruit ou la jouissance de biens-fonds ; 6° la relation de l'enregistrement. (L. du 22 frimaire an VII, art. 50). — Les huissiers doivent en outre indiquer dans une colonne particulière le coût des exploits. (Décret du 13 juin 1813, art. 47.)

Les répertoires doivent être présentés tous les trois mois, dans les dix premiers jours de janvier, avril, juillet et octobre, au receveur de l'enregistrement de la résidence de l'officier public, sous peine de 5 fr. d'amende. Le receveur les vise et énonce dans son visa le nombre des actes inscrits.

(LL. des 22 frimaire an VII, art. 51, et 16 juin 1824, art. 10.)

— Indépendamment de cette vérification périodique, les répertoires doivent être communiqués, à toute réquisition, aux préposés de l'enregistrement, sous peine d'une amende de 10 fr., en cas de refus. Dans ce cas, le refus est constaté par procès-verbal dressé par le préposé, en présence du maire ou de l'adjoint requis à cet effet (LL. des 22 frimaire an VII, art. 52, et 16 juin 1824, art. 10.) — Enfin, les répertoires sont cotés et paraphés : ceux des huissiers et greffiers de justice de paix, par le juge de paix de leur domicile ; ceux des notaires, par le président du tribunal de 1^{re} instance dans le ressort duquel ils résident ; ceux des greffiers des tribunaux, par le président ; et ceux des secrétaires des administrations, par les préfets, sous-préfets et maires ou leurs délégués. (LL. des 22 frimaire an VII, art. 53, et 25 ventôse an XI, art. 30.)

— La loi a ouvert tous les dépôts de titres publics aux investigations des employés de l'enregistrement pour la recherche des actes et mutations soumis à l'impôt : l'article 54 de la loi du 22 frimaire an VII dispose, en effet, que les dépositaires des registres de l'état civil, ceux des rôles de contributions, et tous autres chargés des archives et dépôts de titres publics sont tenus de les communiquer, sans déplacement, aux préposés de l'enregistrement, à toute réquisition, et de leur laisser prendre sans frais les renseignements, extraits et copies qui leur sont nécessaires, sous peine de 10 fr. d'amende. Le refus doit être constaté par procès-verbal dressé en présence du maire ou de l'adjoint.

— La même disposition s'applique aux notaires, huissiers, greffiers, secrétaires et autres officiers publics pour les actes dont ils sont dépositaires, à l'exception des testament du vivant des testateurs. — Le même article interdit la demande de ces communications les jours de repos, et restreint

à une durée de quatre heures les séances des préposés.

— Un décret du 4 messidor an XIII a déclaré ces dispositions applicables aux receveurs des communes et de tous autres établissements publics, ainsi qu'aux archives de ces mêmes établissements.

— Il faut terminer la série des obligations imposées aux officiers publics et secrétaires des administrations, dans l'intérêt de l'impôt de l'enregistrement, en disant que les secrétaires des communes sont tenus de délivrer, dans le 1^{er} mois de chaque trimestre, au receveur de leur résidence, les relevés des décès survenus pendant le trimestre précédent. (L. du 22 frimaire an VII, art. 55.)

Obligations des tribunaux et administrateurs. — La préoccupation du législateur d'empêcher l'usage public de tout acte non enregistré et sujet à l'enregistrement, s'est traduite par une disposition qui défend aux juges et arbitres de rendre aucun jugement, et aux administrateurs de prendre aucun arrêté en faveur des particuliers, sur des actes non enregistrés, *à peine d'être personnellement responsables des droits.* (L. du 22 frimaire an VII, art. 47.) Il convient de dire que, si la défense existe, la sanction n'est jamais appliquée.

Une autre obligation résulte de l'article 48 de la même loi : tout arrêté ou jugement rendu sur un acte enregistré doit énoncer le montant du droit payé, la date du paiement et le nom du bureau où il a été acquitté. En l'absence de cette énonciation, le receveur doit exiger le droit, si l'acte n'a pas été enregistré dans son bureau, sauf restitution dans le délai prescrit (v. p. 328), s'il est plus tard justifié de son enregistrement.

Expertise. — La voie de l'expertise est ouverte à l'administration pour déjouer la fraude dans deux cas :

1° Si dans un acte ou dans une déclaration de mutation à *titre onéreux* de biens immeubles en propriété ou usufruit, le prix énoncé paraît inférieur à leur valeur vénale (LL. du 22 frimaire an VII, art. 17, et du 27 ventôse an IX, art. 4) ;

2° Lorsque, dans toute transmission à *titre gratuit* de biens immeubles, en propriété ou usufruit, l'insuffisance dans l'évaluation ne peut être établie par actes qui puissent faire connaître le véritable revenu des biens. (L. du 22 frimaire an VII, art. 19.)

Dans le premier cas, celui de la transmission à titre onéreux, la demande d'expertise doit être faite dans l'année, à compter du jour de l'enregistrement. (*Ibid.*, art. 17.) Dans le second, c'est-à-dire pour les mutations à titre gratuit, l'administration a deux ans, à partir du jour de l'enregistrement, pour réclamer l'expertise. (*Ibid.*, art. 61.)

Dans les deux cas, l'expertise doit rechercher la valeur vénale des biens, au moment de l'aliénation ou de la mutation, par comparaison avec les fonds voisins de même nature. Cette règle, édictée par l'article 17, s'applique par analogie au cas prévu par l'article 19.

— L'article 18 de la loi du 22 frimaire an VII et l'article 1^{er} de la loi du 15 novembre 1808 déterminent la manière de procéder à l'expertise dans les deux cas.

La demande en expertise doit être faite devant le tribunal de 1^{re} instance de l'arrondissement où les biens sont situés, par une pétition portant nomination de l'expert de l'État, et si les biens sont situés dans le ressort de plusieurs tribunaux, devant le tribunal dans le ressort duquel se trouve le chef-lieu de l'exploitation ou la plus grande partie des biens. — L'expertise doit être ordonnée dans les dix jours de la demande, pour être faite séparément dans chacun des arrondissements où sont situés les biens, et par des experts choisis dans chaque arrondissement. En cas de re-

fus par la partie de nommer son expert sur la sommation qui lui est faite de le désigner dans les trois jours, il lui en est nommé un d'office par le tribunal. — En cas de partage entre les experts, ils en appellent un troisième ; s'ils ne peuvent s'entendre sur son choix, il est désigné par le juge de paix du canton de la situation des biens. — Un mois est donné aux experts, à partir de leur nomination ou de celle du tiers expert, pour faire leur rapport. — Les frais d'expertise sont à la charge du redevable, dans le cas de transmission à titre onéreux, seulement lorsque l'estimation excède d'un huitième au moins le prix énoncé (L. du 22 frimaire an VII, art. 48), et dans le cas de transmission à titre gratuit, lorsqu'une insuffisance quelconque est constatée dans le prix déclaré. (*Ibid.*, art. 39, et Code de procédure civile, art. 430.) — Mais, dans tous les cas, le nouveau possesseur est tenu d'acquitter le droit sur le supplément d'estimation, s'il y a une plus-value constatée par le rapport des experts, (V. pour les doubles droits p. 315.)

Remises et modérations. — Il ne faut pas confondre les remises et modérations de droits avec les restitutions. Celles-ci sont fondées sur un *droit*, et il ne dépend pas de l'administration de les refuser ; — les autres appartiennent à la juridiction gracieuse, et ne peuvent être sollicitées qu'à titre de faveur basée sur la bonne foi ou l'équité.

En matière d'enregistrement, les restitutions s'appliquent, comme pour tout autre impôt, aux droits simples comme aux droits en sus et aux amendes, tandis que les remises et modérations ne peuvent jamais s'appliquer aux droits simples et n'ont pour objet que les droits en sus et les amendes. Elles étaient même interdites d'une manière absolue par l'article 59 de la loi du 22 frimaire an VII ainsi conçu : « Aucune autorité publique, ni la régie, ni ses préposés ne

« peuvent accorder de remise ou modération des droits établis par la présente et des peines encourues, ni en suspendre ou faire suspendre le recouvrement, *sans en devenir personnellement responsables* ; » mais, d'une part, cette disposition spéciale ne peut prévaloir contre le droit de grâce qui est une des prérogatives constitutionnelles du souverain, — et, d'autre part, malgré ses termes formels, le Ministre des finances exerce la faculté d'accorder des remises et modérations pour les droits en sus et les amendes, sauf le cas où ces droits et amendes ont été payés ; dans ce cas, ils ne peuvent faire l'objet d'une remise gracieuse, d'après un avis du Conseil d'État du 3 janvier 1807.

L'article ci-dessus n'est donc rigoureusement appliqué qu'en ce qui touche les droits simples (dont aucune autorité ne peut faire l'abandon), ainsi que les droits en sus et les amendes *qui ont été payés*.

Droits acquis et prescriptions. — *Droits acquis.* — Tout droit d'enregistrement perçu régulièrement et conformément à la loi ne peut être restitué, quels que soient les événements ultérieurs, sauf les cas prévus par une disposition législative. (L. 22 frimaire an VII, art. 60.)

Il s'agit ici de la restitution basée sur un droit, et applicable par conséquent aux droits simples comme aux droits en sus.

L'article 60 déclare, d'abord, que toute perception régulière et conforme à la loi ne peut être restituée, d'où il suit *à contrario* que tout droit indûment perçu doit être restitué même amiablement. Mais la prescription de l'article 60 mérite d'être examinée à un autre point de vue, celui d'une perception régulière d'abord, dont un événement ultérieur vient changer le caractère : ainsi un droit peut avoir été régulièrement perçu, mais l'acte ou la mutation

qui en ont été l'objet peuvent être déclarés nuls. Or l'article dit que toute perception régulière ne saurait être restituée, *quels que soient les événements ultérieurs*. Faut-il en conclure que la nullité d'un acte ou d'une mutation ne peut point donner lieu à la restitution des droits perçus sur cet acte et cette mutation? Nous ne le pensons pas. La loi n'a pu vouloir se mettre en contradiction avec le bon sens et l'équité. La nullité n'est pas *un événement ultérieur*, puisqu'elle a son principe dans l'acte même; mais il faut pour cela qu'elle soit *radicale*, et c'est dans ce cas seul dès lors qu'il y a lieu à la restitution des droits. Cette difficulté a déjà été développée plus longuement. (Voir p. 284.) Il en résulte qu'en dehors du cas de nullité radicale de l'acte ou de la mutation imposés, aucun événement ultérieur, quel qu'il soit, ne peut donner lieu à la restitution des droits régulièrement perçus, sauf, dit encore l'article 60, les cas prévus par une disposition législative.

Ceux de ces cas qui sont nominativement prévus par les articles 48 et 69, § 2, n° 9, et § 3, n° 3, de la loi du 22 frimaire an VII, se résument dans un seul : celui d'une seconde perception sur un titre précédemment enregistré. — La loi du 28 avril 1816, art. 40, ordonne encore, en cas du retour d'un absent, la restitution des droits perçus sur la succession, sous la déduction de ceux auxquels a donné lieu la jouissance des héritiers. — La loi du 25 juin 1841, art. 14, prescrit aussi la restitution des droits perçus pour le cas de cession d'une charge-office, soit pour une partie, si le prix stipulé est réduit par l'autorité supérieure, soit pour la totalité, si le candidat présenté n'est pas accepté. — Enfin, la loi du 3 mai 1841, art. 58, contient la même disposition pour les immeubles acquis d'abord amiablement par l'État, les départements ou les communes, lorsqu'il est justifié, dans le délai de 2 ans à partir de la perception,

que ces immeubles sont compris dans les décrets ou arrêtés d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Prescriptions. — Il y a 5 espèces de prescription en matière d'enregistrement :

- Celle d'un an,
- « de 2 ans,
- « de 5 ans,
- « de 10 ans,
- « de 30 ans.

— La prescription d'un an à partir de l'enregistrement peut être opposée à l'administration pour toute demande d'expertise de biens immeubles acquis *à titre onéreux*, lorsque le prix énoncé paraît inférieur à leur valeur vénale. (L. 22 frimaire an VII, art. 17.)

— La prescription de 2 ans, à compter du jour de l'enregistrement, peut être invoquée, soit contre la régie, soit contre les redevables :

1° Contre la régie,

Pour droit non perçu sur quelque disposition d'un acte enregistré dans son ensemble (L. 22 frimaire an VII, article 61) ;

Pour supplément de perception insuffisamment faite (*ibid.*) ;

Pour fausse évaluation dans une déclaration de mutation *à titre gratuit*, et pour la constater par voie d'expertise (*ibid.*) ;

Pour toutes amendes relatives aux droits d'enregistrement, mais à compter du jour où les employés ont été mis à portée de découvrir les contraventions (L. 16 juin 1824, art. 14) ;

2° Contre les particuliers, pour toute demande en restitution de droits perçus (L. 22 frimaire an VII, art. 61).

— La prescription de 5 ans est opposable à la régie, à compter du jour de l'enregistrement, pour toute omission de biens dans une déclaration faite après décès (LL. 22 frimaire an VII, art. 61, et 18 mai 1850, art. 11.)

— La prescription de 10 ans peut être invoquée contre l'administration, pour les successions non déclarées, à compter du jour du décès. (LL. 22 frimaire an VII, art. 61, et 18 mai 1850, art. 11.)

— Enfin, la prescription de 30 ans, c'est-à-dire celle de droit commun (Code civ. 2262), s'applique, en l'absence de toute disposition spéciale, aux droits simples dus sur les actes non présentés à l'enregistrement, et sur les mutations *entre-vifs* non déclarées, à partir du jour où l'acte ou la mutation devaient être soumis à l'enregistrement. Mais la perception des droits en sus et des amendes reste toujours, dans ces deux cas, soumise à la prescription biennale, en vertu de l'article 14 de la loi du 16 juin 1824.

La prescription trentenaire est aussi appliquée, en vertu d'une disposition expresse de la loi du 8 juillet 1852, art. 26, aux droits de mutation par décès des inscriptions de rentes sur l'État, et aux peines encourues en cas de retard ou d'omission de ces valeurs dans les déclarations des héritiers et légataires.

— Toutes les prescriptions ci-dessus sont suspendues par des demandes signifiées et enregistrées avant l'expiration des délais ; mais elles sont acquises irrévocablement, si les poursuites commencées sont interrompues pendant une année, quand même le premier délai pour la prescription ne serait pas expiré. (L. 22 frimaire an VII, art. 61.)

— La loi du 22 frimaire an VII ajoute, art. 62, que la date des actes sous seings privés ne peut être opposée à

l'État pour prescription des droits et peines encourues, à moins que ces actes n'aient acquis une date certaine par le décès de l'une des parties, ou par les autres moyens indiqués par l'article 1328 du Code civil.

**APPENDICE AUX DROITS D'ENREGISTREMENT. —
DROIT SPÉCIAL DE TRANSMISSION SUR LES
ACTIONS ET OBLIGATIONS DANS LES SOCIÉTÉS.**

Ainsi qu'on l'a vu plus haut (page 280), les mutations mobilières entre-vifs, quoique comprises dans les termes généraux de l'article 4 de la loi du 22 frimaire an VII, qui les soumettent aux droits proportionnels d'enregistrement, échappent à ces droits lorsqu'elles sont verbales ou sans acte, parce qu'elles ne sont pas, comme les mutations immobilières de même nature, assujetties à des déclarations obligatoires. La règle générale est donc qu'elles ne sont pas imposées, lorsqu'aucun acte ne les constate, — et c'est cette règle qui était appliquée, avant le 1^{er} juillet 1857, au transfert des actions et obligations des sociétés industrielles ou commerciales. Elle reçoit aujourd'hui, en ce qui touche ces actions et obligations, une exception qui résulte des articles 6 à 11 de la loi de finance du 23 juin 1857.

Voici l'ensemble de ces dispositions :

Toute cession de titres ou promesses d'actions et d'obligations dans une société, compagnie ou entreprise quelconque, financière, industrielle, commerciale ou civile, quelle que soit la date de sa création, est assujettie, à partir du 1^{er} juillet 1857, si le titre est transmissible en dehors des conditions de l'article 1690 du Code civil, c'est-à-

dire négociable, à un droit de transmission de 20 centimes par 100 francs de la valeur négociée (Art. 6).

Il y a deux modes de perception de ce droit :

1° Pour les titres nominatifs, dont la transmission ne peut s'opérer que par un transfert sur les registres de la société, il est perçu au moment du transfert, pour le compte du Trésor, par les sociétés ou compagnies qui en sont constituées débitrices par le fait du transfert (art. 7);

2° Pour les titres au porteur et pour ceux dont la transmission peut s'opérer sans un transfert sur les registres de la société, comme leur cession pourrait échapper à l'impôt, le droit est converti en une taxe annuelle et obligatoire de douze centimes par 100 francs du capital desdites actions et obligations, évalué par leur cours moyen pendant l'année précédente, et à défaut de cours dans cette année, par la déclaration estimative qui en est faite (art. 6). Cette taxe annuelle est payable par trimestre et avancée par les compagnies, sauf leur recours contre les porteurs desdits titres (art. 7).

Toute conversion de titres au porteur en titres nominatifs et réciproquement donne lieu au droit de transmission (article 8).

Pour assurer la perception, la loi oblige les sociétés et compagnies à remettre à la fin de chaque trimestre au receveur de l'enregistrement de leur siège social le relevé des transferts et des conversions, ainsi que l'état des actions et obligations soumises à la taxe annuelle (art. 7).

— Les cessions d'actions et obligations émises par les sociétés, compagnies ou entreprises étrangères, sont soumises à des droits équivalents; elles ne peuvent être cotées et négociées en France qu'en se soumettant à l'acquittement de ces droits (art. 9), qui sont perçus sur la moitié du capital

représenté par les actions, et sur la totalité des obligations. (Décret du 11 décembre 1864.)

— Toute contravention aux dispositions ci-dessus et à celles des règlements faits pour leur exécution est punie d'une amende de 100 francs à 5,000 francs, sans préjudice du droit en sus dû, aux termes de l'article 39 de la loi du 22 frimaire an VII, pour omission ou insuffisance de déclaration. (Art. 10).

SECTION II

DES DROITS DE TIMBRE.

Nature et objet de l'impôt du timbre. — Le timbre est une empreinte imprimée par l'État, et apposée sur le papier destiné à certains actes et à certains écrits.

L'obligation de se servir de ce papier et de payer le droit fixé pour l'empreinte constitue l'impôt du timbre.

L'impôt du timbre remonte en France à un édit du 16 mars 1673, et à deux édits de l'année suivante (avril et août 1674), lesquels, avec les ordonnances royales de 1680 et 1690, et les édits de 1748 et 1781, forment l'ancienne législation sur la matière.

La législation nouvelle part de la loi des 12 janvier-18 février 1791 ; mais cette loi, ainsi que celles des 13 messidor an III, 11 nivôse an IV, 5 floréal an V, a été abrogée par celle du 13 brumaire an VII, qui est le fondement de la législation actuelle sur le timbre.

Cette loi a cependant été souvent modifiée, tant pour les tarifs que pour le mode d'assiette et de perception de cet impôt, par un grand nombre de dispositions postérieures.

— Il y a deux natures de timbre : l'un appelé *de dimension*, qui s'appose sur des feuilles de papier de divers formats, et dont le droit varie d'après la dimension du papier; — l'autre, dit *proportionnel*, parce que le droit en est gradué proportionnellement à la somme à exprimer sur le papier, quel que soit son format.

— On peut considérer l'impôt du timbre comme un supplément au droit d'enregistrement. Économiquement, il n'a pas d'autre raison d'être. — Au point de vue politique, c'est un moyen restrictif employé, avec plus ou moins de rigueur selon les époques, contre la presse et les écrits périodiques. — Financièrement, c'est une ressource facile et productive pour accroître l'impôt.

§ 1^{er}. — ASSIETTE DE L'IMPOT DU TIMBRE.

Il est impossible de séparer, dans cette matière, des règles qui concernent l'assiette de l'impôt beaucoup de celles qui sont relatives à sa perception. Malgré son titre, ce paragraphe contiendra donc ce qui, dans le mode de perception, ne saurait être éloigné sans inconvénient des dispositions relatives à l'assiette. Notre préoccupation est de rechercher avant tout la clarté.

Il y a lieu d'exposer séparément les règles qui concernent le timbre de dimension et celles qui se rapportent au timbre proportionnel. Mais auparavant nous devons faire une observation générale qui s'applique aux deux natures de timbre. — L'impôt du décime n'est pas ajouté aux droits de timbre (L. 28 avril 1816, art. 67); mais les amendes encourues en matière de timbre y restent soumises (L. 6 prairial an VII, art. 1^{er}, et lois annuelles du budget).

Timbre de dimension. — Il y a 6 quotités, savoir :

0 ^r 50c. pour les feuilles de 0 ^m 2500 de haut. sur 0 ^m . 1765 de larg. dit Demi-feu ^{le} petit papier.					
1 00	"	0 2500	"	0 3536	" " Petit papier.
1 50	"	0 2973	"	0 4204	" " Moyen papier.
2 00	"	0 3536	"	0 5000	" " Grand papier.
3 00	"	0 4204	"	0 5946	" " Papier grand registre.

(LL. 13 brumaire an VII, art. 3, 28 avril 1816, art. 62, et 2 juillet 1862, art. 17.)

En outre, un droit de 0^r, 20 est perçu sur certains actes, comme les quittances fournies par les receveurs de deniers publics et les récépissés de chemins de fer (LL. 13 mai 1863, art. 10, et 8 juillet 1865, art. 4.)

— Les actes et écrits soumis au timbre de dimension sont : tous les actes publics, — tous les actes sous seings privés dont on veut faire usage, — les quittances fournies aux comptables de deniers publics ou délivrées par eux, — les lettres de voiture et les récépissés des chemins de fer, — les bordereaux de commerce, — les polices d'assurances, — les affiches, — les journaux et écrits périodiques, et même non périodiques (le timbre est aujourd'hui supprimé sur ces écrits), — enfin les passes-ports.

Actes et registres. — Tous les actes faits par les officiers publics, leurs copies et expéditions, doivent être dressés sur papier timbré. — Il en est de même des actes rédigés par les avocats, les avoués et les arbitres, et par les fonctionnaires publics, sous peine de 20 francs d'amende. (L. 13 brumaire an VII, art. 17 et 26, arrêtés du gouvernement du 9 prairial an IX, et du 13 brumaire an X, L. 16 juin 1824, art. 10.)

Les notaires, greffiers, arbitres et secrétaires des administrations, ne peuvent employer, pour les expéditions qu'ils délivrent, de papier timbré d'un format inférieur au papier

moyen, à 1 fr. 50, sous peine de 10 francs d'amende. — Les huissiers et autres officiers publics ou ministériels sont tenus à la même obligation pour les expéditions des procès-verbaux de vente de mobilier. (LL. 13 brumaire an VII, art. 19, et 26, 28 avril 1816, art. 63, et 16 juin 1824, art. 10.)

— Les copies des exploits, celles des significations d'avoués à avoués, et des significations de tous jugements, actes ou pièces doivent être correctes, lisibles et sans abréviations. (L. 2 juillet 1862, art. 20.)

— Les papiers employés à ces expéditions ne peuvent contenir, compensation faite d'une feuille à l'autre, savoir :

Sur le petit papier (feuilles et demi-feuilles) plus de 30 lignes à la page et de 30 syllabes à la ligne ;

Sur le moyen papier, plus de 35 lignes à la page et de 35 syllabes à la ligne ;

Sur le grand papier, plus de 40 lignes à la page, et de 40 syllabes à la ligne ;

Sur le grand registre, plus de 45 lignes à la page, et de 45 syllabes à la ligne. (Décret du 30 juillet 1862.)

Toute contravention aux prescriptions ci-dessus est punie d'une amende de 25 francs. (L. du 2 juillet 1862, art. 20.)

— Les actes sous seings privés sont soumis au timbre de dimension :

1° Pour tous ceux qui y sont nommément assujettis par la loi ;

2° Pour tous les autres, non compris dans les exceptions, lorsqu'ils sont produits en justice. En ce cas, s'ils n'ont pas été faits sur papier timbré, ils doivent être présentés au timbre extraordinaire ou au visa pour timbre avant leur production, sous peine de 50 francs d'amende, outre le droit. (Lois du 13 brumaire an VII, art. 30, 16 juin 1824, art. 10, et 2 juillet 1862, art. 22.)

— Tout acte fait ou passé en pays étrangers ou dans les colonies françaises où le timbre n'a pas encore été établi, doit être soumis au visa pour timbre avant qu'il puisse en être fait aucun usage en France. (Loi du 13 brumaire an VII, art. 13.)

— Le papier timbré employé à un acte quelconque ne peut plus servir à un autre acte, quand même le premier n'aurait pas été achevé, sous peine de cinq francs d'amende si la contravention porte sur un acte sous seings privés, et de vingt francs si elle porte sur un acte public. (Lois des 13 brumaire an VII, art. 22 et 26, et du 16 juin 1824, art. 10.)

— Il ne peut être fait ni expédié deux actes à la suite l'un de l'autre sur la même feuille de papier timbré, sauf quelques exceptions qui s'appliquent aux ratifications des actes passés en l'absence des parties, — aux quittances de prix de vente, à celles de remboursement de contrats de constitution ou obligation, — aux inventaires, procès-verbaux et autres actes qui ne peuvent être faits dans le même jour, — aux procès-verbaux de reconnaissance et levée de scellés qu'on peut faire à la suite du procès-verbal d'apposition, — aux significations des huissiers qui peuvent également être écrites à la suite des jugements et autres pièces dont il est délivré copie, — enfin aux quittances pour à-compte successifs d'une seule et même créance, ou d'un seul terme de fermage ou loyer. (Loi du 13 brumaire an VII, art. 23.)

Les actes pour lesquels la loi a prescrit la tenue de registres spéciaux peuvent être rédigés aussi les uns à la suite des autres sur ces registres.

La jurisprudence a, en outre, consacré d'autres exceptions à la règle ci-dessus rappelée.

Toute contravention à cette règle est punie de cinq francs d'amende si elle porte sur un acte sous seings privés, et de

vingt francs si elle porte sur un acte public. (Loi du 13 brumaire an VII, art. 26, et 16 juin 1824, art. 10.)

Timbre des quittances dans les caisses publiques. — Le timbre des quittances fournies à l'État ou délivrées en son nom est à la charge des particuliers qui les donnent ou qui les reçoivent; il en est de même pour tous les autres actes entre l'État et les citoyens. (Loi du 13 brumaire an VII, art. 29.)

Ces prescriptions étaient éludées, en ce sens que, dans bien des cas, les quittances n'étaient pas retirées pour éviter le droit de timbre. L'art. 4 de la loi du 8 juillet 1865 a rendu obligatoire la délivrance des quittances de produits et revenus de toute espèce délivrées par les comptables publics. Mais en même temps il a abaissé le droit à 20 c.

Déjà la loi du 8 mai 1864 (art. 6) avait réduit à cette quotité le droit de timbre pour les reconnaissances de valeurs cotées ou les quittances de sommes au-dessus de 10 francs envoyées par l'administration des postes.

Lettres de voiture ou connaissements, et récépissés des chemins de fer. — Toute lettre de voiture ou tout connaissement non rédigé sur papier timbré donne lieu à une amende de trente francs, payable solidairement par l'expéditeur et le voiturier, s'il s'agit d'une lettre de voiture, et par le chargeur et le capitaine, s'il s'agit d'un connaissement. (Loi du 24 juin 1842, art. 7.)

Les compagnies de chemins de fer sont tenues, aux termes de l'article 10 de la loi du 13 mai 1863, de délivrer aux expéditeurs, lorsque ces derniers ne demandent pas de lettres de voiture, des récépissés dont le timbre est réduit à 20 cent. Le récépissé énonce la nature, le poids et la désignation des colis, les nom et adresse du destinataire, le prix

total du transport et le délai dans lequel ce transport doit être effectué. Un double du récépissé doit accompagner l'expédition et être remis au destinataire.

Bordereaux de commerce. — Depuis le 1^{er} juillet 1850, les bordereaux et arrêtés de compte des agents de change ou courtiers ne peuvent être rédigés que sur papier timbré, sous peine d'une amende de 500 fr. contre l'agent de change ou le courtier contrevenant. (Loi du 5 juin 1850, art. 13.) Le droit est de 0 fr., 50, quand le bordereau ou l'arrêté de compte comprend une opération au-dessous de 10,000 fr., et de 1 fr. 50, quand l'opération est supérieure à cette somme. (L. 2 juillet 1862, art. 19.)

Polices d'assurances terrestres. — Depuis le 1^{er} octobre 1850, tout contrat d'assurance, ainsi que toute convention postérieure contenant prolongation de l'assurance, augmentation dans la prime ou le capital assuré, doit être rédigé sur papier d'un timbre de dimension, sous peine de 50 fr. d'amende contre l'assureur, sans aucun recours contre l'assuré. Si l'assuré en fait l'avance, il a un recours contre l'assureur. (Loi du 5 juin 1850, art. 33.) — Lorsque la police contient une clause de tacite reconduction, elle est soumise au visa pour timbre dans le délai de 5 jours de sa date, sous la même peine de 50 fr. d'amende contre l'assureur. Le droit de ce visa est le même que celui du timbre employé pour l'acte. (*Ibid.*) Ce second droit est motivé sur ce que la clause de tacite reconduction constitue en quelque sorte un second contrat.

Toutefois, les pièces relatives aux assurances faites par l'État sont exemptes de tout droit de timbre. (L. 11 juillet 1868, art. 19.)

— La loi a dû se préoccuper des moyens d'assurer la

perception de l'impôt. Nous allons les indiquer ici, au lieu de les reporter au mode de perception, à cause de leur spécialité.

Les compagnies d'assurances ou assureurs sont obligés : 1° à déclarer au bureau d'enregistrement du lieu où se trouve leur principal établissement, avant de commencer leurs opérations, la nature de ces opérations et le nom du directeur, sous peine de 1,000 francs d'amende; 2° à tenir un répertoire non sujet au timbre, mais visé et paraphé par un juge au tribunal de commerce ou par le juge de paix, et où doivent être portées toutes les polices ou conventions postérieures, dans les six mois de leur date, sous peine de 10 fr. d'amende pour chaque contravention. Ce répertoire est, comme celui des officiers ministériels pour les droits d'enregistrement, soumis au visa des préposés de l'enregistrement. (Voir. p. 321 ; L. 5 juin 1850, art. 34, 35 et 36.)

Les compagnies d'assurances sur la vie et contre l'incendie, la grêle, la mortalité des bestiaux, la gelée, les inondations et autres risques agricoles peuvent s'affranchir, par un abonnement annuel, de l'obligation de payer l'impôt par chaque police ou convention. L'abonnement se calcule sur le chiffre total des opérations de l'année précédente, et il est : — de 3 centimes par mille francs du total des sommes assurées, pour les assurances contre l'incendie, la grêle, la mortalité des bestiaux, la gelée, les inondations et autres risques agricoles, — de 2 francs par mille du total des versements annuels, pour les assurances sur la vie, — et de 4 p. 0/0, du montant des collectes, pour les caisses départementales ayant pour but de secourir les incendiés par ce moyen. (L. 5 juin 1850, art. 37, 9 mai 1850, et 2 juillet 1862, art. 18.) — Les compagnies qui, après avoir contracté un abonnement, veulent y renoncer, sont tenues de payer un droit de 35 centimes par chaque police en cours

d'exécution, quels que soient la dimension du papier et le nombre des doubles. (L. 5 juin 1850, art. 38.) — L'abonnement ne dispense pas du timbre, mais celui-ci est apposé sans frais. — Il ne dispense pas non plus de la déclaration ni de la tenue du répertoire prescrites ci-dessus.

Polices d'assurances maritimes. — Les polices d'assurances maritimes sont soumises aux mêmes dispositions que les polices d'assurances terrestres, sauf :

1° Que le délai pour le visa pour timbre des clauses de tacite reconduction ou des conventions postérieures inscrites sur la police est de deux jours, tandis qu'il est de cinq pour les assurances terrestres (L. 5 juin 1850, art. 42.);

2° Que la déclaration de la nature des opérations et la tenue du répertoire sont exigées, non-seulement au siège principal de la société, mais à celui de chaque agence (*ibid.*, art. 43 et 44);

3° Que l'inscription de chaque assurance au répertoire doit être faite dans les trois jours de sa date (*ibid.*), au lieu de six mois, délai fixé pour les assurances terrestres ;

4° Enfin, que la voie de l'abonnement n'est pas ouverte aux compagnies d'assurances maritimes.

— Les courtiers sont obligés par l'article 84 du Code de commerce d'inscrire toutes leurs opérations, assurances ou autres, sur un livre.

— Les notaires ayant qualité, d'après l'article 79 du même Code, pour rédiger des contrats d'assurance, sont tenus d'avoir un registre spécial pour y transcrire les polices d'assurances faites par leur ministère. — Ce livre des courtiers et ce registre des notaires sont assujettis au timbre de dimension et soumis au visa des préposés de l'enregistrement, sous peine de 50 fr. par chaque contravention. (L. du 5 juin 1850, art. 47.)

Tout courtier ou notaire convaincu d'avoir rédigé une police d'assurance ou d'en avoir délivré une expédition ou un extrait sur papier non timbré, encourt une amende de 500 fr., et en cas de récidive de 1,000 fr. (*Ibid.*, art. 48.)

Affiches. — Il y a deux sortes d'affiches : les affiches légales, c'est-à-dire celles qui sont prescrites par la loi dans certains cas déterminés, et qui portent encore le nom d'affiches judiciaires, — et les affiches ordinaires qui sont apposées soit par l'administration, soit par les particuliers.

Les affiches légales sont, en leur qualité d'actes judiciaires, soumises au timbre de dimension comme les autres actes de cette nature et sous les mêmes peines. (Arrêt de cassation du 2 avril 1818, et décision du 10 mai 1854.)

Les affiches ordinaires sont assujetties à un droit de 5 centimes par feuille de douze décimètres et demi carrés et au-dessous, de 10 centimes au-dessus de 12 décimètres $\frac{1}{2}$, jusqu'à 25 décimètres,

De 15 centimes au-dessus de 25 décimètres, jusqu'à 50 décimètres,

Et de 20 centimes au delà de 50 décimètres. (Loi du 18 juillet 1866, art. 4.)

Dans le cas où une affiche contient plusieurs annonces distinctes, le maximum ci-dessus est toujours exigible. Ce maximum est doublé si l'affiche contient plus de 5 annonces (*ibid.*).

Les affiches peuvent être imprimées sur papier non timbré, pourvu que le timbre y soit apposé avant l'affichage (*ibid.*).

Les contraventions à ces dispositions sont punies de 50 fr. d'amende contre l'imprimeur ou l'écrivain, et de 20 fr. contre celui qui a fait afficher, sans préjudice des peines de police contre l'afficheur. (L. des 20 avril 1816,

art. 69, 15 mai 1818, art. 76, et 16 juin 1824, art. 10.) — En outre, les particuliers ne peuvent se servir de papier de couleur blanche, sous peine de 20 fr. d'amende, cette couleur étant réservée aux affiches de l'autorité publique. (Lois des 28 juillet 1791, et 15 mai 1818, art. 76.)

Sont affranchies du timbre les affiches électorales d'un candidat contenant sa profession de foi, une circulaire signée de lui ou seulement son nom. (L. 11 mai 1868, art. 3.)

Droit spécial d'affichage. — La loi du 18 juillet 1852 a créé un droit spécial d'affichage pour les affiches peintes sur les murailles ou sur toile dans un lieu public, lesquelles échappent à l'impôt du timbre, puisque le papier n'est pas employé à leur confection.

« Toute affiche, dit l'article 30 de cette loi, inscrite dans
« un lieu public, sur les murs, sur une construction quel-
« conque ou même sur toile, au moyen de la peinture
« ou de tout autre procédé, donnera lieu à un droit
« d'affichage fixé à 50 centimes pour les affiches d'un
« mètre carré et au-dessous, et à 1 fr., pour celles d'une di-
« mension supérieure. Un règlement d'administration pu-
« blique déterminera le mode d'exécution du présent article.
« Toute infraction à la présente disposition et toute contra-
« vention au règlement à intervenir pourront être punies
« d'une amende de 100 fr. à 500 fr., ainsi que des peines
« portées à l'article 284 du Code pénal. »

Un décret du 27 août 1852 a déterminé les règles d'exécution.

Aux termes de ce décret, ces affiches ne peuvent être inscrites ou peintes sans l'autorisation de l'autorité municipale dans les départements et du Préfet de police à Paris ; et ces autorités ne peuvent délivrer le permis que sur le vu de la quittance des droits fixés ci-dessus. En conséquence, quiconque veut faire des affiches de ce genre doit se pré-

senter au bureau du receveur de l'enregistrement et acquitter les droits sur une déclaration par lui faite en double minute et contenant le texte de l'affiche, sa dimension, le nombre des exemplaires, la désignation de la rue où elle doit être mise, et les nom, prénom, profession et domicile de celui dans l'intérêt duquel elle doit être apposée, ainsi que de l'entrepreneur de l'affichage. Un des doubles est joint à la quittance pour être mis à l'appui de la demande d'autorisation. — En cas de contravention, c'est le tribunal correctionnel qui est compétent, sur la poursuite du ministère public, contrairement aux règles établies en matière de timbre. (Voir p. 366.)

Journaux et écrits périodiques et non périodiques traitant de matières politiques et d'économie sociale. — Le timbre des journaux et écrits périodiques, établi par la loi du 9 vendémiaire an VI, — modifié par celles des 15 mai 1818 et 14 décembre 1830, — supprimé par un décret du 4 mars 1848, — rétabli par la loi du 16 juillet 1850, longtemps régi par le décret sur la presse du 17 février 1852, a été modifié par la loi du 11 mai 1868, puis supprimé par un décret du Gouvernement de la Défense nationale du 5 septembre 1870.

Passe-ports et permis de chasse. — Les passe-ports et permis de chasse sont délivrés sur des formules imprimées par l'administration et, sauf les passe-ports gratuits, et ceux avec secours de route, ils sont soumis aux droits de timbre ci-après qui ne sont ni de dimension ni proportionnels :

Passe-ports à l'intérieur, 2 fr. et à l'étranger, 10 fr. (Décret du 11 juillet 1810.)

Permis de chasse 15 fr. (L. 3 mars 1844.)

Timbre proportionnel. — Le timbre proportionnel,

dont la quotité varie suivant les sommes à exprimer sur le papier qui en est frappé, s'applique :

1° A tous les effets négociables faits en France ou venant de l'étranger et à toutes obligations non négociables faites sous signature privée (L. 13 brumaire an VII, art. 14 et 15, et 6 prairial an VII, art. 6);

2° Aux actions dans les sociétés de commerce, de finance ou d'industrie (L. 5 juin 1850, art. 14);

3° Aux obligations négociables des départements, des communes, des établissements publics et des compagnies. (*Ibid.*, art. 27.)

Effets négociables et non négociables. — La quotité du timbre proportionnel sur ces effets est de 50 centimes par mille francs ou fraction de mille francs. (L. 13 brumaire an VII, art. 9 et 10, et 24 mai 1834, art. 18.) Cependant la loi du 5 juin 1850, art. 1^{er}, en maintenant ce tarif pour les effets supérieurs à 500 francs, a établi pour ceux au-dessous de cette somme un droit moins élevé que 50 centimes, et qui suit l'échelle ci-après :

Effets de 100 fr. et au-dessous		0 fr. 03 c.
100	à 200 fr.	0 10
200	à 300	0 15
300	à 400	0 20
400	à 500	0 25

Un timbre spécial existe pour chacune des quotités du droit jusqu'à celle de 10 fr., applicable aux effets de 19,000 à 20,000 francs; les effets supérieurs à 20,000 francs sont frappés du timbre de 10 francs et visés pour timbre par le receveur, qui perçoit le surplus du droit auquel ils sont sujets d'après la somme qui y est exprimée. (L. du 13 brumaire an VII, art. 11.)

Tout effet doit être souscrit sur un papier portant le timbre applicable à la somme qu'il exprime à l'exception des chèques qui en sont exempts pendant 10 ans. (L. du 14 juin 1865, art. 7.) Toutefois, si le souscripteur ne s'est pas conformé à cette prescription, la loi donne à celui qui a reçu de lui l'effet non timbré la faculté de le faire viser pour timbre, pourvu qu'il le fasse dans les 15 jours de sa date, ou avant l'échéance, si cet effet a moins de 15 jours de date, et dans tous les cas avant toute négociation. Cette faculté se transforme même en une obligation pour celui qui a reçu l'effet, s'il veut dégager sa responsabilité dans la contravention. Le visa pour timbre est soumis dans ce cas à un droit de 15 centimes par 100 francs ou fraction de 100 francs, lequel s'ajoute au montant de l'effet, nonobstant toute stipulation contraire, et retombe ainsi à la charge du souscripteur. L'élévation du droit de 5 à 15 centimes par 100 francs constitue la peine de la contravention commise par le souscripteur en écrivant l'effet sur papier non timbré. (L. 5 juin 1850, art. 2.)

Si un effet n'a pas été souscrit sur timbre et si celui qui l'a reçu n'a pas remédié à cette omission, ainsi qu'il vient d'être dit, la loi déclare le souscripteur, le bénéficiaire ou le premier endosseur, ainsi que l'accepteur, passibles *chacun* d'une amende de 6 p. 100 du montant de l'effet. Si la contravention ne consiste que dans l'emploi d'un timbre inférieur à celui qui devait être employé, l'amende ne porte que sur la somme pour laquelle le droit de timbre n'a pas été payé. (*Ibid.*, art. 4.) — Bien que ce ne soit pas une seule amende, mais trois amendes, chacune de 6 p. 100, qui atteignent distinctement le souscripteur, l'accepteur et le bénéficiaire ou le premier endosseur, ils en sont solidairement responsables ainsi que du montant du droit. (*Ibid.*, art. 6.)

L'amende, comme on le voit, ne frappe que le souscripteur, l'accepteur et le bénéficiaire ou premier endosseur ; les autres endosseurs en sont exempts ; mais il existe contre eux, ou du moins contre celui entre les mains duquel se trouve l'effet, c'est-à-dire contre le porteur, diverses sanctions qui peuvent être plus graves : il n'a d'action pour le recouvrement de l'effet, contrairement à l'article 140 du Code de commerce, que contre le tireur, et, en cas d'acceptation, contre l'accepteur et contre le tireur, à moins encore, vis-à-vis de ce dernier, qu'il ne justifie qu'il y avait provision à l'échéance. Toutes stipulations contraires sont nulles. (*Ibid.*, art. 5.) De plus, le porteur est tenu de faire l'avance du droit et des amendes, sauf son recours contre ceux qui en sont passibles, devant la juridiction compétente, pour connaître de l'action en remboursement de l'effet. (*Ibid.*, art. 6.)

En outre, toute mention ou convention de retour sans frais, soit sur le titre, soit en dehors du titre, est nulle, si elle est relative à des effets non timbrés ou non visés pour timbre. (*Ibid.*, art. 8.) — Enfin, il est interdit à toutes personnes, à toutes sociétés, à tous établissements publics, d'encaisser ou de faire encaisser, pour leur compte ou pour le compte d'autrui, même sans leur acquit, des effets de commerce non timbrés ou non visés pour timbre, sous peine d'une amende de 6 p. 100 du montant des effets encaissés. (*Ibid.*, art. 7.)

Toutes ces dispositions sont applicables aux effets souscrits en France, et payables hors de France. (*Ibid.*, art 9.)

— Quant aux effets venant soit de l'étranger, soit des îles ou des colonies dans lesquelles le timbre n'a pas encore été établi, et qui sont payables en France, ils ne peuvent y être négociés, acceptés ou acquittés, avant d'avoir été soumis au timbre ou au visa pour timbre, moyennant les mêmes droits,

et sous les mêmes peines. (*Ibid.*, art. 3 et suivants.) — Seulement, la loi a prévu que le premier endosseur pourrait échapper à l'amende encourue s'il résidait à l'étranger, et elle a voulu que le premier des endosseurs résidant en France, et à défaut d'endosseur en France, le porteur fût passible de la même amende de 6 p. 100 sur le montant de l'effet. (*Ibid.*, art. 4.)

La loi du 11 juin 1859, art. 19, a autorisé, pour rendre plus commode l'application du timbre aux effets venant de l'étranger, la création de timbres mobiles vendus par l'administration, aux différents taux des droits qui frappent ces effets, et dont l'apposition par les particuliers équivaut à l'acquittement du droit. — Ce timbre doit être apposé avant tout usage en France; il doit être collé sur l'effet, savoir : avant les endossements, si l'effet n'a pas encore été négocié, et, s'il y a eu négociation, immédiatement après le dernier endossement souscrit en pays étranger. Celui qu'il l'a apposé doit l'annuler immédiatement, en y inscrivant la date de l'apposition et sa signature. (Décret du 18 janvier 1860.) — L'usage irrégulier d'un timbre mobile ou l'emploi d'un timbre mobile ayant déjà servi, donne lieu aux mêmes peines que si l'effet n'était pas timbré. (L. 11 juin 1859, art. 20.)

Le droit de timbre auquel sont soumis les warrants endossés séparément des récépissés (art. 13 de la loi du 28 mai 1838), peut aussi être acquitté par l'apposition de timbres mobiles sur ces effets. (L. 2 juillet 1862, art. 25.)

— L'exemption du timbre est accordée aux duplicata des lettres de change (L. 1^{re} mai 1822, art. 6), à la condition toutefois que la première, timbrée ou visée pour timbre, soit jointe à celle mise en circulation et destinée à recevoir les endossements. (L. 3 juin 1850, art. 10.)

— Telles sont, aux termes de l'article 11 de la loi du

5 juin 1850, les dispositions relatives au timbre des effets souscrits à partir du 1^{er} octobre 1850. La question de savoir si elles sont applicables aux effets *non négociables* avait paru devoir faire doute ; elle a été résolue pour l'administration dans le sens de l'affirmative par une décision du Ministre des finances du 26 mai 1859.

La loi du 5 juin 1850 contient (art. 12), au sujet des effets souscrits avant le 1^{er} octobre 1850, quelques dispositions transitoires, dont l'application, possible encore, parce que la prescription des droits de timbre est trentenaire, n'est cependant pas assez fréquente pour qu'il y ait lieu de les reproduire ici.

Actions dans les Sociétés. — Chaque titre ou certificat d'action libérée ou non libérée émise depuis le 1^{er} janvier 1851 dans une société, compagnie ou entreprise quelconque financière, commerciale, industrielle ou civile, est assujetti à un droit de timbre proportionnel. Ce droit est de 50 centimes par 100 francs du capital nominal pour les sociétés ou entreprises dont la durée n'excède pas 10 ans, et de 1 p. 0/0 si cette durée doit être supérieure à dix années. A défaut de capital nominal, le droit est calculé sur le capital réel dont la valeur est déterminée comme en matière d'enregistrement, c'est-à-dire au moyen d'une déclaration estimative. Il est établi sur le montant de l'action de 20 fr. en 20 fr., inclusivement et sans fractions. L'avance en est faite par la compagnie. (L. 5 juin 1850, art. 14.) — L'impôt n'atteint que le titre primitif ; s'il en est délivré un nouveau par suite de transfert ou de renouvellement, il est timbré à l'extraordinaire ou visé pour timbre *gratis* lorsque le titre primitif a été timbré. (*Ibid.*, art. 17.) — La loi du 5 juin 1850, art. 15, déclarait que, moyennant le droit de timbre, les cessions de titres ou certificats d'actions seraient

exemptes de tout droit d'enregistrement. La loi du 23 juin 1857 a abrogé cette disposition en soumettant les cessions de cette espèce à un droit de transmission de 20 centimes p. 0/0. (Voy. page 330.)

Telles sont les bases du droit proportionnel de timbre établi sur les actions dans les sociétés.

De quelle manière la loi en a-t-elle assuré la perception?

Elle exige que les titres ou certificats d'actions soient tirés d'un registre à souche ; que le timbre soit apposé sur la souche et le talon, et que le registre soit communiqué aux préposés de l'enregistrement à toute réquisition, suivant le mode prescrit par l'article 54 de la loi du 22 frimaire an VII (voy. page 322). (L. 5 juin 1850, art. 16.) — De plus, toute société, compagnie ou entreprise, convaincue d'avoir délivré un certificat d'action non timbré ou non tiré d'un registre à souche est passible d'une amende de 12 p. 1/0 du montant de l'action. (*Ibid.*, art. 18.) — Enfin, l'agent de change ou le courtier qui prêterait son concours au transfert d'un titre non timbré s'exposerait à une amende de 10 p. 100 du montant de l'action. (*Ibid.*, art. 19.)

— La loi du 5 juin 1850 n'a pas voulu avoir d'effet rétroactif. Toutes les dispositions ci-dessus s'appliquent aux certificats d'actions émises depuis le 1^{er} janvier 1851. Quant aux titres délivrés avant cette époque, ils sont restés soumis à la législation antérieure (1). Seulement, l'article 20 a accordé aux compagnies, sociétés ou entreprises, un délai de six mois pour faire timbrer à l'extraordinaire ou viser pour timbre *sans amende* et au droit proportionnel de 5 centimes par 100 francs, ces titres ou certificats qui auraient été délivrés en contravention aux lois existantes ; mais si, dans ce délai, la contravention n'a pas été réparée, le droit

(1) Avant la loi du 5 juin 1850, les titres d'actions étaient soumis au timbre de dimension.

ancien est applicable avec une amende de 12 p. $\frac{0}{10}$ du montant de l'action. — L'avis officiel de l'acquittement du droit, inséré au *Moniteur*, a tenu lieu de l'apposition du timbre sur les titres dont il s'agit. — Les renouvellements de ces titres ne sont pas exempts de timbre comme ceux des titres émis après le 1^{er} janvier 1851. La loi les ayant frappés d'un droit beaucoup moins élevé que ces derniers, leurs renouvellements sont assujettis au même droit de 5 centimes par 100 francs. (*Ibid.*, art. 21.)

— Le paiement du droit par chaque titre émis, et pour les renouvellements dans le cas où ils y sont soumis, peut être remplacé par un abonnement souscrit pour toute la durée de la société. Le taux de cet abonnement est de 5 centimes par 100 fr. et par an sur le capital nominal de chaque action émise, ou sur sa valeur réelle déclarée, à défaut de valeur nominale. Le paiement est fait par trimestre au bureau d'enregistrement du siège de la société. Les titres doivent toujours être tirés d'un registre à souche. Ils sont frappés d'un timbre spécial. (*Ibid.*, art. 22.)

En cas d'abonnement, le législateur a introduit une disposition favorable qui exempte du paiement annuel les sociétés abonnées mises en liquidation, ou celles qui dans les deux dernières années n'ont payé ni dividendes ni intérêts. (*Ibid.*, art. 24.)

— Le timbre proportionnel n'est pas applicable aux actions dont le cessionnaire ne serait saisi à l'égard des tiers que moyennant les conditions prescrites par l'article 1690 du Code civil, c'est-à-dire qui ne sont pas négociables. (*Ibid.*, art. 25.) Les titres de ces actions restent soumis au timbre de dimension, en vertu de l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII.

— En cas de renouvellement d'une société ou compagnie constituée pour une durée n'excédant pas dix années,

les certificats d'actions sont de nouveau soumis à la formalité du timbre, à moins que la société n'ait contracté un abonnement qui, dans ce cas, se trouve prorogé pour sa nouvelle durée. (L. 5 juin 1850, art. 26.)

— Les actions des sociétés étrangères qui sont cotées et négociées en France sont sujettes au timbre proportionnel, comme les actions des sociétés françaises. (L. du 23 juin 1857, art. 9.) Mais la perception du droit ne peut être opérée à l'égard des sociétés étrangères que par voie d'abonnement, à raison du paiement annuel de 5 centimes par 100 francs du capital des actions qu'elles ont déclaré faire coter et négocier en France. (Décret du 17 juillet 1860, art. 11.) Un avis inséré au *Moniteur* équivaut à l'apposition du timbre sur ces actions.

Obligations négociables des départements, communes, établissements publics et compagnies. — Les titres d'obligations souscrits, à compter du 1^{er} janvier 1851, par les départements, communes, établissements publics et compagnies, qui sont négociables, c'est-à-dire dont la cession, pour être parfaite à l'égard des tiers, n'est pas soumise aux dispositions de l'article 1690 du Code civil, sont assujettis au timbre proportionnel de 1 p. % du montant du titre. — Le droit est établi sur le montant de l'obligation, de 20 francs en 20 francs, inclusivement et sans fractions. L'avance en est faite par les départements, communes, établissements publics et compagnies. (L. du 5 juin 1850, art. 27.)

Les titres doivent être tirés d'un registre à souche, qui doit être communiqué aux préposés de l'enregistrement à toute réquisition, selon le mode prescrit par l'article 54 de la loi du 22 frimaire an VII. (Voy. p. 322.) (*Ibid.*, art. 28.)

— Tout titre non timbré ou non tiré d'un registre à souche

donne lieu à une amende de 10 p. $\frac{0}{10}$ de son montant. (*Ibid.*, art. 29.) — L'agent de change ou le courtier qui concourt au transfert d'un titre d'obligation non timbré est passible d'une amende de 10 p. $\frac{0}{10}$ du montant de l'obligation. (*Ibid.*, art. 19 et 32.)

— Comme pour les actions (voy. p. 349), les dispositions qui concernent les obligations n'ont pas d'effet rétroactif. Les titres d'obligations souscrits avant le 1^{er} janvier 1831 qui n'auraient pas été timbrés à cette époque sont restés soumis à la législation ancienne qui les frappait d'un droit de 15 centimes jusqu'à 300 francs, de 25 centimes de 300 à 500 francs, et de 50 centimes au-dessus de 500 francs, par chaque mille francs ou fraction de mille francs. (L. des 24 mai 1834 et 20 juillet 1837.) Mais la loi du 5 juin 1850, art. 30, a accordé six mois pour les faire timbrer à l'extraordinaire ou viser pour timbre *sans amende* aux taux que nous venons d'indiquer.

Passé ce délai, ils sont devenus passibles, en sus de ces droits, d'une amende de 10 p. $\frac{0}{10}$.

— Le paiement partiel du droit pour chaque titre peut, comme pour les actions (voy. p. 350), être remplacé, pour les obligations, par un abonnement avec l'État pour toute la durée des titres, au moyen du paiement annuel de 5 centimes par 100 francs du montant de chaque titre. Ce paiement est fait, à la fin de chaque trimestre, au bureau d'enregistrement du lieu où les départements, communes, établissements publics et compagnies ont le siège de leur administration. Les obligations sont dans ce cas frappées d'un timbre spécial. — L'abonnement ne dispense pas de la tenue du registre à souche et de l'obligation de le communiquer à toute réquisition aux préposés de l'enregistrement. (Loi du 5 juin 1850, art. 31.)

— Tout ce que nous avons dit (page 351) des actions des

sociétés étrangères se rapporte identiquement aux obligations de ces sociétés, en vertu des mêmes dispositions.

Rentes étrangères. — Les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers, quelle qu'ait été l'époque de leur création, sont soumis au timbre proportionnel de 1 fr. par 100 francs ou fraction de 100 francs du montant de leur valeur nominale. (L. du 13 mai 1863, art. 6, et 8 juin 1864, art. 7.) — La valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises est fixée annuellement par un décret (L. 13 mai 1863, art. 6), afin de donner une base légale à l'application du droit. — Aucune transmission de ces titres ne peut avoir lieu avant que ces titres aient acquitté le droit de timbre. En cas de contravention, le propriétaire du titre et l'agent de change ou tout autre officier public qui aura concouru à sa transmission, sont passibles chacun d'une amende de 10 p. $\frac{0}{10}$ de la valeur nominale de ce titre. (*Ibid.*, art. 7.)

Exemptions. — Les exemptions s'appliquent tantôt au droit seulement, tantôt au droit et à la formalité; et dans certains cas l'exception consiste en ce que le paiement du droit est seulement ajourné, en sorte qu'il y a, pour le timbre, comme pour l'enregistrement, trois catégories d'exceptions :

- 1° Les actes et titres timbrés en débet;
- 2° Les actes et titres timbrés gratis;
- 3° Les actes et titres exempts de timbre.

— Pour les actes et papiers timbrés en débet, l'exception est motivée sur l'inconvénient qu'il y aurait à faire payer les droits avant que celui sur lequel ils doivent retomber en définitive soit connu, quand ce sont ou une administration publique ou certains particuliers dignes d'in-

térêt qui devraient en faire l'avance. Ex. : les procès-verbaux de police, les actes de procédure devant les conseils de prud'hommes, les actes relatifs à l'assistance judiciaire, etc.

— Pour les actes timbrés gratis, la faveur est justifiée, dans la plupart des cas, par l'absence d'intérêt qu'aurait pour le Trésor la perception d'un droit dont l'État aurait à faire le paiement, ou par un motif d'humanité. Ex. : les actes d'acquisition ou d'échange faits par l'État ; les actes nécessaires au mariage des indigents, à la légitimation de leurs enfants naturels ou au retrait de ceux déposés dans les hospices, etc.

— Quant aux actes exempts de timbre, ils sont assez nombreux, et l'exception est basée à leur égard tantôt sur un motif d'intérêt public ou d'humanité, tantôt sur la faveur due aux transactions commerciales ou aux productions de la science, par exemple, lorsqu'elle s'applique aux chèques et aux avis, annonces, catalogues et prospectus, ainsi qu'aux journaux et écrits périodiques et non périodiques exclusivement consacrés aux arts et aux sciences.

§ II. — MODE DE PERCEPTION.

La perception des droits de timbre s'opère de trois manières : la plus ordinaire consiste dans la vente du papier timbré faite par l'administration elle-même, aux prix des diverses quotités de droits établis par la loi ; — la seconde manière, dans l'apposition du timbre sur les papiers présentés à cette formalité, moyennant le paiement du droit ; — la troisième, dans la mention écrite constatant le paiement du droit, et tenant lieu de l'empreinte légale. Ces

trois modes de perception sont désignés sous les noms de :
 1° *débite* ; 2° *timbre extraordinaire* ; 3° *visa pour timbre*.

Débite. — La débite est la vente du papier blanc timbré et des timbres mobiles faite au comptant, et pour le prix du tarif légal, au profit de l'État, par les préposés.

Cette vente ne comprend que les papiers blancs destinés aux actes et aux effets ou billets, et les formules pour les passe-ports, permis de chasse, certificats de vie et contraintes, c'est-à-dire les papiers frappés des différents timbres de dimension, et, parmi ceux destinés aux actes atteints par le timbre proportionnel, les coupons employés pour les effets de commerce.

— Les papiers de la débite sont fabriqués par l'industrie particulière, sous la surveillance de l'administration ; mais le timbrage en est fait dans un atelier établi à Paris et appartenant à l'administration. Le même atelier est chargé de la confection des timbres mobiles.

Les papiers timbrés et timbres mobiles (1) sont envoyés aux directeurs de l'administration dans chaque département, et la vente en est opérée, moyennant les prix correspondant aux diverses quotités de droits, par les receveurs de l'enregistrement, et par des distributeurs auxiliaires désignés parmi les percepteurs des contributions directes et les débitants de tabac, moyennant une remise de 2 1/2 p. % sur les premiers 1,500 fr., 1 p. % sur ce qui dépasse, 1,500 jusqu'à 4,000 fr., un demi p. % pour le surplus, sans pouvoir excéder 100 fr. par mois. Aucune personne, aux termes de l'article 27 de la loi du 13 brumaire an VII, ne peut vendre ou distribuer du papier timbré, qu'en vertu d'une commission de l'administration, à peine d'une

(1) V. p. 347 et 357, les cas dans lesquels l'emploi de ces timbres est autorisé.

amende de 20 fr. et de la confiscation des papiers saisis. — Quant à la vente ou tentative de vente ou l'emploi dans une intention frauduleuse de papier timbré ou de timbres mobiles ayant déjà servi, la loi les punit d'une amende de 50 fr. à 1,000 fr., et, en cas de récidive, d'une amende double et d'un emprisonnement de cinq jours à un mois, sans préjudice de l'application de l'article 463 du Code pénal. (L. du 11 juin 1859, art. 21, et loi du 2 juillet 1862, art. 21.)

Timbre extraordinaire. — Le timbre extraordinaire consiste dans l'apposition de l'empreinte légale sur les papiers présentés par les parties, et pour lesquels la loi l'a autorisée ou ordonnée.

La faculté de se servir de papier non timbré et de le faire timbrer ensuite à l'extraordinaire est interdite aux notaires, huissiers, greffiers, arbitres, avoués ou défenseurs officiels, et aux fonctionnaires publics; ils sont tenus de se servir du papier timbré débité par la régie, sauf lorsqu'ils veulent employer du parchemin, qu'ils peuvent dans ce cas faire timbrer à l'extraordinaire. (L. du 13 brumaire an VII, art. 18.)

Mais les administrations publiques et les citoyens qui veulent se servir de papiers autres que ceux de la régie sont admis à les faire timbrer avant d'en faire usage (*Ibid.*, art. 7); de là, la création du timbre extraordinaire, dont le but et les conditions d'emploi sont indiqués par ces dispositions.

Lorsque le papier présenté au timbre extraordinaire est d'une dimension différente de celles des papiers de la régie, c'est le timbre du format supérieur qui lui est appliqué, s'il s'agit du timbre de dimension. (L. du 13 brumaire an VII, art. 7.)

La formalité du timbre extraordinaire ne peut être ob-

tenue dans tous les bureaux. Ce n'est qu'aux chefs-lieux de département qu'elle peut être donnée pour les papiers destinés aux actes des administrations publiques et des particuliers, aux affiches et aux journaux, — et à Paris, à l'atelier général, pour : les coupons pour effets de commerce ; — les lettres de voiture et les connaissements ; — les bordereaux et arrêtés des agents de change et courtiers ; — les actions dans les sociétés et les obligations négociables des départements, communes, établissements publics et compagnies ; — enfin les récépissés de dépôts de marchandises délivrés par l'administration des magasins généraux, en exécution de la loi du 28 mai 1858.

L'application du timbre extraordinaire n'a lieu que moyennant le paiement préalable des droits. Cependant, elle est faite gratis dans trois cas : pour les papiers destinés aux actions, aux obligations et aux assurances, quand les compagnies ont contracté l'abonnement qui les dispense du paiement partiel des droits pour chaque titre. (Voy. p. 338, 348 et 351.) — Dans ces trois cas, l'empreinte porte la légende : *action-abonnement*, *obligation-abonnement*, *assurance-abonnement*, suivant les titres auxquels est destiné le timbre.

Visa pour timbre. — Le visa pour timbre est la mention du paiement du droit, écrite par le receveur sur le papier, pour tenir lieu de l'empreinte légale.

Ce mode est employé seulement dans les cas où la loi l'autorise, et pour tous les actes rédigés en contravention aux lois sur le timbre et sur lesquels les droits sont perçus lorsque la contravention est constatée.

Les receveurs de l'enregistrement peuvent suppléer à la formalité du visa, pour toute espèce de timbres de dimen-

sion, au moyen de l'apposition de timbres-mobiles. (L. 2 juillet 1862, art. 24, et 8 juillet 1863, art. 3.)

Le visa pour timbre se donne ou au *comptant*, c'est-à-dire moyennant le paiement immédiat des droits; — ou en *en débet* (Voy. p. 353), — ou *gratis* (Voy. même page).

Règles générales ayant pour objet de constater la fraude et d'assurer la perception. — Quelques précautions ont été prises par le législateur pour déjouer la fraude, indépendamment de celles que nous avons déjà indiquées en nous occupant de l'assiette.

— L'empreinte du timbre ne doit pas être couverte d'écriture ni altérée, sous peine de 5 fr. d'amende. (L. des 13 brumaire an VII, art. 21 et 26, et 16 juin 1824, art. 10.)

La loi a voulu que l'empreinte restât nette de toute écriture ou altération, afin d'en faciliter aux employés la vérification.

— Il est fait défense aux notaires, huissiers, greffiers, arbitres et experts, d'agir, — aux juges de prononcer aucun jugement, — et aux administrations publiques de prendre aucun arrêté, sur un acte, registre ou effet de commerce non écrit sur papier timbré du timbre prescrit, ou non visé pour timbre. — Aucun juge ou officier public ne peut non plus coter et parapher un registre assujéti au timbre, si les feuilles n'en sont pas timbrées. (L. du 13 brumaire an VII, art. 24.) — Les officiers ministériels et fonctionnaires publics sont passibles, en cas de contravention, d'une amende de 20 fr. (L. des 13 brumaire an VII, art. 26, et 16 juin 1824, art. 10.)

Lorsqu'une pièce sujette au timbre et non enregistrée est mentionnée dans un acte public, judiciaire ou extrajudiciaire, et qu'elle ne doit pas être présentée au receveur lors de l'enregistrement de ce dernier, l'officier public ou minis-

tériel est tenu de déclarer dans celui-ci si cette pièce est revêtue du timbre prescrit, et d'énoncer le montant du droit payé. Toute omission est passible d'une amende de 10 fr. (L. du 5 juin 1850, art. 49.) Une décision ministérielle du 2 février 1853 restreint l'effet de cette disposition au cas où l'acte public est rédigé en vertu de la pièce qu'il mentionne.

Enfin, il est également fait défense à tous receveurs de l'enregistrement : 1° d'enregistrer un acte qui ne serait pas sur papier timbré du timbre prescrit ou qui n'aurait pas été visé pour timbre; 2° d'admettre à la formalité de l'enregistrement des protêts d'effets négociables, sans se faire représenter ces effets en bonne forme, c'est-à-dire dûment timbrés. (L. du 13 brumaire an VII, art. 25.)

Ces dispositions ont pour but de rendre impossible l'usage des actes non timbrés et soumis au timbre, et de faciliter ainsi la perception de l'impôt.

— En cas de contravention, le paiement des droits de timbre et des amendes se poursuit solidairement contre : tous les signataires, pour les actes synallagmatiques ; — les prêteurs et les emprunteurs pour les obligations ; — les créanciers et les débiteurs, pour les quittances ; — enfin contre les officiers ministériels, qui ont reçu ou rédigé des actes énonçant des titres non timbrés. (L. du 28 avril 1816, art. 75.)

— Les préposés sont autorisés à retenir les actes, registres ou effets en contravention aux lois du timbre, qui leur sont présentés, pour les joindre aux procès-verbaux qu'ils dressent, à moins que les contrevenants ne consentent à signer ces procès-verbaux ou à acquitter sur-le-champ l'amende encourue et le droit de timbre. (L. du 13 brumaire an VII, art. 31.)

Prescriptions. — Les prescriptions en matière de timbre sont de deux ans, de cinq ans et de trente ans.

La prescription de deux ans est opposable par les redevables à la régie pour les amendes, lorsque le préposé a été mis à même de constater la contravention ; elle court du jour où il a pu exercer cette faculté. (L. du 16 juin 1824, art. 14.)

La prescription de cinq ans est opposable aux particuliers pour les demandes en remboursement de droits et amendes indûment perçus ; elle court à partir du 1^{er} janvier de l'année dans laquelle la perception a été faite. (L. du 29 janvier 1831, art. 9.)

La prescription de trente ans est opposable à la régie, en vertu de l'article 2262 du Code civil, à défaut de toute disposition spéciale :

1° Pour les droits de timbre ; elle court de la date de l'acte ;

2° Pour les amendes, lorsque le préposé n'a pas été mis à même de constater la contravention ; elle court à partir de la date de la contravention.

SECTION III.

DES DROITS DE GREFFE.

Les droits de greffe consistent en une perception opérée par les greffes des tribunaux civils, des tribunaux de commerce, du conseil d'État, de la Cour de cassation et de la Cour des comptes, à propos de certains actes ou écritures, et dont une partie est attribuée au greffier pour son salaire, et l'autre partie au Trésor, à titre d'impôt.

Le tarif de ces droits a été réglé :

Pour les greffes civils, par la loi du 21 ventôse an VII et le décret du 12 juillet 1808 ;

Pour la Cour de cassation, par les règlements des 18 juin 1738 et 12 septembre 1739, et par la loi du 28 frimaire an IV.

Pour les tribunaux de commerce, par une ordonnance royale du 9 octobre 1825 ;

Pour le Conseil d'État, par une ordonnance royale du 18 janvier 1826, et la loi du 21 avril 1832, art. 7 ;

Pour la Cour des comptes, par l'article 51 du décret du 28 septembre 1807.

— Aux termes de la loi du 21 ventôse an VII, relative aux droits de greffe des tribunaux civils, et de l'ordonnance royale du 9 octobre 1825, pour les tribunaux de commerce, ces droits sont de trois sortes :

- 1° Droit de mise au rôle ;
- 2° Droit de rédaction et de transcription ;
- 3° Droit d'expédition.

Le *droit de mise au rôle* est dû pour l'inscription de chaque cause au rôle. Il est de 5 francs, 3 francs et 1 franc 50 centimes, suivant les tribunaux et la nature des affaires. (Voy. le tarif.) Il ne peut être exigé qu'une seule fois pour une même affaire, même en cas de radiation et de réinscription. (L. 21 ventôse an VII, art. 3.)

Les *droits de rédaction et de transcription* sont dus pour les actes que le greffier est appelé à recevoir particulièrement sans l'assistance du juge. Ils sont désignés dans les lois des 21 ventôse an VII, 22 prairial an VII, et dans le décret du 12 juillet 1808. Ils sont tantôt fixes, tantôt proportionnels. Les quotités des droits fixes sont : 1 fr. 25 cent., 1 fr. 50 cent. et 3 fr. ; celles des droits proportionnels, de 25 cent. et de 50 cent. p. 0/0. (Voy. le tarif.)

Les *droits d'expédition* sont dus pour les expéditions dé-

livrées par le greffe. Ils sont de 1 fr., 1 fr. 25 cent. et 2 fr. par rôle, suivant les cas, non compris le papier timbré. Les expéditions doivent contenir 20 lignes à la page, et 8 à 10 syllabes à la ligne, compensation faite les unes avec les autres. (L. 21 ventôse an VII, art. 6, 7, 8 et 9, et décret du 12 juillet 1808, art. 5. (Voy. le tarif.)

La remise du greffier, à prendre sur le montant de ces droits, est de 30 cent., pour chaque rôle d'expédition, et de un décime par franc, sur le produit du droit de mise au rôle et du droit de rédaction et de transcription. La remise de 30 cent., pour chaque rôle d'expédition, n'est que de 20 cent., sur les expéditions réclamées au nom et dans l'intérêt de l'État. (L. 21 ventôse an VII, art. 20.)

— La loi a accordé, dans un grand nombre de cas, l'exemption des droits de greffe, notamment en matière criminelle, de police correctionnelle, de simple police (décret du 18 juin 1811), d'enregistrement (L. 22 frimaire an VII, art. 63), de contributions indirectes (L. 5 ventôse an XII, art. 88), de douanes (L. 4 germinal an II, titre 6, art. 17), d'expropriation pour cause d'utilité publique (L. 3 mai 1841, art. 58). — Dans tous ces cas, il n'est accordé aux greffiers que certains salaires ou indemnités qui n'entrent pour rien dans les caisses du Trésor. (Décret du 18 juin 1811, et ordonnance du 18 septembre 1833, art. 9.)

— La perception des droits de greffe se fait par l'intermédiaire des greffiers, qui en versent le montant, déduction faite de leurs remises, aux receveurs de l'enregistrement. (L. 23 juillet 1820, art. 2.)

— Entre les parties, les droits de greffe suivent le sort des dépens; ils entrent en taxe et sont recouvrés comme les autres dépens.

— Ils sont soumis aux prescriptions établies par l'article 61

de la loi du 22 frimaire an VII, relatif aux droits d'enregistrement. (Décret du 12 juillet 1808, art. 6.)

— Les droits de greffe sont assujettis au décime. (L. 6 prairial an VII.)

— Nous renvoyons, pour les droits de greffe perçus à la Cour de cassation, au conseil d'État et à la Cour des comptes, aux textes, indiqués plus haut, qui régissent cette matière trop spéciale pour que nous puissions la faire entrer dans notre travail.

SECTION IV.

DES DROITS D'HYPOTHÈQUES.

Les droits d'hypothèques sont établis :

1° Sur l'*inscription* des créances hypothécaires ;

2° Sur la *transcription* des actes emportant mutation de propriétés immobilières. (L. des 9 vendémiaire an VI, article 62, et 2 ventôse an VII, art. 19.)

Ces droits sont fixes et proportionnels.

Les droits fixes sont le salaire du préposé chargé de faire l'*inscription* ou la *transcription* sur les registres publics. Ils sont perçus en vertu d'un tarif réglé par le décret du 21 septembre 1810, et variant entre les diverses quotités ci-après : 25 c., 50 c. et 1 fr.

Les droits proportionnels sont perçus au profit du Trésor.

Le droit d'inscription est d'un franc par mille francs du montant de la créance inscrite, en suivant les sommes et valeurs de 20 fr. en 20 fr. inclusivement et sans fractions. (L. 28 avril 1816, art. 60.) — Il n'est dû qu'une seule fois pour chaque créance, quel que soit le nombre des créanciers requérants et celui des débiteurs grevés. (L. du 21 ventôse

an VII, art. 24.) En cas d'inscription dans plusieurs bureaux, le droit est acquitté en entier dans le premier bureau, et il n'est payé dans les autres bureaux que le salaire du préposé sur la représentation de la première quittance. (*Ibid.*, art. 22.)

Le droit de transcription est de 4 fr. 50 c. p. 100 du prix des mutations immobilières, tel qu'il a été réglé à l'enregistrement. (L. 24 ventôse an VII, art. 25.)— Afin que l'on ne puisse éviter le paiement du droit de transcription en s'abstenant de faire transcrire les actes sujets à cette formalité, la loi veut que ce droit soit perçu en même temps que celui d'enregistrement sur tous les actes de nature à être transcrits, et, dans ce cas, l'accomplissement ultérieur de la formalité ne donne plus lieu qu'à un droit fixe d'un franc, outre le salaire du préposé. (L. 28 avril 1816, art. 52, 54 et 61.) — Par cette disposition, le législateur a eu aussi pour but de favoriser la transcription en ôtant tout intérêt d'économie à l'inobservation d'une formalité si utile à tant d'intérêts. — Le droit n'est perçu cependant que lorsque la transcription est requise pour les donations entre-vifs, portant partage. (L. du 16 juin 1824, art. 3.)

Une loi récente, du 23 mars 1855, a étendu le nombre des actes soumis à la transcription (1). Jusqu'à ce qu'une loi spéciale détermine les droits à percevoir sur les actes qui

(1) Les articles 1 et 2 de la loi du 23 mars 1855 déterminent ainsi qu'il suit les actes soumis à la transcription :

Sont transcrits au bureau des hypothèques de la situation des biens :

1° Tout acte entre-vifs, translatif de propriété immobilière ou de droits réels susceptibles d'hypothèque ;

2° Tout acte portant renonciation à ces mêmes droits ;

3° Tout jugement qui déclare l'existence d'une convention verbale de la nature ci-dessus exprimée ;

4° Tout jugement d'adjudication, autre que celui rendu sur licitation au profit d'un cohéritier ou d'un copartageant ;

5° Tout acte constitutif d'antichrèse, de servitude, d'usage et d'habitation ;

6° Tout acte portant renonciation à ces mêmes droits ;

n'étaient pas soumis à la formalité avant cette loi, la transcription en est faite moyennant le droit fixe d'un franc. (L. 23 mars 1855, art. 12.)

— En cas de transcription du même acte dans plusieurs bureaux, le droit n'est acquitté en entier que dans le premier bureau ; et il n'est dû dans les autres que le salaire du conservateur. (L. 21 ventôse an VII, art. 26.)

— Les acquisitions immobilières faites par l'État sont exemptes du droit de transcription. (L. du 3 mai 1841, article 58.)

— Le décime de guerre s'applique aux droits d'hypothèques. (L. du 6 prairial an VII, art. 1^{er}.) — Il en a été de même pour le second décime établi par la loi du 14 juillet 1855, mais qui n'est plus perçu sur les droits d'hypothèques depuis le 1^{er} janvier 1858.

— La perception des droits d'hypothèques est opérée par un préposé spécial qui porte le nom de conservateur des hypothèques, sauf les cas où elle se fait en même temps que celle des droits d'enregistrement.

Les droits sont avancés par les requérants, sauf à eux à les répéter contre ceux qui, aux termes des conventions ou de la loi, doivent les payer. L'État, ni aucun établissement public ne sont tenus de faire l'avance des droits des inscriptions qu'ils requièrent ; le recouvrement en est suivi, dans ce cas, contre le débiteur, par voie de contrainte, comme en matière d'enregistrement. (L. 21 ventôse an VII, art. 24.)

7° Tout jugement qui en déclare l'existence en vertu d'une convention verbale ;

8° Les baux d'une durée de plus de 18 années ;

9° Tout acte ou jugement constatant, même pour bail de moindre durée, quittance ou cession d'une somme équivalente à trois années de loyers ou fermages non échus.

Les autres dispositions de la loi touchent au droit civil.

SECTION V.

**POURSUITES, PROCÉDURE ET COMPÉTENCE EN
MATIÈRE DE DROITS D'ENREGISTREMENT, DE
TIMBRE, DE GREFFE ET D'HYPOTHÈQUES;
ET ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION DE
L'ENREGISTREMENT.****§ 1^{er}. — POURSUITES, PROCÉDURE ET COMPÉTENCE.**

Règles générales. — La compétence des impôts d'actes et de mutation appartient en entier à la juridiction civile, à l'exclusion de la juridiction administrative, comme celle des impôts de consommation, et à la différence de ce qui a lieu pour les contributions directes. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit à ce sujet, pages 231 et suivantes, et qui s'applique aux impôts d'actes et de mutation, comme aux impôts de consommation.

Il n'y a de différence essentielle entre ces deux natures d'impôts, quant aux principes généraux auxquels nous renvoyons, qu'en ce que :

1^o Le tribunal compétent, en matière d'impôts d'actes et de mutation, est toujours le tribunal civil, et jamais la juridiction correctionnelle, excepté le cas de contravention pour les droits d'affichage (voy. p. 343), et les cas de délits de l'ordre commun, comme ceux de contrefaçon ou de faux en matière de timbre; le tribunal civil prononce par conséquent toutes les amendes, tant pour les droits d'enregistrement que pour les autres droits;

2^o La contrainte, quoique exécutoire par les voies ordi-

naires, n'emporte cependant pas hypothèque (arrêt de cassation du 28 janvier 1828);

3^e Le droit de transaction en matière d'enregistrement est subordonné à l'application des principes énoncés plus haut (voy. p. 323 et suiv.), sous les titres : *remises et modérations*, — et *droits acquis*.

Toutes les autres règles générales développées au sujet du contentieux des impôts de consommation (notamment ce qui est dit de l'action réservée à l'administration et de la défense faite aux tribunaux d'avoir égard au défaut d'intention ou à d'autres circonstances atténuantes) doivent s'étendre au contentieux des impôts d'actes et de mutation.

Règles spéciales. — Enregistrement. — Avant l'introduction des instances, la voie de la réclamation administrative est ouverte aux contribuables (L. du 22 frimaire an VII, art. 63); mais une réclamation de ce genre n'interrompt pas la prescription. — En outre, les instructions imposent aux préposés l'obligation de faire précéder le premier acte de poursuite judiciaire d'un avertissement de payer dans la huitaine, à moins que le délai de prescription ne le permette pas.

Le premier acte introductif d'instance de la part des particuliers est une assignation devant le tribunal compétent.

De la part de l'administration, le premier acte de poursuite pour le recouvrement des droits et le paiement des amendes est une contrainte décernée par le préposé de la régie, visée et déclarée exécutoire par le juge de paix du canton où le bureau est établi, et signifiée dans les formes ordinaires. L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition formée par le redevable, et motivée, avec assignation à jour fixe, devant le tribunal civil compétent; l'opposant est tenu d'élire domicile dans

la commune où siège le tribunal. (L. du 22 frimaire an VII, art. 64.)

L'instruction se fait au moyen de mémoires signifiés et sans plaidoiries; il n'y a d'autres frais à supporter par la partie qui succombe que ceux du papier timbré, des significations et du droit d'enregistrement des jugements. Les jugements sont rendus sur le rapport d'un juge, fait en audience publique, et sur les conclusions du ministère public. Ils sont sans appel, mais ils peuvent être attaqués par voie de cassation. (*Ibid.*, art. 65.) — L'exécution des jugements est suivie conformément au droit commun, et sans que la régie ait un privilège spécial pour le recouvrement des droits.

— En cas d'expertise, la procédure se suit conformément à ce qui a été indiqué sous le titre *Expertise*, page 323.

Timbre. — Les contraventions en matière de timbre doivent être constatées par un procès-verbal dressé par un préposé de l'administration. (L. 13 brumaire an VII, art. 31.) — Les préposés des douanes, des contributions indirectes et des octrois, ont pour constater les contraventions, et pour saisir les pièces, la même compétence que les préposés de l'enregistrement. (Décret du 16 messidor an XIII, et loi du 2 juillet 1862, art. 23.) Enfin, s'il s'agit de journaux ou écrits, les officiers de police judiciaire et les agents de la force publique sont autorisés, ainsi que les préposés de l'enregistrement, à les saisir et à constater cette saisie par des procès-verbaux qui doivent être signifiés aux contrevenants dans le délai de 3 jours. (Décret du 17 février 1852, art. 10.) — Les procès-verbaux rédigés par les préposés en matière de timbre, et auxquels sont annexés les écrits en contravention, ne sont pas sujets à l'affirmation. (Arrêt de Cassation du 26 juin 1820.)

Le recouvrement des droits et amendes de timbre est poursuivi, après constatation résultant d'un procès-verbal, par voie de contrainte et suivant les autres règles prescrites pour l'enregistrement. (Voy. page 366) (L. du 28 avril 1816, art. 76.)

La régie jouit, pour le recouvrement de ces droits et amendes, du privilège accordé au Trésor pour les contributions directes. (*Ibid.* Voy. p. 86.)

Greffe. — Bien que les droits de greffe soient perçus par l'intermédiaire des greffiers, le recouvrement, s'il y avait lieu, en serait poursuivi, comme en matière d'enregistrement, par voie de contrainte, décernée par le receveur de cette administration ; — il n'existe pas de règles spéciales à ces droits pour la procédure et la compétence.

Hypothèques. — La perception des droits d'hypothèques se faisant au moment où la formalité de l'inscription ou de la transcription est requise, et précédant même ordinairement celle de la transcription, le recouvrement des droits d'hypothèques ne peut donner lieu qu'à un contentieux très-restreint. — Quoi qu'il en soit, le recouvrement de ces droits se poursuivrait, s'il y avait lieu, par voie de contrainte et suivant les autres règles prescrites en matière d'enregistrement. (L. 24 ventôse an VII, art 24 et 27.)

Les contestations sur la quotité ou l'application des droits sont également soumises aux mêmes règles de procédure et de compétence que celles relatives aux droits d'enregistrement.

Quant aux actions en responsabilité contre le conservateur des hypothèques, elles suivent le droit commun.

§ II. — ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT.

L'administration de l'enregistrement est non-seulement chargée de l'assiette et de la perception des divers impôts que nous venons d'étudier, mais encore de la gestion des biens de l'État. Aussi porte-t-elle le nom d'administration de l'enregistrement et des domaines. Nous n'avons à nous occuper de son organisation qu'en ce qui touche l'enregistrement et le timbre.

Comme toutes les autres régies auxquelles sont confiées l'assiette et la perception des impôts, l'administration de l'enregistrement se divise en un service central et un service local.

— Le service central ou administration centrale se compose d'un directeur général, d'un conseil d'administration composé de quatre administrateurs, de chefs de bureau, sous-chefs et commis de tout grade.

— Le service local comprend, par département :

Un directeur, chef de service ;

Un inspecteur ;

Plusieurs vérificateurs ;

Un premier commis de direction ;

Un garde-magasin, contrôleur du timbre ;

Des receveurs suivant les besoins ;

Enfin, un conservateur des hypothèques, par arrondissement.

Les mêmes agents sont chargés du service de l'enregistrement et de celui des domaines.

Dans le département de la Seine, il y a cependant deux directeurs, l'un pour l'enregistrement et le timbre, l'autre

pour les domaines ; il y a en outre des contrôleurs spéciaux des successions, et un contrôleur des amendes.

— Le directeur général est nommé par le chef de l'État. Il est placé sous les ordres du Ministre des finances. Il travaille seul avec le Ministre, signe la correspondance avec les autorités et les particuliers, ainsi que les instructions et circulaires aux agents ; enfin, il nomme, dans les départements, aux emplois de receveur, agent du timbre, premier commis, vérificateur, et, dans l'administration centrale, à tous les emplois inférieurs, jusqu'à celui de sous-chef inclusivement.

— Le conseil d'administration, présidé par le directeur général, délibère sur le budget de l'administration, le contentieux administratif et judiciaire, les pétitions des parties, et ce qui concerne le personnel.

Chaque administrateur est en outre chargé de diriger une partie du service, sous les ordres du directeur général. Les administrateurs sont nommés par le chef de l'État.

— Les chefs de bureau sont nommés par le Ministre des finances ; les sous-chefs et autres employés par le directeur général.

— Dans chaque département, le directeur, chef du service, donne aux employés les ordres et les instructions nécessaires, et leur transmet ceux de l'administration centrale. Il règle les tournées de l'inspecteur et des vérificateurs, détermine la suite à donner à leurs travaux, redresse les erreurs, et centralise enfin les opérations de tous les préposés du département. Il est assujéti à un cautionnement. Il est nommé par le chef de l'État.

Le directeur a dans ses bureaux : 1° un premier commis de direction, chargé de l'aider dans sa tâche, n'ayant pas de cautionnement, et nommé par le directeur général ; 2° le receveur du timbre préposé à la recette des droits de timbre extraordinaire ; 3° le garde-magasin, contrôleur de cette

recette et gardien comptable des papiers timbrés. Ces deux derniers agents sont soumis à un cautionnement et nommés par le directeur général.

— L'inspecteur contrôle les opérations des divers employés, et s'assure de la surveillance des vérificateurs. Il est également soumis à un cautionnement. Il est nommé par le Ministre des finances.

— Les vérificateurs examinent en détail les opérations des receveurs et des conservateurs des hypothèques. Il y a ordinairement un de ces agents par arrondissement. Ils sont soumis à un cautionnement et sont nommés par le directeur général.

— Les receveurs sont les agents chargés de l'enregistrement des actes et mutations, de l'assiette et de la perception des droits, et de la débite du papier timbré. Il y en a ordinairement un par canton. Leur cautionnement est du double de leurs remises annuelles. Ils sont nommés par le Directeur général.

— Les conservateurs des hypothèques, établis dans tous les chefs-lieux de département et dans la plupart des chefs-lieux d'arrondissement, ont pour mission de donner la formalité hypothécaire aux actes qui leur sont présentés. Ils sont assujettis à deux cautionnements : l'un, en numéraire, est la garantie du Trésor ; l'autre, en immeubles, est le gage des parties qu'une mauvaise gestion pourrait avoir lésées. Ils sont nommés par le Ministre des finances.

Tel est l'ensemble de l'organisation de l'administration de l'enregistrement.

CHAPITRE IV

DES DROITS DE POSTE.

Des droits de poste. — Historique jusqu'en 1789.

§ I^{er}. Poste aux chevaux.

§ II. Poste aux lettres. — Monopole. — Taxe des lettres. — Affranchissement. — Timbres-poste. — Taxe des journaux, — Imprimés, — échantillons et papiers d'affaires. — Taxe des valeurs cotées. — Taxe des valeurs déclarées. — Franchises. — Responsabilité et chargements. — Inviolabilité des correspondances. — Rebuts. — Système de correspondance des bureaux de poste. — Modes de transport des dépêches. — Prescription.

§ III. Service des articles d'argent.

§ IV. Procédure et compétence.

§ V. Organisation de l'administration des postes.

Les postes sont un service public auquel les lois attribuent :

1^o Le droit exclusif de conduire les voyageurs en poste et de transporter les lettres, journaux, feuilles à la main et ouvrages périodiques, paquets et papiers du poids de 1 kilogramme et au-dessous (*Loi du 19 frimaire an VII; arrêté du Gouvernement du 27 prairial an IX*);

2^o Le droit non exclusif de se charger de la remise des valeurs d'argent. (*L. du 3 nivôse an V.*)

L'administration des postes a été créée moins dans un but fiscal que pour l'exécution d'un service d'utilité publique. Dans toute société bien organisée, l'État a le devoir de construire et d'entretenir des voies de communication ; mais sa mission ne serait qu'imparfaitement remplie s'il n'assurait en même temps sur ces voies le transport des

voyageurs et celui des correspondances. Tel est le but du service des postes, ainsi que le démontre d'ailleurs l'histoire de cette institution.

Historique jusqu'en 1789. — Sans remonter à Cyrus, à Auguste et à Charlemagne qui, selon quelques auteurs, seraient les premiers fondateurs des postes, bornons-nous à suivre leur développement depuis leur établissement en France sous Louis XI, par un édit du 19 juin 1464; car c'est réellement à partir de cette époque que cette institution a successivement grandi pour arriver au développement que lui donne aujourd'hui notre civilisation.

L'édit de Louis XI mérite d'être cité textuellement, au moins dans ses principales dispositions; voici les neuf premiers articles de cette ordonnance :

« Ledit seigneur et roy ayant mis en délibération avec
« les seigneurs de son conseil qu'il est moult nécessaire et
« important à ses affaires et à son Estat de scavoir diligem-
« ment nouvelles de tous costez et y faire, quand bon luy
« semblera, scavoir des siennes; d'instituer et d'establi en
« toutes les villes, bourgs, bourgades et lieux que besoin
« sera jugé plus commodes, un nombre de chevaux courant
« de traite en traite par le moyen desquels ses commande-
« ments puissent estre promptement exécutez, et qu'il
« puisse avoir nouvelles de ses voisins quand il voudra,
« veut et ordonne ce qui en suit :

« 2. Que sa volonté et plaisir est que dès à présent et
« doresnavant il soit mis et establi spécialement sur les
« grands chemins de son dit royaume, de quatre en quatre
« lieues, personnes féables et qui feront serment de bien et
« loyaument servir le roy, pour tenir et entretenir quatre
« ou cinq chevaux de légère taille, bien enharnachez et

« propres à courir le galop durant le chemin de leur traite,
« lequel nombre se pourra augmenter s'il est besoin.

« 3. Pour le bien et surentretienement de la présente
« institution et établissement et générale observation de
« tout ce qui en dépendra.

« 4. Le roy nostre seigneur veut et ordonne qu'il y ait en
« ladite institution et établissement et générale observa-
« tion, et pour en faire l'établissement, un office intitulé
« *Conseiller Grand maistre des coureurs de France*, qui se
« tiendra près de sa personne, après qu'il aura esté faire le
« dit établissement, et pour ce faire luy sera baillé bonne
« commission.

« 5. Et les autres personnes qui seront ainsi par luy es-
« tablies de traite en traite seront appelés *maistres* tenant
« les chevaux courant pour le service du roy.

« 6. Lesdits maistres seront tenus et leur est enjoint de
« monter sans aucun délai ni retardement, et conduire en
« personne, s'il leur est commandé, tous et chacuns les
« courriers et personnes envoyées de la part du dit seigneur
« ayant son passeport et attache du *grand maistre des cou-*
« *reurs de France*, en payant le prix raisonnable qui sera
« dit cy après.

« 7. Porteront aussi lesdits *maistres coureurs* toutes dé-
« pesches et lettres de Sa Majesté qui leur seront envoyées
« de sa part et des gouverneurs et lieutenans de ses pro-
« vinces et autres officiers, pourveu qu'il y ait certificat et
« passeport du dit grand maistre des coureurs de France
« pour les choses qui partiront de la cour, et hors d'icelle
« des dits gouverneurs, lieutenans et officiers, que c'est pour
« le service du roy, lequel certificat sera attaché au dit pa-
« quet, et envoyé avec un mandement du commis du dit
« grand maistre des coureurs de France qui sera par luy

« établi en chacune ville frontière de ce royaume et autres
« bonnes villes de passage que besoin sera ; le dit mande-
« ment adressant au dit *maistre des coureurs*, pour porter
« sans retardement les dits paquets ou monter ceux qui
« seront envoyez pour les affaires du roy.

« 8. Et afin qu'on puisse seavoir s'il y aura eu retarde-
« ment, et d'où il sera procédé, le dit seigneur veut et or-
« donne que le dit *grand maistre des coureurs* et ses dits
« commis coitent le jour et l'heure qu'ils auront délivré les
« dits paquets au premier *maistre coureur* et le premier au
« second, etaussi semblablement par tous les autres *maistres*
« *coureurs*, à peine d'estre privez de leurs charges, et des
« gages, privilèges et exemptions qui leur seront donnés
« par la présente institution.

« 9. Auxquels *maistres coureurs* est prohibé et deffendu
« de bailler aucuns chevaux à qui que ce soit et de quelque
« qualité qu'il puisse estre, sans le mandement du roy et du
« dit *grand maistre des coureurs de France*, à peine de la
« vie. D'autant que le dit seigneur ne veut et n'entend que
« la commodité du dit établissement ne soit pour autre que
« pour son service, considéré les Inconvénients qui peuvent
« survenir à ses affaires, si les dits chevaux servent à toutes
« personnes indifféremment sans son sceu ou du dit *grand*
« *maistre des coureurs de France*. »

Suivent quelques dispositions qui autorisent cependant
les *maistres coureurs* à fournir des chevaux aux courriers
et messagers « de nostre très-saint père le pape et des princes
« étrangers avec lesquels Sa Majesté a amitié et alliance »,
et qui obligent ces courriers « à passer par les grands che-
« mins et villes frontières pour se manifester aux bureaux
« du dit grand maistre des coureurs et prendre passeports
« et mandement, à peine de confiscation de corps et de biens. »

Enfin, Louis XI, après avoir déterminé les droits, gages et prérogatives attachés aux charges de grand maistre des coureurs de France, commis du grand maistre et maistres coureurs, termine cet édit en fixant à la somme de dix sols, pour chaque course de cheval durant 4 lieues, le prix à payer par ses courriers, et en déclarant que, « quant aux paquets » envoyez par le roy ou qui luy seront adressez, lesdits « *maistres coureurs* seront tenus de les porter en personne, » « sans aucun délai, de l'un à l'autre, et sans en prétendre » « aucun payement. »

Ainsi qu'on le voit par cet édit, l'institution des postes eut pour but unique, dans l'origine, le service du roi ; mais il était difficile qu'elle ne dépassât pas, dans l'intérêt général, les limites que Louis XI lui avait tracées dans sa craintive et soupçonneuse prudence. Déjà, dès l'année 1313, l'Université de France avait été autorisée à entretenir des messagers pour le transport des lettres et des hardes de ses écoliers, et les particuliers avaient profité pour leurs relations du service de ces agents. Il devait en être de même des nouveaux moyens de communication créés par Louis XI, et l'usage s'établit bientôt de charger les courriers du roi des lettres et correspondances privées. Toutefois, ce ne fut d'abord que par simple tolérance, et les départs de ces courriers restèrent subordonnés, non aux besoins des relations des particuliers, mais à ceux du service de l'État. Il en résultait que le prix du transport était laissé à la libre appréciation de l'envoyeur qui l'inscrivait lui-même sur sa lettre. Tant que le transport des correspondances privées ne fut que l'objet accessoire du service des postes, il n'y eut, on le conçoit, ni départ à jours fixes, ni tarif légal. Nous verrons cette double amélioration se réaliser en 1627.

La création des postes profita au transport des voyageurs comme à celui des correspondances privées. Les particuliers

eurent bientôt la liberté de se servir des chevaux des maîtres coureurs, moyennant le paiement de la taxe établie par l'édit de 1464. Les prohibitions de Louis XI tombèrent même tellement en désuétude qu'un siècle plus tard, Henri IV, regardant comme un des devoirs de la puissance publique d'assurer le transport des voyageurs, organisa dans ce but, par un édit du 12 mars 1597, un service de relais distinct du service des maîtres coureurs, qu'on appelait déjà maîtres de poste. Les maîtres des relais devaient fournir des chevaux allant au trot ou au pas, moyennant 20 sous tournois par jour et par cheval. Les maîtres de poste conservaient seuls le droit de conduire les voyageurs au galop durant le chemin de leur traite. Mais l'institution des relais devait être une cause de ruine pour les établissements de poste qui furent abandonnés et ne purent plus se soutenir. Aussi Henri IV fut-il obligé de supprimer les relais, par un édit du mois d'août 1602; conservant toutefois la pensée généreuse qui lui en avait inspiré la création, il obligea les maîtres de poste à fournir aux voyageurs allant à petites journées, des chevaux au pas ou au trot, pour la moitié du prix fixé pour la course au galop. Le même édit interdisait à toute personne de tenir des chevaux de louage sans la permission du contrôleur général des postes, et c'est par suite de cette interdiction que les maîtres de poste se trouvèrent investis du droit exclusif, dont ils ont joui jusqu'à la loi du 9 vendémiaire an VI, de fournir des chevaux pour la conduite des messageries. Telles sont les bases sur lesquelles a reposé, jusqu'à la révolution de 1789, le service de la poste aux chevaux.

— Nous n'avons point encore vu celui de la poste aux lettres prendre une organisation régulière. C'est en 1627 seulement que cette organisation paraît se constituer. Des courriers ordinaires partant et arrivant à jours fixes sont

établis sur les principales routes du royaume, et, par un règlement rendu le 16 octobre de la même année, sous l'administration de M. d'Alméras, général des postes et relais de France, un tarif est établi pour la taxe des lettres fixée jusqu'alors par l'envoyeur ; le transport des marchandises et objets volumineux par la voie de la poste est prohibé ; il est défendu aux particuliers de mettre dans leurs lettres de l'or, de l'argent, des pierreries ou autres choses précieuses ; mais on leur permet, par compensation, de déposer à découvert dans les bureaux de poste des sommes moindres de 100 livres, pour être remises aux destinataires, moyennant un prix raisonnable fixé par les commis de ces bureaux. La plupart de ces dispositions sont encore en vigueur aujourd'hui.

Jusqu'à cette époque, le service des postes, loin d'avoir procuré au trésor royal une ressource quelconque, avait été pour lui une assez lourde charge. L'extension des correspondances privées donna l'idée au cardinal de Richelieu de rendre ce service productif pour l'État, et, dès l'année 1630, des offices héréditaires de *conseillers de Sa Majesté, maîtres des courriers* et de *contrôleurs provinciaux des postes de France* furent créés et concédés moyennant finance, avec attribution du produit de la taxe des lettres.

Ce système de concession de charges, qui furent sans cesse rachetées pour être revendues plus cher, dura jusqu'en 1672, époque à laquelle le marquis de Louvois, surintendant général des postes, fut autorisé à supprimer les divers offices au profit desquels était perçue la taxe des lettres, à en rembourser le prix aux propriétaires, et à affermer l'exploitation des postes, ainsi que celle des messageries, à un sieur Lazare Patin, moyennant la somme de 1,200,000 livres par an. L'Université qui, depuis 1315, exploitait les messageries, reçut, pour prix du retrait de son privilège, une

rente annuelle de 300,000 livres sur la ferme des postes, rente qui lui a été payée jusqu'en 1789.

Le premier fermier général des postes ne fut point d'abord tranquille possesseur du privilège qui venait de lui être accordé. Les anciens titulaires des offices supprimés lui suscitèrent des difficultés, et, sur quelques points même, une concurrence nuisible à ses intérêts; mais, sur ses plaintes, un arrêt du Conseil, en date du 7 décembre 1673, le garantit de tout trouble, en interdisant à qui que ce fût, sous des peines sévères, le transport des lettres et paquets. Cet édit est le premier acte de la puissance législative qui ait posé d'une manière absolue le principe du monopole du transport des correspondances entre les mains de l'État ou de ses fermiers.

A partir de ce moment jusqu'en 1789, les divers fermiers généraux des postes se succédèrent sans qu'aucune mesure importante vint modifier l'ordre de choses établi, si ce n'est que le service fut mis en régie à trois reprises différentes, de 1698 à 1703, de 1738 à 1739, et de 1759 à 1764, mais on revint toujours au système de l'affermage.

La ferme des postes qui, à l'époque du premier bail, ne rapportait au trésor royal que 1,200,000 livres par an, produisait, au moment de la révolution, 12 millions, prix du dernier bail qui expira le 1^{er} janvier 1792. A cette époque les messageries étaient affermées à part, moyennant 1 million : l'exploitation exclusive de ce service au profit de l'État fut conservée jusqu'à l'an III.

— La révolution de 1789, en enlevant aux maîtres de poste leurs privilèges, modifia l'organisation du service des postes telle que l'avaient faite Louis XI et l'ancienne monarchie; mais cette organisation devait éprouver une altération bien plus profonde, par suite de l'invention des chemins de fer, qui a eu et aura pour conséquences inévitables,

à mesure de l'achèvement des diverses lignes, l'abandon des routes de terre et la ruine des relais. Aussi les postes subissent-elles aujourd'hui une transformation complète : tandis que le développement progressif des relations et des affaires, amené par la rapidité des communications, donne au service de la poste aux lettres une extension toujours croissante, nous voyons celui de la poste aux chevaux perdre de jour en jour davantage son utilité et son importance.

Nous allons étudier séparément chacun de ces deux services.

§ 1. — POSTE AUX CHEVAUX.

L'abolition des privilèges, proclamée dans la nuit du 4 août 1789, entraîna pour les maîtres de poste la perte de divers avantages tels que l'exemption des tailles, de la milice, du logement des gens de guerre, de la tutelle et de la curatelle.

La loi des 26-29 août 1790 supprima le droit du transport exclusif des voyageurs et marchandises établi au profit de la ferme des messageries et des maîtres de poste ; mais, en permettant à tout particulier de conduire et transporter librement voyageurs et marchandises, elle défendit à l'industrie privée « d'annoncer des départs à jours et heures fixes, d'établir des relais, ainsi que de se charger de recevoir et conduire des voyageurs qui arriveraient en voitures suspendues, si ce n'est après un intervalle du jour au lendemain, entre l'époque de l'arrivée desdits voyageurs et celle de leur départ. »

Cette disposition maintenait, comme on le voit, au profit de l'État et des maîtres de poste, le monopole des messageries et celui de la conduite des voyageurs sans temps d'ar-

rêt; mais la loi du 25 vendémiaire an III ayant rendu complètement libre l'industrie des transports, et celle du 9 vendémiaire an VI ayant même supprimé la ferme des messageries nationales, les maîtres de poste étaient menacés d'une ruine complète, lorsque la loi du 19 frimaire an VII vint leur restituer le droit exclusif de relayer les voyageurs. Toutefois, comme ce droit ne s'appliquait pas, aux termes de la même loi, aux voitures non suspendues, ni à celles allant à petites journées et sans relayer, non plus qu'aux voitures publiques partant à jours et heures fixes, le remède eût été insuffisant, si la loi du 15 ventôse an XIII n'avait obligé les entrepreneurs de voitures publiques à payer aux relais dont ils n'emploieraient pas les chevaux une indemnité de 25 centimes par poste et par cheval attelé à chaque voiture. Les voitures non suspendues ou allant à petites journées (1), et avec les mêmes chevaux, furent exceptées de cette disposition, et toute contravention dut être punie d'une amende de 500 francs, dont moitié au profit des maîtres de poste intéressés, et moitié au profit du trésor public.

La loi du 15 ventôse an XIII est encore en vigueur. Elle a été suivie de plusieurs dispositions législatives et réglementaires qui ont eu pour but de résoudre les difficultés auxquelles son application donnait lieu. Ces dispositions sont contenues dans les décrets des 10 brumaire an XIV et 6 juillet 1806 et dans les ordonnances royales des 13 août 1817 et 11 septembre 1822.

Si les produits du droit de 25 c., ajoutés au prix de la conduite des malles et des voyageurs allant en poste, ont permis aux relais de se soutenir malgré la concurrence des entrepreneurs de voitures publiques, il n'en pouvait être de même, on le comprend, en présence de l'établissement des

(1) Le parcours de moins de 10 lieues de poste en 24 heures constitue la marche à petites journées. (Ord. roy. du 13 août 1817.)

chemins de fer. L'exploitation de ces nouvelles voies, la suppression successive des services en malles-poste qui en est la conséquence, enfin le système depuis longtemps suivi par l'administration, et aujourd'hui pour ainsi dire général, de mettre en adjudication publique le transport des dépêches, sont pour les relais des causes d'affaiblissement et de ruine contre lesquelles les maîtres de poste ont déjà plusieurs fois vainement réclamé, en s'appuyant sur un droit de propriété qui, malgré d'habiles défenseurs, n'a été reconnu ni par les commissions administratives nommées pour examiner la question des relais, ni par la jurisprudence du conseil d'État et de la cour de cassation.

D'après cette jurisprudence, les maîtres de poste sont des agents commissionnés et révocables d'un service public, auxquels la loi accorde la faculté de présenter leurs successeurs que le Gouvernement est libre de ne point agréer. (Art. 69 de la loi du 24 juillet 1793.)

Le tarif de la poste aux chevaux a plusieurs fois varié depuis 50 ans; les bases du tarif actuel, fixé par l'ordonnance royale du 25 décembre 1839, sont les suivantes :

Toutes les distances sont, depuis cette ordonnance, comptées par myriamètres et kilomètres. Il est dû à chaque maître de poste : pour chaque cheval fourni, 2 francs par myriamètre, soit 20 cent. par kilomètre ; pour chaque voiture fournie, 2 francs par myriamètre, soit 20 centimes par kilomètre ; pour chaque postillon, 1 franc par myriamètre, soit 10 centimes par kilomètre (1). Le nombre des chevaux à atteler, celui des postillons à fournir pour la conduite de chaque voiture, et les suppléments de prix à payer en raison du nombre des personnes excédant le chargement or-

(1) L'usage s'est établi de payer les guides des postillons sur le même pied que les chevaux, c'est-à-dire 2 fr. par myriamètre.

dinaire, sont réglés par le tarif joint à l'ordonnance précitée.

Aux termes de cette même ordonnance, l'indemnité de 25 cent. attribuée aux maîtres de poste par la loi du 13 ventôse an XIII doit être perçue à raison de 29 centimes 15 centièmes par myriamètre.

§ II. — POSTE AUX LETTRES.

Avant d'exposer la législation qui régit ce service, nous devons dire quelques mots des progrès qu'il a faits depuis 1789.

Le système de l'affermage fut abandonné en 1792, et le service des postes fut administré en régie, en vertu des dispositions de la loi des 26-29 août 1790.

Il serait peu utile de faire connaître les changements divers qu'a subis l'organisation de l'administration supérieure des postes depuis soixante ans ; cette administration est aujourd'hui dirigée, comme toutes les régies financières, par un directeur général et un conseil d'administration. (Ord. royale du 17 décembre 1844, art. 67 et suivants.) Nous donnons plus loin les détails de son organisation.

Jusqu'en 1815, le service des postes ne reçut aucune amélioration sensible et profitable au public ; sous l'Empire, l'organisation des postes militaires avait exclusivement occupé l'attention du Gouvernement, en sorte qu'au commencement de ce siècle, les diverses lignes postales n'étaient point desservies plus souvent qu'elles ne l'étaient 100 ans auparavant, c'est-à-dire, plus de deux ou trois fois par semaine ; quelques villes importantes seulement étaient en relations journalières avec Paris. Ce ne fut qu'en 1828 que toutes les villes ayant

un bureau de poste furent mises en communication quotidienne; mais les villes seules auraient profité de cette amélioration, si la loi du 3 juillet 1829 n'avait établi un service de facteurs ruraux chargés de recueillir et de distribuer, de deux jours l'un, au moins, les correspondances particulières et administratives dans toutes les communes dépourvues d'établissements de poste. Jusqu'alors, les habitants des campagnes faisaient prendre et porter leurs lettres dans les bureaux de poste, et la correspondance administrative des préfets et des maires était servie par des messagers dont l'entretien était à la charge des communes. Pour subvenir à la dépense nouvelle occasionnée par la création des facteurs ruraux, la loi de 1829 assujettit les lettres recueillies ou distribuées par les soins de ces facteurs à une taxe supplémentaire de 1 décime que l'on a appelée *décime rural* et qui a été supprimée par la loi du 3 juillet 1846. Depuis l'institution du service rural, l'administration a mis tous ses soins à le rendre journalier pour toutes les communes; sur les 37,000 communes qui composaient en 1859 le territoire de la France, il n'en restait environ, à cette époque, que 2,000 qui fussent privées du service quotidien; mais, en vertu d'une disposition insérée dans la loi de finances du 4 juin 1858, l'administration a dû appeler annuellement 400 communes à jouir de cet avantage, de telle sorte que le service quotidien fut général en 1863.

L'établissement des communications quotidiennes entre tous les bureaux de poste, et toutes les communes de France, ne devait point être, pour le service postal, la dernière limite du progrès; les chemins de fer, en mettant plusieurs fois par jour en relation les villes qu'ils traversent, ont encore permis à l'administration des postes d'établir entre ces divers points plusieurs expéditions quotidiennes; et nous voyons un très-grand nombre de localités échanger leurs

lettres avec Paris, deux, trois et jusqu'à quatre fois par jour, c'est-à-dire aussi souvent que le font entre eux les divers quartiers d'une même ville.

Nous n'avons pas besoin d'insister sur l'importance de ces améliorations qui justifient ce que nous avons dit plus haut de l'extension toujours croissante du service de la poste aux lettres. Nous allons maintenant exposer la législation et le mécanisme général de ce service, en laissant de côté tous les détails purement réglementaires et de service intérieur.

Monopole. — Le monopole du transport des correspondances au profit de l'État paraît remonter à 1627, époque de l'établissement des courriers ordinaires partant à jours et heures fixes; mais le principe n'en fut nettement posé que par l'édit du 7 décembre 1673, et par ceux des 18 juin 1681 et 29 novembre de la même année, rendus dans les premiers temps de la mise en ferme du service des postes.

Les lois de la révolution ont conservé à l'État ce privilège, et l'arrêté du 27 prairial an IX, rappelant les anciennes défenses, les résuma dans les deux articles suivants :

« Art. 1^{er}. Les lois des 26 août 1790 (art. 4), et 21 septembre 1792, et l'arrêté du 26 ventôse an VII, seront exécutés. En conséquence, il est défendu à tous les entrepreneurs des voitures libres et à toute autre personne étrangère au service des postes de s'immiscer dans le transport des lettres, journaux, feuilles à la main et ouvrages périodiques, paquets et papiers du poids de 1 kilogramme et au-dessous dont le port est exclusivement confié à l'administration des postes aux lettres. »

« Art. 2. Les sacs de procédure, les papiers uniquement relatifs au service personnel des entrepreneurs de voiture, et les paquets au-dessus du poids de 2 livres sont seuls

« exceptés de la prohibition prononcée par l'article précédent. »

Cette exception a été étendue depuis par la législation et la jurisprudence. Ainsi, les habitants des communes rurales peuvent faire porter ou prendre leurs lettres aux bureaux de poste circonvoisins de leur résidence (art. 3 de la loi du 3 juin 1829); — le transport des lettres d'un quartier à un autre, dans une même ville n'est point exclusivement réservé à l'administration des postes (Cour de cassation, 15 janvier 1836, déclaration du 8 juillet 1859); — on peut faire porter une lettre par son domestique ou un exprès (arr. de cass. du 3 décembre 1843); — on a le droit de porter une lettre écrite dans son propre intérêt, comme une lettre de crédit ou de recommandation, qu'elle soit ou non cachetée. (Arr. de cass. du 14 mai 1842.)

Enfin, l'instruction générale sur le service des postes, approuvée par le ministre des finances, le 20 mars 1868, détermine ainsi qu'il suit (art. 851), les objets dont le transport n'est pas exclusivement réservé à l'administration des postes :

Les lettres ou paquets de papiers qu'un particulier expédie à un autre particulier par son domestique ou par un exprès;

Les registres, cartes et plans; les dossiers de procédure, les publications de librairie non périodiques, et, en général, tout imprimé non périodique ne portant aucune écriture à la main et n'ayant pas le caractère d'avis ou de circulaire;

Les lettres de voiture ou factures accompagnant les marchandises transportées, et ne contenant que les énonciations indispensables à la livraison de l'objet même que la lettre de voiture ou la facture accompagne ;

Les notes de commission dont les messagers sont por-

teurs, et dont l'objet exclusif est de leur donner mandat ou autorisation de livrer la marchandise qu'ils conduisent ou de prendre celle qu'ils doivent rapporter ;

Les papiers uniquement relatifs au service personnel d'un entrepreneur de transport et circulant par son propre matériel sur la ligne qu'il exploite ;

Les lettres de service sous bandes que les employés des douanes transportent d'un poste à l'autre, lorsqu'elles sont accompagnées d'une feuille signée par les chefs qui les ont expédiées, laquelle feuille doit porter le nombre et l'adresse de ces lettres ;

Les avertissements que les receveurs de l'administration de l'enregistrement sont autorisés à faire distribuer, sans employer la voie du service des postes, à des particuliers redevables de cette administration (déc. minis. du 6 avril 1831) ;

Les avertissements et sommations sans frais de percepteurs aux contribuables de leur circonscription.

L'article 2 de la loi du 25 juin 1856 excepte encore du monopole de la poste, les journaux, recueils, annales, mémoires et bulletins périodiques uniquement consacrés aux lettres, aux sciences, aux arts, à l'agriculture, à l'industrie, lorsqu'ils sont réunis en un paquet dont le poids dépasse 1 kilogramme, et à la condition expresse que les exemplaires ne portent aucune mention ou suscription de nature à en faciliter la remise à d'autres personnes que le destinataire du paquet.

Sont en outre exceptés du monopole de la poste tous les journaux et écrits périodiques de quelque matière qu'ils traitent, lorsqu'ils sont expédiés par paquets ou ballots de 1 kilogramme au minimum et adressés et destinés à une même personne. (Décret du 16 octobre 1870.)

A part ces restrictions, la règle est absolue et s'applique

à toute lettre cachetée ou non cachetée (cass. des 18 février 1820, 22 avril 1830, 17 février 1832, 23 novembre 1837), aux journaux politiques, imprimés, feuilles à la main et ouvrages périodiques, ainsi qu'à tous paquets et papiers du poids d'un kilogramme et au-dessous. (Art. 1^{er} de l'arrêté du 27 prairial an IX.)

— Le monopole de l'administration des postes est fondé sur deux motifs : l'intérêt fiscal et le devoir de l'État d'assurer les relations privées et d'en protéger le secret.

— La contravention aux dispositions de l'arrêté du 27 prairial an IX, est punie d'une amende de 150 à 300 fr. (Arrêté du 27 prairial an IX, art. 5.) Cette amende peut être réduite, suivant les circonstances, au minimum de 16 francs. (Décret du 24 août 1848, art. 8.) Le tribunal peut ordonner l'affiche du jugement aux frais du contrevenant. Enfin, en cas de récidive dans les trois années d'une première condamnation, l'amende ne peut être moindre de 300 francs, ni excéder 3,000 francs. (L. du 22 juin 1854, art. 22.)

Les directeurs, les receveurs, les contrôleurs et tout agent des postes, les employés des douanes et la gendarmerie, peuvent faire ou faire faire des perquisitions et des saisies, mais seulement sur *les messagers, piétons chargés de porter des dépêches, voitures de messageries, chemins de fer et autres de même espèce*; faite sur toute autre personne, la fouille serait un acte illégal qui ne pourrait servir de base à aucune poursuite. (Cass. 12 août 1841, 11 juin 1842.) Les lettres et paquets saisis ne peuvent être rendus que sur réclamation et à la charge de payer le double de la taxe ordinaire, sans préjudice des peines portées par la loi. (Arrêté des Consuls du 2 messidor an XII.)

L'arrêté du 27 prairial an IX défendait d'accorder, en aucun cas et sous aucun prétexte, la modération ou la re-

mise de l'amende encourue pour contravention à ses dispositions; mais l'ordonnance royale du 19 février 1843 a autorisé l'administration des postes à transiger, avant comme après jugement, sauf l'approbation du Ministre des finances, dans toutes les affaires contentieuses qui concernent son service.

Taxe des lettres. — Affranchissement. — Timbres-poste. — Il serait trop long de rappeler ici les modifications successives qu'a subies la taxe des lettres depuis le premier tarif qui l'a réglée en 1627. Nous indiquerons seulement les bases du tarif actuel, en nous occupant :

- 1° Des lettres soumises seulement à la taxe française ;
- 2° Des lettres soumises en outre à une taxe étrangère.

Les lettres soumises seulement à la taxe française sont celles qui circulent dans l'intérieur de la France et de ses colonies, ou entre la France et ses colonies.

Les lettres soumises à une taxe étrangère, indépendamment de la taxe française, sont celles qui sont originaires ou à destination des pays étrangers.

— Le tarif français, avant le décret du 24 août 1848, avait pour base la progression de la taxe, en raison composée du poids et de la distance, pour toutes les lettres circulant de bureau de poste à bureau de poste (1), et en raison

(1) La progression en raison de la distance était établie ainsi qu'il suit :

Jusqu'à 40 kilomètres inclusivement.			» fr. 20 c.
An-dessus de 40	Jusqu'à 80	—	» 30
— 80	— 150	—	» 40
— 150	— 220	—	» 50
— 220	— 300	—	» 60
— 300	— 400	—	» 70
— 400	— 500	—	» 80
— 500	— 600	—	» 90
— 600	— 750	—	1 »
— 750	— 900	—	1 10
— 900	—	—	1 20

du poids seul pour toutes celles qui circulaient dans la circonscription du même bureau.

Le décret précité, que l'on a appelé *loi sur la réforme postale*, a modifié cette base, mais seulement en ce qui touche les lettres de la première catégorie qu'il a soumises, comme l'étaient déjà celles de la seconde, à une taxe uniforme en raison de la distance, et progressive en raison du poids seul.

Cette taxe fixée par ce décret à 20 cent., par lettre du poids de 7 gr. $1/2$, — élevée à 25 cent. par la loi du 18 mai 1850, — réduite de nouveau à 20 cent. pour les lettres affranchies, mais élevée à 30 cent. pour les lettres non affranchies, par la loi du 20 mai 1854, — est aujourd'hui aux mêmes taux, en vertu de la loi du 28 juin 1861, qui a seulement modifié la progression du poids, en portant de 7 gr. $1/2$ à 10 gr. le poids maximum de la lettre simple, et de 15 gr. à 20 gr. celui des lettres passibles du double port.

— Aux termes de cette loi, la taxe des lettres circulant, de bureau de poste à bureau de poste, dans toute l'étendue de la France, de la Corse et de l'Algérie, depuis le 1^{er} janvier 1862, est fixée ainsi qu'il suit :

Au-dessous de 10 gr., jusqu'à 10 gr. inclusivement, — affranchie 20 cent., non affranchie 30 cent. ;

Au-dessus de 10 gr. jusqu'à 20 gr. inclusivement, — affranchie 40 cent., non affranchie 60 cent. ;

La distance se calculait en ligne droite du lieu d'origine au lieu de destination de la lettre.

La progression en raison du poids procédait de la manière suivante : on considérait comme lettre simple, c'est-à-dire comme lettre soumise seulement à la taxe calculée sur la distance, toute lettre dont le poids n'atteignait pas 7 gr. $1/2$; de 7 gr. $1/2$ à 10 gr. exclusivement, la taxe était une fois $1/2$ le port de la lettre simple ; de 10 gr. à 15 gr., 2 fois le poids simple ; de 15 gr. à 20 gr., 2 fois $1/2$ le port, et, ainsi de suite, en ajoutant de 5 en 5 gr. la moitié du port de la lettre simple. (Loi du 15 mars 1827.)

Au-dessus de 20 gr. jusqu'à 100 gr. inclusivement, — affranchie 80 cent., non affranchie 1 fr. 20 cent. ;

Au-dessus de 100 gr. jusqu'à 200 gr. inclusivement, — affranchie 1 fr. 60 cent., non affranchie 2 fr. 40 cent. ;

Et ainsi de suite, en ajoutant, par chaque 100 gr. ou fraction de 100 gr. excédant, 80 cent. en cas d'affranchissement, et 1 fr. 20 c. en cas de non-affranchissement.

Les lettres originaires de la France, de la Corse et de l'Algérie, à destination des colonies françaises et réciproquement, lorsque ces lettres sont transportées par les bâtimens du commerce, supportent, outre la taxe indiquée plus haut, une taxe supplémentaire de 1 décime pour voie de mer. (Décret du 19 germinal an X.) C'est la seule taxe supplémentaire qui subsiste encore aujourd'hui, le décime rural dont nous avons déjà parlé ayant été supprimé par la loi du 3 juillet 1846, et le décime de voie de mer entre la France et la Corse, et la France et l'Algérie, par le décret du 24 août 1848 (1).

(1) Cependant la loi du 27 mai 1863 a créé une taxe supplémentaire pour les lettres déposées après les heures ordinaires, dont le départ est demandé par le plus prochain courrier. Voici les dispositions de cette loi et du décret du 16 mai 1863, rendu pour son exécution :

« Les lettres déposées après les heures fixées pour les dernières levées « peuvent être admises dans les délais déterminés, et moyennant une taxe « supplémentaire, à profiter du plus prochain départ.

« La durée des délais pendant lesquels les lettres sont admises à la taxe « supplémentaire sera fixée par décrets impériaux.

« La taxe supplémentaire, quel que soit le poids des lettres, sera de 20 centimes pour le premier délai, 40 pour le deuxième délai, et 60 pour le troisième et dernier délai.

« Les lettres ne seront admises à profiter des délais accordés qu'autant « qu'elles porteront le timbre d'affranchissement de la taxe principale et de la « taxe supplémentaire. »

Le décret du 16 mai 1863, rendu en exécution de l'article précédent, dispose :

« Article 1^{er}. — Sont fixés, ainsi qu'il suit, les délais pendant lesquels les « lettres déposées après les levées générales pourront être expédiées moyennant une taxe supplémentaire.

La taxe des lettres circulant dans la circonscription d'un bureau de poste est fixée comme suit :

	LETTRES	
	Affranchies.	Non affranchies.
Jusqu'à 10 grammes inclusivement.....	0 10	0 15
Au-dessus de 10 grammes jusqu'à 20..	0 20	0 30
Au-dessus de 20 grammes jusqu'à 100.	0 40	0 60
Au-dessus de 100 grammes et par cha- que 100 ou fraction de 100 gramme excédant.....	0 40	0 60

(Loi du 2 juillet 1862, art. 29.)

— Tel est le système général du tarif qui ne subit que les exceptions suivantes :

Aux termes de la loi du 7 août 1850, les lettres adressées aux sous-officiers, marins et soldats sous les drapeaux, jouissaient d'une modération de taxe. Ces lettres sont traitées aujourd'hui d'après les règles communes; toutefois, les lettres de l'intérieur de la France pour les armées françaises à l'étranger, et pour les soldats sous les drapeaux et les marins sous le pavillon dans les colonies, et, réciproquement, les lettres des armées à l'étranger et des soldats et des marins sus-désignés à destination de l'intérieur de la France, ne supportent que la taxe territoriale, lorsqu'elles sont transportées exclusivement par des services français et qu'elles ont été déposées dans des bureaux de poste militaires français.

Les billets d'avertissement en conciliation expédiés par les juges de paix aux défendeurs domiciliés dans le canton ou dans les cantons de la même ville sont taxés à 10 cent. par chaque avis, lors même que le lieu de destination de la

« 1^{er} Délai. Le premier quart d'heure qui suit la dernière levée générale.

« 2^e Délai. Le quart d'heure suivant.

« 3^e Délai. Jusqu'à la clôture des dépêches.

« Article 2. — Provisoirement les dispositions du présent décret ne seront applicables qu'à Paris, pour les courriers du soir, et dans les bureaux qui seront désignés par le directeur général des postes. »

lettre se trouve en dehors de l'arrondissement postal du bureau expéditeur. (Loi du 2 mai 1855.) — Lorsque, par suite d'un changement de résidence du destinataire, le billet sort de la circonscription cantonale où il devait primitivement circuler, le complément de taxe que subissent en pareil cas les lettres ordinaires ne lui est pas applicable. — Il reste entendu que tout billet d'avertissement en conciliation expédié hors du canton ou des cantons de la même ville est passible de la taxe des lettres ordinaires.

— Toutes les taxes que nous venons d'énumérer peuvent être acquittées indifféremment par l'expéditeur ou le destinataire de la lettre.

L'acquittement de la taxe par l'expéditeur se nomme *affranchissement*. L'affranchissement s'opère au moyen de l'application sur l'adresse d'une lettre d'un ou plusieurs timbres-poste. Ces timbres sont de petites gravures à l'effigie du chef de l'État, représentant les diverses taxes applicables aux lettres; ils sont vendus, pour leur prix nominal, par les receveurs, distributeurs, boitiers et facteurs des postes, ainsi que par les débitants de tabacs, moyennant une remise de 1 p. 100. L'usage, ainsi que la vente ou la tentative de vente, d'un timbre-poste ayant déjà servi est puni, aux termes de la loi du 16 octobre 1849, d'une amende de 50 francs à 1000 francs; et, en cas de récidive, d'une amende double et d'un emprisonnement de 5 jours à 1 mois.

— Les lettres originales ou à destination des pays étrangers sont, on le conçoit, soumises à deux taxes, l'une au profit de l'administration des postes françaises, l'autre au profit de l'office étranger.

Ces deux taxes sont réglées par les traités, de telle sorte que le décret du 24 août 1848 n'a pu en modifier les bases, même en ce qui touche la taxe française qui est restée, après ce décret, progressive en raison composée du poids et

de la distance sur les lettres de et pour l'étranger, alors que la progression en raison du poids était seule conservée pour les lettres circulant dans l'intérieur de la France et de ses possessions. Mais les conventions nouvelles passées depuis cette époque avec la plupart des puissances étrangères ont, autant que possible, coordonné les tarifs avec le principe de la taxe uniforme en raison de la distance. L'affranchissement des lettres pour l'étranger est facultatif pour certains pays, obligatoire pour quelques-uns, enfin limité et quelquefois impossible pour d'autres.

Taxe des journaux et imprimés, des échantillons, des papiers d'affaires ou de commerce. — La législation sur cette matière a longtemps donné lieu à de nombreuses difficultés d'application ; elle était incomplète et obscure. Les anciennes lois relatives à la taxe des imprimés sont celles des 4 thermidor an IV, 15 mars 1827, 14 décembre 1830, 16 juillet 1850 et 17 février 1852.

D'après ces différentes lois, les imprimés étaient classés, au point de vue du tarif postal, en imprimés périodiques et imprimés non périodiques, et les différentes taxes étaient établies d'après la dimension des feuilles d'impression.

La loi du 25 juin 1856 a réglementé cette partie du service ; elle a établi des catégories distinctes et substitué à la taxe de dimension la taxe au poids. Voici ses dispositions :

1^{re} Tarif. — Le port des journaux et ouvrages périodiques traitant en tout ou en partie de matières politiques ou d'économie sociale, et paraissant au moins une fois par trimestre, est de 4 cent. par chaque exemplaire du poids de 40 gram. et au-dessous. Au-dessus de 40 gram., le port est augmenté de 1 cent., par chaque 10 gram. ou fraction de 10 gram. excédant. (Loi du 25 juin 1856, art. 1^{er}.)

2^e Tarif. — Le port des journaux, recueils, annales, mémoires et bulletins périodiques uniquement consacrés aux lettres, aux sciences, aux arts, à l'agriculture et à l'industrie, et paraissant au moins une fois par trimestre, est de 2 cent. par chaque exemplaire du poids de 20 gram. et au-dessous.

Au-dessus de 20 gram., le port est augmenté de 1 cent. par chaque 10 gram. ou fraction de 10 gram. excédant.

Ainsi que nous l'avons fait observer (page 388), les journaux politiques et les ouvrages périodiques spécifiés dans le présent article sont exceptés de la prohibition établie par l'art. 1^{er} de l'arrêté du 27 prairial an IX, s'ils forment un paquet dont le poids dépasse 1 kilog., ou s'ils font partie d'un paquet de librairie qui dépasse le même poids. (*Ibid.*, art. 2.)

3^e Tarif. — Les journaux et ouvrages périodiques destinés pour l'intérieur du département dans lequel ils sont publiés, ne payent que la moitié du port fixé par les articles précédents.

Les journaux et ouvrages périodiques publiés dans les départements autres que ceux de la Seine et de Seine-et-Oise, et destinés pour les départements limitrophes de celui où ils sont publiés, ne payent également que la moitié du port fixé par les articles précédents.

Dans le cas où le port comprend une fraction de centime, cette fraction est comptée comme un centime entier. (*Ibid.*, art. 3.)

4^e Tarif. — Le port des circulaires, prospectus, catalogues, avis divers et prix courants, avec ou sans échantillons, livres, gravures, lithographies, en feuilles, brochés ou reliés, et en général de tous les imprimés autres que ceux qui sont spécifiés par les articles précédents, est de 1 cent.

par chaque exemplaire du poids de 5 gram. et au-dessous.

Le port des échantillons est également de 1 cent., par chaque paquet du poids de 5 gram. et au-dessous.

Le port est augmenté de 1 cent., par chaque 5 gram. ou fraction de 5 gram. excédant.

Lorsque le poids des objets spécifiés au présent article dépasse 50 gram., ou lorsque ces objets sont réunis en un paquet d'un poids excédant 50 gram., adressé à un seul destinataire, le port est de 10 cent., jusqu'à 100 gram. inclusivement.

Lorsque le poids dépasse 100 gram., le port est augmenté de 1 cent., par chaque 10 gram. ou fraction de 10 gram. excédant. (*Ibid.*, art. 4.)

5^e Tarif. — Le port des papiers de commerce ou d'affaires est de 50 cent., pour chaque paquet de 500 gram. et au-dessous.

Lorsque le poids dépasse 500 grammes, le port est augmenté de 1 centime par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes excédant. (*Ibid.*, art. 5.)

Dispositions applicables aux objets compris dans les cinq tarifs ci-dessus. — Les objets compris dans les articles précédents ne peuvent être expédiés que sous bandes mobiles, couvrant au plus le tiers de la surface. Le poids des bandes, enveloppes, ficelles et cachets est compris dans le poids soumis à la taxe.

S'ils sont réunis en paquets, ils peuvent être placés sous enveloppe ouverte aux deux extrémités ou disposée de manière que la vérification du contenu du paquet puisse avoir lieu facilement. L'administration n'est dans aucun cas responsable des détériorations. (*Ibid.*, art. 6.)

Le poids des imprimés et papiers d'affaires ne doit pas dépasser 3 kilogrammes, celui des échantillons 300 gram.

La dimension des imprimés, papiers d'affaires et échantillons d'étoffe sur carte ne doit excéder, par aucune de leurs faces (longueur, largeur et hauteur), 45 centimètres, et celle des autres échantillons, 25 centimètres. Les échantillons doivent, en outre, porter sur la suscription l'empreinte d'un timbre de commerçant ou la marque imprimée du fabricant expéditeur. (Arrêtés ministériels des 9 juillet 1856 et 4 mars 1858.)

6° *Tarif.* — Les avis imprimés ou lithographiés, de naissance, mariage ou décès, peuvent être expédiés sous forme de lettres et sous enveloppe, mais de manière qu'ils soient facilement vérifiés. Dans ce cas, le port est de 10 centimes pour chaque avis du poids de 10 grammes et au-dessous, circulant à l'intérieur, de bureau à bureau, et de 5 centimes pour chaque avis du même poids, circulant dans la circonscription d'un bureau.

Au-dessus de 10 grammes et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes excédant, le port est augmenté de 10 centimes pour chaque avis circulant de bureau à bureau, et de 5 centimes pour chaque avis circulant dans la circonscription d'un bureau.

Ces dispositions peuvent être étendues, par arrêtés du Ministre des finances, aux prospectus, catalogues, circulaires, prix-courants, avis divers et cartes de visites. (Loi du 25 juin 1856, art. 7.)

C'est ce qui a été fait par l'arrêté ministériel du 9 juillet 1856, sous les conditions suivantes : 1° lorsque ces objets sont expédiés sous forme de lettres, ils doivent être pliés de manière que les deux extrémités restent ouvertes des deux côtés et que leur contenu puisse être facilement vérifié ; 2° lorsqu'ils sont expédiés sous enveloppes, les enveloppes doivent avoir été coupées et rester ouvertes du côté droit

ou ne pas être cachetées ; 3° les enveloppes renfermant des cartes de visite ne doivent pas être cachetées. Les cartes de visite ordinaires et les cartes de visite portraits photographiés sont reçues au nombre de deux, sous une même enveloppe non cachetée.

Dispositions générales à tous les tarifs ci-dessus. — Tous les objets énumérés aux tarifs ci-dessus ne sont admis au bénéfice des taxes établies par la loi du 25 juin 1856 qu'autant qu'ils ont été affranchis. S'ils ont été expédiés sans affranchissement, ils sont taxés au prix du tarif des lettres.

S'ils ont été affranchis en timbres-poste et que l'affranchissement soit insuffisant, ils sont frappés en sus d'une taxe égale au triple de l'insuffisance de l'affranchissement.

Les taxes prévues par les deux paragraphes qui précèdent sont payées par l'expéditeur lorsque, par une cause quelconque, elles n'ont pas été acquittées par le destinataire. En cas de refus de paiement, le recouvrement en est opéré par voie de contrainte décernée par le directeur du bureau expéditeur, visée et déclarée exécutoire par le juge de paix du canton. (Loi du 25 juin 1856, art. 8, et loi du 20 mai 1854, art. 2.)

— Sont admis à jouir du bénéfice de la modération de taxe accordée pour le transport des imprimés, les objets ci-après désignés :

Les circulaires sur lesquelles il est ajouté après le tirage des chiffres ou des mots qui ne leur ôtent pas le caractère de circulaires et ne présentent aucun indice de correspondance personnelle ;

Les prix-courants et mercuriales sur lesquels sont portés les chiffres destinés à indiquer le prix des marchandises et des denrées ;

Les livres et brochures sur la couverture ou l'une des

feuilles desquels est placée une dédicace manuscrite consistant en un simple hommage ;

Les premiers avertissements, les sommations sans frais, et les avis officieux adressés par les percepteurs des contributions directes aux contribuables de leur circonscription, contenant les indications manuscrites que leur texte comporte ;

Les échantillons portant une marque de fabrique ou de marchand et accompagnés d'étiquettes indiquant le nom, l'adresse de l'expéditeur, du fabricant ou du marchand, ensemble ou séparément, le prix, la nature et la qualité de la marchandise ;

Les épreuves d'impression contenant des corrections typographiques et les manuscrits joints à ces épreuves et s'y rapportant, sous condition d'une autorisation préalable d'envoi, qui doit être demandée sur papier timbré au directeur général des postes. (Arrêté ministériel du 9 juillet 1856.)

Sauf les exceptions ci-dessus indiquées, les imprimés ne doivent contenir aucune écriture à la main, si ce n'est la date et la signature, et il est défendu d'y insérer, ainsi que dans tout paquet d'échantillons, de papiers de commerce ou d'affaires, aucune lettre ou note ayant le caractère de correspondance ou pouvant en tenir lieu.

En cas de contravention, les imprimés contenant de l'écriture, ainsi que les notes ou lettres insérées en fraude, sont saisis, et le contrevenant est poursuivi conformément aux dispositions de l'arrêté du 27 prairial an IX et de la loi du 22 juin 1854. (Voir page 389.)

— Les journaux et imprimés qui sont soumis au timbre ne peuvent être reçus à la poste qu'après avoir été revêtus de cette formalité.

Taxe des valeurs cotées. — On entend par valeurs

cotées les objets précieux autres que l'or et l'argent monnayés qui sont remis aux directeurs des postes pour être transportés d'un lieu dans un autre. Les valeurs cotées ne sont reçues qu'à découvert, et après estimation faite par le receveur des postes. L'estimation ne peut être moindre que 30 francs, ni s'élever au-dessus de 1,000 francs. Le droit perçu pour le transport a longtemps été de 5 p. 100 du montant de l'estimation ; il a été réduit à 2 p. 100 par la loi du 2 juillet 1846, puis à 1 p. 100, taux actuel, par la loi du 2 juillet 1862 ; il doit être payé par l'envoyeur ; la reconnaissance délivrée par l'administration est soumise à un droit de timbre de 20 cent. (L. 8 juin 1864, art. 6.)

Taxe des valeurs déclarées. — La loi du 5 nivôse an V avait défendu d'insérer, dans les lettres, de l'or ou de l'argent, des bijoux ou autres objets précieux et des valeurs payables au porteur ; mais cette loi n'ayant établi aucune pénalité en cas d'infraction, cette défense était devenue lettre morte, surtout depuis l'émission des billets de banque de 100 et de 200 francs et d'une quantité considérable de monnaie d'or. La circulation clandestine de ces valeurs dans les lettres imposait au service des postes une responsabilité morale que la loi du 4 juin 1859 a eu pour but de supprimer.

En conséquence, le public est autorisé à faire la déclaration du montant des billets de banque, bons, coupons de dividendes ou d'intérêts payables au porteur, insérés dans une lettre présentée à la formalité du chargement. (V. ci-après p. 405.) La déclaration ne doit pas excéder 2,000 fr. ; le montant des valeurs insérées doit être énoncé en francs et centimes et en toutes lettres à l'angle gauche supérieur de la lettre. (Loi du 4 juin 1859, art. 1 et 2.)

Il est perçu, indépendamment de la taxe d'affranchissement d'une lettre chargée, un droit de 10 cent. par chaque

100 fr. ou fraction de 100 fr. sur le montant de la valeur déclarée. (*Ibid.*, art. 4.) En cas de perte ou de soustraction d'une lettre chargée contenant une valeur déclarée, l'administration des postes est responsable du montant de la déclaration, sauf s'il y a eu force majeure. — L'action en responsabilité est portée devant les tribunaux civils. (*Ibid.*, art. 3.)

L'insertion dans les lettres des valeurs de toute nature autres que l'or, l'argent, les bijoux ou autres objets précieux est autorisée, même sans déclaration préalable, mais à la condition de faire *charger* les lettres qui les contiennent, et dans ce cas la responsabilité de l'administration ne dépasse pas celle qui résulte de la perte d'une lettre chargée. (*Ibid.*, art. 7.) (Voir p. 405.)

L'insertion des valeurs au porteur dans les lettres non chargées, ainsi que l'insertion dans les lettres de l'or ou de l'argent, des bijoux et autres effets précieux sont punies d'une amende de 50 à 500 fr. La poursuite est exercée à la requête de l'administration des postes qui a le droit de transiger. (*Ibid.*, art. 9.)

Toute déclaration frauduleuse d'une valeur supérieure à la valeur réellement insérée est punie d'un mois à un an de prison, et d'une amende de 16 à 500 fr., sans préjudice de l'application de l'art. 463 du Code pénal. (*Ibid.*, art. 5.)

— La loi du 4 juin 1859 interdisait l'insertion de valeurs dans les lettres pour l'étranger; mais, en vertu d'une convention conclue le 9 juillet 1861 entre la France et la Prusse, des valeurs au porteur jusqu'à concurrence de 2,000 fr. peuvent être insérées dans les lettres échangées entre la France et la Prusse et les États d'Allemagne, directement desservis par l'administration des postes de Prusse, à la condition d'en faire la déclaration dans les formes prescrites par la loi du 4 juin 1859 et de payer d'avance, indépendamment d'un droit fixe de 50 centimes et du port de la lettre,

selon son poids, un droit proportionnel de 30 centimes pour chaque 100 francs ou fraction de 100 francs.

Franchises. — La correspondance des fonctionnaires publics, exclusivement relative au service de l'État, est admise à circuler en exemption de taxe par la voie de la poste. Ce privilège remonte à l'origine même de l'institution des postes dont le but unique était, on s'en souvient, d'assurer le transport de cette correspondance et des courriers du roi. Il ne porte aucun préjudice au Trésor, puisque, s'il n'existait point, l'augmentation de recette qui en résulterait pour l'administration des postes serait balancée par un excédant de dépense équivalent imposé aux divers services publics.

L'exemption de taxe s'appelle *franchise*. La matière des franchises est réglementée aujourd'hui par l'ordonnance royale du 17 novembre 1844. Tous les fonctionnaires ne jouissent pas de la franchise au même degré. On peut sous ce rapport les diviser en trois classes :

1° Ceux qui en jouissent pour toutes les lettres qu'ils reçoivent et dont le contre-seing l'opère pour toutes celles qu'ils écrivent ;

2° Ceux qui en jouissent pour toutes les lettres qu'ils reçoivent, mais dont le contre-seing ne l'opère qu'à l'égard des lettres adressées par eux à certains fonctionnaires ;

3° Ceux qui n'en jouissent que pour les lettres qui leur sont adressées contre-signées par certains fonctionnaires et dont le contre-seing ne l'opère également qu'à l'égard de certaines personnes.

Les lettres et paquets relatifs au service de l'État s'expédient de deux manières : 1° sous bandes ; 2° par lettres fermées.

Les lettres fermées peuvent être pliées et cachetées sui-

vant la forme ordinaire, ou être mises sous enveloppe. Cette faculté d'expédier par lettres closes est permanente ou éventuelle. Elle est permanente notamment pour le chef de l'État, les hauts dignitaires, les directeurs généraux, etc... Elle est accordée aux préfets et sous-préfets pour la correspondance relative à des objets de police; dans ce cas, la dépêche porte sur la suscription le mot: *police* écrit à la main.

Les fonctionnaires autorisés éventuellement, mais seulement en cas de nécessité, à expédier leurs correspondances de service par lettres fermées doivent, indépendamment de leur contre-seing, déclarer sur la suscription, par une note signée d'eux, qu'il y a nécessité de fermer la dépêche; cette note est ainsi conçue : *Nécessité de fermer*.

Il est défendu de comprendre, dans les dépêches expédiées en franchise, des lettres, papiers et objets quelconques étrangers au service de l'État. Dans le cas de suspicion de fraude, les directeurs des postes sont autorisés ou à taxer ces dépêches ou à en faire vérifier le contenu en leur présence par les fonctionnaires auxquels elles sont adressées, ou par leurs fondés de pouvoir.

Si cette vérification donne lieu de reconnaître qu'il y a fraude, les objets étrangers au service sont saisis et sont joints au procès-verbal dressé à ce sujet, et transmis au directeur général des postes qui en rend compte au ministre des finances.

Les lettres ou paquets étrangers au service, et trouvés dans des dépêches contre-signées, sont envoyés aux destinataires frappés de la double taxe, et, en cas de refus de paiement de cette double taxe, ils sont renvoyés au fonctionnaire contre-signataire, lequel est tenu d'en acquitter le double port. (Art. 3 à 7 de l'ord. roy. du 17 novembre 1844.) La fraude commise par un fonctionnaire, en matière de franchises, est, en outre, punie de l'amende de 150 à

300 francs prononcée par l'arrêté du 27 prairial an IX. (Décret du 24 août 1848.)

Responsabilité et chargements. — En principe, l'administration des postes est irresponsable de la perte des lettres, imprimés ou paquets qui lui sont confiés. Le droit commun appliqué à cette administration qui est chargée du transport d'une immense quantité de lettres et de papiers dont il est impossible de constater le passage et de vérifier le contenu, aurait pour le Trésor de trop graves dangers, aujourd'hui surtout que la rapidité apportée dans la transmission des correspondances doit nécessairement diminuer les conditions de sécurité dans lesquelles s'opère cette transmission.

Il est fait cependant exception au principe de l'irresponsabilité dans trois cas, où les mêmes dangers n'existent pas; lorsqu'il s'agit de la perte : 1° d'une lettre *chargée*; 2° d'une valeur cotée; 3° d'une lettre contenant des valeurs déclarées.

1° Lettres chargées. — Le chargement d'une lettre consiste dans son inscription sur un registre spécial et avec des conditions particulières. Quiconque veut faire charger une lettre doit la remettre au préposé des postes qui lui en donne reçu, et payer indépendamment du port d'affranchissement établi, selon son poids, d'après le tarif ordinaire des lettres, un droit fixe de 20 centimes, pour la formalité du chargement.

Les lettres chargées sont remises aux destinataires sur leur récépissé; en cas de perte, l'indemnité due par l'administration est fixée à 50 francs. (Art. 14 de la loi du 3 nivôse an V.)

— La formalité du chargement est obligatoire pour les

lettres de convocation expédiées aux créanciers, à l'effet de tenter des règlements amiables, par les greffiers des tribunaux, agissant au nom des juges-commissaires, en exécution de l'art. 751 du Code de procédure civile, modifié par la loi du 24 mai 1858.

Ces lettres sont affranchies d'avance, suivant le tarif des lettres chargées, et, en cas de perte, l'administration est également responsable de l'indemnité de 50 francs.

2° Valeurs cotées. — Quant aux valeurs cotées, comme elles sont remises à découvert et que l'estimation en est faite par les employés des postes, l'administration répond de leur perte jusqu'à concurrence du montant de l'estimation qui, ainsi que nous l'avons dit, ne peut jamais s'élever au-dessus de 1,000 francs. (V. p. 400.)

3° Valeurs déclarées. — Les règles de responsabilité relatives à ces valeurs sont indiquées page 401.

— L'administration des postes, que la loi de nivôse an V déclare irresponsable de la *perte* d'une lettre non chargée, est-elle responsable de la *soustraction* commise par un de ses agents dans l'exercice de ses fonctions ? La Cour de Cassation avait justement décidé l'affirmative dans un arrêt du 12 mai 1851 ; mais la négative a été adoptée par le Conseil d'État dans plusieurs affaires soumises depuis cette époque à sa juridiction, par suite d'arrêts de conflits qui en avaient dessaisi l'autorité judiciaire.

Inviolabilité des correspondances. — Le secret des lettres confiées à la poste est inviolable ; il ne peut y être porté atteinte ni par les individus, ni par les corps constitués. (Loi des 10 et 14 août 1790.) Le même principe était écrit dans la législation antérieure à la révolution. (V. arrêt

du Conseil du 18 août 1773.) Les administrateurs et employés des postes sont tenus de prêter serment de *garder et observer fidèlement la foi due au secret des lettres* (loi du 26 août 1790), et la sanction de cette obligation se trouve dans l'article 187 du Code pénal. Aux termes de cet article, toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du gouvernement ou de l'administration des postes, est punie d'une amende de 16 francs à 300 francs. Le coupable doit être de plus interdit de toute fonction ou emploi public pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus. Les simples particuliers ne sont pas atteints par cette disposition.

Le principe du secret des lettres comprend l'interdiction pour les agents des postes de chercher à connaître ou à divulguer que telle personne reçoit ou expédie des lettres par la poste. Il renferme, en outre, l'obligation de remettre les lettres au destinataire même ou à son domicile. Toutefois, un droit ou un intérêt supérieurs à ceux du destinataire font quelquefois fléchir le principe. Ainsi les lettres adressées à un commerçant failli doivent être remises au syndic de la faillite (art. 474 du Code de commerce), et les magistrats chargés d'une poursuite criminelle ont le droit de saisir à la poste les lettres qu'ils croient utiles à la manifestation de la vérité. (Art. 35, 36, 37, 87 et 88 du Code d'instruction criminelle.)

Rebuts. — On appelle *rebuts* les correspondances qui n'ont pu être envoyées ou remises aux destinataires pour quelque cause que ce soit. Les règles générales qui régissent cette partie du service des postes sont les suivantes.

Les correspondances tombées en rebut se divisent en

trois catégories, selon les délais de leur conservation dans les bureaux de poste, savoir :

1° Rebut journaliers ; 2° rebuts de cinq jours ; 3° rebuts mensuels.

— La première catégorie comprend :

1° Les lettres refusées par les fonctionnaires publics pour cause de taxe ;

2° Les lettres d'origine étrangère, ainsi que les lettres chargées et les valeurs cotées refusées par les destinataires ou adressées à des personnes connues, mais dont la résidence actuelle est ignorée ;

3° Les lettres sans adresse ou ayant une adresse illisible ou incomplète ;

4° Les lettres pour l'étranger, dont le port devait être acquitté par les envoyeurs et qui ont été jetées par eux non affranchies ou insuffisamment affranchies dans les boîtes de poste ;

5° Les lettres tombées en rebut pour une cause quelconque et qui sont frappées sur l'adresse d'un timbre indiquant le nom de l'envoyeur ;

6° Les journaux, imprimés, échantillons et papiers d'affaires, non affranchis et refusés par les destinataires.

Cette nomenclature de rebuts journaliers a reçu des additions successives si nombreuses que nous ne pouvons indiquer ici que les principales.

— La deuxième catégorie comprend :

Les lettres adressées à des destinataires inconnus.

Toutes ces correspondances sont envoyées tous les jours, pour celles de la 1^{re} catégorie, et, tous les cinq jours, pour celles de la seconde, à l'administration centrale, où elles sont ouvertes sans délai, à l'exception de celles qui sont frappées d'un timbre indiquant le nom de l'auteur, pour être renvoyées sur-le-champ, d'après les renseignements

tirés de leur ouverture, soit aux destinataires, s'il y a lieu et si c'est possible, soit aux envoyeurs, qui sont tenus, s'ils les reprennent, d'en acquitter le port. On sait que pour les imprimés, échantillons et papiers d'affaires, l'obligation d'acquitter le port, en cas de refus par le destinataire, est imposée à l'envoyeur qui peut être poursuivi par voie de contrainte, en vertu des lois des 26 mai 1854, art. 2, et 25 juin 1856, art. 8. (V. p. 399.)

S'il est impossible de les faire parvenir aux destinataires ou aux envoyeurs, elles sont détruites au bout de 6 mois, lorsqu'elles ne présentent aucun intérêt, et après 5 ans seulement, à compter de leur ouverture, si elles paraissent d'un intérêt sérieux ou contiennent des effets ou valeurs.

— Les lettres de la troisième catégorie, qui ne sont envoyées que mensuellement à l'administration centrale, sont celles qui ont été refusées par les destinataires (à l'exception des journaux, imprimés, échantillons et papiers d'affaires), et celles qui n'ont point été retirées de la poste restante. Elles ne sont point ouvertes pour être réexpédiées comme celles des deux premières catégories ; on ne procède à leur ouverture qu'après des délais plus ou moins longs déterminés par les règlements pour chaque nature des lettres ; lorsqu'elles n'ont aucun intérêt, elles sont détruites sur-le-champ, et, dans le cas contraire, après 5 ans seulement, à partir du jour où elles ont été confiées à la poste.

Les procès-verbaux d'ouverture doivent être conservés pendant 10 ans après la destruction des pièces.

Le régime des lettres tombées en rebut est principalement réglé par l'ordonnance royale du 20 janvier 1819.

Système de correspondance des bureaux de poste.

— Les bureaux de poste correspondent entre eux directement ou indirectement. Ils correspondent directement, lorsqu'ils s'envoient sans intermédiaire les dépêches des-

tinées à leurs circonscriptions réciproques. Les bureaux qui servent d'intermédiaires entre ceux qui ne correspondent pas directement sont dits bureaux de *passé*.

Toute dépêche envoyée d'un bureau à un bureau correspondant est accompagnée d'une feuille d'avis exprimant le montant des taxes perçues et à percevoir.

La présence dans une dépêche de lettres chargées ou de valeurs cotées est indiquée par l'empreinte du timbre *chargé*, appliquée sur la feuille d'avis. Ces objets, accompagnés d'une feuille spéciale sur laquelle ils sont décrits, forment un paquet entouré d'une ficelle dont les extrémités sont scellées à la feuille d'avis.

Le bureau destinataire vérifie le contenu de la dépêche, et, lorsqu'à son tour il envoie la sienne au bureau correspondant, il lui accuse réception de celle qu'il a reçue avec l'indication des erreurs qu'il a pu trouver dans la dépêche.

Les feuilles d'avis sont transcrites, jour par jour, sur un registre tant à l'arrivée qu'au départ.

L'énoncé des taxes de toute nature portées par le directeur expéditeur sur sa feuille d'avis, pour être recouvrées par son correspondant, forme un rôle à la charge de ce dernier, et le montant doit en être porté dans ses recettes, sauf les réductions dont il justifie.

Modes de transport des dépêches. — Il y a plusieurs modes de transport des dépêches. Les uns sont ordinaires, les autres extraordinaires.

Les modes de transport ordinaires sont :

Les transports par régie ;

Les transports par entreprise ;

Les transports par abonnement ;

Et les transports gratuits.

Les transports par régie comprennent les malles-poste

conduites par les mailles de postes, et les bateaux à vapeur appartenant à l'État. — Les mailles-poste et les bateaux à vapeur appartenant à l'État, chargés du service des dépêches, font également le service des voyageurs pour le compte de l'administration des postes. Ces deux modes de transport des dépêches et des voyageurs tendent à disparaître chaque jour pour être remplacés par les transports par entreprise.

Les transports par entreprise comprennent les différents services sur terre et sur mer, à pied, à cheval, en voiture, en bateaux à voiles ou à vapeur, soumissionnés et exécutés par les compagnies ou les particuliers.

Les transports par abonnement comprennent les transports par les chemins de fer ou les bateaux à vapeur, quand le transport gratuit n'a point été stipulé dans le cahier des charges des compagnies concessionnaires, ou quand l'administration, pour obtenir des trains spéciaux, doit traiter de gré à gré avec ces compagnies.

Les transports gratuits sont ceux imposés par la loi aux adjudicataires des chemins de fer. (Voir les différentes lois de concession.)

Les dépêches transportées soit par régie, soit par abonnement, soit gratuitement, sont toujours confiées à la garde et accompagnées d'un agent de l'administration chargé de les recueillir et de les distribuer sur toute la ligne parcourue.

Sur les chemins de fer, le transport des dépêches se fait le plus souvent d'une manière spéciale, au moyen de wagons transformés en véritables bureaux de poste, — recueillant ou remettant à chaque station, non-seulement les dépêches qui leur sont adressées par des bureaux correspondants ou qu'ils leur expédient eux-mêmes, mais encore les lettres retirées des boîtes des différentes gares avant le passage des trains, — et faisant, pendant la marche, le travail ap

tri et de manipulation des lettres qui est fait dans tout bureau de poste. — Ces wagons portent, en raison de ce travail, le nom de *bureaux ambulants*.

Les dépêches transportées par entreprise sont en général livrées aux entrepreneurs qui en sont responsables. Elles sont échangées par leurs soins.

Les transports extraordinaires des dépêches s'effectuent, lorsqu'il y a lieu, par la voie de la poste aux chevaux au moyen d'estafettes, ou par des exprès.

Prescription. — Sont acquis à l'État, après un délai de huit années, à partir du jour de leur dépôt ou de leur entrée dans le service des postes : 1° les espèces monnayées, métaux précieux, bijoux, médailles, billets de banque et autres valeurs au porteur, trouvés, après ouverture, dans les lettres et paquets tombés en rebut; 2° les valeurs et objets précieux recueillis dans les boîtes ou aux guichets des bureaux de poste, dont les propriétaires n'ont pu être trouvés ou ne se sont pas fait connaître (L. 5 mai 1855). (Voir, pour la prescription des articles d'argent, page 414.)

§ III. — SERVICE DES ARTICLES D'ARGENT.

L'origine de ce service remonte, ainsi que nous l'avons vu, à 1629, époque à laquelle les particuliers furent autorisés à déposer dans les bureaux de poste, pour être transportées d'un lieu dans un autre, des sommes d'argent jusqu'à concurrence de 100 livres, en même temps qu'il leur était interdit d'insérer dans leurs lettres des valeurs et des objets précieux. Cette prohibition subsiste encore pour l'or, l'argent, les bijoux et autres objets précieux (lois

des 3 nivôse an V, et 4 juin 1859, art. 9); mais la faculté de se servir de la poste pour les envois de fonds n'est plus limitée quant à l'importance de la somme. (Loi du 5 nivôse an V.) Le prix du transport avait été fixé, par la loi de nivôse, à 5 p. 100 de la valeur déposée; la loi du 3 juillet 1846 l'a réduit à 2 p. 100, et celle du 2 juillet 1862 à 1 p. 100.

On appelle articles d'argent les sommes ainsi déposées.

Jusqu'en 1817, le service des articles d'argent s'est effectué dans les conditions d'un transport matériel de fonds; mais, à cette époque, on a renoncé à un système aussi dangereux qu'incommode, et ce service a pris le caractère d'une opération de banque. Le déposant reçoit, en échange de la somme versée, un mandat payable dans tous les bureaux de poste : à vue, s'il est de 300 francs et au-dessous; et, après avis préalable du bureau qui l'a délivré au bureau qui doit le payer, s'il s'élève au-dessus de 300 francs. Ce mandat ne peut se négocier ni se transmettre. Il est soumis au timbre de 20 cent., s'il est de plus de 10 francs. (L. 8 juin 1864, art. 6.)

Les receveurs des postes peuvent délivrer des mandats d'articles d'argent à destination des pays étrangers avec lesquels il existe des conventions internationales; le droit est de 20 cent. par 10 francs ou fraction de 10 francs. Ces mandats sont exempts du droit de timbre et négociables. Il ne leur est permis d'en délivrer sur les payeurs des armées françaises et sur les trésoriers de la marine dans les colonies, que pour les militaires et marins de tous grades, en activité de service, et pour les individus déportés dans les établissements pénitentiaires de la France.

— Les mandats d'articles d'argent sont payables, à partir du jour du versement des fonds, savoir :

Pendant deux mois, les mandats délivrés en France et en Algérie, au profit des particuliers, à destination de la France;

Pendant six mois : 1° les mandats délivrés au profit des militaires et marins de tout grade, employés en Europe ; 2° les mandats délivrés en Algérie pour l'Algérie, au profit des particuliers ; 3° les mandats délivrés au profit des militaires et marins à destination des villes du Levant où la France entretient des bureaux de poste.

Pendant un an : 1° les mandats délivrés au profit des militaires et marins de tout grade, employés hors d'Europe ; 2° les mandats délivrés en France, à destination de l'Algérie ; 3° les mandats délivrés au profit des transportés à Cayenne ; 4° les mandats délivrés au profit des marins et des militaires de la marine et adressés dans un des ports de France ; 5° les mandats délivrés au profit des détenus aux bagnes, et adressés dans un des ports de France où il existe un de ces établissements.

— La loi du 31 janvier 1833 déclare définitivement acquis à l'État les articles d'argent, dont le remboursement n'aura pas été réclamé par les ayants droit, dans le délai de huit années, à partir du jour du versement des fonds.

§ IV. — PROCÉDURE ET COMPÉTENCE.

Les dispositions législatives spéciales au contentieux des postes sont assez rares. Nous allons les citer, pour les appliquer ensuite aux principaux cas que peut présenter ce contentieux. Cette marche nous paraît la plus simple à suivre pour exposer cette matière.

1° Aux termes de l'art. 3 de la loi du 26 août 1790, toutes les contestations dont le jugement était renvoyé par les règlements des postes et des messageries aux intendants de province et au lieutenant de police à Paris, ainsi que celles

qui peuvent s'élever à l'occasion de l'exécution des décrets, des tarifs de perception et des recouvrements, sont portées devant les *juges ordinaires*. — La compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire nous paraît ressortir de cette disposition, à l'exclusion de celle des tribunaux de l'ordre administratif, en matière postale. Cependant des arrêts de conflit ont plusieurs fois attribué à la juridiction administrative des contestations relatives à la responsabilité de l'administration des postes, contrairement à la jurisprudence de la Cour de cassation. — La question se trouve du reste aujourd'hui résolue, relativement à la responsabilité des valeurs déclarées, par l'art. 3 de la loi du 4 juin 1859, cité plus bas.

2° Le décret du 27 prairial an IX, en établissant le monopole de l'administration, pour le transport des correspondances, contient quelques règles pour la poursuite des contraventions (V. p. 389).

3° L'art. 2 de la loi du 20 mai 1854, rappelé par l'art. 8 de la loi du 25 juin 1856, autorise l'administration à poursuivre contre l'expéditeur, par voie de contrainte décernée par le directeur du bureau expéditeur, visée et déclarée exécutoire par le juge de paix du canton, le recouvrement des taxes dont sont frappés les imprimés, échantillons et papiers de commerce et d'affaires, qui auraient été refusés par le destinataire (V. p. 399).

4° L'art. 3 de la loi du 4 juin 1859 dispose que l'action en responsabilité contre l'administration des postes pour la perte d'une *valeur déclarée*, est portée devant les tribunaux civils (V. p. 402).

5° Enfin, l'art. 9 de la loi du 4 juin 1859 dispose que la poursuite est exercée à la requête de l'administration, pour l'insertion des valeurs au porteur dans les lettres non chargées, ainsi que pour l'insertion dans toute lettre chargée

ou non chargée d'objets d'or, d'argent, bijoux ou autres objets précieux.

— Quelles sont les règles générales qui ressortent de cette législation ? Nous allons les indiquer en suivant les cas principaux que peut présenter le contentieux postal.

1° L'administration peut avoir à poursuivre le recouvrement des taxes, soit que l'expéditeur n'ait pas affranchi, soit que l'affranchissement ait été insuffisant. Si le destinataire refuse le paiement de la taxe ou du supplément, l'administration retient la lettre ou l'objet transporté, mais elle est sans action contre le destinataire et contre l'expéditeur, sauf le cas où l'objet transporté est dans la catégorie de ceux pour lesquels l'art. 8 de la loi du 25 juin 1856, rappelé ci-dessus, autorise le recouvrement de la taxe par voie de contrainte administrative contre l'expéditeur. — Dans ce dernier cas, la procédure et la compétence sont les mêmes que pour les autres impôts indirects. (V. p. 231).

2° L'administration peut avoir à poursuivre les contraventions que nous avons indiquées à propos de chaque matière. Le procès-verbal constatant ces contraventions peut être fait par un seul agent. Le décret du 27 prairial an IX dit quels sont les agents qui ont pouvoir pour constater les contraventions (V. p. 389). — Le procès-verbal est adressé au ministère public, qui seul a l'initiative des poursuites (déc. du 27 prairial an IX, art. 5), sauf les cas prévus par l'art. 9 de la loi du 4 juin 1859, rapporté ci-dessus, et pour lesquels la poursuite est exercée à la requête de l'administration. — L'administration peut transiger, avant comme après jugement. (Ord. royale du 19 février 1843.) — Les autres règles de procédure et de compétence en matière correctionnelle sont applicables.

3° Les particuliers peuvent avoir à poursuivre l'administration : 1° pour taxe illégale; le juge de paix est compé-

tent, en raison de la faible importance de la somme en litige; — 2° pour le cas de responsabilité résultant de la perte des lettres ou objets qui lui sont confiés, et pour le paiement des mandats d'articles d'argent; la compétence nous paraît être, malgré plusieurs arrêts de conflit (v. page 406), celle des tribunaux civils (juge de paix ou tribunal de 1^{re} instance, suivant l'importance de la demande); elle résulte d'ailleurs expressément de l'article 3 de la loi du 4 juin 1859, pour les valeurs déclarées. — Dans ces deux cas, il n'y a pas de règles spéciales pour la procédure.

4° En cas de contravention, par les entrepreneurs de voitures publiques, aux dispositions de la loi du 13 ventôse an XIII, l'amende de 500 fr. établie par cette loi est poursuivie devant les tribunaux de police correctionnelle à la requête des maîtres de poste.

§ V. — ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION DES POSTES.

Nous avons déjà dit que l'administration centrale se compose d'un directeur général, d'un conseil d'administration composé de trois administrateurs, de chefs de bureau, sous-chefs et commis de toute classe.

Le personnel de chaque département comprend un directeur, des receveurs principaux, des receveurs, des contrôleurs, des commis principaux et des commis ordinaires, des distributeurs, des entrepôseurs, des facteurs bolitiers, des brigadiers facteurs, des facteurs chefs, des facteurs et des maîtres de poste.

— Le directeur général dirige et surveille, sous les ordres du ministre des finances, toutes les parties du service. Il travaille seul avec le Ministre, correspond seul avec les

autorités militaires, administratives et judiciaires, et signe seul les ordres généraux de service. Il est nommé par le chef de l'état. Il nomme tous les sous-chefs et commis de l'administration centrale, tous les receveurs dont le traitement n'atteint pas 2,000 fr. et dépasse 1,000 fr., et les commis de toute classe dans les départements. Tous les agents au-dessus de ces divers grades sont à la nomination du Ministre des finances, et tous ceux au-dessous, à celle des préfets.

— Le conseil d'administration, présidé par le directeur général, délibère sur la formation du budget de l'administration, sur toutes les affaires contentieuses, sur les créations et suppressions d'emplois et d'établissements de poste, sur la création ou la suppression de services de transport des dépêches, sur les projets, devis, marchés et adjudications, sur la liquidation des dépenses, sur toutes les questions de tarifs et de franchises, sur les traités avec les offices étrangers, sur l'admission des employés à la retraite, les liquidations de pensions et les concessions de secours, sur les révocations, destitutions et autres punitions encourues par les employés et agents de tout grade.

— Chaque administrateur est en outre chargé de diriger une partie du service, sous les ordres du directeur général.

Les administrateurs sont nommés par le chef de l'état.

— Les chefs de bureau sont nommés par le ministre des finances.

— Le directeur est placé à la tête du service dans chaque département; il le dirige et le surveille; il est nommé par le ministre des finances.

Les directeurs spéciaux des bureaux ambulants occupent le premier rang parmi les agents de tout grade de ces bureaux. Ils surveillent toutes les opérations du service dans l'étendue de leur circonscription.

— Le receveur est un agent qui dirige le service d'un bureau de poste. Les bureaux sont simples ou composés : simples, quand ils sont gérés par un receveur seul ; composés, quand le receveur a sous ses ordres un ou plusieurs employés. Le receveur est chargé de toutes les opérations qui constituent le service des postes : recevoir et taxer les lettres, journaux et papiers qui circulent par la voie de la poste, former les dépêches, assurer et surveiller leur transport, faire opérer la distribution des correspondances et le recouvrement de la taxe, délivrer les mandats d'articles d'argent, estimer les valeurs cotées, vendre les timbres-poste, etc. Le receveur du chef-lieu dans chaque département est chargé, en outre, sous le nom de receveur principal, de centraliser la comptabilité de ses collègues du même département.

Les receveurs sont assujettis à un cautionnement.

Il sont nommés par le ministre des finances, le directeur général ou les préfets, suivant le chiffre de leur traitement, ainsi que nous l'avons dit plus haut.

— Les contrôleurs participent, sous la direction et le contrôle du directeur, à tous les travaux de la direction ; ils sont nommés par le ministre.

— Le chef de brigade dirige, sous sa responsabilité, le service d'un ou plusieurs bureaux ambulants.

— Les commis principaux coopèrent, sous les ordres du receveur, à la surveillance du service du bureau auquel ils sont attachés ; ils remplacent les receveurs dont ils exercent l'autorité en cas d'absence ; ils sont nommés par le directeur général.

— Les commis de toute classe dans les départements sont, ou adjoints au directeur, ou attachés à un bureau de recette ; ils coopèrent au travail sous l'autorité de leur

chef immédiat ; ils sont nommés par le directeur général.

— Les surnuméraires sont des agents non rétribués qui remplissent les fonctions de commis ; ils sont nommés par le directeur général.

— Les distributeurs sont préposés à la gestion des bureaux de distribution ; un distributeur est en relation avec une ou plusieurs recettes , il relève de celle à laquelle il rend compte des produits créés dans sa distribution, il reçoit des lettres chargées, il vend des timbres-postes, affranchit des journaux et imprimés ; mais il ne reçoit ni articles d'argent, ni valeurs cotées, ni lettres contenant des valeurs déclarées.

Les distributeurs sont nommés par le préfet de leur département.

Il y a deux classes de distributeurs : les distributeurs chargés exclusivement d'un service sédentaire, et les facteurs boîtiers joignant au travail sédentaire le service de la distribution des lettres à domicile. (Décision ministérielle du 7 juin 1850.)

— Les préposés des postes dans les gares sont chargés de l'échange des dépêches, de la surveillance du service des chargeurs et du service des boîtes mobiles.

— Les entreposeurs reçoivent et expédient les dépêches des bureaux et des distributions qui ne se trouvent pas sur le passage des courriers ; ils n'ont aucun rapport avec le public ; ils sont nommés par les préfets.

— Les boîtiers à Paris n'ont d'autre attribution que la garde des boîtes où le public jette les lettres, et la vente des timbres-postes.

— Le brigadier facteur surveille, sous l'autorité du directeur, le service de tous les sous-agents du département.

Dans l'intervalle de ses tournées, il exécute les travaux que lui confie le directeur.

— Les facteurs sont chargés de la remise des lettres à domicile et du recouvrement de la taxe.

Les facteurs sont nommés : à Paris, par le directeur général, et, dans les départements, par les préfets.

— Tous les agents et sous-agents de l'administration des postes appelés à concourir au travail de manipulation des correspondances sont tenus, avant d'entrer en fonctions, de prêter le serment professionnel. (V. p. 407.)

Nous connaissons les obligations des mattres de poste (V. p. 381) ; ils sont nommés par le ministre des finances.

DEUXIÈME PARTIE

TARIFS

CHAPITRE PREMIER

CONTRIBUTIONS DIRECTES.

TARIF

DE LA CONTRIBUTION DES PORTES ET FENÊTRES.

POPULATION DES VILLES ET DES COMMUNES.	POUR LES MAISONS A					POUR LES MAISONS A SIX OUVERTURES ET AU- DESSUS.		
	1 ouverture. 2 ouvertures. 3 ouvertures. 4 ouvertures. 5 ouvertures.					Portes cochées, charre- tieres et de maga- sins.	Portes ordin ^{es} et fenêtres du rez-de- chaussée, de l'entre- sol, des 1 ^{er} et 2 ^e étages.	Fenêtres du 3 ^e étage et des étages supé- rieurs.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au-dessous de 5,000 âmes. .	0 30	0 45	0 90	1 60	2 50	1 60	0 60	0 60
De 5,000 à 10,000 âmes. . .	0 40	0 60	1 25	2 20	3 25	2 50	0 75	0 75
De 10,000 à 25,000 âmes. . .	0 50	0 80	1 80	2 80	4 00	7 40	0 90	0 75
De 25,000 à 50,000 âmes. . .	0 60	1 00	2 70	4 00	5 30	11 20	1 20	0 75
De 50,000 à 100,000 âmes. .	0 80	1 20	3 60	5 20	7 00	15 00	1 50	0 75
Au-dessus de 100,000 âmes.	1 00	1 50	4 50	6 40	8 50	18 30	1 90	0 75

Dans les villes et communes au-dessus de 5,000 âmes, la taxe correspon-
dante au chiffre de leur population ne s'applique qu'aux habitations com-
prises dans les limites intérieures de l'octroi. Les habitations dépendantes de
la banlieue sont portées dans la classe des communes rurales. (Loi du
21 avril 1832, art. 24.)

TARIF GÉNÉRAL DES DROITS DE PATENTE.

Commerces, Industries et Professions rangés par catégories
et par classes.

TABLEAU A.

Annexé à la loi du 25 avril 1844, et mis au conrant des modifications, additions et retranchements qui y ont été apportés par les lois des 18 mai 1850, 4 juin 1858, 10 mai 1863, 18 juillet 1866, 2 août 1868, et 18 mai 1869.

TARIF GÉNÉRAL

DES PROFESSIONS IMPOSÉES EN ÉGARD À LA POPULATION.

CLASSES.	DROIT FIXE DANS LES COMMUNES							
	au-dessus de 100,000 âmes.	de 50,001 à 100,000 âmes.	de 30,001 à 50,000 âmes.	de 20,001 à 30,000 âmes.	de 10,001 à 20,000 âmes.	de 5,001 à 10,000 âmes.	de 2,001 à 5,000 âmes.	de 2,000 âmes et au-dessous.
1 ^{re}	300 ^f	240 ^f	180 ^f	120 ^f	80 ^f	60 ^f	45 ^f	35 ^f
2 ^e	150	120	90	60	45	40	30	25
3 ^e	100	80	60	40	30	25	22	18
4 ^e	75	60	45	30	25	20	18	12
5 ^e	50	40	30	20	15	12	9	7
6 ^e	40	32	24	16	10	8	6	4
7 ^e	20	16	12	8	* 8	* 5	* 4	* 3
8 ^e	12	10	8	6	* 5	* 4	* 3	* 2

Le signe * veut dire exemption du droit proportionnel.

Sont répnés :

Marchands en gros,	{	ceux qui vendent habituellement à d'autres marchands (loi du 18 mai 1850).
Marchands en demi-gros,	{	ceux qui vendent habituellement aux détaillants et aux consommateurs (lois des 25 avril 1844 et 18 mai 1850).
Marchands en détail,	{	ceux qui ne vendent habituellement qu'aux consommateurs (lois des 25 avril 1844 et 18 mai 1850).

PREMIÈRE CLASSE (1).

Aiguilles à coudre et à tricoter (marchand d') en gros.	Cloutier (marchand) en gros.
Bas et bonneterie (marchand de) en gros.	Coton en laine (marchand de) en gros.
Beurre frais ou salé (marchand de) en gros.	Coton filé (marchand de) en gros.
Bimbelotier (marchand) en gros.	Coutellerie (marchand de) en gros.
Blondes (marchand de) en gros.	Crin frisé (marchand de) en gros.
Bois à brûler (marchand de); celui qui, ayant chantier ou magasin, vend au stère ou par quantité équivalente ou supérieure.	Cristaux (marchand de) en gros.
Bois de marine ou de construction (marchand de).	Cuir en vert étrangers (marchand de) en gros.
Bois merrain (marchand de) en gros, s'il vend par bateau ou charrette.	Cuir tannés, corroyés, lissés, vernissés (marchand de) en gros.
Bois de sciage (marchand de) en gros.	Denrées coloniales (marchand de) en gros.
Bronzes, dorures et argentures sur métaux (marchand de) en gros.	Dentelles (fabricant de) en gros.
Cachemires de l'Inde (marchand de).	Dentelles (marchand de) en gros.
Caisse d'escompte (tenant).	Diamants et pierres fines (marchand de).
Caisse ou comptoir d'avances ou de prêts (tenant).	Droguiste (marchand) en gros.
Caisse ou comptoir de recettes et de paiements (tenant).	Eaux-de-vie (marchand d') en gros.
Châles (marchand de) en gros.	Épicerie (marchand d') en gros.
Changeur de monnaies.	Épingles (marchand d') en gros.
Chapeaux de feutre, de sole et de paille (marchand de) en gros.	Escompteur.
Chapellerie (marchand de matières premières pour la).	Faïence (marchand de) en gros.
Charbon de bois (marchand de) en gros.	Fanons ou barbes de haleine (marchand de) en gros.
Charbon de terre épuré ou non (marchand de) en gros; celui qui vend habituellement par voiture de 1,000 kilogrammes et au-dessus.	Fer en barres (marchand de) en gros; celui qui vend habituellement par parties d'au moins 500 kilogr.
Chiffonnier (marchand) en gros; celui qui a magasin et qui vend habituellement par quantités excédant 2,000 kilogrammes.	Fil de fer ou de laiton (marchand de) en gros.
	Fleurats et filsoelle (marchand de) en gros.
	Fromages secs (marchand de) en gros.
	Fruits secs (marchand de) en gros.
	Glaces (marchand de) en gros.
	Graines fourragères, oléagineuses et autres (marchand de) en gros; celui qui vend habituellement par quantités équivalentes à 10 hectolitres et au-dessus.
	Horlogerie (marchand en gros de pièces d').

(1) Le droit proportionnel des patentables de la 1^{re} classe du tableau A est du 15^e de la valeur locative, sauf les exceptions mentionnées dans le tableau D ci-après.

Huiles (marchand d') en gros.	Porcelaine (marchand de) en gros.
Inhumations et pompes funèbres (entreprise des) dans les villes autres que Paris.	Quincaillerie (marchand de) en gros.
Laine brute ou lavée (marchand de) en gros.	Résines et autres matières analogues (marchand de) en gros.
Laine filée ou peignée (marchand de) en gros.	Rognes ou œufs de morue (marchand de) en gros.
Lait (marchand expéditeur de).	Rouge végétal (marchand de) en gros.
Liège brut (marchand de) en gros.	Rubans pour modes (marchand de) en gros.
Lin ou chanvre brut ou filé (marchand de) en gros.	Safran (marchand de) en gros.
Liquenrs (marchand de) en gros.	Sangsues (marchand de) en gros.
Mercerie (marchand de) en gros.	Savon (marchand de) en gros.
Métaux (marchand de) en gros, autres que l'or, l'argent, le fer en barres et la fonte.	Sel (marchand de) en gros.
Miel et cire brute (marchand expéditeur de).	Soie (marchand de) en gros.
Mine de plomb (marchand de) en gros.	Soies de porc ou de sanglier (marchand de) en gros.
Œufs ou volailles (marchand expéditeur d').	Soufre (marchand de) en gros.
Os pour la fabrication du noir animal (marchand d') en gros.	Sucre brut et raffiné (marchand de) en gros.
Papetier (marchand) en gros.	Suif fondu (marchand de) en gros.
Parfumeur (marchand) en gros.	Tabac (marchand de) dans le département de la Corse, en gros.
Pasteis (marchand de) en gros.	Tabac en feuilles (marchand de).
Peaussier (marchand) en gros.	Teinture (marchand en gros de matières premières pour la).
Pelletteries et fourrures (marchand de) en gros, s'il tire habituellement des pelletteries de l'étranger, ou s'il en envoie.	Thé (marchand de) en gros.
Pendules et bronzes (marchand de) en gros.	Tissus de laine, de fil, de coton, de soie ou de crin (marchand de) en gros.
Pierres fines (marchand de).	Ventes à l'encan (directeur d'un établissement de).
Planches (marchand de) en gros.	Verres blancs et cristaux (marchand de) en gros.
Plume et duvet (marchand de) en gros.	Vinaigre (marchand de) en gros.
Poisson salé, mariné, sec et fumé (marchand de) en gros.	Vins (marchand de) en gros ; vendant habituellement des vins par pièce ou paniers de vins fins, soit aux marchands en détail et aux cabaretiers, soit aux consommateurs.

DEUXIÈME CLASSE (4).

Abattoir public (concessionnaire on fermier d'). Aiguilles à coudre et à tricoter (marchand d') en demi-gros. Bas et bonneterie (marchand de) en demi-gros. Benrre frais on selé (marchand de) en demi-gros. Bijoutier (marchand fabricant) ayant atelier et magasin. Blondes (marchand de) en demi-gros. Bois à brûler (marchand de); celui qui, n'ayant ni chantier ni magasin, vend sur bateau ou sur les ports, au stère ou par quantité équivalente on supérieure. Bois de teinture (marchand de) en demi-gros. Bronzes, dorures et argentures sur métaux (marchand de) en demi-gros. Carrossier (fabricant). Chapeux de feutre, de soie et de paille (marchand de) en demi-gros. Cloutier (marchand) en demi-gros. Condition pour les soies (entrepreneur ou fermier d'une). Colon filé (marchand de) en demi-gros. Coutellerie (marchand de) en demi-gros. Crin frisé (marchand de) en demi-gros. Cristaux (marchand de) en demi-gros. Cuir tannés, corroyés, lissés, vernissés (marchand de) en demi-gros. Dentelles (marchand de) en demi-gros. Dentelles (fabricant de) en demi-gros. Diorama, panorama, néorama, géorama (directeur de). Droguiste (marchand) en demi-gros.	Eaux-de-vie (marchand d') en demi-gros. Entrepôt (concessionnaire, exploitant on fermier des droits d'emmagasinage dans un). Entreprise générale du balayage, de l'arrosage on de l'enlèvement des bones. Épicerie (marchand d') en demi-gros. Épingles (marchand d') en demi-gros. Fanons ou barbes de baleine (marchand de) en demi-gros. Fil de fer ou de laiton (marchand de) en demi-gros. Fleurts et filloselle (marchand de) en demi-gros. Glaces (marchand de) en demi-gros. Huiles (marchand d') en demi-gros. Joaillier (fabricant et marchand) ayant atelier et magasin. Laine filée ou peignée (marchand de) en demi-gros. Lin ou chanvre brut ou filé (marchand de) en demi-gros. Magesin général (exploitant un). Merceries (marchand de) en demi-gros. Métaux (marchand en demi-gros de) autres que l'or, l'argent, le fer en barres, la fonte. Nouveautés (marchand de) n'occupant pas plus de cinq personnes préposées à la vente. Or et argent (marchand d'). Orfèvre (marchand fabricant) avec atelier et magasin. Papetier (marchand) en demi-gros. Parfumeur (marchand) en demi-gros. Peaussier (marchand) en demi-gros. Porcelaine (marchand de) en demi-gros.
--	---

(1) Le droit proportionnel des 1^{re}, 3^e, 4^e, 5^e et 6^e classes du tableau A est du 20^e de la valeur locative de l'habitation et de l'établissement, sauf les exceptions mentionnées dans le tableau D ci-dessus.

Quincaillier en demi-gros.	Sucre brut et rafiné (marchand de) en demi-gros.
Rubans pour modes (marchand de) en demi-gros.	Snif fondu (marchand de) en demi-gros.
Résines et autres matières analogues (marchand de) en demi-gros.	Tabletterie (marchand expéditeur de).
Savon (marchand de) en demi-gros.	Thé (marchand de) en demi-gros.
Sel (marchand de) en demi-gros.	Tissus de laine, de fil, de coton, de soie ou de crin (marchand de), en demi-gros.
Serrurerie (marchand expéditeur d'objets de).	Verres blancs et cristaux (marchand de) en demi-gros.
Soie (marchand de) en demi-gros.	Verroterie et gobeletterie (marchand de) en demi-gros.
Soies de porc ou de sanglier (marchand de) en demi-gros.	
Soufre (marchand de) en demi-gros.	

TROISIÈME CLASSE (1).

Affineur d'or, d'argent ou de platine.	Chimiste expert.
Agréeur.	Chocolat (marchand de) en gros.
Ardoises (marchand d') en gros. Celui qui expédie par bateaux ou voitures.	Chocolat (fabricant de), avec machine à vapeur ou ouvriers.
Bâtiments (entrepreneur de).	Cidre (marchand de) en gros.
Bazar de voitures (tensent).	Cirage ou encaustique (fabricant de), avec machine à vapeur ou ouvriers.
Bière (entrepositaire ou marchand en gros de).	Comestibles (marchand de).
Bijoutier (marchand) n'ayant point d'atelier.	Confiseur.
Bimbelotier (marchand) en demi-gros.	Conserves alimentaires (marchand de).
Bœufs (marchand de).	Coraux (préparateur de).
Bois de sciage (marchand de). Si, ayant chantier ou magasin, il ne vend qu'aux menuisiers, ébénistes, charpentiers et aux particuliers.	Coraux bruts (marchand de).
Bois d'ébénisterie (marchand de).	Cnirs en vert du pays (marchand de) en gros.
Bois en grume ou de charonnage (marchand de).	Déménagements (entrepreneur de), s'il a plusieurs voitures.
Bouchons (marchand de) en gros.	Dentelles (entrepreneur de fabrication de). Celui qui, fournissant le fil, et moyennant un prix convenu, fait fabriquer pour des maisons qui lui donnent des dessins.
Broderies (fabricant et marchand de) en gros.	Distillateur-liquoriste.
Caractères d'imprimerie (fondeur de).	Drogiste (marchand) en détail.
Carton ou carton-pierre (marchand fabricant d'ornements en pâte de).	Eau filtrée ou clarifiée et dépurée (entrepreneur d'un établissement d').
Châles (marchand de) en détail.	Encre à écrire (fabricant et marchand en gros d').
Chardons pour le cardage (marchand de) en gros.	Éponges (marchand d') en gros.

(1) Droit proportionnel comme pour la 2^e classe (voir ci-dessus).

Équipements militaires (marchand d'objets d').	Pâtissier expéditeur.
Essayeur pour le commerce.	Pendules et bronzes (marchand de) en détail.
Fer en meubles (marchand de).	Pharmacien.
Fondeur d'or et d'argent.	Pianos et clavecins (facteurs et marchands en boutique ou magasin de).
Fruits secs (marchand de) en demi-gros.	Plaqué ou doublé d'or ou d'argent (fabricant et marchand d'objets en).
Gantier (marchand-fabricant).	Plume et duvet (marchand de) en détail.
Glaçier-limonadier.	Plumes à écrire (marchand expéditeur de).
Harpes (facteur et marchand de), ayant boutique ou magasin.	Poisson salé, mariné, sec et fumé (marchand de) en demi-gros.
Horloger.	Restaurateur à la carte.
Hôtel garni (maître d') tenant un restaurant à la carte.	Saleur de viandes.
Houblon (marchand de) en gros.	Sarraux ou blouses (marchand de) en gros.
Hydromel (fabricant et marchand d').	Seillier-carrossier.
Imprimeur-libraire.	Soie (marchand de) en détail.
Imprimeur-typographe.	Soudes végétales indigènes (marchand en gros de).
Imprimerie (marchand de presses, caractères et ustensiles d').	Tabac (marchand de) en demi-gros, dans le département de la Corse.
Instruments de musique (marchand expéditeur d').	Tabletterie (marchand de matières premières pour la).
Jambons (marchand expéditeur de).	Tailleur (marchand), avec magasin d'étoffes.
Joillier (marchand), n'ayant point d'atelier.	Tapis de laine et tapisseries (marchand de).
Lattes (marchand de) en gros.	Tissus de laine, de fil, de coton, de soie ou de crin (marchand de) en détail.
Libraire-éditeur.	Tonnerrie de Saint-Claude (marchand expéditeur d'articles de).
Linger (fournisseur).	Tourteaux (marchand de).
Liqueurs (fabricant de).	Traitier donnant à manger chez lui ou portant en ville.
Marbre (marchand de) en gros.	Varech (marchand de) en gros.
Modes (marchand de).	Vollier pour son compte.
Nacre brute (marchand de).	
Navires (constructeur de).	
Orfèvre (marchand) sans atelier.	
Pacotilleur. (Celui qui expédie par petites quantités dans les colonies ou à l'étranger des marchandises diverses, et qui reçoit, en retour, soit de l'argent, soit des marchandises d'une autre nature.)	

QUATRIÈME CLASSE (1).

Agent d'affaires.	Alambics et autres grands vaisseaux en cuivre (fabricant ou marchand d').
Aiguilles à coudre et à tricoter (marchand d') en détail.	Amidon (marchand d') en gros.

(1) Droit proportionnel comme pour la 2^e classe (voir ci-dessus).

- Anchois (saleur d') en gros.
 Apparanx (maître d').
 Appréciateur au Mont-de-Piété.
 Arbitre rapporteur près les tribunaux de commerce (s'il en fait sa profession habituelle).
 Aubergiste.
 Balais (marchand expéditeur de).
 Baleines (marchand de brins de).
 Bas et bonneterie (marchand de) en détail.
 Billards (fabricant de) ayant magasin.
 Billard (maître de).
 Blondes (marchand de) en détail.
 Bois de teinture (marchand de) en détail.
 Boisselier (marchand) en gros.
 Bottier ou cordonnier (marchand).
 Celui qui tient un magasin de chaussures.
 Boucher (marchand).
 Boules à teindre (fabricant de).
 Brodeur sur étoffes, en or et en argent.
 Broderies (fabricant et marchand de) en demi-gros.
 Bronzes, dorures et argentures sur métaux (marchand de) en détail.
 Cafetier.
 Caoutchouc, gutta-percha et autres matières semblables (fabricant ou marchand d'objets confectionnés ou d'étoffes garnies en).
 Cartier (fabricant de cartes à jouer).
 Cercles et sociétés littéraires (entrepreneur d'établissements pour les); celui qui fournit aux cercles le local chauffé et éclairé, ainsi que les journaux, revues, brochures et le mobilier de toute espèce qui leur est nécessaire.
 Chapeaux de feutre, de soie ou de paille (fabricant de).
 Charcutier.
 Charpentier (entrepreneur - fournisseur).
 Chasublier (marchand).
 Chaudières en cuivre (fabricant de).
 Chaussons de lisière (marchand de) en gros.
 Chevaux (marchand de).
 Cire à cacheter (fabricant de).
 Cirier (marchand).
 Cochons (marchand de).
 Commissionnaire au Mont-de-Piété.
 Cordier (fabricant de câbles et cordages pour la marine ou la navigation intérieure).
 Corroyeur (marchand).
 Coton filé (marchand de) en détail.
 Cotrets sur bateaux (marchand de).
 Couleurs et vernis (fabricant et marchand de).
 Courses de chevaux (entrepreneur d'établissements pour les).
 Couverts et autres objets en fer battu ou étamé (fabricant et marchand de) en gros, par procédés ordinaires.
 Couvertures de soie, bourre, laine et coton, etc. (marchand de).
 Couvreur (entrepreneur).
 Crin frisé (marchand de).
 Cuir tannés, corroyés, lissés, vernissés (marchand de) en détail.
 Décors et ornements d'architecture (marchand de).
 Dentelles (marchand de).
 Dentelles (fabricant de) en détail.
 Dorures et argentures sur métaux (fabricant ou marchand de) en détail.
 Dorures pour passementeries (marchand de).
 Eaux minérales naturelles ou factices (marchand d').
 Écorces de bois pour tan (marchand d').
 Enciens perfectionnés (syphoide, pompe, inoxydable, etc.) (fabricant ou marchand d').
 Expert près les tribunaux (s'il en fait sa profession habituelle).
 Estamnet (maître d').
 Estampeur en or et en argent.

Facteur de denrées et marchandises (partout ailleurs qu'à Paris).	Laine filée (marchand de) en détail.
Farines (marchand de) en gros.	Laineur.
Fécules (marchand de) en gros.	Lait (marchand de) en gros; celui qui vend aux crémiers, laitiers, cafetiers, etc.
Fer en barres (marchand de) en détail; celui qui vend habituellement par quantité inférieure à 500 kilogrammes.	Légumes secs (marchand de) en gros.
Fer vieux (marchand de) en gros.	Limonadier non glacier.
Fil de fer ou de laiton (marchand de) en détail.	Liqueurs (marchand de) en détail.
Fils de chanvre ou de lin (marchand de) en détail.	Location d'immeubles (entrepreneur de); celui dont la profession consiste à louer, par spéculation, des maisons exclusivement en vue de les sous-louer.
Fleurets et filocelle (marchand de) en détail.	Lustres (fabricant et marchand de).
Fonte ouvragée (marchand de).	Maçonnerie (entrepreneur de).
Fosses mobiles inodores (entrepreneur de).	Maillechort et autres compositions métalliques (fabricant ou marchand en gros d'objets en).
Fonrreur.	Mandataire salarié pour l'administration des faillites (s'il en fait sa profession habituelle).
Fromages de pâtes grasses (marchand de) en gros.	Manège d'équitation (tenant nn).
Fromages secs (marchand de) en demi-gros.	Mâts (constructeur de).
Gardes du commerce.	Mécanicien.
Graines fourragères, oléagineuses et autres (marchand de) en demi-gros; celui qui vend habituellement par sacs ou balles.	Ménager (entrepreneur).
Grainetier-fleuriste (expéditeur).	Mercerie (marchand de) en détail.
Grains (marchand de) en gros.	Métaux (marchand de) autres que l'or, l'argent, le fer en barres et la fonte, en détail.
Grains et farines (commissionnaire en).	Meules de moulins (fabricant de).
Graveur sur cylindres.	Miel et cire brute (marchand non expéditeur de).
Herboriste-expéditeur.	Moutardier (marchand) en gros.
Hongroyeur ou hongrieur.	Moutons et agneaux (marchand de).
Horlogerie (marchand de fournitures d').	Mulets et mules (marchand de).
Hôtel garni (maitre d').	Nécessaires (marchand de).
Houblon (marchand de) en demi-gros.	Nougat (fabricant expéditeur de).
Huiles (marchand d') en détail.	OEufs ou volailles (marchand d') en gros.
Instrumenta pour les sciences (facteurs et marchands d'), ayant boutique ou magasin.	Oranges, citrons (marchand d') expéditeur.
Jardin public (tenant nn).	Orgues d'églises (facteur d').
Laine brute ou lavée (marchand de) en détail.	Ornemaniste.
	Papetier (marchand) en détail.
	Pasteis (marchand de) en détail.
	Pâtissier non expéditeur.
	Peaussier (marchand) en détail.

Peaux en vert ou crues (marchand de).	Sabotier (fabricant expéditeur).
Peinture (entrepreneur de) en bâtiments.	Safran (marchand de) en demi-gros.
Pelletteries et fourrures (marchand de) en détail.	Sangsues (marchand de) en demi-gros.
Photographie (fabricant et marchand d'appareils, ustensiles et fournitures pour la) ayant boutique ou magasin.	Sécheur de morue (celui qui se charge de laver et de faire sécher en plein air la morue apportée en vert du banc de Terre-Neuve).
Pierre artificielle ou factice (fabricant d'objets en).	Serrurier (entrepreneur).
Plâtrier et plafonneur (entrepreneur).	Serrurier (mécanicien).
Pieur d'étoffes.	Serrurier en voitures suspendues.
Polytypage (fabricant de).	Sondes (fabricant de grandes).
Pommes de pin et d'autres arbres résineux (marchand de) en gros.	Suif en branches (marchand de).
Pommes de terre (marchand de) en gros; celui qui vend habituellement par quantité équivalente à 20 hectolitres et au-dessus.	Suif fondu (marchand de) en détail.
Pompes à incendie (fabricant de).	Tapisier (marchand).
Poterie (marchand de) en gros.	Té (marchand de) en détail.
Presseur de poisson de mer.	Tiges ou empeignes de chaussures (fabricant ou marchand de), ayant un magasin de vente.
Presseur de sardines.	Tôle vernie (fabricant d'ouvrages en).
Quincaillier en détail.	Tonneaux, barriques, etc. (fabrique de), pour expéditions maritimes ou commerciales.
Receveur de rentes.	Tourbe (marchand de) en gros.
Registres (fabricant de).	Truffes (marchand de).
Représentant du commerce (celui qui, n'étant pas courtier et n'ayant ni boutique ni magasin, achète ou vend pour le compte des marchands, moyennant une remise proportionnelle au prix des achats ou des ventes).	Tuiles (marchand de) en détail.
Restaurateur et traiteur à la carte et à prix fixe.	Tuyaux en fil de chanvre, en ciment, etc., pour les pompes à incendie et les arrosements (fabricant de).
Rubans pour modes (marchand de) en détail.	Vaches ou veaux (marchand de).
Sabots (marchand de) en gros.	Vanneries (marchand expéditeur de).
	Verres à vitres (marchand de).
	Vinagrier en détail.
	Vins (marchand de) en détail, vendant habituellement, pour être consommés hors de chez lui, des vins au panier ou à la bouteille.
	Voiturier marchand de vin, de bière, de cidre, de sel.
	Volailles truffées (marchand de).

CINQUIÈME CLASSE (1).

Accouchement (chef de maison d').	Affineur de métaux autres que l'or, l'argent et le platine.
Acier poli (fabricant d'objets en), pour son compte.	Agrafes (fabricant d') par les procédés.

(1) Droit proportionnel comme pour la 2^e classe (voir ci-dessus).

- dés ordinaires, pour son compte.
- Agréer, dégustateur ou inspecteur des eaux-de-vie; celui qui constate, à la requête et aux frais des parties intéressées, le poids et le goût des alcools ou leur identité avec des échantillons pris au moment des expéditions.
- Albâtre (fabricant ou marchand d'objets en).
- Almanachs ou annuaires (éditeur propriétaire d').
- Appareils et ustensiles pour l'éclairage au gaz (fabricant d').
- Apprêteur de chapeaux de paille.
- Apprêteur d'étoffes pour les parfumeurs.
- Armurier.
- Aubergiste ne logeant qu'à pied ou à cheval.
- Bains publics et douches (entrepreneur de).
- Balancier (marchand).
- Bais publics (entrepreneur de).
- Bijoutier (fabricant) pour son compte, sans magasin.
- Bijoux en faux (marchand de).
- Blanchisseur de toiles et fils pour les particuliers.
- Bâtlier avec voiture.
- Bois à brûler (marchand de). — Celui qui, n'ayant ni chantier, ni magasin, ni bateau, vend par voiture au domicile des consommateurs.
- Bois à brûler (marchand de). — Celui qui, n'ayant ni chantier, ni magasin, ni bateau, vend par voiture au domicile du consommateur le bois tiré directement de la coupe dont il n'est pas adjudicataire.
- Bois de bateaux (marchand de).
- Bois de boiserie (marchand de).
- Bois de volige (marchand de).
- Bois feuillard (marchand de).
- Boîtes et bijoux à musique (fabricant de mécaniques pour), pour son compte.
- Boîtes de pendules en zinc doré ou bronzé (fabricant ou marchand de).
- Boucher à la cheville (celui qui revend la viande achetée par quartiers).
- Bouclerie (fabricant de), pour son compte.
- Bougies (marchand de).
- Boulangier.
- Bouteilles de verre (marchand de).
- Boutons de métal, corne, cuir bouilli, etc. (fabricant de), pour son compte.
- Brocanteur en boutique ou magasin.
- Broches et cannelures pour la filature (fabricant de), pour son compte.
- Broderies (fabricant et marchand de) en détail.
- Bureau de distribution d'imprimés, de cartes de visites, annonces, etc. (entrepreneur d'un).
- Bureau d'indication pour la vente ou la location des propriétés, bureau des renseignements divers.
- Cabaretier et marchand de bière ou de cidre en détail ayant billard.
- Calandrier d'étoffes neuves.
- Caractères mobiles en métal (fabricant de).
- Carrossier raccommodeur.
- Cartonnage fin (fabricant et marchand de).
- Cercles ou sociétés (fournisseur des objets de consommation dans les).
- Chandeliers (marchand de) en détail.
- Chapeaux de paille (marchand de) en détail.
- Chapellerie en fin.
- Chapellerie (marchand de fournitures pour la).
- Charbon de bois (marchand de) en demi-gros.
- Charbon de terre épuré ou non (marchand de) en demi-gros; celui qui vend habituellement aux détaillants et aux consommateurs par quantités inférieures à 1,000 kilogrammes.
- Chasse (marchand d'ustensiles de).
- Chaudronnier (marchand).

Cheminées dites <i>économiques</i> (fabricant et marchand de).	cement, reçoit des marchandises en dépôt moyennant rétribution.
Chevaux (loueur de).	Éperonnier, pour son compte.
Chevaux (tenant pension de).	Épicier en détail.
Chevaux (marchand de).	Éponges (marchand d') en détail.
Chiffonnier (marchand) en demi-gros; celui qui, avec ou sans magasin, vend habituellement par quantités de 1,000 à 2,000 kilogrammes.	Équipage (maître d').
Chocolat (marchand de) en détail.	Étain (fabricant de feuilles d').
Cloches de toutes dimensions (marchand de).	Étriers (fabricant d'), pour son compte.
Cloutier (marchand) en détail.	Étrilles (fabricant d'), pour son compte.
Coffretier-malletier en cuir.	Ferblantier-lampiste.
Colle solide ou en poudre pour la clarification des vins et liqueurs (fabricant de).	Feronnier.
Colorier d'étoffes.	Fleurs artificielles (fabricant et marchand de).
Cornes brutes (marchand de).	Fondeur en fer, en bronze ou en cuivre (avec des creusets ordinaires).
Coutelier (marchand en détail).	Forces (fabricant de), pour son compte.
Crémier-glacier.	Forgeron de petites pièces (canons, platines).
Cric (fabricant et marchand de).	Fourrages (marchand de), par bateaux, charrettes ou voitures.
Crin frisé (apprêteur de).	Frangier (marchand).
Cristaux (marchand de) en détail.	Galonnier (marchand).
Culottier en peau (marchand).	Gantier (marchand).
Curiosité (marchand en boutique d'objets de).	Glaces (marchand de) en détail.
Cylindres pour filature (tourneur et couvreur de).	Glacier.
Décatisseur.	Gymnase (maître de).
Déchireur ou dépeceur de bateaux.	Instruments de chirurgie en métal (fabricant et marchand d').
Dents et rateliers artificiels (fabricant ou marchand de).	Ivoire (marchand d'objets en).
Dés à coudre en métal autre que l'or et l'argent (fabricant de), pour son compte.	Jaugeur-juré pour les liquides.
Distillateur d'essences et eaux parfumées et médicinales.	Jeu de paume (maître de).
Eaux-de-vie (marchand d'), en détail.	Jostier (fabricant), pour son compte.
Ébéniste (marchand), ayant boutique ou magasin.	Lampiste.
Éclairage à l'huile pour le compte des particuliers (entrepreneur d').	Lapidaire en pierres fausses (fabricant ou marchand), ayant boutique ou magasin.
Emplacement pour dépôt de marchandises (exploitant un); celui qui, propriétaire ou locataire d'un empla-	Laveur de laines.
	Layetier-embailleur.
	Libraire.
	Liège brut (marchand de) en détail.
	Loueur de voitures suspendues.
	Lunetier (marchand).
	Lutherie (marchand de fournitures de).
	Luthier (fabricant), pour son compte.
	Maga-inier.
	Maréchal expert.
	Maroquinier, pour son compte.

- Marrons et châtaignes (marchand expéditeur de).
 Mégissier, pour son compte.
 Menuisier-mécanicien.
 Métiers à bas (forgeur de), pour son compte.
 Meubles (marchand de).
 Meules à aiguiser (fabricant et marchand de).
 Meules de moulin (marchand de).
 Mine de plomb (marchand de) en détail.
 Minerai de fer (marchand de), ayant magasin.
 Miroitier.
 Modiste.
 Monteur d'agrès et de manœuvres de navires.
 Monteur de boîtes de montres, pour son compte.
 Monuments funèbres (entrepreneur de).
 Moulures (fabricant de), pour son compte.
 Moulures (marchand de), en boutique.
 Musique (marchand de).
 Nacre de perles (fabricant d'objets en), pour son compte.
 Nacre de perles (marchand d'objets en).
 Notation (tenant une école de).
 Orfèvre (fabricant), pour son compte.
 Orgues portatives (facteur d'), pour son compte.
 Osier (marchand d'), vendant par voiture ou par bateau.
 Papier peint pour tentures (marchand de).
 Papier ou taffetas préparés pour usages médicaux (marchand de).
 Parc aux charrettes (tenant un).
 Parfumeur (marchand) en détail.
 Passementier (marchand).
 Pavés (marchand de).
 Peignes de soie (marchand de).
 Peintre-vernisier en voitures ou équipages.
 Perles fausses (marchand de).
 Pierres brutes (marchand de).
 Pierres lithographiques (marchand de).
 Planches (marchand de) en détail.
 Plombier.
 Plumassier (fabricant et marchand).
 Plumes à écrire (marchand de), non expéditeur.
 Poisson frais (marchand de), expéditeur ou vendant par fortes parties aux détaillants.
 Pompes de métal (fabricant de).
 Porcelaine (marchand de) en détail.
 Poudrette (marchand de).
 Relais (entrepreneur de), même lorsqu'il est maître de poste.
 Résines et autres matières analogues (marchand de) en détail.
 Restaurateur et traiteur à prix fixe seulement.
 Rogues ou cefs de morue (marchand de) en détail.
 Rôtisseur.
 Rouge végétal (marchand de) en détail.
 Saleur d'olives.
 Sang (marchand de).
 Savon (marchand de) en détail.
 Seaux à incendie (fabricant de).
 Sellier harnacheur.
 Serrurier non entrepreneur.
 Soies de porc ou de sanglier (marchand de) en détail.
 Soufflets (fabricant et marchand de gros) pour les forgerons, bouchers, etc.
 Soufre (marchand de) en détail.
 Sparterie pour modes (fabricant de).
 Sucre brut et raffiné (marchand de), en détail.
 Tableaux (marchand de).
 Taffetas gommés ou cirés (marchand de).
 Tailleur.
 Tailleur (marchand d'habits neufs).
 Tailleur (marchand), sans magasin d'étoffes, fournissant sur échantillons.
 Tapis peints ou vernis (marchand de).
 Taureaux pour les courses (loueur de).

Tir au pistolet (maitre de).
 Toiles cirées et vernies (marchand de).
 Toiles métalliques (fabricant de), pour son compte.
 Tôle vernie (marchand d'ouvrages en).
 Traçons (maitre de).
 Tricots à l'aiguille (fabricant ou marchand de).
 Ustensiles de chasse et de pêche (marchand d').
 Vanier-emballer pour les vins.
 Verres blancs et cristaux (marchand de) en détail.

Vidange (entrepreneur de).
 Vins (marchand de) en détail, donnant à boire chez lui et tenant billard.
 Voilier-emballer; celui qui, au débarquement, ouvre les balles ou sacs de marchandises, les répare ou en confectionne de neufs, ou qui fournit des tentes ou des bâches pour rabriter les marchandises déposées sur les quais.
 Voiturier ou roulier (ayant plusieurs équipages).

SIXIÈME CLASSE (1).

Abelles (marchand d').
 Affiches (entrepreneur de la pose et de la conservation des).
 Agaric (marchand d').
 Agent dramatique.
 Aiguilles, clefs et autres petits objets pour montres ou pendules (fabricant d'), pour son compte.
 Allumettes chimiques (fabricant et marchand d').
 Amidon (marchand d') en détail.
 Anatomie (fabricant de pièces d').
 Anatomie (tenant un cabinet d').
 Anes (marchand d').
 Annonce et avis divers (entrepreneur d'insertions d').
 Appréciateur d'objets d'art.
 Appréciateur de peaux.
 Appréciateur de plumes, laines, drap et autres objets de literie.
 Ardoises (marchand d'); celui qui vend par millier aux maçons et aux entrepreneurs de bâtiments.
 Arrimeur.
 Arrosage (entreprise particulière d').
 Artificier.
 Assortisseur (marchand de petits coupons d'étoffes).

Baies de genièvre (marchand de).
 Bains de rivière en pleine eau, bains de mer ou à la lame (entrepreneur de).
 Balancier (fabricant), pour son compte.
 Balançons (marchand de).
 Balayage (entreprise partielle de).
 Bandagiste.
 Bardeaux (marchand de).
 Baromètres (fabricant ou marchand de).
 Barques, bateaux ou canaux (constructeur de).
 Bateaux à laver (exploitant de).
 Batteur d'or et d'argent.
 Baudruche (apprêteur de).
 Bazar d'articles de ménage, de bimbeloterie, etc. (tenant un).
 Beurre frais ou salé (marchand de), en détail.
 Biberons (fabricant de), pour son compte.
 Bière ou cidre (marchand de) en détail.
 Bijoutier en faux (fabricant), pour son compte.
 Billards (fabricant de), sans magasin.
 Bisette (fabricant et marchand de).

(1) Droit proportionnel comme pour la 2^e classe (voir ci-dessus).

- Bianc de craie (fabricant et marchand de).
- Blanchisseur de linge, ayant un établissement de buanderie.
- Blatier avec bêtes de somme.
- Bluteaux ou blutoirs (fabricant et marchand de).
- Bois merrains (marchand de), s'il ne vend qu'aux tonneliers et aux particuliers.
- Boiseries (marchand de vieilles).
- Boisselier (marchand) en détail.
- Bombagiste.
- Bombeur de verres.
- Bossetier.
- Bottier ou cordonnier travaillant sur commande.
- Boucher en petit bétail (ne vendant que veau, mouton, agneau, chevreau).
- Bonchonnier.
- Bouchons (marchand de) en détail.
- Bours (entreprise partielle de l'enlèvement des).
- Bouilleur ou brûleur d'eau-de-vie.
- Bouillon et bœuf cuit (marchand de).
- Bourre de sole (marchand de).
- Bourrellier.
- Boyaudier.
- Brasseur à façon.
- Bretelles et jarretières (fabricant de), pour son compte.
- Bretelles et jarretières (marchand de).
- Briou (fabricant de).
- Briques (marchand de).
- Briquets phosphoriques et autres (fabricant de).
- Brocanteur d'habits en boutique.
- Brossier (fabricant), pour son compte.
- Brossier (marchand).
- Buffetier (marchand).
- Buis ou racines de buis (marchand de).
- Bustes et figures en plâtre ou en terre (mouleur ou marchand de).
- Cabaretier.
- Cabinet de lecture (tenant un), où l'on donne à lire les journaux et les nouveautés littéraires.
- Cabinets d'aisances publics (tenant).
- Cadrans de montres et de pendules (fabricant de), pour son compte.
- Cadres pour glaces et tableaux (marchand de).
- Café naturel et café de chicorée en poudre (marchand de).
- Café, crèmerie, ou restaurant-crèmerie (tenant un).
- Cafetière, bouillottes, marabouts (fabricant ou marchand de).
- Caisses de tambour (facteur de).
- Calfat (radoubier de navires).
- Cannelles et robinets en cuivre (fabricant de), pour son compte.
- Cannes (marchand de) en boutique.
- Cantinier, dans les prisons, hospices et autres établissements publics.
- Caparaçonnier, pour son compte.
- Capsules métalliques (fabricant de), pour boucher les bouteilles.
- Cardes (fabricant de) par les procédés ordinaires, pour son compte.
- Carreaux à carreler (marchand de).
- Carrés de montres (fabricant de), pour son compte.
- Cartes de géographie (marchand de).
- Cartes à jouer (marchand de).
- Cartons pour bureaux et autres (fabricant de), pour son compte.
- Carton en feuilles (fabricant de), pour son compte.
- Carton en pâte ou en feuilles (marchand de).
- Casquettes, toques, bonnets carrés et autres (fabricant ou marchand de).
- Cendres (laveur de).
- Cercles ou cerceaux (marchand de).
- Chaines de fil, laine ou coton, préparées pour la fabrication des tissus (marchand de).
- Chaises fines (marchand et fabricant de).
- Chamoiseur, pour son compte.

Chandelliers en fer et en cuivre (fabri- cant de), pour son compte.	pour le compte et aux frais des voyagers, à la vérification de leurs effets dans les bureaux des douanes.
Chanvre (marchand de), en détail.	Commissionnaire expéditeur de char- bons.
Chapelier en grosse chapellerie.	Coquetier avec voiture.
Charcutier revendeur.	Cordes harmoniques (fabricant de), pour son compte.
Chargement et déchargement des ba- teaux, des navires et des voitures de chemin de fer (entrepreneur du).	Cordes métalliques (fabricant de), pour son compte.
Charpentier.	Cordier (marchand).
Charrée, cendres noires et autres amendements analogues (mar- chand de).	Corne (apprêteur de), pour son compte.
Charron.	Corne (fabricant de feuilles transpa- rentes de), pour son compte.
Châsses de lunettes (fabri- cant de), pour son compte.	Corsets (fabricant et marchand de).
Chaussons autres qu'en lisière (fabri- cant de).	Cosmorama (directeur de).
Chaux (marchand de).	Costumier.
Chef de ponts et pertuis.	Coupeur de poils (marchand), pour son compte.
Chocolat (fabricant de), n'employant ni machine à vapeur, ni ouvriers.	Courtier-gourmet-piqueur de bois- sons.
Cimentier (marchand); celui qui vend des mastics et ciments qu'il n'a point fabriqués, on qu'il a fabriqués par des procédés ne donnant pas lieu à l'application des droits déterminés au tableau des professions imposées sans égard à la population.	Courtier en essences (celui qui s'en- tremet pour la vente des essences, entre le distillateur et le fabricant parfumeur).
Ciseleur.	Courtier en soie.
Clinquant (fabricant de), pour son compte.	Courtier de produits alimentaires ou agricoles; celui qui s'entremet en- tre le producteur et le marchand, ou le fabricant, pour la vente d'une seule nature de produits.
Cloches (fondeur de), sans boutique ni magasin.	Couturière (marchande).
Clochettes (fondeur de).	Couverts et autres objets en fer battu ou étamé (fabricant et marchand de) en détail.
Coffretier-maillietier en bois.	Couvreur (maître).
Coiffeur.	Crayons (marchand de).
Cois, collets et rabats (fabricant de), pour son compte.	Crépins (marchand de).
Cois, collets et rabats (marchand de).	Crinières (fabricant de), pour son compte.
Combustibles (marchand de), en bon- tique.	Crins plats (marchand de).
Commissionnaires porteurs pour les fabricants de tissus.	Cuir bouilli et verni (fabricant ou marchand d'objets en)
Commissionnaire accrédité près la douane; celui qui, avec l'autorisa- tion de l'administration, assiste,	Cuirs et pierres à rasoirs (fabricant et marchand de).
	Culvre de navires (marchand de vieux).
	Dalles (marchand de).

Damasqueneur.	Feuilles de cuivre imitant l'or battu (marchand de).
Déchets de soie, laine, coton, débris de cocons (marchand de).	Fentre (fabricant et marchand de), pour la papeterie, le doublage des navires, plateaux vernis, etc.
Découpoirs (fabricant de), pour son compte.	Filasse de nerfs (fabricant de), pour son compte.
Déménagements (entrepreneur de), s'il a une seule voiture.	Filets pour la pêche, la chasse, etc. (fabricant de).
Dentelles (facteur de).	Filcur (entrepreneur).
Dépeceur de voitures.	Filigraniste.
Dessinateur pour fabrique.	Filottier.
Dessinateur de parcs et jardins.	Fleurs artificielles (marchand d'apprêts et papiers pour).
Diamants pour vitriers et miroitiers (monteur de), pour son compte.	Fleurs d'oranger (marchand de).
Doreur, argenteur et applicateur d'autres métaux que l'or et l'argent.	Fondeur d'étain, de plomb ou fonte de chasse.
Doreur sur bois.	Fontaines à filtrer (fabricant et marchand de).
Drainage (entrepreneur de).	Force motrice (loueur de) ; celui qui, possesseur d'un établissement qu'il n'emploie pas pour son propre compte à la production industrielle, en loue, à plus ou moins longs termes, la force motrice à tout individu qui se présente.
Drèche ou marc de l'orge qui a servi à faire la bière (marchand de).	Forgeron (celui qui fait ou répare les instruments et outils aratoires).
Ébéniste (fabricant), pour son compte, sans magasin.	Formaire (pour la fabrication du papier), pour son compte.
Écrans (fabricant d'), pour son compte.	Fouleur de bas et autres articles de bonneterie.
Émailleur, pour son compte.	Fouleur de feutre pour les chapeliers.
Emballleur non layetier.	Fourbisseur (marchand).
Encre à écrire (fabricant et marchand d') en détail.	Fournaliste.
Enduit contre l'oxydation (applicateur d').	Fourneaux potagers (fabricant et marchand de).
Enlaceur de cartons (celui qui lie, en observant un ordre déterminé, les cartons de lissage employés dans la fabrication des étoffes façonnées).	Fourrage (débitant de), à la botte ou en petite partie au poids.
Enjoiveur (marchand).	Fripier.
Épingles (fabricant d') par les procédés ordinaires.	Fromages de pâte grasse (marchand de) en détail.
Essayeur de soie.	Fromages secs (marchand de) en détail.
Estampes et gravures (marchand d').	Fruitier oranger.
Étameur de glaces.	Fruits secs (marchand de) en détail.
Éventailiste (marchand fabricant), ayant boutique ou magasin.	Fruits secs pour boissons (marchand de).
Facteur de fabrique.	
Fagots et bourrés (marchand de), vendant par voiture.	
Faïence (marchand de).	
Farines (marchand de) en détail.	
Fécules (marchand de) en détail.	
Ferblantier.	

Fruits ou légumes (marchand de), vendant par paniers.	jeux de quilles ou de mail, manège à chevaux de bois, billard anglais, etc. (maître de).
Fumiste.	Kaolin, pétunzé, manganèse (marchand de).
Garde-robes inodores (fabricant et marchand de).	Laminier par les procédés ordinaires.
Gibernes (fabricant de), pour son compte.	Lanternier.
Glacé ; eau congelée (marchand de).	Lattes (marchand de) en détail.
Globes terrestres et célestes (fabricant et marchand de).	Lavoir public (tenant un).
Gommeur d'étoffes.	Layetteur.
Graine de moutarde blanche (marchand de).	Levure ou levain (marchand de).
Grains et graines (marchand de) en détail.	Lin (marchand de) en détail.
Graine de vers à soie (marchand de).	Lin ou chanvre (fabricant de) (celui qui, après avoir roulé et battu le lin ou le chanvre, le vend par bottes).
Grainetier-fleuriste en détail.	Linge de table et de ménage, objets d'ameublement ou de literie, (loueur de).
Graveur sur métaux (fabriquant les timbres secs et gravant sur bijoux).	Linger.
Grue (maître de).	Liseur de dessins (celui qui fait les dispositions nécessaires pour reproduire, dans les tissus, les dessins donnés par les fabricants).
Harpes (facteur de), n'ayant ni boutique ni magasin.	Lithochrome, imprimeur.
Herboriste-droguiste.	Lithochromies (marchand de).
Histoire naturelle (marchand d'objets d').	Lithographies (marchand de).
Horloger-rhabilleur (marchand).	Lithophanies pour stores (fabricant et marchand de).
Horlogerie (fabricant de pièces d'), pour son compte.	Loueur de tableaux et dessins.
Huitres (marchand d').	Loueur en garni.
Images (fabricant ou marchand d').	Lunetier (fabricant).
Imprimeur-lithographe, éditeur.	Lustreur de fourrures.
Infirmerie d'animaux (tenant une).	Maçon (maître).
Instruments aratoires (fabricant d').	Maillechort et autres compositions métalliques (marchand d'objets en) en détail.
Instruments de chirurgie en gomme élastique (fabricant d').	Maison particulière de retraite (tenant une).
Instruments de musique à vent, en bois ou en cuivre (facteur d').	Marbre factice (fabricant et marchand d'objets en).
Instruments de musique en cuivre (facteur de pièces d'), pour son compte.	Marbrier.
Instruments pour les sciences (facteur d'), sans boutique ni magasin.	Maréchal ferrant.
Ivoire (fabricant d'objets en), pour son compte.	Masques (fabricant et marchand de).
Jais ou jalet (fabricant ou marchand d'objets en).	Matériaux (marchand de vieux).
Jeux et amusements publics, tels que	Menuisier.
	Mercerie (marchand de menuiserie).
	Metteur en œuvre pour son compte.

Meubles et outill d'occasion (marchand de).	Peintre en bâtiments non entrepreneur.
Moireur d'étoffes, pour son compte.	Pension bourgeoise (tenant).
Monteur de métiers.	Pension particulière de vieillards (tenant).
Mosaïques (marchand de).	Perles fausses (fabricant de), pour son compte.
Mulquinier. Celui qui prépare le fil pour les chaînes servant à la fabrication des tissus.	Peseur et mesureur-juré.
Naturaliste (marchand).	Photographe.
Nécessaires (fabricant de), pour son compte.	Pianos et clavecins (facteur de), n'ayant ni boutique ni magasin.
Nourrisseur de vachés et de chèvres pour le commerce du lait.	Pianos (loueur de).
Oranges et citrons (marchand d'), en boutique et en détail.	Pierres à brunir (fabricant et marchand de).
Os (fabricant d'objets en), pour son compte.	Pierres blanches (marchand de), pour le blanchissage du linge.
Outres (fabricant d'), pour son compte.	Pierres fausses (fabricant de).
Outres (marchand d').	Pierres taillées (marchand de).
Paille (fabricant de tissus pour les chapeaux de), pour son compte.	Pinceaux (fabricant de), pour son compte.
Paillettes et paillons (fabricant de), pour son compte.	Pipes assorties (marchand de).
Pain à cacheter et à chanter (fabricant et marchand de).	Piqueur de cartons; celui qui prépare les cartons destinés à reproduire, dans les tissus, les dessins donnés par les fabricants.
Pain d'épices (fabricant ou marchand en boutique de).	Plafonneur et plâtrier.
Pantoufles (marchand de).	Plants, arbres ou arbustes (marchand de); celui qui ne se borne pas à vendre des plants, arbres ou arbustes provenant des terrains par lui cultivés.
Papiers de fantaisie, papiers déchiquetés, papier végétal (fabricant et marchand de), pour son compte.	Plâtre (marchand de).
Papiers pour emballage et pour sacs (marchand de).	Plomb de chasse (fabricant ou marchand de).
Parapluies (fabricant et marchand de).	Pinces métalliques (marchand fabricant de).
Parcheminier, pour son compte.	Poëlier en faïence, fonte, etc.
Parqueteur (menuisier).	Polisneur d'objets en or, argent, cuivre, acier, écaille, os, corne, etc.
Pâtes alimentaires (marchand de).	Ponton-Débarcadère (exploitant de).
Paveur.	Porces pour les papetiers (fabricant de).
Peaux de lièvres et de lapins (marchand de), en boutique.	Portefeuilles (fabricant de), pour son compte.
Peignes à séraner (fabricant de), pour son compte.	Portefeuilles (marchand de).
Peignes d'écaille, d'ivoire, de corne, de buis, etc. (fabricant de), pour son compte.	Potier d'étain.
Peignes (marchand de), en boutique.	Poudre d'or, de bronze et autres mé-

taux (fabricant et marchand de).	Tamier (fabricant et marchand).
Ponleur (fabricant).	Tan (marchand de).
Queues de billard (fabricant de), pour son compte.	Tapissier à façon.
Ramontage (entrepreneur de).	Tartrier.
Rampiste.	Teinturier pour les particuliers.
Ressorts de bandages pour les hernies (fabricant de), pour son compte.	Terrassier (maître).
Ressorts de montres et de pendules (fabricant de), pour son compte.	Tiges ou empeignes de chaussures (fabricant de), travaillant sur commande.
Sabots garnis (fabricant ou marchand de); celui qui fabrique ou vend des sabots élégants garnis en cuir verni, en velours, en drap, etc.	Tireur d'or et d'argent.
Sacs de toile (fabricant et marchand de).	Tissus grossiers et communs (marchand de), sans assortiment.
Salpêtrier.	Tôlier.
Sarraux ou blouses (marchand de) en détail.	Tonnellier (maître).
Sculpteur en bois, pour son compte.	Tourneur sur métaux.
Sécheur de garance; celui qui fait sécher la garance récoltée par les propriétaires qui n'ont pas les appareils nécessaires pour la faire sécher eux-mêmes.	Tourneur en marbre ou en pierre.
Sécheur de grains, de graines, de cafés, etc.	Tours et autres ouvrages pour la coiffure, en cheveux, soie, etc. (fabricant ou marchand de).
Sécheur de houblon (celui qui fait sécher, par des procédés artificiels et moyennant rétribution, le houblon récolté par les propriétaires).	Tourteaux (marchand de) en détail.
Son, recoupe et remoulage (marchand de).	Tréfleux par les procédés ordinaires.
Sparterie (fabricant et marchand d'objets en).	Troupes de passage (entrepreneur du logement des).
Sphères (fabricant de).	Tuiles (marchand de).
Stores (fabricant et marchand de).	Vannerie (marchand de) en détail.
Stucateur.	Vannerie (fabricant en vannerie fine).
Sumac (marchand de).	Vérificateur de bâtiments.
Tabac (marchand de) en détail, dans le département de la Corse.	Vernisseur sur cuir, feutre, carton et métaux.
Table d'hôte (tenant une).	Verres bombés (marchand de).
Tabletlier (marchand).	Verroterie et gobeletterie (marchand de) en détail.
Tabletterie (fabricant d'objets en), pour son compte.	Vignettes et caractères à jour (fabricant de), pour son compte.
Tambours, grosses caisses, tambourins (fabricant de).	Vignettes et caractères à jour (marchand en boutique de).
	Vins (marchand de), en détail, donnant à boire chez lui, et ne tenant pas billard.
	Vis (fabricant de) par procédés ordinaires, pour son compte.
	Vitraux (faiseur ou ajusteur de), pour son compte.
	Vitrier en boutique.
	Voilier à façon.
	Volaille ou gibier (marchand de).
	Yeux artificiels (fabricant d').

SEPTIÈME CLASSE (1).

Accordeur de pianos, harpes et autres instruments.	Blanchisseur de chapeaux de paille.
Acheveur en métaux.	Blanchisseur de lin.
Acier poli (fabricant d'objets en) à façon.	Blanchisseur sur pré.
Alambics (loueur d'); celui qui loue les ustensiles nécessaires pour la fabrication de l'eau-de-vie.	Boisselier.
Alevin (marchand d').	Boîtes et bijoux à musique (fabricant de mécaniques pour) à façon.
Alliées (maître d').	Bonnons et confiseries (revendeur de).
Anes (loueur d').	Bottes remontées (marchand de).
Apprêteur de barbes ou fanons de baleine.	Boules vulnérables, dites d'acier ou de Nancy (fabricant de).
Apprêteur de bas et autres objets de bonneterie.	Bouquetière (marchand) en boutique.
Archets (fabricant d').	Bouquiniste.
Arçons (fabricant ou ferreur d').	Bourrelets d'enfants (fabricant et marchand de).
Armurier rhabilleur.	Bourses, gants, mitaines, réseaux et autres ouvrages à mailles (fabricant de).
Armurier à façon.	Boutons de soie (fabricant de), pour son compte.
Arpenteur.	Briquets phosphoriques et autres (marchand de).
Attelles pour colliers de bêtes de trait (fabricant et marchand d').	Brocanteur dans les ventes (sans boutique ni magasin).
Avironnier.	Broches pour la liature (rechargeur de).
Badigeonneur.	Broderies (blanchisseur et apprêteur de).
Balancier (fabricant) à façon.	Broderies (dessinateur-imprimeur de).
Ballons pour lampes (fabricant de), pour son compte.	Broderies (fabricant de) à façon.
Bandagiste à façon.	Bronze (metteur en); celui qui met en couleur de bronze des pendules, candélabres et autres objets en métaux.
Bardeaux (fabricant de), pour son compte.	Brunisseur.
Bâtier.	Buanderie (loueur d'établissement de); celui qui loue à tout venant un établissement de buanderie, muni de ses ustensiles et appareils.
Battoirs de paume (fabricant de).	Buffetier (fabricant), pour son compte.
Baugeur.	
Biberons (fabricant de) à façon.	
Bijoutier à façon.	
Bijoutier en faux (fabricant) à façon.	
Bimbeloterie (fabricant d'objets de), sans boutique ni magasin.	
Bimbelotier (marchand) en détail.	

(1) Les patentables de la 7^e classe sont exempts du droit proportionnel dans les communes de 20.000 âmes et au-dessous. Dans les communes d'une population supérieure, il est du 40^e de la valeur locative de l'habitation et de l'établissement.

Bureau de placement (tenant un).	journée pour des maîtres ou pour des particuliers qui lui fournissent la matière).
Bustes en cire pour les coiffeurs (fabricant de).	Charron à façon (travaillant à la journée pour des maîtres ou pour des particuliers qui lui fournissent la matière).
Cabinet de figures en cire (tenant un).	Chasublier à façon.
Cabinet de lecture où l'on donne à lire les journaux seulement (tenant un).	Chaudronnier-rhabilleur.
Cabinet particulier de tableaux, d'objets d'histoire naturelle ou d'antiquités (tenant un).	Chaussons en lisière et autres (marchand de).
Cabriolets (maître de station de); celui qui lève des emplacements où, moyennant une rétribution, les cabriolets peuvent stationner.	Chenille en soie (fabricant de), pour son compte.
Calandreur de vieilles étoffes ou de chapeaux de paille.	Chevaux (courtier de).
Cambreur de tiges de bottes.	Chèvres et chevreaux (marchand de).
Canées faux ou moulés (fabricant de).	Chiffonnier en détail; celui qui, avec ou sans magasin, vend habituellement par quantités inférieures à 1,000 kilogr.
Cannelles et robinets en cuivre (fabricant de) à façon.	Chineur.
Canues (fabricant de), pour son compte.	Cirage ou encaustique (marchand ou fabricant de), n'employant ni ouvrier ni machine à vapeur.
Cannetille (fabricant de).	Cloutier au marteau, pour son compte.
Caractères d'imprimerie (fondeur de) à façon.	Coiffes de femmes (faiseuse et marchande de).
Caractères d'imprimerie (graveur en).	Colle de pâte, de peau, de graisse, de gélatine (fabricant ou marchand de).
Caractères mobiles en bois ou en terre cuite (fabricant et marchand de).	Colleur de chaînes pour fabrication de tissus.
Carcasses ou montures de parapluies (fabricant de), pour son compte.	Colliers de chiens (fabricant et marchand de).
Cardeur de laine, de coton, de bourre de soie, filasse, etc.	Coufleur en chambre.
Carreieur.	Coquetier avec bêtes de somme.
Carrioles (loueur de).	Cordes harmoniques (fabricant de) à façon.
Cartons en feuilles (fabricant de) à façon.	Cordes métalliques (fabricant de) à façon.
Celuturonnier, pour son compte.	Cordier (fabricant de menus cordages, tels que cordes, ficelles, longues, traits, etc.).
Cendres ordinaires (marchand de).	Cordons, lacets, tresses, ganses, en fil, soie, laine, coton, etc. (fabricant de), pour son compte.
Chapelets (fabricant et marchand de).	Corroyeur à façon.
Chapelier à façon.	Cosmétiques (marchand de).
Charbonnier-cuisier; celui qui, pour le compte des exploitants, entreprend de transformer le bois en charbon.	Coton cardé ou gommé (marchand de).
Charnières en fer, cuivre ou fer-blanc (fabricant de) par les procédés ordinaires, pour son compte.	
Charpentier à façon (travaillant à la	

- Coupeur de pois à façon.
- Courroies (apprêteur de), pour son compte.
- Courtier de bestiaux.
- Courtier de mouture (celui qui se charge de faire moudre le grain des particuliers dans les moulins exploités par d'autres).
- Courtier en grains (celui qui s'entremet, pour la vente des grains, entre les cultivateurs et les marchands ou les boulangers).
- Coutelier à façon.
- Couturière en corsets, en robes ou en linge.
- Couvreur en paille ou en chaume.
- Couvreur à façon.
- Crémier ou laitier.
- Crépin en bois (fabricant d'articles de), pour son compte.
- Criblier.
- Cristaux (tailleur de).
- Crochets pour les fabriques d'étoffes (fabricant de), pour son compte.
- Cuirre vieux (marchand de).
- Découpeur en marqueterie.
- Décruteur de fil.
- Dégraisseur.
- Dégras (fabricant ou marchand de).
- Denteleur de scies.
- Dentiste, non pourvu du diplôme de docteur en médecine, de chirurgien ou d'officier de santé.
- Dépolisseur de verres.
- Diamants pour vitriers et miroitiers (monteur de), à façon.
- Doreur sur tranches, sur cuirs, sur papier.
- Drogues (pileur de).
- Ebéniste (fabricant) à façon.
- Écailles d'ables ou ablettes (marchand d').
- Échalas (marchand d').
- Échelles, fourches, râteliers et râteliers (fabricant et marchand d').
- Écorcheur ou équarriiseur d'animaux.
- Écritures (entrepreneur d'), celui qui se charge de faire exécuter, chez lui ou au dehors, les copies de toutes sortes d'écrits, de plans, de dessins, etc.
- Émailleur à façon.
- Embouchoirs (faiseur d').
- Enjoliveur (fabricant), pour son compte.
- Eperonnier à façon.
- Épicier-regrattier. S'il ne vend qu'au petit poids et à la petite mesure quelques articles d'épicerie, et joint à ce commerce la vente de quelques autres objets, comme poterie de terre, charbon en détail, bois à la selourde, etc.
- Épinglier-grillageur.
- Équarriiseur de bois.
- Équipeur-monteur.
- Escargots (marchand d').
- Essence d'Orient (fabricant d').
- Estampeur ou repousseur en métaux autres que l'or et l'argent.
- Etoffes (crêpeur d'); celui qui, après le tissage, crêpe les étoffes pour en faire ressortir le duvet.
- Etriers (fabricant d') à façon.
- Etrilles (fabricant d') à façon.
- Éventailiste (fabricant), pour son compte.
- Expert-visiteur de navires.
- Fendeur de brins de balaine ou de jonc.
- Fendeur en bois.
- Ferblantier en chambre.
- Ferrailleur.
- Finisseur en horlogerie.
- Fleuriste travaillant pour le compte des marchands.
- Fontaines en grès, à sable (marchand de).
- Forces (fabricant de) à façon.
- Forets (fabricant de).
- Forgeron de petites pièces, à façon.
- Formier.
- Fouets, cravaches (fabricant ou marchand de), pour son compte.

Fournier ou cuiseur; celui qui fait cuire le pain, la viande ou autres aliments pour les particuliers.	Horloges en bois (fabricant ou marchand d').
Fourreaux pour sabres, épées, baïonnettes (fabricant de), pour son compte.	Imprimeur en taille-douce pour objets dits <i>de ville</i> .
Fourreur à façon.	Imprimeur-lithographe (non éditeur).
Frangier (fabricant), pour son compte.	Imprimeur sur porcelaine, faïence, verre, cristaux, émail, etc.
Fretin (marchand de).	Instruments de musique en cuivre (facteur de pièces d') à façon.
Friseur de draps et autres étoffes de laine.	Ivoire (fabricant d'objets en) à façon.
Fritenr ou friturier en boutique.	Joaillier à façon.
Fruittier.	Lait d'ânesse (marchand de).
Gabare (maître de) ou gabarier.	Lamier-rotier, pour son compte.
Gainier (fabricant), pour son compte.	Lapidaire à façon.
Galettes, gaufres, brioches et gâteaux (marchand de), en boutique.	Layette d'enfant (marchand de).
Galocheur.	Légumes secs (marchand de) en détail.
Gallonier (fabricant), pour son compte.	Librairie (agent de).
Gantier dresseur; celui qui examine la couture et la qualité des gants reçus de fabrique, les lustre et leur donne le dernier apprêt.	Lie de vin (marchand de).
Gantier à façon.	Liens de paille, d'écorce, etc. (fabricant et marchand de).
Gargotier.	Linge (marchand de vieux).
Gaufreur d'étoffes, de rubans, etc.	Liqueurs et eaux-de-vie (débitant de).
Gaules et perches (marchand de).	Logeur.
Graines fourragères, oléagineuses et autres (marchand de) en détail.	Logeur de chevaux et autres bêtes de somme.
Grainier ou grainetier.	Loueur de livres.
Gravattier.	Loueur de bêtes de trait pour le halage et pour le renfort aux voituriers sur les routes de terre.
Graveur en caractères d'imprimerie.	Lunettes (fabricant de verres de).
Graveur sur métaux; se bornant à graver des cachets ou des planches pour factures et autres objets dits <i>de ville</i> .	Luthier (fabricant) à façon.
Guéttier.	Maçon à façon.
Guillocheur.	Maîtreur sur tranches.
Guimpier.	Marchande à la toilette.
Hameçons (fabricant d').	Maroquinier à façon.
Herboriste; ne vendant que des plantes médicinales, fraîches ou sèches.	Mécanicien à façon; travaillant pour des maîtres ou pour des particuliers qui lui fournissent la matière.
Hongreur.	Mégaier à façon.
Horloger-repasseur.	Menuisier à façon; travaillant pour des maîtres ou pour des particuliers qui lui fournissent la matière.
Horloger-rhabilleur (non marchand).	Mesures linéaires, règles et équerres (fabricant de), pour son compte.
Horlogerie (fabricant de pièces d') à façon.	Métiers à bas (forgeur de) à façon.
	Métreur de bâtiments, de bois, de pierres.

Metteur en œuvre à façon.
 Monteur en bronze.
 Monteur de boîtes de montres (à façon).
 Moulures (fabricant de) à façon.
 Moutardier (marchand) en détail.
 Muletier.
 Nacre de perle (fabricant d'objets en) à façon.
 Naturaliste préparateur (à façon).
 Navetier (fabricant).
 Noir de fumée et noir animal (marchand de).
 Oignons (culseur ou grilleur d').
 Oisier.
 Orfèvre à façon.
 Orgues portatives (facteur d') à façon.
 Ouate (fabricant et marchand d').
 Outils, instruments et harnais à l'usage des ouvriers tisseurs (marchand d').
 Outres (fabricant d') à façon.
 Ovaliste.
 Paille (fabricant de tissus pour chapeaux de) à façon.
 Paille (fabricant de tresses, cordonnets, etc., en).
 Paille teinte (fabricant et marchand de).
 Paille coupée pour chaises (marchand de).
 Pain (marchand de) en bontique.
 Pantoufles (fabricant de), pour son compte.
 Papiers de fantaisie, papiers déchiquetés, papier végétal (fabricant de) à façon.
 Papiers imprimés et vieux papiers (marchand de).
 Passementier (fabricant) pour son compte, lorsqu'il fabrique des articles dont la confection n'exige point l'emploi de métiers.

Le passementier qui emploie des métiers est imposable, en raison de leur nombre, sur le même pied que les fabricants à métiers. — Le passementier qui s'occupe des deux espèces de fabrication est imposable

comme le patentable qui a plusieurs établissements.
 Pastilleur; celui qui fait en pâte sucrée de petites figures, des fleurs et autres objets.
 Patachier.
 Pâtissier-bricoleur.
 Pédicure.
 Peigneur de chauvre, de lin ou de laine.
 Peigneur ou gratteur de toiles de coton.
 Peintre en armoiries, attributs et décors.
 Peintre ou doreur, soit sur verre ou cristal, soit sur porcelaine, etc., pour son compte.
 Perruquier.
 Pierres de tonche (marchand de).
 Piqueur.
 Plafonneur et plâtrier à façon.
 Planches ou ifs à bouteilles (fabricant de).
 Planeur en métaux.
 Plaqueur.
 Plumeaux (marchand, fabricant de), pour son compte.
 Poires à poudre (fabricant de), pour son compte.
 Poisson (marchand en détail de).
 Pompes de bois et pièces pour la conduite des eaux (fabricant de).
 Poterie de terre (marchand de).
 Presseur d'étoffes pour les teinturiers et les dégraisers.
 Présurier.
 Queues de billard (fabricant de) à façon.
 Raquettes ou volants (fabricant de), pour son compte.
 Raseur de velours.
 Registres (fabricant de) à façon.
 Regrattier.
 Relieur de livres.
 Rentrayeur ou conservateur de tapis, de couvertures de laine et de coton.

Repasseuse de linge avec ouvrières ou apprenties.	Tailleur d'habits à façon.
Ressorts de bandages pour les hernies (fabricant de) à façon.	Tailleur de pierres.
Ressorts de montres et de pendules (fabricant de) à façon.	Tapisseries à la main (fabricant de).
Revendeuse à la toilette, pour son compte.	Teinturerie (loueur d'établissement de); celui qui loue à tout venant un établissement de teinturerie muni de seaux, tenailles et appareils.
Roseaux (marchand de).	Toiles grasses (fabricant de) pour emballage.
Roseaux préparés pour le tissage (marchand de).	Toiles métalliques (fabricant de) à façon.
Ronettes ou harts pour lier les trains de bois (marchand de).	Tondeur ou presseur de drap et autres étoffes de laine.
Routoir ou fosse à rouir le lin ou le chanvre (exploitant de).	Tonneaux (marchand de).
Ruches pour les abeilles (fabricant de), pour son compte.	Tonnellier.
Sanguettes (marchand de) en détail.	Tonnellier à façon (celui qui ne travaille qu'à la réparation ou à l'entretien chez les marchands et les fabricants, ou chez les particuliers).
Scieur de long.	Torcher.
Sculpteur en bois à façon.	Tourneur en bois (marchand), vendant en boutique divers objets en bois faits au tour.
Seaux ou baquets en sapin (fabricant de), pour son compte.	Treillageur.
Séchoir à linge (exploitant en).	Triplet, cuiseur ou échaudoir d'abats, abattis et issues.
Sel (marchand de) en détail.	Ustensiles de ménage (marchand de vieux).
Sellier à façon.	Vaisselle et ustensiles de bois (fabricant et marchand de).
Serrurier à façon, travaillant pour des maîtres qui lui fournissent la matière.	Vernisseur sur cuir, feutre, carton ou métaux, à façon.
Sertisseur ou monteur à façon; celui qui monte des pierres fines ou fausses.	Vin, bière, cidre (débiteur au petit détail de); celui qui vend au pot et à la bouteille et ne donne pas à boire chez lui.
Socques (fabricant et marchand de) en bois.	Vitraux (faiseur ou ajusteur de), à façon.
Soufflets ordinaires (fabricant et marchand de).	
Tableaux (restaurateur de).	
Tabletterie (fabricant d'objets en) à façon.	

HUITIÈME CLASSE (1)

Accoutreur.	Bottier ou cordonnier à façon ; celui qui travaille pour les maîtres qui lui fournissent la matière.
Affioirs (marchand d').	Bouchons de flacons (ajusteur de).
Agrafes (fabricant d') par procédés ordinaires, à façon.	Bouclerie (fabricant de) à façon.
Aiguilles, clefs et autres petits objets pour montres et pendules (fabricant d'), à façon.	Boutons de métal, corne, cuir bouilli (fabricant de) à façon.
Aiguilles (fabricant d') à condre ou à faire des bas, par procédés ordinaires, à façon.	Boutons de soie (fabricant de) à façon.
Aiguilles pour les métiers à faire des bas (monteur d').	Bretelles et jarretières (fabricant de) à façon.
Allumettes et amadou (fabricant et marchand d').	Bricoleur avec bêtes de somme.
Appaux pour la chasse (fabricant d').	Briquetier à façon.
Appréteur de chapeaux de feutre.	Brocanteur d'habits sans boutique.
Approprieur de chapeaux.	Broches et canneliers pour la filature (fabricant de) à façon.
Arçonneur.	Broches (fabricant de bois pour).
Artiste en cheveux.	Brossier (fabricant) à façon.
Assembleur ou brocheur.	Broyeur à bras.
Balais de bouleau, de bruyère et de grand millet (marchand de), avec voiture ou bêtes de somme.	Bûches, briquettes factices, mottes à brûler (marchand de).
Ballons pour lampes (fabricant de) à façon.	Buffetier (fabricant) à façon.
Barbier.	Cabas (faiseur de).
Bardeaux (fabricant de) à façon.	Cadrans de montres et de pendules (fabricant de) à façon.
Batelier.	Café tout préparé (débitant de).
Bâtonnier.	Cafetières, bouillottes ou marabouts (fabricant de) à façon.
Baudelier.	Cages, souricières et tournettes (fabricant de).
Blanchisseur de linge, sans établissement de buanderie.	Canevas (dessinateur de).
Blanchisseur de bas de soie.	Cannes (fabricant de) à façon.
Bobines pour les manufactures (fabricant de).	Caparaçonner à façon.
Bois à brûler (marchand de), qui vend à la falourde, au fagot et au cotret.	Carcasses ou montures de parapluies (fabricant de) à façon.
Bois de galoches et de socques (faiseur de).	Carcasses pour modes (fabricant de).
Boisselier (fabricant à façon).	Cardes (fabricant de) à façon, par les procédés ordinaires.
	Carrés de montres (fabricant de) à façon.

(1) Les patentables de la 8^e classe sont exempts du droit proportionnel dans les communes de 20,000 âmes et au-dessous. Dans les communes d'une population supérieure, ce droit est du 10^e de la valeur locative, comme pour la 7^e class.

Cartons pour les bureaux et autres (fabricant de) à façon.	Cotrets (débitant de).
Casquettes, toques, bonnets carrés et autres (fabricant de) à façon.	Courroies (apprêteur de) à façon.
Castine et marne (marchand de).	Couverts et autres objets en fer battu ou étamé (fabricant de) à façon.
Ceinturonnier à façon.	Crépin en bois (fabricant d'articles de) à façon.
Cercier.	Crin (apprêteur, crépeur ou friseur de) à façon.
Chaises communes (fabricant et marchand de).	Crinières (fabricant de) à façon.
Chaises à porteur (loueur de).	Crochets pour les fabriques d'étoffes (fabricant de) à façon.
Chaises (empailleur de).	Cuillers d'étain (fondeur ambulant de).
Chamoiseur à façon.	Cylindres pour filature (garnisseur de).
Chandeliers en fer ou en cuivre (fabricant de) à façon.	Découpeurs d'étoffes ou de papiers.
Chapeaux (marchand de vieux) en boutique ou en magasin.	Découpoirs (fabricant de) à façon.
Chapeaux (fabricant de coiffes de).	Décrotteur en boutique.
Chapeaux (garnisseur de).	Dés à coudre, en métal autre que l'or et l'argent (fabricant de) à façon.
Charbon de bois (marchand de) en détail.	Écrans (fabricant d') à façon.
Charbon de terre épuré ou non (marchand de) en détail.	Elastiques pour bretelles, jarretières, etc. (fabricant d').
Charbonnier volturier.	Émeri et rouge à polir (marchand d').
Charnières en fer, cuivre ou fer-blanc (fabricant de) par procédés ordinaires, à façon.	Encadreur d'estampes.
Charrettes (loueur de).	Enjoliveur (fabricant) à façon.
Chasse de lunettes (fabr. de) à façon.	Épileur.
Chaussons en lièges (fabricant de).	Épingles (fabricant par procédés ordinaires d') à façon.
Chenille en soie (fabricant de) à façon.	Étameur ambulant d'ustensiles de cuisine.
Chevillieur.	Étoupes (marchand d').
Clinquant (fabricant de) à façon.	Étuis et sacs de papier (fabricant d').
Cloutier au marteau, à façon.	Éventailiste (fabricant) à façon.
Colleur de papiers peints.	Fagots et bourrées (marchand de) en détail, vendant au fagot.
Coloriste, enlumineur.	Falnes (marchand de).
Colis, collets et rabats (fabricant de), à façon.	Falourdes (débitant de).
Coquetier sans voitures ni bêtes de somme.	Ferreux de lacets.
Cordes à puits et liens d'écorces (fabricant de).	Feuilles de blé de Turquie (marchand de).
Cordons, lacets, tresses, ganses en fil, soie, laine, coton, etc. (fabricant de) à façon.	Figures en cire (mouleur de) à façon.
Corne (apprêteur de) à façon.	Filasse de nerfs (fabricant de) à façon.
Corne (fabricant de feuilles transparentes de) à façon.	Formaire pour la fabrication du papier, à façon.
	Fouets et cravaches (fabricant de) à façon.

Fourreaux pour sabres, épées, baionnettes (fabricant de) à façon.
 Frangier à façon.
 Frappeur de gaze.
 Fuseaux (fabricant de).
 Galnier à façon.
 Galonnier à façon.
 Garnisseur d'étuis pour instruments de musique.
 Garnitures de parapluies et cannes, telles que bouts, anneaux, crosses, manches, etc. (fabricant de).
 Gibernes (fabricant de) à façon.
 Graveur de musique.
 Graveur sur bois.
 Harmonicas (facteur d').
 Instruments pour les sciences (fabricant d'), à façon.
 Lamier-rotier à façon.
 Langueyeur de porcs.
 Limalies (marchand de).
 Limes (tailleur de).
 Livrots (fabricant de) pour les batteurs d'or ou d'argent.
 Loueur en garni. (S'il ne loue qu'une chambre.)
 Loueur d'abris sur les marchés.
 Maillechort et autres compositions métalliques (fabricant d'objets en) à façon.
 Marrons (marchand de) en détail.
 Mateassier.
 Mèches et veilleuses (marchand et fabricant de).
 Mesures linéaires, règles et équerres fabricant de) à façon.
 Modiste à façon.
 Moireur d'étoffes à façon.
 Moules de boutons (fabricant de).
 Nattier.
 Nécessaires (fabricant de) à façon.
 Nerfs (bateur de).
 Œillels métalliques (fabricant d').
 Opticien à façon, travaillant pour des maîtres qui lui fournissent la matière.
 Oribus (faiseur et marchand d').

Os (fabricant d'objets en) à façon.
 Osier (marchand d'), vendant à la botte ou par petites quantités.
 Ourdisseur de fils.
 Paillassons (fabricant de).
 Paillettes et paillons (fabricant de) à façon.
 Pantoufles (fabricant de) à façon.
 Papiers verrés ou émerisés (fabricant de).
 Parcheminier à façon.
 Passementier (fabricant) à façon, lorsqu'il fabrique des articles dont la confection n'exige point l'emploi de métiers.

Le passementier à façon qui emploie dix métiers ou au-dessus est impossible à la moitié des droits qu'il devrait payer s'il fabriquait pour son compte. Le passementier qui s'occupe des deux espèces de fabrication est impossible comme le patentable qui a plusieurs établissements.

Pâte de rose (fabricant de bijoux en).
 Peignes à sérancer (fabricant de) à façon.
 Peignes d'écaillies, d'ivoire, de corne, de bois, etc. (fabricant de), à façon.
 Peignes en canne ou roseaux pour le tissage (fabricant et marchand de).
 Peintre ou doreur, soit sur verre ou cristal, soit sur porcelaine, etc., à façon.
 Pelles de bois (fabricant et marchand de).
 Percer de perles.
 Perles fausses (fabricant de) à façon.
 Pinceaux (fabricant de) à façon.
 Pipes de terre (marchand de) en détail.
 Piqueur de cartes à dentelles.
 Piqueur de grès.
 Pileur de fils de soie à façon.
 Plumassier à façon.
 Plumeaux (fabricant de) à façon.
 Plumes à écrire (apprêteur de).

Poires à pondre (fabricant de) à façon.	Satineur ou lisseur de papier.
Pois d'iris (fabricant de).	Sciure de bois (marchand de).
Porte-feuilles (fabricant de) à façon.	Seaux ou baquets en sapin (fabricant de) à façon.
Porteur d'eau filtrée ou non filtrée, avec cheval et voiture.	Sonliers vieux (marchand de).
Puits (maltre cnrenr de).	Têtes en carton servant aux marchandes de modes (fabricant de).
Raquettes ou volants (fabricant de) à façon.	Tiges ou empeignes de chaussures (fabricant de), à façon.
Régieur de papier.	Tôlier à façon.
Remiseur de charrettes à bras et de hottes.	Tourbe (marchand de) en détail.
Rémonleur ou repasseur de couteaux.	Tourneur en bois (fabricant), sans boutique.
Reperceur.	Vannier (fabricant de vannerie commune).
Repriseuse de châles.	Varechs (marchand de), en détail.
Rognures de peaux (marchand de).	Vignettes et caractères à jour (fabricant de) à façon.
Rognures de papier (marchand de).	Vis (fabricant de) par procédés ordinaires, à façon.
Rouleaux (tourneur de) pour la filature.	Voitrier ou roulier n'ayant qu'un équipage.
Ruches pour les abeilles (fabricant de) à façon.	
Sable (marchand de).	
Sabotier (fabricant).	
Sabots (marchand de) en détail.	

TABLEAU III.

Annexé à la loi du 25 avril 1844, et modifié par les lois postérieures indiquées en tête du tableau A (1).

PROFESSIONS

IMPOSÉES EN ÉGARD À LA POPULATION, D'APRÈS UN TARIF EXCEPTIONNEL.

Agent de change :	âmes qui ont un entrepôt
A Paris..... 1,000 f.	réal..... 150 f.
Dans les villes de 100,000	Dans les villes de 15,000 à
âmes et au-dessus..... 250	30,000 âmes, et dans les
De 50,000 à 100,000 âmes. 200	villes d'une population in-
De 30,000 à 50,000, et dans	férieure à 15,000 âmes qui
les villes de 15,000 à 30,000	ont un entrepôt réel.... 100

(1) Le droit proportionnel des patentables du tableau B est généralement du 15^e de la valeur locative de la maison et de l'établissement. (Voir les exceptions au tableau D.)

Dans toutes les autres communes.....	75 f.	Commissionnaire en marchandises:	
Assureur maritime :		A Paris.....	400 f.
A Paris.....	250	Dans les villes d'une population de 50,000 âmes et au-dessus.....	300
Dans les villes de 50,000 âmes et au-dessus.....	200	Dans les villes de 30,000 à 50,000 âmes, et dans celles de 15,000 à 30,000 âmes qui ont un entrepôt réel.	200
Dans les villes de 30,000 à 50,000 âmes, et dans celles de 15,000 à 30,000 âmes qui ont un entrepôt réel.....	150	Dans les villes de 15,000 à 30,000 âmes, et dans les villes d'une population inférieure à 15,000 âmes qui ont un entrepôt réel....	150
Dans les villes de 15,000 à 30,000 âmes et dans les villes au-dessous de 15,000 âmes qui ont un entrepôt réel.....	100	Dans toutes les autres communes.....	75
Dans toutes les autres communes.....	50	Commissionnaire entrepositaire :	
Banquier :		A Paris.....	250
A Paris.....	1,000	Dans les villes de 50,000 âmes et au-dessus.....	200
Dans les villes d'une population de 50,000 âmes et au-dessus.....	500	Dans les villes de 30,000 à 50,000 âmes, et dans celles de 15,000 à 30,000 âmes qui ont un entrepôt réel.	150
Dans les villes de 30,000 à 50,000 âmes, et dans celles de 15,000 à 30,000 âmes qui ont un entrepôt réel.....	400	Dans les villes de 15,000 à 30,000 âmes, et dans les villes d'une population inférieure à 15,000 âmes qui ont un entrepôt réel.....	100
Dans les villes de 15,000 à 30,000 âmes, et dans les villes d'une population inférieure à 15,000 âmes qui ont un entrepôt réel.....	300	Dans toutes les autres communes.....	50
Dans toutes les autres communes.....	200	Commissionnaire de transports par terre et par eau :	
Cabriolets, fiacres et autres voitures semblables, sous remise ou sur place (entreprise de).....	10	A Paris.....	220
Plus 2 francs par voiture en circulation dans villes au-dessus de 100,000 âmes; 1 fr. 50 c. dans celles de 50,000 âmes à 100,000 âmes; 1 franc dans celles au-dessous de 50,000 âmes. Le tout jusqu'au maximum de 1,000 francs.		Dans les villes de 50,000 âmes et au-dessus.....	200
		Dans les villes de 30,000 à 50,000 âmes, et dans celles de 15,000 à 30,000 âmes qui ont un entrepôt réel.	150
		Dans les villes de 15,000 à 30,000 âmes, et dans les villes d'une population inférieure à 15,000 âmes qui ont un entrepôt réel.....	100

Dans toutes les autres communes.....	50 f.	Dans toutes les autres communes.....	50
Courtier d'assurances :		Courtier en marchandises com-	
A Paris.....	250	micillié dans une ville de	
Dans les villes de 50,000 âmes		50,000 âmes et au-dessus,	
et au-dessus.....	200	bien que breveté pour une	
Dans les villes de 30,000 à		commune de population	
50,000 âmes, et dans celles		inférieure.....	200
de 15,000 à 30,000 âmes		Eau (entrepreneur de distri-	
qui ont un entrepôt réel.	150	bution d') :	
Dans les villes de 15,000 à		Fournissant la ville de Paris,	
30,000 âmes, et dans les		en tout ou en partie.....	600
villes d'une population in-		Fournissant une ville de	
férieure à 15,000 âmes		50,000 âmes et au-dessus.	400
qui ont un entrepôt réel.	100	Fournissant une ville de	
Dans toutes les autres com-		30,000 à 50,000 âmes....	200
munes.....	50	Fournissant une ville de	
Courtier de navires :		15,000 à 30,000 âmes....	150
A Paris.....	250	Fournissant une ville au-	
Dans les villes de 50,000		dessous de 15,000 âmes.	75
âmes et au-dessus.....	200	Facteur aux halles de Paris :	
Dans les villes de 30,000 à		Pour les farines, le beurre,	
50,000 âmes, et dans cel-		les œufs, les fromages et	
les de 15,000 à 30,000		le poisson salé.....	150
âmes qui ont un entrepôt		Pour les grains, graines et	
réel.....	150	grenailles, la marée, les	
Dans les villes de 15,000 à		huîtres et les cuirs.....	100
30,000 âmes, et dans les		Pour le poisson d'eau douce,	
villes d'une population		la volaille, le gibier, les	
inférieure à 15,000 âmes		agneaux, cochons de lait,	
qui ont un entrepôt réel.	100	veaux de rivière et de pré-	
Dans toutes les autres com-		salé, les veaux, les char-	
munes.....	50	bons de bois arrivés par	
Courtier de marchandises :		eau, les draps, les toiles,	
A Paris.....	250	les fourrages.....	75
Dans les villes de 50,000		Pour le charbon de bois ar-	
âmes et au-dessus.....	200	rivé par terre ou pour le	
Dans les villes de 30,000 à		charbon de terre.....	50
50,000 âmes, et dans cel-		Pour les fruits et légumes.	25
les de 15,000 à 30,000		Facteur aux marchés à bes-	
âmes qui ont un entrepôt		tiaux destinés à l'appro-	
réel.....	150	visionnement de Paris...	150
Dans les villes de 15,000 à		Gaz pour l'éclairage (fabrique	
30,000 âmes, et dans les		de) :	
villes d'une population in-		Pour les fabriques qui four-	
férieure à 15,000 âmes		nissent l'éclairage de tout	
qui ont un entrepôt réel.	100	ou partie :	

Des villes de 50,000 âmes et au-dessus.....	400 f.	30,000 âmes, et dans les villes d'une population inférieure à 15,000 âmes qui ont un entrepôt réel.	150 f.
Des villes de 30,000 âmes et au-dessus.....	200	Dans toutes les autres communes.....	100
Des villes de 15,000 à 30,000 âmes.....	150	Omnibus (entreprise d').....	10
Des villes au-dessous de 15,000 âmes.....	75	Plus 1 franc par place des voitures en circulation dans les villes au-dessus de 100,000 âmes; 75 centimes dans celles de 50,000 à 100,000 âmes, et 50 centimes dans celles au-dessous de 50,000 âmes. Le tout jusqu'au maximum de 1,000 francs.	
Inhumations et pompes funèbres de Paris (entreprise des).....	1,000	Le droit par place sera réduit de moitié pour les places dont le prix est au-dessous de 20 centimes.	
Magasin de plusieurs espèces de marchandises (tenant un), lorsqu'il occupe habituellement plus de cinq personnes préposées à la vente : 25 francs par personne dans les villes d'une population de plus de 100,000 âmes; 20 francs dans celles d'une population de 50,000 à 100,000; et 15 francs dans les villes d'une population inférieure à 50,000 âmes. Le tout jusqu'au maximum de 2,000 francs.		Pont (concessionnaire ou fermier de péage sur un) :	
Magasin de vêtements (tenant un), lorsqu'il occupe habituellement plus de cinq personnes préposées à la vente : 25 francs par personne dans les villes d'une population de 100,000 âmes; 20 francs dans celles d'une population de 50,000 âmes à 100,000, et 15 francs dans les villes d'une population inférieure à 50,000 âmes. Le tout jusqu'au maximum de 2,000 francs.		Dans l'intérieur de Paris...	200
Monnaies (directeur des) :		Dans l'intérieur d'une ville de 50,000 âmes et au-dessus.....	100
A Paris.....	1,000	Dans l'intérieur d'une ville de 20,000 à 50,000 âmes.	75
Dans toutes les autres villes.	500	Dans les autres communes d'une population inférieure à 20,000 âmes, lorsque le pont réunit deux parties :	
Négociant :		D'une route impériale.....	75
A Paris.....	400	D'une route départementale	50
Dans les villes de 50,000 âmes et au-dessus.....	300	D'un chemin vicinal de grande communication..	25
Dans les villes de 30,000 à 50,000 âmes, et dans celles de 15,000 à 30,000 âmes qui ont un entrepôt réel.....	200	D'un chemin vicinal.....	15
Dans les villes de 15,000 à		Lorsque le pont réunit deux routes ou chemins de classes différentes, le droit fixe est établi d'après la moyenne des taxes afférentes aux deux classes.	
		Roulage (entrepreneur de) :	
		A Paris.....	150

Dans les villes de 50,000 âmes et au-dessus.....	100 f.	trée des ports (entrepreneur de):	
Dans les villes de 30,000 à 50,000 âmes, et dans celles de 15,000 à 30,000 âmes qui ont un entrepôt réel.....	75	Dans les villes de 50,000 âmes et au-dessus.....	100 f.
Dans les villes de 15,000 à 30,000 âmes, et dans les villes d'une population inférieure à 15,000 âmes qui ont un entrepôt réel....	50	Dans les villes de 30,000 à 50,000 âmes, et dans celles de 15,000 à 30,000 âmes qui ont un entrepôt réel.	75
Dans toutes les autres communes.....	40	Dans les villes de 15,000 à 30,000 âmes, et dans les villes au-dessous de 15,000 âmes qui ont un entrepôt réel.....	50
Signaux télégraphiques à l'en-		Dans toutes les autres communes.....	52

TABLEAU C.

Annexé à la loi du 25 avril 1844, et modifié par les lois postérieures indiquées en tête du tableau A.

PROFESSIONS

IMPOSÉES SANS ÉGARD À LA POPULATION.

PREMIÈRE PARTIE.

DROIT PROPORTIONNEL, AU QUINZIÈME SUR LA VALEUR LOCATIVE DE LA MAISON ET DE L'ÉTABLISSEMENT.

Armateur pour le long cours :	A plus de vingt départe-
40 centimes pour chaque ton-	ments 1,000 f.
neau, jusqu'au maximum de	De six à vingt départe-
1,000 francs.	ments..... 500
Armateur pour le grand et le petit	A moins de six départe-
cabotage, la pêche de la baleine,	ments..... 300
celle de la morue, la pêche ordi-	Banque de France y compris
naire ou petite pêche, et arma-	ses comptoirs..... 20,000
teur au bornage.	Barques et bateaux pour le transport
25 centimes par chaque tonneau,	des marchandises sur les fleuves,
jusqu'au maximum de 400 francs.	rivières et canaux (entrepreneur,
Assurances non mutuelles, dont les	maître ou patron de):
opérations s'étendent,	5 centimes par chaque tonneau

de la capacité brute des barques et bateaux, jusqu'au maximum de 300 francs.		troupes dans les garnisons.	100 f.
Si le conducteur n'est qu'un homme à gages, la patente est due par l'entrepreneur, le maître ou le patron qui l'emploie.		Fournisseurs de vivres et fourrages aux troupes dans les gîtes d'étape.....	25
Bateaux et pequebots à vapeur pour le transport des voyageurs (entreprise de):		Fournisseurs de vivres aux troupes dans les garnisons.	50
Pour voyages de long cours	300	Marchand forain:	
Sur fleuves, rivières et le long des côtes.....	200	Avec voiture à un seul collier	40
Bateaux et paquebots à vapeur pour le transport des marchandises (entreprise de)..	200	Avec voiture à deux colliers	60
Bateaux à vapeur remorqueurs (entreprise de).....	150	Avec voiture à trois colliers et au-dessus, ou ayant plus d'une voiture.....	120
Canaux navigables avec péage, ou canaux d'irrigation (concessionnaire de).....	200	Avec bête de somme.....	15
Plus 20 francs par myriamètre complet, en sus du premier, jusqu'au maximum de 1,000 francs.		Avec balle.....	8
Coches d'eau (entreprise de).	100	(Les droits ci-dessus sont réduits de moitié lorsque le marchand forain ne vend que des balais, de la boissellerie, des bouteilles, des pierres à aiguiser, de la poterie ou de la vannerie.)	
Crédit foncier de France (société du).....	5,000	Péage sur une route (concessionnaire des droits de), lorsque la longueur de la route n'excède pas un myriamètre.....	15 f.
Défrichement et dessèchement (compagnie de).....	300	Poterie (marchand forain sur bateau de):	
Fournisseurs généraux:		Pour un bateau.....	30
D'objets concernant l'habillement, l'armement, la remonte, le harnachement et l'équipement des troupes, etc.....	1,000	Pour deux bateaux.....	60
De subsistances aux armées..	1,000	Pour trois bateaux et au-dessus.....	100
De chauffage et de lumière aux troupes.....	1,000	Société formée par actions pour opérations de banque, de crédit, d'escompte, de dépôts, comptes courants, etc.	
Fournisseur des objets ci-dessus indiqués, par division militaire.....	150	Ayant un capital de 1 million à 2 millions.....	1,000
Fournisseur de chauffage et de lumière aux troupes dans les garnisons.....	25	Pour chaque millions de capital en sus, 100 francs, jusqu'au maximum de 5000 fr.	
Fournisseur de fourrages aux		Pour un capital social d'un million et au-dessous, droits fixes d'après les tarifs des tableaux A et B selon la nature de la profession exercée.	
		Tontine (société de).....	300

DEUXIÈME PARTIE.

DROIT PROPORTIONNEL, AU VINGTIÈME: 1^o SUR LA MAISON D'HABITATION; 2^o SUR LES MAGASINS DE VENTE COMPLÈTEMENT SÉPARÉS DE L'ÉTABLISSEMENT; — AU VINGT-CINQUIÈME, SUR L'ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL.

Amidon (fabrique d').....	10 f.	Jusqu'au maximum de 100fr.	
Plus 3 francs par ouvrier		Chaux naturelle (fabrique de):	
jusqu'au maximum de 200fr.		1 franc par mètre cube de	
Ardoisières (exploitant d')...	10	la capacité brute des fours,	
Plus 3 francs par ouvrier,		jusqu'au maximum de 200fr.	
jusqu'au maximum de 400fr.		(Le droit sera réduit de	
Blanc de baleine (raffinerie de).	15	moitié pour les fours dans	
Plus 3 francs par ouvrier,		lesquels on eutra moins de	
jusqu'au maximum de 200fr.		huit fois par an.)	
Bougies, cierges, etc. (fabrique		Chaux artificielle (fabrique de):	
de).....	15	1 fr. 50 c. par mètre cube	
Plus 3 francs par ouvrier,		de la capacité brute des fours,	
jusqu'au maximum de 300fr.		jusqu'au maximum de 300fr.	
Bras, goudrons, poix, résines		(Le droit sera réduit de	
et autres matières analogues		moitié pour les fours dans les-	
(fabrique de).....	25	quels on eutra moins de huit	
Briques (fabrique de).....	5	fois par an.)	
Plus 2 francs par ouvrier ou		Cire (blanchisserie de).....	15 f.
par série d'ouvriers momen-		Plus 3 francs par ouvrier,	
tanément employés, équiva-		jusqu'au maximum de 200fr.	
lente à un ouvrier employé		Coke (fabrique de).....	15
complètement, jusqu'au ma-		Plus 3 francs par four,	
ximum de 100 francs.		jusqu'au maximum de 300 fr.	
Café de chicorée de glands et		Colle forte (fabrique de).....	15
autres matières analogues		Plus 3 francs par chaque	
(fabrique de).....	15	ouvrier, jusqu'au maximum	
Plus 3 francs par ouvrier,		de 200 francs.	
jusqu'au maximum de 200fr.		Colle végétale pour les papete-	
(Ne sont point comptés		ries (fabrique de).....	15
les ouvriers qui ne sont em-		Plus 3 francs par ouvrier,	
ployés qu'à la culture de la		jusqu'au maximum de 100fr.	
chicorée.)		Conserves alimentaires (fabri-	
Capsules ou amorces de chasse		que de).....	15
(fabricant de).....	50 f.	Plus 3 francs par ouvrier,	
Caramel (fabrique de).....	15	jusqu'au maximum de 300fr.	
Plus 3 francs par ouvrier		Cassettes de betteraves, de chi-	
jusqu'au maximum de 200fr.		corée (fabrique de).....	15
Cendres gravelées (fabrique de).	25	Plus 3 francs par ouvrier,	
Chandelles (fabrique de).....	10	jusqu'au maximum de 200fr.	
Plus 3 francs par ouvrier,		Crayons (fabrique de).....	15

Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300fr.		Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 200fr.	
Creusets (fabrique de).....	25 f.	Mèches pour les mines et les artifices (fabrique de).....	10 f.
Encre d'impression (fabricant d').....	15	Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 100fr.	
Plus 3 francs par ouvrier jusqu'au maximum de 200 fr.		Noir animal (fabrique de)...	50
Engrais (marchand d').....	25	Papiers ou taffetas préparés pour usages médicaux (fabrique de).....	50
Esprit ou eau-de-vie de vin (fabrique d').....	50	Pâtes alimentaires (fabrique de).....	15
(Ce droit sera réduit de moitié pour les fabricants qui fabriquent moins de 100 hectolitres).		Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 200fr.	
Esprit ou eau-de-vie de marc de raisin, cidre, poiré (fabrique d').....	25	Pierres à feu (fabricant, expéditeur de).....	5
(Ce droit réduit de moitié pour les fabricants qui fabriquent moins de 100 hectolitres.)		Pipes (fabrique de) :	
Étain pour glaces (fabrique d').	15	25 francs par four, jusqu'au maximum de 150 francs.	
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300fr.		Plâtre (fabrique de) :	
Fécules de pommes de terre (fabrique de).....	15	1 franc par mètre cube de la capacité brute des fours, jusqu'au maximum de 200fr.	
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 200fr.		(Le droit sera réduit de moitié pour les fours dans lesquels on fera moins de huit fournées par an).	
Fontainier, sondeur et foreur de puits artésiens.....	50	Pointes (fabrique de) par procédés ordinaires.....	10
Formes à sucre (fabrique de).	15	Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300fr.	
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 100fr.		Poterie (fabrique de).....	5
Fromages de Roquefort et autres fromages aecés (fabrique de).....	50	Plus 2 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 200 fr.	
Gélatine (fabrique de).....	15	Régisse (fabrique de).....	15
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 200fr.		Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 200fr.	
Glacières (maitre de).....	50	Savon (fabrique de).....	20
Glucose (fabrique de).....	15	Plus 50 centimes par hectolitre de capacité des chaudières, jusqu'au maximum de 400 francs.	
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 200fr.		Sel (raffinerie de).....	25
Malt ou orge germée servant à la fabrication de la bière (fabrique de).....	10	Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 100f.	
		Sirup de fécule de pommes de terre (fabrique de).....	15

Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 200 f.		Tourbes carbonisées (fabrique de).....	25 f.
Sulf (fondeur de).....	10 f.	Tuiles (fabrique de)	5
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 100 f.		Plus 2 francs par ouvrier, jus- qu'au maximum de 100 f.	
Taffetas gommés ou cirés (fa- bricant de).....	50	Vinaigre (fabrique de).....	25
Tapis peints ou vernis (fabri- cant de).....	50	(Ce droit sera réduit de moitié pour les fabricants qui fabriquent moins de 100 hectolitres.)	
Toiles cirées ou vernies (fabri- cant de).....	50		

TROISIÈME PARTIE.

DROIT PROPORTIONNEL, AU VINGTIÈME: 1° SUR LA MAISON D'HABITATION; 2° SUR
LES MAGASINS DE VENTE COMPLÈTEMENT SÉPARÉS DE L'ÉTABLISSEMENT; — AU
QUARANTIÈME, SUR L'ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL.

Acier fondu ou acier de cé- mentation (fabrique de)...	10 f.	étoffes de laine pour le com- merce, par procédés méca- niques ou chimiques.....	15 f.
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300 f.		Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300 f.	
Acier naturel (fabrique d'), imposable comme les forges et hauts fourneaux.		Bois de broasses (fabrique de) par procédés mécaniques. 5 francs par perçoir, jusqu'au maximum de 150 francs.	
Agrafes (fabrique d') par pro- cédés mécaniques.....	15	Bois d'allumettes (fabrique de) par procédés mécaniques.	15
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300 f.		Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 150 f.	
Aiguilles à coudre, à tricoter ou à métiers pour faire des bas (fabrique d'), par procé- dés ordinaires ou par procé- dés mécaniques.....	10	Bouchons de liège (fabrique de) par procédés mécaui- ques, 1 franc par lame, jus- qu'au maximum de 150 f.	
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300 f.		(Le droit sera réduit de moitié pour les fabriques qui, par manque ou par crue d'eau, sont forcées de sus- pendre leur travail, en tout ou en partie, pendant un temps équivalent au moins à quatre mois.)	
Armes blanches (fabrique d').	100	Brasserie, 10 centimes par hectolitre de cspcité brute	
Armes de guerre (manufacture d').....	400		
Batteur de laines par procé- dés mécaniques.....	15		
Plus 3 francs par ouvrier jusqu'au maximum de 300 f.			
Biscuit de mer (fabrique de).	50		
Blanchisserie de toiles, fils,			

de toutes les chaudières, jusqu'au maximum de 400 f.		de).....	200 f.
(Ce droit sera réduit de moitié pour les brasseries qui ne brassent que quatre fois au plus par an, et d'un quart pour celles qui ne brassent que huit fois au plus par an.)		Chansures (fabricant de) par procédés mécaniques.....	15
Briques combustibles (fabrique de).....	15 f.	Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 500 f.	
Plus 3 francs par ouvrier jusqu'au maximum de 300 f.		Chemin de fer avec péage (concessionnaire de).....	200
Calorifères pour le chauffage des maisons, serres ou établissements publics (fabricant ou entrepreneur de la construction des).....	15	Plus 20 francs par myriamètre en sus du premier, jusqu'au maximum de 5,000 francs.	
Plus 3 francs par ouvrier jusqu'au maximum de 300 f.		Clous et pointes (fabrique de) par procédés mécaniques, 5 francs par métier, jusqu'au maximum de 400 f.	
Caoutchouc et autres matières semblables (établissement mécanique pour la préparation ou pour l'emploi du).....	15	Cocons (filerie de), 1 fr. 50 c. par bassine ou tour, jusqu'au maximum de 400 f.	
Plus 3 francs par ouvrier employé, soit à la préparation des matières, soit à la confection mécanique des objets fabriqués, jusqu'au maximum de 500 francs.		Conservation du bois, des toiles et des cordages (établissement pour la), au moyen de préparations chimiques.....	10
Cartonnage (fabrique de), 30 f. par cuve, jusqu'au maximum de 150 francs.		Plus 25 centimes par mètre cube des bassins, cuves ou fosses renfermant les préparations conservatrices ou servant à l'immersion des objets à conserver, jusqu'au maximum de 400 francs.	
(Ce droit sera réduit de moitié pour les fabriques qui sont forcées de chômer, par manque ou par crue d'eau, pendant une partie de l'année équivalente au moins à quatre mois.)		Convois militaires (entreprise générale des).....	1,000
Charpie (fabrique de) par procédés mécaniques, 5 francs par carde, jusqu'au maximum de 200 francs.		Convois militaires (entreprise particulière des) pour une division militaire.....	100
Chaudronnerie pour les appareils à vapeur, à distiller, à concentrer, etc. (fabrique		Convois militaires (entreprise particulière pour gîtes d'étape).....	5
		Coutellerie (fabricant expéditeur de).....	25
		Plus 3 francs par série d'ouvriers partiellement employés, équivalente à un ouvrier employé complètement, jusqu'au maximum de 100 francs.	
		Coutellerie (fabricant de) non	

expéditeur.....	15 f.	fen, 25 francs, jusqu'au maximum de 300 francs.	
Plus 2 francs par série d'ouvriers partiellement employés, équivalente à un ouvrier employé complètement, jusqu'au maximum de 75 francs.		Épingles (manufacture d'), par procédés mécaniques.....	15 f.
Couverts et autres objets de service de table en argent ou en alliage (fabrique de), par procédés mécaniques.....	15	Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300 f.	
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300 f.		Esprit ou alcool de fécules, de grains, de betteraves et autres substances analogues (fabrique d'), 10 centimes par hectolitre de la capacité brute des cuves de fermentation, et 50 centimes par hectolitre de la capacité brute des chaudières ou colonnes à rectifier.	
Crin végétal (fabrique de) par procédés mécaniques, 5 fr. par machine à peigner, jusqu'au maximum de 100 fr..		Le tout jusqu'au maximum de 500 francs.	
Cristaux (manufacture de)...	300	(Le droit sera réduit de moitié pour les fabriques qui travaillent moins de trois mois par an).	
Déchireur de chiffons et vieilles étoffes de laine par procédés mécaniques, 10 francs par machine, jusqu'au maximum de 100 francs.		Fabricant dont la profession est spécialement dénommée au tableau des commerces, des industries ou professions dont le droit fixe est réglé en égard à la population et d'après un tarif général, lorsqu'il travaille pour le commerce et qu'il occupe plus de dix ouvriers disséminés ou renfermés dans un même établissement :	
Déconneur d'étoffes par procédés mécaniques, 5 francs par métier, jusqu'au maximum de 150 francs.		Pour les dix premiers ouvriers.....	15
Diligences partant à jours et à heures fixes (entrepreneur de).....	5	Plus, pour les ouvriers au-dessus de dix, 3 francs par ouvrier ou par série d'ouvriers momentanément employés, équivalente à un ouvrier employé complètement, jusqu'au maximum de 300 francs.	
Plus pour chaque myriamètre complet :		Les droits ci-dessus seront réduits à la moitié pour les fabricants à façon.	
4 francs pour les voitures ayant 10 places et au-dessous, 5 francs pour les voitures ayant plus de 10 places, le tout jusqu'au maximum de 500 francs.			
Eaux minérales et thermales (exploitation d').....	150		
Écorce pour la fabrication du papier (déchireurs d') par procédés mécaniques, 10 fr. par machine, jusqu'au maximum de 100 francs.			
Euclumes, essieux et gros étaux (manufacture d'), par			

(Dans aucun cas, le droit fixé ne pourra être inférieur à celui qui résulterait de l'application du tarif réglé en raison de la population à la profession du fabricant.)		ueaux, etc.....	50 f.
Fonderie (manufacture de) :		Fonderie de cuivre sans laminoirs ni martinets (exploitant de).....	25
Par four.....	25 f.	Par chaufferie, feu, four ou fourneau de fusion, jusqu'au maximum de 1,000 francs.	
Jusqu'au maximum de 150 fr.		Fonderie en affinage de plomb ou de zinc.....	25
Faux et faucilles (fabrique de).....	15	Par chaufferie, feu, four ou fourneau de fusion, jusqu'au maximum de 1000 francs.	
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300 f.		Fonderie en fer de seconde fusion (entrepreneur de) :	
Fer-blanc (fabrique de).....	50	Fabrique de objets de grande dimension, tels que cylindres, grilles, colonnes, pilastres, bornes et grandes pièces de mécanique, etc.....	200
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 400 f.		Ne fabriquant que des objets de petite dimension pour l'ornementation, ou de petites pièces de mécanique.....	100
Ferronnerie, serrurerie et clous forçés (fabrique de)...	5	Forges de hauts fourneaux (maître de) :	
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300 francs.		Par haut fourneau au coke.	200
Fonderie de cuivre (entrepreneur de) :		Par haut fourneau au bois.	100
Ayant plusieurs laminoirs.	300	Par forge dite catalane et par chaufferie, feu, four et fourneau de seconde fusion de toute usine à fer.....	25
Un laminoir ou plusieurs martinets.....	200	Jusqu'au maximum de 1,000 fr.	
Se borna à couvrir le cuivre rouge en cuivre jaune.....	100	(Ces droits seront réduits de moitié pour les forges dites catalanes et pour les forges à un ou deux marteaux, lorsqu'elles seront forcées, par manque ou par crue d'eau, de suspendre leur travail, en tout ou en partie, pendant un temps égal-	
Fonderie de cuivre et bronze (entrepreneur de) :			
Fondant des objets de grande dimension, tels que cylindres ou rouleaux d'impression pour les manufactures, ou grandes pièces de mécanique, etc.	200		
Ne fondant que des objets d'art ou d'ornementation, ou des pièces de mécanique de petite dimension.	100		
Ne fondant que des objets d'un usage commun et de petite dimension, comme robinets, clochettes, an-			

valent au moins à quatre mois.)		ques.	10 f.
Formes pour chaussures (fabrique de), par procédés mécaniques.	15 f.	Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300 fr.	
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 100 f.		Huile de goudron (fabrique de).	15
Foulonnier, 3 francs par pot à fouler ou à laver, jusqu'au maximum de 150 francs.		Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300 francs.	
Foulonnier à la mécanique, 10 fr. par machine à fouler ou à laver, jusqu'au maximum de 150 francs.		Hultres (marchand expéditeur d'), expédiant avec voitures servies par des relais ou par les chemins de fer.	100
Galvanisation du fer (exploitant une usine pour la), 50 francs par chaque four de fusion, jusqu'au maximum de 300 fr.		Instruments de mathématiques, d'optique, de physique, et, en général, de sciences (fabricant d'), par procédés mécaniques.	15
Galvanoplastie (entrepreneur de).....	50	Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 100 fr.	
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 400 f.		Jus de betterave (fabricant de):	
Gas pour l'éclairage (fabrique de). Pour les fabriques qui fournissent l'éclairage de tout ou partie de la ville de Paris :		40 francs par chaque presse de première ou de seconde pression, jusqu'au maximum de 400 francs.	
1 centime par hectolitre de la capacité des gazomètres, jusqu'au maximum de 3,000 francs.		Lamier-rotier par procédés mécaniques.	50
Glaces (manufacture de).....	100	Laminerie (entrepreneur de) :	
Gobeletterie (manufacture de), 50 fr. par four de fusion, jusqu'au maximum de 300 f.		Par paire de cylindres d'un mètre de longueur et au-dessus.	100
Gulperie (fabricant de) par procédés mécaniques :		Par paire de cylindres au-dessous d'un mètre de longueur.	50
Pour cent bouts ou cordes et au-dessous.	10	Jusqu'au maximum de 300 fr.	
Plus 10 francs par chaque centaine de bouts ou cordes au-dessus de cent, jusqu'au maximum de 200 francs.		Limes (fabrique de).....	10
Horlogerie (fabrique de pièces d') par procédés mécani-		Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300 fr.	
		Lin ou chanvre (fabrique de) par procédés mécaniques ou chimiques.	15
		Plus 3 francs par ouvrier jusqu'au maximum de 300 francs.	
		Lits militaires (entreprise générale des).....	1,000
		Maison particulière de santé (tenant une).....	100

Marqueur expéditeur, expédiant avec voitures servies par des relais ou par les chemins de fer..... 100 f.

Marquin (fabrique de), avec machine à vapeur ou moteur hydraulique..... 100

Martinet, pour chacun des marteaux mis en mouvement par l'arbre de canage (marteau de)..... 5

(Ce droit sera réduit de moitié pour les fabriques qui sont forcées, par manque ou par crue d'eau, de chômer pendant une partie de l'année équivalente ou moins à quatre mois.)

Moulin ou autre usine à moulin, battre, triturer, broyer, pulvériser, presser :

5 francs par paire de meules ou de cylindres et par presse, et 1 franc par pilon, jusqu'à un maximum de 300 fr.

Lorsque les meules et les cylindres ne fonctionneront pas par paire, on appliquera le droit fixe afférent à la paire, à la machine ou au jeu des machines qui en tiendra lieu.

Le droit sera réduit de moitié pour les moulins à bras, à manège et à vent, et pour les moulins mis par l'eau qui sont périodiquement forcés, par manque ou par crue d'eau, de suspendre leur travail en tout ou en partie pendant un temps équivalent ou moins à quatre mois.

Les exploitants de moulin qui achètent les matières premières pour revendre

ensuite les produits de leur usine, sont imposables comme marchands, lorsque le droit fixe afférent à cette dernière qualification excède le droit fixe afférent à l'exploitation du moulin.

Les usines à bras seront exemptes du droit proportionnel.

Moulinier en soie, soit qu'il travaille pour son compte, soit qu'il travaille à façon.. 5 f.

Plus 5 francs par centaine de tavelles, et 60 centimes par centaine de broches, fuseaux et baguettes ou axes supportant les bobines, roquets ou roquelies de toute nature, jusqu'à un maximum de 200 fr.

(Le droit sera réduit de moitié pour le moulinier en soie et coton mélangés.)

Orthopédic (tenant un établissement d')..... 100

Papeterie à la cuve, par cuve. 15
Jusqu'à un maximum de 100 francs.

(Ce droit sera réduit de moitié pour les papeteries à la cuve qui seront forcées, par manque ou par crue d'eau, de chômer pendant une partie de l'année équivalente ou moins à 4 mois.)

Papeterie à la mécanique :
1^{re} machine..... 150

plus 50 fr. par machine ne pouvant fabriquer que du papier d'un mètre de largeur et au-dessous, et, lorsque la machine peut fabriquer du papier plus large, 1 fr. 50 c. en sus par chaque centimètre de largeur excédant le mètre ; plus, par machine

servant à la trituration des chiffons et des pâtes, le droit dont elle est passible, considérée comme moulin, jusqu'au maximum de 400 fr.		par four, jusqu'au maximum de 300 francs.	
(Le droit sera réduit de moitié pour les machines ne séchant pas le papier et pour celles qui ne servent à fabriquer que du carton ou des papiers gris et d'emballage.)		Perceur de pierres fines et diamants par procédés mécaniques.....	10 f.
Papiers peints pour tenture (fabrique de) :		Plus 3 francs par ouvrier jusqu'au maximum de 300 f.	
Pour quinze tables et au-dessous.....	40 f.	Plumes métalliques (fabricant de), par procédés mécaniques.....	15
Et 3 francs par table en sus, jusqu'au maximum de 300 francs.		Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300 fr.	
Un cylindre sera compté pour vingt-cinq tables.		Polisseur tonrneur ou émouleur par procédés mécaniques..	15
Patouillet ou lavoir de minéral :		Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 100 f.	
Pour chaque usine.....	15	Porcelaines (manufacture de), 30 fr. par four, jusqu'au maximum de 300 francs.	
Jusqu'au maximum de 100 fr.		Produits chimiques (manufacture de).....	15
(Ce droit sera réduit de moitié pour les patouillots ou lavoirs qui sont forcés de chômer, par crue ou par manque d'eau, pendant une partie de l'année équivalente au moins à quatre mois.)		Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 500 f.	
Peignerie ou carderie de coton, de laine, ou de bourre de soie, par procédés mécaniques, 5 francs par assortiment de machines à peigner ou à carder, jusqu'au maximum de 100 francs.		Quincailleurie (fabrique de)...	10
Peignes (fabricant de) par procédés mécaniques).....	10	Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300 f.	
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300 f.		Sabots (fabricant de) par procédés mécaniques).....	15
Peinture sur verre (exploitant un établissement de), 30 fr.		Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 100 f.	
		Sclerie mécanique :	
		Pour le sciage des bois de construction, bâtisse et menuiserie, 2 francs par lame.	
		Pour le sciage des bois de marqueterie et placage, 1 fr. par lame.	
		Pour le sciage des pierres et du marbre, 50 centimes par lame, jusqu'au maximum de 150 francs.	
		(Ces droits seront réduits de moitié pour les scieries qui, par manque ou par crue d'eau, sont forcées de suspendre leur travail en tout ou en partie pendant un	

temps équivalent au moins à quatre mois.)		reprise générale du).....	1,000 f.
Scies (fabrique de).....	10 f.	Transport de la guerre (entre-	
Plus 3 francs par ouvrier,		prise particulière du), pour	
jusqu'au maximum de 300 f.		une division militaire.....	100
Sculptures (fabrique de) par		Transport de la guerre (entre-	
procédés mécaniques.....	15	prise particulière pour giles	
Plus 3 francs par ouvrier,		d'étape).....	25
jusqu'au maximum de 100 f.		Transports militaires (entre-	
Soufflerie de poils pour la cha-		prise générale des).....	1,000
pellerie et autres industries		Transports des tabacs (entre-	
par procédés mécaniques,		prise générale de).....	1,000
5 francs par assortiment de		Transport des détenus :	
machines à souffler jusqu'au		Entreprise générale.....	300
maximum de 100 francs.		Entreprise pour le transport	
Sucre (raffinerie de), ayant		des détenus du ressort	
moins de 25 ouvriers.....	100	d'une cour d'appel au	
De 25 à 50 ouvriers.....	200	moins.....	100
Plus de 50 ouvriers.....	300	Entreprise pour le transport	
Sucre de betterave (fabrique		des détenus d'une circons-	
de) :		cription moins étendue	
Pour chaque chaudière à dé-		que celle d'une cour d'ap-	
féquer contenant moins		pel.....	25 f.
de 10 hectolitres.....	40	Tréfilerie en fer ou laiton..	25
Pour chaque chaudière à dé-		Plus 2 fr. 50 c. par bobine,	
féquer contenant 10 hec-		jusqu'au maximum de 400 f.	
tolitres et au-dessus....	60	Trieur de laines par procédés	
Jusqu'au maximum de 400 f.		mécaniques, 10 francs par	
Tannerie de cuirs forts et		machine, jusqu'au maxi-	
mous.....	10	mum de 150 francs.	
Plus 25 centimes par mè-		Usine à tirer l'or et l'argent	
tre cube de fosses et de cu-		(exploitant d').....	25
ves, jusqu'au maximum de		Plus 2 fr. 50 c. par bobine	
200 francs.		jusqu'au maximum de 400 fr.	
Teinturier pour les fabricants		Ustensiles en fer battu (fabri-	
et les marchands.....	15	que d") par procédés méca-	
Plus 3 francs par ouvrier,		niques.....	15
jusqu'au maximum de 300 f.		Plus 3 francs par ouvrier,	
Télégraphie privée (entreprise		jusqu'au maximum de 300 f.	
de).....	100	Verrerie, 50 francs par four de	
Tondeur de tapis par procédés		fusion, jusqu'au maximum	
mécaniques, 5 francs par		de 300 francs.	
tondeuse, jusqu'au maxi-		Vis (manufacture de) par pro-	
mum de 100 francs.		cédés mécaniques.....	10
Transport de la guerre (en-		Plus 3 francs par ouvrier,	
		jusqu'au maximum de 300 f.	

QUATRIÈME PARTIE

DROIT PROPORTIONNEL AU VINGTIÈME: 1° SUR LA MAISON D'HABITATION; 2° SUR LES MAGASINS DE VENTE COMPLÈTEMENT SÉPARÉS DE L'ÉTABLISSEMENT; — AU CINQUANTIÈME DE L'ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL.

Appréteur d'étoffes pour les fabriques.....	15 f.	sus, jusqu'au maximum de 400 francs.	
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 300 f.		Filature de laine, de chanvre ou de lin.....	5 f.
Cardes (manufacture de) par procédés mécaniques.....	25	Plus 5 francs par assortiment de machines à peigner ou à carder, et 3 francs par chaque centaine de broches, jusqu'au maximum de 600 francs.	
Plus 5 francs par métier, jusqu'au maximum de 300 f.		Filature de coton et filature de déchets ou de bourre de soie.	3
Collage et séchage de chalues et tissus (exploitant un établissement de).....	15	Plus 5 francs par assortiment de machines à peigner ou à carder, et 1 fr. 50 c. par chaque centaine de broches, jusqu'au maximum de 600 francs.	
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 150 f.		Imprimeur d'étoffes et de fils :	
Corde (fabriques de) par procédés mécaniques, pour 500 broches ou fuseaux et au-dessous.....	10	Pour 25 tables et au-dessous, 50 francs; plus 3 fr. par table en sus, jusqu'au maximum de 400 francs.	
Plus 1 fr. 50 c. par chaque centaine de broches ou de fuseaux en sus, jusqu'au maximum de 400 francs.		Un rouleau comptera pour 25 tables, et 4 perrotines pour un rouleau, et 4 planches plates également pour un rouleau.	
Drap feutre (fabricant de) par procédés mécaniques.		Lacets et tresses en laine ou coton (fabrique de) par procédés mécaniques pour 500 broches ou fuseaux et au-dessous.....	10
1 franc par paire de cylindres des machines à feutrer, jusqu'au maximum de 600 f.		Plus 1 fr. 50 c. par chaque centaine de broches ou de fuseaux en sus, jusqu'au maximum de 400 francs.	
Fil à condre (fabrique de)...	15	Machines à vapeur, métiers mécaniques pour la filature	
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 600 francs.			
Fil de coton, chanvre, lin (retordeur de), au moyen de moulins; pour chaque moulin.....	2,50		
Jusqu'au maximum de 100 francs.			
Au moyen de broches, pour 500 broches et au-dessous.	25		
Plus 5 francs par chaque centaine de broches en			

et pour le tissage, et autres grandes machines (constructeur de)..... 25 f.

Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 500 francs.

Métier (fabrique à) :

2 fr. 50 c. par métier, jusqu'en maximum de 600 fr.

Sont exemptés de la patente (loi du 10 juin 1853, art. 13), les fabricants à mé-

tiers à façon ayant moins de dix métiers.

Lorsque les fabricants à façon ont dix métiers ou plus, le droit fixe est pour eux réductible à la moitié.

Tubes en papier pour filatres (fabrique de) par procédés mécaniques..... 5 f.

Plus 5 francs, par chaque métier, jusqu'au maximum de 100 francs.

CINQUIÈME PARTIE.

DROIT PROPORTIONNEL, AU QUINZIÈME SUR LA MAISON D'HABITATION SEULEMENT.

Bac (fermier de)..... 5 f.

Plus 2 francs par 1,000 fr. du prix de ferme, jusqu'au maximum de 200 francs.

Bestiaux (marchand expéditeur de)..... 50

Bois sur pied (entrepreneur par adjudication de l'abatage et du façonnage des). 3

Plus 2 francs par 1,000 francs du prix de l'entreprise, jusqu'au maximum de 100 francs.

Carrières souterraines ou à ciel ouvert (exploitant de). 5

Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 200 f.

Cendres noires (extracteur de). 5

Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 200 fr.

Chaises (loueur de)..... 3

Plus 2 francs par 1,000 fr. du prix de ferme, jusqu'au maximum de 100 francs.

Concerts publics (entrepreneur de) : le quart d'une recette complète, si les concerts ont lieu plus de trois fois par

semaine; le huitième, si les concerts n'ont lieu qu'une, deux ou trois fois par semaine.

Deséchement (entrepreneur de travaux de)..... 50 f.

Dragueur entrepreneur..... 50

Entrepreneur de l'éclairage à l'huile..... 5

Plus 2 francs par 100 francs du montant des entreprises jusqu'au maximum de 300 fr.

Fabrication dans les prisons, etc. (entrepreneur de), pour un atelier de 25 détenus et au-dessous..... 25

Par chaque détenu en sus, 50 centimes jusqu'au maximum de 500 francs.

Fabrication dans les dépôts de mendicité (entrepreneur de), moitié du droit ci-dessus fixé pour les entrepreneurs de fabrication dans les prisons.

Flottage (entrepreneur de)... 25

Fontaines publiques (fermier de)..... 5

Plus 2 francs par 1,000 fr.

du prix de ferme, jusqu'au maximum de 100 francs.		Jusqu'à un maximum de 500 fr.	
Fournisseur général dans les prisons et dépôts de mendicité :		Pêche (adjudicataire ou fermier de).....	3 f.
A forfait et par tête de détenu, pour une population de 300 détenus et au-dessous.....	150 f.	Plus 2 francs par 1,000 f. du prix de ferme, jusqu'au maximum de 100 francs.	
Par 100 détenus en sus, 25 fr.		Pesage (fermier des droits de).....	3
Jusqu'au maximum de 500 fr.		Plus 2 francs par 1,000 f. du prix de ferme, jusqu'au maximum de 100 fr.	
Fruits sur bateaux (marchand de).....	50	Restauration sur coches et bateaux à vapeur.....	50
Fruits et légumes (marchands, expéditeurs par chemins de fer ou bateaux, de).....	50	Spectacles (directeur de) :	
Gare (entrepreneur de).....	100	1° Le quart d'une représentation complète dans les théâtres où l'on joue tous les jours ;	
Halles, marchés et emplacements sur les places publiques (fermier ou adjudicataire des droits de).....		2° Le huitième si l'on ne joue pas tous les jours, et si la troupe est sédentaire ;	
Plus 2 francs par 1,000 fr. du prix de ferme, jusqu'au maximum de 300 francs.		3° Si la troupe n'est pas sédentaire, c'est-à-dire si elle ne réside pas quatre mois consécutifs dans la même ville.....	50
Jaugeage des liquides (adjudicataire des droits de).....	3	Spectacles, bals, concerts et autres réunions semblables (adjudicataire ou fermier des droits à percevoir au profit des pauvres dans les)...	5
Plus 2 francs par 1,000 fr. du prix de ferme, jusqu'au maximum de 100 fr.		Plus 2 francs par 1,000 f. des prix de ferme, jusqu'au maximum de 300 francs.	
Madragues (fermier de).....	25	Tourbières (exploitant de)...	5
Mesurage (fermier des droits de).....	5	Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'à un maximum de 200 f.	
Plus 2 francs par 1,000 fr. du prix de ferme, jusqu'au maximum de 100 francs.		Travaux publics (entrepreneur de).....	5
Minières non concessibles et extraction de minéral de fer (exploitant de).....	5	Plus 1 franc par 1,000 fr. du montant annuel des entreprises, jusqu'au maximum de 1,000 francs.	
Plus 3 francs par ouvrier, jusqu'au maximum de 200 fr.		Viandes (marchand expéditeur de).....	50
Océroi (adjudicataire des droits d').....	5		
Plus 2 francs par 1,000 fr. du prix des adjudications			

TABLEAU D.

Annexé à la loi du 25 avril 1844, et modifié par les lois postérieures indiquées au tableau A.

EXCEPTIONS

A LA RÈGLE GÉNÉRALE, QUI FIXE LE DROIT PROPORTIONNEL AU VINGTIÈME DE LA VALEUR LOCATIVE.

§ 1^{er}. Le droit proportionnel est fixé au QUINZIÈME :

1° Pour les patentables compris dans la 1^{re} classe du tableau A ;

2° Pour les patentables compris dans le tableau B ;

3° Pour les patentables compris dans la première partie du tableau C.

§ 2. Il est également fixé au QUINZIÈME, mais sur la maison d'habitation seulement, pour les patentables compris dans la cinquième partie du tableau C.

§ 3. Le droit proportionnel est fixé au VINGT-CINQUIÈME de la valeur locative des établissements industriels compris dans la deuxième partie du tableau C.

§ 4. Au TRENTIÈME de la valeur locative des locaux servant à l'exercice des professions ci-après désignées :

Marchands de bois en gros compris dans la première classe du tableau A ;

Marchands de charbon de bois et de charbon de terre, compris dans la première et la deuxième classe du tableau A ;

Marchands de vins en gros ;

Commissionnaires entrepositaires de vins ;

Marchands d'huiles en gros.

§ 5. Au QUARANTIÈME de la valeur locative :

1° De tous les locaux occupés par les

patentables des 7^e et 8^e classes du tableau A, mais seulement dans les communes d'une population de 20,000 âmes et au-dessus ;

2° Des établissements industriels compris dans la troisième partie du tableau C ;

3° Des locaux servant à l'exercice des professions ci-après désignées :

Blanchisseur de linge ayant un établissement de buanderie ;

Cabriolets, fiacres et autres voitures semblables, sous remise ou sur place (entreprise de) ;

Omnibus (entreprise d') ;

Fabricants de gaz fournissant l'éclairage des villes autres que la ville de Paris ;

Imprimeurs-typographes employant des presses mécaniques ;

Maitres d'hôtel garni ; mais seulement pour les locaux loués en garni ;

Loueurs en garni ;

Loueurs de force motrice ;

Individus tenant des maisons particulières :

D'acconnement,

De santé,

De retraite ;

Des établissements d'orthopédie

Magasin général (exploitant un)

Magasiniers ;

Entrepreneurs de ronlage,

De bains publics,

De bains de rivière en pleine eau,

- De bains de mer dis à *la lame*,
Du logement des troupes de passage,
De la distribution des eaux,
D'établissement pour les courses de chevaux ;
Maltres de jeu de paume,
— de gymnase ;
Individus tenant un manège d'équitation,
Une école de natation,
Un jardin public,
Un lavoir public,
Un parc à charrettes.
- § 6. Au CINQUANTIÈME de la valeur locative des établissements industriels compris dans la quatrième partie du tableau C.
- § 7. Payent le droit proportionnel au VINGTIÈME, sur les maisons d'habitation seulement ;
Les concessionnaires, exploitants ou fermiers des droits d'emmagasinage dans un entrepôt ;
Les fournisseurs d'objets de consommation, dans les cercles ou sociétés ;
Les directeurs de diorama, panorama, géorama, néorama ;
Les concessionnaires exploitants ou fermiers de pèse sur un pont ;
Les concessionnaires ou fermiers d'abattoir public ;
Les directeurs des monnaies.
- § 8. Sont exempts de tout droit proportionnel :
Les patentables des 7^e et 8^e classes, résidant dans les communes d'une population inférieure à 20,000 âmes ;
Les exploitants de moulins à bras, pour la valeur locative de ces moulins.
- § 9. Tableau G de la loi du 18 mai 1850, additionnel au tableau D de la loi du 25 avril 1844.
- Professions assujetties seulement au droit proportionnel (le droit proportionnel au CINQUIÈME de la valeur locative) :
- Architectes.
Avocats inscrits aux tableaux des Cours et tribunaux.
Avocats au conseil d'État et à la cour de cassation.
Avoués.
Chirurgiens-dentistes.
Commissaires-priseurs.
Docteurs en chirurgie.
Docteurs en médecine.
Greffiers.
Huissiers.
Ingénieurs civils.
Mandataires agréés par les tribunaux de commerce.
Notaires.
Officiers de santé.
Référéndaires au sceau.
Vétérinaires.
Chefs d'institution, maltres de pension.
(Les locaux affectés au logement et à l'instruction des élèves ne seront pas compris dans l'estimation de la valeur locative.)

CHAPITRE II

IMPOTS DE CONSOMMATION.

SECTION PREMIÈRE.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

OBSERVATION GÉNÉRALE. — Un décime pour franc est perçu sur toutes les contributions indirectes (LL. 28 avril 1816, art. 232, et 25 mars 1817, art. 123), à l'exception des droits sur les tabacs, les poudres, les bacs et passages d'eau, les ponts et les frais de casernement.

Un second décime a été établi sur les mêmes taxes, par l'art. 5 de la loi du 14 juillet 1855, reproduit par les lois annuelles de finances.

Tarif des droits sur les boissons.

Droit de circulation sur les vins, cidres, poirés et hydromels.

1° Vins :

Dans les départements de 1 ^{re} classe....	» 60 c. par hectolitre.
— — de 2 ^e classe....	» 80 —
— — de 3 ^e classe....	1 » —
— — de 4 ^e classe....	1 20 —

2° Cidres, poirés et hydromels. » 50

(Loi du 12 décembre 1830.)

Division des départements en quatre classes pour la perception du droit de circulation. (Loi du 28 avril 1816, art. 20.)

1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.	4 ^e classe.
Var.	Drôme.	Jura.	Nord.
Alpes (Basses-).	Ardèche.	Doubs.	Pas-de-Calais.
Vaucluse.	Alpes (Hautes-).	Saône (Haute-).	Scmme.

1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.	4 ^e classe.
Bouches-du-Rhône.	Isère.	Saône-et-Loire.	Ardennes.
Gard.	Puy-de-Dôme.	Rhône.	Seine-Inférieure.
Hérault.	Allier.	Loire.	Calvados.
Aude.	Nièvre.	Sarthe.	Orne.
Pyrénées-Orient.	Cher.	Morbihan.	Manche.
Tarn.	Indre.	Seine.	Mayenne.
Garonne (Haute-)	Vienne.	Seine-et-Oise.	Ille-et-Vilaine.
Ariège.	Sèvres (Deux-).	Seine-et-Marne.	Côtes-du-Nord.
Lot.	Vendée.	Eure-et-Loir.	Finistère.
Tarn-et-Garonne.	Loire-Inférieure.	Creuse.	
Gers.	Maine-et-Loire.	Vienne (Haute-).	
Pyrénées (Hautes-).	Indre-et-Loire.	Corrèze.	
Dordogne.	Loir-et-Cher.	Cantal.	
Lot-et-Garonne.	Loiret.	Loire (Haute-).	
Charente-Inférie ^{re} .	Yonne.	Lozère.	
Charente.	Côte-d'Or.	Rhin (Bas-).	
Gironde.	Ain.	Rhin (Haut-).	
Landes.	Marno (Haute-).	Vosges.	
Pyrénées (Basses-)	Marne.	Eure.	
Aveyron.	Meuse.	Oise.	
Aube.	Moselle.	Aisne.	
Savoie.	Meurthe.		
Haute-Savoie.			
Alpes-Maritimes.			

Droit de détail sur les vins, cidres, poirés et hydromels.

15 p. 100 du prix de vente. (Décret du 17 mars 1852, art. 18.)

Droit d'entrée sur les vins, cidres, poirés et hydromels, et sur les eaux-de-vie, esprits et liqueurs, par hectolitre.

POPULATION DES COMMUNES SUJETTES AU DROIT D'ENTRÉE.	VINS DANS LES DÉPARTEMENTS de				CIDRES, POIRÉS ET HYDROMELS.	ALCOOL PUR, contenu dans les eaux-de-vie et esprits, en cercles, esp. en bouteille, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.
	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.	4 ^e classe.		
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
De 4,000 à 8,000 âmes...	0 30	0 40	0 50	0 60	0 25	4 00
8,000 à 10,000 — ...	0 45	0 80	0 75	0 90	0 40	8 00
10,000 à 15,000 — ...	0 80	0 80	1 00	1 20	0 50	8 00
15,000 à 20,000 — ...	0 75	1 00	1 25	1 50	0 65	10 00
20,000 à 30,000 — ...	0 90	1 20	1 50	1 80	0 75	12 00
30,000 à 50,000 — ...	1 05	1 40	1 75	2 10	0 90	14 00
50,000 et au-dessus.....	1 20	1 60	2 00	2 40	1 00	16 00
Remplacement aux entrées de Paris.....	8 00				4 00	91 00

(Décret du 17 mars 1852, art 14; lois des 12 décembre 1830, art. 3,
et 26 juillet 1860.)

Droit de consommation sur les eaux-de-vie, esprits et liqueurs.

Par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cer-
cles, et par hectolitre d'eau-de-vie et esprits en bouteilles, de liqueurs en cer-
cles et en bouteilles et de fruits à l'eau-de-vie..... 75 fr.

(Loi du 26 juillet 1860, art 18.)

Droit de fabrication sur la bière.

Par hectolitre de bière forte..... 2 fr. 40 c.
— de petite bière..... » 60

(Loi du 12 décembre 1830, art. 3.)

Tarif des droits sur le sucre.

Ce tarif est indiqué dans la 1^{re} partie (Voir. p. 130).

Tarif du droit sur le sel.

Ce tarif est compris dans la 1^{re} partie (Voir p. 135).

Tarif des prix de vente pour les tabacs.

(Ordonnance royale du 27 août 1839; arrêté du 14 mai 1849, et décrets des 14 juillet et 19 octobre 1869, 29 juin 1863, 6 février 1864, 31 août 1867 et 28 juillet 1868).

		Prix de vente par kilog. pour les consom- mateurs.	Prix d'un cigare ou d'une cigarette.
<i>Tabacs étrangers.</i>			
		fr. c.	fr. c.
Cigares fabriqués à la Havane.	Impériales	125 »	» 50
	Cazadores.....	100 »	» 40
	Regalias extra.....	75 »	» 30
	Londres.....	62 50	» 25
	Prensados.	50 »	» 20
Cigares fabriqués à Manille.	Première sorte.....	50 »	» 20
	Deuxième sorte.....	37 50	» 15
	Media Regalia et Londres.	62 50	» 25
Cigares fabriqués en France.	Regalias.....	50 »	» 20
	Trabucos.....	50 »	» 20
	Millares et Medianitos....	37 50	» 15
	Étrangers.....	25 »	» 10
Cigarettes fabriquées.	à l'étranger ..	25 »	» 025
	en France. {	50 »	» 05
		25 »	» 025
Tabac en poudre.....		12 »	»
Scaferlati.....		12 »	»
Rôles menus-filés.....		11 »	»
<i>Tabacs ordinaires.</i>			
Cigares.....		12 50	» 05
Poudre.....		10 »	» »
Scaferlati.....		10 »	» »
Rôles.....		10 »	» »
Carottes à fumer.....		10 »	» »

Droit de fabrication sur les cartes à jouer.

La quotité en est indiquée dans la 1^{re} partie (Voir page 145).

**Droit de marque et de garantie sur les objets d'or
et d'argent.**

Ce droit est de 20 francs par hectogramme d'or, et de 1 franc par hectogramme d'argent (L. 19 brumaire an VI, art. 21).

Droit sur les voitures publiques.

La quotité de ce droit est indiquée dans la 1^{re} partie (Voir p. 151).

Nous n'avons à donner ici que le tarif fixe pour les voitures d'occasion et à volonté, établi par la loi du 28 juin 1833.

Voitures de 1 à 2 places.....	10 fr.	» c.	par trimestre.
— à 3 —	15	»	—
— à 4 —	20	»	—
— à 5 —	24	»	—
— à 6 —	27	50	—

Et par chaque place au-dessus de six, 2 fr. 50 c. —

Droit sur la navigation intérieure.

La quotité de ce droit pour les fleuves et rivières est indiquée dans la première partie (p. 153). Les tarifs applicables aux canaux sont d'un intérêt trop spécial pour être reproduits ici.

Péages sur les bacs et passages d'eau.

Les tarifs de ces droits sont spéciaux à chaque bac ou passage ; il serait trop long et sans intérêt de les indiquer ici.

Péages sur les ponts non concédés.

(Même observation qu'à l'article précédent.)

Prix de vente de la poudre à feu.

(L. du 7 août 1830, art. 10.)

Poudre de mine, le kilogramme.....	2 fr. 50 c.
— fine —	9 50
— superfine —	12 »
— extrafine —	15 50
La poudre de mine peut être vendue aux consommateurs par les entrepreneurs.....	2 25

Frais de casernement.

Tarifs spéciaux à chaque ville.

Octrois.

Le tarif général des droits d'octroi fixé par le règlement d'administration publique du 12 février 1870 est ainsi conçu :

Tarif général dressé en exécution de l'article 9 de la loi

NOMENCLATURE DES OBJETS QUI PEUVENT ÊTRE IMPOSÉS.		MESURES, POIDS OU NOMMÉS.	MAXIMUM DES TAXES			
			de 4,000 litres et au-dessous. 1 ^{re} catégorie.	de 4,001 à 10,000 litres. 2 ^e catégorie.	de 10,001 à 20,000 litres. 3 ^e catégorie.	
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	
BOISSONS ET LIQUIDES.						
Vins en cercles et en bouteilles, cidres, poirés, hydromels (1 et 2).....		L'hectolitre..	Les maxima fixés par l'article			
Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie (3)....		Idem.....	Les maxima fixés par l'article			
Alcools dénaturés (4).....		Idem.....	Les maxima fixés par l'article 2 de 1845 et par le tableau n° 2			
Bières...	1 ^{re} Dans les départements suivants : Aisne, Ardennes, Marne, Marne (Haute-), Meurthe, Meuse, Moselle, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Rhin (Bas-), Rhin (Haut-), Somme, Vosges.....	Idem.....	3 »	4 »	4 50	
	2 ^e Dans les départements suivants : Allier, Aube, Calvados, Charente-Inferieure, Cher, Côtes-du-Nord, Creuse, Eure, Eure-et-Loir, Finistère, Ille-et-Vilaine, Indre, Indre-et-Loire, Loire-Inferieure, Loir-et-Cher, Loiret, Maine-et-Loire, Manche, Mayenne, Morbihan, Nièvre, Orne, Puy-de-Dôme, Sarthe, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Seine-Inferieure, Sèvres (Deux-), Vendée, Vienne, Vienne (Haute-), Yonne.....	Idem.....	4 »	5 »	5 50	
	3 ^e Dans les départements suivants : Ain, Alpes (Basses-), Alpes (Hautes-), Alpes-Maritimes, Ardèche, Ariège, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Cantal, Charente, Corrèze, Corse, Côte-d'Or, Dordogne, Doubs, Drôme, Gard, Garonne (Haute-), Gers, Gironde, Hérault, Isère, Jura, Landes, Loire, Loire (Haute-), Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Pyrénées (Basses-), Pyrénées (Hautes-), Pyrénées-Orientales, Rhône, Saône-et-Loire, Saône (Haute-), Savoie, Savoie (Haute-), Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse.....	Idem.....	5 »	6 »	6 50	
	Vinaigres de toute espèce et conserves au vinaigre (5).....	Idem.....	1 50	2 »	3 »	
	Limonaides gazeuses.....	Idem.....	4 »	5 »	6 »	
	COMESTIBLES.					
	Animaux vivants (6)	Bœufs, vaches, lauriaux, génisses..	Les 100 kil..	2 50	3 »	4 »
		Par tête.....	Par tête.....	Le maximum de 5 francs fixe		
		Moutons.....	Les 100 kil..	3 »	4 »	4 50
		Par tête.....	Par tête.....	1 »	1 30	1 50
Chèvres.....		Les 100 kil..	1 »	1 30	1 50	
Par tête.....		Par tête.....	0 25	0 45	0 50	
Agneaux et chevreaux.....		Les 100 kil..	3 50	5 »	5 »	
Par tête.....		Par tête.....	0 50	0 50	0 80	
Veaux.....		Les 100 kil..	3 »	4 »	5 »	
Par tête.....		Par tête.....	2 55	2 40	4 25	
	Porcs.....	Les 100 kil..	2 50	3 50	4 50	
	Par tête.....	Par tête.....	2 40	3 70	4 75	
	Cochons de lait.....	Les 100 kil..	3 »	4 »	5 »	
Par tête.....	Par tête.....	0 30	0 40	0 50		

du 24 juillet 1867, sur les conseils municipaux.

DANS LES VILLES

de 10,001 à 50,000 âmes. 1 ^{re} catégorie.	de 50,001 à 100,000 âmes. 2 ^e catégorie.	au-dessus de 100,000 âmes. 3 ^e catégorie.
fr. c.	fr. c.	fr. c.

18 de la loi du 22 juin 1854.

9 de la loi du 11 juin 1842,
l'ordonnance royale du 19 août
annexée à cette ordonnance.

5 "	5 50	6 "
6 "	6 50	7 "
7 "	7 50	8 "
4 "	4 50	5 "
7 "	7 "	8 "
5 "	6 "	7 "
5 "	5 "	7 "
1 70	2 "	2 30
1 70	2 "	2 30
0 85	0 65	0 80
6 "	7 "	8 "
1 "	1 10	1 30
7 "	8 "	8 "
6 "	6 80	6 80
6 "	6 70	7 "
6 30	6 80	7 35
6 "	7 "	8 "
0 60	0 70	0 60

par la loi du 10 mai 1846.

OBSERVATIONS.

La esigrie à laquelle appartient chaque commune est déterminée à raison de sa population municipale agglomérée, constatée par la dernière colonne du tableau n° 3 annexé au décret impérial qui déclare authentiques les tableaux de la population de l'Empire.

Lorsque, dans une catégorie, aucune quotité n'est indiquée pour un article de la nomenclature, c'est que cet article ne peut figurer au tarif des octrois de cette catégorie.

(1) Le maximum est le double du droit d'entrée perçu au profit du Trésor, et, pour les communes au-dessous de 4,000 âmes où le Trésor ne perçoit pas d'entrée, le double du droit d'entrée déterminé pour les villes de 4,000 âmes. (Voir le tableau annexé à la loi du 12 décembre 1830, qui range les départements en quatre classes, et l'état annexé au décret-loi du 17 mars 1851.)

(2) Les vaudanges et les fruits à cidre ou à poiré seront soumis au droit d'octroi à raison de 3 hectolitres de vendange pour 1 hectolitre de vin, et 5 hectolitres de pommes ou poires pour 1 hectolitre de cidre ou de poiré. Les fruits secs destinés à la fabrication du cidre et du poiré seront imposés à raison de 25 kilogrammes de fruits pour 1 hectolitre de cidre ou de poiré.

(3) Le droit d'octroi ne peut être supérieur au droit d'entrée perçu au profit du Trésor, et, dans les communes où le Trésor ne perçoit pas de droit d'entrée, il ne peut être supérieur au droit d'entrée déterminé pour les villes de 4,000 âmes. (Voir le tableau annexé à la loi du 12 décembre 1830, qui détermine les droits d'entrée sur les alcools.)

(4) Voir les articles 2 et 3 de la loi du 24 juillet 1843.

(5) Les vinaigres concourent, acides acétiques, pyrolytiques, ainsi que les vinaigres de toilette, pourront être soumis à des taxes sept fois plus fortes que celles mentionnées ci-dessus.

(6) Pour les viandes dépecées :

Lorsque l'animal vivant est imposé au poids, les taxes portées aux tarifs seront doublées pour les bœufs, taureaux, vaches, génisses, moutons, chèvres, agneaux et chevreaux, augmentées d'un tiers pour les veaux et d'un cinquième pour les porcs.

Lorsque l'animal vivant est imposé par tête, si la taxe par tête est de 3 francs, maximum fixé par la loi du 10 mai 1846, le maximum de la taxe pour les bœufs, taureaux, vaches et génisses ne pourra excéder 4 francs par 100 kilogrammes ; si la taxe par tête sur les mêmes animaux est inférieure à 3 francs, le droit sera établi proportionnellement et d'après la base ci-dessus indiquée, de telle sorte que les 100 kilogrammes ne payent jamais plus que la moitié de la taxe par tête.

Quant aux animaux autres que les bœufs, taureaux, vaches et génisses, pour obtenir le droit afferent au kilogramme de viande dépecée, la taxe établie par tête sera divisée par le poids moyen de l'animal, tel qu'il est déterminé ci-après :

Moutons et chèvres.....	34 kilogr.
Agneaux et chevreaux.....	16
Veaux.....	85
Porcs.....	105
Cochons de lait.....	10

Le résultat sera doublé pour les moutons, chèvres, agneaux et chevreaux, augmenté d'un tiers pour les veaux et d'un cinquième pour les porcs.

NOMENCLATURE DES OBJETS QUI PEUVENT ÊTRE IMPOSÉS.	MESURES, POIDS OU NOMBRES.	MAXIMUM DES TAXES			
		de 4,000 livres et au-dessous.	de 4,001 à 10,000 livres.	de 10,001 à 50,000 livres.	de 50,001 livres et au-dessus.
		1 ^{re} catégorie.	2 ^e catégorie.	3 ^e catégorie.	4 ^e catégorie.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Charcuterie.....	Les 100 kil..	7 »	9 »	9 »	
Graisse, lards et viandes salées.....	Idem.....	5 »	6 »	6 »	
Abats et issues.....	Idem.....	2 »	3 »	3 50	
Truffes, volailles et gibier truffés, pâtes et terrines truffées.....	Le kilog..	»	0 60	0 75	
Volailles de toute espèce et lapins domestiques (1).	Idem.....	0 05	0 10	0 15	
Poissons de mer (2).....	Idem.....	0 05	0 05	0 10	
Huîtres fraîches ou marinées (3).....	Idem.....	»	0 05	0 05	
Poissons d'eau douce.....	Le cent.....	»	1 10	1 10	
Gibier (1).....	Le kilog..	0 05	0 05	0 10	
Beurres de toute espèce, frais ou fondus, sales ou non.....	Idem.....	0 10	0 15	0 20	
Fromages secs.....	Idem.....	0 05	0 05	0 10	
Conserves et fruits confits, olives, fruits secs de table, tels que raisins, figues, dattes, pruneaux, etc.....	Idem.....	0 05	0 05	0 10	
Huiles comestibles de toute espèce.....	Idem.....	0 05	0 10	0 10	
Oranges, citrons et limons.....	Les 100 kil., ou l'hectol.	8 »	11 »	13 »	
	Les 100 kil..	»	»	5 »	
COMBUSTIBLES.					
Bois à brûler (4)..... { dur.....	Le stère.....	0 50	0 50	1 »	
	{ tendre.....	Idem.....	0 40	0 65	0 80
Vagots et cotrets.....	Le cent.....	1 »	2 »	2 50	
Charbon de bois et ses dérivés.....	Les 100 kil., l'hectolitre..	0 50	1 »	1 25	
Charbon de terre, tourbe, anthracite, lignite et tous les autres combustibles minéraux.....	Les 100 kil., l'hectolitre..	0 10	0 20	0 25	
Coke (5).....	Les 100 kil., l'hectolitre..	0 10	0 20	0 25	
Huiles à brûler, animales ou végétales, à l'exception du dégras et de l'huile de poisson..	Les 100 kil., ou l'hectol.	0 10	0 10	0 15	
Huiles à brûler minérales.....	Idem.....	4 »	5 »	5 50	
Chandelles.....	Idem.....	2 »	2 50	2 75	
Suifs de toute espèce (6).....	Les 100 kil., Idem.....	5 »	6 »	7 »	
Cires, blanches ou jaunes.....	Idem.....	5 »	6 »	7 »	
Spermaceti..... { brut.....	Idem.....	12 »	15 »	18 »	
	{ raffiné.....	Idem.....	4 50	6 »	7 »
Bougie stéarique, acides stéarique et margarique et autres substances pouvant remplacer la cire.....	Idem.....	9 »	12 »	14 »	
	Idem.....	10 »	13 »	15 »	
FOURRAGES.					
Poin, sainfoin, trèfle, luzerne et autres fourrages (7).....	Les 100 kil..	0 30	0 40	0 50	
Pailles de toute espèce.....	Idem.....	0 25	0 30	0 35	
Avoine.....	Les 100 kil., l'hectolitre..	0 30	1 »	1 20	
Sens et recoupes.....	Les 100 kil., l'hectolitre..	0 35	0 45	0 55	
Orge.....	Les 100 kil., l'hectolitre..	0 30	0 40	0 50	
	Idem.....	»	0 50	0 70	
	Idem.....	»	0 30	0 45	
MATÉRIAUX.					
Cheux et mortier de toute espèce (8).....	Les 100 kil., ou l'hectol.	0 15	0 25	0 30	

DANS LES VILLES			OBSERVATIONS.
de 25,001 à 50,000 lianes.	de 50,001 à 100,000 lianes.	au-dessus de 100,000 lianes.	
1 ^{re} catégorie.	2 ^e catégorie.	3 ^e catégorie.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	
10 »	10 »	10 »	(1) Dans les communes où l'on voudra imposer les volailles, les lapins domestiques ou le gibier de toute espèce par tête ou à la dizaine, on établira les calculs de conversion d'après les poids ci-après :
7 »	7 »	7 »	
4 »	4 50	5 »	
1 »	1 »	1 20	1 ^{re} Dindes ou oies grasses..... 5000 par tête.
0 15	0 20	0 25	2 ^o Poulets gras et ordinaires, canards, barboteaux..... 1 000
0 15	0 20	0 25	3 ^o Dindes et oies communes, chapons gras, canards gras, lapins domestiques..... 2 500
0 10	0 10	0 10	4 ^o Pigeons de volière et bisets..... 0 250
2 20	2 20	2 20	5 ^o Cerfs, biches et sangliers..... 55 000
0 15	0 15	0 15	6 ^o Chevreuils et daims..... 20 000
0 25	0 30	0 30	7 ^o Lièvres..... 3 000
0 10	0 10	0 10	8 ^o Lapins de garenne..... 1 000
0 10	0 10	0 10	9 ^o Coqs de bruyère..... 2 500
0 10	0 15	0 20	10 ^o Oies et canards sauvages, faisans (coqs ou poules)..... 1 000
15 »	16 »	16 »	11 ^o Filets et râles rouges..... 0 500
6 »	6 »	6 »	12 ^o Bécasses, perdrix, pigeons, ramiers, poules d'eau, sarcelles..... 0 400
1 25	1 50	1 80	13 ^o Bécassines, cailles, grives, merles, pluviers, plongeurs, râles de genêts et vanneaux..... 0 125
1 »	1 20	1 40	14 ^o Alouettes et ortolans..... 0 300 les dis.
2 50	2 50	2 50	
1 70	2 »	2 »	(2) La morue salée, le maquereau salé, le stockfish, le barenz saur ou salé ne peuvent pas être imposés.
0 35	0 40	0 40	
0 35	0 40	0 40	(3) Les huîtres d'Ostende et de Marennes pourront être imposées au double.
0 30	0 30	0 30	
0 40	0 45	0 45	(4) Les bois ou plauches de déchirage seront imposés comme bois à brûler tendre.
0 20	0 20	0 20	
7 »	8 »	10 »	(5) Le coke fabriqué à l'intérieur avec du charbon qui aura payé le droit sera affranchi de la taxe.
3 50	4 »	5 »	
5 »	10 »	10 »	(6) Pour les suifs bruts ou en branches, les taxes devront être inférieures d'un cinquième à celles du suif fondu.
8 »	10 »	10 »	
22 »	25 »	25 »	(7) Les fourrages verts ne peuvent pas être imposés.
8 »	9 »	9 »	
16 »	18 »	18 »	(8) Les pierres à chaux ou à plâtre seront imposées en raison de la chaux ou du plâtre qu'elles contiennent.
16 »	21 »	21 »	
0 55	0 60	0 80	
0 45	0 50	0 60	
1 75	2 »	2 50	
0 80	0 90	1 15	
1 30	1 40	2 »	
0 40	0 45	0 50	
0 80	1 25	1 50	
0 50	0 80	1 »	
0 40	0 40	0 45	

NOMENCLATURE DES OBJETS QUI PEUVENT ÊTRE IMPOSÉS.	MESURES, POIDS OU NOMBRES.	MAXIMUM DES TAXES		
		de 4,000 âmes et au-dessous, 1 ^{re} catégorie.	de 4,001 à 10,000 âmes, 2 ^e catégorie.	de 10,001 à 20,000 âmes, 3 ^e catégorie.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ciments de toute espèce.....	Les 100 kil..	0 45	0 80	0 90
	L'hectolitre..	0 25	0 50	0 55
Piâtre.....	Les 100 kil. ou l'hectol..	0 20	0 30	0 40
Moellons, plâtras, pavés et meulrières de toute dimension, travaillés ou non.....	Le mètre cub.	0 25	0 35	0 45
Pierres de taille dures.....	Idem.....	1 »	2 »	2 50
Pierres de taille tendres.....	Idem.....	0 80	1 60	2 »
Dalles et carreaux de pierre de toute espèce....	Le mètre sup.	0 15	0 25	0 40
Marbres et granits (1).....	Le mètr. cube	»	6 »	10 »
Pers de toute espèce.....				
Zinc.....	Destinés à la construction des bâtiments, façon- nés ou non (2).....			
Plomb.....				
Cuivre.....				
Fonte.....	Les 100 kil..	»	1 50	2 »
Ardoises pour toitures.....	Le mille....	2 »	3 »	3 »
Briques, tuiles, carreaux, mitres, tuyaux et po- tieries destinés à la construction des bâtiments.	Idem.....	1 50	2 »	2 70
Argile, terre glaise, sable, gravais et cailloux (3).	Le mètr. cube	0 15	0 20	0 25
Bois de charpente ou de menuiserie ou- vré.....	dur.....	2 »	3 »	4 »
	tendre (4).....	1 50	2 25	3 »
Bois en grume.....	dur.....	1 70	2 25	3 »
	tendre.....	1 20	1 80	2 15
Verres à vitres.....	Les 100 kil..	1 »	1 50	2 »
Glaçes.....	Idem.....	»	»	6 »
OBJETS DIVERS.				
Savons (5).....	Les 100 kil..	»	4 »	6 »
Vernis de toute espèce autres que ceux à l'al- cool, blane de céruse et de zinc et autres cou- leurs; essences de toute nature, goudrons li- quides, résidus de gaz et autres liquides pou- vant être employés comme essences.....	Les 100 kil. ou l'hectol.	2 »	4 »	6 »

Tarif des droits de licence.

		par an.
Débitants de boissons.	Dans les communes au-dessous de 4,000 âmes.....	6 fr.
	Dans celles de 4 à 6,000 âmes.....	8
	— 6 10,000 —	10
	— 10 15,000 —	12
	— 15 20,000 —	14
	— 20 30,000 —	16
	— 30 50,000 —	18
Brasseurs.	— 50,000 et au-dessus (Paris excepté)....	20
	Dans les départements : Aisne, Ardennes, Nord, Pas-de- Calais, Bas-Rhin, Seine et Somme.....	50

DANS LES VILLES			OBSERVATIONS.
de 10,001 à 50,000 lires. 1 ^{re} catégorie.	de 50,001 à 100,000 lires. 2 ^e catégorie.	au-dessus de 100,000 lires. 3 ^e catégorie.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1 20	1 60	1 60	(1) Lorsque le cubage du marbre présentera des difficultés, la taxe sera appliquée au poids, à raison de 2,700 kilogrammes par mètre cube. Les marbres qui font partie des meubles ne seront pas imposables, pas plus que les meubles eux-mêmes.
0 75	1 »	1 »	
0 50	0 60	0 70	
0 35	0 60	0 65	(2) Pour les cuivres, les taxes pourront être doublées.
3 »	3 50	3 50	
2 40	2 80	2 80	
0 80	0 65	0 65	(3) Le sable, les esillox et gravois destinés à la confection et à la réparation des chemins publics sont affranchis de la taxe.
12 »	14 »	15 »	
2 50	2 50	2 50	(4) Les lattes, treillages, voliges, échelles, barreaux, perches de toute nature pourront être imposés comme bois tendre et au cent, en tenant compte du rapport avec le mètre cube.
3 50	4 »	4 »	
3 »	3 50	4 »	
0 30	0 35	0 40	(5) Pour les savons de parfumerie, les taxes pourront être élevées au triple.
4 50	5 »	5 50	
3 50	3 75	4 »	
3 50	3 75	4 »	
2 80	2 80	3 »	
2 50	3 »	4 »	
7 50	9 »	12 »	
8 »	8 »	8 »	
8 »	8 »	9 »	

Brasseurs..	Dans les départements : Calvados, Côte-d'Or, Doubs, Finistère, Gironde, Ille-et-Vilaine, Marne, Meurthe, Meuse, Moselle, Haut-Rhin, Rhône, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise et Vosges.....		30 fr.
	Dans les autres départements.....		20
Douilliers et distillateurs.....	dans tous les lieux.....		10
Marchands de boissons en gros..	—		50
Fabricants de cartes.....	—		50
Fabricants de sucre et de glucose.	—		(1). 50

(1) Cette catégorie de licence n'est pas payable par trimestre; elle se paye en une seule fois, et est due pour l'année entière, alors même qu'il n'en serait fait usage que pendant un seul jour.

SECTION II

TARIF DES DROITS DE DOUANES.

OBSERVATION. Les droits de douanes sont soumis au double décime, en vertu des lois des 6 prairial an VII, art. 1^{er}, et 14 juillet 1855, art. 5.

Nous ne donnons pas le tarif des droits de douanes, pour plusieurs motifs :

1^o Parce que ce tarif est l'objet de modifications si fréquentes, qui y sont apportées non-seulement par les lois, mais par des décrets et des traités, qu'un travail qui donnerait l'indication des taxes en vigueur aujourd'hui ne serait pas longtemps exact ;

2^o Parce que ce tarif est si étendu qu'il serait matériellement impossible de le faire entrer dans le format et dans les limites de cet ouvrage ;

3^o Enfin, parce que ce tarif est l'objet d'une publication spéciale et officielle mise constamment au courant, vendue par l'imprimerie nationale, et qu'il est ainsi facile de se procurer.

CHAPITRE III

TARIFS DES DROITS D'ENREGISTREMENT, DE TIMBRE, DE GREFFE ET D'HYPOTHÈQUES.

Tarif des droits d'enregistrement.

Nous avons donné le tarif de ces droits dans les première et deuxième éditions, en suivant l'ordre alphabétique. Il nous paraît plus utile de le reproduire aujourd'hui, dans un ordre méthodique, d'après la nature des mutations et des actes, en l'empruntant au *Compte définitif des recettes de l'exercice 1868*. Ce tarif sera ainsi inodus détaillé, mais le caractère de ces droits en ressortira d'une manière plus claire.

Un décime pour franc est perçu en sus de tous les droits d'enregistrement (L. du 6 prairial an VII). Le second décime établi par l'article 5 de la loi du 14 juillet 1855, a été supprimé par l'article 13 de la loi du 23 juin 1857.

I. — DROITS PROPORTIONNELS.

§ I. <i>Transmissions entre-vifs de meubles à titre onéreux.</i>	Quotité des droits.
Ventes de meubles et récoltes sur pied.....	2.00 $\frac{0}{10}$
Ventes de coupes de bois.....	2.00
Licitations et soultes de partages.....	2.00
Soultes de distributions de biens (Art. 1075 et 1076 du Code Napoléon).....	2 00
Ventes de marchandises avariées sur mer.....	2.00 fixe.
Ventes publiques de marchandises (par les courtiers de com- merce).....	0.50 $\frac{0}{10}$
Ventes de meubles et marchandises des faillis.....	0 50
Ventes de navires.....	2.00 fixe.
Constitutions, cessions et délégations de rentes ou pensions.....	2.00 $\frac{0}{10}$
Cessions et délégations de rentes foncières créées avant la loi du 11 brumaire an VII.....	3.50

Cessions et délégations de créance à terme.....	1.00 %
Cessions d'actions et coupons d'actions mobilières des compagnies et des sociétés d'actionnaires.....	0.50
Abandonnements pour fait d'assurance ou grosse aventure, en temps de paix.....	1.00
Abandonnements pour fait d'assurance ou grosse aventure, en temps de guerre.....	0.50
Transmissions de toute nature d'offices (Loi du 25 juin 1841)...	Div. quot.

§ II. *Transmissions de titres de sociétés françaises.*

Chemins da fer français.	Droits d'abonnement.	Sur les actions au porteur.	0.12 %
		Sur les obligations au porteur.....	0.12
	Droits de transmissions et de transferts.	Des actions nominatives..	0.20
		Des obligations nominatives.....	0.20
	Droits de conversion.	Des actions au porteur en actions nominatives, et vice versa.....	0.20
		Des obligations au porteur en obligations nominatives, et vice versa....	0.20
Autras valeurs industrielles françaises.	Droits d'abonnement.	Sur les actions au porteur.	0.12 %
		Sur les obligations au porteur.....	0.12
	Droits de transmissions et de transferts.	Des actions nominatives..	0.20
		Des obligations nominatives.....	0.20
	Droits de conversion.	Des actions au porteur en actions nominatives, at vice versa.....	0.20
		Des obligations au porteur en obligations nominatives, et vice versa....	0.20

§ III. *Transmissions de titres de sociétés étrangères.*

Droits d'abonnement sur les actions nominatives ou au porteur.	0.12
Droits d'abonnement sur les obligations nominatives ou au porteur.....	0.12

§ IV. *Transmissions entre-vifs d'immeubles à titre onéreux.*

Ventes autres qua celles ci-après.....	5.50 %
Ventes antérieures à la loi du 28 avril 1816.....	4.00

Licitations et soultes de partages entre cohéritiers et copropriétaires au même titre.....	4.00 %
Soultes de distributions de biens (Art. 1075 et 1076 du Code Napoléon).....	4.00
Ventes de domaines de l'État.....	2.00
Ventes de biens situés, soit en pays étranger, soit dans les colonies françaises.....	10.00 fixe.
Réunions de l'usufruit à la propriété par cession lorsque le droit de transcription n'a pas été perçu lors de la transmission de la propriété.....	1.50 %
Résolutions de contrats de ventes par jugements.....	4.00
Echanges (sur l'une des parts).....	2.50
Retours ou plus-values dans les échanges.....	5.50
Adjudications d'immeubles dépendant de successions sous bénéfice d'inventaire au profit des héritiers.....	1.50
Retrait successoral.....	0.50
Actes de société contenant des apports d'immeubles (Droit de transcription).....	1.50

§ V. *Transmissions entre-vifs, à titre gratuit, en ligne directe.*

Par contrats de mariage.	Meubles autres que ceux spécifiés ci-après....	1.25 %
	Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	1.25
	Fonds publics et actions de compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers..	1.25
	Immeubles.....	2.75
Hors contrat de mariage et sans partage.	Meubles autres que ceux spécifiés ci-après....	2.50
	Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	2.50
	Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers..	2.50
	Immeubles.....	4.00
Hors contrat de mariage avec partage (Art. 1075 et 1076 du Code Napoléon.)	Meubles autres que ceux spécifiés ci-après....	1.00
	Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	1.00
	Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers..	1.00
	Immeubles.....	1.00
Actes renfermant, soit la déclaration par le donataire ou ses représentants, soit la reconnaissance judiciaire d'un don manuel.....		Div. quot.

§ VI. *Transmissions entre-vifs, à titre gratuit, entre époux.*

Par contrat de mariage.	Meubles autres que ceux spécifiés ci-après....	1.50 %
	Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	1.50
	Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers..	1.50
	Immeubles.....	3.00
Hors contrat de mariage.	Meubles autres que ceux spécifiés ci-après....	3.00
	Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	3.00
	Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances étrangers..	3.00
	Immeubles.....	4.50
Actes renfermant, soit la déclaration par le donataire ou ses représentants, soit la reconnaissance judiciaire d'un don manuel.....		Div. quot.

§ VII. *Transmissions entre-vifs, à titre gratuit, en ligne collatérale.*

(Entre frères et sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces.)

Par contrat de mariage.	Meubles autres que ceux spécifiés ci-après....	4.50 %
	Inscriptions sur le grand livre de la dette publique.....	4.50
	Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers..	4.50
	Immeubles.....	4.50
Hors contrat de mariage.	Meubles autres que ceux spécifiés ci-après....	6.50
	Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	6.50
	Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers..	6.50
	Immeubles.....	6.50
Actes renfermant, soit la déclaration par le donataire ou ses représentants, soit la reconnaissance judiciaire d'un don manuel.....		Div. quot.

(Entre grands-oncles, grand'tantes, petits-neveux, petites-nièces, cousins-germains.)

Par contrat de mariage.	Meubles autres que ceux spécifiés ci-après....	5.00 %
	Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	5.00
	Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers..	5.00
	Immeubles.....	5.00

Hors contrat de mariage.	Meubles autres que ceux spécifiés ci-après...	7.00 %
	Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	7.00
	Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers..	7.00
	Immeubles.....	7.00
Actes renfermant, soit la déclaration par le donataire ou ses représentants, soit la reconnaissance judiciaire d'un don manuel.....		Div. quot.

(Entre parents au delà du quatrième degré et jusqu'au douzième.)

Par contrat de mariage.	Meubles autres que ceux spécifiés ci-après....	5.50 %
	Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	5.50
	Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers..	5.50
	Immeubles.....	5.50
Hors contrat de mariage.	Meubles autres que ceux spécifiés ci-après...	8.00
	Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	8.00
	Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers..	8.00
	Immeubles.....	8.00
Actes renfermant, soit la déclaration par le donataire ou ses représentants, soit la reconnaissance judiciaire d'un don manuel.....		Div. quot.
Transmissions entre-vifs, à titre gratuit, en ligne collatérale, antérieures à la loi du 21 avril 1832.....		Div. quot.

§ VIII. *Transmissions entre-vifs, à titre gratuit, entre personnes non parentes.*

Par contrat de mariage.	Meubles autres que ceux spécifiés ci-après...	6.00 %
	Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	6.00
	Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers..	6.00
	Immeubles.....	6.00
Hors contrat de mariage.	Meubles autres que ceux spécifiés ci-après...	9.00
	Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	9.00
	Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers..	9.00
	Immeubles.....	9.00
Actes renfermant, soit la déclaration par le donataire ou ses représentants, soit la reconnaissance judiciaire d'un don ma-		

nuel.....	Div. quot.
Transmissions entre-vifs, à titre gratuit, entre personnes non parentes, antérieures à la loi du 21 avril 1832.....	Div. quot.

§ IX. *Mutations par décès en ligne directe.*

Meubles autres que ceux spécifiés ci-après.....	1.00 %
Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	1.00
Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers.....	1.00
Immeubles.....	1.00
Testaments portant legs d'immeubles à charge de restitutions (Droit de transcription).....	1.50

§ X. *Mutations par décès entre époux.*

Meubles autres que ceux spécifiés ci-après.....	3.00
Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	3.00
Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers.....	3.00
Immeubles.....	3.00

§ XI. *Mutations par décès en ligne collatérale.*

(Entre frères et sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces.)

Meubles autres que ceux spécifiés ci-après.....	6.50
Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	6.50
Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers.....	6.50
Immeubles.....	6.50
Testaments portant legs d'immeubles à charge de restitution (Droit de transcription).....	1.50

(Entre grands-oncles, grand'tantes, petits-neveux, petites-nièces, cousins germains.)

Meubles autres que ceux spécifiés ci-après.....	7.00
Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	7.00
Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers.....	7.00
Immeubles.....	7.00

(Entre parents au delà du quatrième degré jusqu'au douzième.)

Meubles autres que ceux spécifiés ci-après.....	8.00
Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	8.00
Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers.....	8.00

Immeubles.....	8.00 %
Mutations par décès en ligne collatérale antérieures à la loi du 21 avril 1832.....	Div. quot.

§ XII. *Mutations par décès entre personnes non parentes.*

Meubles autres que ceux spécifiés ci-après.....	9.00 %
Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique.....	9.00
Fonds publics et actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances, étrangers.....	9.00
Immeubles.....	9.00
Mutations par décès entre personnes non parentes, antérieures à la loi du 21 avril 1832.....	Div. quot.

§ XIII. *Baux et antichrèses.*

Baux des biens meubles et immeubles dont la durée est limitée.....	0.20 %
Baux d'immeubles à vie, ou dont la durée est illimitée.....	4.00
Baux de pâturage et nourriture d'animaux.....	0.20
Baux d'industrie.....	0.20
Baux à cheptel et reconnaissance des bestiaux.....	0.20
Baux à nourriture de personnes, dont la durée est limitée.....	0.20
Baux à nourriture de personnes, dont la durée est illimitée.....	2.00
Antichrèses ou engagements d'immeubles.....	2.00

§ XIV. *Adjudications au rabais et marchés.*

Adjudications au rabais et marchés (entre particuliers).....	1.00
Adjudications dont le prix doit être payé directement ou indirectement par le Trésor public.....	2.00 fixe.
Traités et marchés réputés actes de commerce (L. du 11 juin 1859).....	2.00 fixe.

§ XV. *Obligations.*

Obligations de sommes, arrêtés de comptes, dépôts de sommes, chez des particuliers, transactions contenant obligations de sommes et billets simples.....	1.00 %
Actes de prêts sur dépôts ou consignations de marchandises, etc.	2.00 fixe.
Obligations ou lettres de gages du crédit foncier de France.....	0.10 %
Billets à ordre.....	0.50
Warrants.....	0.50
Lettres de change.....	0.25
Atermoiements autres que ceux consentis après faillite déclarée..	0.50
Obligations à la grosse aventure ou pour retour de voyage.....	0.50
Contrats d'apprentissage (Loi du 22 février 1851).....	1.00 fixe.

Contrats ou polices d'assurance contre l'incendie.....	1.00 %
Contrats ou polices d'assurance maritime (avant qu'il en ait été fait usage en justice).....	1.00 fixe.
<i>Idem</i> lorsqu'il en a été fait usage en justice (en temps de paix)...	1 00
<i>Idem</i> (en temps de guerre).....	0.50

§ XVI. *Cautionnements.*

Cautionnements de sommes et objets mobiliers, garanties mobilières et indemnités de même nature.....	0.50 %
<i>Idem</i> , des personnes à représenter à justice.....	0.50
<i>Idem</i> , des comptables envers l'État.....	0.25
<i>Idem</i> , des baux à ferme ou à loyer, de pâturages et autres.....	0.10
<i>Idem</i> , relatifs aux adjudications et marchés dont le prix doit être payé par le Trésor public.....	2.00 fixe.
<i>Idem</i> , en immeubles des conservateurs des hypothèques.....	2.00 id.

§ XVII. *Libérations.*

Quittances de sommes et valeurs mobilières.....	0.50 %
Remboursements de rentes et redevances de toute nature.....	0.50
Retraits exercés en vertu de rémérés.....	0.50
Quittance des droits de sceau liquidés par le conseil du sceau des titres.....	20.00

§ XVIII. *Condamnations, collocations et liquidations.*1^o JUSTICES DE PAIX.

Jugements portant condamnations ou liquidations de sommes et valeurs mobilières.....	0.50 %
Jugements prononçant des dommages-intérêts.....	2.00

2^o CONSEILS DES PRUD'HOMMES.

Jugements portant condamnations ou liquidations de sommes et valeurs mobilières.....	0.50
Jugements prononçant des dommages-intérêts.....	2.00

3^o TRIBUNAUX DE POLICE ORDINAIRE, DE POLICE CORRECTIONNELLE ET COURS CRIMINELLES.

Jugements portant condamnations ou liquidations de sommes et valeurs mobilières.....	0.50
Jugements prononçant des dommages-intérêts.....	2.00

4^o TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE, DE COMMERCE ET D'ARBITRAGE.

Jugements portant condamnations ou liquidations de sommes et valeurs mobilières.....	0.50
--	------

Procès-verbaux d'ordre et de collocation.....	0.50 %
Jugements prononçant des dommages-intérêts.....	2.00

5^e COURS D'APPEL.

Arrêts portant condamnations ou liquidations de sommes et valeurs mobilières.....	0.50
Arrêts prononçant des dommages-intérêts.....	2.00

II. — DROITS FIXES.

Actes civils et administratifs... ..	de 1 fr. à 15 fr.
Actes judiciaires.....	de 1 à 100
Actes extrajudiciaires.....	de 0.50 à 25
Actes de l'État civil.....	de 2.00 à 100

Tarif des Droits de Timbre.

Le tarif des droits de timbre est indiqué dans la 1^{re} partie (p. 332 et suivantes). — Le décime n'est pas perçu sur ces droits.

Tarif des Droits d'Hypothèques.

OBSERVATION GÉNÉRALE. — *Un décime pour franc est perçu sur les droits d'hypothèques au profit du Trésor (L. 6 prair. an VII).*

DROITS AU PROFIT DU TRÉSOR.

DROITS D'INSCRIPTION.

1 franc par mille francs sur le montant des créances inscrites (L. 28 avril 1816, art. 60);

1 franc fixe. — Pour les inscriptions concernant le dessèchement des marais par l'État, en vertu de la loi du 16 septembre 1807 (D. 19 décembre 1803; L. 12 février 1810, 461);

— Pour les inscriptions à l'effet de transporter sur des biens ruraux l'hypothèque dont ont pu être grevées des maisons urbaines appartenant aux hospices de Paris (D. 27 fév. 1811).

Sans paiement immédiat des droits: les inscriptions des créances de l'État (D. 14 nov. 1818, l. 5 déc. 1818, 268); les inscriptions indéfinies ayant pour objet la conservation d'un simple droit d'hypothèque éventuelle sans créance existante (L. 6 messid. an VII, art. 1); les inscriptions d'hypothèques judiciaires prises au profit de personnes admises à l'assistance judiciaire, en vertu de jugements n'ayant pas encore acquis l'autorité de la chose jugée (l. 18 juillet 1853, n° 1912); les inscriptions, à la requête du ministère public, des hypothèques légales qu'il est tenu de requérir du chef du saisi, sur les biens saisis immobilièrement en vertu de l'article 692 C. pr. civ., modifié par

la loi du 24 mai 1858 (L. 25 juillet 1859, n° 2156).

Sont *exemptes de droits* les inscriptions d'office (D. 6 fruct. an VII ; Circ. 19 fruct. an VII, 1633, 13 avril 1808, 374).

DROITS DE TRANSCRIPTION.

1 fr. 50 cent. par 100 fr. pour les actes emportant mutation de propriétés immobilières, sur le prix intégral desdites mutations, suivant qu'il a été réglé à l'enregistrement (quand ce droit de 1 fr. 50 cent. par 100 fr. n'a pas été perçu lors de cette formalité) (L. 21 vent. an VII, art. 25). — Pour les donations portant partage, faites en ligne directe, par actes entre-vifs, conformément aux articles 1075 et 1076 C. N., et qui n'ont acquitté que 1 p. 100 lors de leur enregistrement (L. 16 juin 1824, art. 3).

Jusqu'à ce qu'une loi spéciale détermine les droits à percevoir, la transcription des actes ou jugements qui n'étaient pas soumis à cette formalité avant la loi du 23 mars 1855 est faite moyennant le droit fixe d'un franc (L. 23 mars 1855, art. 12).

1 franc fixe pour tous les actes sur lesquels le droit de 1 fr. 50 cent. p. 100 fr. a été perçu lors de leur enregistrement, d'après les articles 52 et 54 de la loi du 28 avril 1816 (L. 28 avril 1816, art. 61).

Sont *exemptes de droit* : Les transcriptions d'actes d'acquisitions, échanges et partages faits au nom de l'État, soit à l'amiable, soit par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique.

SALAIRE DU CONSERVATEUR.

25 centimes : Pour l'enregistrement et la reconnaissance des dépôts d'actes de mutations pour être transcrits, ou de bordereaux pour être inscrits.

— Pour chaque duplicata de quittance (Décret du 21 septembre 1810, L. 16 octobre 1810, 494).

Il n'est dû aucun salaire, pour l'enregistrement au registre des dépôts, des demandes de mentions de subrogations faites en exécution de l'article 9 de la loi du 23 mars 1855 (L. 24 novembre 1855, 2051).

50 centimes : Pour chaque déclaration soit de changement de domicile, soit de subrogation, soit de tous les deux par le même acte (Déc. 21 septemb. 1810). — Pour la transcription des actes de mutation, par rôle de 25 lignes à la page et de 18 syllabes à la ligne (Décret du 24 novembre 1855).

1 franc : Pour l'inscription de chaque droit d'hypothèque ou privilège, quel que soit le nombre des créanciers, si la formalité est requise par le même bordereau. — Pour chaque inscription faite d'office par le conservateur en vertu d'un acte de propriété soumis à la transcription. — Pour chaque radiation d'inscription. — Pour chaque extrait d'inscription. ou certificat qu'il n'en existe aucune. — Pour chaque certificat de non-transcription d'acte de mutation. — Pour les copies collationnées des actes déposés ou transcrits dans les bureaux des hypothèques, par rôle d'écriture du conservateur, contenant 25 lignes à la page et 18 syllabes à la ligne (Décret 21 septembre 1810).

1 franc : Pour la transcription de chaque procès-verbal de saisie immobilière et de chaque exploit de dénonciation de ce procès-verbal au saisi (art. 677 et 678, Code de procéd. civ.), par rôle d'écriture du conservateur, contenant 25 lignes à la page et 18 syllabes à la ligne. — Pour l'acte du conservateur contenant son refus de transcription, en cas de précédente

saisie (*id.*, art. 680.). — Pour chaque extrait d'inscription ou certificat qu'il n'en existe aucune (argument de l'article 692, *id.*). — Pour la mention des deux notifications prescrites par les articles 691 et 692 du Code de procéd. (art. 693 *id.*). — Pour la ra-

diation de la saisie immobilière (art. 693, *id.*). Pour la mention du jugement d'adjudication (art. 716, *id.*). — Pour la mention du jugement de conversion (art. 717, *id.*). (Ordonn. 10 oct. 1841; l. 12 nov. 1841, 1851.)

Tarif des Droits de Greffe.

OBSERVATION GÉNÉRALE. — *Un décime pour franc est perçu sur tous les droits de greffe* (L. 6 prairial an VII).

Les droits de greffe consistent en : 1° droits de mise au rôle ; 2° droits de rédaction et de transcription ; 3° droits d'expédition (L. 21 vent. an VII, art. 2).

DROITS DE MISE AU RÔLE.

Les droits de mise au rôle sont : pour les causes sommaires et pour celles des tribunaux de commerce, de 1 fr. 50 c. — Pour les causes de première instance ou sur appel des juges de paix, de 3 fr. — Dans les Cours d'appel sur appel des tribunaux civils et de commerce, de 5 fr. — Il est dû en outre 25 cent. aux huissiers audienciers pour chaque placement de cause (*id.*, art. 3).

DROITS DE RÉDACTION ET DE TRANSCRIPTION.

Ces droits ont été réglés par les lois des 21 vent. et 22 prair. an VII, et par le décret du 12 juillet 1808, comme il suit :

Droits fixes :

1 franc 25 centimes.

ACCEPTATIONS de successions sous bénéfice d'inventaire.

ACTES au greffe, tous actes, procès-verbaux et rapports faits ou rédigés par le greffier.

ACTES de voyage.

CERTIFICATS délivrés par le greffier.

CONSIGNATIONS de sommes.

DÉCHARGES au greffier par les parties.

DÉCLARATIONS affirmatives et autres faites au greffe, à l'exception de celles à la requête du ministère public.

DÉPÔTS de bilans, pièces, registres, répertoires, signatures, paraphe, etc.

DÉPÔTS de contrats pour être affichés conformément à l'art. 2194 C. N.

ENQUÊTES (Procès-verbaux d'). — *Indépendamment du droit de 1 fr. 25 cent., il est dû 50 c. par chaque déposition de témoin.*

INSERTIONS au tableau de l'auditoire des contrats de mariage, jugements de séparation, actes et dissolutions de société, et de tous autres actes en vertu des Codes.

INTERROGATOIRES sur faits et articles.

PROCÈS-VERBAUX et rapports. (V. *Actes au greffe.*)

PUBLICATIONS. (V. *Insertions*.)

RÉCUSATIONS de juges.

RÉCEPTION de caution.

RENONCIATIONS à communauté ou succession.

SOCIÉTÉS. (V. *Insertions*.)

SOUMISSIONS de caution.

TRANSCRIPTIONS et enregistrements sur les registres du greffe d'oppositions et autres actes désignés dans les Codes (à l'exception de la transcription de la saisie immobilière). Le droit n'est dû qu'autant qu'il est délivré expédition de la transcription.

1 franc 50 centimes.

DÉPOTS de titres de créances pour la distribution par ordre ou par contribution. — *Il est dû un droit pour chaque production.*

RADIATIONS de saisie immobilière.

SURENCHÈRES faites au greffe.

3 francs.

DÉPOT de l'exemplaire d'apposition d'affiche et de l'état des inscriptions existantes.

TRANSCRIPTION de la saisie immobilière.

Droits proportionnels :

25 centimes par 100 francs.

BORDEREAUX de collocation et mandements sur contribution. — *Le droit est dû sur le montant de chaque créance colloquée.*

50 centimes par 100 francs.

ADJUDICATIONS soit volontaires, soit sur licitation, soit sur expropriation forcée, faites en justice. — Le droit est dû à 50 cent. par 100 fr. sur les cinq premiers mille francs, et à 25 cent. p. 100 fr. seulement sur ce qui excède 5,000 fr. — Pour la revente à folle enchère le droit n'est dû que sur ce qui excède la première adjudi-

cation. — Il n'est exigible pour les licitations que sur la part acquise par le collicant.

DROITS D'EXPÉDITION.

Les expéditions doivent contenir 20 lignes à la page, et 8 à 10 syllabes à la ligne, compensation faite des unes avec les autres. (L. 21 vent. an VII, art. 6.)

1 franc le rôle.

Expéditions des jugements interlocutoires, préparatoires et d'instruction, des enquêtes, interrogatoires, rapports d'experts, délibérations, avis de parents, dépôt de bilan, pièces et registres, des actes d'exclusion ou option des tribunaux d'appel, déclaration affirmative, renonciation à communauté ou à succession, et généralement de tous actes faits ou déposés au greffe, non spécifiés ci-après, ensemble de tous les jugements des tribunaux de commerce. (L. 21 vent. an VII, art. 9.)

1 franc 25 centimes le rôle.

Expéditions des jugements définitifs rendus par les tribunaux civils, soit par défaut, soit contradictoires, en dernier ressort ou sujets à l'appel, celles des décisions arbitrales, celles des jugements rendus sur appel des juges de paix, celles des ventes et baux judiciaires (*idem.*, art. 8).

2 francs le rôle.

Expéditions des arrêts sur appel des tribunaux civils ou de commerce, soit contradictoires, soit par défaut (*idem.*, art. 7).

Droits de greffe en débet.

Les droits de greffe auxquels donnent ouverture les procédures suivies d'*office* en matière civile doivent être

liquidés en *débet*, comme les droits de timbre et d'enregistrement, et recouvrés ultérieurement sur les parties (D. 26 oct. 1825, l. 31 mars 1826, 1187, § 17).

VENTES JUDICIAIRES D'IMMEUBLES.

Il est alloué aux greffiers des tribunaux de première instance :

Pour la communication sans déplacement, tant du cahier des charges que du procès-verbal d'expertise, 15 francs. — Ce droit est dû, soit qu'il y ait, soit qu'il n'y ait pas d'exper-

tise ; toutefois, si l'expertise a été ordonnée en matière de licitation, le droit est réduit à 12 francs. — Il est perçu lors du premier dépôt au greffe, soit du procès-verbal d'expertise, soit du cahier des charges (Ordonn. 10 octobre 1841).

Enfin, indépendamment de la remise allouée aux greffiers sur les droits ci-dessus qui sont perçus au profit du Trésor, des émoluments particuliers leur sont accordés (Décret du 24 mai 1854).

CHAPITRE IV

TARIFS DES POSTES.

Ces tarifs sont complètement reproduits dans la 1^{re} partie (V. p. 382, 383, 390 et suiv. ; — 405 et 413).

1000 1072

TABLE MÉTHODIQUE

DU PREMIER VOLUME.

PREMIÈRE PARTIE.

LÉGISLATION

PRÉFACE.....	1
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. Des impôts en général..... page.	1
Principes généraux de la législation fiscale en France.....	1
CHAPITRE 1 ^{er} . Des contributions directes.....	9
Historique des impôts correspondants avant 1789.....	10
Taille.....	10
Vingtièmes.....	11
Dîmes.....	12
Capitation.....	12
Corvées.....	13
Division des impôts directs actuels.....	16
SECTION 1 ^{re} . Assiette et répartition.....	18
Instruments de l'assiette et de la répartition.....	18
Organisation de l'administration des contributions directes...	19
Mécanisme de la répartition.....	21
§ 1 ^{er} . Contribution foncière.....	23
Assiette.....	24
Répartition. — Cadastre.....	27
§ II. Contribution personnelle et mobilière.....	36
Législation jusqu'en 1832.....	36
Législation actuelle.....	39
Assiette.....	39
Répartition.....	41
§ III. Contribution des portes et fenêtres.....	44
Assiette.....	45
Répartition.....	47

§ IV. Contribution des patentes.....	49
Assiette.....	50
§ V. Centimes additionnels.....	59
Centimes généraux.....	59
Centimes départementaux.....	60
Centimes communaux.....	63
Centimes avec affectations diverses.....	67
§ VI. Taxes assimilées aux contributions directes.....	68
Redevances sur les mines.....	68
Rétribution pour la vérification des poids et mesures.....	69
Taxe des biens de mainmorte.....	70
Droits établis pour les frais de visite chez les pharmaciens, etc.....	71
Prestations en nature pour les chemins vicinaux.....	71
Taxe sur les chiens.....	72
Contribution pour l'entretien des bourses et chambres de commerce.....	74
Contribution pour l'entretien des digues et le curage des canaux et rivières non navigables; taxes d'arrosage.....	75
Taxes pour les travaux de dessèchement des marais.....	75
Rétributions dues par les propriétaires ou entrepreneurs d'eaux minérales.....	76
§ VII. Confection des rôles.....	76
§ VIII. Réclamations en matière de contributions directes; procédure et compétence.....	79
SECTION II. Recouvrement des impôts directs.....	82
Agents du recouvrement des impôts directs.....	82
Règles générales du recouvrement.....	84
Exigibilité de l'impôt.....	84
Privilege du Trésor pour le recouvrement de l'impôt direct.....	86
Contre qui le recouvrement peut être poursuivi.....	86
Procédure du recouvrement.....	88
Compétence en matière de recouvrement.....	93
Responsabilité des agents de la perception en cas de non-recouvrement; prescription.....	95
Cotes indûment imposées et cotes irrecevables.....	95
CHAPITRE II. Des impôts de consommation.....	97
SECTION I ^{re} . Des contributions indirectes proprement dites.....	99
Historique des impôts indirects avant 1789.....	99
Aides.....	100
Gabelle.....	101
Tabacs.....	102
Division des impôts indirects actuels.....	103
§ I ^{re} . Impôt des boissons.....	104
Exposé historique et division de l'impôt.....	104

I. Vins, cidres, poirés et hydromels.....	107
Droit de circulation.....	107
Formalité de la déclaration.....	107
Assiette du droit de circulation.....	109
Droit de détail.....	112
Assiette.....	112
Mode de perception. — Exercice. — Abonnements.....	112
Droit d'entrée.....	118
Assiette.....	118
Mode de perception. — Transit. — Entrepôt.....	119
II. Eaux-de-vie, esprits et liqueurs.....	123
Droit de consommation.....	123
Assiette.....	123
Mode de perception.....	124
Droit d'entrée.....	125
III. Bière.....	126
Droit de fabrication.....	126
Droit de licence.....	127
Taxe de remplacement aux entrées dans Paris.....	128
§ II. Impôt sur les sucres.....	129
Assiette de l'impôt.....	129
Mode de perception.....	131
§ III. Impôt sur le sel.....	135
Assiette du droit.....	135
Mode de perception.....	136
§ IV. Impôt sur le tabac.....	139
Approvisionnement.....	140
Fabrication.....	142
Vente.....	142
§ V. Taxes diverses.....	145
Droit sur les cartes à jouer.....	145
Droit de marque et de garantie sur les objets d'or et d'argent.....	146
Droit sur les voitures publiques.....	150
Droit sur la navigation intérieure.....	153
Péages sur les bacs et passages d'eau.....	156
Péages sur les ponts non concédés.....	158
Produit de la vente de la poudre à feu.....	158
Frais de casernement.....	159
SECTION II. Octrois.....	160
Historique.....	160
Législation actuelle.....	161
Etablissement de l'octroi, des tarifs et règlements d'exécution.....	162
Limites de la perception.....	164

Objets soumis à la taxe.....	164
Mode de perception.....	168
Dispositions pénales.....	171
Octroi de Paria.....	171
Différence des droits d'octroi avec les droits d'entrée.....	172
SECTION III. Droits de douanes.....	173
Définition et caractère des droits de douanes.....	173
Historique des taxes correspondantes avant 1789.....	175
§ I ^{er} . Règles relatives à l'assiette des droits de douanes.....	177
Division de ces droits.....	177
Tarif.....	179
Règles générales de la formation du tarif.....	179
Règles générales de l'application du tarif.....	180
Exceptions.....	181
Facilités accordées au commerce : — entrepôt, — transit, — emprunt du territoire étranger, — cabotage.....	184
§ II. Mode de perception des droits de douanes.....	186
Rayon rontière.....	186
Formalités relatives à la circulation dans le rayon.....	187
Sur les frontières de terre.....	187
Sur les côtes.....	189
Restrictions imposées à l'industrie.....	189
Règles générales communes aux importations et aux exportations.....	190
Règles spéciales aux importations.....	194
Importations par mer.....	194
Importations par terre.....	199
Règles spéciales aux exportations.....	200
Règles communes aux exportations par terre et par mer..	200
Exportations par mer.....	201
Règles relatives aux primes de sortie.....	202
Emprunt du territoire français.....	204
Entrepôt.....	204
Entrepôt réel.....	205
Entrepôt licitif.....	208
Entrepôts spéciaux.....	209
Transit.....	209
Emprunt du territoire étranger.....	214
Cabotage.....	216
Mode de paiement des droits de douanes.....	218
Police et recherche de la fraude.....	220
§ III. Régimes spéciaux.....	223
§ IV. Droits de navigation.....	226

§ V. Impôt sur le sel perçu par l'administration des douanes...	230
SECTION IV. Procédure et compétence en matière d'impôts de consommation et organisation de l'administration des contributions indirectes et de celle des douanes.....	231
§ I ^{er} . Procédure et compétence.....	231
Règles générales.....	231
Règles spéciales en matière de contributions indirectes.....	235
Actions civiles.....	235
Procès-verbaux et poursuites correctionnelles.....	237
Règles spéciales en matière d'octrois.....	241
Actions civiles.....	241
Procès-verbaux et poursuites correctionnelles.....	242
Règles spéciales en matière de douanes.....	243
Actions civiles.....	243
Procès-verbaux et poursuites correctionnelles.....	245
§ II. Organisation de l'administration des contributions indirectes et de celle des douanes.....	254
CHAPITRE III. Des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèque.....	264
SECTION I ^{re} . Des droits d'enregistrement.....	266
Historique des impôts correspondants avant 1789.....	267
Objet de l'enregistrement comme service public.....	273
A l'égard des actes notariés.....	273
— des exploits.....	274
— des jugements.....	274
— des actes sous seings privés.....	274
— des déclarations de mutations.....	275
§ I ^{er} . Base et division des droits d'enregistrement.....	275
Base et division en droits fixes et droits proportionnels.....	275
Division en droits d'actes et droits de mutation.....	278
Règles générales de l'assiette de l'impôt.....	279
1 ^{re} Règle : Il faut un acte.....	279
Exceptions : mutations imposables sans actes et sujettes à des déclarations obligatoires.....	280
2 ^e Règle : Il faut que l'acte soit représenté.....	280
Exceptions.....	281
Rétroactivité.....	281
Les actes sont enregistrés sur les minutes.....	282
Appréciation du contenu des actes dans ses rapports avec l'application des droits.....	282
Règles d'application de l'impôt suivant la nullité ou l'éventualité des actes et mutations.....	284
Règles spéciales à l'assiette des droits proportionnels.....	287

Mode de calcul de ces droits.....	281
Base de l'assiette des droits proportionnels sur les meubles, ...	288
Base de l'assiette des droits proportionnels pour les immeubles.....	292
Autres règles principales relatives à l'assiette des droits proportionnels.....	294
Spécialités diverses dans leurs rapports avec l'impôt.....	296
Mentions des conventions verbales dans les actes.....	296
— dans les exploits.....	297
— dans les jugements.....	297
Mentions des actes sous seings privés non enregistrés.....	297
Règles relatives aux partages et aux transactions.....	298
Contre-lettres.....	299
Quotités des droits fixes et des droits proportionnels.....	299
Exceptions et exemptions.....	301
Actes enregistrés en débit.....	301
Actes enregistrés gratis.....	301
Actes exempts d'enregistrement.....	302
§ II. Mode de perception.....	303
Délais dans lesquels les actes doivent être présentés et les déclarations doivent être faites.....	303
Actes publics.....	303
Testaments.....	304
Actes sous seings privés.....	304
Déclarations de mutations verbales.....	305
Déclarations de mutations par décès.....	305
Bureaux auxquels les actes et mutations doivent être enregistrés.....	307
De la transcription des actes et mutations sur les registres.....	308
Du paiement des droits et quels en sont les débiteurs directs et les débiteurs définitifs.....	309
Pénalités.....	313
Règles ayant pour objet de constater la fraude et d'assurer la perception.....	316
Obligations des receveurs.....	316
— des officiers publics.....	318
— des tribunaux et administrateurs.....	323
Expertise.....	323
Bonifications et modérations.....	325
Droits acquits et prescriptions.....	326
Droits acquits.....	326
Prescriptions.....	328
Appendice aux droits d'enregistrement. — Droit spécial de transmission sur les actions et obligations.....	330

SECTION II. Des droits de timbre.....	332
Nature et objet de l'impôt du timbre.....	332
§ I ^{er} . Assiette de l'impôt du timbre.....	333
<u>Timbre de dimension.....</u>	334
Actes et registres.....	334
Timbre des quittances dans les caisses publiques.....	337
Lettres de voiture ou connaissements et récépiés des che- mins de fer.....	337
Bordereaux de commerce.....	338
Polices d'assurances terrestres.....	338
Polices d'assurances maritimes.....	340
Affiches.....	341
Droit spécial d'affichage.....	342
Journaux et écrits périodiques et non périodiques traitant de matières politiques et d'économie sociale.....	343
Passo-ports et permis de chasse.....	343
<u>Timbre proportionnel.....</u>	343
Effets négociables et non négociables.....	344
Actions dans les Sociétés.....	348
Obligations négociables des départements, communes, éta- blissements publics et compagnies.....	351
Rentés étrangères.....	353
<u>Exemptions.....</u>	353
§ II. Mode de perception.....	354
Débite.....	355
Timbre extraordinaire.....	356
Visa pour timbre.....	357
Règles générales ayant pour objet de constater la fraude et d'assurer la perception.....	358
Prescriptions.....	359
SECTION III. Des droits de greffe.....	360
SECTION IV. Des droits d'hypothèques.....	363
SECTION V. Poursuites, — procédure et compétence en matière de droits d'enregistrement, — de timbre, — de greffe et d'hypo- thèques, — et organisation de l'administration de l'enregistre- ment.....	366
§ I ^{er} . Poursuites, — procédure et compétence.....	366
Règles générales.....	366
Règles spéciales.....	367
Enregistrement.....	367
Timbre.....	368
Greffe.....	369
Hypothèques.....	369
§ II. Organisation de l'administration de l'enregistrement.....	370

CHAPITRE IV. Des droits de poste.....	373
Historique jusqu'en 1789.....	374
§ I ^{er} . Poste aux chevaux.....	381
§ II. Poste aux lettres.....	384
Monopole.....	386
Taxe des lettres. — Affranchissement. — Timbres-poste....	390
Taxe des journaux, — imprimés, — échantillons et papiers d'affaires.....	395
Taxe des valeurs cotées.....	400
Taxe des valeurs déclarées.....	401
Franchises.....	403
Responsabilité et chargements.....	405
Inviolabilité des correspondances.....	406
Rebuts.....	407
Système de correspondance des bureaux de poste.....	409
Modes de transport des dépêches.....	410
Prescription.....	412
§ III. Service des articles d'argent.....	412
§ IV. Procédure et compétence.....	414
§ V. Organisation de l'administration des postes.....	417

DEUXIÈME PARTIE.

TARIFS

CHAPITRE PREMIER. — Contributions directes.....	423
Tarif des portes et fenêtres.....	423
Tarif des droits de patentes.....	424
CHAPITRE II. — Impôts de consommation..	473
SECTION I. — Contributions indirectes.....	473
Tarif des droits sur les boissons.....	473
— sur le sucre.....	475
— sur le sel.....	475
Tarif de la vente des tabacs.....	476
Tarif de l'impôt sur les cartes à jouer.....	476
— sur la marque et la garantie des objets d'or et d'argent.....	476
— sur les voitures publiques.....	477
Tarif des droits de navigation intérieure.....	477
Tarif des péages sur les bacs et passages d'eau.....	477
Tarif des péages sur les ponts non concédés.....	477
Tarif de la vente des poudres.....	477
Tarif des frais de casernement.....	477
Tarif des octrois.....	477
Tarif des droits de licence.....	482
SECTION II. — Droits de douanes.....	484
CHAPITRE III. — Droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèques.....	485
Tarif des droits d'enregistrement.....	485
Tarif des droits de timbre.....	493
Tarif des droits d'hypothèques.....	493
Tarif des droits de greffe.....	495
CHAPITRE IV. — Tarifs des postes.....	498



OUVRAGES SUR LES FINANCES. — LES IMPÔTS.

ADAM SMITH. Richesse des Nations. 3 vol. in-18. (Le 3 ^e vol. est consacré aux finances).....	10 fr. 50
J.-B. SAY. Traité d'Économie politique. 7 ^e édit. 1 fort vol. in-18. (Le volume est consacré aux finances.).....	4 fr. »
D'AUDIFFRET. Système financier de la France. 6 vol. in-8.....	42 fr. »
BOITEAU. Fortune publique et finances de la France (inventaire général). 2 vol. in-8.....	15 fr. »
DE PARIEU. Traité des Impôts. 4 vol. in-8.....	30 fr. »
DU PUYNODE. De la Monnaie, du Crédit et de l'Impôt. 2 vol. in 8.	12 fr. »
M ^{me} ROYER. Théorie de l'Impôt. 2 vol. in-8.....	10 fr. »
CLAMAGERAN. Histoire de l'Impôt en France. 1 ^{re} et 2 ^e vol.....	15 fr. »
PROUST. La Division de l'Impôt. 1 vol. in-8.....	2 fr. 50
MERLIN. Des Budgets de l'État sous le second Empire. 1 vol. in-8.	7 fr. 50
HERMITTE. L'Octroi et l'Impôt des boissons. 1 vol. in-8.....	2 fr. »
BONNET (Victor). Études d'économie politique et financière. 1 vol. in-8.....	4 fr. »
BONNET (Victor). Les Impôts après la guerre. Brochure in-8....	1 fr. 50
LECOEUPPEY. De l'Impôt foncier. 1 vol. in-8.....	5 fr. »
WALBAS (Léon). Théorie critique de l'Impôt. 1 vol. in-8.....	2 fr. »
CHARGUÉRAUD. L'Économie politique et l'Impôt. 1 vol. in-8....	5 fr. »
SERRES. L'Impôt unique. Broch. in-8.....	» fr. 50
OTT. Les Impôts en France. Traité à l'usage des contribuables. 1 vol. in-8.....	5 fr. »
VAUTHIER. L'Impôt progressif. Broch. in-8.....	2 fr. »
GOULLIN. De l'Impôt sur le sel. 1 vol. in-8.....	3 fr. »
JÉHAN. De l'Impôt sur la production étrangère. 1 vol. in-8....	2 fr. 75
FOUBERT. De l'Impôt sur les valeurs mobilières. Broch. in-8....	2 fr. »
LES CINQ MILLIARDS PRÉSENTS. Discussion à la Société d'Économie politique. In-8.....	1 fr. »
COURTOU. Les Finances de la France (résumé statistique). In-8.	2 fr. »
GARNIER (Joseph). Traité de finances. 1 vol. in-8. (3 ^e édit., sous presse).	
DAVIESIÉ. Impôt sur les rentes. Brochure in-8.....	» fr. 50
LINARD. De l'Impôt sur la production. Brochure in-8.....	1 fr. »
LINARD. Le Projet d'impôt par M. Pouyer-Quertier. Broch. in-8.	1 fr. »
KHAN. Rachat facultatif de l'impôt foncier et des portes et fenêtres. Brochure in-8.....	» fr. 50
WOŁOWSKI. Les Finances de la Russie. 1 vol. in-8.....	5 fr. »
PLEBANO ET MUSSO. Les Finances du royaume d'Italie. 1 vol. in-8.	7 fr. 50
BOULANGER. Traité des Impôts du peuple Romain, traduit du latiq. Brochure in-8.....	1 fr. 50
COMANDRÉ. L'Impôt du sel, fléau du pauvre. Broch. in-8.....	2 fr. 50

Articles dans le Journal des Économistes et le Dictionnaire de l'Économie politique.

005693020

